SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME CXX **1931-1932** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

N° 2760. — Autriche, Hongrie, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie :

Convention pour le règlement des questions ayant trait au transfert des créances et des dépôts que possèdent des ressortissants des territoires transférés de l'ancien Royaume de Hongrie, respectivement de l'ancien Empire d'Autriche auprès de la Caisse d'Epargne postale royale hongroise, avec annexes, protocoles finals et arrangement entre la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, avec protocole final et procès-verbal, signés à Budapest, le 7 novembre 1922, et protocole relatif à la mise en vigueur de la convention, signé à Budapest, le 31 octobre 1930 9

N° 2761. — Hongrie et Yougoslavie :

Accord concernant le règlement des questions relatives à la Caisse tutélaire du département de Torontal, avec protocole final. Signés à Belgrade, le 30 janvier 1931 105

N° 2762. — Norvège et Roumanie :

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Bucarest, le 21 juin 1930. 113

N° 2763. — République Argentine, Belgique, Brésil, Chili, Danemark, etc. :

Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, avec protocole de signature, signés à Bruxelles, le 25 août 1924, procès-verbal de signature et notes y annexées, et procès-verbal relatif au dépôt des ratifications, signé à Bruxelles, le 2 juin 1930 123

N° 2764. — Allemagne, Belgique, Chili, Espagne, Estonie, etc. :

Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, avec protocole de signature, signés à Bruxelles, le 25 août 1924, procès-verbal de signature et note y annexée, et procès-verbal relatif au dépôt des ratifications, signé à Bruxelles, le 2 juin 1930... 155

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME CXX **1931-1932** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS.

Page

No. 2760. — Austria, Hungary, Poland, Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :

Convention for the Settlement of Questions relating to the Transfer of Claims and Deposit at the Royal Hungarian Postal Savings' Bank possessed by Nationals of the Territories transferred from the Former Kingdom of Hungary to the Former Austrian Empire, as the case may be, with Annexes, Final Protocols, and Agreement between Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, with Final Protocol and Procès-Verbal, signed at Budapest, November 7, 1922, and Protocol regarding the putting into force of the Convention, signed at Budapest, October 31, 1930 9

No. 2761. — Hungary and Yugoslavia :

Agreement regarding the Settlement of Questions relating to the Tutelar Fund of the County of Torontal, with Final Protocol. Signed at Belgrade, January 30, 1931 ... 105

No. 2762. — Norway and Roumania :

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Bucharest, June 21, 1930 113

No. 2763. — Argentine Republic, Belgium, Brazil, Chile, Denmark, etc. :

International Convention for the Unification of certain Rules relating to the Limitation of the Liability of Owners of Seagoing Vessels, with Protocol of Signature, signed at Brussels, August, 25, 1924, Procès-Verbal of Signature and Notes annexed thereto and Procès-Verbal regarding the Deposit of Ratifications, signed at Brussels, June 2, 1930 123

No. 2764. — Germany, Belgium, Chile, Spain, Estonia, etc. :

International Convention for the Unification of certain Rules relating to Bills of Lading, with Protocol of Signature, signed at Brussels, August 25, 1924, Procès-Verbal of Signature and Note annexed thereto and Procès-Verbal regarding the Deposit of Ratifications, signed at Brussels, June 2, 1930 155

Pages

N° 2765. — Allemagne, République Argentine, Brésil, Chili, Danemark, etc. :

Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, avec protocole de signature, signés à Bruxelles, le 10 avril 1926, et procès-verbal relatif au dépôt des ratifications, signé à Bruxelles, le 2 juin 1930 187

N° 2766. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suède :

Accord relatif à l'exemption réciproque de la double imposition en ce qui concerne certains revenus ou profits réalisés par une agence. Signé à Londres, le 6 juillet 1931 211

N° 2767. — Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède :

Arrangement concernant la réexpédition à titre gratuit de télégrammes entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède. Signé à Oslo, le 1er avril, à Copenhague, le 10 avril, à Helsingfors, le 14 avril, à Stockholm, le 24 avril, et à Reykjavik, le 6 mai 1931 217

N° 2768. — Pologne et Suède :

Echange de notes concernant la légalisation des certificats d'origine. Varsovie, les 10 avril et 16 mai 1931 223

N° 2769. — Estonie et Lettonie :

Accord additionnel au Traité économique provisoire entre les deux pays, avec protocole final, signés à Tallinn, le 3 juin 1931, et échange de notes y relatif, de la même date... 235

N° 2770. — Cuba et Espagne :

Convention commerciale. Signée à Madrid, le 15 juillet 1927 251

N° 2771. — Norvège et Suède :

Convention au sujet de certaines questions relatives au régime juridique des eaux. Signée à Stockholm, le 11 mai 1929 263

N° 2772. — Ville Libre de Dantzig et Finlande :

Echange de notes entre le Gouvernement polonais, au nom de la Ville libre de Dantzig, et le Gouvernement finlandais comportant un accord relatif à la suppression des visas de passeports entre la Ville Libre de Dantzig et la Finlande. Varsovie, les 13 mai et 8 juin 1931 291

N° 2773. — Allemagne et Pologne :

Accord concernant la réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes, avec protocole final. Signés à Berlin, le 10 décembre 1927 299

N° 2774. — Chine et Pologne :

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Nankin, le 18 septembre 1929, échange de notes y relatif de la même date, et protocole additionnel, signé à Nankin, le 1er juillet 1930 331

Page

No. 2765. — Germany, Argentine Republic, Brazil, Chile, Denmark, etc. :

International Convention for the Unification of certain Rules relating to Maritime Liens and Mortgages, with Protocol of Signature, signed at Brussels, April 10, 1926, and Procès-Verbal regarding the Deposit of Ratifications, signed at Brussels, June 2, 1930 187

No. 2766. — Great Britain and Northern Ireland and Sweden :

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits or Gains arising through an Agency. Signed at London, July 6, 1931- 211

No. 2767. — Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden :

Agreement regarding the Redirection of Telegrams free of charge between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden. Signed at Oslo, April 1st, at Copenhagen, April 10, at Helsingfors, April 14, at Stockholm, April 24, and at Reykjavik, May 6, 1931 217

No. 2768. — Poland and Sweden :

Exchange of Notes regarding the Legalisation of Certificates of Origin. Warsaw, April 10 and May 16, 1931 223

No. 2769. — Estonia and Latvia :

Additional Agreement to the Provisional Economic Treaty between the two Countries, with Final Protocol, signed at Tallinn, June 3, 1931, and Exchange of Notes relating thereto of the same date 235

No. 2770. — Cuba and Spain :

Commercial Convention. Signed at Madrid, July 15, 1927 251

No. 2771. — Norway and Sweden :

Convention on certain Questions relating to the Law on Watercourses. Signed at Stockholm, May 11, 1929 263

No. 2772. — Free City of Danzig and Finland :

Exchange of Notes between the Polish Government, on behalf of the Free City of Danzig, and the Finnish Government constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas between the Free City of Danzig and Finland. Warsaw, May 13, and June 8, 1931 291

No. 2773. — Germany and Poland :

Agreement regarding the Regulation of Fishing in Boundary Waters, with Final Protocol. Signed at Berlin, December 10, 1927 299

No. 2774. — China and Poland :

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Nankin, September 18, 1929, Exchange of Notes relating thereto of the same date and Additional Protocol, signed at Nankin, July 1, 1930 331

Pages

N° 2775. — Grèce et Pologne :

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Varsovie, le 10 avril 1930, et échange de notes y relatif, de la même date 369

N° 2776. — Etats-Unis d'Amérique et Espagne :

Echange de notes relatif au règlement des réclamations réciproques. Washington, les 24 août 1927, 13 mai et 20 juin 1929 - 401

N° 2777. — Etats-Unis d'Amérique et Espagne :

Echange de notes relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Washington, les 16 avril et 10 juin 1930 407

N° 2778. — Allemagne et Pays-Bas :

Accord établissant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemins de fer entre les deux pays d'objets qui, aux termes de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer, du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions, signé à La Haye, le 6 juin, et à Berlin, le 11 juin 1931, et échange de notes y relatif, Berlin, le 15 mai, La Haye, le 6 juin, et Berlin, le 11 juin 1931 413

Page

No. 2775. — Greece and Poland :

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Warsaw, April 10, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date 369

No. 2776. — United States of America and Spain :

Exchange of Notes relating to the Settlement of the reciprocal Claims. Washington, August 24, 1927, May 13 and June 20, 1929 401

No. 2777. — United States of America and Spain :

Exchange of Notes relating to the Exemption from Income Tax in Certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Washington, April 16 and June 10, 1930 407

N° 2778. — Germany and the Netherlands :

Agreement establishing less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions, signed at The Hague, June 6, and at Berlin, June 11, 1931, and Exchange of Notes relating thereto, Berlin, May 15, The Hague, June 6, and Berlin, June 11, 1931 413

N° 2760.

AUTRICHE, HONGRIE, POLOGNE, ROUMANIE, ROYAUME DES S. H. S. ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention pour le règlement des questions ayant trait au transfert des créances et des dépôts que possèdent des ressortissants des territoires transférés de l'ancien Royaume de Hongrie, respectivement de l'ancien Empire d'Autriche auprès de la Caisse d'Epargne postale royale hongroise, avec annexes, protocoles finals et arrangement entre la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, avec protocole final et procès-verbal, signés à Budapest, le 7 novembre 1922, et protocole relatif à la mise en vigueur de la convention, signé à Budapest, le 31 octobre 1930.

AUSTRIA, HUNGARY, POLAND, ROUMANIA, KINGDOM OF S. H. S. AND CZECHOSLOVAKIA

Convention for the Settlement of Questions relating to the Transfer of Claims and Deposit at the Royal Hungarian Postal Savings' Bank possessed by Nationals of the Territories transferred from the Former Kingdom of Hungary to the Former Austrian Empire, as the case may be, with Annexes, Final Protocols and Agreement between Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, with Final Protocol and Procès-Verbal, signed at Budapest, November 7, 1922, and Protocol regarding the putting into force of the Convention, signed at Budapest, October 31, 1930.

N° 2760. — CONVENTION [1] ENTRE L'AUTRICHE, LA HONGRIE, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE POUR LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS AYANT TRAIT AU TRANSFERT DES CRÉANCES ET DES DÉPOTS QUE POSSÈDENT DES RESSORTISSANTS DES TERRITOIRES TRANSFÉRÉS DE L'ANCIEN ROYAUME DE HONGRIE, RESPECTIVEMENT DE L'ANCIEN EMPIRE D'AUTRICHE AUPRÈS DE LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 7 NOVEMBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 *juillet* 1931.

L'AUTRICHE, LA HONGRIE, LA POLOGNE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et LA TCHÉCOSLOVAQUIE, désireux de régler les questions qui ont trait au transfert des créances et des dépôts que possèdent des ressortissants des territoires transférés de l'ancien Royaume de Hongrie respectivement de l'ancien Empire d'Autriche auprès de la Caisse d'Epargne postale royale hongroise.

Voulant conclure une convention à cet effet, les Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

L'AUTRICHE :

M. le Dr Jean CNOBLOCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche auprès du Royaume de Hongrie ;

LA HONGRIE :

M. Alexandre DE NUBER, consul général de première classe ; et
M. Achilles DÉSCHAN, conseiller ministériel ;

[1] Dépôt des ratifications à Budapest :
Autriche.
Hongrie.
Roumanie.
Tchécoslovaquie.
Yougoslavie.
Pologne.

D'après le Protocole signé à Budapest le 31 octobre 1930 (voir page 102 de ce volume), les dispositions de la convention et de ses annexes ont été, par dérogation à son article 18, appliquées à partir du 1er novembre 1930.

La convention est entrée formellement en vigueur le 7 septembre 1931, date du dépôt de la ratification de la Pologne, dernière Partie contractante ayant ratifié.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2760. — CONVENTION [2] BETWEEN AUSTRIA, HUNGARY, POLAND, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA FOR THE SETTLEMENT OF QUESTIONS RELATING TO THE TRANSFER OF CLAIMS AND DEPOSITS AT THE ROYAL HUNGARIAN POSTAL SAVINGS BANK, POSSESSED BY NATIONALS OF THE TERRITORIES TRANSFERRED FROM THE FORMER KINGDOM OF HUNGARY TO THE FORMER AUSTRIAN EMPIRE AS THE CASE MAY BE. SIGNED AT BUDAPEST, NOVEMBER 7, 1922.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 15, 1931.

AUSTRIA, HUNGARY, POLAND, ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and CZECHOSLOVAKIA, being desirous of settling questions concerning the transfer of claims on and deposits in the Royal Hungarian Post Office Savings Bank belonging to nationals of the territories transferred from the former Kingdom of Hungary or the former Empire of Austria, and,

Wishing to conclude a Convention for this purpose, the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries :

AUSTRIA :

Dr. Jean CNOBLOCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Austria accredited to the Kingdom of Hungary;

HUNGARY :

M. Alexandre DE NUBER, Consul-General (First Class) ; and
M. Achilles DÉSCHAN, Ministerial Counsellor;

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Deposit of ratifications in Budapest :

Austria.
Hungary.
Roumania.
Czechoslovakia.
Yugoslavia.
Poland.

In accordance with the Protocol signed at Budapest on October 31, 1930 (see page 103 of this volume), the provisions of the Convention and of its Annexes were, by derogation of its Article 18, applied as from November 1st, 1930.

The Convention entered finally into force on September 7, 1931, date of the deposit of the ratification by Poland, the last of the Contracting Parties having ratified.

LA POLOGNE :

M. Zbigniew SMOLKA, délégué plénipotentiaire de la République polonaise;

LA ROUMANIE :

M. Trajan STIRCEA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, de Sa Majesté le Roi de Roumanie près le Gouvernement du Royaume de Hongrie;

LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Danilo DANITCH, chef de section du Ministère des Affaires étrangères;

LA TCHÉCOSLOVAQUIE :

M. le Dr Bohumil VLASÁK, premier chef de section au Ministère des Finances;

Lesquels, ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Les avoirs et dépôts des personnes résidant en Pologne respectivement sur le territoire de l'ancienne Hongrie transféré en vertu du Traité de Trianon à l'Autriche restent auprès de la Caisse d'Epargne postale à Budapest. Restent également auprès de la Caisse d'Epargne postale à Budapest les avoirs et dépôts des nationaux polonais résidant en dehors de la Pologne ainsi que des personnes ayant leur indigénat dans le territoire susindiqué de l'Autriche et résidant en dehors de la Pologne ainsi que des personnes ayant leur indigénat dans le territoire susindiqué de l'Autriche et résident en dehors de ce territoire, en tant qu'ils ne doivent être rangés en vertu des dispositions ultérieures de la présente convention dans un bloc national de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ou de la Tchécoslovaquie. Quant aux avoirs laissés auprès de la Caisse d'Epargne postale, le recouvrement ne peut être demandé qu'en couronnes hongroises.

Sur la demande des personnes susindiquées, la Caisse d'Epargne postale à Budapest délivrera les susdits avoirs et dépôts, conformément à la demande, au requérant isolé ou par bloc aux Caisses d'Epargne postales à Vienne respectivement à Varsovie. Cette délivrance se fera en observant les prescriptions des statuts de la Caisse d'Epargne postale à Budapest.

Les stipulations ultérieures de la présente Convention ne seront pas applicables aux avoirs et dépôts visés par cet article, exceptés les articles 16 et 17.

Article 2.

La Hongrie fera transférer, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie feront assumer en conformité avec les prescriptions de la présente convention tous les avoirs de leurs ressortissants auprès de la Caisse d'Epargne postale à Budapest et les avoirs appartenant aux comitats, districts et communes dont le territoire se trouve en dehors de la Hongrie. En ce qui concerne les comitats, districts et communes dont le territoire est partagé, l'article 8 contient des dispositions spéciales.

Les avoirs qui n'auront pas été assumés par les trois Etats susdits restent en couronnes hongroises auprès de la Caisse d'Epargne postale à Budapest et leur recouvrement ne peut être demandé par les ressortissants de ces Etats qu'en couronnes hongroises.

POLAND :

M. Zbigniew SMOLKA, Plenipotentiary Delegate of the Polish Republic;

ROUMANIA :

M. Trajan STIRCEA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Roumania accredited to the Government of the Kingdom of Hungary;

THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Danilo DANITCH, Chief of Section in the Ministry of Foreign Affairs;

CZECHOSLOVAKIA :

Dr. Bohumil VLASÁK, First Chief of Section in the Ministry of Finance;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

PART I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

The assets and deposits of persons resident in Poland or in former Hungarian territory transferred under the Treaty of Trianon to Austria shall remain in the Post Office Savings Bank at Budapest, as shall also the assets and deposits of Polish nationals resident outside Poland and of persons possessing rights of citizenship in the above-mentioned territory of Austria and resident outside Poland, as also persons possessing rights of citizenship in the above-mentioned territory of Austria and resident outside that territory, in so far as such assets and deposits are not included, under the later provisions of this Convention, in a national *bloc* of Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes or Czechoslovakia. Repayment of assets left in the Post Office Savings Bank can be demanded only in Hungarian crowns.

At the request of the persons specified above, the Post Office Savings Bank at Budapest shall deliver the aforesaid assets and deposits as requested, either to individual applicants or by *bloc* to the Post Office Savings Bank at Vienna or Warsaw, as the case may be. Such transfer shall be made in accordance with the regulations of the Post Office Savings Bank at Budapest.

The further provisions of the present Convention, with the exception of Articles 16 and 17, shall not apply to the assets and deposits dealt with in the present Article.

Article 2.

Hungary shall transfer, and Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and Czechoslovakia shall take over in accordance with the provisions of the present Convention all the assets of their nationals in the Post Office Savings Bank at Budapest and the assets of the commitats, districts and communes whose territory is situated outside Hungarian territory. Special provision is made in Article 8 for the case of commitats, districts and communes whose territory is divided.

Assets not taken over by the three aforesaid States shall remain in Hungarian crowns in the Post Office Savings Bank at Budapest, and their recovery can be demanded by the nationals of those States only in Hungarian crowns.

Chacun des Etats susdits chargera un de ses établissements publics de crédit de l'exécution de toutes les opérations résultant de la présente convention.

La présente convention ne s'appliquera pas aux avoirs que les titulaires déclarent vouloir laisser auprès de la Caisse d'Epargne postale à Budapest.

Sera considéré comme jour de liquidation, en tant qu'une autre date n'est pas fixée expressément dans les prescriptions suivantes, le dernier jour du mois dans lequel cette convention entrera en vigueur, conformément à l'article 18.

Article 3.

Sont considérés en principe comme ressortissants des territoires transférés de l'ancien Royaume de Hongrie respectivement de l'ancien Empire d'Autriche dont les avoirs sont à transférer aux établissements nationaux, les déposants à l'épargne et les titulaires de comptes-chèques qui à la date du 28 février 1919 (jour normatif général) avaient leur domicile (siège) ordinaire dans le territoire de l'Etat respectif et qui, depuis cette date, ne l'ont pas abandonné.

En ce qui concerne les localités énumérées dans les annexes A, B et C ajoutées à la présente convention, les dates y indiquées seront à considérer comme jours normatifs particuliers. Les changements temporaires de résidence surtout s'ils ont été causés par l'état de guerre ne doivent pas être considérés comme changement du domicile (siège) ordinaire. Si les déposants à l'épargne ou les titulaires de comptes-chèques ont transféré leur domicile (siège) après les dates susindiquées du territoire d'un Etat national dans celui d'un autre Etat national, à l'exception de ceux qui ont transféré leur domicile en Hongrie, leur nationalité au moment de la mise en vigueur de la présente convention est décisive pour le transfert de leurs avoirs. Pour l'application de cette disposition les changements de territoire sont réputés égaux au transfert du domicile.

Pour les succursales des établissements de crédit et les entreprises de toute sorte, pour les administrations des propriétés foncières, etc., le lieu d'exercice de ces succursales et de ces administrations est considéré comme siège.

En ce qui concerne les ressortissants qui avaient leur domicile (siège) dans un territoire situé en dehors de l'ancien Royaume de Hongrie et qui ont transféré de là leur domicile dans leur état national ou qui sont restés à l'étranger, on trouvera les dispositions détaillées dans la deuxième partie de cette convention.

Article 4.

L'ensemble des avoirs qui seront assumés en vertu des parties II et III par chacun des établissements nationaux constituera le bloc national respectif de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la Tchécoslovaquie.

Le montant total des avoirs qui sortent de la gestion de la Caisse d'Epargne postale doit être exprimé dans la comptabilité uniformément en couronnes.

Pour couvrir cette somme totale la Caisse d'Epargne postale mettra à la disposition des établissements nationaux acquérants les valeurs indiquées à l'article 10.

Les actifs cédés à titre de couverture par la Caisse d'Epargne postale devront être répartis entre la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, aux termes des dispositions de l'article 11.

Article 5.

Seront transférés outre les avoirs d'épargne et de compte-chèque, aux établissements désignés à les recevoir, à la requête des parties intéressées, aussi les dépôts des titres qui sont gardés et administrés par la Caisse d'Epargne postale pour le compte des ressortissants du territoire respectif de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la Tchécoslovaquie ayant leur domicile en dehors de la Hongrie. Cependant la nationalité doit avoir été acquise en conformité avec les dispositions des Traités de Paix de Trianon ou de Saint-Germain ou bien des traités y relatifs.

Each of the aforesaid States shall appoint one of its public credit establishments to carry out all operations arising out of the present Convention.

The present Convention shall not apply to assets whose owners declare that they wish to leave them in the Post Office Savings Bank at Budapest.

Unless some other date is specified in the provisions hereunder, the date of liquidation shall be the last day of the month in which this Convention comes into force in conformity with the provisions of Article 18.

Article 3.

The following shall be regarded in principle as nationals of territories transferred from the former Kingdom of Hungary or from the former Empire of Austria, whose assets are to be transferred to the national establishments : savings bank depositors and persons with cheque accounts who on January 28, 1919 (the general limiting date), had their ordinary domicile (seat) in the territory of the State concerned, and who have not subsequently relinquished it.

As regards the localities enumerated in Annexes A, B and C to the present Convention, the dates therein specified shall be regarded as special limiting dates. Temporary changes of residence, especially if arising from a State of war, shall not be regarded as ordinary changes of domicile (seat). If savings bank depositors or persons with cheque accounts have transferred their domicile (seat) after the above-mentioned dates from the territory of one national State to that of another national State, apart from those who have transferred their domicile to Hungary, their nationality at the time of the coming into force of the present Convention shall be decisive for the purposes of the transfer of their assets. Changes of territory shall, for the purposes of this provision, be regarded as equivalent to transfers of domicile.

For branch offices of credit establisments and undertakings of every kind, for real estate managements, etc., the place of business of such branches and managements shall be regarded as their seat.

As regards nationals who had their domicile (seat) in a territory outside the former Kingdom of Hungary, and who have thence transferred their domicile to their national State, or who have remained abroad, detailed provisions will be found in the Part II of this Convention.

Article 4.

The sum total of the assets to be taken over under the provisions of Parts II and III by each national establishment shall form the national *bloc* of Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia respectively.

The sum total of the assets removed from the management of the Post Office Savings Bank shall in every case appear in the accounts in crowns.

As cover for this sum total the Post Office Saving Bank shall place at the disposal of the transferee national establishments the securities named in Article 10.

The assets handed over as cover by the Post Office Savings Bank shall be distributed between Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, in accordance with the provisions of Article 11.

Article 5.

At the request of the parties concerned, and in addition to the funds held in savings bank accounts and cheque accounts, there shall also be transferred to the authorities appointed to receive them, securities on deposit which are in the custody of and are administered by the Post Office Savings Bank for the account of nationals of Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia respectively, who are domiciled outside Hungary; provided that the nationality in question has been acquired in conformity with the provisions of the Treaty of Trianon or the Treaty of St. Germain or of treaties relating thereto.

Les avoirs sur les comptes en comptant provenant des opérations de la Caisse d'Epargne postale en titres doivent être constatés conformément aux principes fixés dans l'article 9 et seront ajoutés aux créances transférées qui proviennent du service d'épargne.

Article 6.

Par l'exécution de cette convention la Caisse d'Epargne postale est déchargée de toute obligation ultérieure envers les parties dont les avoirs passent de sa gestion à celle de l'établissement auquel ils ont été transférés. Les établissements acquérants succèderont dans les droits et dans les obligations de la Caisse d'Epargne postale en ce qui concerne les avoirs qu'ils ont acquis avec la restriction qu'il ne sera pas nécessaire de faire la conversion des avoirs dans la monnaie nationale qu'après la réception de toutes les couvertures prévues dans la quatrième parties de cette convention et seulement dans les limites de cette couverture.

Il est toutefois réservé aux Etats intéressés de disposer eux-mêmes de quelle façon et par quel montant l'établissement acquérant doit satisfaire les ayants-droits qui seront traités d'une manière égale.

DEUXIÈME PARTIE

Constatation des blocs d'avoirs a transférer.

Article 7.

Pour établir les blocs d'avoirs dans le service d'épargne on procédera de la façon suivante :

La Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie inviteront, par une convocation publique leurs ressortissants (article 3) à déclarer leurs avoirs d'épargne dans un délai fixé auprès des bureaux qui seront à indiquer. Le délai ne pourra pas dépasser trois mois à partir de la mise en vigueur de la présente convention. Simultanément avec la déclaration des déposants devront remettre les livrets d'épargne dénoncés pour solde.

A cette occasion les déposants, qui, à la date des jours normatifs respectifs, avaient leur domicile (siège) dans le territoire de l'Etat national respectif, devront fournir la preuve de ce domicile (siège) ainsi que de leur domicile (siège)actuel.

Par contre les déposants à l'épargne, qui, après la date des jours normatifs respectifs ont transféré leur domicile (siège) du territoire d'un des Etats nationaux dans le territoire d'un autre Etat quelconque à l'exception des déposants ayant transféré leur domicile en Hongrie, ou bien d'un pays quelconque dans celui de l'Etat national, ainsi que les déposants à l'épargne qui ont conservé leur domicile (siège) en dehors du territoire de l'ancien Royaume de Hongrie devront, pour bénéficier des dispositions de la présente Convention, prouver leur domicile actuel (siège) aussi bien que leur nationalité. Cette nationalité doit avoir été acquise conformément aux dispositions des Traités de Trianon ou de Saint-Germain ou bien des Traités y relatifs.

Si le déposant à l'épargne est décédé, l'attribution de son avoir d'épargne sera décidée d'après son dernier domicile respectivement d'après sa nationalité (indigénat). En ce qui concerne les personnes morales qui ont cessé d'exister, leur dernier siège décidera.

Lorsque, à la suite d'une rectification de frontière, des changements territoriaux se sont produits après les jours normatifs respectifs, mais avant la date de la liquidation, entre la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, les avoirs des ressortissants de ces territoires seront attribués au bloc national de l'Etat auquel appartient à présent le territoire frappé d'un tel changement pourvu que les autres conditions visées par la présente Convention soient remplies.

En cas de perte du livret d'épargne, le déposant devra notifier, avec la déclaration, la perte du livret, en demandant que soit initié la procédure d'amortissement aux termes de l'article 21

The funds in cash accounts arising out of share transactions by the Post Office Savings Bank shall be determined in accordance with the principles laid down in Article 9, and shall be added to the transferred claims arising out of the savings bank service.

Article 6.

The carrying out of this Convention shall provide for the Post Office Savings Bank a complete discharge of all further obligations towards the parties whose balances pass from its control to that of the transferree organisation concerned. The transferee organisations shall take over the rights and liabilities of the Post Office Savings Bank in respect of assets acquired by them, with the proviso that it shall not be necessary to convert such assets into the national currency, until after the receipt of all the cover provided for in Part IV of this Convention, and then only up to the amount of such cover.

It shall, however, remain open to the States concerned to decide for themselves in what manner and by what sums the transferee organisation shall satisfy the claims of the rightful claimants, who shall receive equal treatment.

PART II.

Ascertainment of Totals of Assets to be Transferred.

Article 7.

The respective totals of assets in Savings Bank accounts shall be determined as follows :

Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and Czechoslovakia shall issue a public notice calling upon their nationals (Article 3) to declare, at offices to be duly designated, and before a given date, the amount of their savings bank assets. The said date shall be not later than three months from the coming into force of the present Convention. When making this declaration the depositors shall hand over the deposit books showing cash to balance.

At the same time those depositors who on the specified limiting date have their domicile (seat) in the territory of the national State in question, must furnish proof of such domicile (seat) and of their present domicile (seat).

On the other hand, those savings bank depositors who, after the limiting date specified have transferred their domicile (seat) from the territory of one of the national States to that of any other State, with the exception of depositors who have transferred their domicile to Hungary, or from any other country to the territory of the national State, and also those savings bank depositors who have retained their domicile (seat) outside the territory of the former Kingdom of Hungary, must,in order to secure the benefit of the provisions of the present Convention, prove both their present domicile (seat) and their nationality. Such nationality must have been acquired in conformity with the provisions of the Treaty of Trianon or of the Treaty of St. Germain or of treaties relating thereto.

In the event of a depositor having died, his savings bank assets shall be dealt with on the basis of his last domicile or his nationality (rights of citizenship). In the case of juridical persons which have ceased to exist, their last seat shall be decisive.

If, as a result of frontier rectification, territorial changes have occurred, after the respective limiting dates but before the date of liquidation, between Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, the assets of the nationals of those territories shall be assigned to the national *bloc* of the State to which the territory affected by such a change at present belongs, provided that the other conditions laid down in the present Convention are fulfilled.

Should a savings-bank book be lost, the depositor, when making his declaration, must notify the loss and request that procedure for liquidation be instituted under Article 21 of Law IX of 1885.

de la loi IX de 1885. La procédure d'amortissement et l'attribution à un bloc national sur la base des résultats de cette procédure sera faite par la Caisse d'Epargne postale d'accord avec l'Etat national intéressé.

Après avoir effectué les rectifications et les compléments éventuels, l'Etat national respectif notifiera à la Caisse d'Epargne postale les déposants à l'épargne qui appartiennent à son bloc national. Après la revision de la part de la Caisse d'Epargne postale selon ses registres, les avoirs à l'épargne de tous les déposants à l'épargne appartenant à un bloc national, établis d'après le montant du jour normatif respectif (voir article 3), augmentés des intérêts de 3 % à l'an (en ce qui concenre les avoirs assujettis au décret 2268/1908 K.M. «zart betétek» de 3,6 % à l'an) jusqu'au jour de la liquidation constitueront le bloc des avoirs de l'Etat national respectif.

Si le montant de la créance a diminué entre le jour normatif respectif et la date de la liquidation, l'objet du transfert ne formera que le montant le plus inférieur à la créance pendant cette époque. Tout excédent sur le montant transféré restera à la disposition de l'ayant-droit en couronnes hongroises auprès de la Caisse d'Epargne postale.

Lorsque le transfert du domicile aurait lieu entre deux régions, ayant chacune pour elle un jour normatif différent, le jour normatif postérieur sera décisif aussi bien pour l'attribution de la créance au bloc national que pour l'évaluation du montant de la créance.

Les dépôts à l'épargne qui n'auront pas été déclarés par les créanciers et notifiés de la part de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ou de la Tchécoslovaquie restent en couronnes hongroises auprès de la Caisse d'Epargne postale à Budapest.

Cependant tous les avoirs qui au 28 février 1919 avaient déjà subi la prescription aux termes des articles 22 et 23 de la loi IX de 1885 ou qui la subiront après cette date seront attribués à l'Etat dans le territoire duquel se trouve le bureau de poste qui a émis le livret d'épargne.

Article 8.

Pour les constatations des blocs d'avoirs dans le service des chèques on procèdera comme suit :

La Caisse d'Epargne postale établira, provisoirement, d'après les directives fixées à l'article 3, les blocs d'avoirs de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la Tchécoslovaquie sur la base de ses registres. La Caisse d'Epargne postale en commun avec l'établissement succédant informera les titulaires des comptes de leur attribution provisoire à un bloc d'avoirs déterminé. S'il en résulte que le domicile (siège) d'un titulaire de compte-chèque indiqué par la Caisse d'Epargne postale est identique au domicile (siège) à la date du jour normatif respectif (voir article 3), ou s'il ne s'agit que d'un changement de domicile (siège) dans les limites du territoire du même Etat, le titulaire de compte ne sera plus tenu de fournir une autre preuve pour son attribution définitive au bloc national respectif. Si, par contre, il s'agit d'un transfert de domicile (siège) dans le territoire d'un autre Etat successeur, la Hongrie exceptée, ou d'un transfert de domicile d'un pays quelconque dans l'Etat national, le titulaire du compte devra prouver sa nationalité actuelle, ainsi que son domicile (siège). Dans ce cas la nationalité qui doit être acquise conformément aux Traités de Trianon ou de Saint-Germain ou bien aux traités y relatifs. sera décisive pour l'attribution à un bloc national. Pour faciliter la procédure ci-dessus établie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie inviteront leurs ressortissants à notifier tout changement éventuel de domicile qui peut être important pour l'application de cet article.

Les avoirs des comitats et districts dont le territoire fut partagé, seront répartis entre la Hongrie et la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie d'après le rapport existant entre le nombre d'habitants des parties de l'ancien territoire partagé, en prenant pour base de calcul les données officielles du Bureau hongrois de Statistique relatives au recensement de population de 1910. Les avoirs des communes partagées seront transférés pour la totalité à l'Etat où s'en trouve la mairie. Les ressortissants de l'un quelconque des Etats susindiqués devront s'adresser aux autorités qui exercent le pouvoir administratif sur la fraction respective du territoire partagé pour obtenir le remboursement de leurs créances qui sont en connexion avec les comptes-chèques ainsi répartis.

Si le titulaire d'un compte-chèque est décédé, l'attribution de son avoir sera décidée d'après son dernier domicile respectivement d'après sa nationalité (indigénat). En ce qui concenre les personnes morales qui ont cessé d'exister, leur dernier siège décidera.

The liquidation procedure and the crediting of the amounts resulting therefrom to a national *bloc* shall be carried out by the Post Office Savings Banks in agreement with the national State concerned.

After making the necessary rectifications and adjustments, the national State concerned shall notify to the Post Office Savings Bank the depositors belonging to its national *bloc*. After being checked by the Post Office Savings Bank against its registers, the savings bank assets of all savings bank depositors belonging to a national *bloc*, on the basis of the total sum on the limiting date in question (See Article 3), plus interest at 3 per cent per annum (in the case of assets coming under Decree 2268/1908/K.M. " zart betétek ", at 3.6 per cent per annum) up to the date of settlement, shall form the *bloc* of the national State concerned.

If the total amount of the claim has decreased between the limiting date in question and the date of settlement, the amount to be transferred shall not exceed the lowest value reached during that interval. Any excess over the sum transferred shall remain at the disposal of the party in Hungarian crowns in the Post Office Savings Bank.

In the event of a change of domicile between two regions with different limiting dates, the later limiting date shall be taken for the purposes both of the allocation of the claim due to the national *bloc* and the assessment of the amount of such claim.

Savings bank deposits which have not been declared by their claimants and notified by Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia shall remain in Hungarian crowns in the Post Office Savings Bank at Budapest.

Nevertheless, all assets which on February 28, 1919, were statute-barred under Articles 22 and 23 of Law IX of 1885, or which may subsequently become so, shall be allocated to the State in whose territory the post office is situated which issued the savings bank book.

Article 8.

The *blocs* of assets in cheque accounts shall be determined as follows :

The Post Office Savings Bank shall provisionally determine, on the basis of its registers and in accordance with the procedure laid down in Article 3, the *blocs* of assets of Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia. The Post Office Savings Bank, in conjunction with the successor establishment, shall notify holders of accounts of their provisional allocation to a given *bloc*. Should the domicile (seat) of the holder of a cheque account specified by the Post Office Savings Bank be the same as the domicile (seat) on the limiting date in question (see Article 3), or should there simply be a change of domicile (seat) within the territorial limits of the same State, the holder of the account shall not be required to furnish any further proof, before being definitely allocated to the national *bloc* in question. If, on the other hand, the domicile (seat) is transferred to the territory of another successor State, except Hungary, or from any other country to the national State, the holder of the account must prove his present nationality as well as his domicile (seat). In that case, the nationality acquired under the provisions of the Treaty of Trianon or the Treaty of St. Germain or of treaties relating thereto shall be decisive for the purposes of allocation to a national *bloc*. In order to facilitate the above procedure Roumania, the Kingdom of the Serbs Croats and Slovenes and Czechoslovakia shall request their nationals to notify any change of domicile that may bear on the application of this Article.

The assets of comitats and districts of which the territory has been divided shall be shared between Hungary, Roumania, the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia proportionately to the number of inhabitants of the parts of the territory divided, on the basis of the official figures of the Hungarian Statistical Office for the census of 1910. The assets of communes which have been divided shall be allocated in their entirety to the State in which the Mayor's office is situated. In order to obtain repayment of sums due to them out of the cheque accounts thus divided, nationals of the aforesaid States must apply to the administrative authorities of the portion of the divided territory in question.

In the event of the holder of a cheque account having died, the allocation of his assets shall be decided on the basis of his last domicile or his nationality (rights of citizenship). In the case of juridical persons which have ceased to exist, their last seat shall be decisive.

Lorsque à la suite d'une rectification de frontière des changements territoriaux se sont produits après les jours normatifs respectifs mais avant la date de la liquidation entre la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, les avoirs des ressortissants de ces territoires seront attribués au bloc national de l'Etat auquel appartient à présent le territoire frappé d'un tel changement, pourvu que les autres conditions visées par la présente convention soient remplies.

Si le titulaire d'un compte ne déclare pas expressément, dans le délai d'un mois après notification, vouloir laisser son avoir auprès de la Caisse d'Epargne postale, son attribution au bloc national sera considérée définitive après qu'il aura fourni les preuves, éventuellement, nécessaires. Les avoirs faisant l'objet de la déclaration ci-dessus visée, ainsi que les avoirs qui d'après les données des régistres de la Caisse d'Epargne postale ne devraient pas être transférés et les titulaires n'auraient pas demandé la rectification de ces données, resteront en couronnes hongroises auprès de la Caisse d'Epargne postale à Budapest.

Après avoir effectué les rectifications et les complètements éventuels, chaque Etat national approuvera l'attribution des divers titulaires des comptes-chèques dans son bloc d'avoirs. Les avoirs de tous les titulaires des comptes-chèques appartenant à un bloc national établis d'après le montant du jour normatif respectif augmentés des intérêts de 2 % à l'an jusqu'au jour de la liquidation, constitueront le bloc d'avoirs de l'Etat national respectif.

Si le montant de la créance a diminué entre le jour normatif respectif et la date de liquidation, l'objet du transfert ne formera que le montant le plus inférieur de la créance pendant cette époque Tout excédent sur le montant transféré restera à la disposition de l'ayant-droit en couronnes hongroises auprès de la Caisse d'Epargne postale.

TROISIÈME PARTIE

Transfert des Dépots de Titres et des Avoirs sur les Comptes en Comptant.

Article 9.

Les dépôts de titres se trouvant auprès de la Caisse d'Epargne postale et les avoirs sur les comptes en comptant des ressortissants de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la Tchécoslovaquie, seront transférés d'après les principes suivants :

Les titulaires de comptes de dépôts et de comptes en comptant seront invités, par une convocation publique, à déclarer dans un délai approprié leurs dépôts et leurs avoirs en comptant et à autoriser l'établissement acquérant à les recevoir. Simultanément avec la déclaration, ils doivent fournir la preuve de la nationalité, ainsi que du domicile (siège), en dehors du territoire de la Hongrie.

L'attribution des dépôts de titres et des comptes en comptant des successions héréditaires sera décidée d'après la nationalité respectivement d'après l'indigénat et le dernier domicile du défunt, en ce qui concerne les personnes morales qui auront cessé d'exister, d'après le dernier siège.

Le compte en comptant appartenant à un dépôt de titres sera considéré comme déclaré par le fait de la déclaration du dépôt de titres. Lors de la déclaration on présentera le certificat de dépôt (livre de rente). En cas de perte de ce document, le titulaire du compte devra déclarer par écrit qu'il assume la responsabilité de tous les dommages qui pourraient provenir du transfert du dépôt. Sur la demande de la Caisse d'Epargne postale, les déclarations individuelles des titulaires des comptes de dépôts devront être remplacées par une déclaration cumulative de l'établissement destiné au transfert.

La Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie transmettront à la Caisse d'Epargne postale les déclarations qui auront été examinées et verifiées par eux en ce qui concerne les conditions préalables du transfert (nationalité, domicile, ou siège). La Caisse d'Epargne postale fera une revision des déclarations quant à leur conformité à ses registres, y apportera les rectifications éventuelles et effectuerea ensuite d'accord avec l'établissement acquérant la livraison des dépôts et des avoirs en comptant.

If, as a result of frontier rectification, territorial changes have occurred after the respective limiting dates, but before the date of liquidation between Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, the assets of the nationals of those territories shall be allocated to the national *bloc* of the State to which the territory affected by such a change at present belongs, provided that the other conditions laid down in the present Convention are fulfilled.

If the holder of an account does not expressly declare, within one month after the notification, that he desires to leave his assets with the Post Office Savings Bank, he shall be regarded as definitely allocated to the national *bloc*, after having submitted any proofs that may be required. The assets referred to in the aforesaid declaration and those assets which, according to the particulars contained in the registers of the Post Office Savings Bank, are not due for transfer shall, provided that the holders have not demanded the revision of these particulars, remain in Hungarian crowns at the Post Office Savings Bank at Budapest.

After providing for such revision and additions as may be required, each national State shall approve the allocation to its own *bloc* of assets of the various persons holding cheque accounts. The assets of all holders of cheque accounts belonging to a national *bloc*, as determined by the total of such assets on the limiting day in question, plus interest at the rate of 2 % per annum up to the date of settlement, shall form the *bloc* of assets of the national State concerned.

If the total of the sum due has decreased between the limiting date in question and the date of settlement, the amount to be transferred shall not exceed the lowest figure reached during that interval. Any surplus over and above the sum transferred shall remain at the disposal of the claimant in Hungarian crowns at the Post Office Savings Bank.

PART III.

Transfer of Deposits of Bonds and of Assets in Cash Accounts.

Article 9.

The following procedure shall be employed for the transfer of deposits of bonds in the Post Office Savings Bank and of assets in cash accounts belonging to nationals of Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :

Holders of deposit accounts and of cash accounts shall be called upon, by public notice, to declare within a reasonable period their deposits and their cash assets and to authorise the transferee organisation to take them over. They shall, at the time of declaration, furnish proof of nationality and of domicile (seat) outside Hungarian territory.

The allocation of deposits of bonds and of cash accounts belonging to a deceased person's estate shall be determined on the basis of the nationality or rights of citizenship of the deceased and his last domicile and in the case of juridical persons which have ceased to exist on the basis of the last seat.

The declaration of a deposit of bonds shall be deemed to constitute a declaration of the relevant cash account. The declaration shall be accompanied by the certificate of lodgment (interest book). Should this document have been lost, the holder of the account must declare in writing that he accepts responsibility for any loss consequent upon the transfer of the deposit. On the demand of the Post Office Savings Bank, individual declarations of holders of deposit accounts shall be replaced by a comprehensive declaration of the transferee establishment.

Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia shall forward the declarations to the Post Office Savings Banks after examining and checking the said declarations in respect of the preliminary conditions for transfer (nationality, domicile or seat). The Post Office Savings Bank shall check the declarations against its registers and shall make any emendations required, after which, by arrangement with the transferee establishment, it shall hand over the deposits and cash assets.

La Hongrie donnera le permis d'exportation libre des dépôts à transférer d'après ce qui précède, sans aucune réduction à titre d'impôts ou de taxes quelconques. A ce propos on devra observer les instructions qui ont été ou qui pourront être données par la Commission des Réparations concernant le traitement des titres de dette d'avant-guerre non gagée de l'ancien Royaume de Hongrie.

Les titres de l'emprunt de guerre seront transférés sans aucun signe distinctif de la part de la Hongrie.

Les titres assujettis aux liens de cautionnement ne seront transférés qu'avec le consentement de l'ayant-droit (autorité administrative intéressée dans le cautionnement).

Les blocs d'avoirs sur les comptes en comptant seront ajoutés au bloc d'avoirs d'épargne de l'Etat respectif et seront traités ensuite comme avoirs d'épargne.

Les dépôts de titres non déclarés ne participeront pas aux avantages de cette convention lors de leur transfert. Les avoirs sur les comptes en comptant non déclarés seront traités comme les avoirs d'épargne non déclarés.

Le traitement des dépôts chargés de dettes lombardes est réglé dans la IVe partie de la présente convention.

QUATRIÈME PARTIE

COUVERTURE DU BLOC GÉNÉRAL DES AVOIRS DE LA ROUMANIE, DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE A SÉPARER DE LA GESTION DE LA CAISSE D'EPARGNE POSTALE.

Article 10.

Les créances et les dettes résultant de la balance des comptes de la Caisse d'Epargne postale envers les administrations postales de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la Tchécoslovaquie, ainsi que le solde des comptes réciproques de la Caisse d'Epargne postale de Budapest et de la Caisse postale de Sarajevo seront mis en compte séparément pour chacun des blocs nationaux des Etats susmentionnés, en prenant comme relation couronne pour couronne.

L'ensemble des blocs nationaux ainsi corrigés formera le bloc général des Etats susindiqués. A la couverture de ce bloc général seront affectés les éléments suivants du patrimoine de la Caisse d'Epargne postale :

1° En première ligne les titres de la dette d'avant-guerre de l'ancien Royaume de Hongrie qui d'après la liste ci-lointe se trouvent en possession propre de la Caisse d'Epargne postale à Budapest et dont le montant nominal total s'élève à 135.000.000 (cent trente-cinq millions de couronnes) sans qu'ils soient marqués d'un signe distinctif comme appartenant au territoire du Royaume de Hongrie. Ces titres devront être délivrés avec tous les coupons et talons, respectivement feuilles d'intérêts à partir des dates indiquées dans la liste ci-jointe. Un bloc de titres détaillé dans cette liste et fixé au montant nominal de couronnes 766.880 (sept cent soixante six milles huit cent quatre vingt) sera réservé en couverture des créances que possèdent les ressortissants de Fiume sur la Caisse d'Epargne postale à Budapest

Les titres acquis de la dette d'avant-guerre de l'ancien Royaume de Hongrie seront mis en compte pour la couverture du bloc général selon leur valeur nominale couronne pour couronne. Les coupons échus et déjà détachés ne seront pas mis en compte et ne pourront pas être fait valoir ni contre l'Etat acquérant les titres ni contre la Hongrie.

Dans le cas où le bloc général à établir serait inférieur ou égal à la somme de 135,000.000 (cent trente-cinq millions) de couronnes, la quantité de titres à délivrer ne pourra pas dépasser le montant du bloc général.

Par contre dans le cas où le bloc général serait supérieur à la somme de 135.000.000 (cent trente-cinq millions) de couronnes, le bloc général sera couvert en dehors des titres ci-dessus mentionnés aussi par les valeurs énumérées au paragraphes 2 et 3 de cet article.

Hungary shall authorise the free export of the deposits to be transferred under the foregoing procedure, no deduction being made for taxes or charges of any kind. In this connection account shall be taken of any instructions which may have been, or may hereafter be, issued by the Reparation Commission concerning the treatment of unpledged pre-war bonds of the former Kingdom of Hungary.

War loan bonds shall be transferred without any special distinguishing mark on the part of Hungary.

Bonds pledged as security shall not be transferred without the consent of the party concerned (administrative authority concerned in the security).

The combined *blocs* of assets in the cash accounts shall be added to the combined *blocs* of Savings Bank assets of the State concerned, and shall thereafter be treated as Savings Bank assets.

Undeclared deposits of bonds shall not be entitled to any of the advantages of this Convention when transferred. Undeclared assets in cash accounts shall be treated like undeclared savings bank assets.

The treatment of deposits which are security for debts representing loans on collateral is laid down in Part IV of the present Convention.

PART IV.

COVER FOR THE GENERAL " BLOC " OF ROUMANIA, THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA TO BE REMOVED FROM THE MANAGEMENT OF THE POST OFFICE SAVINGS BANK.

Article 10.

The assets and liabilities resulting from the balancing of the accounts of the Post Office Savings Bank, with the postal administrations of Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia and the balance of the reciprocal accounts of the Post Office Savings Bank at Budapest and the Post Office Savings Bank at Sarajevo shall be made out separately for each of the national *blocs* of the aforesaid States on a crown parity basis.

The sum total of the national *blocs* as thus amended shall form the general *bloc* of the States above-mentioned. The followings Bank shall be allocated as cover for this general *bloc* :

(1) Firstly, pre-war debt bonds of the former Kingdom of Hungary, which, according to the list attached, are in the possession of the Post Office Savings Bank at Budapest, to the value of 135,000,000 (one hundred and thirty five million) crowns, not distinctively marked as belonging to the territory of the Kingdom of Hungary : these bonds shall be handed over with territory of the Kingdom of Hungary : these bonds shall be handed over with their coupons and counterfoils or interest sheets, as from the dates specified in the attached list. A block of bonds, shown in detail in the list, to the nominal value of 766,880 (seven hundred and sixty-six thousand, eight hundred and eighty) crowns shall be reserved as cover for the claims of nationals of Fiume on the Post Office Savings Bank at Budapest.

The transferred pre-war bonds of the former Kingdom of Hungary shall be shown in the accounts as cover for the general *bloc*, at their nominal value on a crown parity basis. Expired and detached coupons shall not be taken into account and cannot be used in support of any claim against either the transferee State or Hungary.

Should the general *bloc* to be set up be less than or equal to the sum of 135,000,000 (one hundred and thirty-five million), the quantity of bonds to be delivered shall not exceed the total of the general *bloc*.

On the other hand, should the general *bloc* be greater than 135,000,000 (one hundred and thirty-five million) crowns, the general *bloc* shall also be covered, in addition to the bonds mentioned above, by the securities enumerated in paragraphs 2 and 3 of this Article.

2° Les créances de la Caisse d'Epargne postale envers l'étranger libellées en monnaie autre qu'en couronnes hongroises seront employées tout d'abord à l'acquittement des obligations pécuniaires de la Caisse d'Epargne postale soumises aux dispositions du Traité de Trianon, y compris les avoirs des ressortissants de l'ancien Empire d'Autriche qui ont acquis en vertu du Traité de Saint-Germain la nationalité italienne, mais à l'exclusion des avoirs dont le règlement est prévu par la présente Convention. Le résidu des créances sur l'étranger qui ne sera ou ne pourra pas être affecté au règlement des obligations ci-dessus indiquées servira de couverture aux blocs nationaux. La Caisse d'Epargne postale rachète le montant de ce résidu de créances moyennant un versement de couronnes hongroises de 50.000,000 (cinquante millions) somme qui en constitue la contrevaleur évaluée et qui est comprise dans la somme visée au paragraphe 3 de cet article.

3° Une somme de couronnes hongroises fixée au montant de 500.000.000 (cinq cents millions), somme dont le payement sera effectué dans les modalités prévues aux paragraphes 2° — 3° de l'article 11.

4° Enfin, comme couverture supplémentaire les créances de la Caisse d'Epargne postale provenant des prêts sur titres (prêts lombards) envers les débiteurs qui répondent aux conditions de l'article 9 en ce qui concerne la nationalité et le domicile (siège.)

Article 11.

Ad 1° *de l'article* 10. — La répartition des titres d'avant-guerre de l'ancien Royaume de Hongrie visés au paragraphe 1 de l'article 10 dont la valeur nominale y est fixée à 135,000.000 (cent trente-cinq millions) de couronnes sera réglée par un arrangement spécial entre la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie.

Aussitôt que les blocs nationaux de créances seront définitivement établis d'accord avec la Caisse d'Epargne postale de Budapest, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie établiront des couvertures en titres qui leur reviennent selon ledit arrangement et notifieront en même temps le résultat à la Caisse d'Epargne postale à Budapest, qui en tiendra compte à l'occasion de la répartition.

Ad 2°—3° *de l'article* 10. — Pour garantir les Etats intéressés contre la fluctuation des cours de change, il est convenu que le payement de la somme forfaitaire de 500,000.000 (cinq cents millions) de couronnes prévu par le paragraphe 3 de l'article 10 sera effectué par un versement de 21,500.000 (vingt et un millions cinq cent mille) lei à la Roumanie et par un versement de 4,250.000 (quatre millions deux cents cinquante mille) dinars au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Dans ce but la Caisse d'Epargne postale à Budapest acquerra des transferts sur une place banquable de la Roumanie respectivement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et en donnera avis aux gouvernements intéressés. Les Gouvernements des Etats intéressés s'engagent à ne prendre dès la signature de la présente Convention aucune mesure fiscale ou autre qui pourraient désaffecter pour tout ou partie les transferts acquis par la Caisse d'Epargne postale ou qui pourraient y porter un préjudice quelconque. Dans le cas cependant où les transferts acquis seraient frappés de telles mesures, les dommages qui pourraient en résulter seront réparés par l'Etat qui a pris ces mesures.

Ad 4° *de l'article* 10. — Les créances lombardes de la Caisse d'Epargne postale visées au paragraphe 4 de l'article 10 seront transmises en couverture supplémentaire aux trois Etats intéressés sans qu'elles soient mises en compte.

Lesdites créances lombardes seront communiquées à chacun des établissements acquérants dans une liste séparée qui sera examinée par cet établissement en ce qui concerne la nationalité et le domicile (siège) des débiteurs. Ces créances lombardes qui auront été reconnues après rectification faite d'un commun accord, seront acquises par l'établissement national respectif avec les objets de gages.

La délivrance des éléments de couverture prévus par l'article 10 aura lieu simultanément avec le transfert définitif des blocs d'avoirs en observant les prescriptions qui précèdent.

(2) The claims of the Post Office Savings Bank on foreign countries in currency other than Hungarian crowns shall be employed in the first instance to meet the pecuniary obligations of the Post Office Savings Bank which come under the provisions of the Treaty of Trianon, including the assets of nationals of the former Empire of Austria who have acquired Italian nationality under the Treaty of St. Germain, but excluding assets the settlement of which is provided for under the present Convention. The remaining claims on foreign countries which are not or cannot be applied to the settlement of the above-mentioned obligations shall be used as cover for the national *blocs*. The Post Office Savings Bank shall redeem these remaining claims by a payment of 50,000,000 (fifty million) Hungarian crowns, which sum represents the estimated equivalent of such claims and is included in the sum referred to in paragraph 3 of this Article.

(3) A total sum fixed at 500,000,000 (five hundred million) Hungarian crowns, payment of which shall be effected in accordance with the procedure laid down in paragraphs 2 and 3 of Article 11.

(4) Finally, as additional cover, the claims of the Post Office Savings Bank arising out of loans on bonds (loans on collateral) in respect of debtors who fulfil the conditions of Article 9 in the matter of domicile (seat).

Article 11.

Ad Article 10, No. 1 : The allocation of the pre-war bonds of the former Kingdom of Hungary referred to in paragraph No. 1 of Article 10, the nominal value of which is therein fixed at 135,000,000 (one hundred and thirty-five million) crowns, shall be settled by a special Arrangement between Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia.

As soon as the national *blocs* of claims has been finally settled in agreement with the Post Office Savings Bank at Budapest, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia shall determine the cover in bonds assigned to each of them by the said Arrangement, and shall at the same time notify the result to the Post Office Savings Bank, which shall take notice thereof in connection with the allocation.

Ad Article 10, Nos. 2 and 3 : With the object of protecting the States concerned against exchange fluctuations, it is agreed that the payment of the lump sum of 500,000,000 (five hundred million) crowns provided for in paragraph No. 3 of Article 10 shall be effected by the payment of 21,500,000 (twenty-one million five hundred thousand) lei to Roumania and of 4,250,000 (four million two hundred and fifty thousand) dinars to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. For this purpose the Post Office Savings Bank at Budapest shall acquire transfers on a town in Roumania and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, respectively, where the National Bank of the country in question is represented, and shall inform the Governments concerned accordingly. The Governments of the States concerned undertake, as from the signature of the present Convention, to adopt no measures of a fiscal or other nature which might have the effect of diverting either wholly or in part the transfers acquired by the Post Office Savings Bank or which might in any way adversely affect them. In the event, however, of the transfers acquired being the object of such measures, any loss resulting therefrom shall be made good by the State which has adopted the measures in question.

Ad Article 10, paragraph No. 4 : The claims of the Post Office Savings Bank, arising out of loans on collateral referred to in paragraph No. 4 of Article 10, shall be forwarded as additional cover to the three States concerned, but shall not be entered on account.

The said claims arising out of loans on collateral shall be communicated to each of the transferree establishments in a separate list, which shall be examined by that establishment with reference to the nationality and domicile (seat) of the debtors. Such claims as have been accepted, after adjustment by mutual agreement, shall be acquired by the national establishment concerned, together with the relevant security.

The cover provided for by Article 10 shall be handed over at the time of the final transfer of the *blocs* of assets, in conformity with the foregoing stipulations.

CINQUIÈME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES.

Article 12.

Les remboursements effectués jusqu'à la date de la séparation monétaire en Hongrie (18 mars 1920) contre des ordres de payement de la Caisse d'Epargne postale, ainsi que les remboursements exécutés directement jusqu'à concurrence de 50 couronnes dans le service d'épargne avant la date de la séparation monétaire en Hongrie (18 mars 1920), seront reconnus sans tenir compte du jour d'échéance de l'ordre de payement et seront réglés avec celle des Administrations postales qui y est compétente conformément aux jours normatifs de poste établis dans la convention relative au décompte administratif de la gestion de l'Administration postale hongroise. Tous les documents disponibles, notamment tous les ordres de payements exécutés ou non, et tous les renseignements ayant rapport aux remboursements en question seront fournis à la Caisse d'Epargne postale aussitôt que possible.

Les ordres de payement non exécutés relatifs à un avoir appartenant aux blocs nationaux seront portés au crédit du compte respectif sous la date de leur émission.

Tous les versements qui ont déjà été passés en comptes par la Caisse d'Epargne postale seront réglés avec celle des Administrations postales qui y est compétente conformément aux jours normatifs de poste.

Les versements effectués avant les jours normatifs établis par la présente convention qui n'ont pas encore été passés en comptes, mais dont les documents de décompte ont atteint la Caisse d'Epargne postale seront portés au crédit du destinataire et réglés avec celle des Administrations postales qui y est compétente, conformément aux jours normatifs de poste. Dans le cas cependant où les documents de décompte ne sont pas encore arrivés à la Caisse d'Epargne postale, les versements effectués avant les jours normatifs de poste qui n'ont pas encore été passés en comptes ne seront portés au crédit du destinataire qu'à condition que les documents de décompte mentionnés soient parvenus à la Caisse d'Epargne postale aussitôt que possible mais en tout cas avant l'expiration du mois qui suivra la date de ratification de la présente convention. A défaut de tout document original de décompte la reconnaissance des versements prétendus sera examiné isolément pour chaque cas.

Tous les autres versements seront remboursés aux personnes qui les ont effectués par celle des Administrations postales qui y est compétente conformément aux jours normatifs de poste.

Article 13.

La Hongrie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie s'engagent à conserver tous les actes et documents relatifs à la gestion des avoirs transférés, et cela pendant une année après l'exécution totale des transferts.

Les Etats susmentionnés s'engagent à toute assistance réciproque dans l'exécution de toutes recherches et de toutes mesures nécessaires pour établir et assurer les blocs des avoirs. La Caisse d'Epargne postale se chargera de la répartition des valeurs indiquées aux articles 10 et 11 et elle procèdera à ce propos d'un commun accord avec les Etats intéressés. Elle donnera aussi tous les renseignements nécessaires et se mettra d'accord avec les fonctionnaires délégués par les Etats susmentionnés par la voie la plus courte.

Article 14.

Pour le transfert des avoirs, la Caisse d'Epargne postale ne calculera que les taxes fixées par ses règlements ayant été en vigueur le 28 février 1919 et les déduira des avoirs à l'occasion de leur liquidation.

PART V.

FINAL PROVISIONS.

Article 12.

Sums refunded up to the date of the currency separation in Hungary (March 18, 1920) against payment orders of the Post Office Savings Bank, and sums not exceeding 50 crowns refunded direct by the Post Office Savings Bank before the date of the currency separation in Hungary (March 18, 1920) shall be admitted, irrespective of the date on which the order for payment expired, and shall be settled with the competent Postal Administration on the basis of the postal limiting dates laid down in the Convention concerning the calculation of the administrative charges relating to the management of the Hungarian Postal Administration. All the available documents, including orders for payment, whether executed or not, and all information regarding such payments, shall be supplied as soon as possible to the Post Office Savings Bank.

Orders for payment which have not been executed, and which relate to assets belonging to the national *blocs* shall be placed to the credit of the account concerned, under their date of issue.

All payments already entered up by the Post Office Savings Bank shall be settled with the competent postal Administration in conformity with the postal limiting dates.

Payments made before the limiting dates laid down by the present Convention which have not yet been entered up, but in respect of which the relevant papers have reached the Post Office Savings Bank, shall be placed to the credit of the drawee and settled with the competent postal Administration in conformity with the postal limiting dates. Nevertheless, in cases in which the accounting documents have not yet reached the Post Office Savings Bank, payments made before the postal limiting date and not yet entered up shall only be placed to the credit of the drawee provided that the above-mentioned accounting documents have reached the Post Office Savings Bank at the earliest possible date, and in any case within one month from the ratification of the present Convention. In the absence of the original accounting documents the question of the admission of alleged payments shall be examined in each individual case.

All other sums paid in shall be refunded to the persons concerned by the competent postal Administration, in conformity with the postal limiting dates.

Article 13.

Hungary, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia undertake to preserve for a period of one year after the completion of transfer, all records and documents concerning the administration of transferred assets.

The States above-mentioned agree to give one another every possible assistance in the carrying out of investigations and in all measures necessary to establish and insure the *blocs* of assets. The Post Office Savings Bank will be responsible for the allocation of the bonds referred to in Articles 10 and 11, and will act in this connection in agreement with the States concerned. It will also furnish all necessary information and adopt the most expeditious methods for reaching agreement with the Officials delegated by the above-mentioned States.

Article 14.

For the transfer of assets, the Post Office Savings Bank shall simply levy the charges in force under its regulations on February 28, 1919, deducting them from the assets at the time of settlement.

Le paiement des frais occasionnés par la livraison des dépôts qui ne seront pas couverts par des avoirs en comptant sera effectué par l'Etat national intéressé.

Article 15.

Par la réalisation de la présente convention dont l'exécution de la part de la Caisse d'Epargne postale à Budapest est garantie par le Royaume de Hongrie, va cesser la garantie d'Etat prévue par l'article premier de la loi IX de 1885.

Article 16.

Cette convention ne devra être considérée que comme un ajustement financier stipulé aux termes de l'article 198 du Traité de Trianon en particulier en ce qui concerne la gestion ancienne de la Caisse d'Epargne postale. Cet ajustement ne créera aucun préjudice pour tout autre ajustement financier et ne portera atteinte à aucune autre disposition du traité susdit. Par cela tous les Etats contractants renoncent, en ce qui concerne cette matière, au droit prévu par l'article 198 de faire appel à la Commission des réparations.

Article 17.

Si, lors de l'exécution de la présente convention il résultait des divergences d'opinions entre les Etats contractants, on formera un tribunal arbitral spécial au cas où l'on aurait pas encore établi un jury d'arbitrage permanent et général pour le règlement des différends entre les Etats intéressés.

Ce Tribunal sera composé d'un arbitre délégué par la Hongrie, et d'un arbitre qui sera nommé de commun accord par les autres Etats contractants. Ces deux arbitres éliront un président.

Dans le cas où les deux arbitres ne pourraient tomber d'accord sur le choix du président, celui-ci sera élu à la majorité des votes par tous les Etats contractants. Au cas de parrage des voix, celle de la Hongrie sera prépondérante. Le président de ce tribunal devra appartenir à un Etat qui ne participe pas à la présente convention et il sera autant que possible parmi les experts qui sont foncés en matière des questions réglées par cette convention.

Le siège du Tribunal arbitral est à Budapest.

Les Etats contractants s'engagent à prêter au Tribunal d'arbitrage tout l'appui nécessaire pour l'exercice de ses fonctions.

Les frais du Tribunal arbitral seront soutenus proportionnellement par les Etats intéressés aux différends soumis à son jugement. Les quotes-parts desdits frais incombant à chacun des intéressés seront fixées cas pour cas par le Tribunal d'arbitrage.

Le Tribunal d'arbitrage sera convoqué à la requête de tout Etat contractant et décidera à la majorité des voix. Le président votera le dernier.

La décision du Tribunal d'arbitrage est obligatoire pour les Etats intéressés et il n'y aura plus d'appel contre la décision de celui-ci.

Article 18.

La présente convention sera ratifiée.

Les ratifications seront communiquées par les Etats intéressés au Gouvernement royal hongrois le plus tôt possible. Le Gouvernement royal hongrois en donnera avis à tous les autres Etats signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement royal hongrois.

La présente convention n'entrera en vigueur qu'après la ratification faite par tous les Etats contractants.

Expenses arising out of the delivery of deposits not covered by cash assets shall be paid by the national State concerned.

Article 15.

On the putting into effect of the present Convention, the execution of which by the Post Office Savings Bank at Budapest is guaranteed by the Kingdom of Hungary, the State guarantee provided for by Article 1, of Law IX of 1885 shall lapse.

Article 16.

The present Convention shall be regarded merely as a financial adjustment under Article 198 of the Treaty of Trianon, particularly as regards the former administration of the Post Office Savings Bank. This adjustment shall be without prejudice to any other financial adjustment, and shall not affect any other provision of the said Treaty. Accordingly, so far as this matter is concerned, all the Contracting States renounce the right of appeal to the Reparation Commission under Article 198.

Article 17.

If, in the course of the execution of the present Convention, differences of opinion should arise between the Contracting States, a special arbitral Tribunal shall be set up, unless a permanent general arbitration jury has already been created to settle differences between the States concerned.

This Tribunal shall consist of one arbitrator delegated by Hungary and of one arbitrator to be nominated jointly by the other Contracting States. The two arbitrators shall elect a President.

Should the two arbitrators be unable to agree on the choice of a President, the latter shall be elected by a majority of all the Contracting States. In the event of the votes being equally divided, Hungary shall have the casting vote. The President of the Tribunal must belong to a State which is not a Party to the present Convention and shall so far as possible be chosen from among persons who are experts in the matters settled by this Convention.

The seat of the arbitral Tribunal shall be at Budapest.

The Contracting States agree to give the arbitral Tribunal all necessary support in the carrying out of its duties.

The costs of the arbitral Tribunal shall be borne proportionately by the States concerned in the disputes referred to it for decision. The share of the said costs devolving on each of the Parties shall be fixed in advance by the arbitral Tribunal.

The arbitral Tribunal shall be summoned at the request of any Contracting State and shall decide by a majority vote. The President shall vote last.

The decision of the arbitral Tribunal shall be binding on the States concerned, and shall not admit of appeal.

Article 18.

The present Convention shall be ratified.

The ratifications shall be forwarded by the States concerned to the Royal Hungarian Government at the earliest possible date. The Royal Hungarian Government shall notify all the other signatory States of any such ratification.

The ratifications shall be kept in the archives of the Royal Hungarian Government.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified by all the Contracting States.

Aussitôt que toutes les ratifications seront parvenues au Gouvernement royal hongrois, ce dernier fera dresser un procès-verbal dont la date sera aussi la date de la mise en vigueur de la présente convention.

Les Etats contractants prendront toutes les mesures nécessaires pour rendre opposables à leurs ressortissants les dispositions de la présente convention dès sa mise en vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention rédigée en français en six exemplaires originaux qui ont été remis à chacun des Etats intéressés.

Fait à Budapest, le 7 novembre 1922.

Pour l'Autriche :

CNOBLOCH, *m. p.*

La Hongrie :

Alexandre DE NUBER, *m. p.*

La Pologne :

Dr Zbigniew SMOLKA, *m. p.*

La Roumanie :

Tr. STIRCEA, *m. p.*

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Danilo DANITCH, *m. p.*

La Tchécoslovaquie :

Dr Bohumil VLASÁK, *m. p.*

ANNEXE A

ROUMANIE.

Conformément à l'article 3 de la présente convention :

Le 30 avril 1919 :

sera considéré comme jour normatif de la Caisse d'Epargne postale :

a) Pour la partie du territoire de l'ancien comitat hongrois de Ugocea (Ugocsa) et pour la partie du territoire de l'ancienne Direction régionale des Postes hongroises de Oradea-Mare (Nagyvàrad) relevant actuellement de la Roumanie, exceptés les bureaux de poste Baia-Mare (Nagybánya), et Zalău (Zilah) à l'égard desquels le jour normatif général sera applicable.

b) Pour la partie du territoire de l'ancienne Direction régionale des Postes hongroises de Timisoara (Temesvár) relevant actuellement de la Roumanie.

As soon as all the ratifications have been received by the Royal Hungarian Government, the latter shall draw up a *procès-verbal* the date of which shall also be the date of the coming into force of the present Convention.

The Contracting States shall take all necessary steps to enforce on their nationals the provisions of the present Convention as from its coming into force.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention, drawn up in French in six original copies, which have been forwarded to the several States concerned.

Done at Budapest, November 7, 1922 :

For Austria :

CNOBLOCH. *m. p.*

For Hungary :

Alexandre DE NUBER. *m. p.*

For Poland :

Dr. Zbigniew SMOLKA. *m. p.*

For Roumania :

Tr. STIRCEA. *m. p.*

For the Kingdom of the Serbs, Croatd and Slovenes :

Danilo DANITCH. *m. p.*

For Czechoslovakia :

Dr. Bohumil VLASÁK. *m. p.*

ANNEX A.

ROUMANIA.

In conformity with Article 3 of the present Convention :

April 30, 1919 :

shall be considered as the limiting date for the Post Office Savings Bank :

(a) For the portion of the territory of the former Hungarian comitat of Ugocea (Ugocsa) and for the portion of the former Hungarian regional postal Directorate of Oradea-Mare (Nagyvàrad) which now belong to Roumania, with the exception of the post office at Baia-Mare (Nagybanya), and Zalau (Zilah), for which the general limiting date shall be applicable.

(b) For the portion of the former Hungarian regional postal Directorate of Timisoara (Temesvár) which now belongs to Roumania.

ANNEXE B

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

Conformément à l'article 3 de la présente convention les dates suivantes seront considérées comme jours normatifs pour les régions postales ci-dessous énumérées :

1° Le 30 avril 1919 :
pour les régions des bureaux postaux situés sur territoire de l'ancienne Direction régionale des Postes de la Hongrie de Timisoara (Temesvár) relevant actuellement de l'administration postale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

2° Le 30 septembre 1919 :
pour les régions des bureaux postaux du territoire Prekomurje (au nord du fleuve Mura).

3° Le 18 mars 1920 :
pour les régions des bureaux postaux du triangle de Baranya situés aujourd'hui sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

ANNEXE C

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Conformément à l'article 3 de la présente convention les dates suivantes seront considérées comme jours normatifs pour les communes ci-dessous énumérées :

1° Le 31 juillet 1919 :

I. SLOVENSKO.

a) Sur le territoire de la région de Košice (parties réunies des anciens comitats hongrois : Abauj-Torna. Zemplén et Ung) :

1. Bačkovik—Bátyok.
2. Klečenov—Kelecsényborda.
3. Saláncka Huta—Szalánczhuta.
4. Čakanovce—Osvacsákány.
5. Žirovce—Zsir.
6. Oborin—Abara.
7. Velké Raškovce—Nagyráska.
8. Malé Raškovce—Kisráska.
9. Kucany—Mészpest.
10. Malčice—Málcza.
11. Kopčany—Hegyi.
12. Slavkovce—Szalók.
13. Drahňov—Deregnyö.
14. Petrikovce—Petrik.
15. Hardište—Hardicsa.
16. Kožuchiv—Kazsó.
17. Nižné Michalany—Alsómihályi.
18. Baranč—Barancs.
19. Bodrogszerdahely—Bodrogszerdahely.
20. Bodrogsek—Bodrogszög.
21. Bodzàšujlak—Bodzàsujlak.
22. Borša—Borsi.
23. Černahov—Csarnahó.
24. Čergov—Csörgö.
25. Cékov—Czéke.
26. Garaňa—Garany.
27. Gerčel—Gercsely.
28. Imreg—Imreg.
29. Kašov—Kâsó.
30. Bara Malá—Kisbári.
31. Malý Kazmir—Kiskázmér.
32. Malá Toroňa—Kistoronja.
33. Kista—Kiszte.
34. Kolbáš—Kolbása.
35. Ladmovce—Ladamócz.
36. Lastovce—Lasztocz.
37. Legiňa—Legenve.
38. Bará Velká—Nagybári.
39. Velký Kazmir—Nagykázmér.
40. Velká Toroňa—Nagytoronya.
41. Seleška—Szöllöske.
42. Sirnek-Szürnyeg.
43. Velaty—Velejte.
44. Jastrab—Magyarsas.
45. Zemplin—Zemplén.
46. Kralovský Chlumec—Kirâlyhelmecz.
47. Bély—Bély.
48. Bačka—Bacska.
49. Botany—Battyán.
50. Kisdobra—Kisdobra.
51. Bodrogszentes—Bodrogszentes.
52. Kisgéres—Kisgéres.
53. Perbenik—Perbenyik.
54. Szomotor—Szomotor.

ANNEX B.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

In conformity with Article 3 of the present Convention, the following shall be considered as the limiting dates for the postal regions enumerated below :

(1) April 30, 1919 :
for the regions belonging to post offices situated in the territory of the former Hungarian regional postal Directorate at Timisoara (Temesvár) which now come under the postal administration of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

(2) September 30, 1919 :
for the regions belonging to the port offices of the territory of Prekomurje (north of the river Mura);

(3) March 18, 1920 :
for the regions belonging to the post offices of the Baranya triangle which are now situated in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

ANNEX C.

CZECHOSLOVAKIA.

In conformity with Article 3 of the present Convention, the following dates shall be considered as limiting dates for the communes enumerated below :

(1) July 31st, 1919 :

I. SLOVENSKO.

(a) In the territory of the region of Košice (united portions of the former Hungarian comitats: Abauj—Torna, Zemplén and Ung).

1. Bačkovik—Bátyok.
2. Klečenov—Kelecsényborda.
3. Saláncka Huta—Szalánczhuta.
4. Čakanovce—Osvacsákány.
5. Žirovce—Zsir.
6. Oborin—Abara.
7. Velké Raškovce—Nagyráska.
8. Malé Raškovce—Kisráska.
9. Kucany—Mészpest.
10. Malčice—Málcza.
11. Kopčanty—Hegyi.
12. Slavkovce—Szalók.
13. Drahňov—Deregnyö.
14. Petríkovce—Petrik.
15. Hardište—Hardicsa.
16. Kožuchiv—Kazsó.
17. Nižné Michalany—Alsómihályi.
18. Baranč—Barancs.
19. Bodrogszerdahely—Bodrogszerdahely.
20. Bodrogsek—Bodrogszög.
21. Bodzàšujlak—Bodzàsujlak.
22. Borša—Borsi.
23. Černahov—Csarnahó.
24. Čergov—Csörgö.
25. Cékov—Czéke.
26. Garaňa—Garany.
27. Gerčel—Gercsely.
28. Imreg—Imreg.
29. Kašov—Kâsó.
30. Bara Malá—Kisbári.
31. Malý Kazmir—Kiskázmér.
32. Malá Toroňa—Kistoronja.
33. Kista—Kiszte.
34. Kolbáš—Kolbása.
35. Ladmovce—Ladamócz.
36. Lastovce—Lasztocz.
37. Legiňa—Legenve.
38. Bará Velká—Nagybári.
39. Velký Kazmir—Nagykzámér.
40. Velká Toroňa—Nagytoronya.
41. Seleška—Szöllöske.
42. Sirnek-Szürnyeg.
43. Velaty—Velejte.
44. Jastrab—Magyarsas.
45. Zemplin—Zemplén.
46. Kralovský Chlumec—Kirâlyhelmecz.
47. Bély—Bély.
48. Bačka—Bacska.
49. Botany—Battyán.
50. Kisdobra—Kisdobra.
51. Bodrogszentes—Bodrogszentes.
52. Kisgéres—Kisgéres.
53. Perbenik—Perbenyik.
54. Szomotor—Szomotor.

55. Bodrogvécs—Bodrogvécs.
56. Kisujlak—Kisujlak.
57. Lelesz—Lelesz.
58. Polaný—Bodrogmezö.
59. Kapoňa—Kaponya.
60. Szolnočka—Szolnocska.
61. Rad—Rad.
62. Bodrogszentmária—Bodrogszentmária.
63. Boly—Boly.
64. Véke—Véke.
65. Zeteň—Zétény.
66. Pálfölde—Pálfölde.
67. Szinyér—Szinyér.
68. Nagygéres—Nagygéres.
69. Nagytárkány—Nagytárkány.
70. Kistárkány—Kistárkány.
71. Agcsernyö—Agcsernyö.
72. Nagykövesd—Nagykövesd.
73. Oerös—Oerös.
74. Kiskövesd—Kiskövesd.
75. Čop—Csap.
76. Surty—Szürte.
77. Pallov—Palló.
78. Bajanház—Bajánháza.
79. Bátfa—Bátfa.
80. Galoč—Gálócs.
81. Rát Velký—Nagyrát.
82. Biš—Bés.
83. Čepel—Ungcsepely.
84. Malé Kapušany—Kiskapos.
85. Rát Malý—Kisrát.
86. Iška—Iske.
87. Malé Selmence—Kisszelmencz.
88. Velké Selmence—Nagyszelmencz.
89. Visokâ—Mahasrév.
90. Velké Kapušany—Nagykapos.
91. Močiar—Magyarmocsàr.
92. Budkovce—Budaháza.
93. Klačány—Magyarkelecsény.
94. Nárád—Ungnyârad.
95. Cičarovce—Csicser.
96. Vieskovce—Veskócz.
97. Vajkovce—Vajkócz.
98. Matovce—Mátyócz.
99. Ruska—Dobóruszka.
100. Paladské Komorovce—Palágykomorócz.
101. Palad—Palágny.
102. Pole Černo—Feketemezö.
103. Modoroš—Ungomóyorós.
104. Vajány—Vaján.
105. Mokča Krysov—Mokcsa Kerész.
106. Prukša—Szirénfalu.
107. Krašok—Kráska.
108. Rebrin—Rebrény.
109. Salamoňova—Tiszasalamon.
110. Tiszaašvaň—Tiszaásvány.
111. Pavlovce—Pálócz.
112. Téglâš Malý—Kistéglâs.
113. Palin—Pâlyin.
114. Stretava—Nagyszeretva.
115. Senné—Ungszenna.
116. Tegéňa—Tegenye.

b) Sur le territoire du comitat Novohrad (Nogràd) :

117. Filakovo—Fülek.
118. Radovce—Ragyolcz.
119. Pišpeky—Fülekpüspöki.
120. Cakanova—Csákányháza.
121. Sávol—Fülekszávoly.
122. Perša—Perse.
123. Bolgáry—Bolgarom.
124. Korlát—Korlát.
125. Klačany—Tótkelecsény.
126. Kováčovce—Fülekkovácsi.
127. Galša—Ipolygalsa.
128. Nitra pri Lučenci—Ipolynyitre
129. Velké Dravce—Nagydarócz.
130. Panidravce—Panyidarócz.
131. Rapovce—Rapp.
132. Kalonda—Kalonda.
133. Mučin—Mucsény.
134. Piliš—Fülekpilis.
135. Terbelovce—Terbeléd.
136. Studená—Medveshidegkut.
137. Večeklov—Vecseklá.

c) Sur territoire du comitat Hont (Hont) :

138. Homok—Homok.
139. Pereslany—Pereszlény.

d) Sur territoire du comitat Gemer (Gömör) :

140. Králik—Sajókirály.
141. Mehy—Méhi.
142. Stranské—Oldalfala.
143. Figa—Gömörfüge.
144. Borica—Baracza.
145. Rumince—Runya.
146. Hanava—Hanva.
147. Štrkovec—Kövecses.
148. Rečka—Sajórecske.
149. Svaty Kral—Sajószentkirály.
150. Abovce—Abafalva.
151. Linkartovce—Sajólénártfalva.
152. Naprad—Naprágy.
153. Kesovce—Sajókeszi.
154. Hubovo—Hubó.
155. Lenka—Sajólenke.
156. Batka—Bátka.
157. Dulovec—Dulháza.

55. Bodrogvécs—Bodrogvécs.
56. Kisujlak—Kisujlak.
57. Lelesz—Lelesz.
58. Polaný—Bodrogmezö.
59. Kapoňa—Kaponya.
60. Szolnočka—Szolnocska.
61. Rad—Rad.
62. Bodrogszentmária—Bodrogszentmária.
63. Boly—Boly.
64. Véke—Véke.
65. Zeteň—Zétény.
66. Pálfölde—Palfölde.
67. Szinyér—Szinyér.
68. Nagygéres—Nagygéres.
69. Nagytárkány—Nagytárkány.
70. Kistárkány—Kistárkány.
71. Agcsernyö—Agcsernyö.
72. Nagykövesd—Nagykövesd.
73. Oerös—Oerös.
74. Kiskövesd—Kiskövesd.
75. Čop—Csap.
76. Surty—Szürte.
77. Pallov—Palló.
78. Bajanház—Bajánháza.
79. Bátfa—Bátfa.
80. Galoč—Gálócs.
81. Rát Velký—Nagyrát.
82. Biš—Bés.
83. Čepel—Ungcsepely.
84. Malé Kapušany—Kiskapos.
85. Rát Malý—Kisrát.
86. Iška—Iske.
87. Malé Selmence—Kisszelmencz.
88. Velké Selmence—Nagyszelmencz.
89. Visokâ—Mahasrév.
90. Velké Kapušany—Nagykapos.
91. Močiar—Magyarmocsár.
92. Budkovce—Budaháza.
93. Klačány—Magyarkelecsény.
94. Nárád—Ungnyárad.
95. Čičarovce—Csicser.
96. Vieskovce—Veskócz.
97. Vajkovce—Vajkócz.
98. Matovce—Matyócz.
99. Ruska—Dobóruszka.
100. Paladské Komorovce—Palágykomorócz.
101. Palad—Palágny.
102. Pole Černo—Feketemezö.
103. Modoroš—Ungomóyorós.
104. Vajány—Vaján.
105. Mokča Krysov—Mokcsa Kerész.
106. Prukša—Szirénfalu.
107. Krašok—Kráska.
108. Rebrin—Rebrény.
109. Salamoňova—Tiszasalamon.
110. Tiszaašvaň—Tiszaásvány.
111. Pavlovce—Pálócz.
112. Téglaš Malý—Kistéglás.
113. Palin—Pályin.
114. Stretava—Nagyszeretva.
115. Senné—Ungszenna.
116. Tegéňa—Tegenye.

(b) In the territory of the Comitat of Novohrad (Nográd).

117. Filakovo—Fülek.
118. Radovce—Ragyolcz.
119. Pišpeky—Fülekpüspöki.
120. Cakanova—Csákányháza.
121. Sávol—Füleksávoly.
122. Perša—Perse.
123. Bolgáry—Bolgarom.
124. Korlát—Korlát.
125. Klačany—Tótkelecsény.
126. Kováčovce—Fülekkovácsi.
127. Galša—Ipolygalsa.
128. Nitra pri Lučenci—Ipolynyitre
129. Velké Dravce—Nagydarócz.
130. Panidravce—Panyidarócz.
131. Rapovce—Rapp.
132. Kalonda—Kalonda.
133. Mučin—Mucsény.
134. Piliš—Fülekpilis.
135. Terbelovce—Terbeléd.
136. Studená—Medveshidegkut.
137. Večeklov—Vecseklá.

(c) In the territory of the Comitat of Hont (Hont).

138. Homok—Homok.
139. Pereslany—Pereszlény.

(d) In the territory of the Comitat of Gemer (Gömör).

140. Králik—Sajókirály.
141. Mehy—Méhi.
142. Stranské—Oldalfala.
143. Figa—Gömörfüge.
144. Borica—Baracza.
145. Rumince—Runya.
146. Hanava—Hanva.
147. Štrkovec—Kövecses.
148. Rečka—Sajórecske.
149. Svaty Kral—Sajószentkirály.
150. Abovce—Abafalva.
151. Linkartovce—Sajólénártfalva.
152. Naprad—Napràgy.
153. Kesovce—Sajókeszi.
154. Hubovo—Hubó.
155. Lenka—Sajólenke.
156. Batka—Bátka.
157. Dulovec—Dulháza.

158. Žipovec—Zsip.
159. Radnovce—Nemesradnót.
160. Cakovó—Czakó.
161. Ivanovce—Balogiványi.
162. Zadorčie—Zádorháza.
163. Vieska—Balogujfalu.
164. Siač—Rimaszécs.
165. Martinovce—Nemesmártonfalva.
166. Čiz—Csiz.
167. Velkiňa—Velkenye.
168. Jená-Jéne.
169. Šušava—Susa.
170. Hrmavec—Harmacz.
171. Janošovce—Jánosi.
172. Belian—Bellény.
173. Pavlová Ves—Rimapálfalva.
174. Sútor—Szutor.
175. Žirkovce—Serkel.
176. Zeledin—Feled.
177. Šimonovce—Rimasimonyi.
178. Darňa—Darnya.
179. Hostice—Gesztete.
180. Jestice—Jeszte.
181. Detiar—Détér.
182. Jablonica—Almágy.
183. Hajnâčka—Ajnácskö.
184. Bašta—Egyházasbást.
185. Petrovce u Veledina—Gömörpéterfala.
186. Tajty—Tajti.
187. Dubenec—Dobfenék.
188. Hodejka—Kerekgede.
189. Gortvianská Vieska—Gortvakisfalud.
190. Behovce—Balogfalu.
191. Dúžava—Dusa.
192. Husiná—Guszona.
193. Mojóm—Mezötelkes.
194. Gemerčok—Kisgömöri.
195. Šid—Gömörsid.
196. Šreg—Söreg.
197. Čoma—Csomatelke.
198. Beňá—Béna.

II PODKARPATSKÁ RUS (RUSZINSKÓ),

a) Sur le territoire du comitat Užhorod (Ung).

199. Šišlovce—Sislócz.
200. Borfalva—Botfalva.
201. Lekard—Lakárd.
202. Tarnovce—Ungtarnócz.
203. Konchaza—Konczháza.
204. Minaj—Minaj.
205. Homok—Homok.
206. Ketergeň—Ketergény.
207. Jovra—Oerdarma.
208. Eseň—Eszeny.
209. Saloka—Szalóka.
210. Turja Pašika—Turjavágás.
211. Simera Stará—Ószemere.
212. Turja Bystrá—Turjasebes.
213. Morká—Mokra.
214. Simera Nová—Ujszemere.
215. Turjanská Poljana—Turjamezö.
216. Huta Pojana—Mezöhuta.
217. Poroskov—Poroskö.
218. Vulšinky—Egreshát.
219. Novoselice—Ujssemencze.
220. Pastelka Malá—Kispásztély.
221. Turja Rakov—Rákó.
222. Turice Velká—Nagyturjaszög.
223. Turice—Malá—Kisturjaszög.
224. Lipovec—Hárs.
225. Voročov—Kapuszög.
226. Dubrinič—Bercsényifalva.
227. Zaričovo—Drugetháza.
228. Močár Ruská—Oroszmocsár.
229. Roztoka Pastel—Felsöpásztély.
230. Zabrod—Révhely.
231. Ljuta—Havasköz.
232. Tichá—Tiha.
233. Viška—Viharos.
234. Luh—Ligetes.
235. Suchá—Szuhapatak.
236. Husná—Erdöludas.
237. Pastel Begendar—Alsópásztély.
238. Čiernoholova—Sóhát.
239. Smreková—Szemerekö.
240. Bukoč—Ungbükkös.
241. Kostrina—Csontos.

b) Pour toutes les communes des comitats Bereg, Ugocsa, Hármaros,

2° Le 14 août 1919 pour la commune Petržalka (Pozsonyligetfalu) dans le comitat de Bratislava (Pozsony).

3° Pour les communes et régions du Slovensko et Podkarpatská-Rus qui ont été annexées plus tard (en 1919, 1920, 1921, 1922) à la Tchécoslovaquie sont à considérer comme jours normatifs en ce qui concerne l'attribution au bloc national les dates de l'annexion effective et en ce qui concerne les montants des avoirs la date de la séparation monétaire en Hongrie et ce dans les deux cas sous les conditions établies dans la présente convention.

158. Žipovec—Zsip.
159. Radnovce—Nemesradnót.
160. Cakovó—Czakó.
161. Ivanovce—Balogiványi.
162. Zadorčie—Zâdorháza.
163. Vieska—Balogujfalu.
164. Siač—Rimaszécs.
165. Martinovce—Nemesmártonfalva.
166. Čiz—Csiz.
167. Velkińa—Velkenye.
168. Jená-Jéne.
169. Šušava—Susa.
170. Hrmavec—Harmacz.
171. Janošovce—Jánosi.
172. Belian—Bellény.
173. Pavlová Ves—Rimapálfalva.
174. Sútor—Szutor.
175. Žirkovce—Serkel.
176. Zeledin—Feled.
177. Šimonovce—Rimasimonyi.
178. Darńa—Darnya.
179. Hostice—Gesztete.
180. Jestice—Jeszte.
181. Detiar—Détér.
182. Jablonica—Almágy.
183. Hajnáčka—Ajnácskö.
184. Bašta—Egyházasbást.
185. Petrovce u Veledina—Gömörpéterfala.
186. Tajty—Tajti.
187. Dubenec—Dobfenék.
188. Hodejka—Kerekgede.
189. Gortvianská Vieska—Gortvakisfalud.
190. Behovce—Balogfalu.
191. Dúžava—Dusa.
192. Husiná—Guszona.
193. Mojóm—Mezötelkes.
194. Gemerčok—Kisgömöri.
195. Šid—Gömörsid.
196. Šreg—Söreg.
197. Čoma—Csomatelke.
198. Beńá—Béna.

II. PODKARPATSKÁ RUS (RUSZINSKÓ).

(a) In the territory of the Comitat of Užhorod (Ung).

199. Šišlovce—Sislócz.
200. Borfalva—Botfalva.
201. Lekard—Lakárd.
202. Tarnovce—Ungtarnócz.
203. Konchaza—Konczháza.
204. Minaj—Minaj.
205. Homok—Homok.
206. Ketergeń—Ketergény.
207. Jovra—Oerdarma.
208. Eseń—Eszeny.
209. Saloka—Szalóka.
210. Turja Pašika—Turjavágás.
211. Simera Stará—Oszemere.
212. Turja Bystrá—Turjasebes.
213. Morká—Mokra.
214. Simera Nová—Ujszemere.
215. Turjanská Poljana—Turjamezö.
216. Huta Pojana—Mezöhuta.
217. Poroskov—Poroskö.
218. Vulšinky—Egreshát.
219. Novoselice—Ujssemencze.
220. Pastelka Malâ—Kispásztély.
221. Turja Rakov—Rákó.
222. Turice Velká—Nagyturjaszög.
223. Turice—Malá—Kisturjaszög.
224. Lipovec—Hárs.
225. Voročov—Kapuszög.
226. Dubrinič—Bercsényifalva.
227. Zaričovo—Drugetháza.
228. Močár Ruská—Oroszmocsár.
229. Roztoka Pastel—Felsöpásztély.
230. Zabrod—Révhely.
231. Ljuta—Havasköz.
232. Tichá—Tiha.
233. Viška—Viharos.
234. Luh—Ligetes.
235. Suchá—Szuhapatak.
236. Husná—Erdöludas.
236. Pastel Begendar—Alsópásztély.
238. Čiernoholova—Sóhát.
239. Smreková—Szemerekö.
240. Bukoč—Ungbükkös.
241. Kostrina—Csontos.

(b) For all the communes of the Comitats of Bereg, Ugocsa, Harmaros.

(2) August 14, 1919, for the commune of Petržalka (Pozsonyligetfalu) in the comitat of Bratislava (Pozsony).

(3) For the communes and regions of Slovensko and Podkarpatská-Rus, which were subsequently (in 1919, 1920, 1921 and 1922) annexed to Czechoslovakia, the actual dates of annexation shall be considered as the limiting dates for the purposes of allocation to the national *bloc* and the date of the monetary separation in Hungary for the purposes of the total assets the conditions laid down in the present Convention applying in both cases.

LISTE PRINCIPALE

DES TITRES DE LA DETTE PUBLIQUE HONGROISE D'AVANT-GUERRE APPARTENANT A LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE.

Catégorie des titres	Nombre des titres	Total en couronnes
D'après les listes ci-jointes :		
Rentes hongroises de 4 % en couronnes (4 % ungarische Kronenrente)	5.337	126.602.400
Rentes hongroises de 4 % . . . . . (4 % ungarische Staatsrente)	4.215	8.397.600
Total (Zusammen) . . .	9.552	135.000.000

LISTE

DES RENTES HONGROISES DE 4 % EN COURONNES (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE) APPARTENANT A LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE AVEC COUPONS A PARTIR DU 1er DÉCEMBRE 1922

	Nombres des titres d'après la liste	Valeur nominale	TOTAL
	1095	C 100	C 109.500
	2037	» 200	» 407.400
	417	» 500	» 208.500
	778	» 1.000	» 778.000
	487	» 2.000	» 974.000
	155	» 5.000	» 775.000
	315	» 10.000	» 3,150.000
	53	titres conscrits [1]	» 120,200.000
Total . . .	5337		C 126,602.400

[1] Avec feuille d'intérêts au lieu de feuille de coupons.

PRINCIPAL LIST

OF HUNGARIAN PRE-WAR PUBLIC DEBT BONDS BELONGING TO THE ROYAL HUNGARIAN POST OFFICE SAVINGS BANK.

Class of bonds	Number of bonds	Total in Kronen
According to the lists attached hereto :		
Hungarian 4 % Kronen " rente " . . . *(4 % ungarische Kronenrente)*	5,337	126,602,400
Hungarian 4 % " rente " . . . . . *(4 % ungarische Staatzrente)*	4,215	8,397,600
Total	9,552	135,000,000

LIST

OF HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE) BELONGING TO THE ROYAL HUNGARIAN POST OFFICE SAVINGS BANK WITH COUPONS AS FROM DECEMBER IST, 1922.

	Numbers of bonds according to the list	Nominal value (Kronen)	TOTAL (Kronen)
	1095	C 100	C 109,500
	2037	» 200	» 407,400
	417	» 500	» 208,500
	778	» 1,000	» 778,000
	487	» 2,000	» 974,000
	155	» 5,000	» 775,000
	315	» 10,000	» 3,150,000
	53	cumulative bonds [1]	» 120,200,000
Total . .	5337		C 126,602,400

[1] With interest sheet instead of sheet of coupons.

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen		1095		Pièces Stück		C K	100	Titres
				Litt A				
000.028	019.283	037.756	058.390	071.094	076.193	079.466	080.834	083.403
000.167	019.469	038.292	058.829	071.573	076.305	079.500	080.835	083.552
000.632	019.872	038.362	058.905	071.699	076.309	079.510	080.838	083.662
000.790	020.753	042.939	059.373	071.971	076.525	079.531	080.839	083.691
001.240	020.979	043.684	059.394	071.972	076.613	079.657	080.840	083.748
001.549	021.130	045.419	059.727	072.251	076.639	079.658	080.841	083.755
001.864	021.715	046.025	059.803	073.022	076.640	079.659	080.844	083.769
002.196	021.900	046.740	059.980	073.090	076.642	079.660	080.845	083.779
002.199	022.797	046.948	060.717	073.139	076.823	079.663	080.846	083.786
002.388	023.286	047.281	061.306	073.181	076.834	079.667	080.847	083.787
002.778	023.603	047.309	062.925	073.182	076.942	079.675	080.848	083.790
002.791	023.860	047.508	063.289	073.436	076.975	079.720	080 849	083.792
003.565	024.149	047.601	063.534	073.828	077.014	079.950	081.000	083.834
003.938	024.150	047.748	063.567	073.829	077.101	079.972	081.071	083.858
004.232	024.242	048.123	064.431	073.971	077.102	079.984	081.095	084.020
004.325	024.640	049.629	064.946	073.978	077.202	080.012	081.114	084.126
004.474	024.988	049.916	064.957	073.984	077.203	080.014	081.122	084.132
004.475	025.023	050.534	065.088	074.013	077.223	080.015	081.149	084.142
005.399	025.364	050.666	065.396	074.036	077.472	080.022	081.156	084.153
005.829	025.740	050.942	065.397	074.161	077.491	080.026	081.210	084.154
006.241	025.807	051.010	065.398	074.180	077.534	080.033	081.340	084.155
007.157	025.966	051.045	065.616	074.299	077.560	080.038	081.420	084.161
007.489	026.087	051.064	065.666	074.478	077.587	080.182	081.466	084.162
007.706	026.261	051.074	065.936	074.539	077.613	080.185	081.596	084.164
009.206	026.974	051.163	066.164	074.642	077.738	080.286	081.601	084.166
011.095	027.516	051.674	066.354	074.744	077.820	080.347	081.678	084.220
012.413	027.722	051.858	066.523	074.760	077.833	080.381	081.681	084.228
012.767	027.764	051.960	066.800	074.811	077.834	080.429	081.720	084.231
013.164	027.858	052.390	066.878	074.901	077.835	080.487	081.817	084.232
013.166	027.906	053.014	066.942	074.912	077.842	080.586	081.818	084.264
013.167	027.956	053.021	067.268	074.926	077.845	080.692	081.819	084.292
013.362	028.105	053.192	067.829	075.011	077.852	080.657	081.820	084.294
014.230	0281 08	053.291	067.883	075.032	077.853	080.691	081.896	084.310
014.639	028.383	053.322	068.011	075.048	077.875	080.629	082.005	084.336
015.092	028.703	053.886	068.457	075.146	077.876	080.709	082.012	084.339
015.105	028.739	054.084	068.557	075.169	077.894	080.747	082.014	084.369
015.338	028.815	054.360	068.594	075.280	078.013	080.751	082.024	084.370
015.608	028.925	054.432	069.655	075.420	078.053	080.785	082.154	084.371
015.801	028.927	055.053	069.747	075.530	078.157	080.801	082.161	084.379
015.803	029.157	055.466	070.237	075.555	078.353	080.802	082.279	084.381
015.834	029.726	055.485	070.414	075.559	078.447	080.803	082.352	084.384
017.190	029.897	055.844	070.448	075.675	078.448	080.805	082.354	084.516
017.308	032.860	056.109	070.458	075.789	078.565	080.806	082.355	085.007
017.335	032.909	056.128	070.463	075.792	078.628	080.810	082.356	085.009
017.494	032.930	056.131	070.464	075.802	079.123	080.811	082.373	085.012
017.697	033.002	056.248	070.495	075.955	079.131	080.812	082.457	085.023
017.985	033.443	056.574	070.499	075.956	079.134	080.813	082.774	085.045
018.128	033.733	056.748	070.615	075.973	079.160	080.821	082.828	085.049
018.273	034.223	056.831	070.669	075.991	079.181	080.822	083.202	085.128
018.298	034.568	057.227	070.669	076.050	079.187	080.826	083.337	085.250
018.405	035.240	057.556	070.670	076.068	079.220	080.827	083.343	085.253
018.468	036.453	057.675	070.860	076.120	079.221	080.828	083.345	085.401
018.520	037.291	057.679	070.896	076.149	079.387	080.829	083.349	085.437
018.595	037.696	057.812	071.049	076.165	079.407	080.832	083.397	085.439

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total	1095	Individual items Letter A.	Kronen	100	Bonds
000,028	019,283	037,756	058,390	071,094	076,193	079,466	080,834	083,403
000,167	019,469	038,292	058,829	071,573	076,305	079,500	080,835	083,552
000,632	019,872	038,362	058,905	071,699	076,309	079,510	080,838	083,662
000,790	020,753	042,939	059,373	071,971	076,525	079,531	080,839	083,691
001,240	020,979	043,684	059,394	071,972	076,613	079,657	080,840	083,748
001,549	021,130	045,419	059,727	072,251	076,639	079,658	080,841	083,755
001,864	021,715	046,025	059,803	073,022	076,640	079,659	080,844	083,769
002,196	021,900	046,740	059,980	073,090	076,642	079,660	080,845	083,779
002,199	022,797	046,948	060,717	073,139	076,823	079,663	080,846	083,786
002,388	023,286	047,281	061,306	073,181	076,834	079,667	080,847	083,787
002,778	023,603	047,309	062,925	073,182	076,942	079,675	080,848	083,790
002,791	023,860	047,508	063,289	073,436	076,975	079,720	080,849	083,792
003,565	024,149	047,601	063,534	073,828	077,014	079,950	081,000	083,834
003,938	024,150	047,748	063,567	073,829	077,101	079,972	081,071	083,858
004,232	024,242	048,123	064,431	073,971	077,102	079,984	081,095	084,020
004,325	024,640	049,629	064,946	073,978	077,202	080,012	081,114	084;126
004,474	024,988	049,916	064,957	073,984	077,203	080,014	081,122	084,132
004,475	025,023	050,534	065,088	074,013	077,223	080,015	081,149	084,142
005,399	025,364	050,666	065,396	074,036	077,472	080,022	081,156	084,153
005,829	025,740	050,942	065,397	074,161	077,491	080,026	081,210	084,154
006,241	025,807	051,010	065,398	074,180	077,534	080,033	081,340	084,155
007,157	025,966	051,045	065,616	074,299	077,560	080,038	081,420	084,161
007,489	026,087	051,064	065,666	074,478	077,587	080,182	081,466	084,162
007,706	026,261	051,074	065,936	074,539	077,613	080,185	081,596	084,164
009,206	026,974	051,163	066,164	074,642	077,738	080,286	081,601	084,166
011,095	027,516	051,674	066,354	074,744	077,820	080,347	081,678	084,220
012,413	027,722	051,858	066,523	074,760	077,833	080,381	081,681	084,228
012,767	027,764	051,960	066,800	074,811	077,834	080,429	081,720	084,231
013,164	027,858	052,390	066,878	074,901	077,835	080,487	081,817	084,232
013,166	027,906	053,014	066,942	074,912	077,842	080,586	081,818	084,264
013,167	027,956	053,021	067,268	074,926	077,845	080,692	081,819	084,292
013,362	028,105	053,192	067,829	075,011	077,852	080,657	081,820	084,294
014,230	028,108	053,291	067,883	075,032	077,853	080,691	081,896	084,310
014,639	028,383	053,322	068,011	075,048	077,875	080,629	082,005	084,336
015,092	028,703	053,886	068,457	075,146	077,876	080,709	082,012	084,339
015,105	028,739	054,084	068,557	075,169	077,894	080,747	082,014	084,369
015,338	028,815	054,360	068,594	075,280	078,013	080,751	082,024	084,370
015,608	028,925	054,432	069,655	075,420	078,053	080,785	082,154	084,371
015,801	028,927	055,053	069,747	075,530	078,157	080,801	082,161	084,379
015,803	029,157	055,466	070,237	075,555	078,353	080,802	082,279	084,381
015,834	029,726	055,485	070,414	075,559	078,447	080,803	082,352	084,384
017,190	029,897	055,844	070,448	075,675	078,448	080,805	082,354	084,516
017,308	032,860	056,109	070,458	075,789	078,565	080,806	082,355	085,007
017,335	032,909	056,128	070,463	075,792	078,628	080,810	082,356	085,009
017,494	032,930	056,131	070,464	075,802	079,123	080,811	082,373	085,012
017,697	033,002	056,248	070,495	075,955	079,131	080,812	082,457	085,023
017,985	033,443	056,574	070,499	075,956	079,134	080,813	082,774	085,045
018,128	033,733	056,748	070,615	075,973	079,160	080,821	082,828	085,049
018,273	034,223	056,831	070,669	075,991	079,181	080,822	083,202	085,128
018,298	034,568	057,227	070,669	076,050	079,187	080,826	083,337	085,250
018,405	035,240	057,556	070,670	076,068	079,220	080,827	083,343	085,253
018,468	036,453	057,675	070,860	076,120	079,221	080,828	083,345	085,401
018,520	037,291	057,679	070,896	076,149	079,387	080,829	083,349	085,437
018,595	037,696	057,812	071,049	076,165	079,407	080,832	083,397	085,439

RENTE HONGROISE EN COURONNES, 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen	1095	Pièces Stück Litt A		C K	100	Titres
085.448	087.145	087.547	089.103	089.599	090.794	148.143	164.046	223.149
085.484	087.146	087.548	089.104	089.713	090.796	148.144	164.047	225.531
085.594	087.147	087.549	089.106	089.721	091.006	148.145	164.048	226.315
085.609	087.148	087.550	089.107	089.740	091.011	148.146	164.049	227.851
085.660	087.149	087.551	089.109	089.741	091.029	148.147	164.052	232.032
085.766	087.150	087.554	089.110	089.764	091.099	148.148	164.054	232.206
085.785	087.151	087.555	089.111	089.765	091.101	148.152	164.055	232.207
085.793	087.152	087.556	089.112	089.766	091.103	148.153	164.056	234.074
085.794	087.153	087.558	089.135	089.767	091.134	148.154	164.057	234.206
085.816	087.154	087.559	089.136	089.768	091.135	148.155	164.058	234.508
085.949	087.156	087.560	089.138	089.769	091.136	148.156	164.059	234.965
085.972	087.158	087.561	089.139	089.773	091.137	148.157	164.060	234.966
085.973	087.159	088.001	089.142	089.789	091.138	148.158	164.061	234.970
086.034	087.160	088.002	089.144	090.038	091.139	148.159	164.062	235.091
086.042	087.162	088.004	089.147	090.170	091.140	148.160	164.063	235.909
086.084	087.164	088.011	089.150	090.175	091.141	148.165	164.064	236.712
086.085	087.165	088.014	089.155	090.176	091.144	148.167	164.065	236.737
086.086	087.166	088.015	089.158	090.201	091.146	148.169	164.066	236.793
086.089	087.167	088.021	089.160	090.207	091.147	148.170	164.067	239.702
086.091	087.168	088.027	089.161	090.213	091.148	148.173	164.068	239.750
086.095	087.169	088.029	089.162	090.216	091.619	148.174	164.069	239.770
086.098	087.170	088.030	089.163	090.217	092.032	148.175	164.070	239.778
086.099	087.171	088.032	089.164	090.218	092.590	148.176	164.071	240.383
087.101	087.172	088.033	089.165	090.413	095.217	148.177	164.076	240.530
087.102	087.173	088.034	089.169	090.414	102.542	148.178	164.077	247.794
087.103	087.174	088.037	089.175	090.415	107.112	148.179	164.078	247.840
087.105	087.175	088.038	089.176	090.416	110.235	148.180	164.082	248.161
087.106	087.184	088.039	089.179	090.417	110.516	148.181	164.083	248.724
187.107	087.185	088.040	089.180	090.470	112.710	148.186	164.708	249.826
087.108	087.186	088.041	089.181	090.491	112.715	148.187	165.468	250.539
087.109	087.190	088.046	089.194	090.505	112.716	148.188	165.469	252.273
087.110	087.194	088.047	089.198	090.508	112.717	148.189	165.470	252.847
087.111	087.195	088.048	089.199	090.547	112.718	148.190	165.471	253.689
087.115	087.196	088.052	089.333	090.582	112.719	151.359	165.472	255.951
087.117	087.507	088.054	089.352	090.618	112.720	151.551	167.028	256.220
087.118	087.508	088.056	089.452	090.624	112.721	151.793	167.031	256.290
087.119	087.509	088.057	089.453	090.635	112.722	160.866	167.034	256.336
087.120	087.511	088.059	089.464	090.660	114.222	160.897	168.266	256.606
087.121	087.512	088.070	089.475	090.701	119.142	161.182	200.847	258.252
087.122	087.514	088.203	089.493	090.702	125.748	161.183	202.221	258.984
087.123	087.518	080.430	089.494	090.703	126.331	162.118	202.825	259.947
087.215	087.519	088.437	089.495	090.704	129.709	162.402	205.161	260.270
087.126	087.526	088.501	089.496	090.705	131.855	162.405	206.226	260.586
087.128	087.527	088.503	089.497	090.707	134.807	162.416	206.694	260.771
087.129	087.528	088.505	089.499	090.708	135.582	163.404	208.705	260.774
087.131	087.531	088.507	089.509	090.710	139.560	164.036	209.831	260.775
087.132	087.535	088.521	089.513	090.711	139.712	164.037	211.477	260.776
087.133	087.536	088.523	089.569	090.726	142.510	164.038	211.757	260.980
087.136	087.539	088.525	089.581	090.762	146.990	164.039	213.393	262.221
087.138	087.541	088.528	089.583	090.763	148.138	164.040	214.806	262.603
087.140	087.542	088.764	089.586	090.785	148.139	164.042	215.208	262.646
087.142	087.543	088.837	089.587	090.787	148.140	164.043	216.118	263.594
087.143	087.544	088.858	089.588	090.788	148.141	164.044	217.359	264.228
087.144	087.545	089.101	089.589	090.791	148.142	164.045	218.809	264.254

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total	1095	Individual items	Kronen	100	Bonds
		Letter A.			
085,448	087,145	087,547	089,103	089,599	090,794	148,143	164,046	223,149
085,484	087,146	087,548	089,104	089,713	090,796	148,144	164,047	225,531
085,594	087,147	087,549	089,106	089,721	091,006	148,145	164,048	226,315
085,609	087,148	087,550	089,107	089,740	091,011	148,146	164,049	227,851
085,660	087,149	087,551	089,109	089,741	091,029	148,147	164,052	232,032
085,766	087,150	087,554	089,110	089,764	091,099	148,148	164,054	232,206
085,785	087,151	087,555	089,111	089,765	091,101	148,152	164,055	232,207
085,793	087,152	087,556	089,112	089,766	091,103	148,153	164,056	234,074
085,794	087,153	087,558	089,135	089,767	091,134	148,154	164,057	234,206
085,816	087,154	087,559	089,136	089,768	091,135	148,155	164,058	234,508
085,949	087,156	087,560	089,138	089,769	091,136	148,156	164,059	234,965
085,972	087,158	087,561	089,139	089,773	091,137	148,157	164,060	234,966
085,973	087,159	088,001	089,142	089,789	091,138	148,158	164,061	234,970
086,034	087,160	088,002	089,144	090,038	091,139	148,159	164,062	235,091
086,042	087,162	088,004	089,147	090,170	091,140	148,160	164,063	235,909
086,084	087,164	088,011	089,150	090,175	091,141	148,165	164,064	236,712
086,085	087,165	088,014	089,155	090,176	091,144	148,167	164,065	236,737
086,086	087,166	088,015	089,158	090,201	091,146	148,169	164,066	236,793
086,089	087,167	088,021	089,160	090,207	091,147	148,170	164,067	239,702
086,091	087,168	088,027	089,161	090,213	091,148	148,173	164,068	239,750
086,095	087,169	088,029	089,162	090,216	091,619	148,174	164,069	239,770
086,098	087,170	088,030	089,163	090,217	092,032	148,175	164,070	239,778
086,099	087,171	088,032	089,164	090,218	092,590	148,176	164,071	240,383
087,101	087,172	088,033	089,165	090,413	095,217	148,177	164,076	240,530
087,102	087,173	088,034	089,169	090,414	102,542	148,178	164,077	247,794
087,103	087,174	088,037	089,175	090,415	107,112	148,179	164,078	247,840
087,105	087,175	088,038	089,176	090,416	110,235	148,180	164,082	248,161
087,106	087,184	088,039	089,179	090,417	110,516	148,181	164,083	248,724
187,107	087,185	088,040	089,180	090,470	112,710	148,186	164,708	249,826
087,108	087,186	088,041	089,181	090,491	112,715	148,187	165,468	250,539
087,109	087,190	088,046	089,194	090,505	112,716	148,188	165,469	252,273
087,110	087,194	088,047	089,198	090,508	112,717	148,189	165,470	252,847
087,111	087,195	088,048	089,199	090,547	112,718	148,190	165,471	253,689
087,115	087,196	088,052	089,333	090,582	112,719	151,359	165,472	255,951
087,117	087,507	088,054	089,352	090,618	112,720	151,551	167,028	256,220
087,118	087,508	088,056	089,452	090,624	112,721	151,793	167,031	256,290
087,119	087,509	088,057	089,453	090,635	112,722	160,866	167,034	256,336
087,120	087,511	088,059	089,464	090,660	114,222	160,897	168,266	256,606
087,121	087,512	088,070	089,475	090,701	119,142	161,182	200,847	258,252
087,122	087,514	088,203	089,493	090,702	125,748	161,183	202,221	258,984
087,123	087,518	080,430	089,494	090,703	126,331	162,118	202,825	259,947
087,215	087,519	088,437	089,495	090,704	129,709	162,402	205,161	260,270
087,126	087,526	088,501	089,496	090,705	131,855	162,405	206,226	260,586
087,128	087,527	088,503	089,497	090,707	134,807	162,416	206,694	260,771
087,129	087,528	088,505	089,499	090,708	135,582	163,404	208,705	260,774
087,131	087,531	088,507	089,509	090,710	139,560	164,036	209,831	260,775
087,132	087,535	088,521	089,513	090,711	139,712	164,037	211,477	260,776
087,133	087,536	088,523	089,569	090,726	142,510	164,038	211,757	260,980
087,136	087,539	088,525	089,581	090,762	146,990	164,039	213,393	262,221
087,138	087,541	088,528	089,583	090,763	148,138	164,040	214,806	262,603
087,140	087,542	088,764	089,586	090,785	148,139	164,042	215,208	262,646
087,142	087,543	088,837	089,587	090,787	148,140	164,043	216,118	263,594
087,143	087,544	088,858	089,588	090,788	148,141	164,044	217,359	264,228
087,144	087,545	089,101	089,589	090,791	148,142	164,045	218,809	264,254

RENTE HONGROISE EN COURONNES, 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen	1095	Pièces Stück		C K	100	Titres
		Litt A				
266.011	273.955	278.766	282.898	287.564	290.185	295.433	295.448	296.426
266.500	273.956	279.596	283.146	287.565	290.186	295.434	295.451	304.980
267.752	273.957	279.597	283.147	287.566	290.187	295.435	295.452	304.981
268.692	273.958	280.018	283.148	287.567	290.188	295.436	295.453	304.982
269.219	274.143	281.315	283.149	287.568	290.189	295.437	295.455	304.983
270.380	274.200	281.316	283.150	288.599	291.501	295.438	295.456	304.984
270.772	274.380	281.317	283.212	288.600	292.590	295.439	295.457	304.985
270.774	274.862	281.318	284.052	290.171	292.592	295.440	295.458	309.032
271.170	277.397	218.319	284.564	290.172	294.961	295.442	295.459	309.509
272.614	277.711	281.320	285.391	290.273	295.184	295.443	295.460	310.644
272.656	278.041	281.321	285.544	290.174	295.406	295.444	295.981	073 791 [1]
272.988	278.761	281.322	285.626	290.182	295.407	295.445	296.191	131.939 [2]
273.278	278.764	281.323	287.562	290.183	295.408	295.446	296.269	
273.953	278.765	281.324	287.563	290.184	295.432	295.447	296.271	

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen	2037	Pièces Stück		C K	200	Titres
		Litt B				
000.496	015.692	017.972	021.164	023.341	025.100	027.561	028.943	029.928
000.599	015.882	018.172	021.384	023.432	025.160	027.599	028.944	029.929
004.860	015.955	018.173	021.478	023.557	025.161	027.640	028.945	029.930
006.032	016.138	018.246	021.501	023.668	025.162	027.658	028.954	029.931
007.687	016.209	018.421	021.568	023.718	025.163	027.681	028.961	029.981
007.705	016.401	018.422	021.722	023.749	025.287	027.699	029.029	030.050
011.620	016.402	018.423	021.727	023.790	025.309	027.701	029.065	030.107
012.091	016.403	018.537	021.728	023.791	025.379	027.892	029.203	030.118
013.062	016.406	018.729	021.745	024.007	025.407	027.918	029.204	030.277
013.943	016.407	018.798	021.746	024.008	025.408	027.985	029.244	030.442
014.531	016.456	018.865	021.748	024.010	025.750	028.071	029.245	030.452
014.532	016.463	019.216	021.750	024.011	025.827	028.076	029.368	030.548
014.613	016.552	019.478	021.752	024.117	025.841	028.115	029.416	030.564
014.656	016.827	019.697	022.280	024.266	025.990	028.122	029.588	030.637
014.899	016.867	019.744	022.515	024.437	025.991	028.123	029.624	030.970
015.103	017.003	019.900	022.578	024.491	025.992	028.138	029.759	030.971
015.124	017.382	020.015	022.580	024.673	026.082	028.221	029.871	030.959
015.137	017.400	020.066	022.672	024.674	026.107	028.333	029.906	031.196
015.138	017.786	020.122	022.705	024.729	026.108	028.345	029.922	031.478
015.143	017.802	020.123	022.932	024.783	026.293	028.694	029.923	031.479
015.271	017.807	020.129	023.123	024.784	026.583	028.745	029.924	031.645
015.499	017.926	020.130	023.204	024.785	026.724	028.772	029.925	031.843
015.617	017.928	020.946	023.256	024.786	026.750	028.796	029.926	032.090
015.653	017.943	020.961	023.276	024.976	026.934	028.893	029.927	032.091

[1] Avec feuille de coupons N° 015868.
[2] Avec feuille de coupons N° 131940.

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total	1095		Individual items	Kronen		100	Bonds
			Letter A.				
266,011	273,955	278,766	282,898	287,564	290,185	295,433	295,448	296,426
266,500	273,956	279,596	283,146	287,565	290,186	295,434	295,451	304,980
267,752	273,957	279,597	283,147	287,566	290,187	295,435	295,452	304,981
268,692	273,958	280,018	283,148	287,567	290,188	295,436	295,453	304,982
269,219	274,143	281,315	283,149	287,568	290,189	295,437	295,455	304,983
270,380	274,200	281,316	283,150	288,599	291,501	295,438	295,456	304,984
270,772	274,380	281,317	283,212	288,600	292,590	295,439	295,457	304,985
270,774	274,862	281,318	284,052	290,171	292,592	295,440	295,458	309,032
271,170	277,397	218,319	284,564	290,172	294,961	295,442	295,459	309,509
272,614	277,711	281,320	285,391	290,273	295,184	295,443	295,460	310,644
272,656	278,041	281,321	285,544	290,174	295,406	295,444	295,981	073,791 [1]
272,988	278,761	281,322	285,626	290,182	295,407	295,445	296,191	131,939 [2]
273,278	278,764	281,323	287,562	290,183	295,408	295,446	296,269	
273,953	278,765	281,324	287,563	290,184	295,432	295,447	296,271	

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UnGARISCHE KRONENRENTE)

Total	2037		Individual items	Kronen		200	Bonds
			Letter B.				
000,496	015,692	017,972	021,164	023,341	025,100	027,561	028,943	029,928
000,599	015,882	018,172	021,384	023,432	025,160	027,599	028,944	029,929
004,860	015,955	018,173	021,478	023,557	025,161	027,640	028,945	029,930
006,032	016,138	018,246	021,501	023,668	025,162	027,658	028,954	029,931
007,687	016,209	018,421	021,568	023,718	025,163	027,681	028,961	029,981
007,705	016,401	018,422	021,722	023,749	025,287	027,699	029,029	030,050
011,620	016,402	018,423	021,727	023,790	025,309	027,701	029,065	030,107
012,091	016,403	018,537	021,728	023,791	025,379	027,892	029,203	030,118
013,062	016,406	018,729	021,745	024,007	025,407	027,918	029,204	030,277
013,943	016,407	018,798	021,746	024,008	025,408	027,985	029,244	030,442
014,531	016,456	018,865	021,748	024,010	025,750	028,071	029,245	030,452
014,532	016,463	019,216	021,750	024,011	025,827	028,076	029,368	030,548
014,613	016,552	019,478	021,752	024,117	025,841	028,115	029,416	030,564
014,656	016,827	019,697	022,280	024,266	025,990	028,122	029,588	030,637
014,899	016,867	019,744	022,515	024,437	025,991	028,123	029,624	030,970
015,103	017,003	019,900	022,578	024,491	025,992	028,138	029,759	030,971
015,124	017,382	020,015	022,580	024,673	026,082	028,221	029,871	031,059
015,137	017,400	020,066	022,672	024,674	026,107	028,333	029,906	031,196
015,138	017,786	020,122	022,705	024,729	026,108	028,345	029,922	031,478
015,143	017,802	020,123	022,932	024,783	026,293	028,694	029,923	031,479
015,271	017,807	020,129	023,123	024,784	026,583	028,745	029,924	031,645
015,499	017,926	020,130	023,204	024,785	026,724	028,772	029,925	031,843
015,617	017,928	020,946	023,256	024,786	026,750	028,796	029,926	032,090
015,653	017,943	020,961	023,276	024,976	026,934	028,893	029,927	032,091

[1] With sheet of coupons No. 015868.
[2] With sheet of coupons No. 131940.

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen		2037	Pièces Stück Litt B		C K	200	Titres	
032.145	037.129	050.283	055.161	060.562	062.970	067.566	073.642	079.943
032.146	037.251	050.411	055.481	060.695	063.038	067.567	073.643	079.962
032.207	037.503	050.475	055.487	060.850	063.123	067.694	073.644	079.963
032.567	037.556	051.001	055.541	061.033	063.315	067.849	073.705	080.250
032.570	037.580	051.003	055.776	061.035	063.456	067.898	073.729	080.311
032.745	037.872	051.017	055.777	061.049	063.493	068.152	073.821	080.417
033.066	037.885	051.096	055.824	061.066	063.675	068.699	073.926	080.418
033.233	037.928	051.142	055.850	061.075	063.812	068.880	074.142	080.491
033.269	037.929	051.159	055.965	061.101	064.025	068.978	074.252	080.586
033.362	038.075	051.160	056.005	061.102	064.263	069.010	074.259	080.605
033.363	038.575	051.186	056.006	061.160	064.272	069.149	074.354	080.659
033.396	038.694	051.187	056.051	061.376	064.542	069.150	074.377	080.675
033.411	038.833	051.188	056.091	061.377	064.551	069.151	074.381	080.676
033.637	038.870	051.199	056.098	061.378	064.659	069.450	074.392	080.677
033.675	039.088	051.200	056.136	061.379	064.683	069.520	074.437	080.678
033.755	039.180	051.243	056.335	061.380	064.694	069.530	074.438	080.679
033.767	039.649	051.337	056.384	061.381	065.038	069.566	074.447	080.680
033.800	039.909	051.338	056.388	061.382	065.214	069.570	074.495	080.931
033.838	040.006	051.393	056.413	061.383	065.255	069.597	075.059	081.534
034.317	040.047	051.640	056.465	061.384	065.291	069.651	075.260	081.677
034.578	040.431	051.686	056.493	061.385	065.406	070.005	075.272	081.829
034.609	041.021	051.711	056.519	061.386	065.536	070.065	075.344	082.124
034.689	041.183	051.712	056.866	061.387	065.786	070.312	075.379	082.213
035.003	041.604	051.785	056.961	061.388	065.804	070.539	075.393	082.214
035.120	041.605	051.839	057.066	061.389	066.123	070.616	075.566	082.576
035.193	042.386	052.571	057.409	061.390	066.172	070.857	075.766	082.656
035.194	042.387	052.579	057.497	061.391	066.173	070.875	075.866	083.060
035.195	042.399	052.589	057.509	061.392	066.174	071.008	076.121	083.811
035.265	042.405	052.690	057.724	061.393	066.175	071.104	076.280	083.849
035.280	042.518	052.909	057.725	061.394	066.178	071.105	076.457	084.407
035.303	043.559	052.109	057.726	061.395	066.179	071.106	076.460	084.597
035.329	043.922	053.553	057.729	061.396	066.180	071.124	076.461	084.802
035.354	044.158	053.778	057.896	061.397	066.181	071.173	076.462	085.278
035.434	044.394	053.781	057.943	061.398	066.187	071.306	076.464	085.305
035.480	044.742	053.900	058.275	061.399	066.504	071.307	076.603	085.306
035.506	045.283	053.906	058.276	061.400	066.506	071.455	076.860	085.307
035.547	045.333	053.907	058.676	061.420	066.599	072.088	076.970	085.332
035.612	045.620	053.908	058.756	061.424	066.660	072.159	077.023	085.386
035.663	046.149	053.909	058.885	061.454	066.764	072.229	077.190	085.648
035.713	046.309	053.910	058.886	061.465	066.767	072.725	077.474	085.904
035.885	046.975	053.911	059.112	061.607	066.790	072.758	077.660	086.089
035.907	047.236	054.042	059.174	061.608	066.815	072.800	077.703	086.581
035.908	047.717	054.067	059.285	061.744	066.847	072.820	078.302	086.582
035.909	048.105	054.177	059.628	061.745	066.858	072.829	078.507	087.237
036.089	048.106	054.245	059.744	061.753	066.859	073.079	078.508	087.729
036.317	048.107	054.328	059.911	062.182	067.116	073.081	078.596	088.199
036.327	048.108	054.399	060.044	062.431	067.149	073.145	078.808	088.281
036.372	049.635	054.516	060.060	062.468	067.221	073.196	078.984	089.529
036.454	050.042	054.729	060.125	062.478	067.347	073.197	079.169	090.717
036.600	050.043	054.860	060.189	062.548	067.417	073.340	079.251	090.773
036.826	050.080	054.916	060.373	062.755	067.516	073.407	079.921	091.610
036.917	050.081	054.942	060.429	062.817	067.517	073.426	079.924	091.775
036.934	050.082	054.996	060.437	062.885	067.524	073.499	079.925	092.044
037.120	050.083	055.008	060.478	062.889	067.527	073.506	079.931	092.444

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		2037	Individual items Letter B.		Kronen	200	Bonds	
032,145	037,129	050,283	055,161	060,562	062,970	067,566	073,642	079,943
032,146	037,251	050,411	055,481	060,695	063,038	067,567	073,643	079,962
032,207	037,503	050,475	055,487	060,850	063,123	067,694	073,644	079,963
032,567	037,556	051,001	055,541	061,033	063,315	067,849	073,705	080,250
032,570	037,580	051,003	055,776	061,035	063,456	067,898	073,729	080,311
032,745	037,872	051,017	055,777	061,049	063,493	068,152	073,821	080,417
033,066	037,885	051,096	055,824	061,066	063,675	068,699	073,926	080,418
033,233	037,928	051,142	055,850	061,075	063,812	068,880	074,142	080,491
033,269	037,929	051,159	055,965	061,101	064,025	068,978	074,252	080,586
033,362	038,075	051,160	056,005	061,102	064,263	069,010	074,259	080,605
033,363	038,575	051,186	056,006	061,160	064,272	069,149	074,354	080,659
033,396	038,694	051,187	056,051	061,376	064,542	069,150	074,377	080,675
033,411	038,833	051,188	056,091	061,377	064,551	069,151	074,381	080,676
033,637	038,870	051,199	056,098	061,378	064,659	069,450	074,392	080,677
033,675	039,088	051,200	056,136	061,379	064,683	069,520	074,437	080,678
033,755	039,180	051,243	056,335	061,380	064,694	069,530	074,438	080,679
033,767	039,649	051,337	056,384	061,381	065,038	069,566	074,447	080,680
033,800	039,909	051,338	056,388	061,382	065,214	069,570	074,495	080,931
033,838	040,006	051,393	056,413	061,383	065,255	069,597	075,059	081,534
034,317	040,047	051,640	056,465	061,384	065,291	069,651	075,260	081,677
034,578	040,431	051,686	056,493	061,385	065,406	070,005	075,272	081,829
034,609	041,021	051,711	056,519	061,386	065,536	070,065	075,344	082,124
034,689	041,183	051,712	056,866	061,387	065,786	070,312	075,379	082,213
035,003	041,604	051,785	056,961	061,388	065,804	070,539	075,393	082,214
035,120	041,605	051,839	057,066	061,389	066,123	070,616	075,566	082,576
035,193	042,386	052,571	057,409	061,390	066,172	070,857	075,766	082,656
035,194	042,387	052,579	057,497	061,391	066,173	070,875	075,866	083,060
035,195	042,399	052,589	057,509	061,392	066,174	071,008	076,121	083,811
035,265	042,405	052,690	057,724	061,393	066,175	071,104	076,280	083,849
035,280	042,518	052,909	057,725	061,394	066,178	071,105	076,457	084,407
035,303	043,559	052,109	057,726	061,395	066,179	071,106	076,460	084,597
035,329	043,922	053,553	057,729	061,396	066,180	071,124	076,461	084,802
035,354	044,158	053,778	057,896	061,397	066,181	071,173	076,462	085,278
035,434	044,394	053,781	057,943	061,398	066,187	071,306	076,464	085,305
035,480	044,742	053,900	058,275	061,399	066,504	071,307	076,603	085,306
035,506	045,283	053,906	058,276	061,400	066,506	071,455	076,860	085,307
035,547	045,333	053,907	058,676	061,420	066,599	072,088	076,970	085,332
035,612	045,620	053,908	058,756	061,424	066,660	072,159	077,023	085,386
035,663	046,149	053,909	058,885	061,454	066,764	072,229	077,190	085,648
035,713	046,309	053,910	058,886	061,465	066,767	072,725	077,474	085,904
035,885	046,975	053,911	059,112	061,607	066,790	072,758	077,660	086,089
035,907	047,236	054,042	059,174	061,608	066,815	072,800	077,703	086,581
035,908	047,717	054,067	059,285	061,744	066,847	072,820	078,302	086,582
035,909	048,105	054,177	059,628	061,745	066,858	072,829	078,507	087,237
036,089	048,106	054,245	059,744	061,753	066,859	073,079	078,508	087,729
036,317	048,107	054,328	059,911	062,182	067,116	073,081	078,596	088,199
036,327	048,108	054,399	060,044	062,431	067,149	073,145	078,808	088,281
036,372	049,635	054,516	060,060	062,468	067,221	073,196	078,984	089,529
036,454	050,042	054,729	060,125	062,478	067,347	073,197	079,169	090,717
036,600	050,043	054,860	060,189	062,548	067,417	073,340	079,251	090,773
036,826	050,080	054,916	060,373	062,755	067,516	073,407	079,921	091,610
036,917	050,081	054,942	060,429	062,817	067,517	073,426	079,924	091,775
036,934	050,082	054,996	060,437	062,885	067,524	073,499	079,925	092,044
037,120	050,083	055,008	060,478	062,889	067,527	073,506	079,931	092,444

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen	2037	Pièces Stück Litt B	C K	200	Titres
092.484	098.581	106.670	127.639	129.254	140.772	142.289	145.721	152.257
092.525	099.477	106.893	127.686	129.256	140.773	142.290	145.990	152.406
092.594	099.561	100.617	127.688	129.257	140.908	142.291	146.332	152.417
092.618	099.703	107.015	127.867	129.258	141.020	142.297	146.674	152.844
092.826	099.769	107.032	127.885	129.268	141.029	142.298	146.742	152.882
092.914	099.883	107.033	127.903	129.269	141.030	142.415	146.773	152.883
093.084	099.984	107.062	128.677	129.270	141.031	142.455	146.774	152.884
093.349	099.991	107.178	128.786	129.271	141.135	142.502	147.117	152.890
093.481	100.300	107.179	128.787	129.277	141.179	142.610	147.208	152.907
093.743	100.593	108.040	128.788	129.278	141.295	142.611	147.232	152.908
093.779	100.685	108.208	128.789	129.279	141.504	142.612	147.362	152.909
094.115	100.697	108.861	128.790	129.281	141.508	142.613	147.403	152.910
094.224	101.203	109.252	128.791	129.296	141.562	142.614	147.415	152.911
094.261	101.285	109.323	128.792	129.297	141.662	142.763	147.434	152.915
094.310	101.345	109.325	128.793	129.646	141.681	142.764	147.435	152.917
094.371	101.554	109.542	128.794	129.666	141.866	142.765	147.436	152.939
094.506	101.647	109.740	128.795	129.884	142.081	142.766	148.330	152.945
094.523	101.851	110.534	128.796	130.159	142.201	142.767	148.394	152.946
094.560	101.852	113.079	128.797	130.244	142.203	142.768	148.421	152.947
094.681	101.922	113.080	128.798	130.245	142.212	142.775	148.448	152.948
094.734	101.926	113.081	128.799	130.332	142.213	142.776	149.086	152.950
094.751	101.958	113.082	128.800	130.466	142.214	142.912	149.107	153.124
094.804	102.285	113.085	128.801	134.467	142.215	142.937	149.146	153.600
094.805	102.376	113.086	128.802	130.468	142.220	143.021	149.384	153.604
094.806	102.382	116.266	128.806	130.469	148.221	143.152	149.826	153.796
094.852	102.396	117.396	128.807	130.470	142.223	143.155	150.106	153.797
094.892	102.397	119.406	128.808	130.471	142.224	143.378	150.113	153.836
095.473	102.398	119.407	128.809	130.472	142.228	143.422	150.168	153.842
095.474	102.427	119.409	128.814	137.570	142.229	143.423	150.628	153.964
095.475	102.620	122.476	128.815	139.874	142.230	143.427	150.679	153.972
095.881	103.070	122.573	128.816	140.006	142.231	143.428	150.688	153.973
096.017	103.112	125.432	128.817	140.134	142.232	143.605	150.774	153.974
096.019	103.218	125.434	128.818	140.139	142.233	144.204	150.814	153.982
096.272	103.563	125.436	128.823	140.149	142.234	144.230	150.818	154.029
096.305	103.901	125.449	128.824	140.269	142.235	144.276	150.819	154.048
096.354	104.021	125.473	128.825	140.289	142.236	144.277	150.896	154.056
096.522	104.036	125.568	128.826	140.328	142.240	144.439	150.971	154.373
096.523	104.289	125.608	128.833	140.493	142.242	144.734	151.047	154.388
096.722	105.419	125.856	129.034	140.494	142.243	144.798	151.145	154.389
097.135	105.423	125.905	129.104	140.495	142.245	144.813	151.328	154.514
097.180	105.424	125.976	129.108	140.496	142.252	145.490	151.351	155.480
097.258	105.425	125.982	129.216	140.497	142.253	145.494	151.423	155.516
097.404	105.697	125.996	129.217	140.498	142.254	145.497	151.428	155.743
097.520	105.701	126.324	129.219	140.519	142.255	145.498	151.433	155.855
097.548	105.798	126.400	129.221	140.521	142.257	145.527	151.434	155.948
097.571	105.810	126.583	129.223	140.522	142.260	145.528	150.445	155.954
097.764	105.997	126.604	129.224	140.524	142.261	145.529	151.526	156.192
097.768	106.100	126.676	129.227	140.525	142.275	145.667	151.533	156.193
098.122	106.198	126.677	129.228	140.527	142.280	145.668	151.601	163.953
098.125	106.274	126.680	129.230	140.528	142.282	145.680	151.605	163.956
098.310	106.339	127.245	129.231	140.529	142.283	145.684	151.682	163.957
098.336	106.394	127.279	129.234	140.530	142.284	145.685	151.683	163.958
098.362	106.396	127.575	129.235	140.640	142.287	145.686	151.686	164.063
098.501	106.578	127.602	129.252	140.771	142.288	145.687	152.255	164.065

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		2037	Individual items Letter B.		Kronen	200		Bonds
092,484	098,581	106,670	127,639	129,254	140,772	142,289	145,721	152,257
092,525	099,477	106,893	127,686	129,256	140,773	142,290	145,990	152,406
092,594	099,561	100,617	127,688	129,257	140,908	142,291	146,332	152,417
092,618	099,703	107,015	127,867	129,258	141,020	142,297	146,674	152,844
092,826	099,769	107,032	127,885	129,268	141,029	142,298	146,742	152,882
092,914	099,883	107,033	127,903	129,269	141,030	142,415	146,773	152,883
093,084	099,984	107,062	128,677	129,270	141,031	142,455	146,774	152,884
093,349	099,991	107,178	128,786	129,271	141,135	142,502	147,117	152,890
093,481	100,300	107,179	128,787	129,277	141,179	142,610	147,208	152,907
093,743	100,593	108,040	128,788	129,278	141,295	142,611	147,232	152,908
093,779	100,685	108,208	128,789	129,279	141,504	142,612	147,362	152,909
094,115	100,697	108,861	128,790	129,281	141,508	142,613	147,403	152,910
094,224	101,203	109,252	128,791	129,296	141,562	142,614	147,415	152,911
094,261	101,285	109,323	128,792	129,297	141,662	142,763	147,434	152,915
094,310	101,345	109,325	128,793	129,646	141,681	142,764	147,435	152,917
094,371	101,554	109,542	128,794	129,666	141,866	142,765	147,436	152,939
094,506	101,647	109,740	128,795	129,884	142,081	142,766	148,330	152,945
094,523	101,851	110,534	128,796	130,159	142,201	142,767	148,394	152,946
094,560	101,852	113,079	128,797	130,244	142,203	142,768	148,421	152,947
094,681	101,922	113,080	128,798	130,245	142,212	142,775	148,448	152,948
094,734	101,926	113,081	128,799	130,332	142,213	142,776	149,086	152,950
094,751	101,958	113,082	128,800	130,466	142,214	142,912	149,107	153,124
094,804	102,285	113,085	128,801	134,467	142,215	142,937	149,146	153,600
094,805	102,376	113,086	128,802	130,468	142,220	143,021	149,384	153,604
094,806	102,382	116,266	128,806	130,469	148,221	143,152	149,826	153,796
094,852	102,396	117,396	128,807	130,470	142,223	143,155	150,106	153,797
094,892	102,397	119,406	128,808	130,471	142,224	143,378	150,113	153,836
095,473	102,398	119,407	128,809	130,472	142,228	143,422	150,168	153,842
095,474	102,427	119,409	128,814	137,570	142,229	143,423	150,628	153,964
095,475	102,620	122,476	128,815	139,874	142,230	143,427	150,679	153,972
095,881	103,070	122,573	128,816	140,006	142,231	143,428	150,688	153,973
096,017	103,112	125,432	128,817	140,134	142,232	143,605	150,774	153,974
096,019	103,218	125,434	128,818	140,139	142,233	144,204	150,814	153,982
096,272	103,563	125,436	128,823	140,149	142,234	144,230	150,818	154,029
096,305	103,901	125,449	128,824	140,269	142,235	144,276	150,819	154,048
096,354	104,021	125,473	128,825	140,289	142,236	144,277	150,896	154,056
096,522	104,036	125,568	128,826	140,328	142,240	144,439	150,971	154,373
096,523	104,289	125,608	128,833	140,493	142,242	144,734	151,047	154,388
096,722	105,419	125,856	129,034	140,494	142,243	144,798	151,145	154,389
097,135	105,423	125,905	129,104	140,495	142,245	144,813	151,328	154,514
097,180	105,424	125,976	129,108	140,496	142,252	145,490	151,351	155,480
097,258	105,425	125,982	129,216	140,497	142,253	145,494	151,423	155,516
097,404	105,697	125,996	129,217	140,498	142,254	145,497	151,428	155,743
097,520	105,701	126,324	129,219	140,519	142,255	145,498	151,433	155,855
097,548	105,798	126,400	129,221	140,521	142,257	145,527	151,434	155,948
097,571	105,810	126,583	129,223	140,522	142,260	145,528	150,445	155,954
097,764	105,997	126,604	129,224	140,524	142,261	145,529	151,526	156,192
097,768	106,100	126,676	129,227	140,525	142,275	145,667	151,533	156,193
098,122	106,198	126,677	129,228	140,527	142,280	145,668	151,601	163,953
098,125	106,274	126,680	129,230	140,528	142,282	145,680	151,605	163,956
098,310	106,339	127,245	129,231	140,529	142,283	145,684	151,682	163,957
098,336	106,394	127,279	129,234	140,530	142,284	145,685	151,683	163,958
098,362	106,396	127,575	129,235	140,640	142,287	145,686	151,686	164,063
098,501	106,578	127,602	129,252	140,771	142,288	145,687	152,255	164,065

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen		2037		Pièces Stück Litt B		C K	200	Titres
164.076	167.274	172.042	173.766	177.692	179.610	179.978	182.063	201.792
164.077	167.275	172.043	173.869	177.693	179.611	179.986	182.064	202.245
164.088	167.276	172.045	173.879	178.016	179.612	179.994	182.065	203.024
164.089	167.277	172.046	173.980	178.238	179.613	180.153	182.351	203.028
164.090	167.278	172.061	173.993	178.471	179.614	180.155	182.352	203.031
164.095	167.279	172.062	174.464	178.494	179.615	180.156	182.353	203.034
164.096	167.280	172.068	174.466	178.495	179.616	180.157	182.359	203.036
164.713	167.289	172.069	174.471	178.496	179.617	180.159	182.393	203.040
164.753	167.290	172.070	174.783	178.497	179.623	180.164	182.394	203.043
164.755	167.300	172.071	174.874	178.500	179.624	180.166	182.367	203.046
165.216	167.319	172.072	174.893	178.677	179.629	180.171	182.422	203.086
165.217	167.343	172.076	174.894	178.678	179.630	180.172	182.550	203.089
165.218	167.344	172.077	174.895	178.679	179.631	180.174	183.252	204.016
165.219	167.352	172.079	174.896	178.681	179.632	180.175	183.253	204.728
165.235	167.356	172.080	174.939	178.683	179.633	180.176	183.254	204.820
165.236	167.358	172.086	174.940	178.684	179.634	180.177	183.259	204.896
165.244	167.369	172.087	174.943	179.073	179.637	180.178	183.606	205.817
165.259	167.374	172.091	174.948	179.151	179.641	180.180	183.983	205.831
165.613	167.375	172.092	175.169	179.152	179.647	180.181	184.924	205.886
166.614	167.376	172.093	175.248	179.154	179.648	180.187	185.904	206.035
166.628	167.451	172.094	175.259	179.155	179.650	180.191	185.906	206.224
166.631	168.853	172.095	175.583	179.156	179.770	180.192	186.019	206.541
166.632	168.856	172.096	175.584	179.158	179.851	180.197	186.123	207.287
166.639	168.857	172.097	175.585	179.163	179.852	180.198	187.605	207.546
166.642	168.885	172.099	175.586	179.164	179.853	180.199	187.897	210.008
166.656	171.043	172.100	175.587	179.165	179.854	180.200	188.516	211.293
166.674	171.223	172.130	175.597	179.166	179.855	181.328	195.498	211.420
166.675	171.225	172.353	175.629	179.167	179.856	181.488	195.777	211.437
166.693	171.229	172.366	175.630	179.168	179.857	181.490	196.034	211.516
166.702	171.230	172.375	176.273	179.170	179.858	181.805	196.247	212.385
166.703	171.263	172.379	176.275	179.171	179.859	181.806	196.266	212.493
166.704	171.298	172.577	176.540	179.176	179.860	181.807	196.396	213.837
166.705	171.299	172.685	176.541	179.522	179.861	181.808	196.690	213.843
166.707	171.300	172.712	176.544	179.523	179.862	181.816	196.692	213.849
166.708	171.701	172.713	176.570	179.525	179.866	181.817	196.693	215.470
166.709	171.742	172.750	176.823	179.526	179.869	181.818	196.694	215.496
166.711	171.744	172.780	176.866	179.527	179.870	181.819	197.134	215.497
166.712	171.795	172.845	176.867	179.532	179.871	181.822	198.022	218.442
166.713	171.912	173.203	176.896	179.536	179.872	181.823	198.074	218.547
166.715	172.001	173.378	176.868	179.540	179.873	181.825	198.075	218.723
166.743	172.003	173.391	176.897	179.541	179.874	181.827	200.855	222.096
166.747	172.007	173.405	177.263	179.542	179.879	181.828	200.856	224.351
167.162	172.015	173.406	177.274	179.543	179.883	181.834	200.857	226.096
167.251	172.016	173.417	177.286	179.544	179.885	181.840	200.858	226.409
167.257	172.020	173.418	177.287	179.545	179.892	181.841	200.859	226.410
167.260	172.021	173.420	177.661	179.547	179.893	181.842	200.860	226.426
167.261	172.022	170.421	177.668	179.548	179.894	181.844	200.861	228.522
167.263	172.028	170.422	177.669	179.549	179.896	181.849	200.862	230.128
167.265	172.029	173.423	177.670	179.603	179.897	181.905	200.863	230.130
167.268	172.033	173.436	177.671	179.604	179.898	182.046	200.864	230.131
167.269	172.034	173.438	177.678	179.605	179.899	182.059	200.865	230.132
167.271	172.035	173.472	177.685	179.607	179.900	182.060	200.872	230.133
167.272	172.036	173.473	177.686	179.608	179.933	182.061	201.476	230.134
167.273	172.039	173.683	177.690	179.609	179.941	182.062	201.651	230.136

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		2037	Individual items Letter B.		Kronen		200	Bonds
164,076	167,274	172,042	173,766	177,692	179,610	179,978	182,063	201,792
164,077	167,275	172,043	173,869	177,693	179,611	179,986	182,064	202,245
164,088	167,276	172,045	173,879	178,016	179,612	179,994	182,065	203,024
164,089	167,277	172,046	173,980	178,238	179,613	180,153	182,351	203,028
164,090	167,278	172,061	173,993	178,471	179,614	180,155	182,352	203,031
164,095	167,279	172,062	174,464	178,494	179,615	180,156	182,353	203,034
164,096	167,280	172,068	174,466	178,495	179,616	180,157	182,359	203,036
164,713	167,289	172,069	174,471	178,496	179,617	180,159	182,393	203,040
164,753	167,290	172,070	174,783	178,497	179,623	180,164	182,394	203,043
164,755	167,300	172,071	174,874	178,500	179,624	180,166	182,367	203,046
165,216	167,319	172,072	174,893	178,677	179,629	180,171	182,422	203,086
165,217	167,343	172,076	174,894	178,678	179,630	180,172	182,550	203,089
165,218	167,344	172,077	174,895	178,679	179,631	180,174	183,252	204,016
165,219	167,352	172,079	174,896	178,681	179,632	180,175	183,253	204,728
165,235	167,356	172,080	174,939	178,683	179,633	180,176	183,254	204,820
165,236	167,358	172,086	174,940	178,684	179,634	180,177	183,259	204,896
165,244	167,369	172,087	174,943	179,073	179,637	180,178	183,606	205,817
165,250	167,374	172,091	174,948	179,151	179,641	180,180	183,983	205,831
165,613	167,375	172,092	175,169	179,152	179,647	180,181	184,924	205,886
166,614	167,376	172,093	175,248	179,154	179,648	180,187	185,904	206,035
166,628	167,451	172,094	175,259	179,155	179,650	180,191	185,906	206,224
166,631	168,853	172,095	175,583	179,156	179,770	180,192	186,019	206,541
166,632	168,856	172,096	175,584	179,158	179,851	180,197	186,123	207,287
166,639	168,857	172,097	175,585	179,163	179,852	180,198	187,605	207,546
166,642	168,885	172,099	175,586	179,164	179,853	180,199	187,897	210,008
166,656	171,043	172,100	175,587	179,165	179,854	180,200	188,516	211,293
166,674	171,223	172,130	175,597	179,166	179,855	181,328	195,498	211,420
166,675	171,225	172,353	175,629	179,167	179,856	181,488	195,777	211,437
166,693	171,229	172,366	175,630	179,168	179,857	181,490	196,034	211,516
166,702	171,230	172,375	176,273	179,170	179,858	181,805	196,247	212,385
166,703	171,263	172,379	176,275	179,171	179,859	181,806	196,266	212,493
166,704	171,298	172,577	176,540	179,176	179,860	181,807	196,396	213,837
166,705	171,299	172,685	176,541	179,522	179,861	181,808	196,690	213,843
166,707	171,300	172,712	176,544	179,523	179,862	181,816	196,692	213,849
166,708	171,701	172,713	176,570	179,525	179,866	181,817	196,693	215,470
166,709	171,742	172,750	176,823	179,526	179,869	181,818	196,694	215,496
166,711	171,744	172,780	176,866	179,527	179,870	181,819	197,134	215,497
166,712	171,795	172,845	176,867	179,532	179,871	181,822	198,022	218,442
166,713	171,912	173,203	176,896	179,536	179,872	181,823	198,074	218,547
166,715	172,001	173,378	176,868	179,540	179,873	181,825	198,075	218,723
166,743	172,003	173,391	176,897	179,541	179,874	181,827	200,855	222,096
166,747	172,007	173,405	177,263	179,542	179,879	181,828	200,856	224,351
167,162	172,015	173,406	177,274	179,543	179,883	181,834	200,857	226,096
167,251	172,016	173,417	177,286	179,544	179,885	181,840	200,858	226,409
167,257	172,020	173,418	177,287	179,545	179,892	181,841	200,859	226,410
167,260	172,021	173,420	177,661	179,547	179,893	181,842	200,860	226,426
167,261	172,022	170,421	177,668	179,548	179,894	181,844	200,861	228,522
167,263	172,028	170,422	177,669	179,549	179,896	181,849	200,862	230,128
167,265	172,029	173,423	177,670	179,603	179,897	181,905	200,863	230,130
167,268	172,033	173,436	177,671	179,604	179,898	182,046	200,864	230,131
167,269	172,034	173,438	177,678	179,605	179,899	182,059	200,865	230,132
167,271	172,035	173,472	177,685	179,607	179,900	182,060	200,872	230,133
167,272	172,036	173,473	177,686	179,608	179,933	182,061	201,476	230,134
167,273	172,039	173,683	177,690	179,609	179,941	182,062	201,651	230,136

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen		2037		Pièces Stück Litt B		C K	200	Titres
230.138	237.090	317.162	355.549	443.342	470.889	482.429	592.985	713.636
230.139	237.091	317.346	360.890	444.636	470.890	482.509	606.232	713.637
230.142	237.093	317.830	366.486	445.371	470.891	482.776	606.233	713.638
230.143	237.094	317.879	367.439	445.943	470.892	482.777	606.234	713.644
230.144	237.099	318.526	367.445	447.689	470.893	483.524	606.251	713.645
230.145	237.102	318.586	367.455	447.690	470.894	483.994	607.348	713.646
230.159	241.507	320.010	369.627	447.828	470.895	484.375	620.523	713.647
230.160	241.532	320.274	376.619	450.740	470.896	484.887	620.524	713.648
231.304	241.539	320.275	381.668	452.145	470.897	484.901	620.525	713.649
231.306	241.616	322.921	385.155	452.146	470.898	486.163	620.526	713.650
231.307	241.939	324.242	386.441	452.243	470.899	487.117	620.527	714.601
231.309	241.940	324.764	389.000	453.332	470.900	488.418	620.528	714.602
231.312	242.102	324.966	389.892	457.309	470.901	490.883	620.533	714.603
231.394	242.426	325.065	389.893	458.177	470.902	493.018	661.536	714.604
232.698	242.432	326.097	390.738	460.995	470.903	493.610	663.262	714.605
234.004	242.788	327.778	395.246	460.996	470.904	493.611	665.020	714.606
234.404	242.789	328.511	396.310	460.997	470.905	493.612	665.021	714.607
235.542	242.809	329.254	396.311	461.562	470.906	493.613	665.022	714.611
236.067	242.919	329.288	398.280	461.749	470.907	498.269	665.023	718.252
236.101	242.986	329.543	398.824	462.473	470.908	503.518	665.024	726.880
236.233	242.987	329.553	402.931	462.640	470.909	539.192	665.026	728.339
236.241	242.988	329.554	406.607	464.178	470.916	544.229	665.027	728.498
236.242	242.989	330.445	410.134	465.506	470.917	545.916	713.617	755.752
236.851	243.865	334.546	413.207	466.966	470.918	546.089	713.618	755.753
211.290	244.007	335.399	413.209	466.979	470.919	547.741	713.619	755.778
236.909	256.030	335.936	413.351	468.127	470.920	553.282	713.620	764.753
236.912	300.957	337.552	414.055	470.872	470.925	558.970	713.621	768.249
236.913	301.327	340.163	414.714	470.873	470.926	560.150	713.622	768.617
236.949	303.218	344.264	414.715	470.876	470.927	562.293	713.623	769.578
236.950	303.801	344.265	414.790	470.877	470.928	566.793	713.624	777.600
236.951	303.857	345.510	414.791	470.878	470.929	574.829	713.625	779.896
236.952	304.410	345.511	417.978	470.879	470.930	574.830	713.626	447.857[1]
236.953	305.205	347.099	430.928	470.880	470.931	574.831	713.627	013.967[2]
236.956	308.909	347.100	436.709	470.881	473.323	574.834	713.628	528.615[3]
236.961	312.481	347.101	437.422	470.882	476.917	574.862	713.629	
236.967	312.494	347.102	439.721	470.883	481.909	574.864	713.630	
236.985	312.495	347.349	439.933	470.884	481.911	574.865	713.631	
236.990	312.509	347.350	439.935	470.885	482.170	574.866	713.632	
236.991	312.681	347.636	441.945	470.886	482.171	574.870	713.633	
236.992	314.813	350.289	442.645	470.887	482.218	576.028	713.634	
236.993	317.161	353.684	443.171	470.888	482.353	579.890	713.635	

[1] Avec feuille de coupons N° 051.833.
[2] Avec feuille de coupons N° 587.191.
[3] Avec feuille de coupons N° 029.858.

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		2037		items Individual Letter B.	Kronen		200	Bonds
230,138	237,090	317,162	355,549	443,342	470,889	482,429	592,985	713,636
230,139	237,091	317,346	360,890	444,636	470,890	482,509	606,232	713,637
230,142	237,093	317,830	366,486	445,371	470,891	482,776	606,233	713,638
230,143	237,094	317,879	367,439	445,943	470,892	482,777	606,234	713,644
230,144	237,099	318,526	367,445	447,689	470,893	483,524	606,251	713,645
230,145	237,102	318,586	367,455	447,690	470,894	483,994	607,348	713,646
230,159	241,507	320,010	369,627	447,828	470,895	484,375	620,523	713,647
230,160	241,532	320,274	376,619	450,740	470,896	484,887	620,524	713,648
231,304	241,539	320,275	381,668	452,145	470,897	484,901	620,525	713,649
231,306	241,616	322,921	385,155	452,146	470,898	486,163	620,526	713,650
231,307	241,939	324,242	386,441	452,243	470,899	487,117	620,527	714,601
231,309	241,940	324,764	389,000	453,332	470,900	488,418	620,528	714,602
231,312	242,102	324,966	389,892	457,309	470,901	490,883	620,533	714,603
231,394	242,426	325,065	389,893	458,177	470,902	493,018	661,536	714,604
232,698	242,432	326,097	390,738	460,995	470,903	493,610	663,262	714,605
234,004	242,788	327,778	395,246	460,996	470,904	493,611	665,020	714,606
234,404	242,789	328,511	396,310	460,997	470,905	493,612	665,021	714,607
235,542	242,809	329,254	396,311	461,562	470,906	493,613	665,022	714,611
236,067	242,919	329,288	398,280	461,749	470,907	498,269	665,023	718,252
236,101	242,986	329,543	398,824	462,473	470,908	503,518	665,024	726,880
236,233	242,987	329,553	402,931	462,640	470,909	539,192	665,026	728,339
236,241	242,988	329,554	406,607	464,178	470,916	544,229	665,027	728,498
236,242	242,989	330,445	410,134	465,506	470,917	545,916	713,617	755,752
236,851	243,865	334,546	413,207	466,966	470,918	546,089	713,618	755,753
211,290	244,007	335,399	413,209	466,979	470,919	547,741	713,619	755,778
236,909	256,030	335,936	413,351	468,127	470,920	553,282	713,620	764,753
236,912	300,957	337,552	414,055	470,872	470,925	558,970	713,621	768,249
236,913	301,327	340,163	414,714	470,873	470,926	560,150	713,622	768,617
236,949	303,218	344,264	414,715	470,876	470,927	562,293	713,623	769,578
236,950	303,801	344,265	414,790	470,877	470,928	566,793	713,624	777,600
236,951	303,857	345,510	414,791	470,878	470,929	574,829	713,625	779,896
236,952	304,410	345,511	417,978	470,879	470,930	574,830	713,626	447,857 [1]
236,953	305,205	347,099	430,928	470,880	470,931	574,831	713,627	013,967 [2]
236,956	308,909	347,100	436,709	470,881	473,323	574,834	713,628	528,615 [3]
236,961	312,481	347,101	437,422	470,882	476,917	574,862	713,629	
236,967	312,494	347,102	439,721	470,883	481,909	574,864	713,630	
236,985	312,495	347,349	439,933	470,884	481,911	574,865	713,631	
236,990	312,509	347,350	439,935	470,885	482,170	574,866	713,632	
236,991	312,681	347,636	441,945	470,886	482,171	574,870	713,633	
236,992	314,813	350,289	442,645	470,887	482,218	576,028	713,634	
236,993	317,161	353,684	443,171	470,888	482,353	579,890	713,635	

[1] With sheet of coupons No. 051.833.
[2] With sheet of coupons No. 587.191.
[3] With sheet of coupons No. 029.858.

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 %UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen	417	Pièces Stück Litt « C »			C K	500	Titres
083	10.672	26.005	30.455	36.950	46.912	52.959	379.989	439.522
341	11.532	26.007	30.660	36.951	46.915	52.961	380.169	439.523
524	11.589	26.021	32.859	36.952	47.630	52.969	380.170	439.524
930	11.744	26.066	33.208	36.953	47.786	52.970	380.171	439.525
1.694	12.904	26.112	33.618	36.957	47.787	52.971	380.172	439.526
1.830	14.128	26.152	33.624	36.986	48.563	52.972	380.174	439.537
1.994	14.814	26.155	33.625	37.000	48.806	52.973	381.602	439.969
3.929	15.418	26.172	33.626	37.103	49.468	52.974	381.603	439.970
4.224	16.250	26.449	33.627	37.104	49.469	52.975	382.100	440.142
4.466	16.912	26.956	33.628	37.244	50.729	52.976	382.321	440.731
5.289	17.487	27.168	33.629	37.338	51.502	52.977	382.401	442.288
5.373	17.488	27.446	33.630	37.971	51.523	52.978	382.402	442.295
5.401	18.228	27.464	33.631	38.130	51.918	52.979	382.403	442.296
5.450	18.229	27.807	33.632	38.146	52.191	52.980	382.404	443.147
5.809	18.230	27.893	33.633	38.378	52.460	53.108	382.405	443.295
5.919	18.231	27.897	33.634	39.188	52.532	53.109	382.406	443.314
5.920	18.234	27.898	33.635	39.506	52.534	53.110	384.728	444.912
6.179	18.235	27.899	33.336	39.952	52.535	53.117	384.729	445.353
6.268	18.504	28.272	33.637	41.355	52.635	53.166	384.730	445.354
6.294	18.514	28.280	33.638	41.382	52.636	52.210	384.731	445.503
6.464	19.285	28.498	33.639	41.859	52.637	53.211	384.732	445.533
6.502	19.473	28.536	33.640	41.992	52.741	317.345	384.733	445.713
6.612	19.651	28.537	33.641	42.201	52.742	317.346	386.137	446.023
6.690	19.652	28.683	33.642	42.490	52.749	317.347	386.138	446.295
6.719	19.656	28.684	33.643	42.637	52.750	317.348	386.139	446.296
6.725	19.763	28.685	34.269	42.638	52.751	317.350	397.526	446.542
6.727	19.889	28.686	34.501	43.030	52.752	317.412	397.744	446.550
6.728	19.898	29.077	34.507	43.227	52.753	317.613	398.846	446.623
6.729	20.038	29.078	34.508	43.230	52.755	324.756	402.506	446.787
6.730	20.347	29.230	34.509	43.232	52.756	328.368	403.766	446.904
6.733	20.434	29.231	39.593	43.238	52.760	330.369	404.465	447.060
6.752	20.662	29.232	34.594	43.239	52.941	330.540	404.509	447.061
6.921	20.685	29.605	34.597	43.241	52.942	333.321	404.879	447.062
6.922	21.317	29.608	34.696	43.243	52.943	333.323	405.104	447.063
7.180	22.807	29.609	35.196	43.245	53.944	338.995	405.939	447.064
7.418	23.221	29.613	35.227	43.917	52.945	339.993	408.679	447.065
8.037	23.281	29.615	35.239	43.979	52.946	340.223	408.903	447.753
8.338	23.293	29.622	35.441	44.680	52.947	343.022	409.020	448.523
8.402	24.048	29.626	35.772	45.168	52.949	351.983	410.233	448.800
8.403	24.479	29.629	35.971	45.202	52.951	355.989	438.881	448.933
8.848	24.516	29.636	35.990	45.204	52.952	355.990	438.943	
9.054	25.929	29.637	36.137	45.205	52.953	356.582	439.425	
9.477	25.930	29.638	36.901	45.207	52.954	360.905	439.461	
9.480	25.931	29.730	36.906	45.208	52.955	361.026	439.462	
9.755	25.937	29.732	36.942	45.484	52.956	366.912	439.463	
10.079	25.938	29.733	36.943	46.262	52.957	371.610	439.464	
10.137	26.002	30.011	36.949	46.777	52.958	371.613	439.521	

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		417	Individual items Letter C.		Kronen	500	Bonds	
083	10,672	26,005	30,455	36,950	46,912	52,959	379,989	439,522
341	11,532	26,007	30,660	36,951	46,915	52,961	380,169	439,523
524	11,589	26,021	32,859	36,952	47,630	52,969	380,170	439,524
930	11,744	26,066	33,208	36,953	47,786	52,970	380,171	439,525
1,694	12,904	26,112	33,618	36,957	47,787	52,971	380,172	439,526
1,830	14,128	26,152	33,624	36,986	48,563	52,972	380,174	439,537
1,994	14,814	26,155	33,625	37,000	48,806	52,973	381,602	439,969
3,929	15,418	26,172	33,626	37,103	49,468	52,974	381,603	439,970
4,224	16,250	26,449	33,627	37,104	49,469	52,975	382,100	440,142
4,466	16,912	26,956	33,628	37,244	50,729	52,976	382,321	440,731
5,289	17,487	27,168	33,629	37,338	51,502	52,977	382,401	442,288
5,373	17,488	27,446	33,630	37,971	51,523	52,978	382,402	442,295
5,401	18,228	27,464	33,631	38,130	51,918	52,979	382,403	442,296
5,450	18,229	27,807	33,632	38,146	52,191	52,980	382,404	443,147
5,809	18,230	27,893	33,633	38,378	52,460	53,108	382,405	443,295
5,919	18,231	27,897	33,634	39,188	52,532	53,109	382,406	443,314
5,920	18,234	27,898	33,635	39,506	52,534	53,110	384,728	444,912
6,197	18,235	27,899	33,636	39,952	52,535	53,117	384,729	445,353
6,268	18,504	28,272	33,637	41,355	52,635	53,166	384,730	445,354
6,294	18,514	28,280	33,638	41,382	52,636	52,210	384,731	445,503
6,464	19,285	28,498	33,639	41,859	52,637	53,211	384,732	445,533
6,502	19,473	28,536	33,640	41,992	52,741	317,345	384,733	445,713
6,612	19,651	28,537	33,641	42,201	52,742	317,346	386,137	446,023
6,690	19,652	28,683	33,642	42,490	52,749	317,347	386,138	446,295
6,719	19,656	28,684	33,643	42,637	52,750	317,348	386,139	446,296
6,725	19,763	28,685	34,269	42,638	52,751	317,350	397,526	446,542
6,727	19,889	28,686	34,501	43,030	52,752	317,412	397,744	446,550
6,728	19,898	29,077	34,507	43,227	52,753	317,613	398,846	446,623
6,729	20,038	29,078	34,508	43,230	52,755	324,756	402,506	446,787
6,730	20,347	29,230	34,509	43,232	52,756	328,368	403,766	446,904
6,733	20,434	29,231	34,593	43,238	52,760	330,369	404,465	447,060
6,752	20,662	29,232	34,594	43,239	52,941	330,540	404,509	447,061
6,921	20,685	29,605	34,597	43,241	52,942	333,321	404,879	447,062
6,922	21,317	29,608	34,696	43,243	52,943	333,323	405,104	447,063
7,180	22,807	29,609	35,196	43,245	53,944	338,995	405,939	447,064
7,418	23,221	29,613	35,227	43,917	52,945	339,993	408,679	447,065
8,037	23,281	29,615	35,239	43,979	52,946	340,223	408,903	447,753
8,338	23,293	29,622	35,441	44,680	52,947	343,022	409,020	448,523
8,402	24,048	29,626	35,772	45,168	52,949	351,983	410,233	448,800
8,403	24,479	29,629	35,971	45,202	52,951	355,989	438,881	448,933
8,848	24,516	29,636	35,990	45,204	52,952	355,990	438,943	
9,054	25,929	29,637	36,137	45,205	52,953	356,582	439,425	
9,477	25,930	29,638	36,901	45,207	52,954	360,905	439,461	
9,480	25,931	29,730	36,906	45,208	52,955	361,026	439,462	
9,755	25,937	29,732	36,942	45,484	52,956	366,912	439,463	
10,079	25,938	29,733	36,943	46,262	52,957	371,610	439,464	
10,137	26,002	30,011	36,949	46,777	52,958	371,613	439,521	

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen		778		Pièces Stück Litt D		C K	1000	Titres
346	13.190	34.346	220.381	340.740	450.291	577.084	631.510	658.841
805	13.508	34.347	222.732	341.086	450.909	577.161	631.511	658.842
891	13.814	36.088	224.370	341.087	450.910	577.324	631.727	658.843
937	13.815	39.762	225.057	345.263	452.340	577.325	639.137	658.844
1.014	13.926	46.771	231.314	348.057	458.128	581.880	641.446	658.845
2.040	14.609	52.164	234.028	348.306	460.763	581.881	643.528	658.846
2.328	14.971	55.156	236.641	349.757	462.130	581.882	643.350	658.847
2.371	14.972	61.826	236.642	355.193	463.421	581.883	643.302	658.848
2.411	15.033	61.882	236.643	356.953	463.422	581.884	643.449	658.849
2.412	16.269	64.995	237.340	358.863	471.704	581.885	643.450	658.850
2.533	16.405	71.286	243.509	366.670	475.341	582.000	644.571	661.145
2.539	16.406	72.310	247.183	368.537	478.821	582.750	644.580	661.146
2.738	17.457	72.769	247.185	377.075	480.165	582.764	645.107	662.394
2.773	17.903	76.297	247.662	378.676	482.209	583.239	645.157	662.395
2.887	18.179	76.298	247.960	383.089	482.511	583.686	649.556	662.396
3.167	18.321	76.299	249.259	385.430	485.251	583.687	649.962	662.397
2.973	18.715	78.386	250.374	386.886	490.936	583.688	650.476	662.398
3.168	19.051	93.302	255.785	395.956	494.079	584.870	651.828	662.399
3.169	19.052	97.010	257.754	397.893	500.476	585.824	651.829	662.400
3.170	19.497	98.824	262.340	397.900	500.790	585.825	651.835	663.289
3.182	19.498	100.533	265.119	400.187	502.029	585.826	651.836	663.362
3.183	19.499	106.024	266.365	401.065	502.030	585.827	657.196	663.901
3.184	19.699	106.805	278.653	404.350	502.031	585.828	658.730	664.097
3.185	19.822	107.142	279.998	406.989	502.032	585.829	658.731	664.098
3.753	20.434	112.761	282.481	409.265	502.188	585.830	658.732	664.099
3.791	20.481	120.849	284.932	410.754	513.198	585.834	658.733	664.162
3.792	20.627	130.929	296.382	413.582	513.810	585.835	658.744	664.574
4.561	20.628	130.930	301.814	414.388	514.519	585.842	658.745	666.606
5.097	20.629	134.513	303.791	415.434	514.857	585.861	658.746	667.762
6.178	20.683	139.919	309.625	415.440	523.471	588.062	658.747	668.215
6.206	21.754	142.354	309.926	417.576	532.271	589.851	658.748	668.365
6.207	22.119	147.725	309.927	419.675	532.272	589.852	658.749	675.554
6.232	22.120	148.888	312.413	421.317	532.273	590.602	658.819	678.099
7.517	22.426	149.928	316.573	425.534	532.274	590.604	658.820	679.143
7.518	22.427	152.206	316.890	426.237	536.148	591.013	658.821	679.344
7.519	22.644	154.958	317.638	427.659	536.157	595.113	658.822	680.878
7.520	22.678	155.950	318.205	430.511	536.448	598.336	658.823	681.622
7.568	22.798	163.164	318.206	433.314	537.051	600.472	658.824	681.623
7.781	22.901	167.905	318.216	433.904	537.052	601.279	658.825	681.624
7.856	23.071	184.229	318.677	439.065	572.984	603.757	658.826	681.625
8.472	23.072	186.826	321.350	439.954	573.007	608.189	658.827	693.590
8.884	23.073	192.500	321.360	445.726	573.040	612.827	658.828	695.541
9.784	23.074	194.966	321.361	447.007	573.041	614.418	658.829	697.236
10.179	23.075	194.971	325.036	447.675	573.042	618.381	658.830	697.643
10.316	23.076	194.973	326.023	448.017	573.043	622.706	658.831	703.604
10.541	23.225	195.594	326.031	448.108	574.437	623.655	658.832	703.605
10.986	23.226	197.222	327.079	448.289	576.599	624.172	658.833	737.144
11.702	23.227	200.050	328.678	448.387	576.600	624.554	658.834	752.533
11.713	23.228	200.372	331.139	448.388	576.642	625.171	658.835	752.534
12.117	23.229	201.874	332.277	448.521	576.643	625.373	658.836	759.016
12.141	23.230	206.975	336.008	448.522	576.644	626.787	658.837	763.775
12.231	23.231	210.721	336.924	448.523	576.662	628.222	658.838	768.306
13.083	23.232	214.807	337.320	448.524	576.773	630.964	658.839	769.145
13.084	23.233	217.649	340.017	449.352	576.943	631.251	658.840	769.447

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		778	Individual items Letter D.		Kronen	ooo	Bonds	
346	13,190	34,346	220,381	340,740	450,291	577,084	631,510	658,841
805	13,508	34,347	222,732	341,086	450,909	577,161	631,511	658,842
891	13,814	36,088	224,370	341,087	450,910	577,324	631,727	658,843
937	13,815	39,762	225,057	345,263	452,340	577,325	639,137	658,844
1,014	13,926	46,771	231,314	348,057	458,128	581,880	641,446	658,845
2,040	14,609	52,164	234,028	348,306	460,763	581,881	643,528	658,846
2,328	14,971	55,156	236,641	349,757	462,130	581,882	643,350	658,847
2,371	14,972	61,826	236,642	355,193	463,421	581,883	643,302	658,848
2,411	15,033	61,882	236,643	356,953	463,422	581,884	643,449	658,849
2,412	16,269	64,995	237,340	358,863	471,704	581,885	643,450	658,850
2,533	16,405	71,286	243,509	366,670	475,341	582,000	644,571	661,145
2,539	16,406	72,310	247,183	368,537	478,821	582,750	644,580	661,146
2,738	17,457	72,769	247,185	377,075	480,165	582,764	645,107	662,394
2,773	17,903	76,297	247,662	378,676	482,209	583,239	645,157	662,395
2,887	18,179	76,298	247,960	383,089	482,511	583,686	649,556	662,396
3,167	18,321	76,299	249,259	385,430	485,251	583,687	649,962	662,397
2,973	18,715	78,386	250,374	386,886	490,936	583,688	650,476	662,398
3,168	19,051	93,302	255,785	395,956	494,079	584,870	651,828	662,399
3,169	19,052	97,010	257,754	397,893	500,476	585,824	651,829	662,400
3,170	19,497	98,824	262,340	397,900	500,790	585,825	651,835	663,289
3,182	19,498	100,533	265,119	400,187	502,029	585,826	651,836	663,362
3,183	19,499	106,024	266,365	401,065	502,030	585,827	657,196	663,901
3,184	19,699	106,805	278,653	404,350	502,031	585,828	658,730	664,097
3,185	19,822	107,142	279,998	406,989	502,032	585,829	658,731	664,098
3,753	20,434	112,761	282,481	409,265	502,188	585,830	658,732	664,099
3,791	20,481	120,849	284,932	410,754	513,198	585,834	658,733	664,162
3,792	20,627	130,929	296,382	413,582	513,810	585,835	658,744	664,574
4,561	20,628	130,930	301,814	414,388	514,519	585,842	658,745	666,606
5,097	20,629	134,513	303,791	415,434	514,857	585,861	658,746	667,762
6,178	20,683	139,919	309,625	415,440	523,471	588,062	658,747	668,215
6,206	21,754	142,354	309,926	417,576	532,271	589,851	658,748	668,365
6,207	22,119	147,725	309,927	419,675	532,272	589,852	658,749	675,554
6,232	22,120	148,888	312,413	421,317	532,273	590,602	658,819	678,099
7,517	22,426	149,928	316,573	425,534	532,274	590,604	658,820	679,143
7,518	22,427	152,206	316,890	426,237	536,148	591,013	658,821	679,344
7,519	22,644	154,958	317,638	427,659	536,157	595,113	658,822	680,878
7,520	22,678	155,950	318,205	430,511	536,448	598,336	658,823	681,622
7,568	22,798	163,164	318,206	433,314	537,051	600,472	658,824	681,623
7,781	22,901	167,905	318,216	433,904	537,052	601,279	658,825	681,624
7,856	23,071	184,229	318,677	439,065	572,984	603,757	658,826	681,625
8,472	23,072	186,826	321,350	439,954	573,007	608,189	658,827	693,590
8,884	23,073	192,500	321,360	445,726	573,040	612,827	658,828	695,541
9,784	23,074	194,966	321,361	447,007	573,041	614,418	658,829	697,230
10,179	23,075	194,971	325,036	447,675	573,042	618,381	658,830	697,643
10,316	23,076	194,973	326,023	448,017	573,043	622,706	658,831	703,604
10,541	23,225	195,594	326,031	448,108	574,437	623,655	658,832	703,605
10,986	23,226	197,222	327,079	448,289	576,599	624,172	658,833	737,144
11,702	23,227	200,050	328,678	448,387	576,600	624,554	658,834	752,533
11,713	23,228	200,372	331,139	448,388	576,642	625,171	658,835	752,534
12,117	23,229	201,874	332,277	448,521	576,643	625,373	658,836	759,016
12,141	23,230	206,975	336,008	448,522	576,644	626,787	658,837	763,775
12,231	23,231	210,721	336,924	448,523	576,662	628,222	658,838	768,306
13,083	23,232	214,807	337,320	448,524	576,773	630,964	658,839	769,145
13,084	23,233	217,649	340,017	449,352	576,943	631,251	658,840	769,447

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen		778		Pièces Stück Litt D		C K	1000	Titres
769.666	788.657	790.815	791.773	797.733	805.053	809.429	815.094	825.409
770.795	788.658	790.816	792.337	797.864	805.090	809.430	815.095	826.152
770.796	788.659	790.817	792.340	797.872	805.529	810.190	815.096	826.153
770.797	788.660	790.818	792.345	798.078	807.156	810.191	815.907	826.154
770.798	788.662	790.819	792.450	798.079	807.219	810.192	815.908	826.155
707.799	788.663	790.820	792.451	798.186	807.434	810.194	815.909	826.192
770.800	788.664	790.821	793.075	798.544	807.563	811.556	816.108	827.071
770.801	788.665	790.822	793.124	798.953	807.871	811.557	816.379	827.397
770.802	788.666	790.823	793.125	798.954	807.873	811.558	816.388	827.501
770.803	788.667	790.824	793.126	798.955	807.888	813.001	816.389	827.502
770.804	788.668	790.825	793.127	798.956	807.951	813.002	816.700	827.506
771.384	788.669	790.826	793.128	799.183	808.109	813.003	817.008	827.882
774.228	778.670	790.827	793.129	800.215	808.647	813.004	817.385	828.181
775.828	788.671	790.828	793.130	800.533	808.648	813.191	817.386	828.184
779.727	788.672	790.829	793.131	800.534	808.865	813.192	817.387	828.491
780.764	788.673	790.830	793.132	800.647	808.866	813.193	817.388	829.555
782.272	788,674	790.831	793.133	800.699	808.867	814.255	818.478	829.588
782.274	788.675	790.832	793.134	800.727	808.868	814.457	818.479	829.805
788.642	790.724	790.833	793.135	800.834	808.869	814.458	818.480	829.806
788.643	790.801	790.834	793.136	801.397	808.878	814.499	818.481	829.834
788.644	790.802	790.835	793.137	802.058	808.949	814.728	818.482	829.835
788.645	790.803	790.836	793.138	803.318	808.950	814.829	818.483	829.870
788.646	790.804	790.837	793.142	804.505	808.965	815.075	818.484	829.871
788.647	790.805	790.838	794.728	804.830	808.973	815.080	818.485	829.872
788.648	790.806	790.906	795.205	804.831	808.976	815.081	818.486	829.894
788.649	790.807	790.921	796.477	804.832	808.977	815.082	818.487	830.186
788.650	790.808	790.922	796.480	804.833	809.134	815.083	818.488	574.442
788.651	790.809	790.998	796.611	805.047	809.135	815.087	818.498	
788.652	790.810	790.999	796.626	805.048	809.141	815.085	818.536	
788.653	790.811	791.304	796.647	805.049	809.243	815.086	818.953	
788.654	790.812	791.770	796.682	805.050	809.244	815.087	818.970	
788.655	790.813	791.771	796.683	805.051	809.246	815.088	824.686	
788.656	790.814	791.772	796.902	805.052	809.281	815.093	824.687	

[1] Avec feuille de coupon N° 880.433.

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		778	Individual items Letter D.		Kronen	1000		Bonds
769,666	788,657	790,815	791,773	797,733	805,053	809,429	815,094	825,409
770,795	788,658	790,816	792,337	797,864	805,090	809,430	815,095	826,152
770,796	788,659	790,817	792,340	797,872	805,529	810,190	815,096	826,153
770,797	788,660	790,818	792,345	798,078	807,156	810,191	815,907	826,154
770,798	788,662	790,819	792,450	798,079	807,219	810,192	815,908	826,155
707,799	788,663	790,820	792,451	798,186	807,434	810,194	815,909	826,192
770,800	788,664	790,821	793,075	798,544	807,563	811,556	816,108	827,071
770,801	788,665	790,822	793,124	798,953	807,871	811,557	816,379	827,397
770,802	788,666	790,823	793,125	798,954	807,873	811,558	816,388	827,501
770,803	788,667	790,824	793,126	798,955	807,888	813,001	816,389	827,502
770,804	788,668	790,825	793,127	798,956	807,951	813,002	816,700	827,506
771,384	788,669	790,826	793,128	799,183	808,109	813,003	817,008	827,882
774,228	778,670	790,827	793,129	800,215	808,647	813,004	817,385	828,181
775,828	788,671	790,828	793,130	800,533	808,648	813,191	817,386	828,184
779,727	788,672	790,829	793,131	800,534	808,865	813,192	817,387	828,491
780,764	788,673	790,830	793,132	800,647	808,866	813,193	817,388	829,555
782,272	788,674	790,831	793,133	800,699	808,867	814,255	818,478	829,588
782,274	788,675	790,832	793,134	800,727	808,868	814,457	818,479	829,805
788,642	790,724	790,833	793,135	800,834	808,869	814,458	818,480	829,806
788,643	790,801	790,834	793,136	801,397	808,878	814,499	818,481	829,834
788,644	790,802	790,835	793,137	802,058	808,949	814,728	818,482	829,835
788,645	790,803	790,836	793,138	803,318	808,950	814,829	818,483	829,870
788,646	790,804	790,837	793,142	804,505	808,965	815,075	818,484	829,871
788,647	790,805	790,838	794,728	804,830	808,973	815,080	818,485	829,872
788,648	790,806	790,906	795,205	804,831	808,976	815,081	818,486	829,894
788,649	790,807	790,921	796,477	804,832	808,977	815,082	818,487	830,186
788,650	790,808	790,922	796,480	804,833	809,134	815,083	818,488	574,442[1]
788,651	790,809	790,998	796,611	805,047	809,135	815,087	818,498	
788,652	790,810	790,999	796,626	805,048	809,141	815,085	818,536	
788,653	790,811	791,304	796,647	805,049	809,243	815,086	818,953	
788,654	790,812	791,770	796,682	805,050	809,244	815,087	818,970	
788,655	790,813	791,771	796,683	805,051	809,246	815,088	824,686	
788,656	790,814	791,772	796,902	805,052	809,281	815,093	824,687	

[1] With sheet of coupons No. 880.433.

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen	487	Pièces Stück		C K	2000	Titres
		Litt « D » 2				
30.373	165.671	200.700	216.045	218.406	255.895	261.460	329.918	329.974
32.027	165.686	201.072	216.046	218.440	255.953	261.611	329.919	329.975
91.836	165.687	201.893	216.054	218.699	256.009	261.612	329.920	329.976
91.837	165.900	202.064	216.055	218.788	256.013	261.613	329.921	329.977
93.409	165.901	206.723	216.056	218.789	256.014	261.614	329.922	329.978
93.468	166.056	207.256	216.057	218.792	256.015	261.615	329.923	329.979
93.967	166.575	208.202	216.058	218.795	256.145	261.905	329.924	329.980
93.968	166.733	208.203	216.064	219.192	256.277	262.011	329.926	329.981
94.116	166.971	208.753	216.065	219.193	256.417	262.051	329.927	329.982
97.223	166.983	208.754	216.066	219.194	256.798	262.238	329.928	329.983
98.569	170.544	208.755	216.067	219.195	257.369	262.244	329.929	329.984
98.629	170.545	208.756	216.068	219.347	257.374	262.245	329.930	329.985
101.653	170.546	208.757	216.069	219.374	257.376	262.248	329.932	329.986
102.387	170.547	208.758	216.070	219.472	258.087	262.249	329.933	329.987
102.817	172.019	208.927	216.071	220.951	258.147	262.250	329.934	329.988
105.656	172.020	208.928	216.072	222.019	258.310	265.502	329.935	329.989
108.598	172.021	208.929	216.073	222.110	258.328	266.595	329.936	329.990
108.599	172.022	208.930	216.074	222.111	258.329	282.606	329.937	329.991
108.602	172.023	208.931	216.075	222.112	258.330	282.608	329.938	329.992
108.603	172.024	210.169	216.076	222.113	258.341	282.837	329.939	329.993
108.604	172.025	211.049	216.077	222.152	258.342	282.838	329.940	329.994
132.886	174.221	211.128	216.078	222.153	258.407	282.839	329.941	329.995
133.147	174.941	211.190	216.079	250.217	258.408	282.840	329.942	329.996
133.356	177.030	211.191	216.080	250.238	258.753	282.841	329.943	329.997
133.357	177.638	211.995	216.081	250.239	258.766	282.842	329.944	329.998
137.688	177.670	212.458	216.082	250.484	259.055	282.844	329.945	329.999
137.689	177.872	212.459	216.083	251.018	259.056	282.845	329.946	330.000
140.180	177.873	213.602	216.084	251.058	259.409	300.227	329.947	331.101
144.049	179.882	212.603	216.085	251.080	259.421	300.228	329.948	331.539
144.514	183.283	213.604	216.086	251.173	259.833	300.229	329.949	331.540
144.595	183.359	213.781	216.087	251.174	260.191	300.230	329.950	331.541
144.802	183.873	213.782	216.088	251.175	260.192	300.231	329.951	331.542
157.840	188.298	213.791	216.362	251.211	260.199	300.232	329.952	331.543
158.998	188.299	214.168	216.378	251.212	260.200	300.233	329.953	331.544
160.676	188.564	214.169	216.384	251.225	260.303	300.234	329.954	331.545
160.677	188.569	214.170	216.385	251.228	260.601	300.235	329.955	331.546
161.120	191.315	214.192	216.513	251.564	260.602	300.236	329.956	331.547
163.148	191.316	214.197	216.517	251.685	260.603	300.237	329.957	331.548
163.526	191.574	214.198	216.549	251.882	260.604	300.238	329.958	331.549
163.577	198.323	214.200	216.567	252.881	260.663	300.239	329.959	331.550
163.578	198.324	214.381	216.762	253.072	260.930	300.240	329.960	331.551
163.579	198.325	214.382	216.763	253.591	260.985	300.241	329.961	331.552
163.580	198.326	214.409	216.764	254.259	260.986	311.485	329.962	331.553
163.581	198.372	214.470	217.260	254.271	260.988	329.905	329.963	331.554
163.582	198.374	214.471	217.269	254.292	260.989	329.906	329.964	331.555
163.583	198.376	214.564	217.576	254.422	261.451	329.907	329.965	331.556
163.802	198.389	214.596	217.577	254.479	261.452	329.908	329.966	332.000
163.803	198.391	214.597	217.734	254.829	261.453	329.909	329.967	332.137
163.808	198.392	215.140	217.822	254.830	261.454	329.910	329.968	332.434
164.704	198.605	215.160	217.847	255.023	261.455	329.911	329.969	332.559
165.060	199.331	215.557	217.848	255.124	261.456	329.912	329.970	332.590
165.232	199.879	215.816	217.849	255.284	261.457	329.915	329.971	332.591
165.233	199.925	215.877	218.005	255.463	261.458	329.916	329.972	
165.625	200.665	215.934	218.295	255.465	261.459	329.917	329.973	

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total 487 Individual items Kronen 2000 Bonds

Letter D. 2

30,373	165,671	200,700	216,045	218,406	255,895	261,460	329,918	329,974
32,027	165,686	201,072	216,046	218,440	255,953	261,611	329,919	329,975
91,836	165,687	201,893	216,054	218,699	256,009	261,612	329,920	329,976
91,837	165,900	202,064	216,055	218,788	256,013	261,613	329,921	329,977
93,409	165,901	206,723	216,056	218,789	256,014	261,614	329,922	329,978
93,468	166,056	207,256	216,057	218,792	256,015	261,615	329,923	329,979
93,967	166,575	208,202	216,058	218,795	256,145	261,905	329,924	329,980
93,968	166,733	208,203	216,064	219,192	256,277	262,011	329,926	329,981
94,116	166,971	208,753	216,065	219,193	256,417	262,051	329,927	329,982
97,223	166,983	208,754	216,066	219,194	256,798	262,238	329,928	329,983
98,569	170,544	208,755	216,067	219,195	257,369	262,244	329,929	329,984
98,629	170,545	208,756	216,068	219,347	257,374	262,245	329,930	329,985
101,653	170,546	208,757	216,069	219,374	257,376	262,248	329,932	329,986
102,387	170,547	208,758	216,070	219,472	258,087	262,249	329,933	329,987
102,817	172,019	208,927	216,071	220,951	258,147	262,250	329,934	329,988
105,656	172,020	208,928	216,072	222,019	258,310	265,502	329,935	329,989
108,598	172,021	208,929	216,073	222,110	258,328	266,595	329,936	329,990
108,599	172,022	208,930	216,074	222,111	258,329	282,606	329,937	329,991
108,602	172,023	208,931	216,075	222,112	258,330	282,608	329,938	329,992
108,603	172,024	210,169	216,076	222,113	258,341	282,837	329,939	329,993
108,604	172,025	211,049	216,077	222,152	258,342	282,838	329,940	329,994
132,886	174,221	211,128	216,078	222,153	258,407	282,839	329,941	329,995
133,147	174,941	211,190	216,079	250,217	258,408	282,840	329,942	329,996
133,356	177,030	211,191	216,080	250,238	258,753	282,841	329,943	329,997
133,357	177,638	211,995	216,081	250,239	258,766	282,842	329,944	329,998
137,688	177,670	212,458	216,082	250,484	259,055	282,844	329,945	329,999
137,689	177,872	212,459	216,083	251,018	259,056	282,845	329,946	330,000
140,180	177,873	213,602	216,084	251,058	259,409	300,227	329,947	331,101
144,049	179,882	212,603	216,085	251,080	259,421	300,228	329,948	331,539
144,514	183,283	213,604	216,086	251,173	259,833	300,229	329,949	331,540
144,595	183,359	213,781	216,087	251,174	260,191	300,230	329,950	331,541
144,802	183,873	213,782	216,088	251,175	260,192	300,231	329,951	331,542
157,840	188,298	213,791	216,362	251,211	260,199	300,232	329,952	331,543
158,998	188,299	214,168	216,378	251,212	260,200	300,233	329,953	331,544
160,676	188,564	214,169	216,384	251,225	260,303	300,234	329,954	331,545
160,677	188,569	214,170	216,385	251,228	260,601	300,235	329,955	331,546
161,120	191,315	214,192	216,513	251,564	260,602	300,236	329,956	331,547
163,148	191,316	214,197	216,517	251,685	260,603	300,237	329,957	331,548
163,526	191,574	214,198	216,549	251,882	260,604	300,238	329,958	331,549
163,577	198,323	214,200	216,567	252,881	260,663	300,239	329,959	331,550
163,578	198,324	214,381	216,762	253,072	260,930	300,240	329,960	331,551
163,579	198,325	214,382	216,763	253,591	260,985	300,241	329,961	331,552
163,580	198,326	214,409	216,764	254,259	260,986	311,485	329,962	331,553
163,581	198,372	214,470	217,260	254,271	260,988	329,905	329,963	331,554
163,582	198,374	214,471	217,269	254,292	260,989	329,906	329,964	331,555
163,583	198,376	214,564	217,576	254,422	261,451	329,907	329,965	331,556
163,802	198,389	214,596	217,577	254,479	261,452	329,908	329,966	332,000
163,803	198,391	214,597	217,734	254,829	261,453	329,909	329,967	332,137
163,808	198,392	215,140	217,822	254,830	261,454	329,910	329,968	332,434
164,704	198,605	215,160	217,847	255,023	261,455	329,911	329,969	332,559
165,060	199,331	215,557	217,848	255,124	261,456	329,912	329,970	332,590
165,232	199,879	215,816	217,849	255,284	261,457	329,915	329,971	332,591
165,233	199,925	215,877	218,005	255,463	261,458	329,916	329,972	
165,625	200,665	215,934	218,295	255,465	261,459	329,917	329,973	

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen 155 Pièces Stück C K 5000 Titres

Litt « D » 5

3.071	8.601	10.314	14.254	16.239	17.468	22.117	23.418	25.463
3.568	8.602	10.617	14.255	16.240	17.469	22.122	23.423	25.587
3.569	8.714	10.708	14.273	16.241	17.522	22.217	23.430	25.588
3.642	8.739	10.745	14.282	16.274	17.983	22.218	23.431	25.589
3.997	9.977	10.771	14.283	16.431	18.864	22.219	23.546	25.590
4.455	9.978	10.923	14.300	16.432	18.881	22.220	23.762	25.601
4.477	9.979	11.092	14.324	16.485	19.141	22.221	24.403	25.602
4.597	9.980	11.805	14.326	16.611	19.418	22.222	24.406	30.000
6.028	9.981	12.711	14.327	16.973	20.497	22.223	24.618	32.177
6.395	9.982	12.958	14.328	16.980	20.714	22.224	24.634	32.179
6.513	9.983	13.729	14.826	16.981	20.769	22.225	25.030	32.777
6.684	9.984	13.906	15.010	17.090	20.770	22.226	25.456	
6.799	9.985	13.977	15.822	17.205	20.771	22.345	25.457	
7.812	9.986	14.069	15.986	17.329	21.169	22.373	25.458	
8.121	9.987	14.070	15.987	17.340	21.243	22.382	25.459	
8.364	9.988	14.242	16.201	17.461	21.280	22.423	25.460	
8.574	9.989	14.243	16.212	17.462	21.713	23.398	25.461	
8.589	10.290	14.244	16.216	17.463	21.780	23.411	25.462	

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen 315 Pièces Stück C K 10.000 Titres

Litt « E »

03.518	04.144	04.383	05.033	05.181	06.224	06.837	07.763	10.700
03.519	04.180	04.467	05.034	05.246	06.269	07.050	07.772	10.813
03.623	04.195	04.509	05.035	05.289	06.345	07.076	07.790	10.833
03.654	04.208	04.529	05.036	05.366	06.385	07.240	07.794	11.205
03.735	04.209	04.543	05.047	05.415	06.388	07.241	07.795	11.356
03.749	04.235	04.562	05.088	05.495	06.405	07.476	07.796	11.588
03.760	04.248	04.566	05.096	05.542	06.406	07.477	07.924	11.645
03.790	04.285	04.657	05.122	05.543	06.421	07.546	07.925	11.724
03.791	04.293	04.687	05.133	05.544	06.425	07.547	10.000	11.772
03.792	04.298	04.696	05.157	05.552	06.426	07.548	10.058	11.781
03.823	04.316	04.709	05.167	05.553	06.523	07.549	10.100	11.909
03.921	04.322	04.719	05.168	05.682	06.524	07.550	10.182	11.936
03.933	04.350	04.723	05.169	05.773	06.528	07.551	10.188	11.946
03.980	04.351	04.879	05.170	05.809	06.583	07.552	10.191	11.947
03.992	04.352	04.880	05.171	05.853	06.587	07.553	10.256	12.013
04.013	04.366	04.955	05.173	05.864	06.588	07.554	10.371	12.294
04.014	04.367	04.958	05.174	06.100	06.589	07.555	10.375	12.412
04.022	04.368	04.959	05.175	06.183	06.593	07.556	10.498	12.418
04.023	04.369	04.960	05.176	06.184	06.609	07.581	10.559	12.826
04.034	04.370	04.961	05.177	06.185	06.622	07.582	10.560	16.259
04.035	04.371	04.962	05.178	06.189	06.698	07.674	10.580	16.260
04.041	04.373	04.974	05.179	06.192	06.706	07.699	10.604	16.336
04.107	04.375	05.018	05.180	06.193	06.788	07.751	10.628	16.621

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		155		Individual items Letter D 5	Kronen	5,000		Bonds
3,071	8,601	10,314	14,254	16,239	17,468	22,117	23,418	25,463
3,568	8,602	10,617	14,255	16,240	17,469	22,122	23,423	25,587
3,569	8,714	10,708	14,273	16,241	17,522	22,217	23,430	25,588
3,642	8,739	10,745	14,282	16,274	17,983	22,218	23,431	25,589
3,997	9,977	10,771	14,283	16,431	18,864	22,219	23,546	25,590
4,455	9,978	10,923	14,300	16,432	18,881	22,220	23,762	25,601
4,477	9,979	11,092	14,324	16,485	19,141	22,221	24,403	25,602
4,597	9,980	11,805	14,326	16,611	19,418	22,222	24,406	30,000
6,028	9,981	12,711	14,327	16,973	20,497	22,223	24,618	32,177
6,395	9,982	12,958	14,328	16,980	20,714	22,224	24,634	32,179
6,513	9,983	13,729	14,826	16,981	20,769	22,225	25,030	32,777
6,684	9,984	13,906	15,010	17,090	20,770	22,226	25,456	
6,799	9,985	13,977	15,822	17,205	20,771	22,345	25,457	
7,812	9,986	14,069	15,986	17,329	21,169	22,373	25,458	
8,121	9,987	14,070	15,987	17,340	21,243	22,382	25,459	
8,364	9,988	14,242	16,201	17,461	21,280	22,423	25,460	
8,574	9,989	14,243	16,212	17,462	21,713	23,398	25,461	
8,589	10,290	14,244	16,216	17,463	21,780	23,411	25,462	

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		315		Individual items Letter E.	Kronen	10,000		Bonds
03,518	04,144	04,383	05,033	05,181	06,224	06,837	07,763	10,700
03,519	04,180	04,467	05,034	05,246	06,269	07,050	07,772	10,813
03,623	04,195	04,509	05,035	05,289	06,345	07,076	07,790	10,833
03,654	04,208	04,529	05,036	05,366	06,385	07,240	07,794	11,205
03,735	04,209	04,543	05,047	05,415	06,388	07,241	07,795	11,356
03,749	04,235	04,562	05,088	05,495	06,405	07,476	07,796	11,588
03,760	04,248	04,566	05,096	05,542	06,406	07,477	07,924	11,645
03,790	04,285	04,657	05,122	05,543	06,421	07,546	07,925	11,724
03,791	04,293	04,687	05,133	05,544	06,425	07,547	10,000	11,772
03,792	04,298	04,696	05,157	05,552	06,426	07,548	10,058	11,781
03,823	04,316	04,709	05,167	05,553	06,523	07,549	10,100	11,909
03,921	04,322	04,719	05,168	05,682	06,524	07,550	10,182	11,936
03,933	04,350	04,723	05,169	05,773	06,528	07,551	10,188	11,946
03,980	04,351	04,879	05,170	05,809	06,583	07,552	10,191	11,947
03,992	04,352	04,880	05,171	05,853	06,587	07,553	10,256	12,013
04,013	04,366	04,955	05,173	05,864	06,588	07,554	10,371	12,294
04,014	04,367	04,958	05,174	06,100	06,589	07,555	10,375	12,412
04,022	04,368	04,959	05,175	06,183	06,593	07,556	10,498	12,418
04,023	04,369	04,960	05,176	06,184	06,609	07,581	10,559	12,826
04,034	04,370	04,961	05,177	06,185	06,622	07,582	10,560	16,259
04,035	04,371	041962	05,178	06,189	06,698	07,674	10,580	16,260
04,041	04,373	04,974	05,179	06,192	06,706	07,699	10,604	16,336
04,107	04,375	05,018	05,180	06,193	06,788	07,751	10,628	16,621

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total Zusammen		315	Pièces Stück		C K	10.000	Titres
			Litt « E »				
17.272	23.018	23.139	23.385	23.710	23.722	24.155	24.247	25.635
18.265	23.019	23.170	23.386	23.711	23.723	24.164	24.266	25.638
18.946	23.020	23.178	23.406	23.712	23.725	24.165	24.308	25.639
19.675	23.040	23.184	23.488	23.713	23.727	24.166	24.325	25.643
20.792	23.042	23.210	23.628	23.714	23.779	24.167	24.464	25.648
22.159	23.043	23.275	23.661	23.715	23.813	24.171	24.567	25.649
22.906	23.049	23.276	23.666	23.716	23.887	24.172	24.639	25.663
23.010	23.050	23.277	23.667	23.717	24.004	24.173	24.642	25.689
23.014	23.051	23.278	23.682	23.718	24.016	24.174	24.727	25.749
23.015	23.052	23.279	23.684	23.719	24.020	24.175	24.749	26.046
23.016	23.053	23.298	23.688	23.720	24.058	24.179	25.611	26.053
23.017	23.054	23.384	23.691	23.721	24.149	24.243	25.612	100.157[1]

TITRES CONSCRITS — (KUMULATIV TITRES)

Numéro	Couronnes par titre	Total en couronnes
9.833	6.000.000	
10.442	6.000.000	
1.355	5.000.000	
4.931	4.300.000	
14.600	4.030.000	
14.502	4.000.000	
14.800	4.000.000	
7.965	3.103.800	
1.352	3.000.000	
1.353	3.000.000	
1.354	3.000.000	
11.750	3.000.000	
13.200	3.000.000	
13.201	3.000.000	
13.900	3.000.000	
14.500	3.050.000	
10.517	2.500.000	
11.450	2.300.000	
7.598	2.080.000	
7.966	2.069.200	
4.930	2.000.000	
1.351	2.000.000	
3.821	2.000.000	
3.822	2.000.000	
10.580	2.000.000	
25.352	2.000.000	
13.28 0	2.000.000	

[1] Avec feuille de coupon N° 00.718.

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total		315	Individual items Letter E.		Kronen	10,000	Bonds
17,272	23,018	23,139	23,385	23,710	23,722	24,155	24,247	25,635
18,265	23,019	23,170	23,386	23,711	23,723	24,164	24,266	25,638
18,946	23,020	23,178	23,406	23,712	23,725	24,165	24,308	25,639
19,675	23,040	23,184	23,488	23,713	23,727	24,166	24,325	25,643
20,792	23,042	23,210	23,628	23,714	23,779	24,167	24,464	25,648
22,159	23,043	23,275	23,661	23,715	23,813	24,171	24,567	25,649
22,906	23,049	23,276	23,666	23,716	23,887	24,172	24,639	25,663
23,010	23,050	23,277	23,667	23,717	24,004	24,173	24,642	25,689
23,014	23,051	23,278	23,682	23,718	24,016	24,174	24,727	25,749
23,015	23,052	23,279	23,684	23,719	24,020	24,175	24,749	26,046
23,016	23,053	23,298	23,688	23,720	24,058	24,179	25,611	26,053
23,017	23,054	23,384	23,691	23,721	24,149	24,243	25,612	100,157[1]

CUMULATIVE (KUMULATIV) BONDS

Number	Kronen per bond	Total in Kronen
9,833	6,000,000	
10,442	6,000,000	
1,355	5,000,000	
4,931	4,300,000	
14,600	4,030,000	
14,502	4,000,000	
14,800	4,000,000	
7,965	3,103,800	
1,352	3,000,000	
1,353	3,000,000	
1,354	3,000,000	
11,750	3,000,000	
13,200	3,000,000	
13,201	3,000,000	
13,900	3,000,000	
14,500	3,050,000	
10,517	2,500,000	
11,450	2,300,000	
7,598	2,080,000	
7,966	2,069,200	
4,930	2,000,000	
1,351	2,000,000	
3,821	2,000,000	
3,822	2,000,000	
10,580	2,000,000	
25,352	2,000,000	
13,280	2,000,000	

[1] With sheet of coupons No. 00.718.

TITRES CONSCRITS — (KUMULATIV TITRES)

Numéro	Couronnes par titre	Total en Couronnes
13.410	2.000.000	
25.285	2.000.000	
25.286	2.000.000	
25.305	2.000.000	
14.260	2.000.000	
12.775	2.000.000	
13.610	2.000.000	
8.074	2.000.000	
25.268	2.000.000	
7.599	1.940.000	
8.077	1.827.000	
12.873	1.000.000	
11.749	1.000.000	
25.345	1.000.000	
8.075	1.000.000	
1.350	1.000.000	
8.076	1.000.000	
10.581	1.000.000	
11.600	1.000.000	
12.465	1.000.000	
12.467	1.000.000	
12.872	1.000.000	
3.820	1.500.000	
10.518	1.500.000	
11.451	500.000	
12.464	500.000	
	53 titres	120.200.000

LISTE

DES RENTES HONGROISES DE 4 % (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE) APPARTENANT A LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE AVEC COUPONS A PARTIR DU 1er MARS 1923,

	Nombre des titres d'après la liste	Valeur nominale	TOTAL
	2085	C 480	C 1.000.800
	1354	» 2.400	» 3.249.600
	688	» 4.800	» 3.302.400
	88	» 9.600	» 844.800
Total . . .	4215		C 8.397.600

CUMULATIVE (KUMULATIV) BONDS

Number	Kronen per bond	Total in Kronen
13,410	2,000,000	
25,285	2,000,000	
25,286	2,000,000	
25,305	2,000,000	
14,260	2,000,000	
12,775	2,000,000	
13,610	2,000,000	
8,074	2,000,000	
25,268	2,000,000	
7,599	1,940,000	
8,077	1,827,000	
12,873	1,000,000	
11,749	1,000,000	
25,345	1,000,000	
8,075	1,000,000	
1,350	1,000,000	
8,076	1,000,000	
10,581	1,000,000	
11,600	1,000,000	
12,465	1,000,000	
12,467	1,000,000	
12,872	1,000,000	
3,820	1,500,000	
10,518	1,500,000	
11,451	500,000	
12,464	500,000	
	53 bonds	120,200,000

LIST

OF HUNGARIAN 4 % "RENTES" (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE) BELONGING TO THE ROYAL HUNGARIAN SAVINGS BANK WITH COUPONS AS FROM MARCH IST 1923.

	Number of bonds according to the list	Nominal value (Kronen)	TOTAL (Kronen)
	2085	C 480	C 1,000,800
	1354	» 2,400	» 3,249,600
	688	» 4,800	» 3,302,400
	88	» 9,600	» 844,800
Total . .	4215		C 8,397,600

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen		2085	Pièces Stück Litt A			C K 480		Titres
082.034	089.883	089.992	090.046	090.100	090.154	090.208	090.262	090.316
082.136	089.897	089.993	090.047	090.101	090.155	090.209	090.263	090.317
082.526	089.934	089.994	090.048	090.102	090.156	090.210	090.264	090.318
082.527	089.939	089.995	090.049	090.103	090.157	090.211	090.265	090.319
082.528	089.940	089.996	090.050	090.104	090.158	090.212	090.266	090.320
082.529	089.943	089.997	090.051	090.105	090.159	090.213	090.267	090.321
082.530	089.944	089.998	090.052	090.106	090.160	090.214	090.268	090.322
082.541	089.945	089.999	090.053	090.107	090.161	090.215	090.269	090.323
082.542	089.946	090.000	090.054	090.108	090.162	090.216	090.270	090.324
082.543	089.947	090.001	090.055	090.109	090.163	090.217	090.271	090.325
082.544	089.948	090.002	090.056	090.110	090.164	090.218	090.272	090.326
082.545	089.949	090.003	090.057	090.111	090.165	090.219	090.273	090.327
082.546	089.950	090.004	090.058	090.112	090.166	090.220	090.274	090.328
082.547	089.951	090.005	090.059	090.113	090.167	090.221	090.275	090.329
082.548	089.952	090.006	090.060	090.114	090.168	090.222	090.276	090.330
082.549	089.953	090.007	090.061	090.115	090.169	090.223	090.277	090.331
082.550	089.854	090.008	090.062	090.116	090.170	090.224	090.278	090.332
082.556	089.955	090.009	090.063	090.117	090.171	090.225	090.279	090.333
082.557	089.956	090.010	090.064	090.118	090.172	090.226	090.280	090.334
082.558	089.957	090.011	090.065	090.119	090.173	090.227	090.281	090.335
082.559	089.958	090.012	090.066	090.120	090.174	090.228	090.282	090.336
082.560	089.959	090.013	090.067	090.121	090.175	090.229	090.283	090.337
082.831	089.960	090.014	090.068	090.122	090.176	090.230	090.284	090.338
082.134	089.961	090.015	090.069	090.123	090.177	090.231	090.285	090.339
082.855	089.962	090.016	090.070	090.124	090.178	090.232	090.286	090.340
082.856	089.963	090.017	090.071	090.125	090.179	090.233	090.287	090.341
083.040	089.964	090.018	090.072	090.126	090.180	090.234	090.288	090.342
083.041	089.965	090.019	090.073	090.127	090.181	090.235	090.289	090.343
083.042	089.966	090.020	090.074	090.128	090.182	090.236	090.290	090.344
083.065	089.967	090.021	090.075	090.129	090.183	090.237	090.291	090.345
083.068	089.968	090.022	090.076	090.130	090.184	090.238	090.292	090.346
088.541	089.969	090.023	090.077	090.131	090.185	090.239	090.293	090.347
088.542	089.970	090.024	090.078	090.132	090.186	090.240	090.294	090.348
088.543	089.971	090.025	090.079	090.133	090.187	090.241	090.295	090.349
089.629	089.972	090.026	090.080	090.134	090.188	090.242	090.296	090.350
089.630	089.973	090.027	090.081	090.135	090.189	090.243	090.297	090.351
089.699	089.974	090.028	090.082	090.136	090.190	090.244	090.298	090.352
089.805	089.975	090.029	090.083	090.137	090.191	090.245	090.299	090.353
089.806	089.776	090.030	090.084	090.138	090.192	090.246	090.300	090.354
089.807	089.977	090.031	090.085	090.139	090.193	090.247	090.301	090.355
089.821	089.978	090.032	090.086	090.140	090.194	090.248	090.302	090.356
089.822	089.979	090.033	090.087	090.141	090.195	090.249	090.303	090.357
089.823	089.980	090.034	090.088	090.142	090.196	090.250	090.304	090.358
089.824	089.981	090.035	090.089	090.143	090.197	090.251	090.305	090.359
089.873	089.982	090.036	090.090	090.144	090.198	090.252	090.306	090.360
089.874	089.983	090.037	090.091	090.145	090.199	090.253	090.307	090.361
089.875	089.984	090.038	090.092	090.146	090.200	090.254	090.308	090.362
089.876	089.985	090.039	090.093	090.147	090.201	090.255	090.309	090.363
089.877	089.986	090.040	090.094	090.148	090.202	090.256	090.310	090.364
089.878	089.987	090.041	090.095	090.149	090.203	090.257	090.311	090.365
089.879	089.988	090.042	090.096	090.150	090.204	090.258	090.312	090.366
089.880	089.989	090.043	090.097	090.151	090.205	090.259	090.313	090.367
089.881	089.990	090.044	090.098	090.152	090.206	090.260	090.314	090.368
089.882	089.991	090.045	090.099	090.153	090.207	090.261	090.315	090.369

HUNGARIAN 4 % RENTE (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total		2085	Individual items Letter A		Kronen	480		Bonds
082,034	089,883	089,992	090,046	090,100	090,154	090,208	090,262	090,316
082,136	089,897	089,993	090,047	090,101	090,155	090,209	090,263	090,317
082,526	089,934	089,994	090,048	090,102	090,156	090,210	090,264	090,318
082,527	089,939	089,995	090,049	090,103	900,157	090,211	090,265	090,319
082,528	089,940	089,996	090,050	090,104	090,158	090,212	090,266	090,320
082,529	089,943	089,997	090,051	090,105	090,159	090,213	090,267	090,321
082,530	089,944	089,998	090,052	090,106	090,160	090,214	090,268	090,322
082,541	089,945	089,999	090,053	090,107	090,161	090,215	090,269	090,323
082,542	089,946	090,000	090,054	090,108	090,162	090,216	090,270	090,324
082,543	089,947	090,001	090,055	090,109	090,163	090,217	090,271	090,325
082,544	089,948	090,002	090,056	090,110	090,164	090,218	090,272	090,326
082,545	089,949	090,003	090,057	090,111	090,165	090,219	090,273	090,327
082,546	089,950	090,004	090,058	090,112	090,166	090,220	090,274	090,328
082,547	089,951	090,005	090,059	090,113	090,167	090,221	090,275	090,329
082,548	089,952	090,006	090,060	090,114	090,168	090,222	090,276	090,330
082,549	089,953	090,007	090,061	090,115	090,169	090,223	090,277	090,331
082,550	089,854	090,008	090,062	090,116	090,170	090,224	090,278	090,332
082,556	089,955	090,009	090,063	090,117	090,171	090,225	090,279	090,333
082,557	089,956	090,010	090,064	090,118	090,172	090,226	090,280	090,334
082,558	089,957	090,011	090,065	090,119	090,173	090,227	090,281	090,335
082,559	089,958	090,012	090,066	090,120	090,174	090,228	090,282	090,336
082,560	089,959	090,013	090,067	090,121	090,175	090,229	090,283	090,337
082,831	089,960	090,014	090,068	090,122	090,176	090,230	090,284	090,338
082,134	089,961	090,015	090,069	090,123	090,177	090,231	090,285	090,339
082,855	089,962	090,016	090,070	090,124	090,178	090,232	090,286	090,340
082,856	089,963	090,017	090,071	090,125	090,179	090,233	090,287	090,341
083,040	089,964	090,018	090,072	090,126	090,180	090,234	090,288	090,342
083,041	089,965	090,019	090,073	090,127	090,181	090,235	090,289	090,343
083,042	089,966	090,020	090,074	090,128	090,182	090,236	090,290	090,344
083,065	089,967	090,021	090,075	090,129	090,183	090,237	090,291	090,345
083,068	089,968	090,022	090,076	090,130	090,184	090,238	090,292	090,346
088,541	089,969	090,023	090,077	090,131	090,185	090,239	090,293	090,347
088,542	089,970	090,024	090,078	090,132	090,186	090,240	090,294	090,348
088,543	089,971	090,025	090,079	090,133	090,187	090,241	090,295	090,349
089,629	089,972	090,026	090,080	090,134	090,188	090,242	090,296	090,350
089,630	089,973	090,027	090,081	090,135	090,189	090,243	090,297	090,351
089,699	089,974	090,028	090,082	090,136	090,190	090,244	090,298	090,352
089,805	089,975	090,029	090,083	090,137	090,191	090,245	090,299	090,353
089,806	089,776	090,030	090,084	090,138	090,192	090,246	090,300	090,354
089,807	089,977	090,031	090,085	090,139	090,193	090,247	090,301	090,355
089,821	089,978	090,032	090,086	090,140	090,194	090,248	090,302	090,356
089,822	089,979	090,033	090,087	090,141	090,195	090,249	090,303	090,357
089,823	089,980	090,034	090,088	090,142	090,196	090,250	090,304	090,358
089,824	089,981	090,035	090,089	090,143	090,197	090,251	090,305	090,359
089,873	089,982	090,036	090,090	090,144	090,198	090,252	090,306	090,360
089,874	089,983	090,037	090,091	090,145	090,199	090,253	090,307	090,361
089,875	089,984	090,038	090,092	090,146	090,200	090,254	090,308	090,362
089,876	089,985	090,039	090,093	090,147	090,201	090,255	090,309	090,363
089,877	089,986	090,040	090,094	090,148	090,202	090,256	090,310	090,364
089,878	089,987	090,041	090,095	090,149	090,203	090,257	090,311	090,365
089,879	089,988	090,042	090,096	090,150	090,204	090,258	090,312	090,366
089,880	089,989	090,043	090,097	090,151	090,205	090,259	090,313	090,367
089,881	089,990	090,044	090,098	090,152	090,206	090,260	090,314	090,368
089,882	089,991	090,045	090,099	090,153	090,207	090,261	090,315	090,369

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen	2085	Pièces Stück Litt A			C K	480	Titres	
090.370	090.424	090.478	090.532	090.732	090.786	091.040	091.094	092.148
090.371	090.425	090.479	090.533	090.733	090.787	091.041	091.095	092.149
090.372	090.426	090.480	090.534	090.734	090.788	091.042	091.096	092.150
090.373	090.427	090.481	090.535	090.735	090.789	091.043	091.097	092.151
090.374	090.428	090.482	090.536	090.736	090.790	091.044	091.098	092.152
090.375	090.429	090.483	090.537	090.737	090.791	091.045	091.099	092.153
090.376	090.430	090.484	090.538	090.738	090.792	091.046	091.100	092.154
090.377	090.431	090.485	090.539	090.739	090.793	091.047	092.101	092.155
090.378	090.432	090.486	090.540	090.740	090.794	091.048	092.102	092.156
090.379	090.433	090.487	090.541	090.741	090.795	091.049	092.103	092.157
090.380	090.434	090.488	090.542	090.742	090.796	091.050	092.104	092.158
090.381	090.435	090.489	090.543	090.743	090.797	091.051	092.105	092.159
090.382	090.436	090.490	090.544	090.744	090.798	091.052	092.106	092.160
090.383	090.437	090.491	090.545	090.745	090.799	091.053	092.107	092.161
090.384	090.438	090.492	090.546	090.746	090.800	091.054	092.108	092.162
090.385	090.439	090.493	090.547	090.747	091.001	091.055	092.109	092.163
090.386	090.440	090.494	090.548	090.748	091.002	091.056	092.110	092.164
090.387	090.441	090.495	090.549	090.749	091.003	091.057	092.111	092.165
090.388	090.422	090.496	090.550	090.750	091.004	091.058	092.112	092.166
090.389	090.443	090.497	090.551	090.751	091.005	091.059	092.113	092.167
090.390	090.444	090.498	090.552	090.752	091.006	091.060	092.114	092.168
090.391	090.445	090.499	090.553	090.753	091.007	091.061	092.115	092.169
090.392	090.446	090.500	090.554	090.754	091.008	091.062	092.116	092.170
090.393	090.447	090.501	090.701	090.755	091.009	091.063	092.117	092.171
090.394	090.448	090.502	090.702	090.756	091.010	091.064	092.118	092.172
090.395	090.449	090.503	090.703	090.757	091.011	091.065	092.119	092.173
090.396	090.450	090.504	090.704	090.758	091.012	091.066	092.120	092.174
090.397	090.451	090.505	090.705	090.759	091.013	091.067	092.121	092.175
090.398	090.452	090.506	090.706	090.760	091.014	091.068	092.122	092.176
090.399	090.453	090.507	090.707	090.761	091.015	091.069	092.123	092.177
090.400	090.454	090.508	090.708	090.762	091.016	091.070	092.124	092.178
090.401	090.455	090.509	090.709	090.763	091.017	091.071	092.125	092.179
090.402	090.456	090.510	090.710	090.764	091.018	091.072	092.126	092.180
090.403	090.457	090.511	090.711	090.765	091.019	091.073	092.127	092.181
090.404	090.458	090.512	090.712	090.766	091.020	091.074	092.128	092.182
090.405	090.459	090.513	090.713	090.767	091.021	091.075	092.129	092.183
090.406	090.460	090.514	090.714	090.768	091.022	091.076	092.130	092.184
090.407	090.461	090.515	090.715	090.769	091.023	091.077	092.131	092.185
090.408	090.462	090.516	090.716	090.770	091.024	091.078	092.132	092.186
090.409	090.463	090.517	090.717	090.771	091.025	091.079	092.133	092.187
090.410	090.464	090.518	090.718	090.772	091.026	091.080	092.134	092.188
090.411	090.465	090.519	090.719	090.773	091.027	091.081	092.135	092.189
090.412	090.466	090.520	090.720	090.774	091.028	091.082	092.136	092.190
090.413	090.467	090.521	090.721	090.775	091.029	091.083	092.137	092.191
090.414	090.468	090.522	090.722	090.776	091.030	091.084	092.138	092.192
090.415	090.469	090.523	090.723	090.777	091.031	091.085	092.139	092.193
090.416	090.470	090.524	090.724	090.778	091.032	091.086	092.140	092.194
090.417	090.471	090.525	090.725	090.779	091.033	091.087	092.141	092.195
090.418	090.472	090.526	090.726	090.780	091.034	091.088	092.142	092.196
090.419	090.473	090.527	090.727	090.781	091.035	091.089	092.143	092.197
090.420	090.474	090.528	090.728	090.782	091.036	091.090	092.144	092.198
090.421	090.475	090.529	090.729	090.783	091.037	091.091	092.145	092.199
090.422	090.476	090.530	090.730	090.784	091.038	091.092	092.146	092.200
090.423	090.477	090.531	090.731	090.785	091.039	091.093	092.147	092.301

HUNGARIAN 4 % RENTE (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total		2085	Individual items	Letter A	Kronen	480		Bonds
090,370	090,424	090,478	090,532	090,732	090,786	091,040	091,094	092,148
090,371	090,425	090,479	090,533	090,733	090,787	091,041	091,095	092,149
090,372	090,426	090,480	090,534	090,734	090,788	091,042	091,096	092,150
090,373	090,427	090,481	090,535	090,735	090,789	091,043	091,097	092,151
090,374	090,428	090,482	090,536	090,736	090,790	091,044	091,098	092,152
090,375	090,429	090,483	090,537	090,737	090,791	091,045	091,099	092,153
090,376	090,430	090,484	090,538	090,738	090,792	091,046	091,100	092,154
090,377	090,431	090,485	090,539	090,739	090,793	091,047	092,101	092,155
090,378	090,432	090,486	090,540	090,740	090,794	091,048	092,102	092,156
090,379	090,433	090,487	090,541	090,741	090,795	091,049	092,103	092,157
090,380	090,434	090,488	090,542	090,742	090,796	091,050	092,104	092,158
090,381	090,435	090,489	090,543	090,743	090,797	091,051	092,105	092,159
090,382	090,436	090,490	090,544	090,744	090,798	091,052	092,106	092,160
090,383	090,437	090,491	090,545	090,745	090,799	091,053	092,107	092,161
090,384	090,438	090,492	090,546	090,749	090,800	091,054	092,108	092,162
090,385	090,439	090,493	090,547	090,747	091,001	091,055	092,109	092,163
090,386	090,440	090,494	090,548	090,748	091,002	091,056	092,110	092,164
090,387	090,441	090,495	090,549	090,749	091,003	091,057	092,111	092,165
090,388	090,422	090,496	090,550	090,750	091,004	091,058	092,112	092,166
090,389	090,443	090,497	090,551	090,751	091,005	091,059	092,113	092,167
090,390	090,444	090,498	090,552	090,752	091,006	091,060	092,114	092,168
090,391	090,445	090,499	090,553	090,753	091,007	091,061	092,115	092,169
090,392	090,446	090,500	090,554	090,754	091,008	091,062	092,116	092,170
090,393	090,447	090,501	090,701	090,755	091,009	091,063	092,117	092,171
090,394	090,448	090,502	090,702	090,756	091,010	091,064	092,118	092,172
090,395	090,449	090,503	090,703	090,757	091,011	091,065	092,119	092,173
090,396	090,450	090,504	090,704	090,758	091,012	091,066	092,120	092,174
090,397	090,451	090,505	090,705	090,759	091,013	091,067	092,121	092,175
090,398	090,452	090,506	090,706	090,760	091,014	091,068	092,122	092,176
090,399	090,453	090,507	090,707	090,761	091,015	091,069	092,123	092,177
090,400	090,454	090,508	090,708	090,762	091,016	091,070	092,124	092,178
090,401	090,455	090,509	090,709	090,763	091,017	091,071	092,125	092,179
090,402	090,456	090,510	090,710	090,764	091,018	091,072	092,126	092,180
090,403	090,457	090,511	090,711	090,765	091,019	091,073	092,127	092,181
090,404	090,458	090,512	090,712	090,766	091,020	091,074	092,128	092,182
090,405	090,459	090,513	090,713	090,767	091,021	091,075	092,129	092,183
090,406	090,460	090,514	090,714	090,768	091,022	091,076	092,130	092,184
090,407	090,461	090,515	090,715	090,769	091,023	091,077	092,131	092,185
090,408	090,462	090,516	090,716	090,770	091,024	091,078	092,132	092,186
090,409	090,463	090,517	090,717	090,771	091,025	091,079	092,133	092,187
090,410	090,464	090,518	090,718	090,772	091,026	091,080	092,134	092,188
090,411	090,465	090,519	090,719	090,773	091,027	091,081	092,135	092,189
090,412	090,466	090,520	090,720	090,774	091,028	091,082	092,136	092,190
090,413	090,467	090,521	090,721	090,775	009,129	091,083	092,137	092,191
090,414	090,468	090,522	090,722	090,776	091,030	091,084	092,138	092,192
090,415	090,469	090,523	090,723	090,777	091,031	091,085	092,139	092,193
090,416	090,470	090,524	090,724	090,778	091,032	091,086	092,140	092,194
090,417	090,471	090,525	090,725	090,779	091,033	091,087	092,141	092,195
090,418	090,472	090,526	090,726	090,780	091,034	091,088	092,142	092,196
090,419	090,473	090,527	090,727	090,781	091,035	091,089	092,143	092,197
090,420	090,474	090,528	090,728	090,782	091,036	091,090	092,144	092,198
090,421	090,475	090,529	090,729	090,783	091,037	091,091	092,145	092,199
090,422	090,476	090,530	090,730	090,784	091,038	091,092	092,146	092,200
090,423	090,477	090,531	090,731	090,785	091,039	091,093	092,147	092,301

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen	2085	Pièces Stück Litt A			SC K	480	Titres
092.302	092.356	094.710	094.765	094.819	094.873	094.927	094.981	095.035
092.303	092.357	094.711	094.766	094.820	094.874	094.928	094.982	095.036
092.304	092.358	094.712	094.767	094.821	094.875	094.929	094.983	095.037
092.305	092.359	094.713	094.768	094.822	094.876	094.930	094.984	095.038
092.306	092.360	094.714	094.769	094.823	094.877	094.931	094.985	095.039
092.307	092.361	094.715	094.770	094.824	094.878	094.932	094.986	095.040
092.308	092.362	094.716	094.771	094.825	094.879	094.933	094.987	095.041
092.309	092.363	094.717	094.772	094.826	094.880	094.934	094.988	095.042
092.310	092.364	094.718	094.773	094.827	094.881	094.935	094.989	095.043
092.311	092.365	094.719	094.774	094.828	094.882	094.936	094.990	095.044
092.312	092.366	094.720	094.775	094.829	094.883	094.937	094.991	095.045
092.313	092.367	094.721	094.776	094.830	094.884	094.938	094.992	095.046
092.314	092.368	094.722	094.777	094.831	094.885	094.939	094.993	095.047
092.315	092.369	094.723	094.778	094.832	094.886	094.940	094.994	095.048
092.316	092.370	094.724	094.779	094.833	094.887	094.941	094.995	095.049
092.317	092.371	094.725	094.780	094.834	094.888	094.942	094.996	095.050
092.318	092.372	094.726	094.781	094.835	094.889	094.943	094.997	095.051
092.319	092.373	094.727	094.782	094.836	094.890	094.944	094.998	095.052
092.320	092.374	094.728	094.783	094.837	094.891	094.945	094.999	095.053
092.321	092.375	094.729	094.784	094.838	094.892	094.946	095.000	095.054
092.322	092.376	094.730	094.785	094.839	094.893	094.947	095.001	095.055
092.323	092.377	094.731	094.786	094.840	094.894	094.948	095.002	095.056
092.324	092.378	094.732	094.787	094.841	094.895	094.949	095.003	095.057
092.325	092.379	094.733	094.788	094.842	094.896	094.950	095.004	095.058
092.326	092.380	094.734	094.789	094.843	094.897	094.951	095.005	095.059
092.327	092.381	094.735	094.790	094.844	094.898	094.952	095.006	095.060
092.328	092.382	094.736	094.791	094.845	094.899	094.953	095.007	095.061
092.329	092.383	094.737	094.792	094.846	094.900	094.954	095.008	095.062
092.330	092.384	094.738	094.793	094.847	094.901	094.955	095.009	095.063
092.331	092.385	094.739	094.794	094.848	094.902	094.956	095.010	095.064
092.332	092.386	094.740	094.795	094.849	094.903	094.957	095.011	095.065
092.333	092.387	094.741	094.796	094.850	094.904	094.958	095.012	095.066
092.334	092.388	094.742	094.797	094.851	094.905	094.959	095.013	095.067
092.335	092.389	094.743	094.798	094.852	094.906	094.960	095.014	095.068
092.336	092.390	094.744	094.799	094.853	094.907	094.961	095.015	095.069
092.337	092.391	094.745	094.800	094.854	094.908	094.962	095.016	095.070
092.338	092.392	094.746	094.801	094.855	094.909	094.963	095.017	095.071
092.339	092.393	094.747	094.802	094.856	094.910	094.964	095.018	095.072
092.340	092.394	094.749	094.803	094.857	094.911	094.965	095.019	095.073
092.341	092.394	094.750	094.804	094.858	094.912	094.966	095.020	095.074
092.342	092.396	094.751	094.805	094.859	094.913	094.967	095.021	095.075
092.343	092.397	094.752	094.806	094.860	094.914	094.968	095.022	095.076
092.344	092.398	094.753	094.807	094.861	094.915	094.969	095.023	095.077
092.345	092.399	094.754	094.808	094.862	094.916	094.970	095.024	095.078
092.346	092.400	094.755	094.809	094.863	094.917	094.971	095.025	095.079
092.347	094.701	094.756	094.810	094.864	094.918	094.972	094.026	095.080
092.348	094.702	094.757	094.811	094.865	094.919	094.973	095.027	095.081
092.349	094.703	094.758	094.812	094.866	094.920	094.974	095.028	095.082
092.350	094.704	094.759	094.813	094.867	094.921	094.975	094.029	095.083
092.351	094.705	094.760	094.814	094.868	094.922	094.976	095.030	095.084
092.352	094.706	094.761	094.815	094.869	094.923	094.977	095.031	095.085
092.353	094.707	094.762	094.816	094.870	094.924	094.978	095.032	095.086
092.354	094.708	094.763	094.817	094.871	094.925	094.979	095.033	095.087
092.355	094.709	094.764	094.818	094.872	094.926	094.980	095.034	095.088

HUNGARIAN 4 % RENTE (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total	2085	Individual items Letter A	Kronen	480	Bonds
092,302	092,356	094,710	094,765	094,819	094,873	094,927	094,981	095,035
092,303	092,357	094,711	094,766	094,820	094,874	094,928	094,982	095,036
092,304	092,358	094,712	094,767	094,821	094,875	094,929	094,983	095,037
092,305	092,359	094,713	094,768	094,822	094,876	094,930	094,984	095,038
092,306	092,360	094,714	094,769	094,823	094,877	094,931	094,985	095,039
092,307	092,361	094,715	094,770	094,824	094,878	094,932	094,986	095,040
092,308	092,362	094,716	094,771	094,825	094,879	094,933	094,987	095,041
092,309	092,363	094,717	094,772	094,826	094,880	094,934	094,988	095,042
092,310	092,364	094,718	094,773	094,827	094,881	094,935	094,989	095,043
092,311	092,365	094,719	094,774	094,828	094,882	094,936	094,990	095,044
092,312	092,366	094,720	094,775	094,829	094,883	094,937	094,991	095,045
092,313	092,367	094,721	094,776	094,830	094,884	094,938	094,992	095,046
092,314	092,368	094,722	094,777	094,831	094,885	094,939	094,993	095,047
092,315	092,369	094,723	094,778	094,832	094,886	094,940	094,994	095,048
092,316	092,370	094,724	094,779	094,833	094,887	094,941	094,995	095,049
092,317	092,371	094,725	094,780	094,834	094,888	094,942	094,996	095,050
092,318	092,372	094,726	094,781	094,835	094,889	094,943	094,997	095,051
092,319	092,373	094,727	094,782	094,836	094,890	094,944	094,998	095,052
092,320	092,374	094,728	094,783	094,837	094,891	094,945	094,999	095,053
092,321	092,375	094,729	094,784	094,838	094,892	094,946	095,000	095,054
092,322	092,376	094,730	094,785	094,839	094,893	094,947	095,001	095,055
092,323	092,377	094,731	094,786	094,840	094,894	094,948	095,002	095,056
092,324	092,378	094,732	094,787	094,841	094,895	094,949	095,003	095,057
092,325	092,379	094,733	094,788	094,842	094,896	094,950	095,004	095,058
092,326	092,380	094,734	094,789	094,843	094,897	094,951	095,005	095,059
092,327	092,381	094,735	094,790	094,844	094,898	094,952	095,006	095,060
092,328	092,382	094,736	094,791	094,845	094,899	094,953	095,007	095,061
092,329	092,383	094,737	094,792	094,846	094,900	094,954	095,008	095,062
092,330	092,384	094,738	094,793	094,847	094,901	094,955	095,009	095,063
092,331	092,385	094,739	094,794	094,848	094,902	094,956	095,010	095,064
092,332	092,386	094,740	094,795	094,849	094,903	094,957	095,011	095,065
092,333	092,387	094,741	094,796	094,850	094,904	094,958	095,012	095,066
092,334	092,388	094,742	094,797	094,851	094,905	094,959	095,013	095,067
092,335	092,389	094,743	094,798	094,852	094,906	094,960	095,014	095,068
092,336	092,390	094,744	094,799	094,853	094,907	094,961	095,015	095,069
092,337	092,391	094,745	094,800	094,854	094,908	094,962	095,016	095,070
092,338	092,392	094,746	094,801	094 855	094,909	094,963	095,017	095,071
092,339	092,393	094,747	094,802	094,856	094,910	094,964	095,018	095,072
092,340	092,394	094,749	094,803	094,857	094,911	094,965	095,019	095,073
092,341	092,394	094,750	094,804	094,858	094,912	094,966	095,020	095,074
092,342	092,396	094,751	094,805	094,859	094,913	094,967	095,021	095,075
092,343	092,397	094,752	094,806	094,860	094,914	094,968	095,022	095,076
092,344	092,398	094,753	094,807	094,861	094,915	094,969	095,023	095,077
092,345	092,399	094,754	094,808	094,862	094,916	094,970	095,024	095,078
092,346	092,400	094,755	094,809	094,863	094,917	094,971	095,025	095,079
092,347	094,701	094,756	094,810	094,864	094,918	094,972	094,026	095,080
092,348	094,702	094,757	094,811	094,865	094,919	094,973	095,027	095,081
092,349	094,703	094,758	094,812	094,866	094,920	094,974	095,028	095,082
092,350	094,704	094,759	094,813	094,867	094,921	094,975	094,029	095,083
092,351	094,705	094,760	094,814	094,868	094,922	094,976	095,030	095,084
092,352	094,706	094,761	094,815	094,869	094,923	094,977	095,031	095,085
092,353	094,707	094,762	094,816	094,870	094,924	094,978	095,032	095,086
092,354	094,708	094,763	094,817	094,871	094,925	094,979	095,033	095,087
092,355	094,709	094,764	094,818	094,872	094,926	094,980	095,034	095,088

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen	2085	Pièces Stück Litt A			C K	480	Titres
095.089	95.143	95.197	95.251	95.305	95.359	95.413	95.467	95.521
095.090	95.144	95.198	95.252	95.306	95.360	95.414	95.468	95.522
095.091	95.145	95.199	95.253	95.307	95.361	95.415	95.469	95.523
095.092	95.146	95.200	95.254	95.308	95.362	95.416	95.470	95.524
095.093	95.147	95.201	95.255	95.309	95.363	95.417	95.471	95.525
095.094	95.148	95.202	95.256	95.310	95.364	95.418	95.472	95.526
095.095	95.149	95.203	95.257	95.311	95.365	95.419	95.473	95.527
095.096	95.150	95.204	95.258	95.312	95.366	95.420	95.474	95.528
095.097	95.151	95.205	95.259	95.313	95.367	95.421	95.475	95.529
095.098	95.152	95.206	95.260	95.314	95.368	95.422	95.476	95.530
095.099	95.153	95.207	95.261	95.315	95.369	95.423	95.477	95.531
095.100	95.154	95.208	95.262	95.316	95.370	95.424	95.478	95.532
095.101	95.155	95.209	95.263	95.317	95.371	95.425	95.479	95.533
095.102	95.156	95.210	95.264	95.318	95.372	95.426	95.480	95.534
095.103	95.157	95.211	95.265	95.319	95.373	95.427	95.481	95.535
095.104	95.158	95.212	95.266	95.320	95.374	95.428	95.482	95.536
095.105	95.159	95.213	95.267	95.321	95.375	95.429	95.483	95.537
095.106	95.160	95.214	95.268	95.322	95.376	95.430	95.484	95.538
095.107	95.161	95.215	95.269	95.323	95.377	95.431	95.485	95.539
095.108	95.162	95.216	95.270	95.324	95.378	95.432	95.486	95.540
095.109	95.163	95.217	95.271	95.325	95.379	95.433	95.487	95.541
095.110	95.164	95.218	95.272	95.326	95.380	95.434	95.488	95.542
095.111	95.165	95.219	95.273	95.327	95.381	95.435	95.489	95.543
095.112	95.166	95.220	95.274	95.328	95.382	95.436	95.490	95.544
095.113	95.167	95.221	95.275	95.329	95.383	95.437	95.491	95.545
095.114	95.168	95.222	95.276	95.330	95.384	95.438	95.492	95.546
095.115	95.169	95.223	95.277	95.331	95.385	95.439	95.493	95.547
095.116	95.170	95.224	95.278	95.332	95.386	95.440	95.494	95.548
095.117	95.171	95.225	95.279	95.333	95.387	95.441	95.495	95.549
095.118	95.172	95.226	95.280	95.334	95.388	95.442	95.496	95.550
095.119	95.173	95.227	95.281	95.335	95.389	95.443	95.497	95.551
095.120	95.174	95.228	95.282	95.336	95.390	95.444	95.498	95.552
095.121	95.175	95.229	95.283	95.337	95.391	95.445	95.499	95.553
095.122	95.176	95.230	95.284	95.338	95.392	95.446	95.500	95.554
095.123	95.177	95.231	95.285	95.339	95.393	95.447	95.501	95.655
095.124	95.178	95.232	95.286	95.340	95.394	95.448	95.502	95.556
095.125	95.179	95.233	95.287	95.341	95.395	95.449	95.503	95.557
095.126	95.180	95.234	95.288	95.342	95.396	95.450	95.504	95.558
095.127	95.181	95.235	95.289	95.343	95.397	95.451	95.505	95.559
095.128	95.182	95.236	95.290	95.344	95.398	95.452	95.506	95.560
095.129	95.183	95.237	95.291	95.345	95.399	95.453	95.507	95.561
95.130	95.184	95.238	95.292	95.346	95.400	95.454	95.508	95.562
95.131	95.185	95.239	95.293	95.347	95.401	95.455	95.509	95.563
95.132	95.186	95.240	95.294	95.348	95.402	95.456	95.510	95.564
95.133	95.187	95.241	95.295	95.349	95.403	95.457	95.511	95.565
95.134	95.188	95.242	95.296	95.350	95.404	95.458	95.512	95.566
95.135	95.189	95.243	95.297	95.351	95.405	95.459	95.513	95.567
95.136	95.190	95.244	95.298	95.352	95.406	95.460	95.514	5.5568
95.137	95.191	95.245	95.299	95.353	95.407	95.461	95.515	95.569
95.138	95.192	95.246	95.300	95.354	95.408	95.462	95.516	95.570
95.139	95.193	95.247	95.301	95.355	95.409	95.463	95.517	95.571
95.140	95.194	95.248	95.302	95.356	95.410	95.464	95.518	95.572
95.141	95.195	95.249	95.303	95.357	95.411	95.465	95.519	95.773
95.142	95.196	95.250	95.304	95.358	95.412	95.466	95.520	95.574

HUNGARIAN 4 % RENTE (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total		2085	Individual items Letter A		Kronen	480		Bonds
095,089	95,143	95,197	95,251	95,305	95,359	95,413	95,467	95,521
095,090	95,144	95,198	95,252	95,306	95,360	95,414	95,468	95,522
095,091	95,145	95,199	95,253	95,307	95,361	95,415	95,469	95,523
095,092	95,146	95,200	95,254	95,308	95,362	95,416	95,470	95,524
095,093	95,147	95,201	95,255	95,309	95,363	95,417	95,471	95,525
095,094	95,148	95,202	95,256	95,310	95,364	95,418	95,472	95,526
095,095	95,149	95,203	95,257	95,311	95,365	95,419	95,473	95,527
095,096	95,150	95,204	95,258	95,312	95,366	95,420	95,474	95,528
095,097	95,151	95,205	95,259	95,313	95,367	95,421	95,475	95,529
095,098	95,152	95,206	95,260	95,314	95,368	95,422	95,476	95,530
095,099	95,153	95,207	95,261	95,315	95,369	95,423	95,477	95,531
095,100	95,154	95,208	95,262	95,316	95,370	95,424	95,478	95,532
095,101	95,155	95,209	95,263	95,317	95,371	95,425	95,479	95,533
095,102	95,156	95,210	95,264	95,318	95,372	95,426	95,480	95,534
095,103	95,157	95,211	95,265	95,319	95,373	95,427	95,481	95,535
095,104	95,158	95,212	95,266	95,320	95,374	95,428	95,482	95,536
095,105	95,159	95,213	95,267	95,321	95,375	95,429	95,483	95,537
095,106	95,160	95,214	95,268	95,322	95,376	95,430	95,484	95,538
095,107	95,161	95,215	95,269	95,323	95,377	95,431	95,485	95,539
095,108	95,162	95,216	95,270	95,324	95,378	95,432	95,486	95,540
095,109	95,163	95,217	95,271	95,325	95,379	95,433	95,487	95,541
095,110	95,164	95,218	95,272	95,326	95,380	95,434	95,488	95,542
095,111	95,165	95,219	95,273	95,327	95,381	95,435	95,489	95,543
095,112	95,166	95,220	95,274	95,328	95,382	95,436	95,490	95,544
095,113	95,167	95,221	95,275	95,329	95,383	95,437	95,491	95,545
095,114	95,168	95,222	95,276	95,330	95,384	95,438	95,492	95,546
095,115	95,169	95,223	95,277	95,331	95,385	95,439	95,493	95,547
095,116	95,170	95,224	95,278	95,332	95,386	95,440	95,494	95,548
095,117	95,171	95,225	95,279	95,333	95,387	95,441	95,495	95,549
095,118	95,172	95,226	95,280	95,334	95,388	95,442	95,496	95,550
095,119	95,173	95,227	95,281	95,335	95,389	95,443	95,497	95,551
095,120	95,174	95,228	95,282	95,336	95,390	95,444	95,498	95,552
095,121	95,175	95,229	95,283	95,337	95,391	95,445	95,499	95,553
095,122	95,176	95,230	95,284	95,338	95,392	95,446	95,500	95,554
095,123	95,177	95,231	95,285	95,339	95,393	95,447	95,501	95,555
095,124	95,178	95,232	95,286	95,340	95,394	95,448	95,502	95,556
095,125	95,179	95,233	95,287	95,341	95,395	95,449	95,503	95,557
095,126	95,180	95,234	95,288	95,342	95,396	95,450	95,504	95,558
095,127	95,181	95,235	95,289	95,343	95,397	95,451	95,505	95,559
095,128	95,182	95,236	95,290	95,344	95,398	95,452	95,506	95,560
095,129	95,183	95,237	95,291	95,345	95,399	95,453	95,507	95,561
95,130	95,184	95,238	95,292	95,346	95,400	95,454	95,508	95,562
95,131	95,185	95,239	95,293	95,347	95,401	95,455	95,509	95,563
95,132	95,186	95,240	95,294	95,348	95,402	95,456	95,510	95,564
95,133	95,187	95,241	95,295	95,349	95,403	95,457	95,511	95,565
95,134	95,188	95,242	95 296	95,350	95,404	95,458	95,512	95,566
95,135	95,189	95,243	95,297	95,351	95,405	95,459	95,513	95,567
95,136	95,190	95,244	95,298	95,352	95,406	95,460	95,514	95,568
95,137	95,191	95,245	95,299	95,353	95,407	95,461	95,515	95,569
95,138	95,192	95,246	95,300	95,354	95,408	95,462	95,516	95,570
95,139	95,193	95,247	95,301	95,355	95,409	95,463	95,517	95,571
95,140	95,194	95,248	95,302	95,356	95,410	95,464	95,518	95,572
95,141	95,195	95,249	95,303	95,357	95,411	95,465	95,519	95,573
95,142	95,196	95,250	95,304	95,358	95,412	95,466	95,520	95,574

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen		2085	Pièces Stück		C K	480	Titres
			Litt A				
95.575	95.591	98.982	95.594	99.822	99.838	99.854	99.870	99.886
95.576	95.592	98.983	95.595	99.823	99.839	99.855	99.871	99.887
95.577	95.593	99.307	95.596	99.824	99.840	99.856	99.872	99.888
95.578	96.441	99.309	95.597	99.825	99.841	99.857	99.873	99.889
95.579	96.442	99.801	95.598	99.826	99.842	99.858	99.874	99.890
95.580	96.443	99.802	95.599	99.827	99.843	99.859	99.875	99.891
95.581	96.444	99.803	95.600	99.828	99.844	99.860	99.876	99.892
95.582	96.445	99.804	99.813	99.829	99.845	99.861	99.877	99.893
95.583	98.092	99.805	99.814	99.830	99.846	99.862	99.878	99.894
95.584	98.285	99.806	99.815	99.831	99.847	99.863	99.879	99.895
95.585	98.286	99.807	99.816	99.832	99,848	99.864	99.880	99.896
95.586	98.287	99.808	99.817	99.833	99.849	99.865	99.881	99.897
95.587	98.721	99.809	99.818	99.834	99.850	99.866	99.882	
95.588	98.979	99.810	99.819	99.835	99.851	99.867	99.883	
95.589	98.980	99.811	99.820	99.836	99.852	99.868	99.884	
95.590	98.981	99.812	99.821	99.837	99.853	99.869	99.885	

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen		1354	Pièces Stück		C K	2400	Titres
			Litt « B »				
37.240	37.566	37.601	37.625	37.649	37.673	37.697	37.721	37.745
37.241	37.567	37.602	37.626	37.650	37.674	37.698	37.722	37.746
37.247	37.568	37.603	37.627	37.651	37.675	37.699	37.723	37.747
37.248	37.569	37.604	37.628	37.652	37.676	37.700	37.724	37.748
37.276	37.570	37.605	37.629	37.653	37.677	37.701	37.725	37.749
37.520	37.571	37.606	37.630	37.654	37.678	37.702	37.726	37.750
37.521	37.572	37.607	37.631	37.655	37.679	37.703	37.727	37.751
37.538	37.573	37.608	37.632	37.656	37.680	37.704	37.728	37.752
37.539	37.574	37.609	37.633	37.657	37.681	37.705	37.729	37.753
37.551	37.575	37.610	37.634	37.658	37.682	37.706	37.730	37.754
37.552	37.576	37.611	37.635	37.659	37.683	37.707	37.731	37.755
37.553	37.577	37.612	37.636	37.660	37.684	37.708	37.732	37.756
37.554	37.589	37.613	37.637	37.661	37.685	37.709	37.733	37.757
37.555	37.590	37.614	37.638	37.662	37.686	37.710	37.734	37.758
37.556	37.591	37.615	37.639	37.663	37.687	37.711	37.735	37.759
37.557	37.592	37.616	37.640	37.664	37.688	37.712	37.736	37.760
37.558	37.593	37.617	37.641	37.665	37.689	37.713	37.737	37.761
37.559	37.594	37.618	37.642	37.666	37.690	37.714	37.738	37.762
37.560	37.595	37.619	37.643	37.667	37.691	37.715	37.739	37.763
37.561	37.596	37.620	37.644	37.668	37.692	37.716	37.740	37.764
37.562	37.597	37.621	37.645	37.669	37.693	37.717	37.741	37.765
37.563	37.598	37.622	37.646	37.670	37.694	37.718	37.742	37.766
37.564	37.599	37.623	37.647	37.671	37.695	37.719	37.743	37.767
37.565	37.600	37.624	37.648	37.672	37.696	37.720	37.744	37.768

HUNGARIAN 4 % RENTE (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total	2085	Individual items	Kronen	480	Bonds
		Letter A			
95,575	95,591	98,982	95,594	99,822	99,838	99,854	99,870	99,886
95,576	95,592	98,983	95,595	99,823	99,839	99,855	99,871	99,887
95,577	95,593	99,307	95,596	99,824	99,840	99,856	99,872	99,888
95,578	96,441	99,309	95,597	99,825	99,841	99,857	99,873	99,889
95,579	96,442	99,801	95,598	99,826	99,842	99,858	99,874	99,890
95,580	96,443	99,802	95,599	99,827	99,843	99,859	99,875	99,891
95,581	96,444	99,803	95,600	99,828	99,844	99,860	99,876	99,892
95,582	96,445	99,804	99,813	99,829	99,845	99,861	99,877	99,893
95,583	98,092	99,805	99,814	99,830	99,846	99,862	99,878	99,894
95,584	98,285	99,806	99,815	99,831	99,847	99,863	99,879	99,895
95,585	98,286	99,807	99,816	99,832	99,848	99,864	99,880	99,896
95,586	98,287	99,808	99,817	99,833	99,849	99,865	99,881	99,897
95,587	98,721	99,809	99,818	99,834	99,850	99,866	99,882	
95,588	98,979	99,810	99,819	99,835	99,851	99,867	99,883	
95,589	98,980	99,811	99,820	99,836	99,852	99,868	99,884	
95,590	98,981	99,812	99,821	99,837	99,853	99,869	99,885	

HUNGARIAN 4 % " RENTE " (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total	1354	Individual items	Kronen	2400	Bonds
		Letter B			
37,240	37,566	37,601	37,625	37,649	37,673	37,697	37,721	37,745
37,241	37,567	37,602	37,626	37,650	37,674	37,698	37,722	37,746
37,247	37,568	37,603	37,627	37,651	37,675	37,699	37,723	37,747
37,248	37,569	37,604	37,628	37,652	37,676	37,700	37,724	37,748
37,276	37,570	37,605	37,629	37,653	37,677	37,701	37,725	37,749
37,520	37,571	37,606	37,630	37,654	37,678	37,702	37,726	37,750
37,521	37,572	37,607	37,631	37,655	37,679	37,703	37,727	37,751
37,538	37,573	37,608	37,632	37,656	37,680	37,704	37,728	37,752
37,539	37,574	37,609	37,633	37,657	37,681	37,705	37,729	37,753
37,551	37,575	37,610	37,634	37,658	37,682	37,706	37,730	37,754
37,552	37,576	37,611	37,635	37,659	37,683	37,707	37,731	37,755
37,553	37,577	37,612	37,636	37,660	37,684	37,708	37,732	37,756
37,554	37,589	37,613	37,637	37,661	37,685	37,709	37,733	37,757
37,555	37,590	37,614	37,638	37,662	37,686	37,710	37,734	37,758
37,556	37,591	37,615	37,639	37,663	37,687	37,711	37,735	37,759
37,557	37,592	37,616	37,640	37,664	37,688	37,712	37,736	37,760
37,558	37,593	37,617	37,641	37,665	37,689	37,713	37,737	37,761
37,559	37,594	37,618	37,642	37,666	37,690	37,714	37,738	37,762
37,560	37,595	37,619	37,643	37,667	37,691	37,715	37,739	37,763
37,561	37,596	37,620	37,644	37,668	37,692	37,716	37,740	37,764
37,562	37,597	37,621	37,645	37,669	37,693	37,717	37,741	37,765
37,563	37,598	37,622	37,646	37,670	37,694	37,718	37,742	37,766
37,564	37,599	37,623	37,647	37,671	37,695	37,719	37,743	37,767
37,565	37,600	37,624	37,648	37,672	37,696	37,720	37,744	37,768

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen		1354		Pièces Stück		C K 2400		Titres
				Litt « B »				
37.769	37.823	37.877	37.931	37.985	38.039	38.403	38.457	38.511
37.770	37.824	37.878	37.932	37.986	38.040	38.404	38.458	38.512
37.771	37.825	37.879	37.933	37.987	38.041	38.405	38.459	38.513
37.772	37.826	37.880	37.934	37.988	38.042	38.406	38.460	38.514
37.773	37.827	37.881	37.935	37.989	38.043	38.407	38.461	38.515
37.774	37.828	37.882	37.936	37.990	38.044	38.408	38.462	38.516
37.775	37.829	37.883	37.937	37.991	38.045	38.409	38.463	38.517
37.776	37.830	37.884	37.938	37.992	38.046	38.410	38.464	38.518
37.777	37.831	37.885	37.939	37.993	38.047	38.411	38.465	38.519
37.778	37.832	37.886	37.940	37.994	38.048	38.412	38.466	38520
37.779	37.833	37.887	37.941	37.995	38.049	38.413	38.467	38.521
37.780	37.834	37.888	37.942	37.996	38.050	38.414	38.468	38.522
37.781	37.835	37.889	37.943	37.997	38.051	38.415	38.469	38.523
37.782	37.836	37.890	37.944	37.998	38.052	38.416	38.470	38.524
37.783	37.837	37.891	37.945	37.999	38.053	38.417	38.471	38.525
37.784	37.838	37.892	37.946	38.000	38.054	38.418	38.472	38.526
37.785	37.839	37.893	37.947	38.001	38.055	38.419	38.473	38.527
37.786	37.840	37.894	35.948	38.002	38.056	38.420	38.474	38.528
37.787	37.841	37.895	37.949	38.003	38.057	38.421	38.475	38.529
37.788	37.842	37.896	37.950	38.004	38.058	38.422	38.476	38.530
37.789	37.843	37.897	37.951	38.005	38.059	38.423	38.477	38.531
37.790	37.844	37.898	37.952	38.006	38.060	38.424	38.478	38.532
37.791	37.845	37.899	37.953	38.007	38.061	38.425	38.479	38.533
37.792	37.846	37.900	37.954	38.008	38.062	38.426	38.480	38.534
37.793	37.847	37.901	37.955	38.009	38.063	38.427	38.481	38.535
37.794	37.848	37.902	37.956	38.010	38.064	38.428	38.482	38.536
37.795	37.849	37.903	37.957	38.011	38.065	38.429	38.483	58.537
37.796	37.850	37.904	37.958	38.012	38.066	38.430	38.484	38.538
37.797	37.851	37.905	37.959	38.013	38.067	38.431	38.485	38.539
37.798	37.852	37.906	37.960	38.014	38.068	38.432	38.486	38.540
37.799	37.853	37.907	37.961	38.015	38.069	38.433	38.487	38.541
37.800	37.854	37.908	37.962	38.016	38.070	38.434	38.488	38.542
37.801	37.855	37.909	37.963	38.017	38.071	38.435	38.489	38.543
37.802	37.856	37.910	37.964	38.018	38.072	38.436	38.490	38.544
37.803	37.857	37.911	37.965	38.019	38.073	38.437	38.491	38.545
37.804	37.858	37.912	37.966	38.020	38.074	38.438	38.492	38.546
37.805	37.859	37.913	37.967	38.021	38.075	38.439	39.493	38.547
37.806	37.860	37.914	37.968	38.022	38.076	38.440	38.494	38.548
37.807	37.861	37.915	37.969	38.023	38.077	38.441	39.495	38.549
37.808	37.862	37.916	37.970	38.024	38.078	38.442	38.496	38.550
37.809	37.863	37.917	37.971	38.025	38.079	38.443	38.497	38.551
37.810	37.864	37.918	37.972	38.026	38.080	38.444	38.498	38.552
37.811	37.865	37.919	37.973	38.027	38.081	38.445	38.499	38.553
37.812	37.866	37.920	37.974	38.028	38.082	38.446	38.500	38.554
37.813	37.867	37.921	37.975	38.029	38.083	38.447	38.501	38.555
37.814	37.868	37.922	37.976	38.030	38.084	38.448	38.502	38.556
37.815	37.869	37.923	37.977	38.031	38.085	38.449	38.503	38.557
37.816	37.870	37.924	37.978	38.032	38.086	38.450	38.504	38.558
37.817	37.871	37.925	37.979	38.033	38.087	38.451	38.505	38.559
37.818	37.872	37.926	37.980	38.034	38.088	38.452	38.506	38.560
37.819	37.873	37.927	37.981	38.035	38.125	38.453	38.507	38.561
37.820	37.874	37.928	37.982	38.036	38.127	38.454	38.508	38.562
37.821	37.875	37.929	37.983	38.037	38.401	38.455	38.509	38.563
37.822	37.876	37.930	37.984	38.038	38.402	38.456	38.510	38.564

HUNGARIAN 4 % " RENTE " (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total		1354		Individual items Letter B	Kronen	2400		Bonds
37,769	37,823	37,877	37,931	37,985	38,039	38,403	38,457	38,511
37,770	37,824	37,878	37,932	37,986	38,040	38,404	38,458	38,512
37,771	37,825	37,879	37,933	37,987	38,041	38,405	38,459	38,513
37,772	37,826	37,880	37,934	37,988	38,042	38,406	38,460	38,514
37,773	37,827	37,881	37,935	37,989	38,043	38,407	38,461	38,515
37,774	37,828	37,882	37,936	37,990	38,044	38,408	38,462	38,516
37,775	37,829	37,883	37,937	37,991	38,045	38,409	38,463	38,517
37,776	37,830	37,884	37,938	37,992	38,046	38,410	38,464	38,518
37,777	37,831	37,885	37,939	37,993	38,047	38,411	38,465	38,519
37,778	37,832	37,886	37,940	37,994	38,048	38,412	38,466	38,520
37,779	37,833	37,887	37,941	37,995	38,049	38,413	38,467	38,521
37,780	37,834	37,888	37,942	37,996	38,050	38,414	38,468	38,522
37,781	37,835	37,889	37,943	37,997	38,051	38,415	38,469	38,523
37,782	37,836	37,890	37,944	37,998	38,052	38,416	38,470	38,524
37,783	37,837	37,891	37,945	37,999	38,053	38,417	38,471	38,525
37,784	37,838	37,892	37,946	38,000	38,054	38,418	38,472	38,526
37,785	37,839	37,893	37,947	38,001	38,055	38,419	38,473	38,527
37,786	37,840	37,894	35,948	38,002	38,056	38,420	38,474	38,528
37,787	37,841	37,895	37,949	38,003	38,057	38,421	38,475	38,529
37,788	37,842	37,896	37,950	38,004	38,058	38,422	38,476	38,530
37,789	37,843	37,897	37,951	38,005	38,059	38,423	38,477	38,531
37,790	37,844	37,898	37,952	38,006	38,060	38,424	38,478	38,532
37,791	37,845	37,899	37,953	38,007	38,061	38,425	38,479	38,533
37,792	37,846	37,900	37,954	38,008	38,062	38,426	38,480	38,534
37,793	37,847	37,901	37,955	38,009	38,063	38,427	38,481	38,535
37,794	37,848	37,902	37,956	38,010	38,064	38,428	38,482	38,536
37,795	37,849	37,903	37,957	38,011	38,065	38,429	38,483	58,537
37,796	37,850	37,904	37,958	38,012	38,066	38,430	38,484	38,538
37,797	37,851	37,905	37,959	38,013	38,067	38,431	38,485	38,539
37,798	37,852	37,906	37,960	38,014	38,068	38,432	38,486	38,540
37,799	37,853	37,907	37,961	38,015	38,069	38,433	38,487	38,541
37,800	37,854	37,908	37,962	38,016	38,070	38,434	38,488	38,542
37,801	37,855	37,909	37,963	38,017	38,071	38,435	38,489	38,543
37,802	37,856	37,910	37,964	38,018	38,072	38,436	38,490	38,544
37,803	37,857	37,911	37,965	38,019	38,073	38,437	38,491	38,545
37,804	37,858	37,912	37,966	38,020	38,074	38,438	38,492	38,546
37,805	37,859	37,913	37,967	38,021	38,075	38,439	39,493	38,547
37,806	37,860	37,914	37,968	38,022	38,076	38,440	38,494	38,548
37,807	37,861	37,915	37,969	38,023	38,077	38,441	39,495	38,549
37,808	37,862	37,916	37,970	38,024	38,078	38,442	38,496	38,550
37,809	37,863	37,917	37,971	38,025	38,079	38,443	38,497	38,551
37,810	37,864	37,918	37,972	38,026	38,080	38,444	38,498	38,552
37,811	37,865	37,919	37,973	38,027	38,081	38,445	38,499	38,553
37,812	37,866	37,920	37,974	38,028	38,082	38,446	38,500	38,554
37,813	37,867	37,921	37,975	38,029	38,083	38,447	38,501	38,555
37,814	37,868	37,922	37,976	38,030	38,084	38,448	38,502	38,556
37,815	37,869	37,923	37,977	38,031	38,085	38,449	38,503	38,557
37,816	37,870	37,924	37,978	38,032	38,086	38,450	38,504	38,558
37,817	37,871	37,925	37,979	38,033	38,087	38,451	38,505	38,559
37,818	37,872	37,926	37,980	38,034	38,088	38,452	38,506	38,560
37,819	37,873	37,927	37,981	38,035	38,125	38,453	38,507	38,561
37,820	37,874	37,928	37,982	38,036	38,127	38,454	38,508	38,562
37,821	37,875	37,929	37,983	38,037	38,401	38,455	38,509	38,563
37,822	37,876	37,930	37,984	38,038	38,402	38,456	38,510	38,564

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen		1354		Pièces Stück		C K	2400	Titres
				Litt « B »				
38.565	38.619	38.673	38.927	38.981	39.035	39.089	39.263	39.617
38.566	38.620	38.674	38.928	38.982	39.036	39.090	39.264	39.618
38.567	38.621	38.675	38.929	38.983	39.037	39.091	39.265	39.619
38.568	38.622	38.676	38.930	38.984	39.038	39.092	39.266	39.620
38.569	38.623	38.677	38.931	38.985	39.039	39.093	39.267	39.621
38.570	38.624	38.678	38.932	38.986	39.040	39.094	39.268	39.622
38.571	38.625	38.679	38.933	38.987	39.041	39.095	39.269	39.623
38.572	38.626	38.680	38.934	38.988	39.042	39.096	39.270	39.624
38.573	38.627	38.681	38.935	38.989	39.043	39.097	39.271	39.625
38.574	38.628	38.682	38.936	38.990	39.044	39.098	39.272	39.626
38.575	38.629	38.683	38.937	38.991	39.045	39.099	39.273	39.627
38.576	38.630	38.684	38.938	38.992	39.046	39.100	39.274	39.628
38.577	38.631	38.685	38.939	38.993	39.047	39.221	39.275	39.629
38.578	38.632	38.686	38.940	38.994	39.048	39.222	39.276	39.630
38.579	38.633	38.687	38.941	38.995	39.049	39.223	39.277	39.631
38.580	38.634	38.688	38.942	38.996	39.050	39.224	39.278	39.632
38.581	38.635	38.689	38.943	38.997	39.051	39.225	39.279	39.633
38.582	38.636	38.690	38.944	38.998	39.052	39.226	39.280	39.634
38.583	38.637	38.691	38.945	38.999	39.053	39.227	39.281	39.635
38.584	38.638	38.692	38.946	39.000	39.054	39.228	39.282	39.636
38.585	38.639	38.693	38.947	39.001	39.055	39.229	39.283	39.637
38.586	38.640	38.694	38.948	39.002	39.056	39.230	39.284	39.638
38.587	38.641	38.695	38.949	39.003	39.057	39.231	39.285	39.639
38.588	38.642	38.696	38.950	39.004	39.058	39.232	39.286	39.640
38.589	38.643	38.697	38.951	39.005	39.059	39.233	39.287	39.641
38.590	38.644	38.698	38.952	39.006	39.060	39.234	39.288	39.642
38.591	38.645	38.699	38.953	39.007	39.061	39.235	39.289	39.643
38.592	38.646	38.700	38.954	39.008	39.062	39.236	39.290	39.644
38.593	38.647	38.901	38.955	39.009	39.063	39.237	39.291	39.645
38.594	38.648	38.902	38.956	39.010	39.064	39.238	39.292	39.646
38.595	38.649	38.903	38.957	39.011	39.065	39.239	39.293	39.647
38.596	38.650	38.904	38.958	39.012	39.066	39.240	39.294	39.648
38.597	38.651	38.905	38.959	39.013	39.067	39.241	39.295	39.649
38.598	38.652	38.906	38.960	39.014	39.068	39.242	39.296	39.650
38.599	38.653	38.907	38.961	39.015	39.069	39.243	39.297	39.651
38.600	38.654	38.908	38.962	39.016	39.070	39.244	39.298	39.652
38.601	38.655	38.909	38.963	39.017	39.071	39.245	39.299	39.653
38.602	38.656	38.910	38.964	39.018	39.072	39.246	39.300	39.654
38.603	38.657	38.911	38.965	39.019	39.073	39.247	39.601	39.655
38.604	38.658	38.912	38.966	39.020	39.074	39.248	39.602	39.656
38.605	38.659	38.913	38.967	39.021	39.075	39.249	39.603	39.675
38.606	38.660	38.914	38.968	39.022	39.076	39.250	39.604	39.658
38.607	38.661	38.915	38.969	39.023	39.077	39.251	39.605	39.659
38.608	38.662	38.916	38.970	39.024	39.078	39.252	39.606	39.660
38.609	38.663	38.917	38.971	39.025	39.079	39.253	39.607	39.661
38.610	38.664	38.918	38.972	39.026	39.080	39.254	39.608	39.662
38.611	38.665	38.919	38.973	39.027	39.081	39.255	39.609	39.663
38.612	38.666	38.920	38.974	39.028	39.082	39.256	39.610	39.664
38.613	38.667	38.921	38.975	39.029	39.083	39.257	39.611	39.665
38.614	38.668	38.922	38.976	39.030	39.084	39.258	39.612	39.666
38.615	38.669	38.923	38.977	39.031	39.085	39.259	39.613	39.667
38.616	38.670	38.924	38.978	39.032	39.086	39.260	39.614	39.668
38.617	38.671	38.925	38.979	39.033	39.087	39.261	39.615	39.669
38.618	38.672	38.926	38.980	39.034	39.088	39.262	39.616	39.670

HUNGARIAN 4 % " RENTE " (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total		1354	Individual items	Letter B	Kronen	2400		Bonds
38,565	38,619	38,673	38,927	38,981	39,035	39,089	39,263	39,617
38,566	38,620	38,674	38,928	38,982	39,036	39,090	39,264	39,618
38,567	38,621	38,675	38,929	38,983	39,037	39,091	39,265	39,619
38,568	38,622	38,676	38,930	38,984	39,038	39,092	39,266	39,620
38,569	38,623	38,677	38,931	38,985	39,039	39,093	39,267	39,621
38,570	38,624	38,678	38,932	38,986	39,040	39,094	39,268	39,622
38,571	38,625	38,679	38,933	38,987	39,041	39,095	39,269	39,623
38,572	38,626	38,680	38,934	38,988	39,042	39,096	39,270	39,624
38,573	38,627	38,681	38,935	38,989	39,043	39,097	39,271	39,625
38,574	38,628	38,682	38,936	38,990	39,044	39,098	39,272	39,626
38,575	38,629	38,683	38,937	38,991	39,045	39,099	39,273	39,627
38,576	38,630	38,684	38,938	38,992	39,046	39,100	39,274	39,628
38,577	38,631	38,685	38,939	38,993	39,047	39,221	39,275	39,629
38,578	38,632	38,686	38,940	38,994	39,048	39,222	39,276	39,630
38,579	38,633	38,687	38,941	38,995	39,049	39,223	39,277	39,631
38,580	38,634	38,688	38,942	38,996	39,050	39,224	39,278	39,632
38,581	38,635	38,689	38,943	38,997	39,051	39,225	39,279	39,633
38,582	38,636	38,690	38,944	38,998	39,052	39,226	39,280	39,634
38,583	38,637	38,691	38,945	38,999	39,053	39,227	39,281	39,635
38,584	38,638	38,692	38,946	39,000	39,054	39,228	39,282	39,636
38,585	38,639	38,693	38,947	39,001	39,055	39,229	39,283	39,637
38,586	38,640	38,694	38,948	39,002	39,056	39,230	39,284	39,638
38,587	38,641	38,695	38,949	39,003	39,057	39,231	39,285	39,639
38,588	38,642	38,696	38,950	39,004	39,058	39,232	39,286	39,640
38,589	38,643	38,697	38,951	39,005	39,059	39,233	39,287	39,641
38,590	38,644	38,698	38 952	39,006	39,060	39,234	39,288	39,642
38,591	38,645	38,699	38,953	39,007	39,061	39,235	39,289	39,643
38,592	38,646	38,700	38,954	39,008	39,062	39,236	39,290	39,644
38,593	38,647	38,901	38,955	39,009	39,063	39,237	39,291	39,645
38,594	38,648	38,902	38,956	39,010	39,064	39,238	39,292	39,646
38,595	38,649	38,903	38,957	39,011	39,065	39,239	39,293	39,647
38,596	38,650	38,904	38,958	39,012	39,066	39,240	39,294	39,648
38,597	38,651	38,905	38,959	39,013	39,067	39,241	39,295	391649
38,598	38,652	38,906	38,960	39,014	39,068	39,242	39,296	39,650
38,599	38,653	38,907	38,961	39,015	39,069	39,243	39,297	39,651
38,600	38,654	38,908	38,962	39,016	39,070	39,244	39.298	39,652
38,601	38,655	38,909	38,963	39,017	39,071	39,245	39,299	39,653
38,602	38,656	38,910	38,964	39,018	39,072	39,246	39,300	39,654
38,603	38,657	38,911	38,965	39,019	39,073	39,247	39,601	39,655
38,604	38,658	38,912	38,966	39,020	39,074	39,248	39,602	39,656
38,605	38,659	38,913	38,967	39,021	39,075	39,249	39,603	39,657
38,606	38,660	38,914	38,968	39,022	39,076	39,250	39,604	39,658
38,607	38,661	38,915	38,969	39,023	39,077	39,251	39,605	39,659
38,608	38,662	38,916	38,970	39,024	39,078	39,252	39,606	39,660
38,609	38,663	38,917	38,971	39,025	39,079	39,253	39,607	39,661
38,610	38,664	38,918	38,972	39,026	39,080	39,254	39,608	39,662
38,611	38,665	38,919	38,973	39,027	39,081	39,255	39,609	39,663
38,612	38,666	38,920	38,974	39,028	39,082	39,256	39,610	39,664
38,613	38,667	38,921	38,975	39,029	39,083	39,257	39,611	39,665
38,614	38,668	38,922	38,976	39,030	39,084	39,258	39,612	39,666
38,615	38,669	38,923	38,977	39,031	39,085	39,259	39,613	39,667
38,616	38,670	38,924	38,978	39,032	39,086	39,260	39,614	39,668
38,617	38,671	38,925	38,979	39,033	39,087	39,261	39,615	39,669
38,618	38,672	38,926	38,980	39,034	39,088	39,262	39,616	39,670

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen		1354	Pièces Stück		C K	2400	Titres
			Litt « B »				
39.671	39.690	39.709	39.728	39.747	39.766	39.785	40.316	41.503
39.672	39.691	39.710	39.729	39.748	39.767	39.786	40.317	41.504
39.673	39.692	39.711	39.730	39.749	39.768	39.787	40.318	41.505
39.674	39.693	39.712	39.731	39.750	39.769	39.788	40.319	41.506
39.675	39.694	39.713	39.732	39.751	39.770	39.789	40.320	41.507
39.676	39.695	39.714	38.733	39.752	39.771	39.790	40.325	41.508
39.677	39.696	39.715	39.734	39.753	39.772	39.791	40.326	41.509
39.678	39.697	39.716	39.735	39.754	39.773	39.792	40.700	41.510
39.679	39.698	39.717	39.736	39.755	39.774	39.793	40.701	41.511
39.680	39.699	39.718	39.737	39.756	39.775	39.794	40.735	41.512
39.681	39.700	39.719	39.738	39.757	39.776	39.795	40.736	41.513
39.682	39.701	39.720	39.739	39.758	39.777	39.796	40.851	41.514
39.683	39.702	39.721	39.740	39.759	39.778	39.797	40.852	41.515
39.684	39.703	39.722	39.741	39.760	39.779	39.798	40.853	41.516
39.685	39.704	39.723	39.742	39.761	39.780	39.799	40.854	
39.686	39.705	39.724	39.743	39.762	39.781	39.800	40.855	
39.687	39.706	39.725	39.744	39.763	39.782	40.313	41.500	
39.688	39.707	39.726	39.745	39.764	39.783	40.314	41.501	
39.689	39.708	39.727	39.746	39.765	39.784	40.315	41.502	

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen		688	Pièces Stück		C K	4.800	Titres
			Litt « C »				
09.401	09.954	09.977	10.000	10.023	10.046	10.069	10.092	10.115
09.402	09.955	09.978	10.001	10.024	10.047	10.070	10.093	10.116
09.403	09.956	09.079	10.002	10.025	10.048	10.071	10.094	10.117
09.404	09.957	09.980	10.003	10.026	10.049	10.072	10.095	10.118
09.405	09.958	09.981	10.004	10.027	10.050	10.073	10.096	10.119
09.406	09.959	09.982	10.005	10.028	10.051	10.074	10.097	10.120
09.407	09.960	09.983	10.006	10.029	10.052	10.075	10.098	10.121
09.408	09.961	09.984	10.007	10.030	10.053	10.076	10.099	10.122
09.409	09.962	09.985	10.008	10.031	10.054	10.077	10.100	10.123
09.410	09.963	09.986	10.009	10.032	10.055	10.078	10.101	10.124
09.941	09.964	09.987	10.010	10.033	10.056	10.079	10.102	10.125
09.942	09.965	09.988	10.011	10.034	10.057	10.080	10.103	10.126
09.943	09.966	09.989	10.012	10.035	10.058	10.081	10.104	10.127
09.944	09.967	09.990	10.013	10.036	10.059	10.082	10.105	10.128
09.945	09.968	09.991	10.014	10.037	10.060	10.083	10.106	10.129
09.946	09.969	09.992	10.015	10.038	10.061	10.084	10.107	10.130
09.947	09.970	09.993	10.016	10.039	10.062	10.085	10.108	10.131
09.948	09.971	09.994	10.017	10.040	10.063	10.086	10.109	10.132
09.949	09.972	09.995	10.018	10.041	10.064	10.087	10.110	10.133
09.950	09.973	09.996	10.019	10.042	10.065	10.088	10.111	10.134
09.951	09.974	09.997	10.020	10.043	10.066	10.089	10.112	10.135
09.952	09.975	09.998	10.021	10.044	10.067	10.090	10.113	10.136
09.953	09.976	09.999	10.022	10.045	10.068	10.091	10.114	10.137

HUNGARIAN 4 % " RENTE " (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total		1354	Individual items Letter B		Kronen	2400		Bonds
39,671	39,690	39,709	39,728	39,747	39,766	39,785	40,316	41,503
39,672	39,691	39,710	39,729	39,748	39,767	39,786	40,317	41,504
39,673	39,692	39,711	39,730	39,749	39,768	39,787	40,318	41,505
39,674	39,693	39,712	39,731	39,750	39,769	39,788	40,319	41,506
39,675	39,694	39,713	39,732	39,751	39,770	39,789	40,320	41,507
39,676	39,695	39,714	38,733	39,752	39,771	39,790	40,325	41,508
39,677	39,696	39,715	39,734	39,753	39,772	39,791	40,326	41,509
39 678	39,697	39,716	39,735	39,754	39,773	39,792	40,700	41,510
39,679	39,698	39,717	39,736	39,755	39,774	39,793	40,701	41,511
39,680	39,699	39,718	39,737	39,756	39,775	39,794	40,735	41,512
39,681	39,700	39,719	39,738	39,757	39,776	39,795	40,736	41,513
39,682	39,701	39,720	39,739	39,758	39,777	39,796	40,851	41,514
39,683	39,702	39,721	39,740	39,759	39,778	39,797	40,852	41,515
39,684	39,703	39,722	39,741	39,760	39,779	39,798	40,853	41,516
39,685	39,704	39,723	39,742	39,761	39,780	39,799	40,854	
39,686	39,705	39,724	39,743	39,762	39,781	39,800	40,855	
39,687	39,706	39,725	39,744	39,763	39,782	40,313	41,500	
39,688	39,707	39,726	39,745	39,764	39,783	40,314	41,501	
39,689	39,708	39,727	39,746	39,765	39,784	40,315	41,502	

HUNGARIAN 4 % " RENTE " (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total		688	Individual items Letter C		Kronen	4800		Bonds
09,401	09,954	09,977	10,000	10,023	10,046	10,069	10,092	10,115
09,402	09,955	09,978	10,001	10,024	10,047	10,070	10,093	10,116
09,403	09,956	09,979	10,002	10,025	10,048	10,071	10,094	10,117
09,404	09,957	09,980	10,003	10,026	10,049	10,072	10,095	10,118
09,405	09,958	09,981	10,004	10,027	10,050	10,073	10,096	10,119
09,406	09,959	09,982	10,005	10,028	10,051	10,074	10,097	10,120
09,407	09,960	09,983	10,006	10,029	10,052	10,075	10,098	10,121
09,408	09,961	09,984	10,007	10,030	10,053	10,076	10,099	10,122
09,409	09,962	09,985	10,008	10,031	10,054	10,077	10,100	10,123
09,410	09,963	09,986	10,009	10,032	10,055	10,078	10,101	10,124
09,941	09,964	09,987	10,010	10,033	10,056	10,079	10,102	10,125
09,942	09,965	09,988	10,011	10,034	10,057	10,080	10,103	10,126
09,943	09,966	09,989	10,012	10,035	10,058	10,081	10,104	10,127
09,944	09,967	09,990	10,013	10,036	10,059	10,082	10,105	10,128
09,945	09,968	09,991	10,014	10,037	10,060	10,083	10,106	10,129
09,946	09,969	09,992	10,015	10,038	10,061	10,084	10,107	10,130
09,947	09,970	09,993	10,016	10,039	10,062	10,085	10,108	10,131
09,948	09,971	09,994	10,017	10,040	10,063	10,086	10,109	10,132
09,949	09,972	09,995	10,018	10,041	10,064	10,087	10,110	10,133
09,950	09,973	09,996	10,019	10,042	10,065	10,088	10,111	10,134
09,951	09,974	09,997	10,020	10,043	10,066	10,089	10,112	10,135
09,952	09,975	09,998	10,021	10,044	10,067	10,090	10,113	10,136
09,953	09,976	09,999	10,022	10,045	10,068	10,091	10,114	10,137

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total / Zusammen: 688 — Pièces / Stück: Litt « C » — C / K: 4.800 — Titres

10.138	10.192	10.246	10.300	10.354	10.408	10.462	10.516	10.579
10.139	10.193	10.247	10.301	10.355	10.409	10.463	10.517	10.580
10.140	10.194	10.248	10.302	10.356	10.410	10.464	10.518	10.595
10.141	10.195	10.249	10.303	10.357	10.411	10.465	10.519	10.596
10.142	10.196	10.250	10.304	10.358	10.412	10.466	10.520	10.597
10.143	10.197	10.251	10.305	10.359	10.413	10.467	10.521	10.598
10.144	10.198	10.252	10.306	10.360	10.414	10.468	10.522	10.599
10.145	10.199	10.253	10.307	10.361	10.415	10.469	10.523	10.600
10.146	10.200	10.254	10.308	10.362	10.416	10.470	10.524	10.651
10.147	10.201	10.255	10.309	10.363	10.417	10.471	10.525	10.652
10.148	10.202	10.256	10.310	10.364	10.418	10.472	10.526	10.653
10.149	10.203	10.257	10.311	10.365	10.419	10.473	10.527	10.654
10.150	10.204	10.258	10.312	10.366	10.420	10.474	10.528	10.655
10.151	10.205	10.259	10.313	10.367	10.421	10.475	10.529	10.656
10.152	10.206	10.260	10.314	10.368	10.422	10.476	10.530	10.657
10.153	10.207	10.261	10.315	10.369	10.423	10.477	10.531	10.658
10.154	10.208	10.262	10.316	10.370	10.424	10.478	10.532	10.659
10.155	10.209	10.263	10.317	10.371	10.425	10.479	10.533	10.660
10.156	10.210	10.264	10.318	10.372	10.426	10.480	10.534	10.661
10.157	10.211	10.265	10.319	10.373	10.427	10.481	10.535	10.662
10.158	10.212	10.266	10.320	10.374	10.428	10.482	10.536	10.663
10.159	10.213	10.267	10.321	10.375	10.429	10.483	10.537	10.664
10.160	10.214	10.268	10.322	10.376	10.430	10.484	10.538	10.665
10.161	10.215	10.269	10.323	10.377	10.431	10.485	10.539	10.671
10.162	10.216	10.270	10.324	10.378	10.432	10.486	10.540	10.672
10.163	10.217	10.271	10.325	10.379	10.433	10.487	10.550	10.673
10.164	10.218	10.272	10.326	10.380	10.434	10.488	10.551	10.674
10.165	10.219	10.273	10.327	10.381	10.435	10.489	10.552	10.675
10.166	10.220	10.274	10.328	10.382	10.436	10.490	10.553	10.676
10.167	10.221	10.275	10.329	10.383	10.437	10.491	10.554	10.677
10.168	10.222	10.276	10.330	10.384	10.438	10.492	10.555	10.678
10.169	10.223	10.277	10.331	10.385	10.439	10.493	10.556	10.682
10.170	10.224	10.278	10.332	10.386	10.440	10.494	10.557	10.683
10.171	10.225	10.279	10.333	10.387	10.441	10.495	10.558	10.684
10.172	10.226	10.280	10.334	10.388	10.442	10.496	10.559	10.685
10.173	10.227	10.281	10.335	10.389	10.443	10.497	10.560	10.686
10.174	10.228	10.282	10.336	10.390	10.344	10.498	10.561	10.687
10.175	10.229	10.283	10.337	10.391	10.445	10.499	10.562	10.688
10.176	10.230	10.284	10.338	10.392	10.446	10.500	10.563	10.689
10.177	10.231	10.285	10.339	10.393	10.447	10.501	10.564	10.690
10.178	10.232	10.286	10.340	10.394	10.448	10.502	10.565	10.691
10.179	10.233	10.287	10.341	10.395	10.449	10.503	10.566	10.748
10.180	10.234	10.288	10.342	10.396	10.450	10.504	10.567	10.749
10.181	10.235	10.289	10.343	10.397	10.451	10.505	10.568	10.932
10.182	10.236	10.290	10.344	10.398	10.452	10.506	10.569	10.933
10.183	10.237	10.291	10.345	10.399	10.453	10.507	10.570	10.934
10.184	10.238	10.292	10.346	10.400	10.454	10.508	10.571	11.159
10.185	10.239	10.293	10.347	10.401	10.455	10.509	10.572	11.235
10.186	10.240	10.294	10.348	10.402	10.456	10.510	10.573	11.236
10.187	10.241	10.295	10.349	10.403	10.457	10.511	10.574	
10.188	10.242	10.296	10.350	10.404	10.458	10.512	10.575	
10.189	10.243	10.297	10.351	10.405	10.459	10.513	10.576	
10.190	10.244	10.298	10.352	10.406	10.460	10.514	10.577	
10.191	10.245	10.299	10.353	10.407	10.461	10.515	10.578	

HUNGARIAN 4 % " RENTE " (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total		688	Individual items		Kronen	4800		Bonds
			Letter C					
10,138	10,192	10,246	10,300	10,354	10,408	10,462	10,516	10,579
10,139	10,193	10,247	10,301	10,355	10,409	10,463	10,517	10,580
10,140	10,194	10,248	10,302	10,356	10,410	10,464	10,518	10,595
10,141	10,195	10,249	10,303	10,357	10,411	10,465	10,519	10,596
10,142	10,196	10,250	10,304	10,358	10,412	10,466	10,520	10,597
10,143	10,197	10,251	10,305	10,359	10,413	10,467	10,521	10,598
10,144	10,198	10,252	10,306	10,360	10,414	10,468	10,522	10,599
10,145	10,199	10,253	10,307	10,361	10,415	10,469	10,523	10,600
10,146	10,200	10,254	10,308	10,362	10,416	10,470	10,524	10,651
10,147	10,201	10,255	10,309	10,363	10,417	10,471	10,525	10,652
10,148	10,202	10,256	10,310	10,364	10,418	10,472	10,526	10,653
10,149	10,203	10,257	10,311	10,365	10,419	10,473	10,527	10,654
10,150	10,204	10,258	10,312	10,366	10,420	10,474	10,528	10,655
10,151	10,205	10,259	10,313	10,367	10,421	10,475	10,529	10,656
10,152	10,206	10,260	10,314	10,368	10,422	10,476	10,530	10,657
10,153	10,207	10,261	10,315	10,369	10,423	10,477	10,531	10,658
10,154	10,208	10,262	10,316	10,370	10,424	10,478	10,532	10,659
10,155	10,209	10,263	10,317	10,371	10,425	10,479	10,533	10,660
10,156	10,210	10,264	10,318	10,372	10,426	10,480	10,534	10,661
10,157	10,211	10,265	10,319	10,373	10,427	10,481	10,535	10,662
10,158	10,212	10,266	10,320	10,374	10,428	10,482	10,536	10,663
10,159	10,213	10,267	10,321	10,375	10,429	10,483	10,537	10,664
10,160	10,214	10,268	10,322	10,376	10,430	10,484	10,538	10,665
10,161	10,215	10,269	10,323	10,377	10,431	10,485	10,539	10,671
10,162	10,216	10,270	10,324	10,378	10,432	10,486	10,540	10,672
10,163	10,217	10,271	10,325	10,379	10,433	10,487	10,550	10,673
10,164	10,218	10,272	10,326	10,380	10,434	10,488	10,551	10,674
10,165	10,219	10,273	10,327	10,381	10,435	10,489	10,552	10,675
10,166	10,220	10,274	10,328	10,382	10,436	10,490	10,553	10,676
10,167	10,221	10,275	10,329	10,383	10,437	10,491	10,554	10,677
10,168	10,222	10,276	10,330	10,384	10,438	10,492	10,555	10,678
10,169	10,223	10,277	10,331	10,385	10,439	10,493	10,556	10,682
10,170	10,224	10,278	10,332	10,386	10,440	10,494	10,557	10,683
10,171	10,225	10,279	10,333	10,387	10,441	10,495	10,558	10,684
10,172	10,226	10,280	10,334	10,388	10,442	10,496	10,559	10,685
10,173	10,227	10,281	10,335	10,389	10,443	10,497	10,560	10,686
10,174	10,228	10,282	10,336	10,390	10,344	10,498	10,561	10,687
10,175	10,229	10,283	10,337	10,391	10,445	10,499	10,562	10,688
10,176	10,230	10,284	10,338	10,392	10,446	10,500	10,563	10,689
10,177	10,231	10,285	10,339	10,393	10,447	10,501	10,564	10,690
10,178	10,232	10,286	10,340	10,394	10,448	10,502	10,565	10,691
10,179	10,233	10,287	10,341	10,395	10,449	10,503	10,566	10,748
10,180	10,234	10,288	10,342	10,396	10,450	10,504	10,567	10,749
10,181	10,235	10,289	10,343	10,397	10,451	10,505	10,568	10,932
10,182	10,236	10,290	10,344	10,398	10,452	10,506	10,569	10,933
10,183	10,237	10,291	10,345	10,399	10,453	10,507	10,570	10,934
10,184	10,238	10,292	10,346	10,400	10,454	10,508	10,571	11,159
10,185	10,239	10,293	10,347	10,401	10,455	10,509	10,572	11,235
10,186	10,240	10,294	10,348	10,402	10,456	10,510	10,573	11,236
10,187	10,241	10,295	10,349	10,403	10,457	10,511	10,574	
10,188	10,242	10,296	10,350	10,404	10,458	10,512	10,575	
10,189	10,243	10,297	10,351	10,405	10,459	10,513	10,576	
10,190	10,244	10,298	10,352	10,406	10,460	10,514	10,577	
10,191	10,245	10,299	10,353	10,407	10,461	10,515	10,578	

RENTE HONGROISE 4 % — 4 % UNGARISCHE STAATSRENTE

Total Zusammen		88	Pièces Stück		C K	9600	Titres
			Litt « D »				
1.989	1.999	2.009	2.019	2.029	2.098	2.117	2.222	2.129
1.990	2.000	2.010	2.020	2.030	2.099	2.118	2.223	2.130
1.991	2.001	2.011	2.021	2.031	2.100	2.119	2.056	2.131
1.992	2.002	2.012	2.022	2.032	2.101	2.120	2.057	2.176
1.993	2.003	2.013	2.023	2.033	2.102	2.121	2.058	2.177
1.994	2.004	2.014	2.024	2.034	2.103	2.122	2.059	2.187
1.995	2.005	2.015	2.025	2.035	2.104	2.123	2.060	2.188
1.996	2.006	2.016	2.026	2.064	2.105	2.124	2.062	2.189
1.997	2.007	2.017	2.027	2.066	2.106	2.125	2.127	
1.998	2.008	2.018	2.028	2.067	2.107	2.126	2.128	

LISTE PRINCIPALE

DES TITRES DE LA DETTE PUBLIQUE HONGROISE D'AVANT-GUERRE APPARTENANT A LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE ET RÉSERVES EN COUVERTURE DES CRÉANCES DUES AUX RESSORTISSANTS DE FIUME.

Catégorie des titres	Nombre de titres	Totales en couronnes
D'après les listes ci-jointes :		
Rentes hongroises de 4 % en couronnes . . . . (4 % ungarische Kronenrente)	78	764.000
Rentes hongroises de 4 1/2 % . . . . . (4 1/2 % ungarische Staatsrente)	2	960
Rentes hongroises de 4 % . . . . . (4 % ungarische Staatsrente)	4	1.920
Total	84	766.880

HUNGARIAN 4 % " RENTE " (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)

Total		88	Individual items Letter D		Kronen	9600		Bonds
1,989	1,999	2,009	2,019	2,029	2,098	2,117	2,222	2,129
1,990	1,000	2,010	2,020	2,030	2,099	2,118	2,223	2,130
1,991	1,001	2,011	2,021	2,031	2,100	2,119	2,056	2,131
1,992	1,002	2,012	2,022	2,032	2,101	2,120	2,057	2,176
1,993	1,003	2,013	2,023	2,033	2,102	2,121	2,058	2,177
1,994	1,004	2,014	2,024	2,034	2,103	2,122	2,059	2,187
1,995	1,005	2,015	2,025	2,035	2,104	2,123	2,060	2,188
1,996	1,006	2,016	2,026	2,064	2,105	2,124	2,062	2,189
1,997	1,007	2,017	2,027	2,066	2,106	2,125	2,127	
1,998	1,008	2,018	2,028	2,067	2,107	2,126	2,128	

PRINCIPAL LIST

OF HUNGARIAN PRE-WAR PUBLIC DEBT BONDS BELONGING TO THE ROYAL HUNGARIAN POST OFFICE SAVINGS BANK AND RESERVED AS COVER FOR CLAIMS DUE TO NATIONALS OF FIUME.

Class of bonds	Number of bonds	Totals in Kronen
According to the lists attached :		
Hungarian 4 % Kronen " rente " . . . . . (4 % ungarische Kronenrente)	78	764,000
Hungarian 4 ½ % " rente " . . . . . (4 ½ % ungarische Staatsrente)	2	960
Hungarian 4 % " rente ". . . . . (4 % ungarische Staatsrente)	4	1,920
Total	84	766,880

LISTE

DES RENTES HONGROISES DE 4 % EN COURONNES (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE) APPARTENANT A LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE AVEC COUPONS A PARTIR DU 1er DÉCEMBRE 1922.

	Nombre des titres d'après la liste	Valeur nominale	TOTAL
	2	2.000	4.000
	76	10.000	760.000
Total . .	78		764.000

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total / Zusammen — 2 — Pièces / Stück — C / K — 2000 — Titres

Litt « D » 2

332.705
332.706

RENTE HONGROISE EN COURONNES 4 % — 4 % UNGARISCHE KRONENRENTE

Total / Zusammen — 76 — Pièces / Stück — C / K — 10.000 — Titres

Litt « E »

26.054	30.185	30.584	31.202	34.795	39.060	40.089	41.092	44.769
26.104	30.186	30.738	32.859	36.649	39.061	40.612	41.529	44.770
26.105	30.187	30.941	32.860	36.656	39.062	40.619	41.538	44.771
26.107	30.188	30.942	32.879	38.023	40.084	40.628	41.579	44.772
26.292	30.189	30.971	33.370	38.024	40.085	40.640	41.580	
26.418	30.190	30.973	33.371	38.765	40.086	40.641	41.586	
26.609	30.302	30.992	33.575	39.057	40.087	41.077	42.364	
26.775	30.304	31.072	34.706	39.058	40.088	41.078	42.411	
30.181	30.521	31.201	34.723	39.059	40.089	41.091	43.893	

LIST

OF HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTES " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE) BELONGING TO THE ROYAL HUNGARIAN POST OFFICE SAVINGS BANK WITH COUPONS AS FROM DECEMBER IST 1922.

	Number of bonds according to the list	Nominal value	TOTAL
	2	2,000	4,000
	76	10,000	760,000
Total . .	78		764,000

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total	2	Individual items	Kronen	2000	Bonds
		Letter D 2			
		332,705			
		332,706			

HUNGARIAN 4 % KRONEN " RENTE " (4 % UNGARISCHE KRONENRENTE)

Total	76	Individual items	Kronen	10,000	Bonds
		Letter E			
26,054	30,185	30,584	31,202	34,795	39,060	40,089	41,092	44,769
26,104	30,186	30,738	32,859	36,649	39,061	40,612	41,529	44,770
26,105	30,187	30,941	32,860	36,656	39,062	40,619	41,538	44,771
26,107	30,188	30,942	32,879	38,023	40,084	40,628	41,579	44,772
26,292	30,189	30,971	33,370	38,024	40,085	40,640	41,580	
26,418	30,190	30,973	33,371	38,765	40,086	40,641	41,586	
26,609	30,302	30,992	33,575	39,057	40,087	41,077	42,364	
26,775	30,304	31,072	34,706	39,058	40,088	41,078	42,411	
30,181	30,521	31,201	34,723	39,059	40,089	41,091	43,893	

LISTE

DES RENTES HONGROISES DE 4 ½ % (4 ½ % UNGARISCHE STAATSRENTE) APPARTENANT A LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE AVEC COUPONS A PARTIR DU 1er OCTOBRE 1922.

	Nombre des titres d'après la liste	Valeur nominale	Total
Total . .	2	C 480	C 960

RENTE HONGROISE 4 ½ % (4 ½ % UNGARISCHE STAATSRENTE)					
Total Zusammen	2	Pièces Stück Litt « A »	C K	480	Titres
		13401 13402			

LISTE

DES RENTES HONGROISES DE 4 % (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE) APPARTENANT A LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE AVEC COUPONS A PARTIR DU 1er MARS 1923.

	Nombre des titres d'après la liste	Valeur nominale	Total
Total . .	4	C 480	C 1920

RENTE HONGROISE 4 % (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)					
Total Zusammen	4	Pièces Stück Litt « A »	C K	480	Titres
		99898 99899 99900 100411			

LIST

OF HUNGARIAN 4 ½ % " RENTES " (4 ½ % UNGARISCHE STAATSRENTE) BELONGING TO THE ROYAL HUNGARIAN SAVINGS BANK WITH COUPONS AS FROM OCTOBER IST 1922.

	Number of Bonds according to the list	Nominal value (Kronen)	Total (Kronen)
Total . .	2	C 480	C 960

HUNGARIAN 4 ½ % " RENTE " (4 ½ % UNGARISCHE STAATSRENTE)					
Total	2	Individual items Letter A.	Kronen	480	Bonds
		13401 13402			

LIST

OF HUNGARIAN 4 % " RENTE " (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE) BELONGING TO THE ROYAL HUNGARIAN POST OFFICE SAVINGS BANK WITH COUPONS AS FROM MARCH IST, 1923.

	Number of Bonds according to the list	Nominal value (Kronen)	Total (Kronen)
Total . .	4	C 480	C 1920

HUNGARIAN 4 ½ % " RENTE " (4 % UNGARISCHE STAATSRENTE)					
Total	4	Individual items Letter A.	Kronen	480	Bonds
		99898 99899 99900 100411			

PROTOCOLE FINAL

A LA CONVENTION RELATIVE AU RÈGLEMENT DES QUESTIONS QUI ONT TRAIT AU TRANSFERT DES CRÉANCES ET DES DÉPÔTS QUE POSSÈDENT DES RESSORTISSANTS DES TERRITOIRES TRANSFÉRÉS DE L'ANCIEN ROYAUME DE HONGRIE RESPECTIVEMENT DE L'ANCIEN EMPIRE D'AUTRICHE AUPRÈS DE LA CAISSE D'EPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés de la Hongrie, de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la Tchécoslovaquie ont déclaré et stipulé ce qui suit :

1° Pour l'application du paragraphe 2 de l'article 2, il faut comprendre par le terme « ressortissant » toutes les personnes physiques et morales qui ont la nationalité des Etats y indiqués.

2° Au sujet de l'alinéa 3 de l'article 8, il est entendu que les dispositions y établies visant la répartitions des avoirs des comitats, districts et communes dont le territoire fut partagé ne portent aucun préjudice au règlement éventuel des autres dettes et créances administratives qui ne sont pas réglées par cette convention.

3° Pour faciliter et simplifier autant que possible l'exécution de la Convention, il est convenu que toutes les fois que les bénéficiaires de cette convention doivent justifier de leur nationalité, le certificat d'indigénat ou l'acte d'option acceptée (certificat de rapatriement) sera considéré comme preuve suffisante à cet effet.

4° Pour diminuer les frais d'exécution de la convention, il est convenu que toutes les correspondances qui en résulteront seront exécutées en tant que possible par l'entremise des légations respectives résidant à Budapest.

5° Dans le but d'accélérer l'établissement des blocs nationaux, les documents dont l'article 12 fait mention seront fait parvenus à la Caisse d'Epargne postale dans le moindre délai possible.

6° Au sujet de l'article 9 il est entendu que les dépôts de titres auprès de la Caisse d'Epargne postale à Sarajevo appartenant à des dépositaires hongrois seront délivrés sur demande des ayants-droits en conformité avec les statuts de la Caisse d'Epargne postale à Sarajevo.

7° En ce qui concerne le calcul des intérêts dus en vertu des articles 7, 8 et 9 sur les avoirs d'épargne, de comptes-chèques et de comptes en comptant, dans les cas où le montant en a diminué pendant l'époque comprise entre le jour normatif respectif et la date de la liquidation, les intérêts seront mis en compte jusqu'à la date des remboursements et dès cette date sur les résidus. Pour le cas où le montant a augmenté pendant l'époque ci-dessus indiquée, les intérêts seront calculés sur le montant à transférer.

8° Il est entendu que, dès la signature de la convention, la Caisse d'Epargne postale n'est plus tenue de donner suite à telles demandes de remboursement ou à tels ordres de payement qui seraient succeptibles de diminuer le montant à transférer en vertu des articles 7, 8 et 9.

Aux cas douteux l'exécution de tels remboursements ou payements pourra être tenue en suspens jusqu'au moment où il sera définitivement décidé que l'avoir respectif reste auprès de la Caisse d'Epargne postale à Budapest.

Pour le cas que l'exécution d'une demande de remboursement ou d'un ordre de payement sera refusée ou suspendue en vertu des dispositions qui précèdent, les parties intéressées (le déposant, le titulaire de compte, éventuellement le destinataire) en seront avertis.

9° Au sujet du 2°—3° de l'article 11, il est convenu que le montant de 21.500.000 (vingt et un millions cinq cent mille) lei sera mis à la disposition du trésor public de la Roumanie auprès de la Banque Nationale de Roumanie à Bucarest et le montant de 4.250.000 (quatre millions deux cent cinquante mille) dinars à la disposition de la Caisse d'Epargne postale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes auprès d'un établissement quelconque de la Banque nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

FINAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION REGARDING THE SETTLEMENT OF QUESTIONS CONCERNING THE TRANSFER OF CLAIMS ON AND DEPOSITS IN THE ROYAL HUNGARIAN POST OFFICE SAVINGS BANK BELONGING TO NATIONALS OF THE TERRITORIES TRANSFERRED FROM THE FORMER KINGDOM OF HUNGARY OR THE FORMER EMPIRE OF AUSTRIA.

At the moment of proceeding to sign the Convention concluded on to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries of Hungary, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia have declared and stipulated as follows :

1. In the application of paragraph 2 of Article 2, the term " national " shall include all individuals and juridical persons of the nationality of the States named therein.

2. As regards paragraph 3 of Article 8, it is understood that the provisions laid down therein regarding the allocation of the assets of comitats, districts and communes whose territory was divided shall in no way affect any future settlement of other administrative debts and claims which are not settled by this Convention.

3. In order to facilitate and simplify as far as possible the carrying out of this Convention, it is agreed that, whenever persons covered by the Convention are required to give proof of their nationality, a certificate of rights of citizenship or a deed of option (repatriation certificate) shall be regarded as sufficient evidence for the purpose.

4. In order to reduce the costs of carrying out the Convention it is agreed that all correspondence arising therefrom shall be carried out as far as possible through the respective legations at Budapest.

5. With the object of hastening the establishment of national *blocs*, the documents referred to in Article 12 shall be forwarded to the Post Office Savings Bank at the earliest possible date.

6. As regards Article 9 it is understood that deposits of bonds in the Post Office Savings Bank at Sarajevo belonging to Hungarian depositors shall be handed over on the demand of the persons concerned, in conformity with the regulations of the Post Office Savings Bank at Sarajevo.

7. In calculating the interest due under Articles 7, 8 and 9 on savings bank assets, cheque accounts and cash accounts, when the total has diminished during the interval between the limiting date in question and the date of liquidation, the interest shall be counted up to the date of repayment on the total preceding repayment, and as from that date on the residue. When the total has increased during the above-mentioned interval, the interest shall be calculated on the total to be transferred.

8. It is understood that as from the date of signature of the Convention, the Post Office Savings Bank shall no longer be bound to accede to such demands for repayment or orders for payment as might diminish the total to be transferred under the provisions of Articles 7, 8 and 9.

In doubtful cases such repayments or payments may be suspended until it has been definitely decided that the assets in question are to remain in the Post Office Savings Bank at Budapest.

When repayment or payment is refused or suspended under the foregoing provisions, the parties concerned (the depositor, the holder of an account, and if necessary the payee) shall be duly notified.

9. With regard to Nos. 2 and 3 referred to in Article 11, it is agreed that the sum of 21,500,000 (twenty-one million, five hundred thousand) lei shall be placed at the disposal of the public treasury of Roumania in the National Bank of Roumania at Bucharest, and the sum of 4,250,000 (four million, two hundred and fifty thousand) dinars at the disposal of the Post Office Savings Bank of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at an establishment of the National Bank of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

10° Au sujet des articles 7, 8 et 9, il est entendu que le montant le plus inférieur des avoirs y indiqués sera transféré sans aucune réduction à titre d'impôts ou de taxes autres que celles prévues par l'article 14. Cette disposition ne sera pas applicable aux avoirs des ressortissants hongrois résidant en dehors de la Hongrie.

11° Dans les trois mois qui suivront la clôture de la gestion annuelle, la Caisse d'Epargne postale notifiera aux établissements acquérants (voir l'article 2) moyennant une liste spéciale les avoirs d'épargne prescrits jusqu'à la clôture de la gestion annuelle.

Dans cette liste seront indiqués : le numéro du livret, le bureau postal qui l'a émis, la date d'émission, le montant prescrit et le nom du déposant. L'ensemble des avoirs d'épargne prescrits qui revient selon le dernier paragraphe de l'article 7 à chaque Etat sera mis à la disposition de l'établissement acquérant respectif en couronnes hongroises auprès de la Caisse d'Epargne postale.

Le présent protocole final qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour sera considéré comme faisant partie intégrante de cette convention et aura même force et valeur.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole rédigé en français en quatre exemplaires originaux qui ont été remis à chacun des Etats intéressés.

Fait à Budapest, le 7 novembre 1922.

Pour la Hongrie :

Alexandre DE NUBER, *m. p.*
Achilles DÉSCHAU, *m. p.*

Pour la Roumanie :

M. STIRCEA, *m. p.*

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Danilo DANITCH, *m. p.*

Pour la Tchécoslovaquie :

Dr Bohumil VLASÁK, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Pour régler la répartition de la couverture mise à leur disposition, selon les articles 10 et 11, respectivement de l'Annexe de la Convention conclue avec la Hongrie concernant le transfert des créances et des dépôts appartenant à leurs ressortissants de la gestion de la Caisse d'Epargne postale à Budapest, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, représentés par leurs plénipotentiaires, à savoir :

ROUMANIE :

M. Tr. STIRCEA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie à Budapest ;

LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Danilo DANITCH, chef de section à la Direction pour l'exécution des traités ;

10. With reference to Articles 7, 8 and 9, it is understood that the lowest total of assets referred to therein shall be transferred without any reduction in respect of taxes or charges other than those provided for in Article 14. This provision shall not apply to the assets of Hungarian nationals resident outside Hungary.

11. Within the three months following the closing of the annual accounts, the Post Office Savings Bank shall notify the transferee establishments (see Article 2), by means of a special list, of the Savings Bank assets prescribed up to the closing of the annual accounts.

This list shall state : the number of the savings bank book, the issuing post office, the date of issue, the total sum due, and the name of the depositor. The total prescribed saving bank assets accruing under the last paragraph of Article 7 to each State shall be placed at the disposal of the transferee establishment concerned, in Hungarian crowns, in the Post Office Savings Bank.

The present Final Protocol, which shall be ratified at the same time as the Convention concluded on to-day's date, shall be considered as forming an integral part of that Convention and shall have equal force and value.

In faith where of the Plenipotentiaries have signed the present Protocol drawn up in French, in four original copies, which have been forwarded to the several States concerned.

Done at Budapest, November 7, 1922.

For Hungary :

Alexandre DE NUBER, *m. p.*
Achilles DÉSCHAU, *m. p.*

For Roumania :

M. STIRCEA, *m. p.*

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Danilo DANITCH, *m. p.*

For Czechoslovakia :

Dr. Bohumil VLASÁK, *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

In order to settle the allocation of the cover placed at their disposal, under Articles 10 and 11 respectively of the Annex to the Convention concluded with Hungary concerning the transfer from the administration of the Post Office Savings Bank at Budapest, of claims and deposits belonging to their nationals, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, represented by their Plenipotentiaries, namely :

ROUMANIA :

M. Th. STIRCEA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Roumania at Budapest ;

THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Danilo DANITCH, Chief of the Section in the Department for the Execution of Treaties ;

LA TCHÉCOSLOVAQUIE :

M. le Dr Bohumil VLASÁK, premier chef de section au ministère des Finances,

sont convenus d'un arrangement spécial.

Au moment de procéder à la signature de cet arrangement et pour obvier à tout malentendu, les soussignés sont convenus de donner en annexe un exemple de répartition conforme aux dispositions contenues dans ledit arrangement.

Fait à Budapest, le 7 novembre 1922.

Pour la Roumanie :
Tr. STIRCEA, *m. p.*

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
Danilo DANITCH, *m. p.*

Pour la Tchécoslovaquie :
Dr Bohumil VLASÁK, *m. p.*

PROCÈS-VERBAL

Les Délégués techniques de la Roumanie déclarent consentir au texte de l'Arrangement et du Protocole final conclus entre la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie en date du 7 novembre 1922, concernant la répartition de la couverture mise à la disposition des Etats susdits selon les articles 10 et 11, respectivement de l'annexe de la Convention conclue avec la Hongrie pour le transfert des créances et des dépôts appartenant à leurs ressortissants de la gestion de la Caisse d'Epargne postale de Budapest.

Le texte dudit arrangement et du protocole final y relatif a été lu en leur présence à la Légation de la Tchécoslovaquie et approuvé.

BUDAPEST, *le 7 novembre* 1922.

J. MANEA, *m. p.*
MANEANU, *m. p.*
Dr E. KOVÁC, *m. p.*

ARRANGEMENT

La Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, désireux de régler la répartition de la couverture mise à leur disposition, selon les articles 10 et 11, respectivement de l'Annexe de la Convention conclue avec la Hongrie concernant le transfert des créances et des dépôts appartenant à leurs ressortissants de la gestion de la Caisse d'Epargne postale à Budapest, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les titres de la dette d'avant-guerre de l'ancien Royaume de Hongrie en valeur nominale de 135.000.000 d'anciennes couronnes austro-hongroises ainsi que les sommes de 21.500.000 lei et de 4,250.000 dinars, mises à la disposition de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et

CZECHOSLOVAKIA :

Dr. Bohumil VLASÁK, First Chief of Section in the Ministry of Finance ;

have agreed to conclude a special Arrangement.

At the moment of signing this Arrangement, and in order to avoid any misunderstanding, the undersigned have agreed to give as an annex a specimen of allocation in conformity with the provisions of the said Arrangement.

Done at Budapest, November 7, 1922.

For Roumania :
Tr. STIRCEA, *m. p.*

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes:
Danilo DANITCH, *m. p.*

For Czechoslovakia :
Dr. Bohumil VLASÁK, *m. p.*

PROCÈS-VERBAL.

The technical delegates of Roumania declare that they agree to the text of the Arrangement and of the Final Protocol concluded between Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia on November 7, 1922, concerning the allocation of the cover placed at the disposal of the above-mentioned States, according to Articles 10 and 11 respectively of the Annex to the Convention concluded with Hungary, concerning the transfer from the administration of the Post Office Savings Bank at Budapest of claims and deposits belonging to their nationals.

The text of the said Arrangement and the Final Protocol relating thereto have been read in their presence at the Czechoslovak Legation and approved.

BUDAPEST, *November* 7, 1922.

J. MANEA, *m. p.*
MANEANU, *m. p.*
Dr. E. KOVÁC, *m. p.*

ARRANGEMENT.

Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, being desirous of settling the allocation of the cover placed at their disposal, according to Articles 10 and 11 respectively of the Annex to the Convention concluded with Hungary concerning the transfer from the administration of the Post Office Savings Bank at Budapest of claims and deposits belonging to their nationals, have agreed as follows:

Article I.

The pre-war debt bonds of the former Kingdom of Hungary of a nominal value of 135,000,000 former Austro-Hungarian crowns, together with the sums of 21,500,000 lei and 4,250,000 dinars, placed at the disposal of Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and

Slovènes et de la Tchécoslovaquie, par la Caisse d'Epargne Postale à Budapest, formeront un *bloc général de couverture* des créances des susdits trois Etats.

Cette somme sera calculée en anciennes couronnes austro-hongroises de la façon suivante :

135.000.000 (cent trente-cinq millions) de titres d'avant guerre en valeur nominale de . . . . . anciennes couronnes austro-hongroises ;	135.000.000
lei 21.500.000 (vingt et un millions cinq cent mille) qui représentent la contre-valeur de . . . . . anciennes couronnes austro-hongroises d'après le taux du change auquel la Roumanie a effectué le premier échange des couronnes papier austro-hongroises dans sa propre monnaie ;	43.000.000
4.250.000 (quatre millions deux cent cinquante mille) dinars qui représentent la contre-valeur de . . . . . anciennes couronnes austro-hongroises d'après le taux du change auquel le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a effectué le premier échange des couronnes papier austro-hongroises dans sa propre monnaie.	17.000.000
Total anciennes couronnes austro-hongroises.	195.000.000

Dans le cas où, selon l'article 10, alinéa 3, du paragraphe premier de la Convention avec la Hongrie, la Caisse d'Epargne postale n'aurait à délivrer que des titres de rente, alors ces titres seuls formeront le bloc général de couverture des créances.

Article II.

Les blocs nationaux à prélever par les trois Etats contractants, établis d'après les dispositions prévues dans la Convention avec la Hongrie, diminués, respectivement augmentés, des créances résultant de la balance des comptes de la Caisse d'Epargne postale à Budapest envers les Administrations postales des trois Etats contractants (y compris la Caisse d'Epargne postale de Sarajevo, appartenant au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), formeront un *bloc général à couvrir* par la somme établie d'après l'article premier de cet arrangement.

Article III.

Le nombre qui représente le bloc général de couverture, établi selon l'article premier, sera divisé par le nombre qui représente le bloc général à couvrir, établi conformément à l'article II, et le quotient donnera le *pourcentage de la couverture* du bloc général à couvrir.

Article IV.

Les nombres représentant les blocs nationaux établis d'après l'article II, multipliés par le nombre représentant le pourcentage, établi conformément à l'article III, donneront la couverture qui reviendra à chaque Etat contractant.

Article V.

Pour les couvertures calculées selon l'article IV, recevront :

1° La Roumanie : en comptant la somme de 21.500.000 lei, prévue à l'article 11, par. 2—3 de la Convention avec la Hongrie, et en titres (valeur nominale) une somme qui sera la différence entre le nombre exprimant sa couverture, calculée selon l'article IV et le nombre de 43.000.000 qui représente la contre-valeur en couronnes austro-hongroises des 21.500.000 lei susmentionnés.

Czechoslovak by the Post Office Savings Bank at Budapest; shall form a *general bloc constituting cover* for the Claims of the three above-mentioned States.

This sum shall be calculated in former Austro-Hungarian crowns in the following manner :

135,000,000 (one hundred and thirty-five million) pre-war bonds of the nominal value of . . . . . former Austro-Hungarian crowns.	135,000,000
21,500,000 (twenty-one million, five hundred thousand) lei, representing the exchange value of . . . . . former Austro-Hungarian crowns at the rate at which Roumania carried out the first exchange of Austro-Hungarian paper crowns into her own currency.	43,000,000
4,250,000 (four million, two hundred and fifty thousand) dinars, representing an exchange value of . . . . . former Austro-Hungarian crowns at the rate at which the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes carried out the first exchange of Austro-Hungarian paper crowns into its own currency.	17,000,000
Total . . . former Austro-Hungarian crowns.	195,000,000

If, in accordance with Article 10, sub-paragraph 3 of paragraph 1 of the Convention with Hungary, the Post Office Savings Bank has only to deliver "rente" certificates, the certificates shall themselves form the general *bloc* constituting cover for the claims.

Article II.

The national *blocs* to be paid by the three Contracting States, establised in accordance with the provisions laid down in the Convention with Hungary subject to the deduction or addition, as the case may be, of the claims arising out of the balancing of the accounts of the Post Office Savings Bank at Budapest with the Postal Administrations of the three Contracting States (including the Post Office Savings Bank at Sarajevo belonging to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) shall form a general *bloc to be covered* by the sum established according to Article I of this Arrangement.

Article III.

The figure representing the general *bloc* constituting cover, establised in accordance with Article I, shall be divided by the figure representing the total *bloc* to be covered establised in conformity with Article II, and the quotient will give the *percentage of cover* of the general *bloc* to be covered.

Article IV.

The figures representing the national *blocs*, established in accordance with Article II, multiplied by the figure representing the percentage, established in conformity with Article III, will give the cover due in respect of each Contracting State.

Article V.

The cover calculated according to Article IV shall be allocated as follows :

1. Roumania : taking into account the sum of 21,500,000 lei provided for in Article 11, paragraphs 2-3, of the Convention with Hungary, and in bonds (nominal value) a sum which shall be the difference between the figure representing its cover, calculated according to Article IV and the figure of 43,000,000, which represents the exchange value in Austro-Hungarian crowns of the above-mentioned 21,500,000 lei.

2° Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : en comptant la somme de 4.250.000 dinars, prévue à l'article 11, paragraphes 2—3, de la convention avec la Hongrie et en titres (valeur nominale) une somme qui sera la différence entre le nombre exprimant sa couverture, calculée selon l'article IV et le nombre de 17.000.000 qui représente la contre-valeur en couronnes austro-hongroises des 4,250.000 dinars susmentionnés.

3° La Tchécoslovaquie : en titres (valeur nominale) une somme égale au nombre représentant sa couverture calculée selon l'article IV.

Dans le cas où, selon l'article 10, alinéa 3 du paragraphe premier de la Convention avec la Hongrie, la Caisse d'Epargne postale n'aurait à délivrer que des titres de rente, tous les trois Etats contractants recevront leurs couvertures respectives, calculées selon l'article IV en titres (valeur nominale).

Article VI.

Les sommes exprimant les couvertures en titres d'avant-guerre (rentes) revenant à chacun des Etats contractants seront arrondies à des centaines entières pour chaque bloc de telle manière que leur montant total donne la somme de 135.000.000.

Article VII.

Les sommes en rentes revenant à chacun des Etats contractants et établies selon l'article V, seront communiquées à la Caisse d'Epargne postale à Budapest pour qu'elle en tienne compte à l'occasion du transfert des avoirs aux Etats intéressés.

Article VIII.

Les Etats contractants conviennent d'observer et d'appliquer strictement les dispositions de la Convention avec la Hongrie pour la formation des blocs nationaux. Les Etats contractants se communiqueront mutuellement les mesures de la convocation publique ayant pour but d'établir les blocs nationaux.

Article IX.

Cet arrangement sera ratifié en même temps que la convention avec la Hongrie. Les ratifications seront notifiées réciproquement entre les Etats contractants. L'échange des actes de ratification aura lieu à Prague au Ministère des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque

La date de la mise en vigueur du présent arrangement sera la même que celle de la convention avec la Hongrie.

Fait en français en trois originaux qui sont signés et remis à chacun des Gouvernements des Etats signataires.

BUDAPEST, *le 7 novembre* 1922.

Pour la Roumanie :
Tr. STIRCEA, *m. p.*

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
Danilo DANITCH, *m. p.*

Pour la Tchécoslovaquie :
Dr Bohumil VLASÁK, *m. p.*

N° 2760

2. The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes : taking into account the sum of 4,250,000 dinars provided for in Article 11, paragraphs 2-3, of the Convention with Hungary and in bonds (nominal value) a sum which shall be the difference between the figure representing its cover calculated according to Article IV and the figure of 17,000,000, which represents the exchange value in Austro-Hungarian crowns of the above-mentioned 4,250,000 dinars.

3. Czechoslovakia : in bonds (nominal value) a sum equal to the figure representing its cover calculated according to Article IV.

If, in accordance with Article 10, sub-paragraph 3 of paragraph 1 of the Convention with Hungary, the Post Office Savings Bank has only to deliver " rente " certificates, all three Contracting States shall receive their respective cover, calculated in accordance with Article IV in bonds (nominal value).

Article VI.

The sums representing the cover in pre-war bonds ("rentes") due in respect of each of the Contracting States shall be rounded off up to the nearest hundred for each *bloc*, so that their total shall give the figure of 135,000,000.

Article VII.

The sums in "rentes" due in respect of each State and established according to Article V shall be notified to the Post Office Savings Bank at Budapest, that the latter may take account thereof when transferring assets to the States concerned.

Article VIII.

The Contracting States agree to observe and apply strictly the provisions of the Convention with Hungary for the formation of the national *blocs*. The Contracting States will communicate to one another the measures taken for public notification with the object of setting up the national *blocs*.

Article IX.

The present Arrangement shall be ratified at the same time as the Convention with Hungary. The ratifications shall be notified reciprocally between the Contracting States. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Prague at the Ministry of Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic.

The date of the coming into force of the present Arrangement shall be the same as that of the Convention with Hungary.

Done in French, in three originals, which have been signed and delivered to each of the Governments of the Signatory States.

BUDAPEST, *November* 7, 1922.

For Roumania :
M. Tr. STIRCEA, *m. p.*

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :
M. Danilo DANITCH, *m. p.*

For Czechoslovakia :
Dr. Bohumil VLASÁK, *m. p.*

PROTOCOLE

DRESSÉ A BUDAPEST, AU MINISTÈRE ROYVL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LE 31 OCTOBRE 1930, AU SUJEL DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION RELATIVE AUX QUESTIONS AYANT TRAIT AU TRANSFERT DES CRÉANCES ET DES DÉPÔTS QUE POSSÈDENT LES RESSORTISSANTS DES TERRITOIRES TRANSFÉRÉS DE L'ANCIEN ROYAUME DE HONGRIE, RESPECTIVEMENT DE L'ANCIEN EMPIRE D'AUTRICHE, AUPRÈS DE LA CAISSE D'EPARGNE POSTALE ROYALE HONGROISE, SIGNÉE A BUDAPEST LE 7 NOVEMBRE 1922.

Considérant que selon l'article 18 de ladite convention : « La présente convention n'entrera en vigueur qu'après la ratification faite par tous les Etats contractants. Aussitôt que toutes les ratifications seront parvenues au Gouvernement royal hongrois, ce dernier fera dresser un procès-verbal dont la date sera aussi la date de la mise en vigueur de la présente convention» ;

Etant donné que, seul, le Gouvernement de Pologne n'a pas été jusqu'ici à même de ratifier, pour des raisons techniques, la convention en question ;

Considérant d'autre part que tous les Etats contractants, y compris la Pologne, sont désireux d'éviter que de ce chef des pertes ou retards ne résultent pour les intéressés ;

Les représentants des Etats signataires de la Convention, réunis à la date et lieu susmentionnés, ont déclaré que leurs gouvernements respectifs appliqueront dès le 1er novembre 1930 les dispositions de la convention.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent protocole.

Fait à Budapest, le 31 octobre 1930.

Pour l'Autriche :
A. KUNZ, *m. p.*

Pour la Hongrie :
Comte KHUEN-HÉDERVÁRY, *m. p.*

Pour la Pologne :
Otmar de LAZARSKY, *m. p.*

Pour la Roumanie :
Basile GRIGORCEA, *m.* p.

Pour la Tchécoslovaquie :
Václav PALLIER, *m. p.*

Pour le Royaume de Yougoslavie :
R. LUKOVIC, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, 26 juin 1931.
Ministère des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie.
D'ordre du Ministre,
p. Chef de Section :
Miloche P. Kitchévatz.

PROTOCOL

DRAWN UP AT BUDAPEST, AT THE ROYAL MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, ON OCTOBER 31, 1930, WITH REFERENCE TO THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE CONVENTION REGARDING QUESTIONS CONCERNING THE TRANSFER OF CLAIMS ON AND DEPOSITS IN THE ROYAL HUNGARIAN POST OFFICE SAVINGS BANK, BELONGING TO NATIONALS OF THE TERRITORIES TRANSFERRED FROM THE FORMER KINGDOM OF HUNGARY OR THE FORMER EMPIRE OF AUSTRIA, SIGNED AT BUDAPEST, ON NOVEMBER 7, 1922.

Whereas, according to Article 18 of the said Convention : "The present Convention shall not come into force until it has been ratified by all the Contracting States. As soon as all the ratifications have been received by the Royal Hungarian Government, the latter shall draw up a procès-verbal, the date of which shall also be the date of the coming into force of the present Convention";

Whereas the Polish Government above has, for technical reasons not yet been able, to ratify the Convention in question ;

And whereas on the other hand all the Contracting States, including Poland, are desirous of preventing any loss or delay from this cause to those concerned ;

The representatives of the States signatories to the Convention, met together at the date and place mentioned above, have declared that their respective Governments will put into force as from November 1, 1930, the provisions of the Convention.

In faith whereof the undersigned have signed the present Protocol.

Done at Budapest, October 31, 1930.

For Austria :
A. KUNZ, *m. p.*

For Hungary :
Count KHUEN-HÉDERVÁRY, *m. p.*

For Poland :
Otmar DE LAZARSKY, *m. p.*

For Roumania :
Basile GRIGORCEA, *m, p.*

For Czechoslovakia :
Václav PALLIER, *m. p.*

For the Kingdom of Yugoslavia :
R. LUKOVIC, *m. p.*

N° 2761.

HONGRIE ET YOUGOSLAVIE

Accord concernant le règlement des questions relatives à la Caisse tutélaire du département de Torontal, avec protocole final. Signés à Belgrade, le 30 janvier 1931.

HUNGARY AND YUGOSLAVIA

Agreement regarding the Settlement of Questions relating to the Tutelar Fund of the County of Torontal, with Final Protocol. Signed at Belgrade, January 30, 1931.

N° 2761. — ACCORD [1] ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS RELATIVES A LA CAISSE TUTÉLAIRE DU DÉPARTEMENT DE TORONTAL. SIGNÉ A BELGRADE, LE 30 JANVIER 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations et le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 15 juillet 1931.

La Convention[2] entre LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE et LE ROYAUME DE HONGRIE concernant le règlement des questions relatives aux caisses de mineurs et interdits et de certaines questions de tutelle et de curatelle, conclue à Belgrade, le 22 février 1928, ayant, dans son article 20, prévu le règlement, par une convention spéciale, des questions relatives aux caisses tutélaires dont la circonscription a été attribuée en vertu du Traité de Trianon à trois Etats ;

Le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Hongrie sont tombés d'accord de régler les questions relatives à la caisse tutélaire de l'ancien département de Torontal.

A cet effet les représentants dûment autorisés du Gouvernement du Royaume de Yougoslavie et du Royaume de Hongrie sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Seront appliquées, en ce qui concerne le règlement des dettes et créances de la caisse tutélaire divisée de l'ancien Département de Torontal, la délivrance des dépôts administrés par cette caisse, ainsi que la répartition des biens de celle-ci, les dispositions relatives aux caisses divisées du département de Bácsbodrog et de la ville de Subotica, contenue dans la Convention concernant le règlement des questions relatives aux caisses de mineurs conclue à Belgrade le 22 février 1928.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux créances de la caisse tutélaire de l'ancien département de Torontal, provenant de dépôts d'épargne et en compte courant recouvrables sur des institutions financières ayant leur siège sur le territoire de la Hongrie. Les créances recouvrables sur ces institutions financières seront mises à la disposition du Gouvernement royal de Yougoslavie et l'institution financière débitrice sera tenue de verser à la commission désignée par l'article 4 du présent accord le montant de sa dette subsistante à la date du 31 décembre 1918, majoré d'intérêts à 4 pour cent par an, ledit remboursement devant se faire, ainsi qu'il est prévu dans les dispositions de la convention concernant le règlement des dettes et créances, au taux d'un dinar pour quatre couronnes anciennes.

[1] Cet accord a été mis en vigueur par un échange de notes qui a eu lieu à Belgrade, le 15 juin 1931.

[2] Vol. LXXXVII, page 363, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2761. — AGREEMENT [2] BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA REGARDING THE SETTLEMENT OF QUESTIONS RELATING TO THE TUTELAR FUND OF THE COUNTY OF TORONTAL. SIGNED AT BELGRADE, JANUARY 30, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 15, 1931.

The Convention [3] between THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA and THE KINGDOM OF HUNGARY regarding the settlement of questions relating to funds of minors and persons under disability and certain questions relating to guardianship and curatorship, concluded at Belgrade on February 22, 1928, having in Article 20 provided for the settlement by special convention of questions relating to tutelar funds whose proper area has been allocated in consequence of the Treaty of Trianon to three States,

The Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Hungary have decided to settle questions relating to the tutelar fund of the former department of Torontal.

The duly accredited representatives of the Government of the Kingdom of Yugoslavia and of the Kingdom of Hunary have accordingby agreed as follows :

Article 1.

The provisions regarding the divided funds of the Department of Bácsbodrog and of the town of Subotica embodied in the Convention regarding the settlement of questions relating to funds of minors, concluded at Belgrade on February 22, 1928, shall apply as regards the settlement of debts payable to or by the divided tutelar fund of the former County of Torontal, the delivery of the deposits administered by that fund and the distribution of its property.

The present provision shall not apply to debts of the tutelar fund of the former department of Torontal arising out of savings deposits and current account deposits recoverable from financial institutions whose central offices are situated in the territory of Hungary. Debts recoverable from such financial institutions shall be placed at the disposal of the Royal Government of Yugoslavia and the debtor institution shall be bound to pay to the Commission set up under Article 4 of the present Agreement the amount of its debt as at December 31, 1918, plus interest at 4 per cent per annum, reimbursement being effected as laid down in the Convention concerning the settlement of debts and claims at the rate of one dinar to four former crowns.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] This Agreement was put into force by an Exchange of Notes which took place at Belgrade, June 15, 1931.

[3] Vol. LXXXVII, page 363, of this Series.

Les 10 pour cent du montant de ce payement à effectuer par l'institution financière débitrice tombent sous le régime de la disposition contenue dans le dernier alinéa de l'article 7 de la Convention concernant le règlement des questions relatives aux caisses de mineurs conclue le 22 février 1928.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à se délivrer mutuellement les valeurs administrées par la caisse tutélaire ou de toute autre autorité de l'ancien département de Torontal, valeurs qui actuellement se trouvent gardées hors du territoire des deux Parties contractantes et qui, en vertu des dispositions mentionnées dans l'article premier reviennent à l'autre Partie contractante ou aux ressortissants de celle-ci, dès que ces valeurs seront remises à leur disposition.

Article 3.

Après l'exécution des dispositions contenues dans les articles précédants, ni le Gouvernement royal hongrois ni les ressortissants hongrois ne pourront réclamer les valeurs de la caisse tutélaire de l'ancien département Torontal qui resteraient en dehors du cadre de la liquidation réglée par les articles précédents. D'autre part, ni le Gouvernement royal de Yougoslavie ni les ressortissants yougoslaves ne pourront formuler des réclamations contre la Hongrie du chef de la liquidation de la caisse tutélaire de l'ancien département de Torontal effectuée entre la Hongrie et le tiers Etat intéressé.

Article 4.

Les dispositions du présent accord seront exécutées par la commission instituée en vertu de l'article 23 de la Convention entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Hongrie concernant le règlement des questions relatives aux caisses de mineurs et interdits et de certaines questions de tutelle et de curatelle conclue le 22 février 1928.

Article 5.

Le présent accord est à considérer comme un accord prévu à l'article 2 de l'Accord N° 1, concernant les arrangements entre la Hongrie et les Puissances créancières signé à Paris le 28 avril 1930.

Article 6.

Le présent accord sera soumis à l'approbation des gouvernements des deux Parties contractantes, approbation qui sera réciproquement notifiée par échange de notes. Il entrera en vigueur le jour où l'échange des notes aura lieu.

Fait à Belgrade, en double original le 30 (trente) janvier 1931.

(L. S.) Dr Louis BAKOTIĆ, *m. p.*
Ministre adjoint aux Affaires étrangères.

(L. S.) Adhémar DE ALTH, *m. p.*
Ministre de Hongrie.

Ten per cent of this sum payable by the debtor financial institutions shall come under the provisions of the last paragraph of Article 7 of the Convention of February 22, 1928, regarding the settlement of questions relating to funds of minors.

Article 2.

The High Contracting Parties undertake to hand over to each other securities administered by the tutelar fund or by any other authority of the former County of Torontal at present held outside the territory of the two Contracting Parties and which, in virtue of the provisions mentioned in Article 1, accrue to the other Contracting Party or to its nationals — as soon as these securities have been placed at their disposal.

Article 3.

After effect has been given to the provisions of the foregoing Articles, neither the Royal Hungarian Government nor Hungarian nationals may submit claims in respect of any securities of the tutelar fund of the former County of Torontal not included in the scheme of liquidation provided for in those Articles. Furthermore, neither the Royal Government of Yugoslavia nor Yugoslav nationals may bring claims against Hungary on account of the liquidation of the tutelar fund of the former County of Torontal as between Hungary and the third State concerned.

Article 4.

The provisions of the present Agreement shall be carried out by the Commission set up under Article 23 of the Convention concluded on February 22, 1928, between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Hungary regarding the settlement of questions relating to funds of minors and persons under disability and certain questions relating to guardianship and curatorship.

Article 5.

The present Agreement shall be assimilated to those mentioned in Article 2 of Agreement No. 1 concerning settlements between Hungary and the Creditor Powers, signed at Paris on April 28, 1930.

Article 6.

The present Agreement shall be submitted to the Governments of the two Contracting Parties for approval ; approval shall be notified on either side by an exchange of notes. The Agreement shall come into force on the day of the exchange of notes.

Done in duplicate at Belgrade, January 30 (the thirtieth), 1931.

(L. S.) Dr. Louis BAKOTIĆ, *m. p.*
Deputy Minister for Foreign Affairs.

(L. S.) Adhémar DE ALTH, *m. p.*
Hungarian Minister.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de l'accord, en date d'aujourd'hui, concernant le règlement des questions relatives à la caisse tutélaire de l'ancien département de Torontal, les représentants des Parties contractantes ont fait les déclarations suivantes :

1° Les livrets d'épargne formant la propriété de la caisse tutélaire de l'ancien département de Torontal ne se trouvent pas sur des territoires sous la souveraineté des deux Parties contractantes — et ces dernières n'ont aucun renseignement authentique sur le lieu où ils sont conservés actuellement. Par conséquent, il sera procédé — si cela ne s'était fait jusqu'ici — sans retard à l'anéantissement de ces livrets d'épargne et cela sur demande du Gouvernement hongrois au Tribunal compétent hongrois.

2° En remplacement des titres de la dette publique hongroise émis pendant la guerre, qui, en vertu de l'article 1er du présent accord reviennent au Gouvernement royal de Hongrie conformément à l'alinéa 2 de l'article 8 de la Convention concernant le règlement des questions relaives aux caisses de mineurs conclue le 22 février 1928, le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie remettra de ses propres réserves au Gouvernement du Royaume de Hongrie des titres de la dette publique hongroise émis pendant la guerre, de la même émission et de la même valeur nominale, dans les trente jours qui suivront l'entrée en vigueur du présent accord.

Fait à Belgrade, en double original le 30 (trente) janvier 1931.

(L. S.) Dr Louis BAKOTIĆ, *m. p.*
Ministre adjoint aux Affaires étrangères.

(L. S.) Adhémar DE ALTH, *m. p.*
Ministre de Hongrie.

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 15 juin 1931.
D'ordre du Ministre :
pr Chef de Section,
Secrétaire :
Miloche P. Kitchévatz.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Agreement of to day's date regarding the settlement of questions relating to the tutelar fund of the former County of Torontal, the representatives of the Contracting Parties have made the following declarations :

(1) The savings deposit books which are the property of the tutelar fund of the former department of Torontal are not to be found in the territories under the sovereignty of the Contracting Parties, nor have the latter any reliable information as to where they are at present kept. Accordingly — if this has not already been done — these savings deposit books will be cancelled without delay on application by the Hungarian Government to the competent Hungarian Court.

(2) In place of the Hungarian public debt bonds issued during the war which, under Article 1 of the present Agreement, accrue to the Royal Hungarian Government in conformity with paragraph 2 of Article 8 of the Convention of February 22, 1928, regarding the settlement of questions relating to funds of minors, the Government of the Kingdom of Yugoslavia will hand over to the Government of the Kingdom of Hungary, out of its own reserves Hungarian public debt bonds issued during the war of the same issue and the same nominal value, within thirty days of the coming into force of the present Agreement.

Done in duplicate at Belgrade, January 30 (the thirtieth), 1931.

(L. S.) Dr. Louis BAKOTIĆ, *m. p.*
Deputy Minister for Foreign Affairs.

(L. S.) Adhémar DE ALTH, *m. p.*
Hungarian Minister.

N° 2762.

NORVÈGE ET ROUMANIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Bucarest, le 21 juin 1930.

NORWAY AND ROUMANIA

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Bucharest, June 21, 1930.

N° 2762. — CONVENTION [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA NORVÈGE ET LA ROUMANIE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 21 JUIN 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 juillet 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et les rapports de commerce et de navigation qui unissent la Norvège et la Roumanie, ont décidé d'un commun accord de conclure à cet effet une Convention de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son Excellence M. Johannes IRGENS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. G. G. MIRONESCO, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenu des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de l'un des pays contractants et les entreprises ayant personnalité juridique constituées conformément aux lois de l'un des pays jouiront dans l'autre, relativement à l'exercice de leur commerce et de leur industrie, des mêmes droits, avantages, immunités et exemptions que les ressortissants et entreprises de la nation la plus favorisée.

Ils auront la même faculté que celle accordée à la nation la plus favorisée d'acquérir et de posséder des biens, droits et intérêts de toute sorte et d'en disposer, d'exercer toute profession et d'établir des succursales et société filiales, dans le cadre de la Constitution et des lois des deux Pays.

Article II.

Les ressortissants et entreprises visés au premier article seront dans l'autre pays soumis à aucune taxe ou contribution et, en général, à aucune redevance fiscale autre ou plus élevée que celle imposée aux ressortissants et aux entreprises de la nation la plus favorisée.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 1er juillet 1931.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2762. — CONVENTION [2] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN NORWAY AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, JUNE 21, 1930.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs and by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 23, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being equally desirous of strengthening the commercial and shipping relations between Norway and Roumania, have jointly resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

His Excellency M. Johannes IRGENS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. G. G. MIRONESCO, Minister for Foreign Affairs.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The nationals of either Contracting Party and concerns possessing legal personality, which are constituted according to the laws of either country, shall enjoy in the other country, as regards the exercise of commerce and industry, the same rights, privileges, immunities and exemptions as nationals of the most-favoured-nation.

They shall have the same right as that accorded to the most-favoured-nation to acquire, possess and dispose of property, rights and interests of all kinds, to carry on any profession and to set up affiliated companies and branches, in accordance with the constitution and laws of the two countries.

Article II.

The nationals and concerns mentioned in Article I shall not in the other country be subject to any tax or charge, or in general, to any fiscal dues other or higher than those imposed on concerns of the most-favoured-nation.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Oslo, July 1, 1931.

Article III.

Les navires appartenant aux ressortissants ou aux société de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons jouiront dans le territoire de l'autre pays d'un traitement aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons appartenant à la nation la plus favorisée.

Article IV.

Chacun des deux pays jouira sans aucune réserve dans le territoire de l'autre, pour tout ce qui concerne le commerce des mêmes droits et faveurs qui seront accordés à toute autre nation.

Les marchandises et d'autres produits du sol et de l'industrie ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et la réexportation, être assujettis à d'autres ou plus fortes contributions y compris les droits de douane, restrictions ou obligations générales ou locales ou à d'autres formalités d'entrée ou de sortie que celles qui seront imposées à la nation la plus favorisée.

Par conséquence, chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordé ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance quelconque.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de ne pas entraver leur commerce réciproque par des prohibitions ou des restrictions soit à l'importation, soit à l'exportation, excepté celles existantes, à moins qu'elles soient applicables à n'importe quel autre pays et à condition qu'elles ne restent en vigueur qu'autant que les motifs qui les ont fait naître n'ont pas cessé d'exister.

Article VI.

Chacun des deux pays contractants s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux produits, navires et wagons à destination ou en provenance de l'autre pays et à les assujettir à un traitement aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Sur les chemins de fer et sur les voies navigables lesdits objets jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Les produits en transit ne seront soumis à aucun droit de transit autre que la taxe de plombage et le droit de statistique.

Article VII.

Les stipulations de la présente convention ne sont pas applicables aux concessions spéciales accordées par la Norvège à la Suède ou au Danemark ou à ces deux pays.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas au Svalbard (Spitsberg).

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent également pas en ce qui concerne :

a) Les faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;

b) Le régime spécial d'importation destiné à faciliter les règlements financiers, résultant de la guerre de 1914-1918 ;

c) Les droits et privilèges accordés ou qui seraient accordés à l'avenir à un ou plusieurs autres Etats limitrophes, en vue de la conclusion d'une entente économique ou d'une union douanière.

Article III.

Vessels belonging to nationals or companies of either of the Contracting Parties, their crews and cargoes, shall receive in the territory of the other country as favourable treatment as that accorded to vessels, crews and cargoes belonging to the most-favoured-nation.

Article IV.

Each of the two countries shall enjoy, without reservation, in the territory of the other country, the same rights and favours in all commercial matters as may hereafter be accorded to any other nation.

Goods and other products of the soil or of industry may not, on importation, exportation or re-exportation, be subjected to taxation (including Customs dues, restrictions, general or local charges or formalities on entry or departure) other or higher than those imposed on the most favoured nation.

Each of the High Contracting Parties accordingly undertakes to grant immediately and unconditionally to the other Party the benefit of any favour, privilege or reduction of duties which it has already conceded or may hereafter cencede to any third Power in regard to the matters referred to above.

Article V.

The High Contracting Parties agree not to place any obstacle in the way of trade between them in the form of import or export prohibitions or restrictions other than those which already exist, unless they are applicable to all countries, and on condition that they are not retained in force after the purpose for which they were introduced has ceased to exist.

Article VI.

Each of the two Contracting Parties undertakes to accord free transit across its territory to products, vessels and wagons, coming from or proceeding to the other country, and to grant them at least as favourable treatment as that accorded to the most favoured nation.

The said products, etc., shall on railways and navigable waterways enjoy most-favoured-nation treatment as regards despatch and freight charges.

Products in transit shall not be subjected to any transit duty other than sealing charges and the statistical duty.

Article VII.

The provisions of the present Convention shall not apply to special concessions granted by Norway to Sweden or Denmark or to both of these countries.

The provisions of the present Convention shall not apply to Svalbard (Spitzbergen).

Nor shall the provisions of the present Convention apply to :

(a) Any special privileges granted now or in the future to neighbouring states for the purpose of facilitating frontier traffic.

(b) The special import régime designed to facilitate financial settlements arising out of the war of 1914-18.

(c) Rights and privileges granted now or in the future to one or more neighbouring States with a view to the conclusion of an economic agreement or of a Customs Union.

Article VIII.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Oslo. Elle restera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait en double original à Bucarest le 21 juin 1930.

(L. S.) (Signé) J. IRGENS. *(L. S.) (Signé)* G. G. MIRONESCO.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 juillet 1931.

O. Tostrup,
Chef de la I^ère *Division des Affaires politiques et commerciales.*

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature, à la date d'aujourd'hui, de la Convention de commerce et de navigation entre la Norvège et la Roumanie, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

1. Le Gouvernement roumain s'engage à ne pas soumettre les articles énumérés ci-dessous à leur importation en Roumanie à des droits supérieurs à ceux y indiqués, à savoir :

N° Art.	Dénomination	Unités	Droits en Lei
54	Harengs de toutes grandeurs frais ou congelés	100 kg.	200 net légal
ex 55	Harengs salés ou en saumure dont le nombre ne dépasse pas 60 pièces par 10 kg.	»	250 » »
ex 59	Morue *(gadus morrhua-torsk)* merlan noir *(gadus virens-sei)* aigrefin *(gadus aeglefinus-hyse)* lotte *(molva vulgaris-lange)* séchés dénommés Stockfisch, Klippfisch .	»	800 » »
ex 60	Morue *(gadus morrhua-torsk)* merlan noir *(gadus virens-sei)* aigrefin *(gadus aeglefinus-hyse)* flétan *(hyppoglossus vulgaris-kveite)* frais ou congelés	»	500 »
ex 61	Morue *(gadus morrhua-torsk)* merlan noir *(gadus virens-sei)* aigrefins *(gadus aeglefinus-hyse)* ainsi que lotte *(molva vulgaris-lange)* sebaste de Norvège *(sebastes marinusuer)* flétan noir *(reinhardtius hyppoglossoides-blaakveite)* maquereaux *(scomber-scombrus)* salés ou en saumure	»	600 » »
73	*Nota :* Kippers (filet de harengs fumés en boîtes hermétiques) seront taxés à l'alinéa *c)* à raison de. .	»	3000 net réel

Article VIII.

The present Convention shall be ratified and shall come into force immediately after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Oslo. It shall remain in force until the expiry of a period of six months from the date on which either of the two Contracting Parties shall have denounced it.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Bucharest, June 21, 1930.

(L. S.) *(Signed)* J. IRGENS. *(L. S.)* *(Signed)* G. G. MIRONESCO.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding this day to sign the Convention of Commerce and Navigation between Norway and Roumania, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

1. The Roumanian Government undertakes not to subject the articles enumerated below, on their importation into Roumania, to duties higher than those indicated :

No. Art.	Name	Units	Duties in lei
54	Herrings of all sizes, fresh or frozen	100 kg.	200 legal net
ex 55	Salted or pickled herrings not more than 60 fishes per 10 kg.	»	250 » »
ex 59	Cod *(gadus morrhua-torsk)* black whitings *(gadus virens-sei)* haddock *(gadus aeglefinus-hyse)* lote *(molva vul-garis-lange)* and the dried fish called Stockfisch and Klippfisch	»	800 » »
ex 60	Cod *(gadus morrhua-torsk)* black whiting *(gadus virens-sei)* haddock *(gadus aeglefinus-hyse)* halibut *(hyppo-glossus vulgaris-kveite)* fresh or frozen	»	500 » »
ex 61	Cod *(gadus morrhua-torsk)* black whiting *(gadus virens-sei)* haddock *(gadus aeglefinus-hyse)* and lote *(molva vulgaris-lange)* rose fish *(sebastes marinusuer)* black halibut *(reinhardtius hyppo-glossoides-blaakveite)* ma-ckerel *(scomber-scombrus)* salted or pickled	»	600 »
73	*Note :* Kippers (filet of smoked herrings in airtight tins) shall be chargeable under paragraph *(c)* at .	»	3,000 real net

2. Le Gouvernement de Roumanie appliquera aux poissons nommés *brisling* ou *sild* de l'espèce *clupea sprattus* et *clupea harengus* en huile ou en tomate, sans têtes, en emballages hermétiques, le traitement douanier et les autres facilités d'importation accordés en Roumanie, aux sardines, en emballage hermétique, de n'importa quel tiers pays.

3. *Article* 278. Les mêmes (de l'article 277) :

Tout suifs et graisses d'animaux employés dans l'industrie et dénaturés pour les rendre non comestibles :

	Tarif minimum	
a. Solidifiés par hydrogénation	600	Consolidé

BUCAREST, 21 *juin* 1930.

(Signé) J. IRGENS.

(Signé) G. G. MIRONESCO.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères
Oslo, le 10 juillet 1931.
O. Tostrup,
Chef de la I^ère^ *Division des Affaires politiques et commerciales.*

Pour copie conforme :
Le Ministre des Affaires étrangères,
D. J. Ghika.

2. The Government of Roumania shall apply to the fish called *brisling* or *sild* of the species *clupea sprattus* and *clupea harengus*, in oil or tomato sauce, without heads and in airtight receptacles, the same Customs treatment and other import facilities as are granted in Roumania to sardines in airtight receptacles coming from any third country whatsoever.

3. *Article 278.* The same (as in Article 277). Shall apply to :

All suets and animal fats employed in industry and so denatured as to render them unfit for food :

	Minimum tariff
(a) Solidified by hydrogenation	600 consolidated

BUCHAREST, *June* 21, 1930.

(Signed) J. IRGENS. *(Signed)* G. G. MIRONESCO.

N° 2763.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE, BELGIQUE, BRÉSIL, CHILI, DANEMARK, etc.

Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, avec protocole de signature, signés à Bruxelles, le 25 août 1924, procès-verbal de signature et notes y annexées, et procès-verbal relatif au dépôt des ratifications, signé à Bruxelles, le 2 juin 1930.

ARGENTINE REPUBLIC, BELGIUM, BRAZIL, CHILE, DENMARK, etc.

International Convention for the Unification of certain Rules relating to the Limitation of the Liability of Owners of Seagoing Vessels, with Protocol of Signature, signed at Brussels, August 25, 1924, Procès-Verbal of Signature and Notes annexed thereto and Procès-Verbal regarding the Deposit of Ratifications, signed at Brussels, June 2, 1930.

N° 2763. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES CONCERNANT LA LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DES PROPRIÉTAIRES DE NAVIRES DE MER. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 25 AOUT 1924.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 juillet 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALLEMANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, LE CHEF DE L'ÉTAT ESTHONIEN, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES AU DELADES MERS, EMPEREUR DES INDES, SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY,

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALLEMANDE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

S. E. M. A. BLANCAS, ministre de la République Argentine à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. L. FRANCK, ministre des Colonies, président du Comité maritime international ;

[1] Dépôt des ratifications :

Belgique, Espagne, Hongrie, Portugal, Danemark : Bruxelles, le 2 juin 1930.

La convention et le protocole sont entrés en vigueur le 2 juin 1931.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2763. — INTERNATIONAL CONVENTION [2] FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO THE LIMITATION OF THE LIABILITY OF OWNERS OF SEAGOING VESSELS. SIGNED AT BRUSSELS, AUGUST 25, 1924.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 25, 1931.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BRAZIL, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA, HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, THE CHIEF OF THE ESTONIAN STATE, THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF THE KINGDOM OF HUNGARY, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF MEXICO, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY,

Having recognized the utility of laying down in common accord certain uniform rules relating to the limitation of the liability of owners of seagoing vessels have decided to conclude a convention to that effect and have designated as their plenipotentiaries, namely :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

His Excellency Mr. A. BLANCAS, Minister of the Argentine Republic at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Mr. L. FRANCK, Minister of Colonies, President of the International Maritime Committee ;

---

[1] Traduction extraite du « Treaty Information Bulletin » N° 20, 1931 du « Department of State » des Etats-Unis d'Amérique.

[1] Translation taken from the Treaty Information Bulletin, No. 20, 1931, of the Department of State of the United States of America.

[2] Deposit of ratifications :

Belgium, Spain, Hungary, Portugal, Denmark } Brussels, June 2, 1930.

The Convention and Protocol came into force June 2, 1931.

M. A. LE JEUNE, sénateur, vice-président du Comité maritime international ;

M. F. SOHR, docteur en droit, secrétaire général du Comité maritime international, professeur à l'Université de Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL :

S. E. M. DE BARROS MOREIRA, ambassadeur du Brésil à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

S. E. Armando QUEZADA, ministre du Chili à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

S. E. M. Otto KRAG, ministre de Danemark à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

S. E. le Marquis DE VILLALOBAR ET DE GUIMAREY, ambassadeur d'Espagne à Bruxelles ;

M. LE CHEF DE L'ETAT ESTHONIEN :

S. E. M. PUSTA, ministre d'Esthonie à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

S. E. M. Maurice HERBETTE, ambassadeur de France à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

S. E. le Très Honorable Sir George GRAHAME, G.C.V.O., K.C.M.G., ambassadeur de Sa Majesté britannique à Bruxelles ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le Comte Olivier WORACZICZKY, Baron DE PABIENITZ, chargé d'Affaires de Hongrie à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. J. DANEO, chargé d'Affaires *a. i.* d'Italie à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

S. E. M. M. ADATCI, ambassadeur du Japon à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

S. E. M. G. ALBAT, ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. KNUDZON, consul général de Norvège à Anvers ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

Mr. A. LE JEUNE, Senator, Vice President of the International Maritime Committee ;

Mr. F. SOHR, Doctor of Laws, Secretary-General of the International Maritime Committee, Professor at the University of Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BRAZIL :

His Excellency Mr. DE BARROS MOREIRA, Ambassador of Brazil at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

His Excellency Mr. Armando QUEZADA, Minister of Chile at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

His Excellency Mr. Otto KRAG, Minister of Denmark at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency the Marquis OF VILLALOBAR AND GUIMAREY, Ambassador of Spain at Brussels ;

CHIEF OF THE ESTONIAN STATE :

His Excellency Mr. PUSTA, Minister of Estonia at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency Mr. Maurice HERBETTE, Ambassador of France at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

His Excellency the Right Honorable Sir George GRAHAME, G.C.V.O., K.C.M.G., Ambassador of His Britannic Majesty at Brussels ;

HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count Olivier WORACZICZKY, Baron OF PABIENITZ, Chargé d'Affaires of Hungary at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Mr. J. DANEO, Chargé d'Affaires *ad interim* of Italy at Brussels ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency Mr. M. ADATCI, Ambassador of Japan at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency Mr. G. ALBAT, Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF MEXICO :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. KNUDSON, Consul-General of Norway at Anvers ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

S. E. M. Jean SZEMBEK, ministre de Pologne à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

S. E. M. Alberto d'OLIVEIRA, ministre de Portugal à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

S. E. M. H. CATARGI, Ministre de Roumanie à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

MM. STRAZNICKY et VERONA ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

S. E. M. DE DARDEL, ministre de Suède à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le propriétaire d'un navire de mer n'est responsable que jusqu'à concurrence de la valeur du navire, du fret et des accessoires du navire :

1° Des indemnités dues à des tiers à raison des dommages causés à terre ou sur l'eau par les faits ou fautes du capitaine, de l'équipage, du pilote ou de toute autre personne au service du navire ;

2° Des indemnités dues à raison des dommages causés soit à la cargaison remise au capitaine pour être transportée, soit à tous biens et objets se trouvant à bord ;

3° Des obligations résultants des connaissements ;

4° Des indemnités dues à raison d'une faute nautique commise dans l'exécution d'un contrat ;

5° De l'obligation d'enlever l'épave d'un navire coulé et des obligations s'y rattachant ;

6° Des rémunérations d'assistance et de sauvetage ;

7° De la part contributive incombant au propriétaire dans les avaries communes ;

8° Des obligations résultant des contrats passés ou des opérations effectuées par le capitaine en vertu de ses pouvoirs légaux, hors du port d'attache du navire, pour les besoins réels de la conservation du navire ou de la continuation du voyage, pourvu que ces besoins ne proviennent ni de l'insuffisance ni de la défectuosité de l'équipement ou de l'avitaillement au début du voyage.

Toutefois, pour les créances prévues aux numéros 1, 2, 3, 4 et 5, la responsabilité visée par les dispositions qui précèdent ne dépassera pas une somme totale de 8 livres sterling par tonneau de jauge du navire.

Article 2.

La limitation de responsabilité édictée par l'article précédent ne s'applique pas :

1° Aux obligations résultant de faits ou fautes du propriétaire du navire ;

2° A l'une des obligations dont il s'agit au n° 8 de l'article 1er, lorsque le propriétaire a spécialement autorisé ou ratifié cette obligation ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND AND THE FREE CITY OF DANZIG :
His Excellency Mr. Jean SZEMBEK, Minister of Poland at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :
His Excellency Mr. Alberto d'OLIVEIRA, Minister of Portugal at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :
His Excellency Mr. H. CATARGI, Minister of Roumania at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :
Messrs. STRAZNICKY and VERONA ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ;

S. E. M. DE DARDEL, Minister of Sweden at Brussels;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

Who, duly authorized therefor, have agreed on the following :

Article 1.

The liability of the owner of a seagoing vessel is limited to an amount equal to the value of the vessel, the freight, and the accessories of the vessel, in respect of :

(1) Compensation due to third parties by reason of damage caused, whether on land or on water, by the acts or faults of the master, crew, pilot, or any other person in the service of the vessel ;

(2) Compensation due by reason of damage caused either to cargo delivered to the master to be transported, or to any goods and property on board ;

(3) Obligations arising out of bills of lading ;

(4) Compensation due by reason of a fault of navigation committed in the execution of a contract ;

(5) Any abligation to remove the wreck of a sunken vessel, and any obligations connected therewith ;

(6) Any remuneration for assistance and salvage ;

(7) Any contribution of the shipowner in general average ;

(8) Obligations arising out of contracts entered into or transactions carried out by the master, acting within the scope of his authority, away from the vessel's home port, where such contracts or transactions are necessary for the preservation of the vessel or the continuation of the voyage, provided that the necessity is not caused by any insufficiency or deficiency of equipment or stores at the beginning of the voyage.

Provided that, as regards the cases mentioned in Nos. 1, 2, 3, 4, and 5 the liability referred to in the preceding provisions shall not exceed an aggregate sum equal to 8 pounds sterling per ton of the vessel's tonnage.

Article 2.

The limitation of liability laid down in the foregoing article does not apply :

(1) To obligations arising out of acts or faults of the owner of the vessel ;

(2) To any of the obligations referred to in No. 8 of article 1, when the owner has expressly authorized or ratified such obligation ;

3° Aux obligations résultant pour le propriétaire de l'engagement de l'équipage et des autres personnes au service du navire.

Si le propriétaire ou le copropriétaire du navire est en même temps le capitaine, il ne peut invoquer la limitation de sa responsabilité pour ses fautes autres que ses fautes nautiques et les fautes des personnes au service du navire.

Article 3.

Le propriétaire qui se prévaut de la limitation de responsabilité à la valeur du navire, du fret et des accessoires du navire est tenu de faire la preuve de cette valeur. L'estimation du navire a pour base l'état du navire aux époques ci-après établies :

1° En cas d'abordage ou d'autres accidents, à l'égard de toutes les créances qui s'y rattachent, même en vertu d'un contrat, et qui sont nées jusqu'à l'arrivée au premier port atteint après l'accident, ainsi qu'à l'égard des créances résultant d'une avarie commune occasionnée par l'accident, l'estimation est faite d'après l'état du navire au moment de l'arrivée au premier port.

Si, avant ce moment un nouvel accident, étranger au premier, a diminué la valeur du navire, la moins-value ainsi occasionnée n'entre pas en compte à l'égard des créances se rattachant à l'accident antérieur.

Pour les accidents survenus pendant le séjour du navire dans le port, l'estimation est faite d'après l'état du navire dans ce port, après l'accident ;

2° S'il s'agit de créances relatives à la cargaison ou nées d'un connaissement, en dehors des cas prévus aux alinéas précédents, l'estimation est faite d'après l'état du navire au port de destination de la cargaison ou au lieu dans lequel le voyage est rompu.

Si la cargaison est destinée à différents ports et que le dommage se rattache à une même cause, l'estimation est faite d'après l'état du navire au premier de ces ports ;

3° Dans tous les autres cas visés à l'article 1er, l'estimation est faite d'après l'état du navire à la fin du voyage.

Article 4.

Le fret visé à l'article premier, y compris le prix de passage, s'entend pour les navires de toutes catégories d'une somme fixée à forfait et, à tout événement, à dix pour cent de la valeur du navire au commencement du voyage.

Cette indemnité est due alors même que le navire n'aurait gagné aucun fret.

Article 5.

Les accessoires visés à l'article premier s'entendent :

1° Des indemnités à raison de dommages matériels subis par le navire depuis le début du voyage et non réparés ;

2° Des indemnités pour avaries communes, en tant que celles-ci constituent des dommages matériels subis par le navire depuis le début du voyage et non réparés.

Ne sont pas considérés comme des accessoires les indemnités d'assurance, non plus que les primes, subventions ou autres subsides nationaux.

Article 6.

Les diverses créances qui se rattachent à un même accident ou à l'égard desquelles, à défaut d'accident, la valeur du navire se détermine en un même port, concourent entre elles sur la somme

(3) To obligations on the owner arising out of the engagement of the crew and other persons in the service of the vessel.

Where the owner or a part owner of the vessel is at the same time master, he cannot claim limitation of liability for his faults, other than his faults of navigation and the faults of persons in the service of the vessel.

Article 3.

An owner who avails himself of the limitation of his liability to the value of the vessel, freight, and accessories of the vessel must prove that value. The valuation of the vessel shall be based upon the condition of the vessel at the points of time hereinafter set out :

1. In cases of collision or other accidents, as regards all claims connected therewith, including contractual claims which have originated up to the time of arrival of the vessel at the first port reached after the accident, and also as regards claims in general average arising out of the accident, the valuation shall be according to the condition of the vessel at the time of her arrival at that first port.

If before that time a fresh accident, distinct from the first accident, has reduced the value of the vessel, any diminution of value so caused shall not be taken into account in considering claims connected with the previous accident.

For accidents occurring during the sojourn of a vessel in port, the valuation shall be according to the condition of the vessel at that port after the accident.

2. If it is a question of claims relating to the cargo, or arising on a bill of lading, not being claims provided for in the preceding paragraphs, the valuation shall be according to the condition of the vessel at the port of destination of the cargo, or at the place where the voyage is broken.

If the cargo is destined to more than one port, and the damage is connected with one and the same cause, the valuation shall be according to the condition of the vessel at the first of those ports.

3. In all the other cases referred to in article 1 the valuation shall be according to the condition of the vessel at the end of the voyage.

Article 4.

The freight referred to in article 1, including passage money, is deemed, as respects vessels of every description, to be a lump sum fixed at all events at 10 per cent of the value of the vessel at the commencement of the voyage.

That indemnity is due even though no freight be then earned by the vessel.

Article 5.

The accessories referred to in article 1 mean :

(1) Compensation of material damage sustained by the vessel since the beginning of the voyage, and not repaired ;

(2) General average contributions in respect of material damage sustained by the vessel since the beginning of the voyage, and not repaired.

Payments on policies of insurance, as well as bounties, subventions, and other national subsidies, are not deemed to be accessories.

Article 6.

The various claims connected with a single accident, or in respect of which, in the absence of an accident, the value of a vessel is ascertained at a single port, rank with one another against

représentant à leur égard l'étendue de la responsabilité du propriétaire, en tenant compte du rang des privilèges.

Dans les procédures tendant à opérer la répartition de cette somme, les décisions rendues par les juridictions compétentes des Etats contractants vaudront preuve de la créance.

Article 7.

En cas de mort ou de lésions corporelles causée par les faits ou fautes du capitaine, de l'équipage, du pilote ou de toute autre personne au service du navire, le propriétaire est, à l'égard des victimes ou de leurs ayants droit, responsable, au delà de la limite fixée aux articles précédents, jusqu'à concurrence de 8 livres sterling par tonneau de jauge du navire. Les victimes d'un même accident ou leurs ayants droit concourent entre eux sur la somme formant l'étendue de la responsabilité.

Si les victimes ou leurs ayants droit ne sont pas intégralement indemnisés sur cette somme, ils concourent, pour ce qui leur reste dû, avec les autres créanciers, sur les montants visés dans les articles précédents, en tenant compte du rang des privilèges.

La même limitation de responsabilité s'applique aux passagers à l'égard du navire transporteur, mais ne s'applique pas à l'équipage et aux autres personnes au service du navire, pour lesquels le droit de recours en cas de mort ou de lésions corporelles reste régi par la loi nationale du navire.

Article 8.

En cas de saisie du navire, la garantie donnée à concurrence de la pleine limite de la responsabilité profite à tous les créanciers auxquels cette limite est opposable.

Au cas où le navire est l'objet d'une nouvelle saisie, le juge peut en ordonner la mainlevée, si le propriétaire, en acceptant la compétence du tribunal, établit qu'il a déjà donné garantie pour pleine limite de sa responsabilité, que la garantie ainsi donnée est satisfaisante et que le créancier est assuré d'en avoir le bénéfice.

Si la garantie est donnée pour un montant inférieur ou si plusieurs garanties sont successivement réclamées, les effets en sont réglés par l'accord des parties ou par le juge en vue d'éviter que la limite de la responsabilité ne soit dépassée.

Si différents créanciers agissent devant les juridictions d'Etats différents, le propriétaire peut, devant chacune d'elles, faire état de l'ensemble des réclamations et créances, en vue d'éviter que la limite de sa responsabilité ne soit dépassée.

Les lois nationales régleront la procédure et les délais pour l'application des règles qui précèdent.

Article 9.

En cas d'action ou de poursuite exercées pour une des causes énoncées à l'article premier, le tribunal pourra ordonner, sur requête du propriétaire, qu'il soit sursis aux poursuites sur les biens autres que le navire, le frêt et les accessoires, pendant le temps suffisant pour permettre la vente du navire et la répartition du prix entre les créanciers.

Article 10.

Lorsque l'armateur non propriétaire ou l'affréteur principal est responsable de l'un des chefs énoncés à l'article 1er, les dispositions de la présente convention lui sont applicables.

the amount representing the extent of the owner's liability, regard being had to the order of the liens.

In proceedings with respect to the distribution of this sum the decisions given by the competent courts of the contracting states shall be evidence of a claim.

Article 7.

Where death or bodily injury is caused by the acts or faults of the captain, crew, pilot, or any other person in the service of the vessel, the owner of the vessel is liable to the victims or their representatives in an amount exceeding the limit of liability provided for in the preceding articles up to 8 pounds sterling per ton of the vessel's tonnage. The victims of a single accident or their representatives rank together against the sum constituting the extent of liability.

If the victims or their representatives are not fully compensated by this amount, they rank, as regards the balance of their claims, with the other claimants against the amounts mentioned in the preceding articles, regard being had to the order of the liens.

The same limitation of liability applies to passengers as respects the carrying vessel but does not apply to the crew or other persons in the service of that vessel whose right of action in the case of death or bodily injury remains governed by the national law of the vessel.

Article 8.

Where a vessel is arrested and security is given for an amount equal to the full limit of liability, it shall accrue to the benefit of all creditors whose claims are subject to this limit.

Where the vessel is subsequently again arrested, the court may order its release, if the owner, while submitting to the jurisdiction of the court, proves that he has already given security for an amount equal to the full limit of his liability, that the security so given is satisfactory, and that the creditor is assured of receiving the benefit thereof.

If the security is given for a smaller amount or if security is required on several successive occasions, the effect will be regulated by agreement between the parties, or by the court, so as to insure that the limit of liability be not exceeded.

If different creditors take proceedings in the courts of different states, the owner may, before each court, require account to be taken of the whole of the claims and debts so as to insure that the limit of liability be not exceeded.

The national laws shall determine questions of procedure and time limits for the purpose of applying the preceding rules.

Article 9.

In the event of any action or proceeding being taken on one of the grounds enumerated in article 1, the court may, on the application of the owner of the vessel, order that proceedings against the property of the owner other than the vessel, its freight and accessories shall be stayed for a period sufficient to permit of the sale of the vessel and distribution of the proceeds amongst the creditors.

Article 10.

Where the person who operates the vessel without owning it or the principal charterer is liable under one of the heads enumerated in article 1, the provisions of this convention are applicable to him.

Article 11.

La jauge dont il est question dans les dispositions de la présente convention se calcule comme suit :

Pour les vapeurs et autres bâtiments à moteurs, sur le tonnage net augmenté du volume qui, à raison de l'espace occupé par les appareils de force motrice, a été déduit du tonnage brut en vue de déterminer le tonnage net.

Pour les voiliers, sur le tonnage net.

Article 12.

Les dispositions de la présente convention seront appliquées dans chaque Etat contractant lorsque le navire pour lequel la limite de responsabilité est invoquée est ressortissant d'un Etat contractant, ainsi que dans les autres cas prévus par les lois nationales.

Toutefois, le principe formulé dans l'alinéa précédent ne porte pas atteinte au droit des Etats contractants de ne pas appliquer les dispositions de la présente convention en faveur des ressortissants d'un Etat non contractant.

Article 13.

La présente convention est sans application aux navires de guerre et aux navires d'Etat exclusivement affectés à un service public.

Article 14.

Rien, dans les dispositions qui précèdent, ne porte atteinte à la compétence des tribunaux, à la procédure et aux voies d'exécution organisées par les lois nationales.

Article 15.

Les unités monétaires dont il s'agit dans la présente convention s'entendent valeur or.

Ceux des Etats contractants où la livre sterling n'est pas employée comme unité monétaire se réservent le droit de convertir en chiffres ronds, d'après leur système monétaire, les sommes indiquées en livres sterling dans la présente convention.

Les lois nationales peuvent réserver au débiteur la faculté de se libérer dans la monnaie nationale, d'après le cours du change aux époques fixées à l'article 3.

Article 16.

A l'expiration du délai de deux ans au plus tard à compter du jour de la signature de la convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur. Les ratifications seront déposées à Bruxelles à la date qui sera fixée de commun accord entre lesdits Gouvernements. Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prendront part et par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Les dépôts ultérieurs se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement belge et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les

Article 11.

For the purposes of the provisions of the present convention, " tonnage " is calculated as follows :

In the case of steamers and other mechanically propelled vessels, net tonnage, with the addition of the amount deducted from the gross tonnage on account of engine-room space for the purpose of ascertaining the net tonnage.

In the case of sailing vessels, net tonnage.

Article 12.

The provisions of this conventions shall be applied in each contracting state in cases in which the ship for which the limit of responsibility is invoked is a national of another contracting state, as well as in any other cases provided for by the national laws.

Nevertheless the principle formulated in the preceding paragraph does not affect the right of the contracting states not to apply the provisions of this convention in favor of the nationals of a non-contracting state.

Article 13.

This convention does not apply to vessels of war, nor to government vessels appropriated exclusively to the public service.

Article 14.

Nothing in the foregoing provisions shall be deemed to affect in any way the competence of tribunals, modes of procedure, or methods of execution authorized by the national laws.

Article 15.

The monetary units mentioned in this convention mean their gold value.

Those contracting states in which the pound sterling is not a monetary unit reserve to themselves the right of translating the sums indicated in this convention in terms of pound sterling into terms of their own monetary system in round figures.

The national laws may reserve to the debtor the right of discharging his debt in national currency according to the rate of exchange prevailing at the dates fixed in article 3.

Article 16.

After an interval of not more than two years from the day on which the convention is signed, the Belgian Government shall place itself in communication with the Governments of the High Contracting Parties which have declared themselves prepared to ratify the convention, with a view to deciding whether it shall be put into force. The ratifications shall be deposited at Brussels at a date to be fixed by agreement among the said Governments. The first deposit of ratifications shall be recorded in a *procès-verbal* signed by the representatives of the powers which take part therein and by the Belgian Minister for Foreign Affairs.

The subsequent deposits of ratifications shall be made by means of a written notification, addressed to the Belgian Government, and accompanied by the instrument of ratification.

A duly certified copy of the *procès-verbal* relating to the first deposit of ratifications, of the notifications referred to in the previous paragraph, and also of the instruments of ratification

accompagnent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement belge et par la voie diplomatique, remise aux Etats qui ont signé la présente convention ou qui y ont adhéré. Dans les cas visés à l'alinéa précédent, ledit Gouvernement fera connaître, en même temps, la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 17.

Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente convention, qu'ils aient été ou non représentés à la Conférence internationale de Bruxelles.

L'Etat qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge, en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives dudit gouvernement.

Le Gouvernement belge transmettra immédiatement à tous les Etats signataires, ou adhérents, copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes peuvent, au moment de la signature du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente convention ne s'applique pas soit à certains, soit à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. En conséquence, elles peuvent ultérieurement adhérer séparément au nom de l'un ou de l'autre de ces Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, ainsi exclus dans leur déclaration originale. Elles peuvent aussi, en se conformant à ces dispositions, dénoncer la présente convention, séparément pour l'un ou plusieurs des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

Article 19.

A l'égard des Etats qui auront participé au premier dépôt de ratifications, la présente convention produira effet un an après la date du procès-verbal de ce dépôt. Quant aux Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi que dans les cas où la mise en vigueur se fera ultérieurement et selon l'article 18, elle produira effet six mois après que les notifications prévues à l'article 16, alinéa 2, et à l'article 17, alinéa 2, auront été reçues par le Gouvernement belge.

Article 20.

S'il arrivait qu'un des Etats contractants voulût dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement belge, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation produira ses effets à l'égard de l'Etat seul qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement belge.

Article 21.

Chaque Etat contractant aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient y être apportées.

Celui des Etats qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier un an à l'avance son intention aux autres Etats, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence.

accompanying them, shall be immediately sent by the Belgian Government through the diplomatic channel to the powers who have signed this convention or who have acceded to it. In the cases contemplated in the preceding paragraph the said Government shall inform them at the same time of the date on which it received the notification.

Article 17.

Nonsignatory states may accede to the present convention whether or not they have been represented at the International Conference at Brussels.

A state which desires to accede shall notify its intention in writing to the Belgian Government, forwarding to it the document of accession, which shall be deposited in the archives of the said Government.

The Belgian Government shall immediately forward to all the states which have signed or acceded to the convention a duly certified copy of the notification and of the act of accession, mentioning the date on which it received the notification.

Article 18.

The High Contracting Parties may at the time of signature, ratification, or accession declare that their acceptance of the present convention does not include any or all of the self-governing dominions, or of the colonies, overseas possessions, protectorates, or territories under their sovereignty or authority, and they may subsequently accede separately on behalf of any self-governing dominion, colony, overseas possession, protectorate, or territory excluded in their declaration. They may also denounce the convention separately in accordance with its provisions in respect of any self-governing dominion, or any colony, overseas possession, protectorate, or territory under their sovereignty or authority.

Article 19.

The present convention shall take effect, in the case of the states which have taken part in the first deposit of ratifications, one year after the date of the *procès verbal* recording such deposit. As respects the states which ratify subsequently or which accede, and also in cases in which the convention is subsequently put into effect in accordance with article 18, it shall take effect six months after the notifications specified in article 16, paragraph 2, and article 17, paragraph 2, have been received by the Belgian Government.

Article 20.

In the event of one of the contracting states wishing to denounce the present convention, the denunciation shall be notified in writing to the Belgian Government, which shall immediately communicate a duly certified copy of the notification to all the other states informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall only operate in respect of the state which made the notification, and on the expiration of one year after the notification has reached the Belgian Government.

Article 21.

Any one of the contracting states shall have the right to call for a fresh conference with a view to considering possible amendments.

A state which would exercise this right should give one year advance notice of its intention to the other states through the Belgian Government, which would make arrangements for convening the conference.

Article additionnel.

Les dispositions de l'article 5 de la convention[1] pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage du 23 septembre 1910, dont la mise en vigueur avait été suspendue en vertu de l'article additionnel de cette convention, deviennent applicables à l'égard des Etats liés par la présente convention.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 25 août 1924.

Pour l'Allemagne :

Pour la République Argentine :
(Signé) Alberto BLANCAS.

Pour la Belgique :
(Signé) Louis FRANCK.
Albert LE JEUNE.
SOHR.

Pour le Présil :
(Signé) BARROS MOREIRA.

Pour le Chili :
(Signé) Armando QUEZADA.

Pour la République de Cuba :

Pour le Danemark :
(Signé) O. KRAG.

Pour l'Espagne :
(Signé) El Marques DE VILLALOBAR.

Pour l'Esthonie :
(Signé) PUSTA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :
(Signé) Maurice HERBETTE.

Pour la Grande-Bretagne :
(Signé) George GRAHAME.

Pour la Hongrie :
(Signé) WORACZICZKY.

[1] DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VII, page 711.

Additional Article.

The provisions of article 5 of the convention[1] for the unification of certain rules relating to collisions at sea, of September 23, 1910, the operation of which had been put off by virtue of the additional article of that convention become applicable in regard to the states bound by this convention.

Done at Brussels, in a single copy, August 25, 1924.

For Germany :

For the Argentine Republic :
(Signed) Alberto BLANCAS.

For Belgium :
(Signed) Louis FRANCK.
(Signed) Albert LE JEUNE.
(Signed) SOHR.

For Brazil :
(Signed) BARROS MOREIRA.

For Chile :
(Signed) Armando QUEZADA.

For the Republic of Cuba :

For Denmark :
(Signed) O. KRAG.

For Spain :
(Signed) The Marquis OF VILLALOBAR.

For Estonia :
(Signed) PUSTA.

For the United States of America :

For Finland :

For France :
(Signed) Maurice HERBETTE.

For Great Britain :
(Signed) George GRAHAME.

For Hungary :
(Signed) WORACZICZKY.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 103, page 434.

Pour l'Italie :
(Signé) Giulio DANEO.

Pour le Japon :
(Signé) M. ADATCI.

Sous les réserves formulées dans la note relative à ce traité et jointe à ma lettre, datée du 25 août 1925, à S. E. M. Emile Vandervelde, Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Pour la Lettonie :
(Signé) G. ALBAT.

Pour le Mexique :

Pour la Norvège :
(Signé) KNUDZON.

Pour les Pays-Bas :

Pour le Pérou :

Pour la Pologne et la Ville libre de Dantzig :
(Signé) SZEMBEK.

Pour le Portugal :
(Signé) Alberto D'OLIVEIRA.

Pour la Roumanie :
(Signé) Henry CATARGI.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
(Signé) Prof. STRAZNICKY.
(Signé) A. VERONA.

Pour la Suède :

Sous réserve de ratification par Sa Majesté le Roi,
avec l'approbation du Riksdag :

(Signé) DE DARDEL.

Pour l'Uruguay :

PROTOCOLE DE SIGNATURE

En procédant à la signature de la convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation et la responsabilité des propriétaires de navires de mer, les plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent protocole qui aura la même force et la même valeur que si ces dispositions étaient insérées dans le texte même de la convention à laquelle il se rapporte :

For Italy :
(Signed) Giulio DANEO.

For Japan :
(Signed) M. ADATCI.

Subject to the reservations formulated in the note relative to this treaty and appended to my letter dated August 25, 1925, to His Excellency Mr. Emile Vandervelde, Minister for Foreign Affairs of Belgium.

For Latvia :
(Signed) G. ALBAT.

For Mexico :

For Norway :
(Signed) KNUDZON.

For the Netherlands :

For Peru :

For Poland and the Free City of Danzig :
(Signed) SZEMBEK.

For Portugal :
(Signed) Alberto D'OLIVEIRA.

For Roumania :
(Signed) Henry CATARGI.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :
(Signed) Prof. STRAZNICKY.
(Signed) A. VERONA.

For Sweden :

Subject to ratification by His Majesty the King with the approval of the Riksdag :

(Signed) DE DARDEL.

For Uruguay :

PROTOCOL OF SIGNATURE.

In proceeding to the signature of the international convention for the unification of certain rules relating to the limitation of the liability of owners of seagoing vessels, the undersigned plenipotentiaries adopted the present protocol which will have the same force and the same value as if the provisions were inserted in the text of the convention to which it relates :

I. — Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de ne pas admettre la limitation de la responsabilité à la valeur du navire, des accessoires et du fret pour les dommages occasionnés aux ouvrages d'art des ports, docks et voies navigables et pour les frais d'enlèvement de l'épave, ou de ne ratifier le traité sur ces points qu'à charge de réciprocité.

Il est toutefois entendu que la limite de responsabilité du chef de ces dommages ne dépassera pas 8 livres sterling par tonneau de jauge, sauf pour les frais d'enlèvement de l'épave.

II. — Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de décider que le propriétaire d'un navire ne servant pas au transport de personnes et dont la jauge ne dépasse pas 300 tonneaux, est responsable à l'égard des créances du chef de mort ou lésions corporelles, d'après les dispositions de la convention, mais qu'il y ait lieu d'appliquer à cette responsabilité les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 7.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 25 août 1924.

Pour l'Allemagne :

Pour la République Argentine :
(Signé) Alberto BLANCAS.

Pour la Belgique :
(Signé) Louis FRANCK.
Albert LE JEUNE.
F. SOHR.

Pour le Brésil :
(Signé) BARROS MOREIRA.

Pour le Chili :
(Signé) Armando QUEZADA.

Pour la République de Cuba :

Pour le Danemark :
(Signé) O. KRAG.

Pour l'Espagne :
(Signé) El Marques DE VILLALOBAR.

Pour l'Esthonie :
(Signé) PUSTA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :
(Signé) Maurice HERBETTE.

Pour la Grande-Bretagne :
(Signé) George GRAHAME.

I. The High Contracting Parties reserve to themselves the right not to admit the limitation of the liability to the value of the vessel, the accessories and the freight for damages done to works in ports, docks, and navigable ways and for the cost of removing the wreck, or the right only to ratify the treaty on those points on condition of reciprocity.

It is nevertheless agreed that the limitation of liability under the head of those damages will not exceed eight pounds sterling per ton of measurement, except as regards the cost of removing the wreck.

II. The High Contracting Parties reserve to themselves the right to decide that the owner of a vessel that is not used for the carriage of persons and measures not more than three hundred tons is liable as to claims arising from death or bodily injuries, in accordance with the provisions of the convention, but without there being occasion to apply to that liability the provisions of paragraph 1 of article 7.

Done at Brussels, in a single copy, August 25, 1924.

For Germany :

For the Argentine Republic :
(Signed) Alberto BLANCAS.

For Belgium :
(Signed) Louis FRANCK.
(Signed) Albert LE JEUNE.
(Signed) F. SOHR.

For Brazil :
(Signed) BARROS MOREIRA.

For Chile :
(Signed) Armando QUEZADA.

For the Republic of Cuba :

For Denmark :
(Signed) O. KRAG.

For Spain :
(Signed) The Marquis OF VILLALOBAR.

For Estonia :
(Signed) PUSTA.

For the United States of America :

For Finland :

For France :
(Signed) Maurice HERBETTE.

For Great Britain :
(Signed) George GRAHAME.

Pour la Hongrie :
(Signé) WORACZICZKY.

Pour l'Italie :
(Signé) Giulio DANEO.

Pour le Japon :

Pour la Lettonie :
(Signé) G. ALBAT.

Pour le Mexique :

Pour la Norvège :
(Signé) KNUDZON.

Pour les Pays-Bas :

Pour le Pérou :

Pour la Pologne et la Ville Libre de Danzig :
(Signé) SZEMBEK.

Pour le Portugal :
(Signé) Alberto D'OLIVEIRA.

Pour la Roumanie :
(Signé) Henry CATARGI.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
(Signé) Prof. Dr Milorad STRAZNICKY.
Dr VERONA.

Pour la Suède :

Sous réserve de ratification par Sa Majesté le Roi, avec l'approbation du Riksdag :

(Signé) DE DARDEL.

Pour l'Uruguay :

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE

Le 25 août 1924, la Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, a été ouverte au Ministère des Affaires étrangères de Belgique, à la signature des plénipotentiaires des Etats représentés à la Conférence internationale de Droit maritime.

For Hungary :
(Signed) WORACZICZKY.

For Italy :
(Signed) Giulio DANEO.

For Japan :

For Latvia :
(Signed) G. ALBAT.

For Mexico :

For Norway :
(Signed) KNUDZON.

For the Netherlands :

For Peru :

For Poland and the Free City of Danzig :
(Signed) SZEMBEK.

For Portugal :
(Signed) Alberto D'OLIVEIRA.

For Roumania :
(Signed) Henry CATARGI.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :
(Signed) Prof. Dr. Milorad STRAZNICKY.
Dr. VERONA.

For Sweden :

Subject to ratification by His Majesty the King with the approval of the Riksdag :

(Signed) DE DARDEL.

For Uruguay :

PROCÈS VERBAL OF SIGNATURE.

On August 25, 1924, the international convention for the unification of certain rules relating to the limitation of the liability of owners of seagoing vessels was opened at the Ministry of Foreign Affairs of Belgium for the signature of the plenipotentiaries of the states represented in the International Conference on Maritime Law.

Ont été successivement reçues les signatures des plénipotentiaires dont les noms suivent :

Le 8 septembre 1924, pour la Belgique :
M. L. FRANCK ; M. LE JEUNE ; M. SOHR.

Le 15 novembre 1924, pour la Grande-Bretagne :
S. E. le Très Honorable Sir George GRAHAME.

En procédant à la signature de la présente convention, Son Excellence a fait, au nom de son gouvernement, la déclaration dont les termes sont reproduits en annexe au présent procès-verbal.

Le 29 décembre 1924, pour le Brésil :
S. E. M. DE BARROS MOREIRA.

Le 28 février 1925, pour la France :
S. E. M. HERBETTE.

Le 12 mars 1925, pour la Roumanie :
S. E. M. Henry CATARGI.

Le 22 août 1925, pour la Pologne et la Ville Libre de Danzig :
S. E. M. le Comte Jean SZEMBEK.

Le 24 août 1925, pour le Danemark :
S. E. M. Otto KRAG.

En procédant à la signature de la présente convention, Son Excellence a fait, au nom de son Gouvernement, la déclaration dont les termes sont reproduits en annexe au présent procès-verbal.

Le 24 août 1925, pour l'Espagne :
S. E. le Marquis DE VILLALOBAR ET DE GUIMAREY.

Le 24 août 1925, pour l'Argentine :
S. E. M. Alberto BLANCAS.

Le 25 août 1925, pour le Japon :
S. E. M. M. ADATCI.

En procédant à la signature de la présente convention, à l'exclusion du Protocole de signature, Son Excellence a fait, au nom de son Gouvernement, la déclaration dont les termes sont reproduits en annexe au présent procès-verbal.

Le 17 septembre 1925, pour l'Italie :
M. Giulio DANEO.

En procédant à la signature de la présente convention, le Chargé d'Affaires a fait, au nom de son gouvernement, la déclaration dont les termes sont reproduits en annexe au présent procès-verbal.

Le 27 octobre 1925, pour la Lettonie :
S. E. M. G. ALBAT.

Le 8 avril 1926, pour la Hongrie :
M. le Comte WORACZICZKY.

The signatures of the plenipotentiaries whose names follow were successively received :

September 8, 1924, for Belgium :
Mr. L. FRANCK ; Mr. LE JEUNE ; Mr. SOHR.

November 15, 1924, for Great Britain :
His Excellency the Right Honorable Sir George GRAHAME.

In proceeding to the signature of the present convention, His Excellency made, in behalf of his Government, the declaration the terms of which are reproduced in an annex to this *procès verbal.*

December 29, 1924, for Brazil :
His Excellency Mr. DE BARROS MOREIRA.

February 28, 1925, for France :
His Excellency Mr. HERBETTE.

March 12, 1925, for Rumania :
His Excellency Mr. Henry CATARGI.

August 22, 1925, for Poland and the Free City of Danzig :
His Excellency Count Jean SZEMBEK.

August 24, 1925, for Denmark :
His Excellency Mr. Otto KRAG.

In proceeding to the signature of the present convention, His Excellency made, in behalf of his Government, the declaration the terms of which are reproduced in an annex to this *procès verbal.*

August 24, 1925, for Spain :
His Excellency the MARQUIS OF VILLALOBAR AND OF GIUMAREY.

August 24, 1925, for Argentina :
His Excellency Mr. Alberto BLANCAS.

August 25, 1925, for Japan :
His Excellency Mr. M. ADATCI.

In proceeding to the signature of the present convention, to the exclusion of the prococol of signature, His Excellency made, in behalf of his Government, the declaration the terms of which are reproduced in an annex to this *procès verbal.*

September 17, 1925, for Italy :
Mr. Giulio DANEO.

In proceeding to the signature of the present convention, the Chargé d'Affaires made, in behalf of his Government, the declaration the terms of which are reproduced in an annex to this *procès verbal.*

October 27, 1925, for Latvia :
His Excellency Mr. G. ALBAT.

April 8, 1926, for Hungary :
Count WORACZICZKY.

Le 10 avril 1926, pour l'Esthonie :
S. E. M. PUSTA.

Le 10 avril 1926, pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
MM. STRAZNICKY et VERONA.

Le 9 octobre 1926, pour le Portugal :
S. E. M. Alberto D'OLIVEIRA.

Le 14 avril 1927, pour la Norvège :
M. KNUDZON.

Le 22 juin 1927, pour la Suède :
S. E. M. DE DARDEL.

Le 28 octobre 1927, pour le Chili :
S. E. M. Armando QUEZADA.

I, the Undersigned, His Britannic Majesty's Ambassador at Brussels, on affixing my signature to the Protocol of Signature of the International Convention for the unification of certain rules of law relating to the limitation of the liability of owners of sea-going vessels, on this the 15th day of November, 1924, hereby make the following Declarations by direction of my Government :

I declare that His Britannic Majesty's Government adopt the reservation to Article 1 of the above mentioned Convention which is set forth in the Protocol of Signature (Protocole de Clôture).

I further declare that my signature applies only to Great Britain and Northern Ireland. I reserve the right of each of the British Dominions, Colonies, Overseas Possessions and Protectorates, and of each of the territories over which His Britannic Majesty exercises a mandate to accede to this Convention under Article 18.

(Signed) George GRAHAME,
His Britannic Majesty's Ambassador at Brussels.

BRUSSELS, *this 15th day of November*, 1924.

LÉGATION DE DANEMARK.

En procédant, sous réserve de ratification, à la signature de la convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, le Gouvernement danois déclare vouloir faire usage de la faculté stipulée sous le N° 1 du Protocole de signature, faculté en vertu de laquelle la limitation de la responsabilité à la valeur du navire, des accessoires et du fret pour les dommages occasionnés, aux ouvrages d'art des ports, docks et voies navigables, et pour les frais de relèvement de l'épave, ne sera admise au Danemark à l'égard des Etats cosignataires que sous réserve de réciprocité.

April 10, 1926, for Estonia :
His Excellency Mr. PUSTA.

April 10, 1926, for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :
Messrs. STRAZNICKY and VERONA.

October 9, 1926, for Portugal :
His Excellency Mr. Alberto d'OLIVEIRA.

April 14, 1927, for Norway :
M. KNUDZON.

June 22, 1927, for Sweden :
S. E. M. DE DARDEL.

October 28, 1927, for Chile :
S. E. M. Armando QUEZADA.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

Je soussigné, Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Bruxelles, en apposant ma signature au Protocole de signature de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, le 15 novembre 1924, faits par la présente les déclarations suivantes, d'ordre de mon gouvernement :

Je déclare que le Gouvernement de Sa Majesté britannique adopte la réserve à l'article 1 de la convention susmentionnée, exprimée dans le protocole de signature (Protocole de clôture).

Je déclare, en outre, que ma signature ne s'applique qu'à la Grande-Bretagne et à l'Irlande du Nord. Je fais toutes réserves en ce qui concerne le droit de chacun des Dominions britanniques, Colonies, possessions d'outre-mer et protectorats et chacun des territoires sur lesquels Sa Majesté britannique exerce un mandat, d'accéder à cette convention conformément à l'article 18.

(Signé) George GRAHAME,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Bruxelles.

BRUXELLES, *le* 15 *novembre* 1924.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION OF DENMARK.

In signing, subject to ratification, the international convention for the unification of certain rules relating to the limitation of the liability of owners of seagoing vessels, the Danish Government declares it wishes to avail itself of the option stipulated under No. 1 of the protocol of signature, by virtue of which the limitation of the liability to the value of the vessel, the accessories and the freight for damages done to works in ports, docks, and navigable ways, and for the cost of raising the wreck, shall not be admitted in Denmark toward co-signatory states except on condition of reciprocity.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Traduction extraite du « Treaty Information Bulletin », N° 20, 1931, du « Department of State » des Etats-Unis d'Amérique.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Translation taken from the Treaty Information Bulletin, No. 20, 1931, of the Department of State of the United States of America.

D'autre part, le Gouvernement danois déclare vouloir faire également usage de la réserve stipulée sous le N° 2 du dit Protocole et aux termes de laquelle le propriétaire d'un navire ne servant pas au transport de personnes et dont la jauge ne dépasse pas 300 tonneaux est responsable à l'égard des créances du chef de mort ou lésions corporelles, d'après les dispositions de la convention, mais sans qu'il y ait lieu d'appliquer à cette responsabilité les dispositions de l'alinéa premier de l'article 7.

BRUXELLES, *le 24 août* 1925.

Le Ministre du Danemark,
(Signé) O. KRAG.

AMBASSADE IMPÉRIALE DU JAPON.

Note annexée à la lettre de S. Exc. M. l'Ambassadeur du Japon à M. le Ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 25 août 1925.

Au moment de procéder à la signature de la convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, le soussigné, Plénipotentiaire du Japon, fait les réserves suivantes :

a) A l'article premier :

Le Japon se réserve le droit de ne pas admettre la limitation de la responsabilité à la valeur du navire, des accessoires et du fret pour les dommages occasionnés aux ouvrages d'art des ports, docks et voies navigables, et pour les frais d'enlèvement de l'épave.

b) A l'article 7 :

Le Japon se réserve le droit de décider que le propriétaire d'un navire ne servant pas au transport de personnes et dont la jauge ne dépasse pas 300 tonneaux est responsable à l'égard des créances du chef de mort ou de lésions corporelles, d'après les dispositions de la convention, mais sans qu'il y ait lieu d'appliquer à cette responsabilité les dispositions de l'alinéa premier de l'article 7.

c) Le Japon interprète les dispositions de l'article 8 et de l'article 14 en ce sens que, si d'après la législation de certains Etats, un droit de préférence résulte d'une saisie, le fait d'avoir exercé ce droit de préférence ne préjudiciera en rien aux droits des autres créanciers sur la somme à répartir.

BRUXELLES, *le 25 août* 1925.

(Signé) M. ADATCI.

REGIA AMBASCIATA D'ITALIA
NEL BELGIO.

Réserve du Gouvernement italien concernant la convention relative à l'unification de certaines règles relatives à la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires maritimes.

En signant la première convention de droit maritime préparée par la Conférence de Bruxelles, je dois faire, au nom du Gouvernement italien, la réserve suivante :

« Sous réserve que la limitation de responsabilité prévue à l'alinéa 3 de l'article 7 de la convention ne préjugera pas l'application des dispositions spéciales des lois italiennes pour ce qui concerne la responsabilité envers les passagers considérés comme émigrants. »

(Signé) Giulio DANEO.

On the other hand the Danish Government declares it wishes also to avail itself of the reservation stipulated under No. 2 of the said protocol and according to the terms of which the owner of a vessel that is not used for the carriage of persons and measures not more than three hundred tons is liable as to claims arising from death or bodily injuries, in accordance with the provisions of the convention, but without there being occasion to apply to that liability the provisions of paragraph 1 of article 7.

BRUSSELS, *August* 24, 1925.

Minister of Denmark,
(Signed) O. KRAG.

IMPERIAL EMBASSY OF JAPAN.

Note annexed to the letter of His Excellency the Ambassador of Japan to the Minister of Foreign Affairs of Belgium on August 25, 1925.

At the time of signing the international convention for the unification of certain rules relating to the limitation of the liability of owners of seagoing vessels, the undersigned, plenipotentiary of Japan, makes the following reservations :

(a) To article 1 :

Japan reserves to itself the right not to admit the limitation of the liability to the value of the vessel, the accessories and the freight for damages done to works in ports, docks, and navigable ways, and for the cost of removing the wreck.

(b) To article 7 :

Japan reserves to itself the right to decide that the owner of a vessel that is not used for the carriage of persons and measures not more than three hundred tons is liable as to claims arising from death or bodily injuries, in accordance with the provisions of the convention, but without there being occasion to apply to that liability the provisions of paragraph 1 of article 7.

(c) Japan construes the provisions of article 8 and article 14 in the sense that, if under the laws of certain states, a preferential right grows out of an attachment, the fact that the preferential right is exercised shall in no wise prejudice the rights of the other creditors to the sum to be distributed.

BRUSSELS, *August* 25, 1925.

(Signed) M. ADATCI.

ROYAL EMBASSY OF ITALY
IN BELGIUM.

Reservation of the Italian Government concerning the convention relative to the unification of certain rules relating to the limitation of the liabitity of owners of seagoing vessels.

In signing the first convention on maritime law prepared by the conference at Brussels, I must make, on behalf of the Italian Government the following reservation :

" With the reservation that the limitation of liability provided by paragraph 3 of article 3 of the convention shall not prejudice the application of the special provisions of Italian law in all that concerns the liability to passengers considered as emigrants."

(Signed) Giulio DANEO.

PROCÈS-VERBAL DE DÉPOT DES RATIFICATIONS

Les ratifications sur la convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, signée à Bruxelles, le 25 août 1924, de même que sur le Protocole de signature y annexé, devant, aux termes de l'article 16 de la convention, être déposé à Bruxelles, le présent procès-verbal a été dressé à cet effet au Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Ont été présentées au dépôt le 2 juin 1930 :

Les ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges.

(Signé) HYMANS.

Au moment de procéder au dépôt des ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges, le Ministre des Affaires étrangères de Belgique a déclaré, conformément aux stipulations de l'article 18 de la Convention, que ces ratifications ne valent que pour la Belgique, à l'exclusion du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, territoires sous mandat.

BRUXELLES, *le 2 juin* 1930.

Le Ministre des Affaires étrangères de Belgique,
(Signé) HYMANS.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi d'Espagne.

(Signé) Francisco G. DE AGUËRA.

Les ratifications de Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie.

(Signé) Joseph KAIL.

Les ratifications de Son Excellence le Président de la République portugaise.

(Signé) Augusto DE CASTRO.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande.

(Signé) F. DE HOEGH-GULDBERG.

La date du 2 juin 1930 marquera le point de départ du délai d'un an stipulé à l'article 19 de la Convention pour la mise en vigueur de celle-ci.

BRUXELLES, *le 2 juin* 1930.

Le Ministre des Affaires étrangères de Belgique,
(Signé) HYMANS.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROCÈS-VERBAL RELATING TO THE DEPOSIT OF RATIFICATIONS.

The ratifications of the International Convention for the Unification of certain Rules relating to the Limitation of the Liability of Owners of Seagoing Vessels, signed at Brussels on August 25, 1924, and of the Protocol of Signature annexed thereto, having to be deposited at Brussels, in accordance with Article 16 of the Convention, the Belgian Ministry of Foreign Affairs has drawn up the present *Procès-verbal* for this purpose.

The following ratifications were deposited on June 2, 1930.

The ratification of His Majesty the King of the Belgians.

(Signed) HYMANS.

In proceeding to the deposit of the ratifications of His Majesty the King of the Belgians, the Belgian Minister for Foreign Affairs declared, in accordance with the provisions of Article 18 of the Convention, that these ratifications extend only to Belgium and do not apply to the Belgian Congo and Ruanda-Urundi, territories under mandate.

BRUSSELS, *June* 2, 1930.

(Signed) HYMANS.
Belgian Minister for Foreign Affairs.

The ratifications of His Majesty the King of Spain.

(Signed) Francisco G. DE AGUËRA.

The ratifications of His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary.

(Signed) Joseph KAIL.

The ratifications of His Excellency the President of the Portuguese Republic.

(Signed) Augusto DE CASTRO.

The ratifications of His Majesty the King of Denmark and Iceland.

(Signed) F. DE HOEGH-GULDBERG.

The period of one year laid down in Article 19 of the Convention, as the period after which the Convention shall take effect, will begin on June 2nd, 1930.

BRUSSELS, *June* 2, 1930.

(Signed) HYMANS.
Belgian Minister for Foreign Affairs.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2764.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, CHILI, ESPAGNE, ESTONIE, etc.

Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, avec protocole de signature, signés à Bruxelles, le 25 août 1924, procès-verbal de signature et note y annexée, et procès-verbal relatif au dépôt des ratifications, signé à Bruxelles, le 2 juin 1930.

GERMANY, BELGIUM, CHILE, SPAIN, ESTONIA, etc.

International Convention for the Unification of certain Rules relating to Bills of Lading, with Protocol of Signature, signed at Brussels, August 25, 1924, Procès-Verbal of Signature and Note annexed thereto and Procès-Verbal regarding the Deposit of Ratifications, signed at Brussels, June 2, 1930.

N° 2764. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES EN MATIÈRE DE CONNAISSEMENT. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 25 AOUT 1924.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 juillet 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALLEMANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, LE CHEF DE L'ETAT ESTHONIEN, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY.

---

[1] Dépôt des ratifications :

Belgique Grande-Bretagne et Irlande du Nord Espagne Hongrie	Bruxelles, le 2 juin 1930.

Adhésions :

Bahamas Barbade Bermudes Guyane britannique Honduras britannique Ceylan Chypre Iles Falkland et dépendances Fidji Gambie Gibraltar Côte de l'Or Hong-Kong	effectives à partir du 2 juin 1931

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2764. — INTERNATIONAL CONVENTION [2] FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO BILLS OF LADING. SIGNED AT BRUSSELS, AUGUST 25, 1924.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 25, 1931.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REPUBLIC, THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA, HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, THE CHIEF OF THE ESTONIAN STATE, THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH POSSESSIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF MEXICO, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF RUMANIA, HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY.

---

[1] Traduction extraite du « Treaty Information Bulletin » N° 17, 1931, du « Department of State » des Etats-Unis d'Amérique.

[1] Translation taken from the Treaty Information Bulletin No. 17, 1931, of the Department of State of the United States of America.

[2] Deposit of ratifications :

Belgium Great Britain and Northern Ireland Spain Hungary	Brussels, June 2, 1930

Accessions :

Bahamas Barbados Bermuda British Guiana British Honduras Ceylon Cyprus Falkland Islands and Dependencies Fiji Gambia Gibraltar Gold Coast Hong-Kong	Effective as from June 2, 1931

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes en matière de connaissement, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALLEMANDE :

S. E. M. VON KELLER, ministre d'Allemagne à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. L. FRANCK, ministre des Colonies, président du Comité maritime international ;

M. A. LE JEUNE, sénateur, vice-président du Comité maritime international ;

M. F. SOHR, docteur en droit, secrétaire général du Comité maritime international, professeur à l'Université de Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

S. E. M. Armando QUEZADA, ministre du Chili à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Jamaïque (y compris les îles Turques et Caïques et les îles Caïman)	effectives à partir du 2 juin 1931
Kénia (Colonie et Protectorat)	
Iles sous le Vent :	
Antigoa	
Dominique	
Montserrat	
St-Christophe et Nevis	
Iles Vierges	
Etat malais :	
a) Etats malais fédérés :	
Negri Sembilan	
Pahang	
Perak	
Selangor	
b) Etat malais non fédéré :	
Johore	
Ile Maurice	
Nigéria :	
a) Colony	
b) Cameroun sous mandat britannique	
Bornéo du Nord	
Palestine	
Seychelles	
Sierra-Leone	
Protectorat du Somaliland	
Straits Settlements	
Territoire du Tanganyika	
Trinité et Tobago	
Iles de l'Océan Pacifique occidental :	
Protectorat des îles Salomon britanniques	
Colonie des îles Gilbert et Ellice	
Tonga	
Iles du Vent :	
Grenade	
Sainte-Lucie	
Saint-Vincent	
Zanzibar	

La convention et le protocole sont entrés en vigueur le 2 juin 1931.

Having recognized the utility of laying down in common accord certain uniform rules relating to bills of lading have decided to conclude a Convention to that effect and have designated as their Plenipotentiaries, namely :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REPUBLIC :

His Excellency Mr. VON KELLER, Minister of Germany at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Mr. L. FRANCK, Minister of Colonies, President of the International Maritime Committee ;

Mr. A. LE JEUNE, Senator, Vice President of the International Maritime Committee ;

Mr. F. SOHR, Doctor of Laws, Secretary-General of the International Maritime Committee ; Professor at the University of Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

H. E. Mr. Armando QUEZADA, Minister of Chile at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

Jamaica (including Turks and Caicos Islands and Cayman Islands) Kenya (Colony and Protectorate) Leward Islands : Antigua Dominica Montserrat St. Christopher and Nevis Virgin Islands Malay States : *(a)* Federated Malay States : Negri Sembilan Pahang Perak Selangor *(b)* Non-Federated Malay State : Johore Mauritius Nigeria *(a)* Colony *(b)* Cameroons under British mandate North Borneo Palestine Seychelles Sierra Leone Somaliland Protectorate Straits Settlements Tanganyika Territory Trinidad and Tobago Western Pacific Islands : British Solomon Islands Protectorate Gilbert and Ellice Islands Colony Tonga Windward Islands : Grenada St. Lucia St. Vincent Zabzibar	Effective as from June 2, 1931

The Convention and Protocol came into force June 2, 1931.

No. 2764

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

S. E. le Marquis DE VILLALOBAR ET DE GUIMAREY, Ambassadeur d'Espagne à Bruxelles ;

M. LE CHEF DE L'ETAT ESTHONIEN :

S. E. M. PUSTA, ministre d'Esthonie à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

S. E. M. William PHILLIPS, ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

S. E. M. Maurice HERBETTE, ambassadeur de France à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

S. E. le Très Honorable Sir George GRAHAME, G.C.V.O., K.C.M.G., ambassadeur de Sa Majesté britannique à Bruxelles ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le comte Olivier WORACZICZKY, Baron DE PABIENITZ, Chargé d'Affaires de Hongrie à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. J. DANEO, Chargé d'Affaires a. i. d'Italie à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

S. E. M. M. ADATCI, ambassadeur du Japon à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

S. E. M. le Comte Jean SZEMBEK, ministre de Pologne à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

S. E. M. Henry CATARGI, ministre de Roumanie à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

MM. STRAZNICKY et VERONA.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency the Marquis OF VILLALOBAR AND GUIMAREY, Ambassador of Spain at Brussels ;

CHIEF OF THE ESTONIAN STATE :

His Excellency Mr. PUSTA, Minister of Estonia at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

His Excellency Mr. William PHILLIPS, Ambassador of the United States at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency Mr. M. HERBETTE, Ambassador of France at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH POSSESSIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

His Excellency the Right Honorable Sir George GRAHAME, G.C.V.O., K.C.M.G., Ambassador of His Britannic Majesty at Brussels ;

THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count Olivier WORACZICZKY, Baron OF PABIENITZ, Chargé d'Affaires of Hungary at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Mr. J. DANEO, Chargé d'Affaires *ad interim* of Italy at Brussels ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency Mr. M. ADATCI, Ambassador of Japan at Brussels.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF MEXICO :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

His Excellency Count Jean SZEMBEK, Minister of Poland at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

HIS MAJESTY THE KING OF RUMANIA :

His Excellency Mr. Henry CATARGI, Minister of Rumania at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Messrs. STRAZNICKY and VERONA.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

Who, duly authorized therefor, have agreed on the following :

Article premier.

Dans la présente convention les mots suivants sont employés dans le sens précis indiqué ci-dessous :

a) « Transporteur » comprend le propriétaire du navire ou l'affréteur, partie à un contrat de transport avec un chargeur.

b) « Contrat de transport » s'applique uniquement au contrat de transport constaté par un connaissement ou par tout document similaire formant titre pour le transport des marchandises par mer ; il s'applique également au connaissement ou document similaire émis en vertu d'une charte-partie à partir du moment où ce titre régit les rapports du transporteur et du porteur du connaissement.

c) « Marchandises » comprend biens, objets, marchandises et articles de nature quelconque, à l'exception des animaux vivants et de la cargaison qui, par le contrat de transport, est déclarée comme mise sur le pont et, en fait, est ainsi transportée.

d) « Navire » signifie tout bâtiment employé pour le transport des marchandises par mer.

e) « Transport de marchandises » couvre le temps écoulé depuis le chargement des marchandises à bord du navire jusqu'à leur déchargement du navire.

Article 2.

Sous réserve des dispositions de l'article 6, le transporteur dans tous les contrats de transport des marchandises par mer sera, quant au chargement, à la manutention, à l'arrimage, au transport à la garde, aux soins et aux déchargement desdites marchandises, soumis aux responsabilités et obligations, comme il bénéficiera des droits et exonérations ci-dessous énoncés.

Article 3.

1. Le transporteur sera tenu avant et au début du voyage d'exercer une diligence raisonnable pour :

a) Mettre le navire en état de navigabilité ;

b) Convenablement armer, équiper et approvisionner le navire ;

c) Approprier et mettre en bon état les cales, chambres froides et frigorifiques et toutes autres parties du navire où des marchandises sont chargées pour leur réception, transport et conservation.

2. Le transporteur, sous réserve des dispositions de l'article 4, procédera de façon appropriée et soigneuse au chargement, à la manutention, à l'arrimage, au transport, à la garde, aux soins et au déchargement des marchandises transportées.

3. Après avoir reçu et pris en charge les marchandises, le transporteur ou le capitaine ou agent du transporteur devra, sur demande du chargeur, délivrer au chargeur un connaissement portant, entre autres choses :

a) Les marques principales nécessaires à l'identification des marchandises telles qu'elles sont fournies par écrit par le chargeur avant que le chargement de ces marchandises ne commence pourvu que ces marques soient imprimées ou apposées clairement de toute autre façon sur les marchandises non emballées ou sur les caisses ou emballages dans lesquelles les marchandises sont contenues, de telle sorte qu'elles devraient normalement rester lisibles jusqu'à la fin du voyage ;

b) Ou le nombre de colis, ou de pièces, ou la quantité ou le poids, suivant les cas, tels qu'ils sont fournis par écrit par le chargeur ;

c) L'état et le conditionnement apparent des marchandises.

Article 1.

In this convention the following words are employed with the meanings set out below :

(a) " Carrier " includes the owner of the vessel or the charterer who enters into a contract of carriage with a shipper.

(b) " Contract of carriage " applies only to contracts of carriage covered by a bill of lading or any similar document of title, in so far as such document relates to the carriage of goods by sea ; it also applies to any bill of lading or any similar document as aforesaid issued under or pursuant to a charter party from the moment at which such instrument regulates the relations between a carrier and a holder of the same.

(c) " Goods " includes goods, wares, merchandise, and articles of every kind whatsoever except live animals and cargo which by the contract of carriage is stated as being carried on deck and is so carried.

(d) " Ship " means any vessel used for the carriage of goods by sea.

(e) " Carriage of goods " covers the period from the time when the goods are loaded on to the time they are discharged from the ship.

Article 2.

Subject to the provisions of Article 6, under every contract of carriage of goods by sea the carrier, in relation to the loading, handling, stowage, carriage, custody, care, and discharge of such goods shall be subject to the responsibilities and liabilities, and entitled to the rights and immunities hereinafter set forth.

Article 3.

1. The carrier shall be bound before and at the beginning of the voyage to exercise due diligence to :

(a) Make the ship seaworthy ;

(b) Properly man, equip, and supply the ship ;

(c) Make the holds, refrigerating and cool chambers, and all other parts of the ship in which goods are carried, fit and safe for their reception, carriage, and preservation.

2. Subject to the provisions of Article 4, the carrier shall properly and carefully load, handle, stow, carry, keep, care for, and discharge the goods carried.

3. After receiving the goods into his charge, the carrier or the master or agent of the carrier shall, on demand of the shipper, issue to the shipper a bill of lading showing among other things :

(a) The leading marks necessary for identification of the goods as the same are furnished in writing by the shipper before the loading of such goods starts, provided such marks are stamped or otherwise shown clearly upon the goods if uncovered, or on the cases or coverings in which such goods are contained, in such a manner as should ordinarily remain legible until the end of the voyage ;

(b) Either the number of packages or pieces, or the quantity, or weight, as the case may be, as furnished in writing by the shipper ;

(c) The apparent order and condition of the goods.

Cependant aucun transporteur, capitaine ou agent du transporteur, ne sera tenu de déclarer ou de mentionner, dans le connaissement des marques, un nombre, une quantité ou un poids, dont il a une raison sérieuse de soupçonner qu'ils ne représentent pas exactement les marchandises actuellement reçues par lui, ou qu'il n'a pas eu des moyens raisonnables de vérifier.

4. Un tel connaissement vaudra présomption, sauf preuve contraire, de la réception par le transporteur des marchandises telles qu'elles y sont décrites conformément au paragraphe 3, *a)*, *b)* et *c)*.

5. Le chargeur sera considéré avoir garanti au transporteur au moment du chargement, l'exactitude des marques, du nombre, de la quantité et du poids tels qu'ils sont fournis par lui, et le chargeur indemnisera le transporteur de toutes pertes, dommages et dépenses provenant ou résultant d'inexactitudes sur ces points. Le droit du transporteur à pareille indemnité ne limitera d'aucune façon sa responsabilité et ses engagements sous l'empire du contrat de transport vis-à-vis de toute personne autre que le chargeur.

6. A moins qu'un avis des pertes ou dommages et de la nature générale de ces pertes ou dommages ne soit donné par écrit au transporteur ou à son agent au port de déchargement, avant ou au moment de l'enlèvement des marchandises, et de leur remise sous la garde de la personne ayant droit à la délivrance sous l'empire du contrat de transport, cet enlèvement constituera, jusqu'à preuve contraire, une présomption que les marchandises ont été délivrées par le transporteur telles qu'elles sont décrites au connaissement.

Si les pertes ou dommages ne sont pas apparents, l'avis doit être donné dans les trois jours de la délivrance.

Les réserves écrites sont inutiles si l'état de la marchandise a été contradictoirement constaté au moment de la réception.

En tout cas, le transporteur et le navire seront déchargés de toute responsabilité pour pertes ou dommages à moins qu'une action ne soit intentée dans l'année de la délivrance des marchandises ou de la date à laquelle elles eussent dû être délivrées.

En cas de perte ou dommage certains ou présumés, le transporteur et le réceptionnaire se donneront réciproquement toutes les facilités raisonnables pour inspection de la marchandise et de la vérification du nombre de colis.

7. Lorsque les marchandises auront été chargées, le connaissement que délivrera le transporteur, capitaine ou agent du transporteur au chargeur sera, si le chargeur le demande, un connaissement libellé « Embarqué », pourvu que, si le chargeur a auparavant reçu quelque document donnant droit à ces marchandises, il restitue ce document contre remise d'un connaissement « Embarqué ». Le transporteur, le capitaine ou l'agent aura également la faculté d'annoter au port d'embarquement, sur le document remis en premier lieu, le ou les noms du ou des navires sur lesquels les marchandises ont été embarquées et la date ou les dates de l'embarquement et, lorsque ce document sera ainsi annoté, il sera, s'il contient les mentions de l'article 3, paragraphe 3, considéré aux fins de cet article comme constituant un connaissement libellé « Embarqué ».

8. Toute clause, convention ou accord dans un contrat de transport exonérant le transporteur ou le navire de responsabilité pour perte ou dommage concernant des marchandises provenant de négligence, faute ou manquement aux devoirs ou obligations édictées dans cet article ou atténuant cette responsabilité autrement que ne le prescrit la présente convention, sera nulle, non avenue et sans effet. Une clause cédant le bénéfice de l'assurance au transporteur ou toute clause semblable sera considérée comme exonérant le transporteur de sa responsabilité.

Article 4.

1. Ni le transporteur ni le navire ne seront responsables des pertes ou dommages provenant ou résultant de l'état d'innavigabilité, à moins qu'il ne soit imputable à un manque de diligence raisonnable de la part du transporteur à mettre le navire en état de navigabilité ou à assurer au navire un armement, équipement ou approvisionnement convenables, ou à approprier et mettre en bon état les cales, chambres froides et frigorifiques et toutes autres parties du navire où des marchandises sont chargées, de façon qu'elles soient aptes à la réception, au transport et à la préservation

Provided that no carrier, master, or agent of the carrier shall be bound to state or show in the bill of lading any marks, number, quantity, or weight which he has reasonable grounds for suspecting not accurately to represent the goods actually received or which he has had no reasonable means of checking.

4. Such a bill of lading shall be *prima facie* evidence of the receipt by the carrier of the goods as therein described in accordance with paragraph 3 *(a)*, *(b)* and *(c)*.

5. The shipper shall be deemed to have guaranteed to the carrier the accuracy at the time of shipment of the marks, number, quantity, and weight, as furnished by him, and the shipper shall indemnify the carrier against all loss, damages, and expenses arising or resulting from inaccuracies in such particulars. The right of the carrier to such indemnity shall in no way limit his responsibility and liability under the contract of carriage to any person other than the shipper.

6. Unless notice of loss or damage and the general nature of such loss or damage be given in writing to the carrier or his agent at the port of discharge before or at the time of the removal of the goods into the custody of the person entitled to delivery thereof under the contract of carriage, such removal shall be *prima facie* evidence of the delivery by the carrier of the goods as described in the bill of lading.

If the loss or damage is not apparent, the notice must be given within three days of the delivery.

The notice in writing need not be given if the state of the goods has at the time of their receipt been the subject of joint survey or inspection.

In any event the carrier and the ship shall be discharged from all liability in respect of loss or damage unless suit is brought within one year after delivery of the goods or the date when the goods should have been delivered.

In the case of any actual or apprehended loss or damage the carrier and the receiver shall give all reasonable facilities to each other for inspecting and tallying the goods.

7. After the goods are loaded, the bill of lading to be issued by the carrier, master, or agent of the carrier to the shipper shall, if the shipper so demands, be a " shipped " bill of lading, provided that if the shipper shall have previously taken up any document of title to such goods, he shall surrender the same as against the issue of the " shipped " bill of lading. At the option of the carrier such document of title may be noted at the port of shipment by the carrier, master, or agent with the name or names of the ship or ships upon which the goods have been shipped and the date or dates of shipment, and when so noted, if it shows the particulars mentioned in paragraph 3 of Article 3, it shall for the purpose of this article be deemed to constitute a " shipped " bill of lading.

8. Any clause, covenant, or agreement in a contract of carriage relieving the carrier or the ship from liability for loss or damage to or in connection with goods arising from negligence, fault, or failure in the duties and obligations provided in this article, or lessening such liability otherwise than as provided in this convention, shall be null and void and of no effect. A benefit of insurance in favor of the carrier or similar clause shall be deemed to be a clause relieving the carrier from liability.

Article 4.

1. Neither the carrier nor the ship shall be liable for loss or damage arising or resulting from unseaworthiness unless caused by want of due diligence on the part of the carrier to make the ship seaworthy and to secure that the ship is properly manned, equipped, and supplied and to make the holds, refrigerating and cool chambers, and all other parts of the ship in which goods are carried fit and safe for their reception, carriage, and preservation in accordance with the provisions of paragraph 1 of article 3. Whenever loss or damage has resulted from unseaworthiness, the burden

des marchandises, le tout conformément aux prescriptions de l'article 3, paragraphe premier. Toutes les fois qu'une perte ou un dommage aura résulté de l'innavigabilité, le fardeau de la preuve en ce qui concerne l'exercice de la diligence raisonnable tombera sur le transporteur ou sur toute autre personne se prévalant de l'exonération prévue au présent article.

2. Ni le transporteur ni le navire ne seront responsables pour perte ou dommage résultant ou provenant :

a) Des actes, négligence ou défaut du capitaine, marin, pilote ou des préposés du transporteur dans la navigation ou dans l'administration du navire ;

b) D'un incendie, à moins qu'il ne soit causé par le fait ou la faute du transporteur ;

c) Des périls, dangers ou accidents de la mer ou d'autres eaux navigables ;

d) D'un « acte de Dieu » ;

e) De faits de guerre ;

f) Du fait d'ennemis publics ;

g) D'un arrêt ou contrainte de prince, autorités ou peuple, ou d'une saisie judiciaire ;

h) D'une restriction de quarantaine ;

i) D'un acte ou d'une omission du chargeur ou propriétaire des marchandises, de son agent ou représentant ;

j) De grèves ou lock-outs ou d'arrêts ou entraves apportés au travail, pour quelque cause que ce soit, partiellement ou complètement ;

k) D'émeutes ou de troubles civils ;

l) D'un sauvetage ou tentative de sauvetage de vies ou de biens en mer ;

m) De la freinte en volume ou en poids ou de toute autre perte ou dommage résultant de vice caché, nature spéciale ou vice propre de la marchandise ;

n) D'une insuffisance d'emballage ;

o) D'une insuffisance ou imperfection de marques ;

p) De vices cachés échappant à une diligence raisonnable ;

q) De toute autre cause ne provenant pas du fait ou de la faute du transporteur ou du fait ou de la faute des agents ou préposés du transporteur, mais le fardeau de la preuve incombera à la personne réclamant le bénéfice de cette exception et il lui appartiendra de montrer que ni la faute personnelle ni le fait du transporteur ni la faute ou le fait des agents ou préposés du transporteur n'ont contribué à la perte ou au dommage.

3. Le chargeur ne sera pas responsable des pertes ou dommages subis par le transporteur ou le navire et qui proviendraient ou résulteraient de toute cause quelconque sans qu'il y ait acte, faute ou négligence du chargeur, de ses agents ou de ses préposés.

4. Aucun déroutement pour sauver ou tenter de sauver des vies ou des biens en mer, ni aucun déroutement raisonnable ne sera considéré comme une infraction à la présente convention ou au contrat de transport, et le transporteur ne sera responsable d'aucune perte ou dommage en résultant.

5. Le transporteur comme le navire ne seront tenus en aucun cas des pertes ou dommages causés aux marchandises ou les concernant, pour une somme dépassant 100 livres sterling par colis ou unité, ou l'équivalent de cette somme en une autre monnaie, à moins que la nature et la valeur de ces marchandises n'aient été déclarées par le chargeur avant leur embarquement et que cette déclaration ait été insérée au connaissement.

Cette déclaration ainsi insérée dans le connaissement constituera une présomption, sauf preuve contraire, mais elle ne liera pas le transporteur qui pourra la contester.

Par convention entre le transporteur, capitaine ou agent du transporteur et le chargeur, une somme maximum différente de celle inscrite dans ce paragraphe peut être déterminée, pourvu que ce maximum conventionnel ne soit pas inférieur au chiffre ci-dessus fixé.

Ni le transporteur ni le navire ne seront en aucun cas responsables pour perte ou dommage causé aux marchandises ou les concernant, si dans le connaissement le chargeur a fait sciemment une déclaration fausse de leur nature ou de leur valeur.

6. Les marchandises de nature inflammable, explosive ou dangereuse, à l'embarquement desquelles le transporteur, le capitaine ou l'agent du transporteur n'auraient pas consenti, en connaissant leur nature ou leur caractère, pourront à tout moment, avant déchargement, être débarquées

of proving the exercise of due diligence shall be on the carrier or other person claiming exemption under this article.

2. Neither the carrier nor the ship shall be responsible for loss or damage arising or resulting from :

(a) Act, neglect, or default of the master, mariner, pilot, or the servants of the carrier in the navigation or in the management of the ship.
(b) Fire, unless caused by the actual fault or privity of the carrier.
(c) Perils, dangers, and accidents of the sea or other navigable waters.
(d) Act of God.
(e) Act of war.
(f) Act of public enemies.
(g) Arrest or restraint of princes, rulers, or people or seizure under legal process.
(h) Quarantine restrictions.
(i) Act or omission of the shipper or owner of the goods, his agent, or representative.

(j) Strikes or lock-outs or stoppage or restraint of labor from whatever cause, whether partial or general.
(k) Riots and civil commotions.
(l) Saving or attempting to save life or property at sea.
(m) Wastage in bulk or weight or any other loss or damage arising from inherent defect, quality, or vice of the goods.
(n) Insufficiency of packing.
(o) Insuffiency or inadequacy of marks.
(p) Latent defects not discoverable by due diligence.
(q) Any other cause arising without the actual fault or privity of the carrier, or without the fault or neglect of the agents or servants of the carrier, but the burden of proof shall be on the person claiming the benefit of this exception to show that neither the actual fault or privity of the carrier nor the fault or neglect of the agents or servants of the carrier contributed to the loss or damage.

3. The shipper shall not be responsible for loss or damage sustained by the carrier or the ship arising or resulting from any cause without the act, fault, or neglect of the shipper, his agents, or his servants.

4. Any deviation in saving or attempting to save life or property at sea or any reasonable deviation shall not be deemed to be an infringement or breach of this conven ion or of the contract of carriage, and the carrier shall not be liable for any loss or damage resulting therefrom.

5. Neither the carrier nor the ship shall in any event be or become liable for any loss or damage to or in connection with goods in an amount exceeding 100 pounds sterling per package or unit or the equivalent of that sum in other currency unless the nature and value of such goods have been declared by the shipper before shipment and inserted in the bill of lading.

This declaration if embodied in the bill of lading shall be *prima facie* evidence but shall not be binding or conclusive on the carrier.

By agreement between the carrier, master, or agent of the carrier and the shipper another maximum amount than that mentioned in this paragraph may be fixed, provided that such maximum shall not be less than the figure above named.

Neither the carrier nor the ship shall be responsible in any event for loss or damage to, or in connection with, goods if the nature or value thereof has been knowingly mis-stated by the shipper in the bill of lading.

6. Goods of an inflammable, explosive, or dangerous nature to the shipment whereof the carrier, master, or agent of the carrier has not consented with knowledge of their nature and character may at any time before discharge be landed at any place or destroyed or rendered innocuous by

à tout endroit ou détruites ou rendues inoffensives par le transporteur sans indemnité et le chargeur de ces marchandises sera responsable de tout dommage et dépenses provenant ou résultant directement ou indirectement de leur embarquement. Si quelqu'une de ces marchandises embarquées à la connaissance et avec le consentement du transporteur devenait un danger pour le navire ou la cargaison, elle pourrait de même façon être débarquées ou détruite ou rendue inoffensive par le transporteur, sans responsabilité de la part du transporteur si ce n'est du chef d'avaries communes, s'il y a lieu.

Article 5.

Un transporteur sera libre d'abandonner tout ou partie de ses droits et exonérations ou d'augmenter ses responsabilités et obligations tels que les uns et les autres sont prévus par la présente convention, pourvu que cet abandon ou cette augmentation soit inséré dans le connaissement délivré au chargeur.

Aucune disposition de la présente convention ne s'applique aux chartes-parties ; mais si des connaissements sont émis dans le cas d'un navire sous l'empire d'une charte-partie, ils sont soumis aux termes de la présente convention. Aucune disposition dans ces règles ne sera considérée comme empêchant l'insertion dans un connaissement d'une disposition licite quelconque au sujet d'avaries communes.

Article 6.

Nonobstant les dispositions des articles précédents, un transporteur, capitaine ou agent du transporteur et un chargeur seront libres, pour des marchandises déterminées, quelles qu'elles soient, de passer un contrat quelconque avec des conditions quelconques concernant la responsabilité et les obligations du transporteur pour ces marchandises, ainsi que les droits et exonérations du transporteur au sujet de ces mêmes marchandises, ou concernant ses obligations quant à l'état de navigabilité du navire dans la mesure où cette stipulation n'est pas contraire à l'ordre public, ou concernant les soins ou diligence de ses préposés ou agents quant au chargement, à la manutention, à l'arrimage, au transport, à la garde, aux soins et au déchargement des marchandises transportées par mer, pourvu qu'en ce cas aucun connaissement n'ait été ou ne soit émis et que les conditions de l'accord intervenu soient insérées dans un récépissé qui sera un document non négociable et portera mention de ce caractère.

Toute convention ainsi conclue aura plein effet légal.

Il est toutefois convenu que cet article ne s'appliquera pas aux cargaisons commerciales ordinaires, faites au cours d'opérations commerciales ordinaires, mais seulement à d'autres chargements où le caractère et la condition des biens à transporter et les circonstances, les termes et les conditions auxquels le transport doit se faire sont de nature à justifier une convention spéciale.

Article 7.

Aucune disposition de la présente convention ne défend à un transporteur ou à un chargeur d'insérer dans un contrat des stipulations, conditions, réserves ou exonérations relatives aux obligations et responsabilités du transporteur ou du navire pour la perte ou les dommages survenant aux marchandises, ou concernant leur garde, soin et manutention, antérieurement au chargement et postérieurement au déchargement du navire sur lequel les marchandises sont transportées par mer.

Article 8.

Les dispositions de la présente convention ne modifient ni les droits ni les obligations du transporteur tels qu'ils résultent de toute loi en vigueur en ce moment relativement à la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer.

the carrier without compensation, and the shipper of such goods shall be liable for all damages and expenses directly or indirectly arising out of or resulting from such shipment. If any such goods shipped with such knowledge and consent shall become a danger to the ship or cargo, they may in like manner be landed at any place or destroyed or rendered innocuous by the carrier without liability on the part of the carrier except to general average, if any.

Article 5.

A carrier shall be at liberty to surrender in whole or in part all or any of his rights and immunities, or to increase any of his responsibilities and liabilities under this convention provided such surrender or increase shall be embodied in the bill of lading issued to the shipper.

The provisions of this convention shall not be applicable to charter parties, but if bills of lading are issued in the case of a ship under a charter-party they shall comply with the terms of this convention. Nothing in these rules shall be held to prevent the insertion in a bill of lading of any lawful provision regarding general average.

Article 6.

Notwithstanding the provisions of the preceding articles, a carrier, master, or agent of the carrier and a shipper shall in regard to any particular goods be at liberty to enter into any agreement in any terms as to the responsibility and liability of the carrier for such goods, and as to the rights and immunities of the carrier in respect of such goods, or concerning his obligation as to seaworthiness so far as this stipulation is not contrary to public policy, or concerning the care or diligence of his servants or agents in regard to the loading, handling, stowage, carriage, custody, care, and discharge of the goods carried by sea, provided that in this case no bill of lading has been or shall be issued and that the terms agreed shall be embodied in a receipt which shall be a non-negotiable document and shall be marked as such.

Any agreement so entered into shall have full legal effect :
Provided that this article shall not apply to ordinary commercial shipments made in the ordinary course of trade, but only to other shipments where the character or condition of the property to be carried or the circumstances, terms, and conditions under which the carriage is to be performed are such as reasonably to justify a special agreement.

Article 7.

Nothing herein contained shall prevent a carrier or a shipper from entering into any agreement stipulation, condition, reservation, or exemption as to the responsibility and liability of the carrier or the ship for the loss or damage to, or in connection with, the custody and care and handling of goods prior to the loading on, and subsequent to the discharge from, the ship on which the goods are carried by sea.

Article 8.

The provisions of this convention shall not affect the rights and obligations of the carrier under any statute for the time being in force relating to the limitation of the liability of owners of seagoing vessels.

Article 9

Les unités monétaires dont il s'agit dans la présente convention s'entendent valeur or.

Ceux des Etats contractants où la livre serling n'est pas employée comme unité monétaire se réservent le droit de convertir en chiffres ronds, d'après leur système monétaire, les sommes indiquées en livres sterling dans la présente convention.

Les lois nationales peuvent réserver au débiteur la faculté de se libérer dans la monnaie nationale, d'après le cours du change au jour de l'arrivée du navire au port de déchargement de la marchandise dont il s'agit.

Article 10.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront à tout connaissement créé dans un des Etats contractants.

Article 11.

A l'expiration du délai de deux ans, au plus tard, à compter du jour de la signature de la convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes qui ne seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur. Les ratifications seront déposées à Bruxelles à la date qui sera fixée de commun accord entre lesdits gouvernements. Le premier dépôt de ratification sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prendront part et par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Les dépôts ultérieurs se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement belge et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratification, de notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratifications qui les accompagnent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement belge et par la voie diplomatique, remise aux Etats qui ont signé la présente convention ou qui y auront adhéré. Dans les cas visés à l'alinéa précédent, ledit gouvernement fera connaître, en même temps, la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 12.

Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente convention, qu'ils aient été ou non représentés à la Conférence internationale de Bruxelles.

L'Etat qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge, en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives dudit gouvernement.

Le Gouvernement belge transmettra immédiatement à tous les Etats signataires ou adhérents copie certifiée conforme de la notification, ainsi que de l'acte d'adhésion en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes peuvent, au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente convention ne s'applique pas soit à certaines, soit à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. En conséquence, elles peuvent ultérieurement adhérer séparément au nom de l'un ou de l'autre de ces Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, ainsi exclus dans

Article 9.

The monetary units mentioned in this convention are to be taken to be gold value.

Those contracting states in which the pound sterling is not a monetary unit reserve to themselves the right of translating the sums indicated in this convention in terms of pound sterling into terms of their own monetary system in round figures.

The national laws may reserve to the debtor the right of discharging his debt in national currency according to the rate of exchange prevailing on the day of the arrival of the ship at the port of discharge of the goods concerned.

Article 10.

The provisions of this convention shall apply to all bills of lading issued in any of the contracting States.

Article 11.

After an interval of not more than two years from the day on which the convention is signed, the Belgian Government shall place itself in communication with the governments of the high contracting parties which have declared themselves prepared to ratify the convention, with a view to deciding whether it shall be put into force. The ratifications shall be deposited at Brussels at a date to be fixed by agreement among the said governments. The first deposit of ratifications shall be recorded in a *procès-verbal* signed by the representatives of the powers which take part therein and by the Belgian Minister for Foreign Affairs.

The subsequent deposits of ratifications shall be made by means of a written notification, addressed to the Belgian Government and accompanied by the instrument of ratification.

A duly certified copy of the *procès-verbal* relating to the first deposit of ratifications, of the notifications referred to in the previous paragraph, and also of the instruments of ratification accompanying them, shall be immediately sent by the Belgian Government through the diplomatic channel to the powers who have signed this convention or who have acceded to it. In the cases contemplated in the preceding paragraph the said Government shall inform them at the same time of the date on which it received the notification.

Article 12.

Non-signatory States may accede to the present convention whether or not they have been represented at the International Conference at Brussels.

A State which desires to accede shall notify its intention in writing to the Belgian Government, forwarding to it the document of accession, which shall be deposited in the archives of the said Government.

The Belgian Government shall immediately forward to all the States which have signed or acceded to the convention a duly certified copy of the notification and of the act of accession, mentioning the date on which it received the notification.

Article 13.

The high contracting parties may at the time of signature, ratification, or accession declare that their acceptance of the present convention does not include any or all of the self-governing dominions, or of the colonies, overseas possessions, protectorates, or territories under their sovereignty or authority, and they may subsequently accede separately on behalf of any self-governing dominion, colony, overseas possession, protectorate, or territory excluded in their declaration. They may also denounce the convention separately in accordance with its provisions in respect of any self-

leur déclaration originale. Elles peuvent aussi, en se conformant à ces dispositions, dénoncer la présente convention séparément pour l'un ou plusieurs des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

Article 14.

A l'égard des Etats qui auront participé au premier dépôt de ratifications, la présente convention produira effet un an après la date du procès-verbal de ce dépôt. Quant aux Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi que dans les cas où la mise en vigueur se fera ultérieurement et selon l'article 13, elle produira effet six mois après que les notifications prévues à l'article 11, alinéa 2, et à l'article 12, alinéa 2, auront été reçues par le Gouvernement belge.

Article 15.

S'il arrivait qu'un des Etats contractants voulût dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement belge, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation produira ses effets à l'égard de l'Etat seul qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement belge.

Article 16.

Chaque Etat contractant aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente convention.

Celui des Etats qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier un an à l'avance son intention aux autres Etats, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 25 août 1924.

Pour l'Allemagne :
(Signé) KELLER.

Pour la République Argentine :

Pour la Belgique :
(Signé) Louis FRANCK.
(Signé) Albert LE JEUNE.
(Signé) SOHR.

Pour le Chili :
(Signé) Armando QUEZADA.

Pour la République de Cuba :

Pour le Danemark :

governing dominion, or any colony, overseas possession, protectorate, or territory under their sovereignty or authority.

Article 14.

The present convention shall take effect, in the case of the States which have taken part in the first deposit of ratifications, one year after the date of the *procès-verbal* recording such deposit. As respects the States which ratify subsequently or which accede, and also in cases in which the convention is subsequently put into effect in accordance with Article 13, it shall take effect six months after the notifications specified in paragraph 2 of article 11, and paragraph 2 of Article 12, have been received by the Belgian Government.

Article 15.

In the event of one of the contracting States wishing to denounce the present convention, the denunciation shall be notified in writing to the Belgian Government, which shall immediately communicate a duly certified copy of the notification to all the other States informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall only operate in respect of the State which made the notification, and on the expiry of one year after the notification has reached the Belgian Government.

Article 16.

Any one of the contracting States shall have the right to call for a fresh conference with a view to considering possible amendments.

A State which would exercise this right should notify its intention to the other States through the Belgian Government, which would make arrangements for convening the conference.

Done at Brussels, in a single copy, August 25, 1924.

For Germany :
(Signed) KELLER.

For the Argentine Republic :

For Belgium :
(Signed) Louis FRANCK.
(Signed) Albert LE JEUNE.
(Signed) SOHR.

For Chile :
(Signed) Armando QUEZADA.

For the Republic of Cuba :

For Denmark :

Pour l'Espagne :
(Signé) El Marques DE VILLALOBAR.

Pour l'Esthonie :
(Signé) PUSTA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
(Signé) William PHILLIPS.

Pour la Finlande :

Pour la France :
(Signé) Maurice HERBETTE.

Pour la Grande-Bretagne :
(Signé) George GRAHAME.

Pour la Hongrie :
(Signé) WORACZICZKY.

Pour l'Italie :
(Signé) GIULIO DANEO.

Pour le Japon :
(Signé) M. ADATCI.

Sous les réserves formulées dans la note relative à ce traité et jointe à ma lettre, datée du 25 août 1925, à S. Ex. M. Emile Vandervelde, ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Pour la Lettonie :

Pour le Mexique :

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :

Pour le Pérou :

Pout la Pologne et la Ville libre de Dantzig :
(Signé) SZEMBEK.

Pour le Portugal :

Pour la Roumanie :
(Signé) Henry CATARGI.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
(Signé) Dr Milorad STRAZNICKY.
(Signé) Dr VERONA.

Pour la Suède :

Pour l'Uruguay :

For Spain :
(Signed) The Marquis OF VILLALOBAR.

For Estonia :
(Signed) PUSTA.

For the United States of America :
(Signed) William PHILLIPS.

For Finland :

For France :
(Signed) Maurice HERBETTE.

For Great Britain :
(Signed) George GRAHAME.

For Hungary :
(Signed) WORACZICZKY.

For Italy :
(Signed) Giulio DANEO.

For Japan :
(Signed) M. ADATCI.

Subject to the reservations formulated in the note relative to this treaty and appended to my letter dated August 25, 1925, to His Excellency Mr. Emile Vandervelde, Minister for Foreign Affairs of Belgium.

For Latvia :

For Mexico :

For Norway :

For the Netherlands :

For Peru :

For Poland and the Free City of Danzig :
(Signed) SZEMBEK.

For Portugal :

For Rumania :
(Signed) Henry CATARGI.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :
(Signed) Dr. Milorad STRAZNICKY.
(Signed) Dr. VERONA.

For Sweden :

For Uruguay :

PROTOCOLE DE SIGNATURE

En procédant à la signature de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, les plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent protocole qui aura la même force et la même valeur que si ces dispositions étaient insérées dans le texte même de la convention à laquelle il se rapporte.

Les Hautes Parties contractantes pourront donner effet à cette convention, soit en lui donnant force de loi, soit en introduisant dans leur législation nationale les règles adoptées par la convention sous une forme appropriée à cette législation.

Elles se réservent expressément le droit :

1° De préciser que, dans les cas prévus par l'article 4, alinéa 2, de *c)* à *p)*, le porteur du connaissement peut établir la faute personnelle du transporteur ou les fautes de ses préposés non couverts par le paragraphe *a)* ;

2° D'appliquer, en ce qui concerne le cabotage national, l'article 6 à toutes catégories de marchandises, sans tenir compte de la restriction figurant au dernier alinéa dudit article.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 25 août 1924.

Pour l'Allemagne :
(Signé) KELLER.

Pour la République Argentine :

Pour la Belgique :
(Signé) Louis FRANCK.
(Signé) Albert LE JEUNE.
(Signé) SOHR.

Pour le Chili :
(Signé) Armando QUEZADA.

Pour la République de Cuba :

Pour le Danemark :

Pour l'Espagne :
(Signé) El Marques DE VILLALOBAR.

Pour l'Esthonie :
(Signé) PUSTA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
(Signé) William PHILLIPS.

Pour la Finlande :

PROTOCOL OF SIGNATURE.

In proceeding to the signature of the International Convention for the unification of certain rules in regard to bills of lading, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the present Protocol which shall have the same force and the same scope as if these provisions were inserted in the text of the Convention to which they relate. [1]

The high contracting parties may give effect to this convention either by giving it the force of law or by including in their national legislation in a form appropriate to that legislation, the rules adopted under this convention.

They may reserve the right :

(1) To prescribe that in the cases referred to in paragraph 2 *(c)* to *(p)* of Article 4, the holder of a bill of lading shall be entitled to establish responsibility for loss or damage arising from the personal fault of the carrier or the fault of his servants which are not covered by paragraph *(a)*.

(2) To apply Article 6 in so far as the national coasting trade is concerned to all classes of goods without taking account of the restriction set out in the last paragraph of that article.

Done at Brussels, in a single copy, August 25, 1924.

For Germany :
(Signed) KELLER.

For the Argentine Republic :

For Belgium :
(Signed) Louis FRANCK.
(Signed) Albert LE JEUNE.
(Signed) SOHR.

For Chile :
(Signed) Armando QUEZADA.

For the Republic of Cuba :

For Denmark :

For Spain :
(Signed) The Marquis OF VILLALOBAR.

For Estonia :
(Signed) PUSTA.

For the United States of America :
(Signed) William PHILLIPS.

For Finland :

[1] Ce paragraphe a été traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] This paragraph has been translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Pour la France :
(Signé) Maurice HERBETTE.

Pour la Grande-Bretagne :
(Signé) George GRAHAME.

Pour la Hongrie :
(Signé) WORACZICZKY.

Pour l'Italie :
(Signé) Giulio DANEO.

Pour le Japon :

Pour la Lettonie :

Pour le Mexique :

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :

Pour le Pérou :

Pour la Pologne et la Ville Libre de Dantzig :
(Signé) SZEMBEK.

Pour le Portugal :

Pour la Roumanie :
(Signé) Henry CATARGI.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
(Signé) Prof. Dr Milorad STRAZNICKY.
(Signé) Dr VERONA.

Pour la Suède :

Pour l'Uruguay :

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE

Le 25 août 1924, la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement a été ouverte, au Ministère des Affaires étrangères de Belgique, à la signature des plénipotentiaires des Etats représentés à la Conférence internationale de Droit maritime.

Ont été successivement reçues, les signatures des plénipotentiaires dont les noms suivent :

Le 8 septembre 1924, pour la Belgique :
M. L. FRANCK ; M. LE JEUNE ; M. SOHR.

Le 15 novembre 1924, pour la Grande-Bretagne :
S. E. le Très Honorable Sir George GRAHAME.

For France :
(Signed) Maurice HERBETTE.

For Great Britain :
(Signed) George GRAHAME.

For Hungary :
(Signed) WORACZICZKY.

For Italy :
(Signed) Giulio DANEO.

For Japan :

For Latvia :

For Mexico :

For Norway :

For the Netherlands :

For Peru :

For Poland and the Free City of Danzig :
(Signed) SZEMBEK.

For Portugal :

For Rumania :
(Signed) Henry CATARGI.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :
(Signed) Dr. Milorad STRAZNICKY.
(Signed) Dr. VERONA.

For Sweden :

For Uruguay :

PROCÈS-VERBAL OF SIGNATURE.

August 25, 1924, the international convention for the unification of certain rules relating to bills-of-lading was opened at the Belgian Ministry of Foreign Affairs for signature by the Plenipotentiaries of the States represented at the International Conference on Maritime Law.

The signatures of the Plenipotentiaires whose names follow, have been successively received :

September 8, 1924, for Belgium :
Mr. L. FRANCK ; Mr. LE JEUNE ; Mr. SOHR.

November 15, 1924, for Great Britain :
H. E. the Right Honorable Sir George GRAHAME.

En procédant à la signature de la présente convention, Son Excellence a fait, au nom de son Gouvernement, la déclaration dont les termes sont reproduits en annexe au présent procès-verbal.

Le 28 février 1925, pour la France :
S. E. M. HERBETTE.

Le 12 mars 1925, pour la Roumanie ;
S. E. M. Henry CATARGI.

Le 23 juin 1925, pour les Etats-Unis d'Amérique :
S. E. M. William PHILLIPS.

Le 22 août 1925, pour la Pologne et la Ville Libre de Dantzig :
S. E. M. le comte Jean SZEMBEK.

Le 24 août 1925, pour la République allemande :
S. E. M. VON KELLER.

Le 24 août 1925, pour l'Espagne :
S. E. M. le Marquis DE VILLALOBAR ET DE GUIMAREY.

Le 25 août 1925, pour le Japon :
S. E. M. M. ADATCI.

En procédant à la signature de la présente convention, à l'exclusion du Protocole de signature, Son Excellence a fait, au nom de son gouvernement, la déclaration dont les termes sont reproduits en annexe au présent procès-verbal.

Le 17 septembre 1925, pour l'Italie :
M. Giulio DANEO.

Le 8 avril 1926, pour la Hongrie :
M. le comte WORACZICZKY.

Le 10 avril 1926, pour l'Esthonie :
S. E. M. PUSTA.

Le 10 avril 1926, pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
MM. STRAZNICKY et VERONA.

Le 28 octobre 1927, pour le Chili :
S. E. M. Armando QUEZADA.

I, the Undersigned, His Britannic Majesty's Ambassador at Brussels, on affixing my signature to the Protocol of Signature of the International Convention for the unification of certain rules relating to Bills of Lading, on this 15th day of November 1924, hereby make the following Declarations by direction of my Government :

In proceeding to the signature of the present Convention, His Excellency made, in the name of his Government, the declaration of which the terms are reproduced in an annex to the present *Procès-Verbal.*

February 28, 1925, for France :
H. E. M. HERBETTE.

March 12, 1925, for Roumania :
H. E. M. Henry CATARGI.

June 23, 1925, for the United States of America :
H. E. Mr. William PHILLIPS.

August 22, 1925, for Poland and the Free City of Dantzig :
H. E. M. Jean SZEMBEK.

August 24, 1925, for the Republic of Germany :
H. E. M. VON KELLER.

August 24, 1925, for Spain :
H. E. the Marquis OF VILLALOBAR AND GUIMAREY.

August 25, 1925, for Japan :
H. E. M. M. ADATCI.

In proceeding to the signature of the present Convention, to the exclusion of the Protocol of Signature, His Excellency made in the name of his Government, the declaration of which the terms are reproduced in an annex to the present *Procès-Verbal.*

September 17, 1925, for Italy :
M. Giulio DANEO.

April 8, 1926, for Hungary :
Count WORACZICZKY.

April 10, 1926, for Estonia :
His Excellency Mr. PUSTA.

April 10, 1926, for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :
Messrs. STRAZNICKY and VERONA.

October 28, 1927, for Chile :
H. E. M. Armando QUEZADA.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

Je, soussigné, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Bruxelles, en apposant ma signature sur le Protocole de Signature de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement du 15 novembre 1924, fait par la présente les déclarations suivantes, d'ordre de mon gouvernement :

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I declare that His Britannic Majesty's Government adopt the last reservation in the additional Protocol of the Bills of Lading Convention.

I further declare that my signature applies only to Great Britain and Northern Ireland. I reserve the right of each of the British Dominions, Colonies, Overseas Possessions and Protectorates, and of each of the territories over which His Britannic Majesty exercises a mandate to accede to this Convention under Article 13.

(Signed) George GRAHAME.
His Britannic Majesty's Ambassador at Brussels.

BRUSSELS, *this 15th day of November* 1924.

AMBASSADE IMPÉRIALE
DU JAPON.

NOTE ANNEXÉE A LA LETTRE DE S. EXC. M. L'AMBASSADEUR DU JAPON A M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE, DU 25 AOUT 1925.

Au moment de procéder à la signature de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement, le soussigné, plénipotentiaire du Japon, fait les réserves suivantes :

a) A l'article 4 :

Le Japon se réserve, jusqu'à nouvel ordre, l'acceptation des dispositions du paragraphe *a)* à l'alinéa 2 de l'article 4 ;

b) Le Japon est d'avis que la convention, dans sa totalité, ne s'applique pas au cabotage national ; par conséquent, il n'y aurait pas lieu d'en faire l'objet de dispositions au protocole. Toutefois, s'il n'en est pas ainsi, le Japon se réserve le droit de régler librement le cabotage national par sa propre législation.

BRUXELLES, *le 25 août* 1925.

(Signé) M. ADATCI.

PROCÈS-VERBAL DE DÉPOT DES RATIFICATIONS

Les ratifications sur la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissements, signée à Bruxelles, le 25 août 1924, de même que sur le protocole de signature y annexé devant, aux termes de l'article 11 de la convention, être déposées à Bruxelles, le présent procès-verbal a été dressé à cet effet au Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Ont été présentées au dépôt, le 2 juin 1930 :

Les ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges.

(Signé) Paul HYMANS.

Je déclare que le Gouvernement de Sa Majesté britannique adopte la dernière réserve contenue dans le Protocole additionnel à la convention sur les connaissements.

Je déclare en outre, que ma signature ne s'applique qu'à la Grande-Bretagne et à l'Irlande du Nord ; je fais toutes réserves en ce qui concerne le droit de chacun des Dominions britanniques, colonies, possessions d'outre-mer et protectorats et chacun des territoires sur lesquels Sa Majesté britannique exerce un mandat, d'accéder à cette convention conformément à l'article 18.

(Signé) George GRAHAME,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Bruxelles.

BRUXELLES, *le* 15 *novembre* 1924.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

IMPERIAL EMBASSY
OF JAPAN.

NOTE ANNEXED TO THE LETTER OF HIS EXCELLENCY THE AMBASSADOR OF JAPAN TO THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF BELGIUM, ON AUGUST 25, 1925.

At the moment of proceeding to the signature of the International Convention for the unification of certain rules relating to Bills of Lading, the undersigned, Plenipotentiary of Japan, makes the following reservations :

(a) To Article 4.

Japan reserves to itself until further notice the acceptance of the provisions in *(a)* of paragraph 2 of Article 4.

(b) Japan is of the opinion that the Convention does not in any part apply to national coasting trade : consequently, there should be no occasion to make it the object of provisions in the Protocol. However, if it be not so, Japan reserves to itself the right freely to regulate the national coasting trade by its own law.

BRUSSELS, *August* 25, 1925.

(Signed) M. ADATCI.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROCÈS-VERBAL RELATING TO THE DEPOSIT OF RATIFICATIONS.

The ratifications of the International Convention for the Unification of Certain Rules relating to Bills of Lading, signed at Brussels on August 25, 1924, and of the Protocol of Signature annexed thereto, having to be deposited at Brussels in accordance with Article 11 of the Convention, the Belgian Ministery of Foreign Affairs has drawn up the present *Procès-Verbal* for this purpose.

The following ratifications were deposited on June 2, 1930.

The ratifications of His Majesty the King of the Belgians.

(Signed) Paul HYMANS.

[1] Traduction extraite du « Treaty Information Bulletin », N° 17, 1931, du « Department of State » des Etats-Unis d'Amérique.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translation taken from the Treaty Information Bulletin, No. 17, 1931, of the Department of State of the United States of America.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Au moment de procéder au dépôt des ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges, le Ministre des Affaires étrangères de Belgique a déclaré, conformément aux stipulations de l'article 13 de la Convention, que ces ratifications ne valent que pour la Belgique, à l'exclusion du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, territoires sous mandat.

BRUXELLES, *le 2 juin* 1930.

Le Ministre des Affaires étrangères de Belgique,
(Signé) Paul HYMANS.

Les ratifications de Sa Majesté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

(Signé) GRANVILLE.

Je soussigné, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Bruxelles, fais par la présente, au moment de la signature, à la date du deux juin 1930, du procès-verbal du dépôt des ratifications de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissements, la déclaration suivante au nom du Gouvernement de Sa Majesté britannique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

Conformément à l'article 13 de la convention susdite, je déclare que la ratification de la convention, donnée par Sa Majesté britannique dans l'instrument de ratification déposé aujourd'hui, ne vaut que pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et ne s'applique à aucun des Protectorats ou Colonies, ou territoires sous souveraineté ou mandat de Sa Majesté.

(L. S.) *(Signé)* GRANVILLE,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique, à Bruxelles.

BRUXELLES, *le 2 juin* 1930.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi d'Espagne.

(Signé) Francisco G. DE AGUËRA.

Les ratifications de Son Altesse sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie.

(Signé) Joseph KAIL.

La date du 2 juin 1930 marquera le point de départ du délai d'un an stipulé à l'article 14 de la convention pour la mise en vigueur de celle-ci.

BRUXELLES, *le 2 juin* 1930.

Le Ministre des Affaires étrangères de Belgique,
(Signé) Paul HYMANS.

In proceeding to the deposit of the ratifications of His Majesty the King of the Belgians, the Belgian Minister for Foreign Affairs declared, in accordance with the provisions of Article 13 of the Convention, that these ratifications extend only to Belgium and do not apply to the Belgian Congo and Ruanda-Urundi, territories under mandate.

(Signed) Paul HYMANS.
Belgian Minister for Foreign Affairs.

BRUSSELS, *June 2*, 1930.

The ratifications of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

(Signed) GRANVILLE.

I, the undersigned, His Britannic Majesty's Ambassador at Brussels, on signing the *Procès-Verbal* of the deposit of the ratifications of the international convention for the unification of certain rules relating to bills of lading on this second day of June, 1930, hereby make the following declaration on behalf of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

In accordance with article 13 of the said convention, I declare that the acceptance of the convention given by His Britannic Majesty in the instrument of ratification deposited this day extends only to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and does not apply to any of His Majesty's colonies or protectorates, or territories under suzerainty or mandate.

(L. S.) *(Signed)* GRANVILLE,
His Britannic Majesty's Ambassador at Brussels.

BRUSSELS, *June 2nd*, 1930.

The ratification of His Majesty the King of Spain.

(Signed) Francisco G. DE AGUËRA.

The ratifications of His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary.

(Signed) Joseph KAIL.

The period of one year laid down in Article 14 of the Convention as the period after which the Convention shall take effect will begin on June 2nd, 1930.

(Signed) Paul HYMANS.
Belgian Minister for Foreign Affairs.

BRUSSELS, *June 2*, 1930.

N° 2765.

ALLEMAGNE, RÉPUBLIQUE ARGENTINE, BRÉSIL, CHILI, DANEMARK, etc.

Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, avec protocole de signature, signés à Bruxelles, le 10 avril 1926, et procès-verbal relatif au dépôt des ratifications, signé à Bruxelles, le 2 juin 1930.

GERMANY, ARGENTINE REPUBLIC, BRAZIL, CHILE, DENMARK, etc.

International Convention for the Unification of certain Rules relating to Maritime Liens and Mortgages, with Protocol of Signature, signed at Brussels, April 10, 1926, and Procès-Verbal regarding the Deposit of Ratifications, signed at Brussels, June 2, 1930.

N° 2765. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AUX PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES MARITIMES. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 10 AVRIL 1926.

Texte français officiel communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 juillet 1931.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, LE CHEF DE L'ETAT ESTHONIEN, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY,

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

M. LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

S. E. M. VON KELLER, ministre d'Allemagne, à Bruxelles ;

Dr GOES, conseiller de Légation référendaire ;

Dr RICHTER, conseiller au Ministère de la Justice du Reich, Conseiller intime de régence ;

M. WERNER, premier conseiller de régence au Ministère des Affaires économiques du Reich, conseiller intime de justice ;

M. SIEVEKING, avocat ;

---

[1] Dépôt des ratifications :

Belgique, Espagne, Hongrie, Estonie, Danemark — Bruxelles, le 2 juin 1930.

La Convention et le protocole sont entrés en vigueur le 2 juin 1931.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2765. — INTERNATIONAL CONVENTION[2] FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO MARITIME LIENS AND MORTGAGES. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 10, 1926.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 25, 1931.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BRAZIL, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA, HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, THE CHIEF OF THE ESTONIAN STATE, THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH POSSESSIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF THE KINGDOM OF HUNGARY, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF MEXICO, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF RUMANIA, HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY,

Having recognized the utility of laying down in common accord certain uniform rules relating to maritime liens and mortgages have decided to conclude a convention to that effect and have designated as their plenipotentiaries, namely :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

His Excellency Mr. VON KELLER, Minister of Germany at Brussels ;

Dr. GOES, Referendary Counselor of Legation ;

Dr. RICHTER, Counselor at the Reich Ministry of Justice, Government Privy Councilor ;

Mr. WERNER, First Government, Counselor at the Reich Ministry of Economic Affairs, Privy Councilor of Justice ;

Mr. SIEVEKING, Lawyer ;

---

[1] Traduction extraite du " Treaty Information Bulletin N° 19, 1931, des " Department of State " des Etats-Unis d'Amérique.

[1] Translation taken from the Treaty Information Bulletin No. 19, 1931, of the Department of State of the Uuited States of America.

[2] Deposit of ratifications :

Belgium, Spain, Hungary, Estonia, Denmark — Brussels, June 2, 1930.

The Convention and Protocol came into force June 2, 1931.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. FRANCK, membre de la Chambre des Représentants, président du Comité maritime international ;

M. LE JEUNE, vice-président du Comité maritime international ;

M. SOHR, docteur en droit, professeur du Droit maritime à l'Université de Bruxelles, secrétaire général du Comité maritime international ;

M. Henri ROLIN, avocat, chef du Cabinet du Ministre des Affaires étrangères ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL :

M. DE PIMENTEL BRANDAO, conseiller de l'Ambassade du Brésil, à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

S. E. M. Armando QUEZADA, ministre du Chili, à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. K. SINDBALLE, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit à l'Université de Copenhague ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Don Lorenzo DE BENITO Y ENDARA, ancien professeur de Droit commercial de l'Université de Madrid ;

Don Miguel DE ANGULO Y RIAMON, lieutenant-auditeur de Ire classe de la Marine de guerre, assesseur de la Direction de navigation et de pêche ;

Don Juan GOMEZ MONTEJO, officier premier du Corps technique d'avocats de la Direction générale de la Justice, des Cultes et des Affaires générales au Ministère de Grâce et Justice ;

M. LE CHEF DE L'ETAT ESTHONIEN :

S. E. M. Charles PUSTA, ministre d'Esthonie, à Bruxelles ;

M. LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. DEGRAND, conseiller de l'Ambassade de la République française, à Bruxelles ;

M. DE ROUSIERS, secrétaire général du Comité des Armateurs de France ;

M. Georges RIPERT, professeur à la Faculté de Droit de Paris ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI, DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Sir Leslie SCOTT, K. C., M. P., avocat général de Sa Majesté ;

L'Honorable Hugh GODLEY, du bureau du Conseil parlementaire ;

M. George P. LANGTON, avocat, secrétaire général du Comité maritime international ;

M. R. M. GREENWOOD, C.B.E. ;

THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Mr. FRANCK, Member of the Chamber of Representatives, President of the International Maritime Committee ;

Mr. LE JEUNE, Vice President of the International Maritime Committee ;

Mr. SOHR, Doctor of Laws, Professor of Maritime Law at the University of Brussels, Secretary-General of the International Maritime Committee ;

Mr. Henri ROLIN, LAWYER, Chief of the Office of the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BRAZIL :

Mr. DE PIMENTEL BRANDAO, Counselor of the Embassy of Brazil at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

His Excellency Mr. Armando QUEZADA, Minister of Chile at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Mr. K. SINDBALLE, Doctor of Laws, Professor at the Law School of the University of Copenhagen ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Don Lorenzo DE BENITO Y ENDARA, Former Professor of Commercial Law at the University of Madrid ;

Don Miguel DE ANGULO Y RIAMON, Lieutenant-Auditor of the First Class of the Navy, Assessor in the Office of Navigation and Fisheries ;

Don Juan GOMEZ MONTEJO, First Officer of the Technical Corps of Lawyers of the General Office of Justice, Worship and General Affairs at the Ministry of Pardon and Justice ;

CHIEF OF THE ESTONIAN STATE :

His Excellency Mr. Charles PUSTA, Minister of Estonia at Brussels ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Mr. DEGRAND, Counselor of the Embassy of the French Republic at Brussels ;

Mr. DE ROUSIERS, Secretary-General of the Committee of Shipowners of France ;

Mr. Georges RIPERT, Professor at the School of Law of Paris ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH POSSESSIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

Sir Leslie SCOTT, K. C., M. P. ;

The Honorable Hugh GODLEY, Adviser of the Lord President of the Committees, House of Lords ;

Mr. George P. LANGTON, Lawyer, Secretary-General of the International Maritime Committee ;

Mr. R. M. GREENWOOD, C.B.E.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le Comte Olivier WORACZICZKY, baron DE PABIENITZ, Chargé d'Affaires de Hongrie, à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. François BERLINGIERI, professeur de Droit maritime à l'Université de Gênes ;

S. E. le Commandeur Charles ROSSETTI, ministre plénipotentiaire, délégué italien aux Commissions fluviales internationales, président du Comité rhénan pour l'inification du droit privé fluvial ;

M. Torquato GIANNINI, professeur, commissaire de l'Emigration ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

S. E. M. ADATCI, ambassadeur du Japon à Bruxelles.

M. Mechiyoshi NAKANISHI, Juge, premier président de la Cour d'Appel à Nagasaki ;

M. Hiroyuki KAWAI, conseiller-ministre de l'Ambassade du Japon à Bruxelles ;

M. Yasuo KO, capitaine de frégate, attaché naval à l'Ambassade du Japon à Paris ;

M. Nobukatsu NAGAOKA, secrétaire au Ministère des Communications ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE :

S. E. M. le Dr Rafael CABRERA, ministre du Mexique à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. E. ALTEN, conseiller à la Cour Suprême ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

S. E. le Jonkheer VAN VREDENBURCH, ministre des Pays-Bas à Bruxelles ;

M. B. C. J. LODER, juge à la Cour permanente de Justice internationale ;

M. C. D. ASSER, Jr., avocat ;

M. G. VAN SLOOTEN, membre de la Haute Cour militaire de Justice, Conseiller à la Cour d'Appel ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

S. E. M. le comte SZEMBEK, ministre de Pologne à Bruxelles ;

M. Jean NAMITKIEWICZ, juge-arbitre polonais au Tribunal arbitral mixte germano-polonais, conseiller à la Cour d'Appel, professeur à l'Université de Varsovie ;

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

S. E. M. J. BATALHA DE FREITAS, ministre de Portugal à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. BALS, conseiller à la Cour de Cassation ;

S. E. M. CONTZESCO, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire, délégué à la Commission internationale du Danube ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Milorad STRAZNICKZY, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Zagreb ;

M. Ante VERONA, docteur en droit, ancien vice-président de la Cour de Cassation à Zagreb, professeur à l'Université de Zagreb ;

HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count Olivier WORACZICZKY, Baron OF PABIENITZ, Chargé d'Affaires of Hungary at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Mr. François BERLINGIERI, Professor of Maritime Law at the University of Genoa ;

His Excellency Commander Charles ROSSETTI, Minister Plenipotentiary, Italian Delegate to the International Rivers Commissions, President of the Rhenish Committee for the Unification of the Private Law of Rivers ;

Mr. Torquato GIANNINI, Professor, Commissioner of Emigration ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency Mr. M. ADATCI, Ambassador of Japan at Brussels ;

Mr. Mechiyoshi NAKANISHI, Judge, First President of the Court of Appeal at Nagasaki ;

Mr. Hiroyuki KAWAI, Minister, Counselor of the Embassy of Japan at Brussels ;

Mr. Yasuo KO, Commander, Naval Attaché of the Ambassy of Japan at Paris ;

Mr. Nobukatsu NAGAOKA, Secretary at the Ministry of Communications ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF MEXICO :

His Excellency Dr. Rafael CABRERA, Minister of Mexico at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Mr. E. ALTEN, Counselor of the Supreme Court ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency Jonkheer VAN VREDENBURCH, Minister of the Netherlands at Brussels ;

Mr. B. C. J. LODER, Judge of the Permanent Court of International Justice ;

Mr. C. D. ASSER, jr., Lawyer ;

Mr. G. VAN SLOOTEN, Member of the Military High Court of Justice, Counselor of the Court of Appeal ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

His Excellency Count SZEMBEK, Minister of Poland at Brussels ;

Mr. Jean NAMITKIEWICZ, Polish Arbitrator on the Mixed Arbitral Tribunal, Germany and Poland, Counselor of the Court of Appeal, Professor at the University of Warsaw ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

His Excellency Mr. J. BATALHA DE FREITAS, Minister of Portugal at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF RUMANIA :

Mr. BALS, Counselor of the Court of Cassation ;

His Excellency Mr. CONTZESCO, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary, Delegate on the International Commission of the Danube ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Mr. Milorad STRAZNICKY, Doctor of Laws, Professor at the Law School of the University of Zagreb ;

Mr. Ante VERONA, Doctor of Laws, former Vice President of the Court of Cassation of Zagreb, Professor at the University of Zagreb ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

S. E. M. DE DARDEL, ministre de Suède à Bruxelles.

M. Algot Johan Frederik BAGGE, conseiller référendaire à la Cour Suprême.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les hypothèques, mortgages, gages sur navires, régulièrement établis d'après les lois de l'Etat contractant auquel le navire est ressortissant et inscrits dans un registre public, soit du ressort du port d'enregistrement, soit d'un office central, seront considérés comme valables et respectés dans tous les autres pays contractants.

Article 2.

Sont privilégiés sur le navire, sur le fret du voyage pendant lequel est née la créance privilégiée et sur les accessoires du navire et du fret acquis depuis le début du voyage :

1° Les frais de justice dus à l'Etat et dépenses encourues dans l'intérêt commun des créanciers, pour la conservation du navire ou pour parvenir à la vente et à la distribution de son prix ; les droits de tonnage, de phare ou de port et les autres taxes et impôts publics de mêmes espèces ; les frais de pilotage, les frais de garde et de conservation depuis l'entrée du navire dans le dernier port ;

2° Les créances résultant du contrat d'engagement du capitaine, de l'équipage et des autres personnes engagées à bord ;

3° Les rémunérations dues pour sauvetage et assistance et la contribution du navire aux avaries communes ;

4° Les indemnités pour abordage ou autres accidents de navigation, ainsi que pour dommages causés aux ouvrages d'art des ports, docks et voies navigables ; les indemnités pour lésions corporelles aux passagers et aux équipages ; les indemnités pour pertes ou avaries de cargaison ou de bagages ;

5° Les créances provenant des contrats passés ou d'opérations effectuées par le capitaine hors du port d'attache, en vertu de ses pouvoirs légaux, pour les besoins réels de la conservation du navire ou de la continuation du voyage, sans distinguer si le capitaine est ou non en même temps propriétaire du navire et si la créance est la sienne ou celle des fournisseurs, réparateurs, prêteurs ou autres contractants.

Article 3.

Les hypothèques, mortgages, gages sur navires prévus à l'article premier prennent rang immédiatement après les créances privilégiées mentionnées à l'article précédent.

Les lois nationales peuvent accorder un privilège à d'autres créances que celles prévues au dit article mais sans modifier le rang réservé aux créances garanties par hypothèques, mortgages et gages et aux privilèges les primant.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

H. E. M. DE DARDEL, Minister of Sweden at Brussels ;

Mr. Algot Johan Fredrik BAGGE, Referendary Counselor of the Supreme Court ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

Who, duly authorized therefor, have agreed on the following :

Article 1.

Mortgages, hypothecations, and other similar charges upon vessels, duly effected in accordance with the law of the contracting state to which the vessel belongs, and registered in a public register either at the port of the vessel's registry or a central office, shall be regarded as valid and respected in all the other contracting countries.

Article 2.

The following give rise to maritime liens on a vessel, on the freight for the voyage during which the claim giving rise to the lien arises, and on the accessories of the vessel and freight accrued since the commencement of the voyage :

1. Law costs due to the state, and expenses incurred in the common interest of the creditors in order to preserve the vessel or to procure its sale and the distribution of the proceeds of sale ; tonnage dues, light or harbor dues, and other public taxes and charges of the same character ; pilotage dues ; the cost of watching and preservation from the time of the entry of the vessel into the last port ;

2. Claims arising out of the contract of engagement of the master, crew, and other persons hired on board ;

3. Remuneration for assistance and salvage, and the contribution of the vessel in general average ;

4. Indemnities for collision or other accident of navigation, as also for damage caused to works forming part of harbors, docks, and navigable ways ; indemnities for bodily injury to passengers or crew ; indemnities for loss of or damage to cargo or baggage ;

5. Claims arising on contracts entered into or acts done by the master, acting within the scope of his authority, away from the vessel's home port, where such contracts or acts are necessary for the preservation of the vessel or the continuation of its voyage, whether the master is or is not at the same time owner of the vessel, and whether the claim is his own or that of ship-chandlers, repairers, lenders, or other contractual creditors.

Article 3.

The mortgages, hypothecations, and other charges on vessels referred to in article 1 rank immediately after the secured claims referred to in the last preceding article.

National laws may grant a lien in respect of claims other than those referred to in the said last-mentioned article, so, however, as not to modify the ranking of claims secured by mortgages, hypothecations, and other similar charges, or by the liens taking precedence thereof.

Article 4.

Les accessoires du navire et du fret visés à l'article 2 s'entendent :

1° Des indemnités dues au propriétaire, à raison de dommages matériels subis par le navire et non réparés, ou pour pertes de fret ;

2° Des indemnités dues au propriétaire pour avaries communes, en tant que celles-ci constituent soit des dommages matériels subis par le navire et non réparés, soit des pertes de fret ;

3° Des rémunérations dues au propriétaire pour assistance prêtée ou sauvetage effectué jusqu'à la fin du voyage, déduction faite des sommes allouées au capitaine et autres personnes au service du navire.

Le prix du passage et, éventuellement, les sommes dues en vertu de l'article 4 de la convention pour la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires sont assimilés au fret.

Ne sont pas considérés comme acessoires du navire ou du fret, les indemnités dues au propriétaire en vertu de contrats d'assurance, non plus que les primes, subventions ou autres subsides nationaux.

Par dérogation à l'article 2, alinéa premier, le privilège prévu au profit des personnes au du navire porte sur l'ensemble des frets dus pour tous les voyages effectués pendant le cours du même contrat d'engagement.

Article 5.

Les créances se rapportant à un même voyage sont privilégiées dans l'ordre où elles sont rangées à l'article 2. Les créances comprises dans chacun des numéros viennent en concurrence et au marc le franc en cas d'insuffisance du prix.

Les créances visées aux nos 3 et 5, dans chacune de ces catégories, sont remboursées par préférence dans l'ordre inverse des dates où elles sont nées.

Les créances se rattachant à un même événement sont réputées nées en même temps.

Article 6.

Les créances privilégiées du dernier voyage sont préférées à celles des voyages précédent

Toutefois, les créances résultant d'un contrat unique d'engagement portant sur plusieurs voyages viennent toutes au même rang avec les créances du dernier voyage.

Article 7.

En vue de la distribution du prix de la vente des objets affectés par le privilège, les créanciers privilégiés ont la faculté de produire paur le montant intégral de leurs créances, sans déduction du chef des règles sur la limitation, mais sans que les dividendes leur revenant puissent dépasser la somme due en vertu desdites règles.

Article 8.

Les créances privilégiées suivent le navire en quelque main qu'il passe.

Article 4.

The accessories of the vessel and the freight mentioned in article 2, mean :

1. Compensation due to the owner for material damage sustained by the vessel and not repaired, or for loss of freight ;

2. General average contributions due to the owner, in respect of material damage sustained by the vessel and not repaired, or in respect of loss of freight ;

3. Remuneration due to the owner for assistance and salvage services rendered at any time before the end of the voyage, any sums allotted to the master or other persons in the service of the vessel being deducted.

The provision as to freight apply also to passage money, and, in the last resort, to the sums due under article 4 of the convention on the limitation of shipowners' liability.

Payments made or due to the owner on policies of insurance, as well as bounties, subventions, and other national subsidies are not deemed to be accessories of the vessel or of the freight.

Notwithstanding anything in the opening words of article 2, the lien in favor of persons in the service of the vessel extends to the total amount of freight due for all voyages made during the subsistence of the same contract of engagement.

Article 5.

Claims secured by a lien and relating to the same voyage rank in the order in which they are set out in article 2. Claims included under any one heading share concurrently and ratably in the event of the fund available being insufficient to pay the claims in full.

The claims mentioned under Nos. 3 and 5 in that article rank, in each of the two categories, in the inverse order of the dates on which they came into existence.

Claims arising from one and the same occurrence are deemed to have come into existence at the same time.

Article 6.

Claims secured by a lien and attaching to the last voyage have priority over those attaching to previous voyages.

Provided that claims, arising on one and the same contract of engagement extending over several voyages, all rank with claims attaching to the last voyage.

Article 7.

As regards the distribution of the sum resulting from the sale of the property subject to a lien, the creditors whose claims are secured by a lien have the right to put forward their claims in full, without any deduction on account of the rules relating to limitation of liability, provided, however, that the sum apportioned to them may not exceed the sum due having regard to the said rules.

Article 8.

Claims secured by a lien follow the vessel into whatever hands it may pass.

Article 9.

Les privilèges s'éteignent, en dehors des autres cas prévus par les lois nationales, à l'expiration du délai d'un an, sans que, pour les créances de fournitures, visées au nº 5 de l'article 2, le délai puisse dépasser six mois.

Le délai court pour les privilèges garantissant les rémunérations d'assistance et de sauvetage, à partir du jour où les opérations sont terminées ; pour le privilège garantissant les indemnités d'abordage et autres accidents et pour lésions corporelles du jour où le dommage a été causé pour le privilège, pour les pertes ou avaries de cargaison ou des bagages, du jour de la délivrance de la cargaison ou des bagages ou de la date à laquelle ils eussent dû être délivrés ; pour les réparations et fournitures et autres cas visés au 5º de l'article 2, à partir du jour de la naissance de la créance.

Dans tous les autres cas, le délai court à partir de l'exigibilité de la créance.

La faculté de demander des avances ou des acomptes n'a pas pour conséquence de rendre exigibles les créances des personnes engagées à bord, visées au nº 2 de l'article 2.

Parmi les cas d'extinction prévus par les lois nationales, la vente n'éteint les privilèges que si elle est accompagnée des formalités de publicité déterminées par les lois nationales. Ces formalités comporteront un préavis donné dans la forme et les délais prévus par ces lois à l'administration chargée de la tenue des registres prévus à l'article premier de la présente convention.

Les causes d'interruption des délais susdits sont déterminés par la loi du tribunal saisi.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'admettre dans leur législation, comme prorogeant le délai ci-dessus fixé, le fait que le navire grevé n'a pu être saisi dans les eaux territoriales de l'Etat dans lequel le demandeur a son domicile ou son principal établissement, sans que ce délai puisse dépasser trois ans depuis la naissance de la créance.

Article 10.

Le privilège sur le fret peut-être exercé tant que le fret est encore dû ou que le montant du fret se trouve encore entre les mains du capitaine ou de l'agent du propriétaire. Il en est de même du privilège sur les accessoires.

Article 11.

Sauf ce qui est prévu à la présente convention, les privilèges établis par les dispositions qui précédent ne sont soumis à aucune formalité, ni à aucune condition spéciale de preuve.

Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de chaque Etat de maintenir dans sa législation les dispositions exigeant du capitaine l'accomplissement de formalités spéciales, soit pour certains emprunts sur le navire, soit pour la vente de la cargaison.

Article 12.

Les lois nationales doivent déterminer la nature et la forme des documents se trouvant à bord du navire sur lesquels mention doit être faite des hypothèques, mortgages et gages prévus à l'article premier, sans que toutefois le créancier qui a requis cette mention dans les formes prévues puisse être responsable des omissions, erreurs ou retards de l'inscription sur ces documents.

Article 13.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux navires exploités par un armateur non propriétaire ou par un affréteur principal, sauf lorsque le propriétaire s'est trouvé dessaisi par un acte illicite et quand, en outre, le créancier n'est pas de bonne foi.

Article 9.

The liens cease to exist, apart from other cases provided for by national laws, at the expiration of one year, and, in the case of liens for supplies mentioned in No. 5 of article 2, shall continue in force for not more than six months.

The periods for which the lien remains in force in the case of liens securing claims in respect of assistance and salvage runs from the day when the services terminated ; in the case of liens securing claims in respect of collision and other accidents and in respect of bodily injuries from the day when the damage was caused ; in the case of liens for the loss of or damage to cargo or baggage from the day of the delivery of the cargo or baggage or from the day when they should have been delivered ; for repairs and supplies and other cases mentioned in No. 5 of article 2 from the day when the claim originated.

In all the other cases the period runs from the enforcibility of the claim.

The fact that any of the persons employed on board, mentioned in No. 2 article 2 has a right to any payment in advance or on account does not render his claim enforcible.

As respects the cases provided for in the national laws in which a lien is extinguished, a sale shall extinguish a lien only if accompanied by formalities of publicity which shall be laid down by the national laws. These formalities shall include a notice given in such form and within such time as the national laws may prescribe to the authority charged with keeping the registers referred to in article 1 of this convention.

The grounds upon which the above periods may be interrupted are determined by the law of the court where the case is tried.

The High Contracting Parties reserve to themselves the right to provide, by legislation, in their respective countries, that the said periods shall be extended in cases where it has not been possible to arrest the vessel to which a lien attaches in the territorial waters of the state in which the claimant has his domicile or his principal place of business, provided that the extended period shall not exceed three years from the time when the claim originated.

Article 10.

A lien on freight may be enforced so long as the freight is still due or the amount of the freight is still in the hands of the master or the agent of the owner. The same principle applies to a lien on accessories.

Article 11.

Subject to the provisions of this convention, liens established by the preceding provisions are subject to no formality and to no special condition of proof.

This provision does not affect the right of any state to maintain in the legislation provisions requiring the master of a vessel to fulfil special formalities in the case of certain loans raised on the security of the vessel, or in the case of the sale of its cargo.

Article 12.

National laws must prescribe the nature and the form of documents to be carried on board the vessel on which entry must be made of the mortgages, hypothecations, and other charges referred to in article 1 ; so, however, that the mortgages requiring such entry in the said form be not held responsible for any omission, mistake, or delay in inscribing the same on the said documents.

Article 13.

The foregoing provisions of this convention apply to vessels under the management of a person who operates them without owning them or to the principal charterer, except in cases where the owner has been dispossessed by an illegal act, or where the claimant is not a *bona fide* claimant.

Article 14.

Les dispositions de la présente convention seront appliquées dans chaque Etat contractant lorsque le navire grevé est ressortissant d'un Etat contractant, ainsi que dans les autres cas prévus par les lois nationales.

Toutefois, le principe formulé dans l'alinéa précédent ne porte pas atteinte au droit des Etats contractants de ne pas appliquer les dispositions de la présente convention en faveur des ressortissants d'un Etat non contractant.

Article 15.

La présente convention est sans application aux navires de guerre et aux navires d'Etat exclusivement affectés à un service public.

Article 16.

Rien, dans les dispositions qui précèdent, ne porte atteinte à la compétence des tribunaux, à la procédure et aux voies d'exécution organisées par les lois nationales.

Article 17.

A l'expiration du délai de deux ans au plus tard, à compter du jour de la signature de la convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes qui se seront déclarés prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur. Les ratifications seront déposées à Bruxelles à la date qui sera fixée de commun accord entre lesdits gouvernements. Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prendront part et par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Les dépôts ultérieurs se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement belge et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement belge et par la voie diplomatique, remise aux Etats qui ont signé la présente convention ou qui y auront adhéré. Dans les cas visés à l'alinéa précédent, ledit gouvernement fera connaître, en même temps, la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 18.

Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente convention, qu'ils aient été ou non représentés à la Conférence internationale de Bruxelles.

L'Etat qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge, en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives dudit gouvernement.

Le Gouvernement belge transmettra immédiatement à tous les Etats signataires ou adhérents copie certifiée conforme de la notification, ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes peuvent, au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente convention ne

Article 14.

The provisions of this convention shall be applied in each contracting state in cases in which the vessel to which the claim relates belongs to a contracting state, as well as in any other cases provided for by the national laws.

Nevertheless the principle formulated in the preceding paragraph does not affect the right of the contracting states not to apply the provisions of this convention in favor of the nationals of a non-contracting state.

Article 15.

This convention does not apply to vessels of war, nor to government vessels appropriated exclusively to the public service.

Article 16.

Nothing in the foregoing provisions shall be deemed to affect in any way the competence of tribunals, modes of procedure or methods of execution authorized by the national law.

Article 17.

After an interval of not more than two years from the day on which the convention is signed, the Belgian Goxernment shall place itself in communication with the Governments of the High Contracting Parties which have declared themselves prepared to ratify the convention, with a view to deciding whether it shall be put into force. The ratifications shall be deposited at Brussels at a date to be fixed by agreement among the said Governments. The first deposit of ratifications shall be recorded in a *procès verbal* signed by the representatives of the powers which take part therein and by the Belgian Minister for Foreign Affairs.

The subsequent deposits of ratification shall be made by means of a written notification, addressed to the Belgian Government, and accompanied by the instrument of ratification.

A duly certified copy of the *procès verbal* relating to the first deposit of ratifications, of the notifications referred to in the previous paragraph, and also of the instruments of ratification accompanying them, shall be immediately sent by the Belgian Government through the diplomatic channel to the powers who have signed this convention or who have acceded to it. In the cases contemplated in the preceding paragraph the said Government shall inform them at the same time of the date on which it received the notification.

Article 18.

Non-signatory states may accede to the present convention whether or not they have been represented at the international conference at Brussels.

A state which desires to accede shall notify its intention in writing to the Belgian Government, forwarding to it the document of accession which shall be deposited in the archives of the said Government.

The Belgian Government shall immediately forward to all the states which have signed or acceded to the convention a duly certified copy of the notification and of the act of accession, mentioning the date on which it received the notification.

Article 19.

The High Contracting Parties may at the time of signature, ratification, or accession declare that their acceptance of the present convention does not include any or all of the self-governing

s'applique pas soit à certains, soit à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. En conséquence, elles peuvent ultérieurement adhérer séparément au nom de l'un ou l'autre de ces Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, ainsi exclus dans leur déclaration originale. Elles peuvent aussi, en se conformant à ces dispositions, dénoncer la présente convention, séparément pour l'un ou plusieurs des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

Article 20.

A l'égard des Etats qui auront participé au premier dépôt de ratifications, la présente convention produira effet un an après la date du procès-verbal de ce dépôt. Quant aux Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi que dans le cas où la mise en vigueur se fera ultérieurement et selon l'article 19, elle produira effet six mois après que les notifications prévues à l'article 17, alinéa 2, et à l'article 18, alinéa 2, auront été reçues par le Gouvernement belge.

Article 21.

S'il arrivait qu'un des Etats contractants voulût dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement belge, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation produira ses effets à l'égard de l'Etat seul qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement belge.

Article 22.

Chaque Etat contractant aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente convention.

Celui des Etats qui fera usage de cette faculté aurait à notifier un an à l'avance son intention aux autres Etats, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

En procédant à la signature de la convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, les plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la convention à laquelle il se rapporte.

« I. — Il est entendu que la législation de chaque Etat reste libre :

» 1° D'établir parmi les créances visées au 1° de l'article 2 un ordre déterminé inspiré par le souci des intérêts du Trésor ;

» 2° D'accorder aux administrations des ports, docks, phares et voies navigables qui ont faitenlever une épave ou d'autres objets gênant la navigation ou qui sont créanciers pour droit de port, ou pour dommages causés par la faute d'un navire, le droit, en cas de non-paiement, de retenir le navire: les épaves ou autres objets, de les vendre et de s'indemniser sur le prix par préférence à l'autres créanciers ; et

dominions, or of the colonies, overseas possessions, protectorates, or territories under their sovereignty or authority, and they may subsequently accede separately on behalf of any self-governing dominion, colony, overseas possession, protectorate or territory excluded in their declaration. They may also denounce the convention separately in accordance with its provision in respect of any self-governing dominion, or any colony, overseas possession, protectorate, or territory under their sovereignty or authority.

Article 20.

The present convention shall take effect, in the case of the states which have taken part in the first deposit of ratifications, one year after the date of the *procès verbal* recording such deposit. As respects the states which ratify subsequently or which accede, and also in case in which the convention is subsequently put into effect in accordance with article 19, it shall take effect six months after the notifications specified in article 17, paragraph 2, and article 18, paragraph 2, have been received by the Belgian Government.

Article 21.

In the event of one of the contracting states wishing to denounce the present convention, the denunciation shall be notified in writing to the Belgian Government, which shall immediately communicate a duly certified copy of the notification to all the other states informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall only operate in respect of the state which made the notification, and on the expiration of one year after the notification has reached the Belgian Government.

Article 22.

Any one of the contracting states shall have the right to call for a fresh conference with a view to considering possible amendments.

A state which would exercise this right should give one year advance notice of its intention to the other states through the Belgian Government, which would make arrangements for convening the conference.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

In proceeding to the signature of the international convention for the unification of certain rules relating to maritime liens and mortgages, the undersigned plenipotentiaries have adopted the present protocol, which will have the same force and the same value as if the provisions were inserted in the text of the convention to which it relates :

I. It is understood that the legislation of each state remains free :

1. To establish among the claims mentioned in No. 1 of article 2. a definite order of priority with a view to safeguarding the interests of the Treasury ;

2. To confer on the authorities administering harbors, docks, lighthouses, and navigable ways, who have caused a wreck or other obstruction to navigation to be removed, or who are creditors in respect of harbor dues, or for damage caused by the fault of a vessel, the right, in case of non-payment, to detain the vessel, wreck, or other property, to sell the same, and to indemnify themselves out of the proceeds in priority to other claimants, and

» 3° De régler le rang des créanciers pour dommages causés aux ouvrages d'art autrement qu'il n'est dit à l'article 5 et à l'article 6.

» II. — Il n'est pas porté atteinte aux dispositions des lois nationales des Etats contractants qui accorderaient un privilége aux établissements publics d'assurance pour les créances résultant de l'assurance du personnel des navires. »

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 10 avril 1926.

Pour l'Allemagne :
(Signé) VON KELLER.
(Signé) GOES.
(Signé) RICHPER.
(Signé) WERNER.

Pour la République Argentine :

Pour la Belgique :
(Signé) Louis FRANCK.
(Signé) SOHR.

Pour le Brésil :
(Signé) M. DE PINENTEL BRANDAO (ad referendum).

Pour le Chili :
(Signé) Armando QUEZADA.

Pour la République de Cuba :

Pour le Danemark :
(Signé) Kristian SINDBALLE.

Pour l'Espagne :
(Signé) L. BENITO (ad referendum).
(Segné) Miguel DE ANGULO (ad referendum).
(Signé) Juan GOMEZ MONTEJO (ad referendum).

Pour l'Esthonie :
(Signé) PUSTA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :
(Signé) DEGRAND.
(Segné) Paul DE ROUSIERS.
(Signé) Georges RIPERT.

3. To determine the rank of the claimants for damages done to works otherwise than as stated in article 5 and in article 6.

II. There is no impairment of the provisions in the national laws of the contracting states conferring a lien upon public insurance associations in respect of claims arising out of the insurance of the personnel of vessels.

Done at Brussels, in a single copy, April 10, 1926.

For Germany :
(Signed) VON KELLER
(Signed) GOES.
(Signed) RICHTER.
(Signed) WERNER.

For the Argentine Republic :

For Belgium :
(Signed) Louis FRANCK.
SOHR.

For Brazil :
(Signed) Mr. DE PIMENTEL BRANDAO (ad referendum)

For Chile :
(Signed) Armando QUEZADA.

For the Republic of Cuba :

For Denmark :
(Signed) Kristian SINDBALLE

For Spain :
(Signed) L. BENITO (ad referendum).
(Signed) Miguel DE ANGULO (ad referendum).
(Signed) Juan GOMEZ MONTEJO (ad referendum).

For Estonia :
(Signed) PUSTA.

For the United States of America :

For Finland :

For France :
(Signed) DEGRAND.
(Signed) Paul DE ROUSIERS.
(Signed) Georges RIPERT.

Pour la Grande-Bretagne :
(Signé) Leslie SCOTT.
(Signé) Hugh GODLEY.

Pour la Hongrie :
(Signé) WORACZICZKY.

Pour l'Italie :
(Signé) BERLINGIERI.
(Signé) Carlo ROSSETTI.
(Signé) Torquato C. GIANNINI.

Pour le Japon :
(Signé) ADATCI.

Pour la Lettonie :

Pour le Mexique :
(Signé) Raf. CABRERA. (ad referendum).

Pour la Norvège :
(Signé) E. ALTEN.

Pour les Pays-Bas :
(Signé) VAN VREDENBURCH (ad referendum).
(Signé) LODER (ad referendum).
(Signé) ASSER (ad referendum).
(Signé) VAN SLOOTEN (ad referendum).

Pour le Pérou :

Pour la Pologne et la Ville libre de Dantzig :

Pour la Pologne seulement (ad referendum) :
(Signé) SZEMBEK.
(Signé) NAMITKIEWICZ.

Pour le Portugal :

Pour la Roumanie :
(Signé) BALS (ad referendum).

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
(Signé) Milorad STRAZNICKY.
(Signé) VERONA.

Pour la Suède :
Sous réserve de ratification par Sa Majesté le Roi, avec l'approbation du Riksdag :
(Signé) DE DARDEL.
(Signé) Algot BAGGE.

Pour l'Uruguay :

For Great Britain :
(Signed) Leslie SCOTT.
(Signed) Hugh GODLEY.

For Hungary :
(Signed) WORACZICZKY.

For Italy :
(Signed) BERLINGIERI.
(Signed) Carlo ROSSETTI.
(Signed) Torquato C. GIANNINI.

For Japan :
(Signed) ADATCI.

For Latvia :

For Mexico :
(Signed) Raf. CABRERA (ad refendum).

For Norway :
(Signed) E. ALTEN.

For the Netherlands :
(Signed) Van VREDENBURCH (ad referendum).
(Signed) LODER (ad referendum).
(Signed) ASSER (ad referendum).
(Signed) VAN SLOOTEN (ad referendum).

For Peru :

For Poland and the Free City of Danzig :

For Poland only (ad referendum) :
(Signed) SZEMBEK.
(Signed) NAMITKIEWICZ.

For Portugal :

For Rumania :
(Signed) BALS (ad referendum).

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :
(Signed) Milorad STRAZNICKY.
(Signed) VERONA.

For Sweden :
Subject to ratification by His Majesty the King with the approval of the Riksdag :
(Signed) DE DARDEL.
(Signed) Algot BAGGE.

For Uruguay :

PROCÈS-VERBAL DE DÉPOT DES RATIFICATIONS

Les ratifications sur la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, signée à Bruxelles, le 10 avril 1926, de même que sur le Protocole de Signature y annexé, devant, aux termes de l'article 17 de la Convention, être déposées à Bruxelles, le présent procès-verbal a été dressé à cet effet au Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Ont été présentées au dépôt, le 2 juin 1930 :

Les ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges.

(Signé) HYMANS.

Au moment de procéder au dépôt des ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges, le Ministre des Affaires étrangères de Belgique a déclaré, conformément aux stipulations de l'article 19 de la convention, que ces ratifications ne valent que pour la Belgique, à l'exclusion du Congo belge et du Ruanda-Urundi, territoires sous mandat.

BRUXELLES, *le 2 juin* 1930.

Le Ministre des Affaires étrangères de Belgique,
(Signé) HYMANS.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi d'Espagne.

(Signé) Francisco G. DE AGUËRA.

Les ratifications de Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie.

(Signé) Joseph KAIL.

Les ratifications de Son Excellence M. le Chef de l'Etat estonien.

(Signé) PUSTA.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande.

(Signé) F. DE HOEGH-GULBERG.

La date du 2 juin 1930 marquera le point de départ du délai d'un an stipulé à l'article 20 de la convention pour la mise en vigueur de celle-ci.

BRUXELLES, *le 2 juin* 1930.

Le Ministre des Affaires étrangères de Belgique,
(Signé) HYMANS.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROCÈS-VERBAL RELATING TO THE DEPOSIT OF RATIFICATIONS.

The ratifications of the International Convention for the Unification of Certain Rules relating to Maritime Liens and Mortgages, signed at Brussels on April 10th, 1926, and of the Protocol of Signature annexed thereto having to be deposited at Brussels in accordance with Article 17 of the Convention, the Belgian Ministry of Foreign Affairs has drawn up the present *procès-verbal* for this purpose.

The following ratifications were deposited on June 2, 1930 :

The ratifications of His Majesty the King of the Belgians.

(Signed) HYMANS.

In proceeding to the deposit of the ratifications of His Majesty the King of the Belgians, the Minister for Foreign Affairs declared, in accordance with the provisions of Article 19 of the Convention, that these ratifications extend only to Belgium and do not apply to the Belgian Congo and Ruanda-Urundi, territories under mandate.

BRUSSELS, *June* 2, 1930.

Belgian Minister for Foreign Affairs:
(Signed) HYMANS.

The ratifications of His Majesty the King of Spain.

(Signed) Francisco G. DE AGUËRA.

The ratifications of His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary.

(Signed) Joseph KAIL.

The ratifications of His Excellency the Chief of the Estonian State.

(Signed) PUSTA.

The ratifications of His Majesty the King of Denmark and Iceland.

(Signed) F. DE HOEGH-GULBERG.

The period of one year laid down in Article 20 of the Convention as the period after which the Convention shall take effect, will begin on June 2, 1930.

BRUSSELS, *June* 2, 1930.

(Signed) HYMANS,
Belgian Minister for Foreign Affairs.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2766.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET SUÈDE

Accord relatif à l'exemption réciproque de la double imposition en ce qui concerne certains revenus ou profits réalisés par une agence. Signé à Londres, le 6 juillet 1931.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SWEDEN

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits or Gains arising through an Agency. Signed at London, July 6, 1931.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

Nº 2766. — AVTAL MELLAN SVERIGE Å ENA SIDAN OCH STORBRITANNIEN OCH NORRA IRLAND Å ANDRA SIDAN OM ÖMSESIDIGT FRITAGANDE I VISSA FALL FRÅN INKOMSTSKATT Å INTÄKTER ELLER VINSTER, SOM UPPKOMMER GENOM AGENTUR, UNDERTECKNAT I LONDON DEN 6 JULI 1931.

Textes officiels suédois et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 juillet 1931.

KUNGL. SVENSKA REGERINGEN och REGERINGEN I DET FÖRENADE KONUNGARIKET STORBRITANNIEN OCH NORRA Irland hava, ledda av önskan att avsluta ett avtal om ömsesidigt fritagande i vissa fall från inkomstskatt å intäkter eller vinster, som uppkomma genom en agentur, och härigenom underlätta avslutandet av ett allmänt avtal för undvikande av dubbelbeskattning, för detta ändamål till sina befullmäktigade ombud utsett :

KUNGL. SVENSKA REGERINGEN :

Sveriges Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i London friherre E. K. PALMSTIERNA ;

REGERINGEN I DET FÖRENADE KONUNGARIKET STORBRITANNIEN OCH NORRA IRLAND :

Brittiske Utrikesstatssekreteraren the Right Honourable Arthur HENDERSON, M. P. ;

No. 2766. — AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SWEDEN FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS OR GAINS ARISING THROUGH AN AGENCY. SIGNED AT LONDON, JULY 6, 1931.

Swedish and English official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 27, 1931.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT, being desirous of concluding an Agreement for reciprocal exemption from Income Tax in certain cases of profits or gains arising through an agency and by this means of facilitating the conclusion of a general Agreement for the avoidance of double taxation, have appointed to that end as their plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Arthur HENDERSON, M. P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT :

Baron E. K. PALMSTIERNA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Sweden in London ;

Vilka, efter att hava delgivit varandra sina fullmakter och funnit dem i behörig form, överenskommit om följande :

Artikel 1.

Regeringen i Det Förenade Konungariket Storbritannien och Norra Irland medgiver, att de intäkter eller vinster, som denna artikel avser, skola, så länge den i artikel 2 angivna befrielsen är gällande, fritagas från inkomstskatt (däri inbegripet Sur-tax), som påföres i Det Förenade Konungariket för det taxeringsår, som börjar den sjätte april nittonhundratrettio, och för varje följande taxeringsår, och skall vidtaga erforderliga åtgärder jämlikt Section sjutton av Det Förenade Konungarikets parlamentsakt, betecknad såsom 1930 års finansakt, för att lagfästa berörda befrielse.

De intäkter eller vinster, som denna artikel avser, äro sådana intäkter eller vinster, som, antingen direkt eller indirekt, genom en agentur i Det Förenade Konungariket uppkomma för en person, som har hemvist i Sverige men icke i Det Förenade Konungariket, med undantag likväl för intäkter eller vinster, som antingen :

(1) Uppkomma genom försäljning av varor från lager i Det Förenade Konungariket eller

(2) Direkt eller indirekt härröra från någon filial eller affärsledning i Det Förenade Konungariket eller från en sådan agentur i Det Förenade Konungariket, där agenten har samt vanligen begagnar ett allmänt bemyndigande att underhandla om och avsluta avtal.

Artikel 2.

Kungl. Svenska Regeringen förklarar härmed, att, enligt i Sverige gällande bestämmelser rörande inkomst- och förmögenhetsskatt, intäkter eller vinster, som denna artikel avser, icke äro underkastade skatt, och förklarar tillika, att så länge den i artikel 1 angivna befrielsen är gällande, de intäkter eller vinster, som denna artikel avser, fortfarande skola fritagas från skatt enligt de bestämmelser rörande inkomst- och förmögenhetsskatt, som under nämnda tid gälla i Sverige.

Who, having communicated to each other their full powers, found to be in due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland undertake that the profits or gains to which this Article relates shall, so long as the exemption specified in Article 2 hereof remains effective, be exempted from Income Tax (including Surtax) chargeable in the United Kingdom for the year of assessment commencing on the sixth day of April, nineteen hundred and thirty, and for every subsequent year of assessment, and will take the necessary action under section seventeen of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1930, with a view to giving the force of law to the exemption aforesaid.

The profits or gains to which this Article relates are any profits or gains arising whether directly or indirectly, through an agency in the United Kingdom, to a person who is resident in Sweden and is not resident in the United Kingdom, unless the profits or gains either :

(1) Arise from the sale of goods from a stock in the United Kingdom, or

(2) Accrue directly or indirectly through any branch or management in the United Kingdom or through an agency in the United Kingdom where the agent has and habitually exercises a general authority to negotiate and conclude contracts.

Article 2.

The Royal Swedish Government hereby declare that, under the laws of Sweden relating to Income and Property Tax, the profits or gains to which this Article relates are not chargeable to tax, and undertake that, so long as the exemption specified in Article 1 hereof remains effective, the profits or gains to which this Article relates shall continue to be exempt from tax under the laws of Sweden for the time being in force relating to Income and Property Tax.

De intäkter eller vinster, som denna artikel avser, äro sådana intäkter eller vinster, som antingen direkt eller indirekt, genom en agentur i Sverige uppkomma för en person, som har hemvist i Det Förenade Konungariket men icke i Sverige, med undantag likväl för intäkter eller vinster, som antingen :

(1) Uppkomma genom försäljning av varor från lager i Sverige, eller ;

(2) Direkt eller indirekt härröra från någon filial eller affärsledning i Sverige eller från en sådan agentur i Sverige, där agenten har samt vanligen begagnar ett allmänt bemyndigande att underhandla om och avsluta avtal.

The profits or gains to which this Article relates are any profits or gains arising, whether directly or indirectly, through an agency in Sweden, to a person who is resident in the United Kingdom and is not resident in Sweden, unless the profits or gains either :

(1) Arise from the sale of goods from a stock in Sweden ; or

(2) Accrue directly or indirectly through any branch or management in Sweden or through an agency in Sweden where the agent has and habitually exercises a general authority to negotiate and conclude contracts.

Artikel 3.

Enligt detta avtal inbegriper uttrycket « person » varje sammanslutning av personer, vare sig en juridisk person eller icke, och en sammanslutning, som utgör en juridisk person, skall anses äga hemvist i Det Förenade Konungariket, om dess verksamhet ledes och kontrolleras i Det Förenade Konungariket, och skall anses äga hemvist i Sverige, om dess verksamhet ledes och kontrolleras i Sverige.

Article 3.

For the purposes of this Agrement the word " person " includes any body of persons, corporate or unincorporate, and a body corporate shall be regarded as resident in the United Kingdom if its business is managed and controlled in the United Kingdom, and shall be regarded as resident in Sweden if its business is managed and controlled in Sweden.

Artikel 4.

Detta avtal kan när som helst uppsägas att upphöra att gälla sex månader efter det uppsägningen av den ena fördragsslutande parten tillställts den andra.

Till bekräftelse härå hava ovannämnda befullmäktigade ombud undertecknat detta avtal och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i London, i två exemplar på svenska och engelska språken den 6 juli, 1931.

(L. S.) Erik PALMSTIERNA.

Article 4.

This Agreement may be denounced at any time upon six months' notice being given by one Contracting Party to the other.

In witness whereof the above-named plenipotentiaries have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate, in the English and Swedish languages, the 6th day of July, 1931.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 23 juillet 1931.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2766. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA SUÈDE RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE LA DOUBLE IMPOSITION EN CE QUI CONCERNE CERTAINS REVENUS OU PROFITS RÉALISÉS PAR UNE AGENCE. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 JUILLET 1931.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS, ayant le désir de conclure un accord concernant l'exemption réciproque, dans certains cas, de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices ou gains réalisés par l'intermédiaire d'une agence et de faciliter, par ce moyen, la conclusion d'un accord général ayant pour objet d'éviter la double imposition, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Arthur HENDERSON, M. P., secrétaire d'Etat principal de Sa Majesté aux Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS :

Le baron E. K. PALMSTIERNA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suède à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord consent à ce que, aussi longtemps que restera en vigueur l'exemption spécifiée à l'article 2, les bénéfices ou gains visés par le présent article soient exemptés de l'impôt sur le revenu (y compris la surtaxe) perçu dans le Royaume-Uni, pour l'année fiscale commençant le six avril mil neuf cent trente et un, ainsi que pour chaque année fiscale ultérieure, et prendra les mesures nécessaires, conformément à l'article 17 de l'Acte du Parlement du Royaume-Uni, dénommé « *Finance Act* 1930 », en vue de donner force de loi à ladite exemption.

Les bénéfices ou gains visés au présent article sont tous ceux qu'une personne résidant en Suède et n'ayant pas de domicile dans le Royaume-Uni réalise directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une agence dans le Royaume-Uni, à l'exception des bénéfices ou gains :

1° Provenant de la vente de marchandises sur un stock existant dans le Royaume-Uni ; ou

2° Réalisés directement ou indirectement soit par une succursale ou un bureau, dans le Royaume-Uni, soit par une agence, dans ce pays, lorsque l'agent possède et exerce habituellement des pouvoirs généraux pour la négociation et la conclusion de contrats.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le Gouvernement royal suédois déclare par le présent qu'en vertu des dispositions législatives suédoises relatives à l'impôt sur le revenu et la fortune, les bénéfices ou gains visés au présent article ne sont pas imposables et que, aussi longtemps que l'exemption spécifiée à l'article premier restera applicable, lesdits bénéfices ou gains resteront exempts des impôts institués par les dispositions législatives applicables en Suède pendant ladite période au sujet de l'impôt sur le revenu et la fortune.

Les bénéfices ou gains visés par le présent article sont tous ceux qu'une personne résidant dans le Royaume-Uni et n'ayant pas de domicile en Suède réalise directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une agence en Suède, à l'exception des bénéfices ou gains :

1° Provenant de la vente de marchandises sur un stock existant en Suède ; ou bien

2° Réalisés directement ou indirectement, soit par une succursale ou un bureau, en Suède, soit par une agence, dans ce pays, lorsque l'agent possède ou exerce habituellement des pouvoirs généraux pour la négociation et la conclusion de contrats.

Article 3.

Au sens du présent accord, le terme « personne » comprend les associations de personnes, qu'il s'agisse ou non de personnes morales ; toute association de personnes constituant une personne morale sera considérée comme étant domiciliée dans le Royaume-Uni ou en Suède, selon que la direction et le contrôle de ses affaires s'effectueront respectivement dans l'un ou l'autre de ces pays.

Article 4.

Le présent accord pourra être dénoncé à toute époque, moyennant un préavis de six mois signifié par l'une des Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres en double exemplaire, en langues anglaise et suédoise, le six juillet mil neuf cent trente et un.

(L. S.) Erik PALMSTIERNA. *(L. S.)* Arthur HENDERSON.

N° 2767.

DANEMARK, FINLANDE, ISLANDE, NORVÈGE ET SUÈDE

Arrangement concernant la réexpédition à titre gratuit de télégrammes entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède. Signé à Oslo, le 1er avril, à Copenhague, le 10 avril, à Helsingfors, le 14 avril, à Stockholm, le 24 avril et à Reykjavik, le 6 mai 1931.

DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN

Agreement regarding the Redirection of Telegrams free of charge between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden. Signed at Oslo, April 1st, at Copenhagen, April 10, at Helsingfors, April 14, at Stockholm, April 24, and at Reykjavik, May 6, 1931.

N° 2767. — ARRANGEMENT CONCERNANT LA RÉEXPÉDITION A TITRE GRATUIT DE TÉLÉGRAMMES ENTRE LE DANEMARK, LA FINLANDE, L'ISLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A OSLO, LE 1er AVRIL, A COPENHAGUE, LE 10 AVRIL, A HELSINGFORS, LE 14 AVRIL, A STOCKHOLM, LE 24 AVRIL, ET A REYKJAVIK, LE 6 MAI 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 29 juillet 1931.

LES ADMINISTRATIONS DANOISE, FINLANDAISE, ISLANDAISE, NORVÉGIENNE et SUÉDOISE ont — sous réserve de la ratification nécessaire — conclu l'arrangement suivant :

Comme une exception aux dispositions des articles 57 et 58 du Règlement international (Revision de Bruxelles 1928 [1]) des télégrammes déposés dans un des pays : le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège ou la Suède, pourront être réexpédiés, exempts de droits, à un autre des pays mentionnés aux conditions suivantes :

a) La réexpédition gratuite est limitée à une pour chaque télégramme.

b) La réexpédition gratuite ne doit avoir lieu par voie d'autres pays que ceux mentionnés ci-dessus.

c) La réexpédition n'est pas gratuite à moins qu'elle n'ait lieu avec la même priorité que celle de la première expédition.

Si un télégramme ordinaire est réexpédié comme un télégramme urgent, le droit de la réexpédition sera égal à la différence entre la taxe d'un télégramme urgent et d'un télégramme ordinaire entre les deux pays concernés. La taxe est calculée en tenant compte du nombre de mots à réexpédier.

Cet arrangement, qui est établi en cinq exemplaires, sera mis à exécution à partir du 1er juin 1931 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, et jusqu'à l'expiration de trois mois à partir du jour où la dénonciation en sera faite par une des Parties contractantes.

COPENHAGUE, *le* 10 *avril* 1931.

La Direction générale des Postes et des Télégraphes :

(Signé) C. MONDRUP.

(Signé) GREDSTED.

HELSINGFORS, *le* 14 *avril* 1931.

La Direction générale des Postes et des Télégraphes :

(Signé) ALBRECHT.

[1] Vol. LXXXIII, page 347, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2767. — AGREEMENT CONCERNING THE REDIRECTION OF TELEGRAMS FREE OF CHARGE BETWEEN DENMARK, FINLAND, ICELAND, NORWAY AND SWEDEN. SIGNED AT OSLO, APRIL 1, AT COPENHAGEN, APRIL 10, AT HELSINGFORS, APRIL 14, AT STOCKHOLM, APRIL 24, AND AT REYKJAVIK, MAY 6, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 29, 1931.

THE DANISH, FINNISH, ICELANDIC, NORWEGIAN and SWEDISH ADMINISTRATIONS have — subject to the necessary ratification — concluded the following agreement :

As an exception to the provisions of Articles 57 and 58 of the International Regulations (Brussels Revision 1928 [2]), telegrams handed in at a telegraph office in one of the countries : Denmark, Finland, Iceland, Norway or Sweden may be redirected free of charge to another of the countries mentioned under the following conditions :

(a) No telegram shall be redirected free of charge more than once.

(b) Telegrams shall not be redirected free of charge to countries other than those mentioned above.

(c) Telegrams shall only be redirected free of charge in the same order of priority as in the case of the first transmission.

If an ordinary telegram is redirected as an urgent telegram, the charge for redirection shall be equal to the difference between the rate for an urgent telegram and an ordinary telegram between the two countries concerned. This shall be calculated on the basis of the number of words to be redirected.

This Agreement, which is drawn up in five copies, shall come into force on June 1st, 1931, and shall remain in force for an indefinite period and until the expiry of three months from the date on which it is denounced by one of the Contracting Parties.

COPENHAGEN, *April* 10, 1931.

(Signed) C. MONDRUP.

(Signed) GREDSTED,

General Directorate of Posts and Telegraphs.

HELSINGFORS, *April* 14, 1931.

(Signed) ALBRECHT,

General Directorate of Posts and Telegraphs.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Vol. LXXXIII, page 347, of this Series.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

REYKJAVIK, *le* 6 *mai* 1931.

La Direction générale des Télégraphes :
(Signé) OLAFSSON.

OSLO, *le* 1er *avril* 1931.

La Direction générale des Télégraphes :
(Signé) ENGSET.
Øiseth.

STOCKHOLM, *le* 24 *avril* 1931.

La Direction générale des Télégraphes :
(Signé) A. HAMILTON.
(Signé) WOLD.

Ministeriet for Offentlige Arbejder
Generaldirektoratet for Post- og Telegrafvessenet.

In fidem :
Hollnagel Jensen.

Vu pour légalisation de la signature de M. O. Hollnagel Jensen, secrétaire général au Directorat général des postes et des télégraphes danois, apposée sur le présent acte.

COPENHAGUE, *le* 23 *juillet* 1931.

Pour le ministre des Affaires étrangères,
par autorisation :
T. From.

REYKJAVIK, *May* 6, 1931.

(Signed) OLAFSSON.

General Directorate of Telegraphs.

OSLO, *April* 1, 1931.

(Signed) ENGSET.

Øiseth.

General Directorate of Telegraphs.

STOCKHOLM, *April* 24, 1931.

(Signed) A. HAMILTON.

(Signed) WOLD.

General Directorate of Telegraphs.

N° 2768.

POLOGNE ET SUÈDE

Echange de notes concernant la légalisation des certificats d'origine. Varsovie, les 10 avril et 16 mai 1931.

POLAND AND SWEDEN

Exchange of Notes regarding the Legalisation of Certificates of Origin. Warsaw, April 10 and May 16, 1931.

N° 2768. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS POLONAIS ET SUÉDOIS CONCERNANT LA LÉGALISATION DES CERTIFICATS D'ORIGINE. VARSOVIE, LES 10 AVRIL ET 16 MAI 1931.

Textes officiels français, suédois et polonais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 juillet 1931.

French, Swedish and Polish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 29, 1931.

No. 12.

VARSOVIE, *le* 10 *avril* 1931.

NOTE VERBALE

D'ordre de son gouvernement, la Légation royale de Suède a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères ce qui suit :

D'après les lois et ordonnances en vigueur en Suède, les marchandises polonaises peuvent être importées dans ce pays sans être accompagnées d'un certificat d'origine, ce terme ne s'appliquant pas toutefois aux certificats sanitaires que le Gouvernement peut exiger pour l'importation de certaines marchandises déterminées.

La Légation royale est chargée en conséquence de prier le Ministère des Affaires étrangères de vouloir bien lui faire savoir si le Gouvernement de la République polonaise serait disposé à renoncer, à titre de réciprocité, à la formalité de légalisation, prévue par les lois et ordonnances actuellement en vigueur en Pologne, pour les certificats d'origine et les certificats complémentaires émanant des autorités de douane suédoises.

Il est entendu que le texte du certificat d'origine ci-annexé sera employé pour les certificats d'origine non légalisés.

Au Ministère des Affaires étrangères
de la République de Pologne.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères.
le 17 juillet 1931,

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

KOMORY CELNE SZWEDZKIE.

Nr. porządkowy .....
(komory celnej, która wydaje świadectwo pochodzenia).

SWIADECTWO POCHODZENIA NA WWÓZ DO POLSKI.

Ja, niżej podpisany, [1] naczelnik / [1] kontroler urzędu celnego w .....
zaświadczam, na podstawie dokumentów wiarogodnych, przedstawionych przez p. .....
kupca [1] / przemysłowca [1] zamieszkałego w .....
że poniżej wyszczególnione towary wysłane do Polski pod adresem p. ..... w .....
koleją [1] / statkiem [1] (nazwa statku) ..... / statkiem powietrznym [1]
a) są pochodzenia (nazwa kraju) .....
b) są przetworzonemi w (nazwa kraju) ..... i nie mniej jak 50 % ogólnej wartości towaru przypada na koszty robocizny i surowców .....
Odznaki i Nr. Nr. paczek .....
Wyszczególnienie towaru .....
Waga brutto (w kilogramach) .....
Waga netto (w kilogramach) .....
Ilość i rodzaj przesyłek .....
Wartość .....

Dnia ..... 193... r.

(Podpis)

(Pieczęć komory)

[1] Skreślić wzmiankę zbyteczna.

SVENSKA TULLMYNDIGHETER.

Expeditionsnummer .....
(tullkammarens, vilken utställer certifikatet).

URSPRUNGSCERTIFIKAT FÖR UTFÖRSEL TILL POLEN.

Undertecknad, [1] tullförvaltare / [1] tullkontrollör i .....
intygar på grundval av trovärdiga handlingar, vilka företetts av herr .....
köpman [1] / industriidkare [1] bosatt i .....
att nedan omförmälda varor, vilka expedierats till Polen under adress av hr. ..... i .....
med järnväg [1] / fartyg [1] (fartygets namn) ..... / luftfartyg [1]
a) härröra från (landets namn) .....
b) förarbetats i (landets namn) ..... så att icke mindre än 50 % av varans hela värde kommer på ..... arbetskostnader och råvaror...
Kollinas märken och nummer .....
Varans beteckning .....
Bruttovikt (i kilogram) .....
Nettovikt (i kilogram) .....
Kollinas antal och slag .....
Värde .....

Den ..... 193...

(underskrift)

(tullkammarens stämpel)

[1] Det överflödiga överstrykes.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

DOUANES SUÉDOISES

Numéro d'enregistrement du bureau de douane dont émane le certificat .....

CERTIFICAT D'ORIGINE POUR L'EXPORTATION EN POLOGNE

Le soussigné [2] receveur des douanes à / [2] contrôleur des douanes .....

.....

certifie, sur la base des documents faisant foi produits par M. .....

.....

commerçant [2] / industriel [2] domicilié à .....

.....

que les marchandises spécifiées ci-dessous, expédiées en Pologne à l'adresse de M. .....

..... à .....

par chemin de fer [2] / navire [2] (nom du navire) ..... / avion [2]

. .....

a) proviennent de (nom du pays) .....

. .....

b) ont été fabriquées en (nom du pays) .....

..... de telle sorte qu'au moins 50 % de la valeur totale de la marchandise représentent le coût de la main-d'œuvre et des matières premières .....

.....

Marques et numéros des colis .....

. .....

Nature de la marchandise .....

Poids brut (en kilogrammes) .....

Poids net (en kilogrammes) .....

Nombre et nature des colis .....

Valeur .....

....., le ..... 193...

(Signature)

(Timbre du bureau de douane)

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Biffer les mentions non utilisées.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
K. III. 28335/31.

NOTE VERBALE

Se référant à la note verbale de la Légation royale de Suède en date du 10 avril 1931, N° 12, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de transmettre ci-inclus une copie de la circulaire du Ministère des Finances en date du 5 mai 1931 N° L.D.IV.780/3/31, concernant les certificats d'origine à délivrer par les autorités douanières suédoises.

VARSOVIE, *le* 16 *mai* 1931.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.

A la Légation royale de Suède
à Varsovie.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 17 juillet 1931.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

AVSKRIFT.

Bil. nr 2 t. beskickningens i
Warschau skrivelse nr 160/1931.
Ódpis.

MINISTERSTWO SKARBU.
L.D.IV.780/3/31.

*Okólnik L.D.IV.*780/3/31. *z dnia* 5 *maja* 1931. *r.*

w sprawie wzoru świadectw pochodzenia, wymaganych przy udzielaniu zniżek konwencyjnych, a wystawianych przez szwedskie urzędy celne.

Do wszystkich Dyrekcyj Ceł i Urzędów Celnych
oraz Inspektoratu Ceł w Gdańsku.

W porozumieniu z Ministerstwem Spraw Zagranicznych oraz Ministerstwem Przemysłu i Handlu ustala się następujący wzór świadectw pochodzenia zapowiedziany w § 4 p. C okólnika z 24 czerwca 1930 r. L.D.IV.1141/3/31 (Dz.Urz.Min.Sk. Nr. 19, pos. 366) dla towarów pochodzących ze Szwecji.

WZÓR :

KOMORY CELNE SZWEDZKIE

Nr. porządkowy .....
(komory celnej, która wydaje świadectwo Pochodzenia)

SWIADECTWO POCHODZENIA
NA WWÓZ DO POLSKI.

Ja niżej podpisany [1] naczelnik / [1] kontroler urzędu celnego w .....
zaświadczam, na podstawie dokumentów wiarogodnych, przedstawionych przez p. .....
.....
kupca [1] / przemysłowca [1] zamieszkałego w .....
.....
że poniżej wyszczególnione towary wysłane do Polski pod adresem p. .....
.....
..... w .....
koleją [1] / statkiem [1] (nazwa statku) ..... / statkiem powietrznym [1]
.....
a) są pochodzenia (nazwa kraju) .....
.....
b) są przetworzonemi w (nazwa kraju) .....
..... i nie mniej jak 50 % ogólnej wartości towaru przypada na koszty robocizny i surowców .....
.....
Odznaki i Nr. Nr. paczek .....
.....
Wyszczególnienie towaru .....
Waga brutto (w kilogramach) .....
Waga netto (w kilogramach) .....
Ilość i rodzaj przesyłek .....
Wartość .....

Dnia ..... 193... r

(Podpis)

(Pieczęć komory)

[1] Skreślić wzmiankę zbyteczną.

SVENSKA TULLMYNDIGHETER

Expeditionsnummer .....
(tullkammarens, vilken utställer certifikatet).

URSPRUNGSCERTIFIKAT
FÖR UTFÖRSEL TILL POLEN

Undertecknad, [1] tullförvaltare / [1] tullkontrollör i .....
.....
intygar på grundval av trovärdiga handlingar, vilka företetts av herr .....
.....
köpman [1] / industriidkare [1] bosatt i .....
.....
att nedan omförmälda varor, vilka expedierats till Polen under adress av hr. .....
.....
..... i .....
järnväg [1] / med fartyg [1] (fartygets namn) ..... / luftfartyg [1]
.....
a) härröra från (landets namn) .....
.....
b) förarbetats i (landets namn) .....
..... så att icke mindre än 50 % av varans hela värde kommer på .....
..... arbetskostnader och råvaror...
.....
Kollinas märken och nummer .....
.....
Varans beteckning .....
Bruttovikt (i kilogram) .....
Nettovikt (i kilogram) .....
Kollinas antal och slag .....
Värde .....

Den ..... 193...

(underskrift)

(tullkammarens stämpel)

[1] Det överflödiga överstrykes.

Swiadectwa pochodzenia według powyzszego wzoru będą wystawiane przez szwedskie urzędy celne i należy je honorować stosownie do § 4 okólnika z 24 czerwca 1930 r. L.D.IV.1141/3/30.

Swiadectwa pochodzenia winny być zaopatrzone pieczęcią i podpisem urzędu celnego (Tullkammaren).

(—) DĘBICKI
Kierownik Departamentu.

Za zgodność : (oläsligt).

[1] TRADUCTION, — TRANSLATION.

MINISTÈRE DES FINANCES.
L.D.IV.780/3/31.

Circulaire L.D.IV.780/3/31 du 5 mai 1931,

relative au modèle des certificats d'origine exigés pour l'octroi des réductions contractuelles et délivrés par les autorités douanières suédoises.

A TOUTES LES DIRECTIONS ET BUREAUX DE DOUANES AINSI QU'À L'INSPECTION DES DOUANES DE DANTZIG.

D'accord avec le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère du Commerce et de l'Industrie il est arrêté le modèle ci-après de certificat d'origine prévu au paragraphe 4 p. de la circulaire du 24 juin 1930 L.D.IV.1141/3/31 (Dz. Urz. Min. Sk. Nr. 19, titre 366) pour les marchandises originaires de Suède.

MODÈL

DOUANES SUÉDOISES

Numéro d'enregistrement du bureau de douane dont émane le certificat .....

CERTIFICAT D'ORIGINE POUR L'EXPORTATION EN POLOGNE

Le soussigné, [2] receveur des douanes à / [2] contrôleur des douanes .....

.....

certifie, sur la base des documents faisant foi produits par M. .....

.....

commerçant / industriel [2] domicilié à .....

.....

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Biffer les mentions non utilisées.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

que les marchandises spécifiées ci-dessous, expédiées en Pologne à l'adresse de M. .....
..... à .....
chemin de fer[1]
par navire[1] (nom du navire) .....
avion[1]
.....
a) proviennent de (nom du pays) .....
.....
b) ont été fabriquées en (nom du pays) .....
..... de telle sorte qu'au moins 50 % de la valeur totale de la marchandise représentent le coût de la main-d'œuvre et des matières premières .....
.....
Marques et numéros des colis .....
. .....
Nature de la marchandise .....
Poids brut (en kilogrammes) .....
Poids net (en kilogrammes) .....
Nombre et nature des colis .....
Valeur .....

....., le ..... 193...

(Signature)

(Timbre du bureau de douane)

Les certificats d'origine établis conformément au modèle ci-dessus seront délivrés par les bureaux de douane suédois et devront être acceptés conformément au paragraphe 4 de la circulaire du 24 juin 1930 L.D.IV.1141/3/30.

Les certificats d'origine devront être munis du sceau et de la signature du Bureau de douane *(Tullkammaren)*.

(Signé) DĘBICKI,
Directeur du Département.

---

[1] Biffer les mentions non utilisées.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2768. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE POLISH AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING THE LEGALISATION OF CERTIFICATES OF ORIGIN. WARSAW, APRIL 10 AND MAY 16, 1931.

No. 12.

WARSAW, *April* 10, 1931.

NOTE VERBALE.

Acting under instructions from its Government, the Royal Swedish Legation has the honour to inform the Ministry of Foreign Affairs as follows :

In accordance with the laws and regulations in force in Sweden, Polish goods may be imported into this country unaccompanied by a certificate of origin, this term, however, not being applicable to the health certificates which the Government may require for the importation of certain specified goods.

The Royal Legation is therefore instructed to request the Ministry of Foreign Affairs to be so good as to state whether the Government of the Polish Republic would be prepared to renounce, subject to reciprocity, the formality of legalisation laid down in the laws and ordinances at present in force in Poland for certificates of origin and supplementary certificates issued by the Swedish Customs authorities.

It is understood that the text of the enclosed certificate of origin will be used for legalised certificates of origin.

To the Ministry of Foreign Affairs
of the Republic of Poland.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

SWEDISH CUSTOMS.

Register number of the Customs Office issuing the certificate .....

CERTIFICATE OF ORIGIN FOR EXPORT TO POLAND.

The undersigned, [1] Customs Administrator at / [1] Customs Controller .....

.....

certifies, on the basis of authentic documents produced by M. .....

.....

merchant [1] / manufacturer [1] domiciled at .....

.....

that the goods specified below which are forwarded to Poland addressed to M. .....

..... at .....

rail [1]

by steamship [1] (name of vessel) .....

air [1]

.....

(a) originate in (name of country) .....

(b) have been manufactured in (name of country) .....

..... so that not less than

50 % of the total value of the goods represents the cost of labour and raw materials .....

.....

Marks and numbers of the parcels .....

.....

Description of the goods .....

Gross weight (in kilogrammes) .....

Net weight (in kilogrammes) .....

Number and kind of parcels .....

Value .....

....., the ..... 193...

(Signature)

(Customs Office stamp)

.....

[1] Strike out words which do not apply.

REPUBLIC OF POLAND
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
K.III.28335/31.

NOTE VERBALE.

With reference to the Note Verbale Nº 12 of April 10, 1931, from the Royal Swedish Legation, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to transmit herewith copy of the circular from the Ministry of Finance of May 5, 1931, Nº. L.D.IV. 780/3/31, regarding certificates of origin to be issued by the Swedish Customs authorities.

WARSAW, *May* 16, 1931.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.

To the Royal Swedish Legation,
Warsaw.

MINISTRY OF FINANCE.
L.D.IV.780/3/1.

*Circular L.D.IV.*780/3/31 *of May* 5, 1931,

relating to the model certificate of origin required for obtaining treaty reductions, as issued by the Swedish Customs authorities.

TO ALL CUSTOMS ADMINISTRATIONS AND OFFICES AND TO THE INSPECTION OF CUSTOMS AT DANZIG.

In agreement with the Ministry of Foreign Affairs and the Ministry of Commerce and Industry the following model certificate of origin has been decided on in accordance with § 4 of the circular of June 24, 1930, L.D.IV.1141/3/31 (Dz.Urz.Min.Sk. No. 19, item 366) for goods originating in Sweden.

MODEL.

SWEDISH CUSTOMS.

Register number of the Customs Office issuing the certificate .....

CERTIFICATE OF ORIGIN FOR EXPORT TO POLAND.

The undersigned, [1] Customs Administrator at / [1] Customs Controller .....

.....

certifies, on the basis of authentic documents produced by M. .....

.....

[1] Strike out words which do not apply.

merchant[1]
manufacturer[1] domiciled at .....

that the goods specified below which are forwarded to Poland addressed to M. .....

..... at .....

rail[1]
by steamship[1] (name of vessel).....
air[1]

.....

(a) originate in (name of country) .....

(b) have been manufactured in (name of country) .....

..... so that not less than 50 % of the total value of the goods represents the cost of labour and raw materials .....

.....

Marks and numbers of the parcels .....

.....

Description of the goods .....

Gross weight (in kilogrammes) .....

Net weight (in kilogrammes) .....

Number and kind of parcels .....

Value .....

....., the ..... 193...

(Signature)

(Customs Office stamp)

The certificates of origin drawn up in accordance with the above model will be issued by the Swedish Customs offices and must be accepted in accordance with § 4 of the circular of June 24, 1930, L.D.IV.1141/3/30.

The certificates of origin must bear the seal and signature of the Customs Office *(Tullkammaren)*.

(Signed) DĘBICKI,
Head of Department.

---

[1] Strike out words which do not apply.

N° 2769.

ESTONIE ET LETTONIE

Accord additionnel au Traité économique provisoire entre les deux pays, avec protocole final, signés à Tallinn, le 3 juin 1931, et échange de notes y relatif, de la même date.

ESTONIA AND LATVIA

Additional Agreement to the Provisional Economic Treaty between the two Countries, with Final Protocol, signed at Tallinn, June 3, 1931, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N° 2769. — ACCORD [1] ADDITIONNEL AU TRAITÉ ÉCONOMIQUE PROVISOIRE ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE. SIGNÉ A TALLINN, LE 3 JUIN 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 juillet 1931.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE également animés du désir de faciliter davantage le commerce réciproque entre leurs pays, au sens de l'article 4 du Traité [2] économique provisoire du 25 mars 1928, conclu entre l'Estonie et la Lettonie, ont résolu de conclure un accord additionnel audit traité, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Jaan TÕNISSON, ministre des Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Charles ZARINE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie à Tallinn ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués d'origine et de provenance de l'Estonie, énumérés à la liste A jointe au présent accord, bénéficieront à leur importation en Lettonie des droits de douane prévus à ladite liste.

Les produits naturels ou fabriqués d'origine et de provenance de la Lettonie, énumérés à la liste B jointe au présent accord, bénéficieront à leur importation en Estonie des droits de douane prévus à ladite liste.

Article 2.

Le présent accord additionnel sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 22 juillet 1931.

[2] Vol. LXXII, page 195, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2769. — ADDITIONAL AGREEMENT [2] TO THE PROVISIONAL ECONOMIC TREATY BETWEEN ESTONIA AND LATVIA. SIGNED AT TALLINN, JUNE 3, 1931.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 29, 1931.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, being equally desirous of further promoting trade between the two countries in the sense of Article 4 of the Provisional Economic Treaty [3] of March 25, 1928, concluded between Estonia and Latvia, have resolved to conclude an Additional Agreement to the said Treaty and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Jaan TÕNISSON, Minister for Foreign Affairs ; and

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Charles ZARINE, Latvian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tallinn ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Natural or manufactured products originating in and coming from Estonia enumerated in List A annexed to the present Agreement shall, on importation into Latvia, pay the Customs duties mentioned in that List.

The natural or manufactured products originating in and coming from Latvia enumerated in List B annexed to the present Agreement shall, on importation into Estonia, pay the Customs duties mentioned in that List.

Article 2.

The present Additional Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Riga.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Riga, July 22, 1931.

[3] Vol. LXXII, page 195, of this Series.

Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et restera valable pour une durée indéterminée, chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de dénoncer avec un préavis de douze mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition française, à Tallinn, le trois juin mil neuf cent trente et un.

(L. S.) J. TÕNISSON.
(L. S.) Ch. ZARINE.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de l'accord additionnel au traité économique provisoire entre l'Estonie et la Lettonie, conclu en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui font partie intégrante de l'accord :

1° En ce qui concerne les contingents prévus aux listes A et B, leur répartition est assurée par le Gouvernement du pays qui les a obtenus.

Les gouvernements des deux pays conviendront par un accord spécial de l'organisation détaillée des formalités concernant l'utilisation des contingents.

2° Les pourcentages de réduction prévus à la liste B se porteront sur les droits de douane les plus réduits, appliqués à l'avenir aux produits respectifs de n'importe quel pays tiers, excepté ceux, visés dans le Protocole final du Traité économique provisoire du 25 mars 1928.

3° Les privilèges accordés réciproquement au ciment estonien et letton ne seront applicables qu'à partir du jour où le droit de douane sur le ciment actuellement en vigueur en Lettonie subirait une augmentation.

4° Les privilèges accordés réciproquement au verre en feuilles (§ 77) estonien et letton, ne seront applicables qu'à partir de la mise en vigueur des taux égaux des droits de douane du tarif minimum des deux pays ; toutefois, dans le cas où l'unification desdits taux ne sera pas réalisée, les privilèges prévus aux listes A et B entreront en vigueur le 1er janvier 1932.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leurs signatures au présent protocole.

Fait en double expédition française à Tallinn, le trois juin mil neuf cent trente et un.

J. TÕNISSON.
Ch. ZARINE.

It shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for an indefinite period, each of the High Contracting Parties reserving the right to denounce it at twelve months' notice.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in French, in duplicate, at Tallinn, June the third, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) J. TÕNISSON.
(L. S.) Ch. ZARINE.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Additional Agreement to the Provisional Economic Treaty between Estonia and Latvia, concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries made the following declarations, which form an integral part of the Agreement :

(1) As regards the quotas mentioned in Lists A and B, the Government of the country obtaining them shall arrange for allocation.

The Governments of the two countries shall conclude a special agreement regarding the detailed organisation of the formalities relating to the utilisation of the quotas.

(2) The percentage reductions shown in List B shall refer to the lowest Customs duties applied in future to the respective products of any third country whatsoever, except the countries mentioned in the Final Protocol of the Provisional Economic Treaty of March 25, 1928.

(3) The privileges reciprocally accorded for Estonian and Latvian cement shall apply only from the date on which the present Latvian Customs duty on cement may be increased.

(4) The privileges reciprocally accorded for Estonian and Latvian sheet glass (§ 77) shall apply only from the coming into force of equal Customs duty rates under the minimum tariffs of both countries ; notwithstanding, should the unification of these rates not be brought about, the privileges mentioned in Lists A and B shall come into force on January 1, 1932.

In faith whereof the undersigned have signed the present Protocol.

Done in French, in duplicate, at Tallinn, June the third, one thousand nine hundred and thirty-one.

J. TÕNISSON.
Ch. ZARINE.

TALLINN, *le* 3 *juin* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations qui ont abouti à l'Accord additionnel en date de ce jour, la Délégation lettone a exprimé le désir d'être fixée sur la nature exacte des huiles de Diesel, provenant de la distillation de schiste combustible d'Estonie et prévues sous le § 85, exp. 3, de la liste A dudit accord.

Se référant à ce désir, j'ai l'honneur de vous communiquer l'analyse suivante desdites huiles :

Poids spécifique	0,840—0,950 (15° C)
Viscosité d'après Engler à 50° C. . .	1,5—2,5°
Distillation jusqu'à 300° C.	au moins 50 %
Distillation jusqu'à 360° C.	au moins 98 %

Veuillez agréer Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

J. TÕNISSON.

Son Excellence
Monsieur Charles Zarine,
Ministre de Lettonie,
Tallinn.

TALLINN, *le* 3 *juin* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me communiquer conformément au désir exprimé par la Délégation lettone au cours des négociations de l'Accord additionnel portant la date de ce jour, l'analyse suivante des huiles de Diesel, provenant de la distillation de schiste combustible d'Estonie et prévue sous le § 85 ex p. 3 de la Liste A dudit accord :

Poids spécifique	0,840—0,950 (15° C)
Viscosité d'après Engler à 50° C. . .	1,5—2,5°
Distillation jusqu'à 300 C.	au moins 50 %
Distillation jusqu'à 360 C.	au moins 98 %

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Ch. ZARINE.

Son Excellence
Monsieur Jaan Tõnisson,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

TALLINN, *June* 3, 1931.

SIR,

During the negotiations which resulted in the conclusion of the Additional Agreement of to-day's date, the Latvian delegation expressed a wish for information as to the exact composition of the Diesel oils produced by the distillation of Estonian combustible shale, mentioned under § 85, ex item 3 of List A of that Agreement.

In reply, I have the honour to forward to you the following analysis of the oils in question.

Specific gravity	0.840—0.950 (15° C.)
Viscosity according to the Engler apparatus at 50° C.	1.5—2.5°
Distillation up to 300° C	not less than 50 %
Distillation up to 360° C	not less than 98 %

I have the honour, etc.

J. TÕNISSON.

His Excellency Mr. Charles Zarine,
Latvian Minister,
Tallinn.

TALLINN, *June* 3, 1931.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of even date by which you were good enough, in conformity with the wish expressed by the Latvian delegation during the negotiations concerning the Additional Agreement of to-days date, to forward to me the following analysis of the Diesel oils produced by the distillation of Estonian combustible shale, mentioned under § 85, ex. item 3 of List A of that Agreement.

Specific gravity	0.840—0.950 (15° C.)
Viscosity according to the Engler apparatus at 50° C.	1.5—2.5°
Distillation up to 300° C	not less than 50%
Distillation up to 360° C	not less than 98 %

I have the honour, etc.

Ch. ZARINE.

His Excellency Mr. Jaan Tõnisson,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

LISTE A

Position du tarif douanier letton	Désignation des marchandises	Droits en Lat. lettons
ex § 24 ex p. 1	Chocolat, bonbons . . . . . 1 kg. br.	2,00
ex § 37 ex p. 3	Eperlans, salés, fumés ou séchés	exempts
ex § 41 ex p. 1	Phosphorites moulues	exemptes
ex § 51 ex p. 2	Graisse de phoque, même non séparée de la peau	exempte
ex § 56	Pelleteries :	
ex p. 2	Tannées ou teintes, ainsi que tannées et teintes : ex (d) peaux de phoque	exemptes
ex § 61 ex p. 1	Cadres de raquette de lawn-tennis sans cordage, skis sans bandage et disques, en bois des espèces rangées sous le p. 1 du § 58, non peints, non vernis, non polis, non plaqués . . . . . kg. n.	0,20
ex p. 2	Cadres de raquette de lawn-tennis sans cordage, skis sans bandage et disques, autres que ceux dénommés au p. 1 . . . . kg. n.	0,35
ex § 65	Matériaux de construction :	
ex. p. 4	Chaux	exempte
ex p. 5	ex (a) Chaux hydraulique	exempte
ex p. 5	ex (b) Ciment de Portland	exempt
	Remarque : La franchise accordée pour le ciment s'applique à un contingent annuel de 35 000 barils (le poids du baril ne dépassant pas 180 kg.).	
ex § 68 ex p. 3	Lactonite, en morceaux, disques, plaques, feuilles, tuyaux et baguettes, même colorée en pâte :	
	a) Non ouvrée	exempte
	b) Ouvrée	exempte
ex § 71 ex p. 7	Produits simples de toute sorte pour graisser les essieux et les roues . . . . . kg. n.	0,20
ex § 77 pp. 6 et 7 a	Verre en feuilles de toute sorte, non adouci ni poli, de 5 mm. d'épaisseur et moins	exempt
ex § 80 ex p. 1 ex § 81 ex p. 1 ex § 83 ex p. 3 ex § 83 ex p. 4 ex § 84 ex p. 2	Huiles et produits de distillation de schistes combustibles. . . .	exempts
ex § 85 ex p. 3	Huiles de Diesel (produit de distillation de schistes combustibles)	exemptes
ex § 85 ex p. 1	ex (b) Benzine	exempte
	Remarque : La franchise accordée pour la benzine s'applique à un contingent annuel de 2 300 tonnes.	
ex § 117 ex p. 2	Huile de lin, vernis à l'huile (huile de lin cuite)	exempts
ex § 119 ex p. 3	Ethers de fruits, de baies et de liqueurs, sans alcool, même synthétiques . . . . . kg. n.	6,00
ex § 131	Blanc de plomb	exempt
ex § 149 ex p. 2	Ouvrages en alpaca sans reliefs moulés et sans ornements gravés au burin ou à l'acide . . . . . kg. n.	2,00
ex p. 3	Ouvrages en alpaca avec reliefs moulés ou avec ornements gravés au burin ou à l'acide . . . . . kg. n.	2,50
ex § 150	Ouvrages en fonte :	
ex p. 2	ex (a) Radiateurs pour chauffage central	exempts
	Remarque : La franchise accordée pour les radiateurs s'applique à un contingent annuel de 80 tonnes.	
ex § 152 ex p. 2	Tuyaux pour machines frigorifiques . . . . . kg. n,	0,04

LIST A.

Estonian Tariff Nos.	Designation of Goods	Duty in Latvian lats.
ex § 24 ex item 1	Chocolate, sweets . . . . . 1 kg. gross	2.00
ex § 37 ex item 3	Smelts, salted, smoked or dried	free
ex § 41 ex item 1	Phosphorites, ground	free
ex § 51 ex item 2	Blubber of seals, even not removed from the skin	free
ex § 56	Fur skins :	
ex item 2	Tanned or dyed, also tanned and dyed : ex (d) Sealskins	free
ex § 61 ex item 1	Lawn-tennis racket frames without strings, skis without bindings and discs, in wood of the kinds detailed under § 58 item 1, neither painted, varnished, polished nor veneered . . . . . kg. net.	0.20
ex item 2	Lawn-tennis racket frames without strings, skis without bindings and discs, other than those described in item 1 . . . . . kg. net.	0.35
ex § 65	Building materials :	
ex item 4	Lime	free
ex item 5	ex (a) Hydraulic lime	free
ex item 5	ex (b) Portland cement	free
	Note : An annual quota of 35,000 barrels (barrels not exceeding 180 kg. in weight) of cement may be imported duty free.	
ex § 68 ex item 3	Lactonite, in lumps, discs, plates, sheets, tubes and rods, even coloured in the paste :	
	(a) Unwrought	free
	(b) Wrought	free
ex § 71 ex item 7	Plain products of all kinds for lubricating axles and wheels kg. net.	0.20
ex § 77 items 6 and 7a	Sheet glass of all kinds unground and unpolished, having a thickness of 5 mm. or less	free
ex § 80 ex item 1 ex § 81 ex item 1 ex § 83 ex item 3 ex § 83 ex item 4 ex § 84 ex item 2	Oils and products of distillation of combustible shale	free
ex § 85 ex item 3	Diesel oils (products of distilling of combustible shale)	free
ex § 85 ex item 1	ex (b) Benzine	free
	Note : An annual quota of 2,300 tons of benzine may be imported duty free.	
ex § 117 ex item 2	Linseed oil, oil varnish (boiled linseed oil)	free
ex § 119 ex item 3	Fruit, berry and liqueur ethers, without alcohol, also synthetic kg. net.	6.00
ex § 131	White lead	free
ex § 149 ex item 2	Articles of alpaca without moulded reliefs and without ornaments engraved or etched . . . . . kg. net.	2.00
ex item 3	Articles of alpaca, with moulded reliefs or with ornaments engraved or etched . . . . . kg. net.	2.50
ex § 150	Cast iron manufactures :	
ex item 2	ex (a) Radiators for central heating	free
	Note : An annual quota of 80 tons of radiators may be imported duty free	
ex § 152 ex item 2	Pipes for refrigerating machinery . . . . . kg. net.	0.04

Position du tarif douanier letton	Désignation des marchandises	Droits en Lat. lettons
ex § 158 ex p. 2	Couteaux et fourchettes de table en alpaca :	
	a) Achevés . . . . . kg. n.	1,00
ex § 167	Machines et appareils, complets ou non, montés ou non :	
ex p. 1	En fonte, fer, acier ou bois, avec ou sans parties en autres matières, même combinés avec des métaux précieux, du cuivre et d'autres métaux et alliages du N° 143 dans une proportion ne dépassant pas 25 % du poids total de la machine ou de l'appareil respectif, de leurs parties constitutives ou de leurs pièces de rechange : ex *a)* et *b)* : installations frigorifiques avec leurs parties constitutives et leur pièces de rechange	exemptes
ex § 168	Balances avec leurs accessoires et leurs parties :	
ex p. 1 ex p. 3 ex p. 4	Balances à levier et balances décimales . . . . . kg. n.	0,40
ex § 172 ex p. 2	Pianos droits . . . . . pièce	150,00
ex § 188	Tissus de coton :	
ex p. 1	Non spécialement dénommés, contenant jusqu'à 10 m² par kg. :	
	c) Imprimés . . . . . kg. n.	1,50
ex p. 2	Les mêmes, contenant plus de 10 et jusqu'à 15 m² par kg. :	
	c) Imprimés . . . . . kg. n.	1,80
ex § 194 ex p. 3	Courroies de transmission en chanvre et coton . . . . . kg. n.	0,20
ex § 202 p. 2	Courroies de transmission en poil de chameau . . . . . kg. n.	0,15
ex § 209 ex p. 4	Vêtements de dessus :	
	ex *a)* En tissus de coton, de lin, de chanvre ou autres non spécialement dénommés, imprégnés à l'huile, sans ornements kg. n.	5,00
ex § 215 ex p. 2	ex *a)* Balles de hockey . . . . . kg. n.	6,00

J. TÕNISSON. Ch. ZARINE.

LISTE B

Position du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes
ex § 22	Sucre :	
ex p. 1	Pilé ou moulu, ne contenant pas de morceaux, de toute espèce	exempt
ex p. 2	Raffiné, en morceaux	exempt
	Remarque : La franchise accordée pour le sucre s'applique à un contingent global annuel de 1000 tonnes.	
ex § 24 ex p. 1	Bonbons ; chocolat . . . . . kg. br.	1,50
ex § 36 ex p. 3	Graisse de coco raffinés, y compris « Kokovar » . . . . . kg. n.	0,15
ex § 41 ex p. 2	Phosphorites moulues	exemptes
ex § 56 ex p. 4	Peaux de lièvre et de lapin :	
	a) Préparées et teintes . . . . . kg. n.	5,00
ex § 57 ex p. 7	Courroies de transmission en cuir, cousues ou non, même à plusieurs couches . . . . . kg. n.	0,50

Latvian Tariff Nos.	Designation of Goods	Duty in Latvian lats.
ex § 158 ex item 2	Table knives and forks of alpaca :	
	(a) Finished . . . . . kg. net.	1.00
ex § 167	Machinery and apparatus, complete or not, assembled or not :	
ex item 1	Of cast iron, iron, steel or wood, with or without parts of other materials, even if combined with precious metals, copper and other metals and alloys mentioned in No. 143 to an extent not exceeding 25 % of the total weight of the machine or apparatus, or of its constituent parts or spare parts :	
	ex *(a)* and ex *(b)* : Refrigerating apparatus with its constituent parts or spare parts	free
ex § 168	Scales with their accessories and parts :	
ex item 1 ex item 3 ex item 4	Lever and decimal scales . . . . . kg. net.	0.40
ex § 172 ex item 2	Upright pianos . . . . . each	150.00
ex § 188	Cotton fabrics :	
ex item 1	Not specially mentioned, containing up to 10 sq. metres per kg.	
	c) Printed . . . . . kg. net.	1.50
ex item 2	The same, containing more than 10 and up to 15 sq. metres per kg.	
	(c) Printed . . . . . kg. net.	1.80
ex § 194 ex item 3	Transmission belting, of hemp and cotton . . . . . kg. net.	0.20
ex § 202 item 2	Transmission belting, of camel's hair . . . . . kg. net.	0.15
ex § 209 ex item 4	Outer clothing	
	ex *(a)* Of cotton, linen, hemp or other fabrics not specially mentioned, waterproofed with oil, not ornamented kg. net.	5.00
ex § 215 ex item 2	ex *(a)* Hockey balls . . . . . kg. net.	6.00

J. TÔNISSON. Ch. ZARINE.

LIST B.

Estonian Tariff Nos.	Designation of Goods	Duty in Estonian Kroons
ex § 22	Sugar :	
ex item 1	All kinds of pounded or ground sugar not containing lumps. .	free
	Refined, in pieces	free
ex item 2	*Note :* An annual general quota of 1,000 tons of sugar may be imported duty free	
ex § 24 ex item 1	Sweets, chocolate . . . . . kg. gross	1.50
ex § 36 ex item 3	Cocoa-butter refined, including " Kokovar " . . . . . kg. net.	0.15
ex § 41 ex item 2	Ground phosphorites	free
ex § 56 ex item 4	Hare and rabbit skins :	
	(a) Dressed and dyed . . . . . kg. net.	5.00
ex § 57 ex item 7	Leather transmission belting, sewn or not, even if in several layers kg. net.	0.50

Position du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes
ex § 65	Matériaux de construction :	
p. 2	Craie en morceaux, non purifiée, non calcinée	exempte
ex p. 3	Chaux grasse (non hydraulique) ; craie en morceaux, calcinée	exemptes
ex p. 4	Ciment de Portland ; chaux hydraulique	exempts
	Remarque : La franchise accordée pour le ciment s'applique à un contingent annuel de 35.000 barils (le poids du baril ne dépassant pas 180 kg.).	
ex § 74 ex p. 2	Carreaux pour poêles en argile à potier, unis ou avec ornements en relief :	
	a) Unicolores, même vernissés :	
	aa) Blancs	exempts
	bb) Autres . . . . . kg. n.	0,04
	b) Multicolores, même vernissés . . . . . kg. n.	0,06
ex § 77 p. 6 a,b,c,d,f	Verre en feuilles de toute sorte, non adouci ni poli, de 5 mm. d'épaisseur et moins	exempt
ex § 85 ex p. 3	Huiles solaire, de paraffine et à graisser	exemptes
ex § 88 ex p. 3	Chaussures en caoutchouc ou en gutta-percha, combinées ou non avec des tissus, du cuir, etc. :	
	ex *a)* caoutchoucs et snow-boots . . . . . kg. n.	0,75
	Remarque : Aussi longtemps que le droit minimum dans cette position du tarif douanier ne dépasse pas cour. estoniennes 1.50, une réduction de 50 % du droit est accordée aux caoutchoucs et snow-boots lettons.	
	ex *b)* Souliers de sport, sans talons, à semelles vulcanisées non en caoutchouc crêpé . . . . . kg. n.	1,50
ex § 117	Huiles végétales :	
ex p. 1	Huile de lin	exempte
ex p. 2	Vernis à l'huile ou huile cuite	exempts
ex § 125	Matières tinctoriales naturelles :	
ex p. 2	Minérales :	
	ex *b)* Craie calcinée ou lavée ; craie moulue	exemptes
ex § 130	Outremer, naturel et artificiel ; bleu de blanchisseuse	exempts
ex § 131	Blanc de plomb	exempt
§ 132	Minium	exempt
ex § 149 ex p. 2	Vaisselle en aluminium, sans reliefs moulés et sans ornements gravés au burin où à l'acide, même combinés avec du bois, du fer, du fer blanc, du cuir ou d'autres matières communes . . . . . kg. n.	0,50
ex § 157	Aiguilles :	
ex p. 1	Aiguilles à coudre . . . . . kg. n.	0,70
ex p. 3	Aiguilles de voilier, de bourrelier, d'emballeur, passe-lacets kg. n.	0,50
ex § 160	Pelles, râteaux et fourches	exemptes
ex § 162 p. 1	Caractères d'imprimerie et espaces sans dessins . . . . . kg. n.	0,03
ex § 167	Machines et appareils, complets ou non, montés ou non :	
ex p. 1	En fonte, fer, acier, avec ou sans parties en autres matières, même combinés avec du cuivre en quantité ne dépassant pas 25% du poids total :	
	ex *a)* Economiseurs	exempts
ex p. 6	Tarares et trieurs	exempts
	Remarque : La franchise accordée pour les tarares et trieurs s'applique à un contingent global annuel de 25 tonnes.	
ex § 168	Balances avec leurs accessoires et leurs parties :	
ex p. 1 ex b) ex p. 2	Balances à levier et balances décimales . . . . . kg. n.	0,30

Estonian Tariff Nos.	Designation of Goods	Duty in Estonian Kroons
ex § 65	Building materials :	
item 2	Chalk in lumps, neither refined nor calcined	free
ex item 3	Rich lime (non-hydraulic), chalk in lumps, calcined	free
ex item 4	Portland cement ; hydraulic lime	free
	Note : An annual quota of 35,000 barrels (barrels not exceeding 180 kg. each in weight) of cement may be imported duty free.	
ex § 74 ex item 2	Stove tiles made of potters' clay, plain or with patterns in relief :	
	(a) Of one colour, glazed or not :	
	aa) White	free
	bb) Other . . . . . kg. net.	0.04
	(b) Of several colours, glazed or not . . . . . kg. net.	0.06
ex § 77 item 6 a,b,c,d,f	Sheet glass of all kinds, unground and unpolished, having a thickness of 5 mm. or less	free
ex § 85 ex item 3	Solar oil, paraffin oil and lubricating oil	free
ex § 88 ex item 3	Footwear of rubber or gutta-percha, combined or not with material, leather, etc :	
	ex *(a)* Rubbers and snow-boots . . . . . kg. net.	0.75
	Note : So long as the minimum duty on this item of the Customs tariff does not exceed 1.50 Estonian kroons a reduction of. 50 % of the duty is allowed for Latvian rubbers and snow-boots	
	ex *(b)* Sports shoes, without heels, with vulcanised soles not of crêpe rubber . . . . . kg. net.	1.50
ex § 117	Vegetable oils :	
ex item 1	Linseed oil	free
ex item 2	Oil varnishes or boiled oil	free
ex § 125	Dyestuffs, natural :	
ex item 2	Mineral :	
	ex *(b)* Chalk, calcined or washed ; ground chalk.	free
ex § 130	Ultramarine, natural and artificial ; washing blue.	free
ex § 131	White lead	free
§ 132	Red lead	free
ex § 149 ex item 2	Aluminium wares, without moulded reliefs and without ornaments engraved or etched, even if in combination with wood, iron, tinplate, leather or other common materials. . . . . kg. net.	0.50
ex § 157	Needles :	
ex item 1	Sewing needles. . . . . kg. net.	0.70
ex item 3	Sailmakers', harness makers' and packers' needles, bodkins kg. net	0.50
ex § 160	Shovels, rakes and forks	free
ex § 162 item 1	Printing type and spaces without drawing thereon . . . kg. net.	0.03
ex § 167	Machines and apparatus complete or not, assembled or not :	
ex item 1	Of cast iron, iron, steel, with or without parts of other materials, even if combined with copper to an extent not exceeding 25 % of the total weight :	
	ex *(a)* Economisers	free
ex item 6	Winnowing and sorting machines	free
	Note : An annual quota of 25 tons of winnowing and sorting machines may be imported duty free.	
ex § 168 ex item 1 ex *b)* ex item 2	Scales with their accessories and parts : Lever and decimal scales . . . . . kg. net.	0.30

Position du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Droits en cour. estoniennes
ex § 173 ex p. 4	Vélocipèdes : *a)* A deux roues (bicyclettes) . . . . . pièce *Remarque* 1 : Aussi longtemps que le droit minimum dans cette position du tarif douanier ne dépasse pas cour. estoniennes 20,00, une réduction de 50 % du droit est accordée aux bicyclettes lettones . . . . . . *Remarque* 2 : Le bénéfice des droits de douane réduits est accordé pour un contingent annuel de 2,000 pièces.	10,00
ex § 186 ex p. 2 ex p. 3	Fils de laine peignée *(Kammgarn)*, teints ou non	exempts
ex § 187 ex p. 1 ex p. 2	Mèches à lampes . . . . . kg. n.	0,75
ex § 194 ex p. 1	Toile cirée de toute espèce (autre qu'en soie ou gommée) . kg. n.	0,50

J. TÕNISSON. Ch. ZARINE.

Estonian Tariff Nos.	Designation of Goods	Duty in Estonian Kroons
ex § 173 ex item 4	Cycles : *a)* Bicycles . . . . . each *Note* 1 : So long as the minimum duty for this item of the Customs tariff does not exceed 20 Estonian Kroons, a 50 % reduction of the duty is allowed for Latvian bicycles. *Note* 2 : An annual quota of 2,000 bicycles may be imported at reduced rates of duty.	10.00
ex § 168 ex item 2 ex item 3	Wool, combed (worsted) dyed or not	free
ex § 187 ex item 1 ex item 2	Lamp wicks. . . . . kg. net.	0.75
ex § 194 ex item 1	Waxed cloth of any kind (other than of silk or gummed) . . kg. net.	0.50

J. TÖNISSON. Ch. ZARINE.

N° 2770.

CUBA ET ESPAGNE

Convention commerciale. Signée à Madrid, le 15 juillet 1927.

CUBA AND SPAIN

Commercial Convention. Signed at Madrid, July 15, 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 2770. — CONVENIO DE COMERCIO [1] ENTRE LA REPUBLICA DE CUBA Y EL REINO DE ESPAÑA. FIRMADO EN MADRID, EL 15 DE JULIO DE 1927.

Texte officiel espagnol communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué permanent de la République de Cuba auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1er août 1931.

Spanish official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate of the Republic of Cuba accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 1st, 1931.

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA y EL EXCMO, SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA, animados de idénticos deseos de estrechar por todos los medios eficaces los vínculos de cordial amistad entre España y Cuba y de favorecer el desarrollo de las relaciones económicas entre los dos países, han decidido concertar un Convenio de Comercio y han nombrado a este efecto por sus Plenipotenciarios respectivos :

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

al Excmo. Señor Teniente General D. Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, MARQUÉS DE ESTELLA, Grande de España, Presidente de Su Consejo de Ministros y Su Ministro de Estado, condecorado con la Gran Cruz Laureada de la Real y Militar Orden de San Fernando, Caballero Gran Cruz de la Ordenes de San Hermenegildo, del Mérito Militar, del Mérito Naval, del Mérito Militar de Cuba, de Pío IX de la Santa Sede, de la Legión de Honor de Francia, de San Benito de Avis de Portugal, de San Mauricio y San Lázaro de Italia, del Mérito de Chile, Su Gentilhombre de Cámara con Ejercicio y Servidumbre, etc., etc. ;

Y SU EXCELENCIA EL GENERAL GERARDO MACHADO Y MORALES, PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA :

al Excmo. Señor D. Mario GARCÍA KOHLY, Embajador de la República en España, condecorado con las Grandes Cruces de Isabel la Católica, Cruz Roja Española y Cruz Roja Cubana, Académico correspondiente de las Reales Academias Españolas de la Lengua, de la Historia y de Bellas Artes de San Fernando, Miembro de otras varias Academias, etc., etc.

Los cuales, después de haberse comunicado sus plenos poderes, han convenido en las disposiciones siguientes :

Artículo 1º.

Las Altas Partes contratantes se garantizan recíprocamente, para todo lo concerniente a la importación, a la exportación y al tránsito, el trato de la nación más favorecida, a reserva, sin

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 9 janvier 1928.

[1] The exchange of ratifications took place at Madrid, January 9, 1928.

embargo, de las disposiciones especiales que establecen los artículos segundo, tercero y cuarto del presente Convenio.

Cada una de las Altas Partes contratantes se obliga, por tanto, a conceder a la otra el beneficio de los privilegios y favor que haya concedido o concediere a una tercera nación en lo concerniente a las cuestiones precitadas, y, de modo particular, en lo que respecta al trato de las expediciones en las aduanas, al despacho de los artículos y efectos que los viajeros llevaren en sus equipajes y a todo impuesto local o adicional.

Igualmente cada una de las Altas Partes contratantes se obliga a conceder a los nacionales de la otra cualquier ventaja o privilegio que otorgue a los de una tercera Potencia en lo relativo a impuestos fiscales, directos o indirectos, o de cualquiera otra naturaleza existentes en la actualidad o que fueren creados en el futuro.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a concederse recíprocamente todos los beneficios que resulten de las modificaciones en la nomeclatura aduanera y de las observaciones, notas y aclaraciones que se introduzcan en los Aranceles.

Artículo 2º.

El Gobierno de la República de Cuba, declara que :

A) Los productos naturales o fabricados que se enumeran en el párrafo siguiente del presente inciso, originarios y procedentes del territorio peninsular de España, de Islas Baleares y Canarias o de las posesiones españolas, no estarán sujetos a su entrada en Cuba al pago de ningún derecho de importación.

Dichos productos, libres de todo derecho de importación a su entrada en Cuba, serán :

Aguas minerales naturales.
Ladrillos ordinarios sin vidriar.

B) Los productos naturales o fabricados que se enumeran en el párrafo segundo del presente inciso, originarios y procedentes del territorio peninsular de España, de Islas Baleares y Canarias o de las posesiones españolas, no serán sometidos, en ningún caso a su entrada en Cuba, a derechos superiores a los establecidos en los Aranceles de Aduana cubanos en vigor el día 15 de septiembre de 1925.

Los productos sujetos a los derechos que regían en Cuba el día 15 de septiembre de 1925 o a los inferiores que con posterioridad pudieran establecerse, serán :

Almendras de todas clases.
Pasas.
Avellanas.
Castañas.
Nueces.
Aceitunas.
Higos secos.
Aceite de oliva.

Aguardientes, licores, cordiales y todos los compuestos espirituosos a que se refiere la partida 276 de los Aranceles de Aduanas de Cuba.

Todos los vinos blancos, incluyendo los llamados vinos generosos y todos los vinos tintos o blancos, de postre o de licor.

Todos las otros vinos a que se refiere la partida 279 de los Aranceles de Aduanas de Cuba.

Sidra natural en botellas.
Azafrán, alazor y flores de tobar.
Abanicos.
Armas de caza, comprendiendo las de Eibar, sean o no repujadas.
Corcho y sus manufacturas.
Pescados y mariscos conservados.
Vegetales y legumbres conservadas (salvo el tomate).

Los derechos correspondientes a estos artículos, que en la fecha del 15 de septiembre de 1925, estaban calculados ad-valorem, serán substituídos por sus equivalentes en derechos específicos.

C) Los productos que se enumeran en los incisos anteriores y todos los otros productos, naturales o fabricados, originarios y procedentes del territorio peninsular de España, de Islas Baleares y Canarias o de las posesiones españolas, no serán sometidos a su entrada en territorio cubano, salvo lo estipulado en la reserva establecida por el artículo 4º del presente Convenio, a derechos ni más elevados ni de otra clase que aquellos que Cuba aplique o pueda aplicar a los productos de la nación más favorecida ; y cualquier beneficio, relativo a tarifas de aduanas, que Cuba concediere a los productos de una tercera nación que no sean los Estados Unidos de América, será inmediatamente concedido a los mismos productos de origen y procedencia españoles.

Artículo 3º.

El Gobierno de Su Majestad el Rey de España, declara que :

A) Los derechos de regalía que se exigirán para los tabacos elaborados en Cuba y procedentes de ella, a su entrada en territorio peninsular, islas Baleares y demás territorios españoles, a donde se extienda el Monopolio de fabricación y venta de tabacos, serán reducidos del importe actual de cuarenta y ocho pesetas peso bruto, a veinte y cinco pesetas, peso neto, entendiéndose que este peso es sólo el del tabaco o cigarro, sin incluir los envases inmediatos o exteriores que los contengan. Dicha rebaja se extenderá establecida con relación a los tabacos recibidos por conducto de la Compañía Arrendataria, y dichos tabacos podrán venderse en España al precio mínimo de setenta céntimos.

B) La Compañía Arrendataria adquirirá en firme anualmente, durante el tiempo de duración de este Convenio, una cantidad de tabaco en rama, picadura y cigarrillos originarios y procedentes de Cuba, por valor no menor de nueve millones de pesetas.

C) El Gobierno de Su Majestad se compromete a no permitir que en territorio peninsular de España, islas Baleares y Canarias, así como en las posesiones españolas, se introduzcan o vendan cigarros puros, cigarrillos o picadura que, sin haber sido elaborados en Cuba, se presenten en envases u ostenten etiquetas donde figuren, de algún modo, las palabras « Habana », « Habano », « Cuba », « Vuelta Abajo » u otra cualquiera que pudiera producir confusión o error, tendente a hacer creer en el origen cubano de la mercancía. El Gobierno de Su Majestad establecerá las sanciones penales correspondientes a las infracciones de este precepto.

D) Cuando la producción azucarera española no baste a satisfacer las necesidades del consumo nacional y sea preciso acudir a la importación, el Gobierno español concederá al azúcar de caña sin refinar o centrífugo, hasta noventa y seis grados de polarización, originario y procedente directamente de Cuba, la entrada sin más gravamen que el igual al que satisfaga el azúcar nacional por impuesto de fabricación.

E) Independientemente de lo establecido en el párrafo anterior el Gobierno de Su Majestad se compromete a devolver a los azúcares de caña o centrifugos cubanos, importados en España, cuando se reexporten convertidos en productos industriales, la diferencia entre el montante del impuesto nacional de fabricación y la suma total que hubieren satisfecho por adeudos de aduana a su entrada en territorio español, más la parte proporcional que corresponda, como reducción, al mencionado impuesto de fabricación, según lo dispuesto en la Ley de 30 de julio de 1918.

El Gobierno de Su Majestad dictará las disposiciones pertinentes para asegurar el régimen de devolución al industrial español exportador de productos derivados de dicho azúcar cubano al momento de realizar dicha exportación.

F) Los alcoholes y aguardientes simples, así como los licores y aguardientes compuestos originarios y procedentes de Cuba, abonarán los derechos que el Arancel español señale a los de la nación más favorecida y cualquier beneficio que el Gobierno de Su Majestad acuerde a dichos productos de otra cualquier nación, será concedido inmediata e incondicionalmente, a dichos alcoholes y aguardientes simples y licores y aguardientes compuestos cubanos.

El Gobierno español tomará las disposiciones convenientes para impedir que con el nombre de « caña de Cuba « u otro semejante, se importen o vendan aguardientes o ron de nombre cubano que sea de origen distinto del de Cuba.

G) España acordará también el trato de la nación más favorecida, a los siguientes productos originarios y procedentes de Cuba.

Frutas fescas y secas, en estado natural.
Pulpa de frutas.
Conservas vegetales.
Conservas no comprendidas en otras partidas.
Dulces.
Confituras.
Conservas en azúcar y jarabes no medicinales.
Café en grano sin tostar.
Cacao.
Carey
Maderas de todas clases.
Henequén-sisal.
Jarcias.
Cueros.
Esponjas.
Botones.
Aceite de palma, de coco y de corojo.

Artículo 4º.

Las estipulaciones del presente Convenio relativas al trato de la nación más favorecida, no serán invocadas por Cuba en cuanto a las concesiones especiales que España haya hecho, o que hiciere, a Portugal y a la Zona española de Marruecos; ni tampoco serán invocadas por España en cuanto a las concesiones especiales que Cuba haya hecho, o que hiciere, a los Estados Unidos de América.

Artículo 5º.

El tiempo de duración de este Convenio será de dos años, a contar desde la fecha en que empiece a regir. En el caso de que alguna de las Altas Partes contratantes deseare denunciarlo, deberá notificárselo a la otra Parte con seis meses de anticipación. De no hacerlo así el Convenio continuará en vigor mientras no se exprese la intención de denunciarlo con la anticipación indicada.

Artículo 6º.

El presente Convenio será ratificado; las ratificaciones se canjearán en Madrid tan pronto como sea posible y entrará en vigor a los quince días de la fecha del canje de las ratificaciones.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos lo han firmado y puesto en él sus sellos.

Hecho en Madrid, por duplicado, el quince de julio de mil novecientos veintisiete.

(L. S.) *(Firmado)* EL MARQUÉS DE ESTELLA.
(L. S.) *(Firmado)* Mario GARCÍA KOHLY.

---

[1] TRADUCTION.

Nº 2770. — CONVENTION COMMERCIALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ET LE ROYAUME D'ESPAGNE. SIGNÉE A MADRID, LE 15 JUILLET 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, également animés du désir de resserrer par tous les moyens efficaces les liens d'amitié cordiale entre l'Espagne et Cuba et de favoriser le développement des relations économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention de commerce et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le lieutenant général Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, MARQUIS D'ESTELLA, Grand d'Espagne, président de son Conseil des ministres et son ministre des Affaires étrangères, décoré de la Grand'Croix laurée de l'Ordre royal et et militaire de Saint-Ferdinand, chevalier Grand'Croix des Ordres de Saint-Herménégilde, du Mérite militaire, du Mérite naval, du Mérite militaire de Cuba, de Pie IX du Saint-Siège, de la Légion d'Honneur de France, de Saint-Benoît d'Avis de Portugal, de Saint-Maurice et Saint-Lazare d'Italie, du Mérite du Chili, Son Gentilhomme de la Chambre en exercice et service, etc., etc.

SON EXCELLENCE LE GÉNÉRAL GERARDO MACHADO Y MORALES, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Son Excellence M. Mario GARCÍA KOHLY, ambassadeur de la République en Espagne, décoré des Grand'Croix d'Isabelle-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2770. — COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN THE CUBAN REPUBLIC AND THE KINGDOM OF SPAIN. SIGNED AT MADRID, JULY 15, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE CUBAN REPUBLIC, being equally desirous of strengthening by all effective means the ties of close friendship between Spain and Cuba, and of encouraging the development of economic relations between the two countries, have decided to conclude a commercial convention and have appointed as their respective Plenipotentiaries for that purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Lieutenant-General Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, MARQUIS D'ESTELLA, Grandee of Spain, His Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, Grand Cross with Laurels of the Royal and Military Order of Saint Ferdinand, Knight Grand Cross of the Orders of Saint Hermenegilde, of Military Merit and of Naval Merit, of the Cuban Order of Military Merit, of the Holy See Order of Pius IX, of the French Legion of Honour, of the Order of Saint Benedict of Avis of Portugal, of the Order of Saint Maurice and Saint Lazarus of Italy, of the Chilian Order of Merit, His Acting Gentleman of the Chamber, etc., etc.

HIS EXCELLENCY GENERAL GERARDO MACHADO Y MORALES, PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

His Excellency Don Mario GARCÍA KOHLY, Ambassador of the Republic to Spain, Grand Crosses of the Order of Isabella

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

la-Catholique, de la Croix rouge espagnole et de la Croix rouge cubaine, académicien correspondant des Académies royales espagnoles de la Langue, de l'Histoire et des Beaux-Arts de Saint-Ferdinand, membre de diverses autres Académies, etc., etc. ;

the Catholic, and of the Spanish Red Cross, and the Cuban Red Cross, Corresponding Member of the Royal Spanish Academies of Languages, History, and Fine Arts of Saint Ferdinand, Member of various other Academies, etc., etc.,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des dispositions suivantes :

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit, le traitement de la nation la plus favorisée sous réserve toutefois des dispositions spéciales stipulées aux articles deux, trois et quatre de la présente convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder à l'autre le bénéfice des privilèges et faveurs qu'elle aura accordés ou accordera à un Etat tiers touchant les questions précitées et, plus particulièrement, le traitement des expéditions en douane, le dédouanement d'articles et effets transportés par les voyageurs dans leurs bagages et tout impôt local ou additionnel.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder aux ressortissants de l'autre tous avantages ou privilèges qu'elle accorde à ceux d'une Puissance tierce en matière de contributions directes, indirectes ou autres existantes ou susceptibles d'être créées à l'avenir.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement tous les bénéfices résultant des modifications apportées à la nomenclature douanière, ainsi que des observations, notes et explications introduites dans les tarifs.

Article 1.

The High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in respect of all matters concerning import, export and transit, subject, however, to the special provisions laid down in Articles two, three and four of the present Convention.

Each of the High Contracting Parties therefore undertakes to grant to the other Party the benefit of all privileges and favours which it has granted or may hereafter grant to any third State in respect of the above-mentioned questions, more particularly the treatment of consignments passing through the Customs and the clearance of articles and effects which passengers take with them in their baggage, and in respect of any local or additional taxes.

Similarly, each of the High Contracting Parties undertakes to grant the nationals of the other Party all advantages and privileges which it grants to nationals of any third Power in respect of fiscal charges, whether direct or indirect, or charges of any other character which exist at present or may be established hereafter.

The High Contracting Parties undertake to grant each other all benefits resulting from changes in Customs nomenclature or from any observations, notes or explanations introduced into their tariffs.

Article 2.

Le Gouvernement de la République de Cuba déclare que :

A. Les produits naturels ou fabriqués énumérés au paragraphe suivant du présent alinéa, originaires et provenant du territoire péninsulaire de l'Espagne, des îles Baléares et Canaries

Article 2.

The Government of the Republic of Cuba declares that :

A. The natural or manufactured products enumerated in the following paragraph of the present section, originating in and coming from the territory of the Spanish Peninsula, from

ou des possessions espagnoles, seront exemptés, à leur entrée à Cuba, de tous droits d'importation.

Lesdits produits exemptés de tous droits d'importation à leur entrée à Cuba seront les suivants :

Eaux minérales naturelles,
Carrelages ordinaires non vernissés.

B. Les produits naturels ou fabriqués énumérés au second paragraphe du présent alinéa, originaires et provenant du territoire péninsulaire de l'Espagne, des îles Baléares et Canaries ou des possessions espagnoles ne seront en aucun cas soumis, à leur entrée à Cuba, à des droits supérieurs à ceux qui sont établis dans les tarifs douaniers cubains en vigueur le 15 septembre 1925.

Les produits soumis aux droits qui étaient en vigueur à Cuba le 15 septembre 1925, ou aux droits inférieurs qui pourront être ultérieurement établis, seront les suivants :

Amandes de toute espèce ;
Raisins secs ;
Noisettes ;
Châtaignes ;
Noix ;
Olives ;
Figues sèches ;
Huile d'olive ;
Eaux-de-vie, liqueurs, cordiaux et tous composés spiritueux visés au N° 276 du tarif douanier de Cuba ;
Tous les vins blancs, y compris les vins dits « généreux », ainsi que tous les vins rouges ou blancs de dessert ou de liqueur ;

Tous les autres vins auxquels se réfère le N° 279 du tarif douanier de Cuba ;
Cidre naturel en bouteilles ;
Safran, carthame et fleurs de tobar ;

Éventails ;
Armes de chasse, y compris celles dites de Eibar, repoussées ou non ;
Liège et articles de liège ;
Poissons et coquillages en conserve ;
Végétaux et légumes en conserve (non compris les tomates).

Les droits correspondants à ces articles qui, à la date du 15 septembre 1925, étaient calculés *ad valorem*, seront remplacés par leurs équivalents en droits spécifiques.

the Balearic or Canary Islands, or from Spanish possessions, shall not be liable to any import duties on entering Cuba.

The said products which shall be exempt from all import duties on entering Cuba are :

Natural mineral waters,
Ordinary tiles, not glazed.

B. The natural or manufactured products enumerated in the second paragraph of the present section, originating in and coming from the territory of the Spanish Peninsula, from the Balearic or Canary Islands, or from Spanish possessions, shall in no case be liable on entering Cuba to duties higher than those laid down in the Cuban Customs tariffs in force on the fifteenth day of September, 1925.

The products liable to the duties in force in Cuba on the fifteenth day of September, 1925, or to such lower duties as may hereafter be established shall be :

Almonds of all kinds ;
Raisins ;
Filberts ;
Chestnuts ;
Walnuts ;
Olives ;
Dried figs ;
Olive oil ;
Spirits, liqueurs, cordials, and all the spiritous compounds referred to in No. 276 of the Cuban Customs tariff ;
All white wines, including the wines known as " generosos ", and all red or white dessert or " liqueur " wines (vinos de licor) ;
All the other wines mentioned in No. 279 of the Cuban Customs tariff ;
Natural cider in bottles ;
Saffron, safflower and tufa-quarry flowers (flores de tobac) ;
Fans ;
Sporting arms, including those known as Eibar, whether *repoussé* or not ;
Cork and articles made of cork ;
Preserved fish and shellfish ;
Preserved vegetable products and vegetables (other than tomatoes).

The duties on these articles which were calculated *ad valorem* on the fifteenth day of September, 1925, shall be replaced by their equivalents in specific duties.

C. Les produits énumérés aux alinéas qui précèdent, ainsi que tous les autres produits naturels ou fabriqués, originaires et provenant du territoire péninsulaire de l'Espagne, des îles Baléares et Canaries ou des possessions espagnoles, ne seront pas soumis, à leur entrée dans le territoire cubain, sauf les dispositions de la réserve stipulée à l'article 4 de la présente convention, à des droits plus élevés ou autres que ceux qui sont ou pourront être appliqués dans la République de Cuba aux produits de la nation la plus favorisée ; tout bénéfice en matière de tarifs de douane, accordé par Cuba aux produits d'un Etat tiers autre que les Etats-Unis d'Amérique, sera immédiatement accordé aux mêmes produits d'origine et de provenance espagnoles.

Article 3.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne déclare que :

A. Les droits de régale qui seront exigés pour les tabacs travaillés à Cuba et provenant de Cuba, à leur entrée dans le territoire péninsulaire, dans les îles Baléares et autres territoires espagnols auxquels s'étend le monopole de la fabrication et de la vente des tabacs, seront ramenés du montant actuel de quarante-huit pesetas, poids brut, à vingt-cinq pesetas, poids net, étant entendu que ce poids est uniquement celui du tabac ou des cigares et ne comprend pas les emballages immédiats ou extérieurs qui les contiennent. Cette réduction portera sur les tabacs reçus par l'intermédiaire de la Compagnie fermière et lesdits tabacs pourront être vendus en Espagne au prix minimum de soixante-dix centimes.

B. La Compagnie fermière achètera ferme, pendant toute la durée de la présente convention, une quantité annuelle de tabac en feuilles, de tabac haché et de cigarettes originaires et provenant de Cuba, d'une valeur de neuf millions de pesetas au moins.

C. Le Gouvernement de Sa Majesté s'engage à ne pas permettre que, dans le territoire péninsulaire de l'Espagne, dans les îles Baléares et Canaries, ainsi que dans les possessions espagnoles, soient introduits ou vendus des cigares, des cigarettes ou du tabac haché qui, n'ayant pas été travaillé à Cuba, soient présentés dans des emballages ou soient revêtus d'étiquettes où figurent d'une façon quelconque les mots « Habana », « Habano », « Cuba »,

C. The products enumerated in the previous sections and all other products, natural or manufactured, originating in and coming from the territory of the Spanish Peninsula, from the Balearic or Canary Islands, or from Spanish possessions, shall not be liable on entering Cuban territory, with the reservation stipulated in Article 4 of the present Convention, to duties higher than or other than those which Cuba imposes or may hereafter impose on the products of the most favoured nation ; and any benefit in connection with Customs tariffs which Cuba may grant to the products of a third State, other than to the United States of America, shall be immediately granted to the same products originating in and coming from Spain.

Article 3.

The Government of His Majesty the King of Spain declares that :

A. The regality duties levied on tobacco prepared in Cuba and coming from that country shall, on entry into the territory of Spain, the Balearic Islands and other Spanish territories in which the monopoly for the manufacture and sale of tobacco is in force, be reduced from the present figure of forty-eight pesetas, gross weight, to twenty-five pesetas, net weight, it being understood that the said weight shall be solely that of the tobacco or cigars and shall not include the inner or outer wrappers containing them. Such reduction shall apply to tobacco received through the leaseholding company, and the said tobacco may be sold in Spain at a price of not less than seventy centimos.

B. The leaseholding company shall regularly purchase yearly during the period of duration of the present Convention a quantity of leaf tobacco, cut tobacco and cigarettes originating in and coming from Cuba of a value of not less than nine million pesetas.

C. His Majesty's Government undertakes not to allow in the territory of the Spanish Peninsula, the Balearic and Canary Islands and the Spanish possessions the introduction or sale of cigars, cigaresttes or cut tobacco not prepared in Cuba, but contained in wrappers or bearing labels on which appear in any manner the words ; " Habana ", " Habano ", " Cuba ", " Vuelta Abajo ", or any other names liable to cause misunderstanding or error by giving

« Vuelta Abajo » ou tout autre nom susceptible de donner lieu à une confusion ou à une erreur et tendant à faire croire à l'origine cubaine de la marchandise. Le Gouvernement de Sa Majesté établira les sanctions nécessaires pour punir les infractions à cette règle.

D. Toutes les fois que la production sucrière espagnole ne suffira pas aux besoins de la consommation nationale et qu'il sera nécessaire d'avoir recours à du sucre d'importation, le Gouvernement espagnol accordera au sucre de canne non raffiné ou centrifugé jusqu'à quatre-vingt-seize degrés de polarisation, originaire ou provenant directement de Cuba, l'entrée en franchise de toute taxe autre que celle dont est grevé le sucre national à titre d'impôt de fabrication.

E. Indépendamment des stipulations du paragraphe qui précède, le Gouvernement de Sa Majesté s'engage à rembourser, pour les sucres de canne ou centrifugés cubains, importés en Espagne, lorsqu'ils sont réexportés sous forme de produits industriels, la différence entre le montant de l'impôt national de fabrication et la somme totale qu'ils auront payée au titre de droit de douane lors de leur entrée en territoire espagnol, plus une somme proportionnelle correspondant, à titre de réduction, audit impôt de fabrication, conformément aux dispositions de la loi du 30 juillet 1918.

Le Gouvernement de Sa Majesté prendra les dispositions nécessaires pour assurer le régime de remboursement aux industriels espagnols exportateurs de produits dérivés dudit sucre cubain, au moment de l'exportation.

F. Les alcools et eaux-de-vie simples, ainsi que les liqueurs et eaux-de-vie composées, originaires et provenant de Cuba, seront soumis aux droits consentis par le tarif espagnol à la nation la plus favorisée ; tout bénéfice accordé par le Gouvernement de Sa Majesté auxdits produits de toute autre nation, sera immédiatement et inconditionnellement consenti auxdits alcools et eaux-de-vie simples, ainsi qu'aux liqueurs et eaux-de-vie composées de Cuba.

Le Gouvernement espagnol prendra les dispositions nécessaires pour empêcher que, sous le nom de « caña de Cuba », ou sous tout autre nom semblable, soient importés ou vendus des eaux-de-vie ou du rhum d'une dénomination cubaine, mais originaires de pays autres que Cuba.

rise to the belief that the goods were of Cuban origin. His Majesty's Government shall impose the requisite penalties for breaches of this rule.

D. Whenever the Spanish output of sugar is not sufficient to meet the requirements of national consumption and it is necessary to import sugar, the Spanish Government shall allow cane sugar, not refined or centrifugalised, up to ninety-six degrees of polarisation, originating in and coming directly from Cuba, to enter without any tax other than that imposed as a manufacture tax on national sugar.

E. Independently of the provisions of the previous paragraph, His Majesty's Government undertakes to repay in respect of Cuban cane or centrifugalised sugar imported into Spain and re-exported in the form of industrial products, the difference between the amount of the national manufacture tax and the total sum paid on the said sugar in respect of Customs duties on its entry into Spanish territory, plus the proportional sum corresponding, as a reduction, to the above-mentioned manufacture tax as laid down in the Law of July 30, 1918.

His Majesty's Government shall duly arrange for the repayment of Spanish industrialists exporting products derived from the said Cuban sugar at the time of export of such sugar.

F. Pure alcohols and spirits, and blended liqueurs and spirits, originating in and coming from Cuba, shall be liable to the duties laid down by the Spanish Customs tariff in respect of the most favoured nation, and any advantages which His Majesty's Government may grant to similar products of any other nation shall be immediately and unconditionally granted to the said Cuban pure alcohols and spirits and blended liqueurs and spirits.

The Spanish Government shall take the necessary measures to prevent spirits or rum under a Cuban appellation, but of origin other than Cuban, from being imported or sold under the name of " caña de Cuba ".

G. L'Espagne accordera également le traitement de la nation la plus favorisée aux produits suivants, originaires et provenant de Cuba :

Fruits frais et secs, à l'état naturel ;
Pulpe de fruits ;
Conserves végétales ;
Conserves ne figurant pas sous d'autres rubriques ;
Sucreries ;
Confitures ;
Conserves au sucre et sirops non médicinaux ;
Café en grains non grillé ;
Cacao ;
Ecaille de tortue ;
Bois de toute espèce ;
Agave-sisal ;
Cordages ;
Cuirs ;
Eponges ;
Boutons ;
Huile de palme, de coco et de « corojo ».

Article 4.

Les stipulations de la présente convention relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne seront pas invoquées par Cuba touchant les concessions spéciales que l'Espagne a ou aura faites au Portugal et à la zone espagnole du Maroc ; de même, elles ne seront pas invoquées par l'Espagne touchant les concessions spéciales que Cuba a ou aura faites aux Etats-Unis d'Amérique.

Article 5.

La durée de la présente convention sera de deux ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Si l'une des Hautes Parties contractantes désire la dénoncer, elle devra le notifier à l'autre Partie avec un préavis de six mois. Dans le cas contraire, la convention continuera à être en vigueur tant que n'aura pas été exprimée l'intention de la dénoncer, avec le préavis indiqué.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Madrid aussitôt

G. Spain shall also grant most-favoured-nation treatment to the following products originating in and coming from Cuba :

Fresh and dried fruit in natural condition;
Fruit pulp ;
Vegetable preserves ;
Preserves not appearing under other headings ;
Sweets ;
Jams ;
Sugar preserves and non-medicinal syrups ;
Coffee beans not roasted ;
Cocoa ;
Tortoishell ;
Wood of all kinds ;
Agave-sisal ;
Ropes ;
Leathers ;
Sponges ;
Buttons ;
Palm oil, cocoanut oil and " corojo " oil.

Article 4.

The Provisions of the present Convention concerning most-favoured-nation treatment shall not be invoked by Cuba in respect of any special concessions which Spain has made or may hereafter make to Portugal or to the Spanish zone in Morocco ; and Spain may not invoke them in respect of any special concessions which Cuba has made or may hereafter make to the United States of America.

Article 5.

The period of duration of the present Convention shall be two years from the date of its coming into force. Should either of the High Contracting Parties desire to denounce it, such Party must notify the other Party six months beforehand ; otherwise the Convention shall continue in force so long as no intention to denounce it with the above-mentioned previous notice shall have been expressed.

Article 6.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Madrid

que possible ; elle entrera en vigueur dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid, en double expédition, le quinze juillet mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) *(Signé)* MARQUIS D'ESTELLA.
(L. S.) *(Signé)* Mario GARCÍA KOHLY.

as soon as possible ; it shall come into force fifteen days after the date of exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto offixed their seals.

Done at Madrid, in duplicate, on the fifteenth day of July, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) *(Signed)* MARQUIS D'ESTELLA.
(L. S.) *(Signed)* Mario GARCÍA KOHLY.

N° 2771.

NORVÈGE ET SUÈDE

Convention au sujet de certaines questions relatives au régime juridique des eaux. Signée à Stockholm, le 11 mai 1929.

NORWAY AND SWEDEN

Convention on certain Questions relating to the Law on Watercourses. Signed at Stockholm, May 11, 1929.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.

Nº 2771. — KONVENSJON [1] MELLEM NORGE OG SVERIGE ANGAENDE OM VISSE SPØRSMÅL VEDRØRENDE VASSDRAGSRETTEN. UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 11 MAI 1929.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par les ministres des Affaires étrangères de Norvège et de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1er août 1931.

HANS MAJESTET NORGES KONGE og HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE, som er kommet overens om å avslutte en konvensjon om visse spørsmål vedrørende vassdragsretten, har i dette øiemed utnevnt til befullmektigede,

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Sin overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Stockholm Johan Herman WOLLEBÆK ;

HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE :

Sin utenriksminister, Hans Excellence Ernst TRYGGER ;

hvilke, behørig befullmektigede, er kommet overens om følgende :

Konvensjon mellem Norge og Sverige om visse spørsmål vedrørende vassdragsretten (norsk-svensk vassdragsrettskonvensjon).

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 2 juillet 1930.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

Nº 2771. — KONVENTION [1] MELLAN SVERIGE OCH NORGE ANGÅENDE VISSA FRÅGOR RÖRANDE VATTENRÄTTEN. UNDERTECKNAD I STOCKHOLM, DEN 11 MAJ 1929.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Norwegian and Swedish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 1st, 1931.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE, vilka överenskommit att sluta en konvention angående vissa frågr rörande vattenrätten, hava för detta ändamål till sina fullmäktige utsett,

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Minister för utrikes ärendena, Hans Excellens Ernst TRYGGER ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE :

Sin envoyé extraordinaire och ministre plénipotentiaire i Stockholm Johan Herman WOLLEBÆK ;

vilka, därtill behörigen befullmäktigade, överenskommit om följande :

Konvention mellan Sverige och Norge angående vissa frågor rörande vattenrätten (svensk-norsk vattenrättskonvention).

[1] The exchange of ratifications took place at Oslo, July 2, 1931.

KONVENSJONENS OMFANG.

Art. 1.

1. Denne konvensjon omfatter anlegg, arbeide eller annen foranstaltning i vassdrag innen det ene rike av den beskaffenhet at derved voldes merkbar forandring i vassdrag innen det annet rike med hensyn til dybde, leie, retning, vannstand eller vannmengde eller forårsakes hinder for fiskens gang til skade for fisket innen dette rike.

2. Konvensjonen omfatter også ferdsel og fløtning i vassdrag som danner grense mellem rikene eller som for øvrig faller innenfor begge rikers områder eller som har avløp til sådanne vassdrag.

3. Med vassdrag forståes i denne konvensjon også innsjøer og andre vannsamlinger. Anlegg, arbeide eller foranstaltning som omhandlet i pkt. 1 kalles i denne konvensjon foretagende.

Art. 2.

Omfatter et foretagende overføring av vann fra et nedbørområde til et annet kan hvert av rikene forlange at spørsmålet gjøres til gjenstand for særskilte forhandlinger mellem rikene, hvorunder disse ikke er bundet av bestemmelsene i denne konvensjon. Som et nedbørområde ansees hele det område fra hvilke vannet har felles avløp til havet.

LOVANVENDELSE.

HOVEDREGLER.

Art. 3.

1. Under iakttagelse av bestemmelsene i denne konvensjon avgjøres spørsmålet om hvorvidt et foretagende kan iverksettes og på hvilke vilkår efter loven i det rike hvor det aktes iverksatt.

2. Med hensyn til forholdet mellem det annet rike og interesser innen dette og mellem disse interesser innbyrdes gjelder loven i dette rike.

KONVENTIONENS OMFATTNING.

Art. 1.

1. Denna konvention avser anläggning, arbete eller annan åtgärd i vattendrag inom det ena riket av beskaffenhet att därigenom vållas märkbar förändring i vattendrag inom det andra riket med avseende å djup, läge, riktning, vattenstånd eller vattenmängd eller förorsakas hinder för fiskens gång till skada för fisket inom detta rike.

2. Konventionen avser ock samfärdsel och flottning i vattendrag, som utgöra gräns mellan rikena eller som eljest sträcka sig genom båda rikenas områden eller som hava avlopp till sådana vattendrag.

3. Till vattendrag hänföras i denna konvention jämväl sjöar och andra vattensamlingar. Anläggning, arbete eller åtgärd, som avses i mom. 1, kallas i denna konvention företag.

Art. 2.

Innefattar ett företag överföring av vatten från ett nederbördsområde till ett annat, må vartdera riket påfordra, att frågan göres till föremål för särskilda förhandlingar mellan rikena, därvid dessa icke äro bundna av bestämmelserna i denna konvention. Såsom ett nederbördsområde anses hela det område, från vilket vattnet har gemensamt avlopp till havet.

LAGTILLÄMPNING.

HUVUDREGLER.

Art. 3.

1. Med iakttagande av bestämmelserna i denna konvention bedömes frågan huruvida ett företag må äga rum och villkoren därför enligt lagen i det rike, där företaget skall verkställas.

2. Med avseende å förhållandet mellan det andra riket och intressen inom detta ävensom mellan dessa intressen inbördes gäller lagen i detta rike.

LIKESTILLING MELLEM INTERESSER.

Art. 4.

Tillatelse til et foretagende kan meddeles uten hensyn til hvorvidt det vannfall eller den faste eiendom eller den ferdsels-eller fløtningsinteresse for hvis regning foretagendet aktes iverksatt hører hjemme i det ene eller det annet rike.

Art. 5.

Ved avgjørelsen av hvorvidt et foretagende kan iverksettes skal der tas hensyn til dets virkninger innen begge riker. Som fordel ved foretagendet ansees dog i almindelighet bare fordelen for det vannfall eller den faste eiendom eller den ferdsels-eller den fløtningsinteresse for hvis regning foretagendet aktes iverksatt.

ERSTATNING.

Art. 6.

Hvad angår erstatning for skade og ulempe som følge av et foretagende gjelder loven i det rike hvor skaden eller ulempen opstår. Med hensyn til foranstaltning for å forebygge eller minske skade eller ulempeg jelder loven i det rike hvor foranstaltningen skal iverksettes.

TIDSBEGRENSNING.

Art. 7.

Tillatelse til et foretagende kan meddeles for bestemt tid.

AVGIFTER OG FOND.

Art. 8.

1. Hvad loven i det rike hvor foretagendet aktes iverksatt inneholder om plikt til å betale avgifter eller avsette fond får under iakttagelse av nedennevnte bestemmelser også anvendelse på vannfall og annen fast eiendom i det annet rike for hvis regning foretagendet iverksettes. Til fond som her nevnt regnes også godtg jørelse

LIKSTÄLLIGHET MELLAN INTRESSEN.

Art. 4.

Tillstånd till ett företag kan meddelas oberoende av om det strömfall eller den fasta egendom eller det samfärdsels- eller det flottningsintresse, för vars räkning företaget skall äga rum, hör till det ena eller det andra riket.

Art. 5.

Vid bedömande huruvida ett företag må verkställas skall hänsyn tagas till dess verkningar inom båda rikena. Som nytta av företaget anses dock i allmänhet allenast nyttan för det strömfall eller den fasta egendom eller det samfärdsels- eller det flottningsintresse, för vars räkning företaget skall äga rum.

ERSÄTTNING.

Art. 6.

Vad angår ersättning för skada och olägenhet till följd av ett företag gäller lagen i det rike, där skadan eller olägenheten uppstår. I fråga om åtgärd till förebyggande eller minskande av skada eller olägenhet gäller lagen i det rike, där åtgärden skall vidtagas.

TIDSBEGRÄNSNING.

Art. 7.

Tillstånd till ett företag må meddelas för bestämd tid.

AVGIFTER OCH FONDER.

Art. 8.

1. Vad lagen i det rike, där företaget skall verkställas, innehåller i fråga om skyldighet att gälda avgifter eller nedsätta fonder, må, med iakttagande av bestämmelserna här nedan, tillämpas jämväl å strömfall och annan fast egendom i det andra riket, för vilkas räkning företaget äger rum. Till fond, som här avses,

for å råde over innsjø som ikke i sin helhet er undergitt eiendomsrett.

2. Avgifter og fond som nevnt i pkt. 1 går til det rike hvor foretagendet skal iverksettes og fastsettes under hensyn til interesser innen dette rike. Er avgifter og fond avhengig av kraftøkningens størrelse legges til grunn den kraftøkning som vinnes ved foretagendet uten hensyn til hvor stor del derav blir tatt i bruk.

3. Avgift som er bestemt å skulle betales årlig, skal erlegges fra og med kalenderåret efter det hvori foretagendet ifølge vedkommende myndighets bestemmelse skal være fullført.

4. Utover det som følger av bestemmelsene i denne artikkel kan der ikke pålegges eier av vannfall eller annen fast eiendom i et av rikene å betale avgifter eller avsette fond til det annet rike.

KRAFTOVERFØRING.

Art. 9.

Der kan ikke pålegges plikt til fra vannfall i et av rikene å levere kraft som erstatning for skade eller ulempe eller for øvrig for å tilgodese interesser i det annet rike.

FELLESSKAP.

Art. 10.

Hvad loven i et av rikene inneholder om rett eller plikt til å delta i et foretagende kan ikke påberopes til fordel for eller imot vannfall eller annen fast eiendom eller interesse innen det annet rike. Overenskomst mellem interessenter fra begge riker om fellesskap i et foretagende er dog gyldig såfremt den godkjennes av vedkommende myndighet i hvert av rikene.

SIKKERHETSSTILLELSE.

Art. 11.

Hvert av rikene kan kreve sikkerhet for opfyllelsen av de vilkår som fastsettes for et

hänföres jämväl gottgörelse för rådigheten över sjö, som ej i sin helhet är underkastad äganderätt.

2. Avgifter och fonder, som avses i mom. 1, utgå till det rike, där företaget skall verkställas, och fastställasmed hänsyn till intressen inom detta rike. Äro avgifter och fonder beroende av kraftökningens storlek, lägges till grund den kraftökning, som vinnes genom företaget, oavsett huru stor del därav uttages.

3. Har avgift bestämts att utgå årligen, skall den erläggas från och med kalenderåret efter det, då företaget enligt av vederbörande myndighet därom meddelad bestämmelse skall hava fullbordats.

4. Utöver vad som följer av bestämmelserna i denna artikel må ej skyldighet åläggas ägare av strömfall eller annan fast egendom i ettdera riket att gälda avgifter eller nedsätta fonder till det andra riket.

KRAFTÖVERFÖRING.

Art. 9.

Ej må skyldighet åläggas att från strömfall i ettdera riket tillhandahålla kraft såsom ersättning för skada eller olägenhet eller eljest för tillgodoseende av intressen inom det andra riket.

DELAKTIGHET.

Art. 10.

Vad ettdera rikets lag innehåller angående rätt eller skyldighet att taga del i ett företag kan icke göras gällande till förmån för eller gentemot strömfall eller annan fast egendom eller intresse inom det andra riket. Överenskommelse mellan intressenter i båda rikena om deltagande i ett företag är dock gällande, såframt den godkännes av vederbörande myndighet i vartdera riket.

SÄKERHETS STÄLLANDE.

Art. 11.

Vartdera riket må fordra säkerhet för fullgörande av de villkor, som fastställas för ett

foretagende og for de forpliktelser som for øvrig kan følge av dette.

SAMTYKKE FRA DET ANNET RIKE.

Art. 12.

1. Tillatelse til et foretagende kan ikke meddeles av det ene rike uten at det annet rike har gitt sitt samtykke hvis foretagendet kan antas å medføre ulempe av noen betydning innen dette rike for et vassdrags benyttelse til ferdsel eller fløtning eller å forårsake hinder for fiskens gang til skade for fisket innen sistnevnte rike eller hvis foretagendet kan antas der å fremkalle betydelige forstyrrelser i vannforholdene innenfor et større område.

2. Kan foretagendet ikke antas å ha sådanne virkninger innen det annet rike som nevnt i pkt. 1 kan dette rike ikke motsette sig at foretagendet iverksettes.

Art. 13.

Er samtykke fra det annet rike nødvendig skal spørsmålet avgjøres overensstemmende med de grunnsetninger som for anlegg, arbeide eller foranstaltning av lignende art gjelder efter loven i dette rike dog med iakttagelse av bestemmelsene i art. 4 og 5. Der kan ikke for samtykke stilles andre vilkår enn sådanne som angår foretagendets planleggelse eller forebyggelse eller minskning av skade og ulempe for almene interesser.

BEHANDLINGSMÅTEN.

Innsendelse av søknad.

Art. 14.

1. Søknad om tillatelse til et foretagende innsendes til vedkommende myndighet i det rike hvor foretagendet aktes iverksatt. Hvis det vannfall eller den faste eiendom eller den ferdsels- eller den fløtningsinteresse for hvis regning foretagendet aktes iverksatt hører hjemme i det annet rike skal søknaden være

företag, samt för de förpliktelser, som eljest kunna följa av detta.

SAMTYCKE AV DET ANDRA RIKET.

Art. 12.

1. Tillstånd till ett företag må icke meddelas av det ena riket utan att det andra riket lämnat sitt samtycke, om företaget kan antagas medföra olägenhet av någon betydelse inom detta rike i ett vattendrags begagnande såsom farled eller flottled eller förorsaka hinder för fiskens gång till skada för fisket inom sistnämnda rike eller om företaget kan antagas där vålla betydande rubbningar i vattenförhållandena inom ett större område.

2. Kan företaget icke antagas inom det andra riket äga sådana verkningar, som i mom. 1 sägs, kan detta rike icke motsätta sig att företaget må verkställas.

Art. 13.

Erfordras samtycke av det andra riket, skall frågan bedömas i överensstämmelse med de grunder, som beträffande anläggningar, arbeten eller åtgärder av motsvarande beskaffenhet gälla enligt lagen i detta rike, dock med iakttagande av bestämmelserna i art. 4 och 5. Ej må för samtycke uppställas andra villkor än som angå företagets planläggning eller förebyggande eller minskande av skada och olägenhet för allmänna intressen.

FÖRFARANDET.

Ansökans ingivande.

Art. 14.

1. Ansökan om tillstånd till et företag ingives till vederbörande myndighet i det rike, där företaget skall verkställas. Därest det strömfall eller den fasta egendom eller det samfärdsels- eller det flottnings intresse, för vars räkning företaget skall äga rum, hör till det andra riket, skall vid ansökningen fogas detta rikes förkla-

fulgt av dette rikes uttalelse om at der fra dets side intet er å innvende mot at søknaden optas til behandling.

2. Søknaden skal være fulgt av de tegninger og beskrivelser samt inneholde de oplysninger som er nødvendig for bedømmelse av foretagendets virkninger innenfor begge riker.

3. Når søknaden er innkommet til myndigheten i det rike hvor foretagendet aktes iverksatt skal et eksemplar av søknaden med bilag sendes til det annet rike.

UNDERRETNING.

Art. 15.

Hvad loven i det rike hvor foretagendet aktes iverksatt foreskriver om søknadens kunngjørelse samt om meddelelser og innhentelse av uttalelser i anledning av søknaden skal ikke gjelde innen det annet rike. Innvånere i dette skal dog på den måte som vedkommende myndighet i samme rike finner hensiktssvarende og gjennem denne myndighets forsorg underrettes om søknaden og dens behandling. I den hensikt skal de nødvendige oplysninger herom tilstilles denne myndighet av vedkommende myndighet i førstnevnte rike.

INNHENTELSE AV OPLYSNINGER.

Art. 16.

Hvert av rikene kan hos vedkommende myndighet i det annet rike innhente de oplysninger som trenges for å bedømme foretagendets virkninger innen dette rike.

KOMMISJONSBEHANDLING.

Art. 17.

Hvert rike kan til sakens behandling forlange nedsatt en kommisjon bestående av to, fire eller seks medlemmer, hvorav hvert rike opnevner det halve antall.

Art. 18.

1. Kommisjonen skal utrede de spørsmål som er av interesse for begge riker og kan for

ring, att från dess sida intet är att invända mot ansökningens upptagande till behandling.

2. Ansökningen skall vara åtföljd av de ritningar och beskrivningar samt innehålla de upplysningar, som erfordras för bedömande av företagets verkningar inom båda rikena.

3. Då ansökan inkommit till myndigheten i det rike, där företaget skall verkställas, skall ett exemplar av ansökningen jämte bilagor överlämnas till det andra riket.

UNDERRÄTTELSER.

Art. 15.

Vad lagen i det rike, där företaget skall verkställas, föreskriver om ansökningens kungörande samt om meddelanden och inhämtande av yttranden i anledning av ansökningen skall icke gälla inom det andra riket. Inbyggarna i detta skola dock på sätt vederbörande myndighet i samma rike anser lämpligt och genom dess försorg underrättas om ansökningen och dess behandling. För detta ändamål skola erforderliga upplysningar därom tillställas denna myndighet av vederbörande myndighet i förstnämnda rike.

INHÄMTANDE AV UPPLYSNINGAR.

Art. 16.

Vartdera riket må från vederbörande myndighet i det andra riket inhämta de upplysningar, som erfordras för bedömande av företagets verkningar inom detta rike.

KOMMISSIONSBEHANDLING.

Art. 17.

Vartdera riket må för sakens behandling påkalla tillsättande av en kommission, bestående av två, fyra eller sex medlemmar, varav halva antalet utses av vartdera riket.

Art. 18.

1. Kommissionen har att utreda de frågor, som äro av intresse för båda rikena, och kan

dette øiemed tilkalle sakkyndig bistand. Den fastsetter selv sin forretningsorden.

2. Der skal gis dem hvis rett berøres av foretagendet anledning til efter rimelig varsel å fremholde sine interesser for kommisjonen.

3. Hvert rike bestemmer og utbetaler til de av kommisjonens medlemmer som riket har opnevnt godtgjørelse for deres arbeide. Kommisjonens øvrige utgifter bæres av ansøkeren, men utredes forskuddsvis av det rike som har forlangt kommisjon nedsatt. Ansøkeren kan pålegges å betale passende forskudd eller stille sikkerhet for disse utgifter.

Art. 19.

1. Kommisjonen skal uttale sig om hvorvidt foretagendet bør gjennemføres og i så fall i den utstrekning forholdene tilsier utrede :

a) hvordan foretagendet bør gjennemføres for at hensiktenuten uforholdsmessige omkostninger kan nåes med minst mulig skade og ulempe samt hvilke foranstaltninger der ansees nødvendige for å forebygge eller minske skade eller ulempe for almene interesser,

b) hvilke bestemmelser bør treffes angående vannslipningen,

c) med hvilke beløp avgifter bør betales og fond avsettes efter bestemmelsene i art. 8,

d) hvorvidt overenskomst som nevnt i art. 10 om fellesskap i foretagendet bør godkjennes,

e) hvilken sikkerhet der bør stilles for opfyllelsen av de vilkår som fastsettes for foretagendet og for de forpliktelser som for øvrig kan følge av dette,

f) innen hvilken tid foretagendet bør være påbegynt og fullført,

g) for hvilken tid tillatelsen bør gjelde,

h) de ytterligere spørsmål i anledning av foretagendet som er av interesse for begge riker.

2. Når kommisjonens undersøkelser er avsluttet skal dens uttalelse sendes til begge riker. Hvert rike kan innhente tilleggserklæringer fra kommisjonen, hvilke likeledes tilstilles begge riker.

för detta ändamål tillkalla sakkunnigt biträde. Den fastställer själv sin förhandlingsordning.

2. De, vilkas rätt beröres av företaget, skola, efter lämpligt kungörelseförfarande erhålla tillfälle att inför kommissionen bevaka sina intressen.

3. Vartdera riket bestämmer och utbetalar arvode till de medlemmar av kommissionen, som av riket utsetts. Kommissionens övriga utgifter gäldas av sökanden, men förskjutas av det rike, som påkallat kommissionens tillsättande. Sökanden kan åläggas att betala lämpligt förskott eller ställa säkerhet för dessa utgifter.

Art. 19.

1. Kommissionen har att yttra sig om, huruvida företaget bör äga rum, och för sådant fall, i den mån förhållandena därtill giva anledning, utreda :

a) huru företaget bör verkställas för att ändamålet må utan oskälig kostnad vinnas med minsta skada och olägenhet, så ock vilka åtgärder kunna anses av nöden till förebyggande eller minskande av skada eller olägenhet för allmänna intressen,

b) vilka bestämmelser böra meddelas angående hushållningen med och framsläppande av vatten,

c) med vilka belopp avgifter skola erläggas och fonder nedsättas enligt bestämmelserna i art. 8,

d) huruvida överenskommelse, som avses i art. 10, om deltagande i företaget bör godkännas.

e) vilken säkerhet bör ställas för fullgörande av de villkor, som fastställas för företaget, samt för de förpliktelser, som eljest kunna följa av detta,

f) inom vilken tid företaget bör vara påbörjat och slutfört,

g) för vilken tid tillståndet bör vara gällande,

h) de ytterligare spörsmål i anledning av företaget, som äro av intresse för båda rikena.

2. Då kommissionens undersökning bragts till slut, skall dess utlåtande överlämnas till båda rikena. Vartdera riket må från kommissionen inhämta tilläggsförklaringar, vilka likaledes tillställas båda rikena.

AVGJØRELSESMYNDIGHET.

Art. 20.

Spørsmål om hvorvidt et foretagende trenger samtykke fra det annet rike og i så fall om vilkårene herfor avgjøres av Kongen. Trenges samtykke og der for sådant er opstillet vilkår kan også i det rike hvor foretagendet aktes iverksatt spørsmal om det kan tillates og vilkårene derfor avgjøres av Kongen.

PRÖVNINGSMYNDIGHET.

Art. 20.

Fråga huruvida för ett företag erfordras samtycke av det andra riket och, för sådant fall, om samtycke bör meddelas och angående villkoren därför avgöres av Konungen. Erfordras samtycke och har för detta uppställts särskilda villkor, kan jämväl i det rike, där företaget skall verkställas, fråga om företagets tillåtlighet och villkoren därför avgöras av Konungen.

TILLATELSENS INNHOLD.

Art 21.

1. Tillatelse til et foretagende meddeles av vedkommende myndighet i det rike hvor det aktes iverksatt. Tillatelsen skal inneholde både de vilkår som fastsettes av dette rike og de vilkår som måtte være stillet for det annet rikes samtykke i henhold til art. 13. Tillatelsen skal tillike inneholde forbehold om at den ikke gjelder i det annet rike før ansøkeren av vedkommende myndighet i dette rike har innhentet sådan bevidnelse som omhandlet i art. 22.

2. Når det rike hvor foretagendet aktes iverksatt har fattet sin endelige beslutning skal avskrift av denne sendes til det annet rike samtidig med at beslutningen tilstilles ansøkeren.

TILLSTÅNDETS INNEHÅLL.

Art. 21.

1. Tillstånd till ett företag meddelas av vederbörande myndighet i det rike, där företaget skall verkställas. Tillståndet skall innehålla ej mindre de villkor, som föreskrivas av detta rike, än även de villkor, som må hava uppställts för det andra rikets samtycke enligt art. 13. I tillståndet skall tillika intagas erinran därom, att det icke är gällande i det andra riket med mindre sökanden av vederbörande myndighet i detta rike inhämtat sådan förklaring, som avses i art. 22.

2. Då slutligt beslut meddelats av det rike, där företaget skall äga rum, skall avskrift därav översändas till det andra riket samtidigt med att beslutet tilställes sökanden.

TILLATELSENS RETTSVIRKNING I DET ANNET RIKE.

Art. 22.

1. Når der er meddelt tillatelse til et foretagende skal ansøkeren innen 180 dager efter at tillatelsen er blitt endelig innhente bevidnelse hos vedkommende myndighet i det annet rike om at tillatelsen er utferdiget på den mate som er foreskrevet i denne konvensjon. Begjæres ikke sådan bevidnelse innen den nevnte tid, kan foretagendet ikke fremmes uten ny tillatelse.

2. Hvis det vannfall eller den faste eiendom eller den ferdsels- eller den fløtningsinteresse

TILLSTÅNDETS RÄTTSVERKAN I DET ANDRA RIKET.

Art. 22.

1. Då tillstånd till ett företag meddelats och vunnit laga kraft, har sökanden att inom 180 dagar dörefter hos vederbörande myndighet i det andra riket inhämta denna myndighets förklaring, att tillståndet tillkommit i den ordning, som är föreskrivet i denna konvention. Sökes ej förklaring inom tid, som nu sagts, må företaget ej verkställas utan att nytt tillstånd meddelas.

2. Därest det strömfall eller den fasta egendom eller det samfärdsels- eller det flottnings-

for hvis regning tillatelse til foretagendet er meddelt hører hjemme i det annet rike kan bevidnelse ikke gis før der er fattet beslutning om hvad der efter art. 3 pkt. 2 vil bli foreskrevet.

3. Når sådan bevidnelse foreligger plikter enhver innen samme rike mot erstatning å avstå den nødvendige grunn samt tåle de eiendomsbyrder og den skade eller ulempe som voldes ved foretagendet alt overensstemmende med loven i dette rike.

AVGIFT FOR SØKNADENS BEHANDLING.

Art. 23.

Skal der efter loven i et av rikene erlegges avgift som bidrag til omkostningene ved behandling av søknaden innen dette rike kan beløpet efter omstendighetene nedsettes under hvad ellers måtte være bestemt.

TILSYN OG VEDLIKEHOLD.

Art. 24.

1. Hvad angår tilsyn med et foretagende og vedlikehold av dette gjelder loven i det rike hvor foretagendet er iverksatt, dog skal for foranstaltninger innen det annet rike for å forebygge eller minske skade eller ulempe loven i dette rike gjelde. Begge rikers innvånere skal ha samme rett til å vareta sine interesser.

2. Hvad angår erstatning for skade og ulempe som følge av manglende vedlikehold gjelder loven i det rike hvor skaden eller ulempen opstår.

3. Hvad angår vannslipningen skal det som i denne artikkel er bestemt om tilsyn og vedlikehold få tilsvarende avendelse.

NEDLEGGELSE.

*Art.*25.

1. Med hensyn til nedleggelse av et foretagende gjelder loven i det rike hvor foretagendet

intresse, för vars räkning tillstånd till företaget meddelats, hör till det andra riket, må förklaring icke lämnas med mindre beslut meddelats rörande vad enligt art. 3 mom. 2 må bliva föreskrivet.

3. Har sådan förklaring lämnats, åligger envar inom samma rike att mot ersättning avstå den fasta egendom, som erfordras, samt tåla det intrång och den skada eller olägenhet, som vållas genom företaget, allt i överensstämmelse med lagen i detta rike.

AVGIFT FÖR ANSÖKANS BEHANDLING.

Art. 23.

Skall enligt lagen i ettdera riket utgå avgift såsom bidrag till kostnaden för behandling av ansökningen inom detta rike, må beloppet efter omständigheterna nedsättas under vad eljest kan vara bestämt.

TILLSYN OCH UNDERHÅLL.

Art. 24.

1. Beträffande tillsyn å ett företag och underhållet därav gäller lagen i det rike, där företaget verkställts, dock skall i fråga om åtgärder inom det andra riket till förebyggande eller minskande av skada eller olägenhet lagen i detta rike äga tillämpning. Båda rikenas inbyggare skola äga samma rätt att tillvarataga sina intressen.

2. Vad angår ersättning för skada och olägenhet, som vållas genom bristande underhåll, gäller lagen i det rike, där skadan eller olägenheten uppstår.

3. Rörande hushållningen med och framsläppande av vatten skall vad i denna artikel stadgas med avseende å tillsyn och underhåll äga motsvarande tillämpning.

NEDLÄGGANDE.

Art. 25.

1. Beträffande nedläggande av ett företag gäller lagen i det rike, där företaget verkställts.

er iverksatt. Begge rikers innvånere skal ha samme rett til å vareta sine interesser. Bestemmelsene i art. 15 og 16 får herunder tilsvarende anvendelse.

2. Hvad angår skade og ulempe som følge av foretagendets nedleggelse skal bestemmelsen i art. 6 få tilsvarende anvendelse.

Båda rikenas inbyggare skola äga samma rätt att tillvarataga sina intressen. Härvid skola bestämmelserna i art. 15 och 16 äga motsvarande tillämpning.

2. Vad angår skada och olägenhet, som vållas genom ett företags nedläggande, skola bestämmelserna i art. 6 äga motsvarande tillämpning.

FERDSEL OG FLØTNING.

Art. 26.

Med hensyn til åpning, bibehold eller benyttelse av vassdrag som i art. 1 pkt. 2 nevnt til ferdsel eller fløtning skal hvert rikes innvånere nyte samme rettigheter og være underkastet samme forpliktelser i det annet rike som dette rikes egne innvånere. Hvert av rikene kan dog gi særskilte forskrifter om at innvånere i det annet rike skal stille sikkerhet for de forpliktelset som påligger dem som fløtende.

SAMFÄRDSEL OCH FLOTTNING.

Art. 26.

Med avseende å öppnande, bibehållande eller begagnande av farled eller flottled i vattendrag, varom i art. 1 mom. 2 sägs, skola vartdera rikets inbyggare i det andra riket åtnjuta samma rättigheter och vara underkastade samma förpliktelser som detta rikes egna inbyggare. Vartdera riket må dock meddela särskilda föreskrifter om skyldighet för inbyggare i det andra riket att ställa säkerhet för de förpliktelser, som åligga dem såsom flottande.

FORSKJELLIGE BESTEMMELSER

UNDERSØKELSESARBEIDER.

Art. 27.

Hvad angår undersøkelsesarbeider til forberedelse av et foretagende skal hvert rikes innvånere nyte samme rettigheter og være underkastet samme forpliktelser innen det annet rike som dette rikes egne innvånere.

SÄRSKILDA BESTÄMMELSER.

UNDERSÖKNINGSARBETEN.

Art. 27.

I fråga om undersökningsarbeten som förberedelse till ett företag skola vartdera rikets inbyggare inom det andra riket åtnjuta samma rättigheter och vara underkastade samma förpliktelser som detta rikes egna inbyggare.

TIDSFRISTER.

Art. 28.

Skal der efter loven i et av rikene påbegynnes eller gjennemføres noget innen en bestemt tidsfrist efter at tillatelse til et foretagende er meddelt skal fristen regnes fra det tidspunkt da sådan bevidnelse som omhandles i art. 22 er utferdiget.

TIDSFRISTER.

Art. 28.

Skall enligt lagen i ettdera riket något påbörjas eller fullgöras inom bestämd tidsfrist efter det tillstånd till ett företag meddelats, skall fristen räknas från den tidpunkt, då sådan förklaring, som avses i art. 22, utfärdats.

FULLMEKTIG.

Art. 29.

1. Den som har tillatelse til et foretagende kan av vedkommende myndighet i det av rikene hvor han ikke har bopel pålegges å opnevne en av denne myndighet godkjent fullmektig som skal være bosatt innen riket og som på hans vegne svarer for domstolene og andre myndigheter og mottar meddelelser i tvistemål og andre anliggender som vedrører foretagendet. Fullmektigens navn og adresse skal anmeldes til vedkommende myndighet i sistnevnte rike for å kunngjøres for almenheten. Iakttas ikke hvad således er foreskrevet kan denne myndighet opnevne fullmektig.

2. Har den som fløter i et av rikene ikke sin bopel der får bestemmelsene i pkt. 1 tilsvarende anvendelse, medmindre han representeres gjennem en fløtnings-forening som er dannet overensstemmende med dette rikes lov.

OMBUD.

Art. 29.

1. Den, som äger tillstånd till ett företag, kan av vederbörande myndighet i det av rikena, där han icke har hemvist, föreläggas att utse ett av denna myndighet godkänt ombud, som är bosatt inom riket och som skall äga att å hans vägnar svara vid domstolar och hos andra myndigheter samt mottaga meddelanden i tvister och andra angelägenheter, som röra företaget. Ombudets namn och adress skola anmälas hos vederbörande myndighet i sistnämnda rike för att kungöras for allmänheten. Iakttages ej vad sålunda är föreskrivet, må denna myndighet utse ombud.

2. Har den, som idkar flottning inom ettdera riket, icke där sitt hemvist, skola bestämmelserna i mom. 1 äga motsvarande tillämpning, med mindre han företrädes av en i överensstämmelse med lagen i detta rike bildad flottningsförening.

FULLBYRDELSE.

Art. 30.

1. Rettskraftig dom eller rettskraftig kjennelse i et av rikene angående et foretagende eller angående ferdsel eller fløtning som omfattes av denne konvensjon skal, såfremt dommen eller kjennelsen kan fullbyrdes i dette rike og angår annet enn straff, kunne kreves umiddelbart fullbyrdet i det annet rike.

2. Hadde den forpliktede ikke statsborgerskap eller bopel i det rike hvor dommen eller kjennelsen er avsagt kan fullbyrdelse ikke kreves medmindre han har avgitt møte under rettssaken eller stevning til denne i rett tid er lovlig forkynt enten for ham personlig eller for fullmektig opnevnt i henhold til bestemmelsene i art. 29.

3. Bestemmelsene i pkt .1 om dom eller kjenelse får tilsvarende anvendelse på annen beslutning eller krav i et av rikene som efter dette rikes lov kan fullbyrdes eller inndrives på samme måte som rettskraftig dom.

4. Begjæring om fullbyrdelse avsendes og mottas i Norge av vedkommende departement og i Sverige av Utrikesdepartementets råttsavdelning eller vedkommende lensstyrelse. Be-

VERKSTÄLLIGHET.

Art. 30.

1. Lagakraftvunnen dom eller lagakraftvunnet utlåtande i ettdera riket angående ett företag eller angående samfärdsel eller flottning, som avses i denna konvention, skall, såframt domen eller utlåtandet kan verkställas i detta rike och avser annat än straff, på begäran omedelbart verkställas i det andra riket.

2. Hade den förpliktade icke medborgarskap eller hemvist i det rike, där domen eller utlåtandet meddelats, kan verkställighet ej påfordras, med mindre han inställt sig i rättegången eller ock stämningen i behörig tid lagligen delgivits antingen honom personligen eller hans enligt bestämmelserna i art 29, utsedda ombud.

3. Vad i mom. 1 stadgas om dom eller utlåtande skall äga motsvarande tillämpning i fråga om annat beslut eller fordran i ettdera riket, som enligt lagen i detta rike må verkställas eller utsökas såsom lagakraftvunnen dom.

4. Framställning om erhållande av verkställighet göres och mottages i Norge av vederbörande departement samt i Sverige av utrikesdepartementets rättsavdelning eller vederbö-

gjæringen skal være ledsaget av bevidnelse fra den avsendende myndighet om at dommen, kjennelsen, beslutningen eller kravet opfyller de ovenfor fastsratte vilkår for fullbyrdelse.

5. Fullbyrdelsen iverksettes i hvert rike efter der gjeldende lov. Den fortrinsrett som i et av rikenes lov måtte være tillagt inndrivelse av avgifter og fond skal dog ikke kunne påberopes. De beløp som innkommer sendes til den myndighet som har begjært fullbyrdelsen.

6. Erstatning for saksomkostninger som er pålagt den forpliktede i anledning av avgjørelsen kan inndrives efter reglene i denne artikkel.

FORETAGENDE UTEN TILLATELSE.

Art. 31.

Er et foretagende iverksatt uten tillatelse skal hvad angår dets lovlighet begge rikers invånere ha samme rett til å vareta sine interesser.

SAMMENSLUTNINGER.

Art. 32.

Hvad der i denne konvensjon er fastsatt om rettigheter og forpliktelser i et av rikene for det annet rikes innvånere skal også gjelde for riket og dets kommuner samt der hjemmehørende selskaper, foreninger og stiftelser. Med kommuner forståes også fylkeskommuner (landsting).

STATSFORETAGENDE.

Art. 33.

Når et foretagende fremmes av et av rikene for egen regning, skal den i konvensjonen fastsatte behandlingsmåte følges i den utstrekning den passer.

IKRAFTTREDELSE OG VARIGHET.

Art. 34.

Denne konvensjon skal ratifiseres for Norges vedkommende av Hans Majestet Norges Konge

rande länsstyrelse. Vid framställningen skall fogas bevis av den myndighet, som gör framställningen, att domen, utlåtandet, beslutet eller fordringen uppfyller de här ovan stadgade villkor för verkställigket.

5. Verkställigheten sker i vartdera riket enligt där gällande lag. Förmånsrätt, som enligt ettdera rikets lag är tillagd fordran på avgifter eller fonder, kan dock icke göras gällande. Belopp, som inflyter, översåndes til den myndighet, som gjort framställningen.

6. Kostnadsersättning, som ålagts den förpliktade i anledning av frågans prövning, kan indrivas enligt reglerna i denna artikel.

FÖRETAG UTAN TILLSTÅND.

Art. 31.

Har ett företag verkställts utan tilstånd, skola i fråga om företagets laglighet båda rikenas inbyggare äga samma rätt att tillvarataga sina intressen.

SAMMANSLUTNINGAR.

Art. 32.

Vad i denna konvention är stadgat i fråga om rättigheter och förpliktelser inom ettdera riket för det andra rikets inbyggare skall jämväl äga tillämpning beträffande riket och dess kommuner samt där hemmahörande bolag, föreningar och stiftelser. Med kommun förstås här jämväl landsting (fylkeskommun).

STATSFÖRETAG.

Art. 33.

Skall ettdera riket för egen räkning verkställa ett företag, må den i konventionen stadgade ordningen för frågans behandling jämkas.

IKRAFTTRÄDANDE OCH GILTIGHETSTID.

Art. 34.

Denna konvention skall ratificeras, för Sveriges del av Hans Maj : t Konungen av Sverige

under forutsetning av det norske Stortings samtykke og for Sveriges vedkommende av Hans Majestet Kongen av Sverige, under forutsetning av den svenske Riksdags samtykke. Ratifikasjonene skal utveksles i Oslo.

Art. 35.

Denne konvensjon trer i kraft den tredevte dag efter utveksling av ratifikasjonene og gjelder for en tid av femti år. Hvis konvensjonen ikke senest fem år før utløpet av denne tid er opsagt av et av rikene skal den gjelde ytterligere i tyve år og skal den fremdeles ansees forlenget for tidsperioder av tyve år, hvis den ikke er opsagt senest fem år før utløpet av nærmest foregående tyveårsperiode. I og med ikrafttredelsen av denne konvensjon opheves konvensjonen[1] av 26de oktober 1905 angående felles innsjøer og vassdrag. På anlegg, arbeide eller foranstaltning som er utført eller påbegynt for nærværende konvensjons ikrafttredelse eller iverksettes efter denne med hjemmel i tidligere meddelt tillatelse, skal eldre bestemmelser fremdeles gjelde. Den nye konvensjons bestemmelser i art. 24 og 25 får dog anvendelse også på sådanne foretagender.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet denne konvensjon og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i Stockholm, i to eksemplarer, den 11te mai 1929.

(L. S.) J. H. WOLLEBÆK.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 juillet 1931.

O. Tostrup,
Chef de la 1re Division des Affaires politiques et commerciales.

under förutsättning av svenska riksdagens bifall, och för Norges del av Hans Maj : t Konungen av Norge under förutsättning av norska stortingets bifall. Ratifikationerna skola utväxlas i Oslo.

Art. 35.

Denna konvention träder i kraft å trettionde dagen efter ratifikationeras utväxlande och gäller under en tid av femtio år. Därest konventionen icke senast fem år före denna tids utgång blivit av ettdera riket uppsagd, skall den gälla ytterligare tjugu år ; och skall den allt fragment anses förlängd för tidsperioder av tjugu år, om den icke senast fem år före utgången av närmast föregående tjuguårsperiod uppsagts. I och med ikraftträdandet av denna konvention upphäves konventionen[1] av den 26 oktober 1905 angående gemensamma sjöar och vattendrag. På anläggning, arbete eller åtgärd, som utförts eller påbörjats före den nya konventionens ikraftträdande eller verkställes därefter med stöd av tidigare meddelat tillstånd, skola äldre bestämmelser fortfarande gälla. Den nya konventionens bestämmelser i art. 24 og 25 skola dock äga tillämpning jämväl å sådana företag.

Till bekräftelse härav hava vederbörande fullmäktige undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 11 maj 1929.

(L. S.) Ernst TRYGGER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 19 avril 1931.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

[1] DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 710.

[1] *British and Foreign State Papers.* Vol. 98, page 828.

[1] TRADUCTION.

Nº 2771. — CONVENTION ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE AU SUJET DE CERTAINES QUESTIONS RELATIVES AU RÉGIME JURIDIQUE DES EAUX. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 11 MAI 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, étant convenus de conclure une convention au sujet de certaines questions ayant trait au régime juridique des eaux, ont nommé à cet effet comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Johan Herman WOLLEBÆK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Stockholm ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

S. E. M. Ernst TRYGGER, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet, ont conclu la convention suivante entre la Norvège et la Suède au sujet de certaines questions relatives au régime juridique des eaux (Convention suédo-norvégienne sur le régime des eaux).

PORTÉE DE LA CONVENTION

Article premier

1. La présente convention vise les installations, ouvrages ou autres opérations, effectués dans les eaux de l'un des deux pays, qui sont de nature à entraîner des changements sensibles

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2771. — CONVENTION BETWEEN NORWAY AND SWEDEN ON CERTAIN QUESTIONS RELATING TO THE LAW ON WATERCOURSES. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 11, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, having agreed to conclude a Convention on certain questions relating to the law on water courses, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johan Herman WOLLEBÆK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Stockholm ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency, Ernst TRYGGER, Minister for Foreign Affairs ;

Who, being duly provided with full powers for the purpose, have agreed upon the following :

Convention between Norway and Sweden on certain questions relating to the Law on Watercourses (Swedish-Norwegian Watercourse Law Convention).

SCOPE OF THE CONVENTION.

Article 1.

1. The present Convention relates to installations or works or other operations on watercourses in one country which are of such a nature as to cause an appreciable change in water-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

dans celle de l'autre pays en ce qui concerne la profondeur, le lit, la direction, le niveau ou la quantité d'eau, ou bien à entraver les déplacements des poissons, causant ainsi un préjudice à la pêche dans cet autre pays.

2. La convention s'applique également aux transports et au flottage dans les eaux qui forment la frontière entre les deux Etats ou qui, d'autre manière, s'étendent à la fois sur le territoire des deux pays, ou encore à celles qui s'y déversent.

3. Le terme « eaux » s'entend également, dans cette convention, des lacs et autres pièces d'eau. Les installations, ouvrages ou autres opérations, mentionnés à l'alinéa 1, seront dénommés « travaux » dans la convention.

Article 2.

Lorsque des travaux comporteront le transfert d'eau d'un bassin hydrographique à un autre, chaque pays pourra exiger que la question fasse l'objet de négociations spéciales entre les deux Etats qui au cours de ces négociations, ne seront pas liés par les clauses de la présente convention. Le terme « bassin hydrographique » s'entend ici de l'ensemble d'un territoire dont les eaux ont un écoulement commun vers la mer.

APPLICATION DES LOIS

RÈGLES GÉNÉRALES.

Article 3.

1. Sous réserve de l'observation des clauses de la présente convention, la question de savoir si des travaux peuvent avoir lieu, et à quelles conditions, sera déterminée d'après la législation du pays où leur exécution est envisagée.

2. Les rapports existant entre l'autre Etat et les parties intéressées, dans ce même Etat, ainsi que les rapports réciproques entre ces parties, seront régis par la législation dudit Etat.

EGALITÉ DES INTÉRÊTS.

Article 4.

Tous travaux pourront être autorisés quel que soit celui des deux pays où se trouve la

courses in the other country in respect of their depth, position, direction, level or volume of water, or to hinder the movement of fish to the detriment of fishing in the latter country.

2. The Convention also refers to communications and floating on watercourses which form the frontier between the countries, or otherwise lie within the territory of both countries, or which flow into such watercourse .

3. The term " watercourse " within the meaning of this Convention shall include lakes and other bodies of water. The installations, works and operations referred to in paragraph 1) shall be termed " undertakings " in this Convention.

Article 2.

If an undertaking includes the transfer of water from one drainage area to another, either country may require that the question shall be the subject of special negotiations between the countries which, in that case, shall not be bound by the provisions of this Convention. The term " drainage area " shall be held to mean the entire area from which water has a common outlet to the sea.

APPLICATION OF THE LAWS.

GENERAL RULES.

Article 3.

1. Subject to compliance with the provisions of this Convention, the question whether and on what conditions an undertaking may be carried out shall be decided according to the laws of the country in which the undertaking is to be carried into effect.

2. The relations between the other country and interested parties in its territory, and also the relations between such parties, shall be governed by the laws of that country.

EQUALITY OF INTERESTS.

Article 4.

Authorisations for an undertaking may be granted independently of the question to which

chute d'eau, la propriété immobilière, ou la partie intéressée aux transports ou au flottage, pour le compte de laquelle doivent avoir lieu ces travaux.

Article 5.

En déterminant si les travaux peuvent avoir lieu on tiendra compte des effets qu'ils entraîneront dans les deux pays. Toutefois, on considérera en général l'utilité des travaux comme étant uniquement celle qu'ils présentent à l'égard de la chute d'eau de la propriété immobilière ou de la partie intéressée aux transports ou au flottage pour le compte de laquelle les travaux doivent avoir lieu.

INDEMNITÉS.

Article 6.

En ce qui concerne les indemnités afférentes aux dommages et préjudices résultant de travaux, la législation applicable sera celle du pays où aura été causé le dommage ou le préjudice. Quant aux mesures destinées à prévenir ou à atténuer un dommage ou un préjudice, on appliquera la législation de l'Etat où devront être prises ces mesures.

LIMITATION DE DURÉE.

Article 7.

Les autorisations de travaux pourront être accordées pour une durée déterminée.

IMPÔTS ET FONDS.

Article 8.

1. Les dispositions législatives relatives à l'obligation de payer des impôts ou de consigner des fonds en vigueur dans les pays où sont prévus les travaux, seront également applicables, sous réserve des dispositions ci-après, aux chutes d'eau et autres biens immobiliers de l'autre pays pour le compte desquels doivent avoir lieu les travaux. Le terme « fonds » s'entend également ici de l'indemnité afférente à

of the two countries a waterfall or immovable property or transport or floating on account of which the undertaking is to be carried out belongs.

Article 5.

In deciding whether an undertaking may be carried out, its effects in both countries shall be taken into consideration. As a rule, however the utility of the undertaking shall be considered to be solely its utility for the waterfall, the immovable property, or the transport or floating interest on account of which the undertaking is to be carried out.

COMPENSATION.

Article 6.

With regard to compensation for damage or nuisances resulting from an undertaking, the law of the country in which the damage or nuisance occurs shall apply. With regard to measures for preventing or reducing the damage or nuisance, the law of the country in which the measures are to be carried out shall apply.

LIMITATION OF TIME.

Article 7.

Authorisation for an undertaking may be granted for a specified period.

CHARGES AND FUNDS.

Article 8.

1. The laws in force in the country in which the undertaking is to be carried out in respect of the obligation to pay charges or deposit funds may also be applied, subject to the following regulations, to waterfalls or other immovable property, situated in the other country, on account of which the undertaking is to be carried out. The term " funds " shall in the present case include compensation for the use

l'utilisation d'un lac qui ne fait pas dans sa totalité l'objet d'un droit de propriété.

2. Le montant des impôts et fonds mentionnés à l'alinéa 1 sera acquis au pays où auront lieu les travaux et déterminé en tenant compte des intérêts existant à cet égard dans ledit pays. Si le montant des impôts et des fonds dépend de l'importance de l'accroissement d'énergie, on prendra comme base l'accroissement d'énergie résultant des travaux en question, quelle qu'en soit la fraction utilisée.

3. Les impôts payables annuellement seront acquittés à partir de l'année civile qui suivra celle au cours de laquelle les travaux devront être terminés, conformément à la décision de l'autorité compétente.

4. Les propriétaires de chutes d'eau ou d'autres biens immobiliers, dans l'un des deux pays ne pourront être astreints au paiement d'impôts ou au versement de fonds dans l'autre pays, en sus de ceux qui résulteront des stipulations du présent article.

of lakes, which are not entirely subject to property law.

2. The charges and funds referred to in paragraph 1 shall be payable to the State in which the undertaking is to be carried out and shall be fixed with due reference to any interests existing in that country. If such charges and funds are conditional upon an increase in power, they shall be based on the increase in power obtained by means of the undertaking, whatever part of it be utilised.

3. Taxes payable annually shall be paid from and including the calendar year following the year in which the undertaking has been completed in accordance with provisions issued by the competent authority.

4. The owners of waterfalls or other immovable property in one of the countries may not be required to pay charges or deposit funds in the other country in addition to those arising out of the provisions of this Article.

TRANSMISSION D'ÉNERGIE.

Article 9.

L'obligation ne pourra pas être imposée de fournir de l'énergie provenant d'une chute d'eau située dans l'un des deux pays, à titre d'indemnité pour un dommage ou un préjudice ou, par ailleurs, comme compensation pour la sauvegarde de certains intérêts dans l'autre pays.

TRANSMISSION OF POWER.

Article 9.

No obligation may be imposed to supply power from a waterfall in one country as compensation for damage or nuisance, or in order otherwise to safeguard interests in the other country.

PARTICIPATION A DES TRAVAUX.

Article 10.

Les dispositions législatives de l'un ou l'autre des deux pays relatives au droit ou à l'obligation de participer à des travaux ne pourront être invoquées en faveur ou au détriment des propriétaires de chutes d'eau ou autres biens immobiliers ou d'autres parties intéressees, dans l'autre pays. Toutefois les arrangements intervenus entre les intéressés des deux pays concernant la participation en commun à certains travaux seront valables s'ils ont été approuvés par l'autorité compétente dans chacun des pays.

PARTICIPATION IN UNDERTAKINGS.

Article 10.

The laws of either country regarding rights or obligations to take part in an undertaking may not be applied to the advantage or detriment of waterfalls or other immovable property or interests within the other country. Agreements between the interested parties in both countries regarding participation in an undertaking shall, however, be valid, provided they are approved by the competent authority in each country.

GARANTIES.

Article 11.

Chacun des deux pays pourra exiger une garantie pour l'observation des conditions auxquelles sera subordonnée l'exécution des travaux, ainsi que les obligations qui par ailleurs, pourront en résulter.

ASSENTIMENT DE L'AUTRE PAYS

Article 12.

1. Toute autorisation de travaux ne pourra être accordée par l'un des pays qu'avec l'assentiment de l'autre s'il y a lieu de présumer que les travaux entraîneront un préjudice de quelque importance dans ce dernier pays, en ce qui concerne l'utilisation d'un cours d'eau ou d'un lac pour les transports ou le flottage, ou à entraver les déplacements du poisson, au détriment de la pêche dans ce pays, ou s'il y a lieu d'admettre qu'ils causeront d'importantes perturbations dans le régime hydrographique d'un territoire étendu.

2. S'il n'y a pas lieu d'admettre que les travaux pourront avoir dans l'autre pays, les effets mentionnés à l'alinéa 1, ce pays ne pourra s'opposer à leur exécution.

Article 13.

Lorsque l'assentiment de l'autre pays sera nécessaire, il sera statué à ce sujet, conformément aux principes applicables suivant la législation de ce pays, aux installations, ouvrages ou opérations de même nature, sous réserve toutefois de l'observation des articles 4 et 5. Cet assentiment ne pourra être subordonné à d'autres conditions que celles ayant trait, soit aux plans des travaux, soit aux mesures destinées à prévenir ou à atténuer les dommages ou préjudices dans l'intérêt général.

PROCÉDURE

ENVOI DES DEMANDES.

Article 14.

1. Les demandes d'autorisation de travaux seront adressées à l'autorité compétente du pays

SECURITY.

Article 11.

Either country may demand security for the fulfilment of conditions established in respect of an undertaking and of any other obligations which may result therefrom.

APPROVAL OF THE OTHER COUNTRY.

Article 12.

1. One country may not authorise an undertaking unless the other country has given its approval, if the undertaking is likely to involve any considerable inconvenience in the latter country in the use of a watercourse for navigation or floating or to hinder the movement of fish to the detriment of fishing in that country, or if the undertaking is likely to cause considerable disturbance in conditions governing the water-supply over an extensive area.

2. If there is no reason to believe that the undertaking will produce the effects mentioned in paragraph 1 in the other country, that country cannot oppose the execution of the undertaking.

Article 13.

If the other country's consent is necessary, the question shall be decided in accordance with the principles applicable to similar installations, works or operations under that country's laws, subject, however, to the provisions of Articles 4 and 5. The consent may not be subjected to other conditions than those referring to the planning of the work or the prevention or reduction of public damage or nuisances.

PROCEDURE.

APPLICATIONS.

Article 14.

1. Applications for authorisations for an undertaking shall be addressed to the compe-

où ils doivent avoir lieu. Si la chute d'eau, la propriété immobilière ou la partie intéressée aux transports ou au flottage pour le compte de laquelle doivent avoir lieu les travaux se trouve dans l'autre Etat, la demande sera accompagnée d'une déclaration de cet Etat constatant que, de sa part, rien ne s'oppose à l'examen de la demande.

2. La demande sera accompagnée des dessins, descriptions et renseignements nécessaires pour qu'on puisse juger des effets qu'entraîneront les travaux dans les deux pays.

3. Lorsque la demande sera parvenue à l'autorité du pays où les travaux doivent avoir lieu, il en sera adressé à l'autre Etat un exemplaire avec annexes.

tent authority in the country in which the undertaking is to be carried out. If the waterfall, the immovable property or the transport or floating interest on account of which the undertaking is to be carried out belongs to the other country, the application shall be accompanied by a declaration from that State to the effect that it has no objection to the application being considered.

2. Applications shall be accompanied by the plans, specifications and particulars required to enable the effects which the undertaking will produce in both countries to be determined.

3. When an application has been received by the authority in the country in which the undertaking is to be carried out, a copy, together with the enclosures, shall be transmitted to the other State.

PUBLICATION.

Article 15.

Les prescriptions législatives en vigueur dans le pays où les travaux doivent avoir lieu, au sujet de la publication de la demande, des communications ainsi que des avis à recueillir à son sujet, ne seront pas applicables dans l'autre pays. Toutefois il sera donné connaissance de la demande et de la suite qui lui a été donnée aux habitants de ce dernier pays, par le moyen que l'autorité compétente de ce pays jugera approprié et par les soins de cette autorité. A cet effet, les indications nécessaires sur ce point seront communiquées à celle-ci par l'autorité compétente du pays mentionné en premier lieu.

PUBLICATION.

Article 15.

The laws in force in the country in which the undertaking is to be carried out in respect of the publication of the application and communications and consultations regarding the application shall not apply within the other country. The inhabitants of the latter shall, however, be informed of the application and of the action taken upon it by the competent authority in that country in such manner as it may deem fit. For this purpose the necessary information on the subject shall be communicated to that authority by the competent authority in the former country.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Article 16.

Chacun des deux Etats pourra demander à l'autorité compétente de l'autre Etat les renseignements nécessaires pour qu'on puisse juger des effets qu'entraîneront les travaux dans le premier Etat.

REQUESTS FOR INFORMATION.

Article 16.

Each State may ask the competent authority in the other country for the information necessary to enable it to determine what effects the undertaking will produce in the former country.

EXAMEN DES DEMANDES PAR UNE COMMISSION.

Article 17.

Chacun des Etats pourra exiger qu'il soit constitué, pour l'examen de la question, une commission composée de deux, quatre ou six membres dont chacun des deux Etats nommera la moitié.

Article 18.

1. La commission examinera les questions présentant un intérêt pour les deux pays et pourra faire appel, à cet effet, au concours d'experts. Elle arrêtera elle-même ses règles de procédure.

2. Les personnes dont les droits seront affectés par les travaux prévus devront avoir la possibilité de défendre leurs intérêts devant la commission, après avoir reçu un préavis d'une durée raisonnable.

3. Chaque Etat fixera et paiera aux membres de la commission nommés par lui la rémunération qui leur est due pour leur travail. Les autres dépenses de la commission seront à la charge du pétitionnaire, mais le montant en sera avancé par l'Etat qui a requis la nommination de la commission. Le pétitionnaire pourra être tenu d'avancer une certaine somme sur le montant de ces dépenses, ou d'en garantir le paiement.

Article 19.

1. La commission se prononcera sur la question de savoir si les travaux peuvent avoir lieu ; s'il en est décidé ainsi, elle déterminera, dans la mesure où l'exigera la situation ;

a) De quelle manière les travaux devront être exécutés pour que, sans dépenses exagérées, leur objet soit atteint avec le minimum de dommages et de préjudices, et quelles sont les mesures nécessaires en vue de prévenir ou d'atténuer, dans l'intérêt général, les dommages ou préjudices qui en résulteront ;

b) Les règles à adopter au sujet du régime et de l'écoulement des eaux;

EXAMINATION OF QUESTIONS BY A COMMISSION.

Article 17.

Each State may require that, in order to examine the question, a Commission should be appointed consisting of two, four or six members, half of whom shall be nominated by each State.

Article 18.

1. The Commission shall examine the questions which concern both countries and may for that purpose call in expert assistance. It shall establish its own rules of procedure.

2. Parties whose rights are affected by the undertaking shall receive at reasonable notice an opportunity of defending their interests before the Commission.

3. Each State shall fix and pay the remuneration of the members of the commission which it has appointed. The other costs of the Commission shall be paid by the applicant, but shall be advanced by the State which has called for the appointment of the Commission. The applicant may be required to pay an appropriate sum on account or to give security for such costs.

Article 19.

1. The Commission shall give its opinion as to whether the undertaking should be carried out, and in that case shall decide in so far as circumstances require :

(a) How the work is to be executed so that the object may be attained without excessive cost and with the minimum damage and inconvenience, and also what measures may be considered necessary to prevent or decrease the damage to or detrimental effect upon public interests ;

(b) What rules should be laid down regarding the conservancy and outflow of the water ;

c) Le montant des impôts à payer et des fonds à consigner en vertu de l'article 8 ;

d) S'il y a lieu d'approuver les arrangements mentionnés à l'article 10, concernant la participation commune aux travaux ;

e) Comment devront être garantis la réalisation des conditions fixées pour les travaux et l'exécution des obligations qui par ailleurs, pourront en résulter ;

f) Le délai dans lequel les travaux devront être commencés et terminés ;

g) La durée de validité de l'autorisation ;

h) Toutes autres questions intéressant les deux pays au sujet des travaux.

2. Lorsque les enquêtes de la commission seront terminées, son avis sera porté à la connaissance des deux pays. Chacun de ceux-ci pourra lui demander des déclarations complémentaires qui seront également communiqués à tous deux.

(c) The amount of the charges to be paid and the funds to be deposited in accordance with the provisions of Article 8 ;

(d) Whether the arrangements provided for in Article 10 regarding participation in the work should be approved ;

(e) What security is to be given for fulfilling the stipulated conditions governing the work and for any other obligations which may result therefrom ;

(f) Within what period the work is to be begun and completed ;

(g) For what period the authorisation is to be valid ;

(h) Any other questions concerning the two countries in connection with the work.

2. When the Commission's enquiry has been concluded, its opinion shall be communicated to both States. Each State may ask the Commission for further information, which shall also be communicated to both States.

AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR STATUER.

Article 20.

La question de savoir si des travaux déterminés requièrent l'assentiment de l'autre Etat et, en ce cas, si cet assentiment doit être donné et à quelles conditions, sera décidée par le Roi. Si ledit assentiment est requis et s'il est subordonné à certaines conditions, la question de savoir si les travaux peuvent être autorisés et à quelles conditions, pourra, également, dans le pays où ils doivent avoir lieu, être décidée par le Roi.

COMPETENT AUTHORITY TO GIVE DECISIONS.

Article 20.

The question whether the consent of the other State is required for an undertaking and if so whether such consent should be given and on what conditions, shall be decided by the King. If such consent is required and if it has been subjected to special conditions, the question whether the undertaking is permissible and on what conditions shall also be decided by the King in the country in which the work is to be carried out.

TENEUR DE L'AUTORISATION.

Article 21.

1. Toute autorisation de travaux sera notifiée par l'autorité compétente du pays où ils doivent avoir lieu. L'autorisation devra indiquer à la fois les conditions fixées par ce pays et celles auxquelles pourrait être subordonné l'assentiment de l'autre pays en vertu de l'article 13. Il devra y être stipulé également que

CONTENTS OF THE AUTHORISATION.

Article 21.

1. Authorisation for an undertaking shall be granted by the competent authority in the country in which it is to be carried out. The authorisation shall contain not only the conditions stipulated by that State but also any conditions which may have been submitted for the other State's approval in accordance with

l'autorisation ne sera valable dans l'autre pays que lorsque le pétitionnaire aura obtenu de l'autorité compétente de ce pays le certificat mentionné à l'article 22.

2. Lorsque l'Etat où doivent avoir lieu les travaux aura pris une décision définitive, copie du texte de cette décision sera adressée à l'autre Etat, en même temps qu'il en sera donné communication au pétitionnaire.

Article 13. The authorisation shall further stipulate that it is not valid in the other country unless the applicant has obtained the certificate mentioned in Article 22 from the competent authority of that country.

2. When the final decision has been reached by the State in which the undertaking is to be carried out, a copy thereof shall be transmitted to the other State at the same time as the decision is sent to the applicant.

Effets juridique de l'autorisation dans l'autre pays.

Article 22.

1. Lorsqu'une autorisation de travaux aura été donnée, le pétitionnaire devra, dans le délai de 180 jours après l'octroi définitif de cette autorisation demander à l'autorité compétente de l'autre pays un certificat attestant que l'autorisation a été établie selon le mode prescrit par la présente convention. Si ce certificat n'a pas été demandé dans le délai précité, les travaux ne pourront pas avoir lieu sans une nouvelle autorisation.

2. Si la chute d'eau, la propriété immobilière ou la partie intéressée aux transports ou au flottage pour le compte de laquelle sont autorisés les travaux se trouve dans l'autre pays, le susdit certificat ne pourra pas être délivré avant qu'une décision ait été prise au sujet des prescriptions à édicter conformément à l'article 3, alinéa 2.

3. Une fois ce certificat délivré, tout habitant du pays sera tenu, sous réserve de l'observation des lois du pays et moyennant une indemnité, de céder le terrain nécessaire et de supporter les empiètements et les dommages ou préjudices résultant des travaux.

Legal effect of the authorisation in the other country.

Article 22.

1. When authorisation for an undertaking has been granted and has acquired legal effect, the applicant must within 180 days obtain from the competent authority in the other country a certificate that authorisation has been granted in the manner provided for in this Convention. If the certificate is not applied for within the above-mentioned period, the undertaking may not be carried out without fresh authorisation.

2. If a waterfall, immovable property or transport or floating interest on account of which authorisation for an undertaking has been granted belongs to the other country, the certificate may not be issued unless a decision has been taken regarding the regulations to be established under Article 3, paragraph 2.

3. When such a certificate has been issued, any inhabitant of the country shall be obliged, always subject to compliance with the laws of the country and provided he receives compensation therefor, to give up the such immovable property as may be required and to submit to any servitude upon it and tolerate any damage or nuisance caused by the undertaking.

Taxe afférente a l'examen de la demande.

Article 23.

Si la législation de l'un des deux pays prévoit le paiement d'une taxe à titre de contribution aux frais d'examen de la demande dans ce pays, le montant de cette taxe pourra être abaissé,

Charge for dealing with an application.

Article 23.

If the legislation of either country provides for the payment of a charge as a contribution to the costs of dealing with the application in that country, the amount of such charge may

selon les circonstances, au-dessous du chiffre qui aurait été fixé en d'autres cas.

be reduced, according to circumstances, below any figure which may otherwise have been established.

SURVEILLANCE ET ENTRETIEN

Article 24.

1. La surveillance et l'entretien des travaux seront réglementés conformément à la législation du pays où ils ont lieu, mais les mesures prises dans l'autre pays en vue de prévenir ou d'atténuer tout dommage ou préjudice en résultant, seront soumises à la législation de ce pays. Les habitants des deux pays auront, au même degré, le droit de sauvegarder leurs intérêts.

2. Les indemmnités destinées à compenser les dommages et préjudices résultant d'un entretien insuffisant seront déterminés conformément à la législation du pays où ces dommages ou préjudices auront été causés.

3. Pour ce qui est du régime et de l'écoulement des eaux, les règles du présent article, relatives à la surveillance et à l'entretien des travaux, seront applicables par analogie.

SUPERVISION AND MAINTENANCE.

Article 24.

1. The supervision and maintenance of an undertaking shall be subject to the laws of the country in which the undertaking is carried out, but any measures taken in the other country for preventing or reducing damage or nuisance shall be subject to the laws of that country. The inhabitants of both countries shall have an equal right to safeguard their interests.

2. Compensation for damage or nuisance caused by defective maintenance shall be governed by the laws of the country in which the damage or nuisance occurs.

3. The provisions of the present Article regarding supervision and maintenance shall apply *mutatis mutandis* to the conservancy and outflow of water.

ABANDON DES TRAVAUX

Article 25.

1. En cas d'abandon des travaux, la législation applicable sera celle du pays où ils auront été entrepris. Les habitants des deux pays auront, au même degré, le droit de sauvegarder leurs intérêts. A cet égard, les stipulations des articles 15 et 16 seront applicables par analogie.

2. En ce qui concerne les dommages et préjudices résultant de l'abandon des travaux, la stipulation de l'article 6 sera applicable par analogie.

ABANDONMENT OF UNDERTAKINGS.

Article 25.

1. If an undertaking is abandoned, the legislation of the country in which it has been carried out shall apply. The inhabitants of both countries shall possess an equal right to safeguard their interests. In this respect the provisions of Articles 15 and 16 shall apply *mutatis mutandis*.

2. The provisions of Article 6 shall apply *mutatis mutandis* to any damage or nuisance caused by the stoppage of an undertaking.

TRANSPORTS ET FLOTTAGE.

Article 26.

En ce qui concerne l'ouverture, le maintien ou l'utilisation de chenaux de navigation ou de flottage dans les eaux mentionnées à l'article premier, alinéa 2, les habitants de chaque pays

TRANSPORT AND FLOATING.

Article 26.

With regard to the opening, maintenance or use for transport or floating of the water-courses mentioned in Article 1, paragraph 2, the inhabitants of each country shall have the same

jouiront des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations, dans l'autre pays, que les habitants de celui-ci. Toutefois, chacun des deux Etats pourra, par des règles spéciales, prescrire aux habitants de l'autre pays de fournir une garantie pour les obligations leur incombant en qualité d'usagers du flottage.

rights and be subject to the same obligations in the other country as the inhabitants of that country. Each State may, however, issue special regulations regarding the liability of inhabitants of the other country to give security for obligations which they incur by crrying on floating.

DISPOSITIONS DIVERSES

Travaux d'exploration.

Article 27.

En ce qui concerne les travaux d'exploration nécessités par les études préparatoires, les habitants de chaque pays jouiront des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations, dans l'autre pays, que les habitants de ce dernier.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Investigatory work.

Article 27.

With regard to investigatory work in preparation for an undertaking, the inhabitants of each country shall enjoy the same rights and be subject to the same obligations in the other country as the inhabitants of that country.

Délais.

Article 28.

Lorsque, en vertu des lois de l'un des deux pays, quoique ce soit, doit être commencé ou terminé dans un délai déterminé après l'octroi d'une autorisation de travaux, ce délai sera calculé à partir du moment où aura été délivré le certificat mentionné à l'article 22.

Time-limits.

Article 28.

If, under the laws of either country, any undertaking must be begun or completed within a specified time after it has been authorised, such time shall be calculated from the date on which the certificate mentioned in Article 22 is issued.

Mandataires.

Article 29.

1. Toute personne autorisée à entreprendre des travaux pourra être astreinte par les autorités compétentes de celui des deux pays où elle n'a pas son domicile, à désigner un mandataire reconnu par ces autorités et domicilié dans ce pays, lequel représentera cette personne devant les tribunaux et les autres autorités et recevra toutes communications relatives aux litiges et autres questions ayant trait aux travaux. Le nom et l'adresse du mandataire seront communiqués à l'autorité compétente dudit pays, afin d'être portés à la connaissance du public. Au cas où ces prescriptions ne seraient pas observées, l'autorité compétente pourra désigner elle-même le mandataire.

Agents.

Article 29.

1. Any person authorised to carry out an undertaking may be requested by the competent authority of the country in which he is not domiciled to appoint an agent approved by that authority and domiciled in the country, who shall represent him in the Courts of Justice and before other authorities and shall receive communications regarding disputes and other matters relating to the undertaking. The agent's name and address shall be communicated to the competent authority in the said country for publication. If these provisions are not complied with, such authority may appoint an agent.

2. Les stipulations de l'alinéa 1 seront applicables par analogie à toute personne se livrant au flottage dans l'un des pays sans y avoir son domicile, à moins qu'elle ne soit représentée par une association de flottage constituée conformément à la législation de ce pays.

EXÉCUTION.

Article 30.

1. Tout jugement ou sentence ayant acquis force de chose jugée dans l'un des deux pays et relatif à des travaux ou à des opérations de transport ou de flottage visés par la présente convention, devra, s'il peut être exécuté dans ce pays et ne comporte pas l'application d'une peine, être mis immédiatement à exécution dans l'autre pays, si demande en est faite.

2. Si la personne obligée par le jugement ou la sentence n'est pas ressortissante du pays où a été rendu le jugement ou la sentence, ou n'y est pas domiciliée, l'exécution ne pourra être exigée que si cette personne a comparu au cours du procès ou si une citation à comparaître a été signifiée en temps voulu soit à elle-même soit au mandataire désigné conformément aux dispositions de l'article 29.

3. Les dispositions de l'alinéa 1 relatives au jugement ou à la sentence seront applicables par analogie, dans l'un ou l'autre des deux pays, à toute autre décision ou créance qui, en vertu de la législation de ce pays, pourra être exécutée ou recouvrée au même titre qu'un jugement passé en force de chose jugée.

4. Les demandes d'exécution seront envoyées ou reçues, en Norvège, par le département compétent et, en Suède, par la Section juridique du Département des Affaires étrangères ou par la préfecture compétente. La demande sera accompagnée d'un certificat de l'autorité dont elle émane, attestant que le jugement, la sentence, la décision ou la créance remplit les conditions fixées ci-dessus pour l'exécution.

5. L'exécution aura lieu dans chaque pays conformément à la législation en vigueur. Toutefois, le droit de priorité que la législation de l'un ou l'autre des deux pays, pourrait stipuler pour le recouvrement des droits et de fond ne pourra être invoqué. Les sommes recouvrées seront transmises à l'autorité qui aura demandé l'exécution.

2. If a person engaged in floating in either country is not domiciled in that country, the provisions of paragraph 1 shall apply *mutatis mutandis* unless he is represented by a floating association formed in accordance with the laws of that country.

EXECUTION.

Article 30.

1. A final judgment or an award which has acquired legal force in one country in respect of an undertaking or in respect of transport or floating to which the present Convention applies shall, provided such judgment or award can be executed in that country and does not prescribe a penalty, be immediately executed on request in the other country.

2. If the person affected by the judgment or award is not a national of or is not domiciled in the country where the judgment or award is given, execution may not be claimed unless he has appeared in the action or unless he personally or his agent, appointed in accordance with the provisions of Article 29, has been lawfully summoned in due time.

3. The provisions of paragraph 1 regarding a judgment or award shall apply *mutatis mutandis* to any other decision or claim in either country which may be executed or recovered in the same manner as a legal judgment under the laws of that country.

4. Application for execution shall be made and received in Norway by the competent department and in Sweden by the legal section of the Ministry of Foreign Affairs, or by the competent provincial administration. The application shall be accompanied by a certificate issued by the authority from which it emanates to the effect that the judgment, award, decision or claim fulfils the above-mentioned provisions in respect of its execution.

5. Execution shall be effected in each country in accordance with the laws in force therein. The right of priority granted by the laws of either country to claims for charges or funds may, however, not be applied. Sums recovered shall be transmitted to the authority which applied for execution.

6. Le recouvrement des dépens mis à la charge de la personne obligée par le jugement ou la sentence, comme suite à la décision intervenue, pourra être poursuivi conformément aux règles du présent article.

TRAVAUX EFFECTUÉS SANS AUTORISATION.

Article 31.

Si des travaux ont été entrepris sans autorisation, les habitants des deux pays, pour ce qui a trait à la légalité de ces travaux, auront le même droit de sauvegarder leurs intérêts.

ASSOCIATIONS.

Article 32.

Les stipulations de la présente convention, relatives aux droits et obligations des habitants de l'un des deux pays dans l'autre, seront également applicables à l'Etat ou à ses communes, ainsi qu'aux sociétés, associations et institutions qui s'y trouvent. Le terme « commune » s'entend également ici des subdivisions administratives dites « fylkes kommuner » et « landsting ».

TRAVAUX ENTREPRIS PAR L'ETAT.

Article 33.

Lorsque l'un des deux Etats entreprendra des travaux pour son propre compte, la procédure fixée dans la présente convention sera observée avec les adaptations nécessaires.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION

Article 34.

La présente convention sera ratifiée, pour la Norvège, par Sa Majesté le Roi de Norvège, avec l'assentiment du Storting norvégien, et pour la Suède, par Sa Majesté le Roi de Suède,

6. The refund of costs to which the person to whom the judgment or award applies is subject under the terms of the settlement of the case may be effected in accordance with the provisions of the present Article.

UNDERTAKINGS WITHOUT AUTHORISATION.

Article 31.

If an undertaking has been carried out without authorisation, the inhabitants of both countries shall, in respect of the legality of the undertaking, possess equal rights, as regards the safeguarding of their interests.

ASSOCIATIONS.

Article 32.

The provisions of this Convention in respect of the rights and obligations of the inhabitants of either country in the other country shall also apply to the state and its communes, and to companies, associations and institutions belonging to that country. The term " commune " shall be held to include administrative subdivisions known as " landsting " or " fylkeskommun ".

STATE UNDERTAKINGS.

Article 33.

If either State undertakes work on its own account, the procedure laid down in the Convention shall be applied *mutatis mutandis*.

ENTRY INTO FORCE AND PERIOD OF VALIDITY.

Article 34.

This Convention shall be ratified on the part of Sweden by His Majesty the King of Sweden subject to the consent of the Swedish Riksdag and on the part of Norway subject to the con-

avec l'assentiment du Riksdag suédois. Les instruments de ratification seront échangés à Oslo.

Article 35.

La présente convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des ratifications et elle sera applicable pendant cinquante ans. Si, au plus tard cinq années avant l'expiration de cette période, la convention n'a pas été dénoncée par l'un des deux Etats, elle restera en vigueur pour vingt nouvelles années et, par la suite, elle sera considérée comme prorogée pour des périodes successives de vingt ans lorsqu'elle n'aura pas été dénoncée au plus tard cinq années avant l'expiration de la période de vingt ans qui viendra à s'écouler. L'entrée en vigueur de cette convention entraînera l'abrogation de la Convention du 26 octobre 1905 concernant les lacs et cours d'eau communs aux deux pays. Les anciennes dispositions resteront applicables aux installations, ouvrages ou travaux dont l'exécution sera terminée ou aura commencé avant l'entrée en vigueur, de la présente convention, ainsi qu'à ceux qui seront mis en œuvre après son entrée en vigueur, en vertu d'une autorisation antérieure. Toutefois, les stipulations des articles 24 et 25 de la nouvelle convention seront également applicables à ces installations, ouvrages ou travaux.

En foi de quoi les plénipotentiaires des pays respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Stockholm en double exemplaire, le 11 mai 1929.

(L. S.) J. H. WOLLEBÆK.
(L. S.) Ernst TRYGGER.

sent of the Norwegian Storting. The ratifications shall be exchanged at Oslo.

Article 35.

The present Convention shall come into force on the thirtieth day after the exchange of ratifications and shall be applicable for a period of fifty years. If the Convention is not denounced by either State not later than five years before the expiry of that period, it shall be valid for a further period of twenty years ; and it shall be subsequently deemed to be prolonged for periods of twenty years unless it is denounced not later than five years before the expiry of the immediately preceding period of twenty years. On the entry of the present Convention into force, the Convention of October 26, 1905, regarding lakes and watercourses common to the two countries shall be annulled. Installations, works or operations carried out or begun before the new Convention comes into force or carried out after that date on the basis of a previous authorisation shall continue to be subject to the former provisions. The provisions of Articles 24 and 25 of the new Convention shall, however, also apply to such installations, works or operations.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Stockholm in duplicate on May 11, 1929.

(L. S.) J. H. WOLLEBÆK.
(L. S.) Ernst TRYGGER..

N° 2772.

VILLE LIBRE DE DANTZIG ET FINLANDE

Echange de notes entre le Gouvernement polonais, au nom de la Ville Libre de Dantzig, et le Gouvernement finlandais comportant un accord relatif à la suppression des visas de passeports entre la Ville Libre de Dantzig et la Finlande. Varsovie, les 13 mai et 8 juin 1931.

FREE CITY OF DANZIG AND FINLAND

Exchange of Notes between the Polish Government, on behalf of the Free City of Danzig, and the Finnish Government constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas between the Free City of Danzig and Finland. Warsaw, May 13, and June 8, 1931.

N° 2772. — ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT POLONAIS, AU NOM DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, ET LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA SUPPRESSION DES VISAS DE PASSEPORTS ENTRE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ET LA FINLANDE. VARSOVIE, LES 13 MAI ET 8 JUIN 1931.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a.i. *de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le* 1er *août* 1931.

I.

LÉGATION DE FINLANDE.

N° 337.

VARSOVIE, *le* 13 *mai* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur au nom de mon gouvernement de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Finlande est disposé à supprimer, sous réserve d'une réciprocité effective, le visa des passeports entre la Finlande et la Ville Libre de Dantzig et qu'il est prêt à conclure avec le Gouvernement de la République de Pologne, agissant au nom de la Ville Libre de Dantzig, un accord à cet effet de la teneur suivante :

1. Les ressortissants de Finlande et ceux de la Ville Libre de Dantzig peuvent en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement désignés à cet effet pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre pays soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports étrangers. Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

2. Les présentes dispositions ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires respectifs concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, le renvoi et l'expulsion des éléments indésirables, la déclaration des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national.

3. Les autorités compétentes pourront expulser de leur territoire les ressortissants de l'autre pays qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour.

De même, elles veilleront à ce que les ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2772. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE POLISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF THE FREE CITY OF DANZIG, AND THE FINNISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF PASSPORT VISAS BETWEEN THE FREE CITY OF DANZIG AND FINLAND. WARSAW, MAY 13, AND JUNE 8, 1931.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a.i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 1st,* 1931.

I.

FINNISH LEGATION.

N° 337.

WARSAW, *May* 13, 1931.

SIR,

I have the honour on behalf of my Government to inform you that the Finnish Government is prepared, on condition of effective reciprocity, to abolish visas for passports between Finland and the Free City of Danzig, and that it is ready to conclude with the Polish Government, acting on behalf of the Free City of Danzig, an agreement to this effect couched in the following terms :

(1.) Nationals of Finland or of the Free City of Danzig may, at any time, enter the territory of the other party and leave it at the frontier points officially designated for such purpose, provided that they are in possession of a valid national passport proving incontestably the nationality of the holder, without a visa of the other country being required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which shall not be granted to persons holding foreign passports. National passports shall be issued only to persons whose nationality is proved beyond dispute.

(2.) The present provisions shall not affect the provisions in force in the respective territories with regard to prohibition of entry, the turning back of suspect travellers at the frontier, the expulsion and deportation of undesirable persons, the registration of aliens or the protection of the home labour market.

(3.) The competent authorities may expel from their territory nationals of the other country who fail to comply with the provisions concerning the registration of aliens or those concerning the latter's residence.

Furthermore, they shall ensure that their nationals, when applying for a passport to enter the other country for the purpose of taking up employment there, shall be informed that permission must be obtained in order to pursue their trade in that country.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. Les présentes stipulations entreront en vigueur à partir du 1er août 1931 sans autre approbation ; elles cesseront leurs effets un mois après la dénonciation par la Finlande ou par la Pologne au nom de la Ville Libre de Dantzig.

En cas que le Gouvernement de la République de Pologne approuve ce qui précède, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir m'adresser une note de la même teneur en confirmation formelle de ce que les deux gouvernements se trouveront d'accord en la matière.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) G. IDMAN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre J. Beck,
Sous-Secrétaire au Ministère des Affaires étrangères
de la République de Pologne,
Varsovie.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, 3 juillet 1931.
Pour le Chef de la Section des Traités,
J. Taylor.

II.

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° K.III.698/31.

VARSOVIE, *le* 8 *juin* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre lettre en date du 13 mai 1931, N° 337, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance la teneur de l'accord intervenu entre le Gouvernement polonais agissant au nom de la Ville Libre de Danzig et le Gouvernement finlandais au sujet de la suppression des visas de passeports entre la Ville Libre de Dantzig et la Finlande :

1. Les ressortissants de la Ville Libre de Dantzig et ceux de Finlande peuvent en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement désignés à cet effet pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre pays soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports étrangers. Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

2. Les présentes dispositions ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires respectifs concernant l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, le renvoi et l'expulsion des éléments indésirables, la déclaration des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national.

3. Les autorités compétentes pourront expulser de leur territoire les ressortissants de l'autre pays qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour.

(4.) The present provisions shall come into force on August 1, 1931, without further approval ; they shall cease to apply one month after denunciation by Finland or by Poland, acting on behalf of the Free City of Danzig.

Should the Polish Government approve of the foregoing, I would ask you kindly to send me a note couched in the same terms, formally confirming the two Governments' agreement on the subject.

I have the honour, etc.

(—) G. IDMAN.

His Excellency
M. J. Beck,
Under-Secretary at the Polish
Ministry of Foreign Affairs,
Warsaw.

II.

REPUBLIC OF POLAND.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
N° K.III.698/31.

WARSAW, *June* 8, 1931.

SIR,

In reply to your letter N° 337, of May 13, 1931, I have the honour to state the terms of the agreement concluded between the Polish Government, on behalf of the Free City of Danzig, and the Finnish Government, in regard to the abolition of passport visas between the Free City of Danzig and Finland.

(1.) Nationals of the Free City of Danzig or of Finland may, at any time, enter the territory of the other party and leave it at the frontier points officially designated for such purpose, provided that they are in possession of a valid national passport proving incontestably the nationality of the holder, without a visa of the other country being required.

Only holders of national passports shall enjoy this privilege, which shall not be granted to persons holding foreign passports. National passports shall be issued only to persons whose nationality is proved beyond dispute.

(2.) The present provisions shall not affect the provisions in force in the respective territories with regard to prohibition of entry, the turning back of suspect travellers at the frontier, the expulsion and deportation of undesirable persons, the registration of aliens or the protection of the home labour market.

(3.) The competent authorities may expel from their territory nationals of the other country who fail to comply with the provisions concerning the registration of aliens or those concerning the latter's residence.

De même elles veilleront à ce que leurs ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour y exercer leur métier.

4. Les présentes stipulations entreront en vigueur à partir du 1er août 1931 sans autre approbation, elles cesseront leurs effets un mois après la dénonciation par la Finlande ou par la Pologne au nom de la Ville Libre de Dantzig.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) J. BECK.

A Son Excellence
Monsieur le Dr Gustave Idman,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Finlande,
à Varsovie.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, 3 juillet 1931
Pour le Chef de la Section des Traités :
J. Taylor.

Furthermore, they shall ensure that their nationals, when applying for a passport to enter the other country for the purpose of taking up employment there, shall be informed that permission must be obtained in order to pursue their trade in that country.

(4.) The present provisions shall come into force on August 1, 1931, without further approval; they shall cease to apply one month after denunciation by Finland or by Poland, acting on behalf of the Free City of Danzig.

I have the honour, etc.

(—) J. BECK.

To His Excellency
Dr Gustave Idman,
Finnish Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Warsaw.

N° 2773.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant la réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes, avec protocole final. Signés à Berlin, le 10 décembre 1927.

GERMANY AND POLAND

Agreement regarding the Regulation of Fishing in Boundary Waters, with Final Protocol. Signed at Berlin, December 10, 1927.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 2773. — UKŁAD[1] POMIĘDZY POLSKĄ A NIEMCAMI W SPRAWIE RYBOŁÓWSTWA NA BIEŻACYCH I STOJĄCYCH WODACH GRANICZNYCH. PODPISANY W BERLINIE, DNIA 10 GRUDNIA 1927.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 6 août 1931.

POLSKA z jednej Strony i NIEMCY z drugiej Strony w wykonaniu artykułu 36 konwencji[2] polsko-niemieckiej w sprawie uregulowania stosunków granicznych, podpisanej dnia 27 stycznia 1926 r. w Poznaniu, pragnąc ustalić zasady wykonywania i ochrony rybołówstwa na bieżących i stojących wodach granicznych, postanowiły zawrzeć układ.

Mianowani w tym celu Pełnomocnicy :

ZE STRONY POLSKI :

pp. Maciej KOCZOROWSKI, Delegat Rządu do rokowań granicznych polsko-niemieckich,

Józef BOROWIK, Zastępca Dyrektora Państwowego Instytutu Naukowego Gospodarstwa Wiejskiego,

ZE STRONY NIEMIEC :

pp. Dr. Paweł ECKARTD, Poseł i Minister Pełnomocny,

Dr. Emil SEYDEL, Radca Ministerjalny, Krajowy Inspektor Rybołówstwa w Pruskiem Min. Rolnictwa, Dóbr i Lasów,

po sprawdzeniu swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone we właściwej formie, uzgodnili następujące postanowienia :

CZĘŚĆ I.

POSTANOWIENIA OGÓLNE.

Artykuł 1.

1. W rozumieniu niniejszego układu uważa się jako bieżące i stojące wody graniczne te wody bieżące i inne wody, przez które oznaczona jest polsko-niemiecka granica (porównaj art. 3, ust. 3 i 4 konwencij w sprawie uregulowania stosunków granicznych z dnia 27 stycznia 1926 roku).

2. Niniejszy układ nie rozciąga się na przybrzeżne wody morskie.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 28 mai 1931.

[2] Vol. LXIV, page 113, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2773. — ABKOMMEN [1] ZWISCHEN POLEN UND DEUTSCHLAND ÜBER DIE FISCHEREI IN DEN GRENZWASSERLÄUFEN UND GRENZGEWASSERN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 10. DEZEMBER 1927.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 6, 1931.

POLEN einerseits und DEUTSCHLAND anderseits haben in Ausführung des Artikels 36 des am 27. Januar 1926 in Posen unterzeichneten polnisch-deutschen Vertrages [2] zur Regelung der Grenzverhältnisse, von dem Wunsche beseelt, die Grundsätze für die Ausübung und den Schutz der Fischerei in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern festzulegen, beschlossen, ein Abkommen zu treffen.

Die zu diesem Zwecke ernannten Bevollmächtigten :

VON POLEN :

der Delegierte der Polnischen Regierung zu den polnisch-deutschen Grenzverhandlungen Herr Maciej KOCZOROWSKI,

der Vize-Direktor des Staatlichen Wissenschaftlichen Instituts für Landwirtschaft Herr Józef BOROWIK,

VON DEUTSCHALND :

der Gesandte Herr Dr. Paul ECKARDT,

der Ministerialrat und Landesoberfischmeister im Preussischen Ministerium für Landwirtschaft, Domänen und Forsten Herr Dr. Emil SEYDEL,

haben sich nach Prüfung ihrer als gut und in gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen geeinigt :

TEIL I.

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

Artikel 1.

1. Im Sinne dieses Abkommens gelten als Grenzwasserläufe und Grenzgewässer diejenigen Wasserläufe und sonstigen Gewässer, durch welche die polnisch-deutsche Grenze bezeichnet wird (vergleiche Artikel 3 Absatz 3 und 4 des Vertrages zur Regelung der Grenzverhältnisse vom 27. Januar 1926).

2. Auf Küstengewässer bezieht sich das Abkommen nicht.

[1] The exchange of ratifications took place at Warsaw, May 28, 1931.

[2] Vol. **LXIV**, page 113, of this Series.

CZĘŚĆ II.

Wykonywanie rybołówstwa.

Artykuł 2.

Każda ze Stron układających się zobowiązuje się zezwolić obywatelom drugiej Strony na wykonywanie rybołówstwa na bieżących i stojących wodach granicznych, jeżeli oni są do tego upoważnieni z tytułu posiadania prawa do rybołówstwa, umowy o przelaniu praw, umowy dzierżawnej lub z tytułu karty pozwolenia na połów, albo jako funkcjonarjusze lub pomocnicy uprawnionego do rybołówstwa lub dzierżawcy rybołówstwa i, jeżeli wypełnią warunki, przewidziane w artykule 3.

Artykuł 3.

1. Obywatele jednej ze Stron układających się muszą przy wykonywaniu rybołówstwa na bieżących i stojących wodach granicznych na obszarze drugiej Strony mieć przy sobie graniczną kartę rybacką, wystawioną przez władzę administracyjną II instancji (Wojewoda, Prezes Rejencji) tej Strony, i okazywać ją na żądanie właściwym organom kontrolnym.

2. Graniczna karta rybacka winna być wystawiona według załączonego wzoru na rok kalendarzowy. Wzór może być zmieniony w porozumieniu Rządów obu układających się Stron.

3. Wystawienia granicznej karty rybackiej można odmówić lub graniczną kartę rybacką odebrać, jeżeli według każdocześnie obowiązujących przepisów jednej lub drugiej układającej się Strony wewnętrzna karta rybacka albo zastępująca ją urzędowa legitymacja została odmówiona lub odebrana, albo mogłaby być odmówiona lub odebrana.

4. Wystawienia granicznej karty rybackiej nie można odmówić wyłącznie dlatego, że wnioskodawca nie jest obywatelem tej Strony układającej się, na której obszarze rybołówstwo ma być wykonywane, ani też wydania jej nie można uczynić zależnem od innych warunków, niż wymienione w art. 2 oraz ust. 3 art. 3. To samo ma odpowiednie zastosowanie do odebrania granicznej karty rybackiej.

5. Podanie o udzielenie granicznej karty rybackiej należy złożyć u własnej władzy wnioskodawcy, właściwej do wystawiania kart rybackich dla cudzoziemców, a mającej w swoim okręgu bieżącą lub stojącą wodę graniczną, w której części położonej zagranicą ma być wykonywane rybołówstwo. Władza ta winna podanie przesłać właściwej władzy drugiej układającej się Strony z wnioskiem o dalsze załatwienie. Do podania winna być dołączona urzędowo uwierzytelniona forografja i urzędowo uwierzytelniony podpis (znak ręczny) wnioskodawcy. Przy przesyłaniu wniosku należy złożyć oświadczenie, czy według wewnętrznych praw odmówienie lub odebranie wewnętrznej karty rybackiej nastąpiło lub byłoby dopuszczalne.

6. Graniczne karty rybackie, wystawione na podstawie niniejszego układu, są wolne od wszelkich opłat.

7. W obrębie bieżących i stojących wód granicznych, na które się rozciąga uprawnienie do rybołówstwa, posiadacz granicznej karty rybackiej jest uprawniony w celu wykonywania rybołówstwa przekraczać granicę bez paszportu i wizy i swobodnie poruszać się w obrębie tych bieżących i stojących wód granicznych drugiej Strony, korzystając z ułatwień, przewidzianych w niniejszym układzie. Przy wstępowaniu na brzeg obowiązują przepisy, zawarte w artykule 6.

TEIL II.

AUSÜBUNG DER FISCHEREI.

Artikel 2.

Jeder der vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, die Ausübung der Fischerei in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern den Angehörigen des anderen vertragschliessenden Teiles zu gestatten, sofern sie dazu als Inhaber eines Fischereirechts oder auf Grund eines Überlassungs— oder Pachtvertrages oder eines Erlaubnisscheines zum Fischfang befugt oder Angestellte oder Gehilfen eines Fischereiberechtigten oder Fischereipächters sind und sofern sie die im Artikel 3 vorgesehenen Voraussetzungen erfüllen.

Artikel 3.

1. Die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile müssen bei der Ausübung der Fischerei in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern auf dem Gebiete des anderen vertragschliessendenTeiles einen von der Verwaltungsbehörde II. Instanz (Wojewode, Regierungspräsident) dieses Teiles ausgestellten Grenz-Fischereischein bei sich führen und auf Verlangen den zuständigen Aufsichtsorganen vorzeigen.

2. Der Grenz-Fichereischein ist nach dem anliegenden Muster für das Kalenderjahr auszustellen. Das Muster kann im Einverständnis der Regierungen der beiden vertragschliessenden Teile abgeändert werden.

3. Die Ausstellung eines Grenz-Fischereischeines kann verweigert oder der Grenz-Fischereischein kann entzogen werden, wenn der Inländer-Fischereischein oder ein diesen ersetzender behördlicher Ausweis nach den jeweils geltenden Bestimmungen des einen oder anderen vertragschliessenden Teiles verweigert oder entzogen worden ist oder verweigert oder entzogen werden könnte.

4. Lediglich deshalb, weil der Antragsteller nicht Angehöriger des vertragschliessenden Teiles ist, auf dessen Gebiete die Fischerei ausgeübt werden soll, darf weder die Erteilung des Grenz-Fischereischeines verweigert noch an andere als im Artikel 2 oder Artikel 3 Absatz 3 enthaltene Bedingungen geknüpft werden. Entsprechendes gilt für die Entziehung des Grenz-Fischereischeines.

5. Der Antrag auf Erteilung eines Grenz-Fischereischeines ist bei der Heimatbehörde des Antragstellers anzubringen, die für die Ausstellung von Ausländer-Fischereischeinen zuständig ist und in deren Bezirk der Grenzwasserlauf oder das Grenzgewässer liegt, in dessen jenseits der Grenze befindlichem Teile die Fischerei ausgeübt werden soll; diese hat ihn der zuständigen Behörde des anderen vertragschliessenden Teiles mit dem Ersuchen um weitere Veranlassung zu übermitteln. Dem Antrage ist ein amtlich beglaubigtes Lichtbild und eine amtlich beglaubigte Unterschrift (Handzeichen) des Antragstellers beizufügen. Bei der Weitergabe des Antrages ist eine Äusserung darüber abzugeben, ob nach inländischem Rechte die Verweigerung oder Entziehung des Inländer-Fischereischeines erfolgt ist oder zulässig wäre.

6. Die auf Grund dieses Abkommens ausgestellten Grenz-Fischereischeine sind von allen Gebühren befreit.

7. Der Inhaber eines Grenz-Fischereischeines ist berechtigt, mit den in diesem Abkommen vorgesehenen Erleichterungen zwecks Ausübung der Fischerei unter Befreiung vom Pass- und Sichtvermerkszwang die Grenze innerhalb der Grenzwasserläufe und Grenzgewässer, auf die sich die Befugnis zur Fischerei erstreckt, zu überschreiten und sich innerhalb dieser Grenzwasserläufe und Grenzgewässer auf dem Gebiete des anderen Teiles frei zu bewegen. Für das Betreten des Ufers gilt Artikel 6.

8. O zamiarze wykonywania połowu w czasie od zachodu do wschodu słońca posiadacz granicznej karty rybackiej musi zawiadomić właściwe posterunki graniczne co najmniej na 12 godzin przed rozpoczęciem połowu. Nocnego połowu można zabronić tylko w poszczególnych wypadkach i tylko na czas określony.

Artykuł 4.

Uprawnionym do wykonywania rybołówstwa na bieżących i stojących wodach granicznych wolno z uwolnieniem od cła i opłat oraz bez specjalnego pozwolenia :

a) przejeżdżać łodziami z narzędziami, potrzebnemi do wykonywania rybołówstwa, z obszaru jednej ze Stron układających się na obszar drugiej Strony z warunkiem, że po ukończeniu połowu łodzie i narzędzia zostaną każdorazowo zabrane zpowrotem,

b) zabierać żywność potrzebną na czas wykonywania połowu,

c) przewozić do swego kraju połowy, osiągnięte zgodnie z postanowieniami niniejszego układu.

Artykuł 5.

Łodzie, będące w użyciu na zasadzie art. 4 punktu *a)* niniejszego układu, muszą być oznaczone oprócz znaków, przepisanych art. 15, osobnym znakiem, który dla łodzi polskich ma być literą « R », dla łodzi niemieckich literami « FF ». Znak ten ma być umieszczony na widocznem miejscu po obu stronach łodzi oraz na żaglu przy łodziach żaglowych.

Artykuł 6.

1. Obywatelom jednej z układających się Stron, uprawnionym do wykonywania rybołówstwa, wolno przybijać do brzegu na bieżących i stojących wodach granicznych na obszarze drugiej układającej się Strony tylko w miejscach. wyznaczonych do tego przez właściwe władze ; przy ustanawianiu miejsc do przybijania do brzegu należy według możności uwzględniać interes rybołówstwa. Rybacy mogą przytem, o ile wykonanie połowu tego wymaga, wstępować na ląd i wprowadzać na ląd swoje łodzie, narzędzia rybackie, swoje połowy i swoją żywność z uwolnieniem od cła i innych opłat z warunkiem powrotnego zabrania łodzi, narzędzi rybackich, połowów i niespotrzebowanej żywności.

2. W wypadkach siły wyższej mają przy przymusowem lądowaniu zastosowanie odpowiednie postanowienia drugiego zdania ustępu 1.

Artykuł 7.

1. Sądy i inne władze obu układających się Stron winny sobie w sprawach rybołówstwa udzielać bezpośredniej pomocy prawnej według postanowień obowiązujących ogólnie w tej mierze obie układające się Strony.

2. Właściwe władze układających się Stron winny zawiadamiać się o wypadkach odebrania wewnętrznej karty rybackiej lub zastępującej ją legitymacji urzędowej osobom, uprawnionym do wykonywania rybołówstwa na bieżących i stojących wodach granicznych, którym graniczna karta rybacka została wydana przez drugą Stronę.

3. Jeżeli przekroczenie prawnych i policyjnych przepisów dla rybołówstwa, popełnione na obszarze jednej z układających się Stron, nie może być ścigane z tego powodu, że obwiniony jest obywatelem drugiej układającej się Strony i znajduje się na jej obszarze, winny władze drugiej

8. Bei Ausübung der Fischerei in der Zeit von Sonnenuntergang bis Sonnenaufgang hat der Inhaber eines Grenz-Fischereischeines den zuständigen Grenzposten mindestens 12 Stunden vorher zu benachrichtigen. Der nächtliche Fischfang kann nur im Einzelfalle und nur für eine bestimmte Zeit untersagt werden.

Artikel 4.

Die zur Ausübung der Fischerei in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern Berechtigten dürfen unter Befreiung von Zöllen, Abgaben und Gebühren und ohne besondere Genehmigung:

a) die zur Ausübung der Fischerei nötigen Kähne und Geräte aus dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile auf das Gebiet des anderen Teiles schaffen unter der Bedingung, dass sie nach Beendigung des Fischfangs jedesmal wieder zurückgebracht werden,

b) den für die Dauer der Fischereiausübung erforderlichen Mundvorrat mitführen,

c) die unter Beachtung der Bestimmungen dieses Abkommens erzielten Fangerträge in ihr Heimatland verbringen.

Artikel 5.

Die nach Artikel 4 *a)* dieses Abkommens zur Benutzung kommenden Kähne müssen ausser den im Artikel 15 vorgeschriebenen Abzeichen ein besonderes Kennzeichen tragen, das für die deutschen Kähne aus den Buchstaben « F F », für die polnischen Kähne aus dem Buchstaben « R » besteht. Dieses Kennzeichen muss an sichtbarer Stelle auf beiden Seiten des Kahnes und auf dem Segel der Segelboote angebracht sein.

Artikel 6.

1. Die zur Ausübung der Fischerei berechtigten Angehörigen des einen vertragschliessenden Teiles dürfen in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern des anderen vertragschliessenden Teiles am Ufer nur an denjenigen Stellen anlegen, die von den zuständigen Behörden hierfür bestimmt sind ; bei Bestimmung der Anlegestellen sind die Fischereiinteressen tunlichst zu berücksichtigen. Soweit es der Fischfang erfordert, dürfen die Fischer hierbei das Ufer betreten und ihre Kähne, Fischereigeräte und Fangerträge sowie ihren Mundvorrat frei von Zöllen, Abgaben und Gebühren an Land bringen unter der Bedingung der Wiederausfuhr der Kähne, Fischereigeräte und Fangerträge sowie des nicht verbrauchten Mundvorrats.

2. In Fällen höherer Gewalt gelten für die Notlandung die Bestimmungen des Absatz 1 Satz 2 entsprechend.

Artikel 7.

1. Die Gerichte und sonstigen Behörden beider vertragschliessenden Teile haben in Fischereiangelegenheiten nach den dafür allgemein zwischen den vertragschliessenden Teilen geltenden Bestimmungen unmittelbare Rechtshilfe zu leisten.

2. Die zuständigen Behörden der vertragschliessenden Teile haben sich von den Fällen Mitteilung zu machen, in denen einer zur Ausübung der Fischerei in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern befugten Person, für die von der Gegenseite ein Grenz-Fischereischein ausgestellt ist der Inländer-Fischereischein oder ein diesen ersetzender behördlicher Ausweis entzogen worden ist.

3. Wenn eine im Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile begangene Zuwiderhandlung gegen gesetzliche oder polizeiliche Vorschriften für die Fischerei deshalb nicht verfolgt werden kann, weil der Beschuldigte dem anderen vertragschliessenden Teile angehört und auf dessen

układającej się Strony na żądanie wszcząć dochodzenia, o ile czyn podlega ukaraniu stosownie do przepisów obowiązujących na jej obszarze.

CZĘŚĆ III.

Ochrona rybołówstwa.

Artykul 8.

Za wody otwarte w rozumieniu części III niniejszego układu uważa się bieżące i stojące wody graniczne z wyjątkiem sztucznych stawów rybnych oraz jezior, które nie znajdują się w stałem otwartem połączeniu z bieżącemi wodami i w których prawo do wykonywania rybołówstwa przysługuje jednej osobie.

Artkyul 9.

1. Połów ryb i raków w bieżących i stojących wodach granicznych jako też przechowywanie, sprzedaż i przesyłanie ich jest jedynie dozwolone, o ile długość ryby, mierzonej od końca głowy do końca najdłuższej płetwy ogonowej, raka, mierzonego od czubka głowy do końca ogona, wynosi :

u węgorza *(Anguilla vulgaris L)*	35 cm.
u łososia *(Trutta salar L)*	35 cm.
u troci *(Trutta trutta L)*	35 cm.
u sandacza *(Lucioperca sandra uvC. u. Val.)*	35 cm.
u brzany *(Barbus fluviatilis Ag)*	28 cm.
u siei jeziorowej *(Coregonus maraena Bloch)*	25 cm.
u siei bałtyckiej *(Coregonus lavaretus L)*	25 cm.
u leszcza *(Abramis brama L)*	25 cm.
u lipienia *(Thymallus vulgaris Nils)*	20 cm.
u jazia *(Idus melanotus Heck)*	20 cm.
u klenia *(Squalius cephalus L)*	20 cm.
u podusty *(Chondrostoma nasus L)*	20 cm.
u pstrąga strumiennego *(Trutta fario L)*	20 cm.
u lina *(Tinca vulgaris Cuv.)*	18 cm.
u sielawy *(Coregonus albula L)*	18 cm.
u raka *(Potamobius fluviatilis L)*	10 cm.

Władze administracyjne II instancji mogą po wzajemnem porozumieniu obniżyć wymienioną miarę najniższą dla sielawy i raka rzecznego dla tych wód, w których wymienione ryby lub raki nie dorastają do wyżej oznaczonej miary.

2. Wymienione miary najniższe nie mają zastosowania do ryb, które pochodzą z zakładów hodowli ryb i które są przeznaczone do zarybiania innych wód.

3. Jaź, kleń i podusta mogą być poławiane poniżej miary najniższej w celu użycia ich jako przynęty dla własnych potrzeb rybaka.

4. Złowione wbrew przepisom ryby i raki, nie posiadające miary najniższej, które żywe dostają się w posiadanie rybaka, winny być natychmiast z zachowaniem potrzebnej ostrożności puszczone napowrót do wody.

5. W otwartych wodach granicznych nie wolno uszkadzać ani wybierać z nich ikry.

Gebiete weilt, so haben die Behörden des anderen vertragschliessenden Teiles auf Verlangen die Strafverfolgung einzuleiten, sofern die Tat nach den für ihr Gebiet geltenden Vorschriften der Bestrafung unterliegt.

TEIL III.

SCHUTZ DER FISCHEREI.

Artikel 8.

Im Sinne von Teil III dieses Abkommens gelten als offene Gewässer die Grenzwasserläufe und Grenzgewässer, ausgenommen künstliche Fischteiche und Seen, die mit fliessenden Gewässern nicht in dauernder offener Verbindung stehen und in denen die Ausübung der Fischerei einer Einzelperson zusteht

Artikel 9.

1. Der Fang, das Aufbewahren, der Verkauf und die Beförderung von Fischen und Krebsen aus Grenzwasserläufen und Grenzgewässern ist nur gestattet, wenn die Fische von der Kopfspitze bis zum Ende des längsten Teiles des Schwanzflosse, die Krebse von der Kopfspitze bis zum Schwanzende gemessen mindestens folgende Längen haben :

Aal *(Anguilla vulgaris L.)*	35 cm
Lachs *(Trutta salar L.)*	35 cm.
Meerforelle *(Trutta trutta L.)*	35 cm.
Zander *(Lucioperca sandra Cuv. u. Val.)*	35 cm.
Barbe *(Barbus fluviatilis Ag.)*	28 cm.
Grosse Maräne *(Coregonus maraena Bloch.)*	25 cm.
Ostseeschnäpel *(Coregonus lavaretus L.)*	25 cm.
Blei *(Abramis brama L.)*	25 cm.
Asche *(Thymallus vulgaris Nils.)*	20 cm.
Aland *(Idus melanotus Heck.)*	20 cm.
Döbel *(Squalius cephalus L.)*	20 cm.
Nase *(Chondrostoma nasus L.)*	20 cm.
Bachforelle *(Trutta fario L.)*	20 cm.
Schlei *(Tinca vulgaris Cuv.)*	18 cm.
Kleine Maräne *(Coregonus albula L.)*	18 cm.
Flusskrebs *(Potamobius fluviatilis L.)*	10 cm.

Für Kleine Maräne und Flusskrebs können die Verwaltungsbehörden II. Instanz im gegenseitigen Einverständnis das Mindestmass für solche Gewässer, in denen die Fische oder Krebse kleinwüchsig sind, herabsetzen.

2. Für Fische aus Fischzuchtanstalten, die zur Besetzung anderer Gewässer bestimmt sind, gilt kein Mindestmass.

3. Untermassige Aland, Döbel und Nasen dürfen als Köderfische für den eigenen Bedarf des Fischers gefangen werden.

4. Widerrechtlich gefangene untermassige Fische und Krebse, die lebend in die Gewalt des Fischers fallen, sind sofort mit der zu ihrer Erhaltung erforderlichen Rücksicht ins Wasser zurückzusetzen.

5. Fischlaich in offenen Gewässern darf nicht beschädigt oder dem Wasser entnommen werden.

Artykuł 10.

1. Otwarte wody podlegają *ochronie niedzielnej*, trwającej od 9-ej do 18-ej godziny. Dozwolony jest jednak w tym czasie połów na ręczną wędkę ; również mogą pozostawać w wodzie narzędzia cichego połowu (t. zn. takie narzędzia, których się nie ciągnie ani nie suwa, jak np. słępy, więcierze sporządzone ze szpagatu, drutu, wikliny i t. p.).

2. Otwarte wody podlegają poza tem po porozumieniu obustronnych władz II instancji ochronie *wiosennej* lub *zimowej* :

a) ochrona wiosenna trwa od 15 kwietnia do 15 czerwca. W tym czasie zakazane jest wykonywanie rybołówstwa z wyjątkiem połowu ryb zapomocą narzędzi cichego połowu (porównaj ust. 1) i połowu na wędkę ręczną ;

b) ochrona zimowa trwa 8 tygodni w miesiącach od października do stycznia. W tym okresie zakazane jest wszelkie wykonywanie rybołówstwa. W sprawie terminu rozpoczęcia i zakończenia tej ochrony porozumieją się ze sobą również władze administracyjne II instancji.

3. Na otwartych wodach granicznych mogą władze administracyjne II instancji po wzajemnem porozumieniu ustanawiać w razie potrzeby specjalne czasy *ochrony gatunków* dla następujących ryb :

a) dla łososia, troci i pstrąga strumiennego od 1 października do 31 grudnia,
b) dla siei jeziorowej i sielawy od 1 listopada do 31 grudnia,
c) dla lipienia od 1 marca do 30 kwietnia,
d) dla raka rzecznego od 1 listopada do 31 maja.

Artykuł 11.

Władze administracyjne II instancji mogą po wzajemnem porozumieniu zezwalać na czas przejściowy poszczególnym osobom na wyjątki od wszystkich wymienionych miar najniższych i czasów ochronnych dla celów naukowych i gospodarczo-rybackich, a zwłaszcza dla celu uzyskania materjału do sztucznego zarybiania.

Artykuł 12.

Przy połowie ryb w bieżących i stojących wodach granicznych jest wzbronione :

a) używanie materjałów szkodliwych albo wybuchowych (trujących przynęt środków do odurzania lub tępienia ryb, nabojów wybuchowych lub innych środków wybuchowych i t. p.),

b) używanie ości i innych narzędzi do kłucia,

c) napędzanie lub przywabianie ryb i raków nocą zapomocą pochodni i innych środków świetlnych.

Artykuł 13.

1. Nie wolno zagradzać przepływu ryb na wodzie otwartej stałemi urządzeniami do połowu ryb, całej niż do połowy powierzchni wody, licząc od brzegu przy zwyczajnym stanie wód. Ustawianie nowych urządzeń tego rodzaju wymaga zezwolenia władz administracyjnych II instancji. Urządzenia takie winny być ustawiane w takiej odległości od siebie, aby nie przeszkadzały zbytnio przepływowi ryb ; władze administracyjne II instancji mogą po wzajemnem porozumieniu wydać szczegółowe zarządzenia.

2. Przepis ust. 1 zdania 1 i 3 nie odnosi się do stałych urządzeń, prawnie istniejących w chwili wejścia w życie niniejszego układu.

Artikel 10.

1. Offene Gewässer unterliegen einer *Sonntagsschonzeit.* Sie dauert von 9 Uhr bis 18 Uhr. Der Fischfang mit der Handangel ist jedoch gestattet ; auch dürfen die Geräte der stillen Fischerei (d. h. solche Geräte, die weder gezogen noch gestossen werden, z. B. Stellnetze, Aalhamen, Garn-, Draht-, Korbreusen u. s. w.) zum Fang im Wasser bleiben.

2. Offene Gewässer unterliegen ferner nach Verständigung zwischen den beiderseitigen Verwaltungsbehörden II. Instanz einer *Frühjahrsschonzeit* oder einer *Winterschonzeit* :

a) Die Frühjahrsschonzeit dauert vom 15 .April bis 15. Juni. In dieser Zeit ist der Fischfang, mit Aussnahme der stillen Fischerei (vergleiche Absatz 1) und des Fischfangs mit der Handangel, verboten.

b) Die Winterschonzeit dauert 8 Wochen in den Monaten Oktober bis Januar. In dieser Zeit hat jeder Fischfang zu ruhen. Über Beginn und Ende dieser Schonzeit werden sich die Verwaltungsbehörden II. Instanz gleichfalls verständigen.

3. In offenen Gewässern können die Verwaltungsbehörden II. Instanz nach gegenseitiger Verständigung nötigenfalls besondere *Artenschonzeiten* festsetzen :

a) für Lachse, Meerforellen und Bachforellen vom 1. Oktober bis 31. Dezember,
b) für Maränen vom 1. November bis 31 December,
c) für Äschen vom 1. März bis 30, April,
d) für Flusskrebse vom 1. November bis 31. Mai.

Artikel 11.

Von allen Mindestmassen und Schonzeiten können zu wissenschaftilichen und fischereiwirtschaftlichen Zwecken, besonders zur Gewinnung der Fortpflanzungsstoffe, nach gegenseitiger Verständigung der Verwaltungsbehörden -II. Instanz vorübergehend Ausnahmen für einzelne Personen zugelassen werden.

Artikel 12.

Beim Fischfang in Grenzwasserläufen und Grenzgewässern ist verboten :

a) die Anwendung schädlicher oder explodierender Stoffe (giftiger Köder, Mittel zur Betäubung oder Vernichtung der Fische, Sprengpatronen oder andere Sprengmittel u.s.w.),

b) der Gebrauch von Speeren von anderen Stecheisen,

c) das Zusammentreiben und Anlocken der Fische und Krebse bei Nacht mit Fackeln und anderen Leuchtmitteln.

Artikel 13.

1. Durch ständige Fischereivorrichtungen darf ein offenes Gewässer nicht auf mehr als die halbe Breite der Wasserfläche, bei gewöhnlichem Wasserstande vom Ufer aus gemessen, für den Wechsel der Fische versperrt werden. Die Neueinrichtung solcher Vorrichtungen bedarf der Zustimmung der Verwaltungsbehörde II. Instanz. Die Vorrichtungen dürfen einander nicht so nahe sein, dass sie den Wechsel der Fische erheblich beeinträchtigen ; die Verwaltungsbehörden II. Instanz können nach gegenseitiger Verständigung nähere Bestimmungen treffen.

2. Die beim Inkrafttreten dieses Abkommens bestehenden ständigen Vorrichtungen unterliegen den Vorschriften des Absatz 1 Satz 1 und 3 nicht.

3. Odległość prętów w stałych urządzeniach do połowu ryb winna wynosić najmniej 2 cm.

4. Postanowienia ust. 1 zdania 1 i 3 odnoszą się również do używania sieci zastawnych więcierzy, które zapomocą kotwic przymocowuje się do dna lub brzegu.

5. Urządzenia do połowu ryb i więcierze, które leżą tak głęboko pod wodą, że połowa głębokości wody nie jest zamkniętą, nie będą uważane za zagrodzenie wody w rozumieniu ustępu 1.

Artykuł 14.

1. Wielkość oczek sieci, także sieci ciągnionych winna wynosić przy łowieniu ryb w wodach otwartych przynajmniej 2,5 cm, mierząc w stanie mokrym od środka jednego do środka drugiego węzła ; wyjątek w tym względzie stanowią więcierze i żaki. Władze administracyjne II instancji mogą po wzajemnem porozumieniu ustanawiać mniejsze wymiary oczek dla narzędzi, służących do połowu stynki, uklei, jazgarza, sielawy, węgorza, pstrąga strumiennego i tęczowego i ciernika, jak również dla ryb, służących jako przynęta.

2. Postanowienia ustępu 1 nie mają zastosowania do końcowej części matni sieci ciągnionych.

Artykuł 15.

1. Każda łódź rybacka, znadjująca się na bieżących i stojących wodach granicznych, winna być zaopatrzona po obu swych stronach w napis, zawierający: imię, nazwisko i miejsce zamieszkania rybaka lub właściciela łodzi, oraz w numer ustalony przez właściwą władzę nadzorczą ; napis winien być wyraźny i nie podlegający zmyciu przez wodę.

2. Również narzędzia połowu i naczynia rybackie winny być zaopatrzone w znaki, ustanowione przez miejscowe władze, wykonywujące nadzór rybacki. Znaki te winny być rznięte lub wypalane lub umieszczane na trwałych tabliczkach, przymocowanych do przyborów rybackich. Przybory rybackie, które rybak ma przy sobie, lub które wystawia na czas swojej obecności mogą nie być znaczone.

Artykuł 16.

W odległości mniejszej niż 50 m powyżej i poniżej przepławek rybnych przy szluzach na Noteci zabrania się wszelkiego połowu ryb od 15 września do 15 grudnia i od chwili zejścia lodu do 30 kwietnia.

Artykuł 17.

Nie wolno obsadzać wód otwartych rakami błotnemi (Potamobius leptodactylus Eschz) i niekrajowemi odmianami ryb. Władze administracyjne II instancji obu Stron mogą po wzajemnem porozumieniu zezwolić na wyjątki.

Artykuł 18.

Narzędzia połowu ryb nie mogą być ustawiane lub rozciągane w otwartych wodach w ten sposób, by przeszkadzały ruchowi żeglugowemu.

Artykuł 19.

1. Strony układające się powołają rzeczoznawców rybackich, którzy w miarę potrzeby odbywać będą wspólne posiedzenia, mające na celu :

a) badanie stosunków rybackich na bieżących i stojących wodach granicznych,

3. Ständige Fischereivorrichtungen müssen eine Lattenweite von mindestens 2 cm. haben.

4. Absatz 1 Satz 1 und 3 gilt auch für den Gebrauch von Stellnetzen, Aalhamen und Reusen, die am Grunde oder am Ufer befestigt oder verankert werden.

5. Fischereivorrichtungen und Reusen, die so tief unter Wasser liegen, dass die Hälfte der Wassertiefe freibleibt, gelten nicht als Versperrung im Sinne des Absatz 1.

Artikel 14.

1. Beim Fischfang in offenen Gewässern müssen die Maschen von Netzen, auch von Zuggarnen, im nassen Zustande von der Mitte des einen bis zur Mitte des anderen Knotens gemessen eine Weite von mindestens 2,5 cm. haben ; ausgenommen hiervon sind Reusen und Garnsäcke. Bei Fanggeräten für Stinte, Uklei, Kaulbarsche, Kleine Maränen, Aale, Bach-und Regenbogenforellen und Stichlinge sowie für Köderfische können die Verwaltungsbehörden II. Instanz nach gegenseitiger Verständigung engere Maschen zulassen.

2. Absatz 1 gilt nicht für den hinteren Sackteil von Zuggarnen.

Artikel 15.

1. In Grenzwasserläufen und Grenzgewässern muss jeder Fischerkahn aussen auf beiden Seiten den Vornamen, Zunamen und Wohnort des Fischers oder Eigentümers sowie eine von der örtlichen Aufsichtsbehörde bestimmte Nummer in deutlicher, auch im Wasser haltbarer Schrift tragen.

2. Auch müssen die Fanggeräte und Fischbehälter mit den von der örtlichen Fischereibehörde vorgeschriebenen Zeichen versehen sein, die entweder eingekerbt oder eingebrannt oder auf dauerhaften Täfelchen an den Fischerzeugen angebracht sind. Fischerzeuge, die der Fischer bei sich führt oder die in seinem Beisein ausliegen, bedürfen keiner Kennzeichnung.

Artikel 16.

Oberhalb und unterhalb der Fischwege an den Schleusen des Netzeflusses ist auf einer Strecke von je 50 m. jede Art des Fischfangs vom 15. September bis 15. Dezember und vom Abgang des Eises bis zum 30. April verboten.

Artikel 17.

Sumpfkrebse *(Potamobius leptodactylus Eschz.)* und nichtheimische Fische dürfen in offene Gewässer nicht ausgesetzt werden. Ausnahmen können nach Verständigung der beiderseitigen Verwaltungsbehörden II. Instanz zugelassen werden.

Artikel 18.

In offenen Gewässern dürfen Fanggeräte nicht so ausgestellt oder ausgelegt werden, dass sie den Schiffsverkehr behindern.

Artikel 19.

1. Die vertragschliessenden Teile werden Fischereisachverständige benennen, die nach Bedarf zusammenkommen zwecks :

a) Prüfung der Fischereiverhältnisse in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern,

b) udzielanie wyjaśnień w sprawach spornych w zakresie części III niniejszego układu,

c) przygotowanie projektów dla ewentualnego uzupełnienia lub ulepszenia przepisów ochronnych.

2. Spotkanie rzeczoznawców następuje na zaproszenie władzy administracyjnej II instancji jednej ze Stron układających się, skierowane do równorzędnej władzy administracyjnej drugiej Strony. Zaproszenie winno zawierać przedmiot obrad oraz czas i miejsce spotkania.

CZĘŚĆ IV.

Postanowienia końcowe.

Artykuł 20.

Postanowienia części III niniejszego układu mogą być rozciągnięte na zasadzie porozumienia Rządów układających się Stron także na takie wody bieżące i inne wody, które nie są objęte artykułem 1, ale przecięte są granicą państwową lub pozostają w związku gospodarczym z bieżącemi i stojącemi wodami granicznemi.

Artykuł 21.

Wypadki sporne pomiędzy układającemi się Stronami, które powstaną przy zastosowaniu lub wykładni niniejszego układu, zostaną przekazane miejscowo właściwej komisji mieszanej, przewidzianej w art. 6 konwencji dla uregulowania stosunków granicznych z dn. 27 stycznia 1926 r. Stronom układającym się pozostawia się w takich wypadkach do woli mianować w miejsce jednego z trzech członków komisji rzeczoznawcę rybackiego jako członka tejże komisji. Komisja winna przedłożyć obu Rządom propozycję co do sposobu zgodnego zakończenia zatargu. O ile propozycja nie zostanie złożoną lub zostanie odrzuconą przez jedną ze Stron, oba Rządy porozumieją się co do załatwienia zatargu.

Artykuł 22.

Układ ten, który został sporządzony w 2 oryginałach w polskim i niemieckim języku, ma być ratyfikowany wraz z protokółem końcowym.

Wymiana dokumentów zatyfikacyjnych nastąpi w Warszawie. Układ nabiera mocy obowiązującej trzydziestego dnia po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych. Układ może być wypowiedziany przez każdą ze Stron układających się na 6 miesięcy przed 1 kwietnia każdego roku.

Na dowód czego obustronni Pełnomocnicy podpisali niniejszy układ i wycisnęli na nim swe pieczątki.

Sporządzono w Berlinie dnia 10 grudnia 1927 r.

(L. S.) *(—)* Maciej Koczorowski.
(L. S.) *(—)* Józef Borowik.
(L. S.) *(—)* Dr. Paul Eckardt.
(L. S.) *(—)* Dr. Emil Seydel.

b) Aufklärung in Streitfällen aus Teil III dieses Abkommens,

c) Vorbereitung von Vorschlägen für etwaige Ergänzung oder Verbesserung der Schutzbestimmungen.

2. Die Zusammenkunft der Sachverständigen erfolgt auf Einladung der Verwaltungsbehörde II. Instanz des einen der vertragschliessenden Teile an die gleichgeordnete Verwaltungsbehörde des anderen Teiles. In der Einladung sind die Verhandlungsgegenstände sowie die Zeit und der Ort der Zusammenkunft anzugeben.

TEIL IV.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 20.

Die Bestimmungen des Teil III dieses Abkommens können auf Grund einer Verständigung der Regierungen der vertragschliessenden Teile auch auf solche Wasserläufe und sonstigen Gewässer ausgedehnt werden, die nicht unter Artikel 1 fallen, aber sonst von der Staatsgrenze durchschnitten werden oder mit Grenzwasserläufen und Grenzgewässern in einem wirtschaftlichen Zusammenhang stehen.

Artikel 21.

Streitfälle zwischen den vertragschliessenden Teilen, die aus der Anwendung oder Auslegung dieses Abkommens erwachsen, werden dem im Artikel 6 des Vertrages zur Regelung der Grenzverhältnisse vom 27. Januar 1926 vorgesehenen örtlich zuständigen gemischten Ausschuss überwiesen. Den vertragschliessenden Teilen bleibt es in solchen Fällen überlassen, anstelle eines der 3 Mitglieder dieses Ausschusses einen Fischereisachverständigen als Mitglied zu ernennen. Der Ausschuss hat über die Art und Weise einer gütlichen Erledigung des Streitfalles Vorschläge zu machen und diese den beiden Regierungen mitzuteilen. Kommt ein Vorschlag nicht zustande oder wird er von einer Seite abgelehnt, so werden sich die beiden Regierungen über die Beilegung des Streitfalles verständigen.

Artikel 22.

Dieses Abkommen, das in polnischer und deutscher Sprache abgefasst ist, soll nebst dem Schlussprotokoll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Warschau erfolgen. Das Abkommen tritt mit dem 30. Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Es kann von jedem der vertragschliessenden Teile mit einer Frist von 6 Monaten zum 1. April jedes Jahres gekündigt werden.

Zu urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Berlin am 10. Dezember 1927.

(L. S.) *(—)* Maciej KOCZOROWSKI.
(L. S.) *(—)* Józef BOROWIK.
(L. S.) *(—)* Dr. Paul ECKARDT.
(L. S.) *(—)* Dr. Emil SEYDEL.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przy podpisaniu polsko-niemieckiego układu w sprawie rybołówstwa na bieżących i stojących wodach granicznych, zawartego w dniu dzisiejszym, stwierdzono jednomyślność co do tego, że materjalno-prawna ważność uprawnień do wykonywania rybołówstwa, wyszczególnionych w artykule 2, podlega prawodawstwu tej z układających się Stron, na której obszarze rybołówstwo ma być wykonywane ; przy umowach w sprawie przelania uprawnień oraz przy umowach dzierżawnych wystarcza co do formy zastosować się do prawodawstwa, obowiązującego w miejscu zawarcia umowy.

Sporządzono w Berlinie, dnia 10 grudnia 1927 r.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.
(—) Józef BOROWIK.
(—) Dr. Paul ECKARDT.
(—) Dr. Emil SEYDEL.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des polnisch-deutschen Abkommens über die Fischerei in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern vom heutigen Tage wurde das Einverständnis darüber zum Ausdruck gebracht, dass sich die materiellrechtliche Gültigkeit der im Artikel 2 aufgeführten Befugnisse zur Ausübung der Fischerei nach dem Rechte des vertragschliessenden Teiles bestimmt, auf dessen Gebiete die Fischerei ausgeübt werden soll ; hinsichtlich der Form genügt bei Überlassungs- und Pachtverträgen die Beobachtung der Gesetze des Ortes des Vertragsabschlusses.

Geschehen in Berlin, am 10 Dezember 1927.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.
(—) Józef BOROWIK.
(—) Dr. Paul ECKARDT.
(—) Dr. Emil SEYDEL.

[1] TRADUCTION.

N° 2773. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE, CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE DANS LES EAUX LIMITROPHES. SIGNÉ A BERLIN, LE 10 DÉCEMBRE 1927.

LA POLOGNE, d'une part, et L'ALLEMAGNE d'autre part, animées du désir de fixer les principes de l'exercice et de la protection de la pêche dans les cours d'eau et les eaux formant frontière, ont, en exécution de l'article 36 du Traité entre l'Allemagne et la Pologne concernant le règlement des questions de frontière signé à Posen le 27 janvier 1926, décidé de conclure un arrangement et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires :

LA POLOGNE :

M. Maciej KOCZOROWSKI, délégué du Gouvernement polonais aux négociations relatives aux questions de frontières ;

M. Józef BOROWIK, sous-directeur de l'Institut scientifique d'agriculture de l'Etat ;

L'ALLEMAGNE :

Le Dr Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire ;

Le Dr Emil SEYDEL, conseiller ministériel, Directeur général des Pêcheries au Ministère prussien de l'Agriculture, des Domaines et Forêts ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Aux fins du présent arrangement, on entendra par « cours d'eau et eaux formant frontière », les cours d'eaux et autres eaux marquant la frontière entre la Pologne et l'Allemagne (voir les alinéas 3 et 4 de l'article 3 du Traité concernant le règlement des questions de frontière du 27 janvier 1926).

2. La présente convention ne s'applique pas aux eaux territoriales.

SECTION II

EXERCICE DE LA PÊCHE.

Article 2.

Chacune des Parties contractantes s'engage à autoriser les ressortissants de l'autre Partie contractante à pêcher dans les cours d'eau et les eaux formant frontière, si les intéressés sont détenteurs d'un droit de pêche ou ont le droit de pêcher en vertu d'un contrat de cession ou de

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2773. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND, REGARDING THE REGULATION OF FISHING IN BOUNDARY WATERS. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 10, 1927.

POLAND, of the one part, and GERMANY, of the other part, being desirous of establishing definite rules for fishing and the protection thereof, in frontier waterways and frontier waters, have decided, in pursuance of Article 36 of the Polish-German Treaty for the Settlement of Frontier Questions, signed at Poznan on January 27, 1926, to conclude an Agreement, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

POLAND :

M. Maciej KOCZOROWSKI, Delegate of the Polish Government for the Frontier Negotiations between Poland and Germany;

M. Józef BOROWIK, Assistant Director of the State Scientific Institute of Agriculture;

GERMANY :

Dr Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary ;

Dr Emil SEYDEL, Ministerial Counsellor, Head of the State Fisheries Department in the Prussian Ministry of Agriculture, Public Domains and Forests ;

Who, after examining their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

PART I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

1. For the purposes of the present Agreement, the expression " frontier waterways and frontier waters " shall be taken to mean such waterways and other waters as are used for the purposes of the demarcation of the frontier between Poland and Germany (see Article 3, paragraph 3 and 4 of the Treaty for the Settlement of Frontier Questions of January 27, 1926.).

2. The present Agreement shall not apply to coastal waters.

PART II.

FISHING.

Article 2.

Each of the Contracting Parties undertakes to permit fishing in frontier waterways and frontier waters by nationals of the other Contracting Party, in so far as such persons are entitled thereto either as holders of fishing rights or in virtue of a transfer or leasehold agreement or of a

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

location ou d'un permis, ou sont employés ou aides d'un détenteur de permis de pêche ou d'un locataire de pêcherie et s'ils remplissent les conditions prévues à l'article 3.

Article 3.

1. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes doivent, pour se livrer à la pêche, dans les cours d'eau et les eaux formant frontière, sur le territoire de l'autre Partie contractante porter sur eux et présenter à toute réquisition des organes de surveillance compétents un permis de pêche dans les eaux frontières, délivré par l'autorité administrative de deuxième instance (voïvode, Président de gouvernement) de ladite Partie.

2. Le permis de pêche dans les eaux frontières sera délivré pour l'année civile et établi conformément au modèle annexé au présent arrangement. Ce modèle pourra être modifié d'un commun accord entre les gouvernements des deux Parties contractantes.

3. La délivrance d'un permis de pêche dans les eaux frontière pourra être refusée ou ledit permis pourra être retiré dans le cas où le permis de pêche dans les eaux nationales ou un document officiel en tenant lieu pourrait, en vertu des dispositions en vigueur de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, être refusé ou retiré.

4. La délivrance du permis de pêche dans les eaux frontières ne pourra être refusée ou subordonnée à des conditions autres que celles qui figurent à l'article 2 ou à l'alinéa 3 de l'article 3, du simple fait que le requérant n'est pas ressortissant de la partie contractante sur le territoire de laquelle la pêche doit être pratiquée. Il en est de même en ce qui concerne le retrait du permis de pêche dans les eaux frontières.

5. La demande de délivrance d'un permis de pêche dans les eaux frontières, sera présentée à l'autorité du pays de résidence du requérant, qui a qualité pour délivrer des permis de pêche aux étrangers et dans le ressort de laquelle se trouve le cours d'eau ou les eaux formant frontière où la pêche doit être pratiquée dans la partie dudit cours d'eau ou desdites eaux située au-delà de la frontière ; l'autorité saisie de cette requête la transmettra à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante, en la priant d'y donner suite. A la demande, seront jointes une photographie et une signature officiellement légalisée du requérant. Lors de la transmission de la demande, il y aura lieu d'indiquer si, aux termes du droit national, le refus ou le retrait du permis de pêche national a eu lieu ou serait admissible.

6. Les permis de pêche dans les eaux frontières délivrés en vertu du présent arrangement, sont exempts de toute redevance.

7. Le détenteur d'un permis de pêche dans les eaux frontières a le droit de franchir la frontière dans les cours d'eau ou les eaux formant frontière auxquels s'étend le droit de pêche, en bénéficiant des facilités prévues par le présent arrangement en ce qui concerne l'exercice de la pêche, ainsi que de l'exemption du passeport et du visa obligatoires ; il a également le droit, sur les dits cours d'eau et eaux, de se mouvoir librement sur le territoire de l'autre Partie contractante. Quand à la circulation sur la rive, il sera fait application de l'article 6.

8. Au cas où il pêcherait entre le coucher et le lever du soleil, le détenteur d'un permis de pêche dans les eaux frontières devra aviser les postes frontière inréressés au moins douze heures à l'avance. La pêche nocturne ne pourra être interdite que dans un cas d'espèce et pour une période déterminée.

Article 4.

Les personnes autorisées à pêcher dans les cours d'eau et eaux formant frontière pourront, en franchir de droits de douane, taxes et redevances et sans autorisation spéciale :

(a) Amener les embarcations et engins nécessaires à la pêche, du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, à condition de leur faire quitter ce dernier territoire dès que leur pêche sera terminée ;

fishing permit, or as employees or assistants of a person holding fishing rights or a fishing lease, and provided that they comply with the conditions laid down in Article 3.

Article 3.

1. Nationals of one of the Contracting Parties, when engaged in fishing in frontier waterways and frontier waters in the territory of the other Contracting Party, shall carry a frontier fishing permit issued by the Second Instance Administrative Authority (Voivod, Provincial Governor *(Regierungspräsident)*) of that Party and shall produce it to the competent supervisory officials whenever the latter so require.

2. Frontier fishing permits shall conform to the model appended to the present Agreement and shall be issued for one calendar year. The model may be altered by agreement between the Governments of the two Contracting Parties.

3. The issue of a frontier fishing permit may be refused or such a permit may be withdrawn, if, under the regulations of either of the Contracting Parties in force at the time, a home fishing permit, or any official certificate in lieu thereof, has been or might be refused or withdrawn.

4. The issue of a frontier fishing permit may not be refused or made subject to conditions other than those laid down in Article 2 or Article 3, paragraph 3, solely on the ground that the applicant is not a national of the Contracting Party in whose territory he desires to fish. The same shall apply also to the withdrawal of frontier fishing permits.

5. Application for the issue of a frontier fishing permit shall be made to the authorities in the applicant's own country who are responsible for the issue of fishing permits to foreigners and in whose district the frontier waterways or frontier waters are situated in the foreign part of which the applicant desires to fish; the said authorities application shall be forwarded to the competent authorities of the other Contracting Party, with a request for the necessary action. The application shall be accompanied by a photograph of the applicant and a specimen signature (sign manual), both officially authenticated. When forwarding the application, the home authorities shall state whether, under the laws of the country, the fishing permit for persons belonging to the country has been or might be refused or withdrawn.

6. Frontier fishing permits issued under the present Agreement shall be exempt from all dues.

7. Apart from the fishing facilities provided for in the presnt Agreement, the holders of frontier fishing permits shall be entitled to cross the frontier running through the frontier waterways and frontier waters covered by the authorisation to fish, and to move about freely in the territory of the other Party within the limits of such waterways and waters, without being required to possess either passport or visa. Landing on the banks and shores is governed by the provisions of Article 6.

8. Holders of frontier fishing permits who desire to fish between sunset and sunrise shall notify the competent frontier post to this effect, not less than twelve hours in advance. Night fishing shall be prohibited only in special cases and for a stated period.

Article 4.

Persons entitled to fish in frontier waterways and waters shall be allowed, without payment of Customs duties, taxes or dues, and without special authorisation:

(a) To transfer boats and tackle required for fishing from the territory of one of the Contracting Parties to that of the other, provided that such boats and tackle are brought back at the end of each day's fishing.

(b) Emporter avec elles les vivres dont elles auront besoin pendant la durée de la pêche ;

(c) Transporter dans leur pays d'origine les produits de leur pêche, à condition d'avoir observé les dispositions du présent arrangement.

Article 5.

Les embarcations utilisées aux termes de l'article 4 *a)* du présent arrangement doivent, outre l'insigne prévu à l'article 15, porter une marque distinctive particulière, soit, pour les embarcations allemandes, les lettres « FF » et, pour les embarcations polonaises, la lettre « R ». Cette marque distinctive doit être apposée à un endroit visible, sur les deux côtés de l'embarcation et sur la voile des bateaux à voile.

Article 6.

1. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes autorisés à pêcher ne pourront, dans les cours d'eau et les eaux frontières de l'autre Partie contractante, accoster qu'aux points déterminés à cet effet par les autorités compétentes, lors de la détermination de ces points, il y aura lieu de tenir compte, dans la mesure du possible, des intérêts de la pêche. Dans la mesure où l'exige la pêche, les pêcheurs peuvent atterrir sur la rive et mettre à terre leurs embarcations, leurs engins de pêche et les produits de leur pêche, ainsi que leurs vivres, sans avoir à acquitter de droits de douane, de taxes et de redevances, à condition que les embarcations, les engins de pêche et les produits de la pêche, ainsi que les vivres non consommés soient réexportés.

2. En cas de force majeure, il y aura lieu en ce qui concerne l'atterrissage forcé d'appliquer la phrase 2 de l'alinéa 1.

Article 7.

1. Les tribunaux et autres autorités des deux Parties contractantes devront, pour les questions de pêche, se prêter en matière judiciaire et administrative un concours mutuel et direct, conformément aux dispositions générales en vigueur à cet effet entre les Parties contractantes.

2. Les autorités compétentes des Parties contractantes devront se faire connaître les cas où le permis de pêche national ou un document officiel en tenant lieu, a été retiré à une personne autorisée à pêcher dans les cours d'eau ou les eaux frontières et à laquelle un permis de pêche dans les eaux frontière a été délivré par l'aurte Partie.

3. Au cas où une infraction à des prescriptions légales ou à des règlements de police concernant la pêche, commise dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourrait être poursuivie du fait que le coupable est ressortissant de l'autre Partie contractante, et séjourne sur le territoire de celle-ci, les autorités de l'autre Partie contractante devront, sur demande, engager des poursuites pénales si l'acte est punissable, conformément aux prescriptions en vigueur dans leur territoire.

SECTION III

Protection de la pêche.

Article 8.

Aux fins de la section III du présent arrangement, seront considérés comme eaux ouvertes les cours d'eau et les eaux formant frontière, à l'exception des étangs et lacs artificiels qui ne sont pas librement et constamment alimentés par des eaux courantes et dans lesquels le droit de pêche appartient à un particulier.

(b) To take with them such provisions as they may require while engaged in fishing.

(c) To take back into their home country all fish caught in conformity with the provisions of the present Agreement.

Article 5.

Boats used in the manner discribed in Article 4 (a) of the present Agreement must bear, in addition to the means of identification prscribed in Article 15, a distinguishing mark, consisting, in the case of German boats, of the letters " F. F. " and, in the case of German boats, of the letter " R ". Such marks must be placed in a visible position on both sides of the boat and on the sails of fishing boats.

Article 6.

1. In the frontier waterways and frontier waters of one of the Contracting Parties, authorised fishermen who are nationals of the other Contracting Party shall only moor at such points along the banks or shores as are designated for this purpose by the competent authorities ; mooring places shall as far as possible be designated with due regard to the interests of fishing. Whenever their fishing activities so require, fishermen may land on the bank or shore with their boats, fishing tackle, catch and provisions, without paying Customs duties, taxes or dues, provided that the said boats, fishing tackle and catch are re-exported, together with any provisions not consumed.

2. In cases of forced landing due to *force majeure*, paragraph 1, sentence 2 shall apply.

Article 7.

1. In fishing cases, the Courts and other authorities of the two Contracting Parties shall give one another direct legal assistance in conformity with the general provisions relating thereto in force between the Contracting Parties.

2. The competent authorities of the Contracting Parties shall inform one another of cases in which a home fishing permit, or an official certificate in lieu thereof, has been withdrawn from a person authorised to fish in the frontier waterways and frontier waters to whom a frontier fishing permit had been issued by the authorities of the other Party.

3. Should it be impossible to institute proceedings in respect of an offence against statutory or police regulations with regard to fishing, committed in the territory of one of the Contracting Parties, by reason of the fact that the guilty person is a national of the other Contracting Party and has remained in its territory, the authorities of that Party shall, if so requested, themselves institute proceedings, provided that the offence is punishable under the laws of the country.

PART III.

PROTECTION OF FISHING.

Article 8.

For the purposes of Part III of the present Agreement " open waters " shall be taken to mean all frontier waterways and frontier waters, with the exception of artificial fishponds and lakes which are not permanently and naturally connected with streams of running water and in which the fishing rights are vested in a private individual.

Article 9.

1. La capture, la conservation, la vente et l'expédition de poissons et d'écrevisses provenant de cours d'eau et d'eaux formant frontière ne sont autorisés que si les poissons, mesurés de l'extrémité de la tête à l'extrémité de la partie la plus longue de la nageoire caudale et les écrevisses mesurées de l'extrémité de la tête à l'extrémité de la queue, ont, au minimum, les longueurs ci-après :

Anguille *(Anguilla vulgaris L)*	35 cm.
Saumon *(Trutta salar L)*	35 cm.
Truite saumonée *(Trutta trutta L)*	35 cm.
Sandre *(Lucioperca sandra Cuv. u. Val.)*	35 cm.
Barbeau *(Barbus fluviatilis Ag.)*	28 cm.
Marène *(Coregonus maraena Bloch)*	25 cm.
Lavaret de la Baltique *(Coregonus lavaretus L)*	25 cm.
Brème *(Abramis brama L)*	25 cm.
Ombre commun *(Thymallus vulgarisNils)*	20 cm.
Inule *(Idus melanotus Heck)*	20 cm.
Dobule *(Squalius cephalus L)*	20 cm.
Nase *(Chondrostoma nasus L)*	20 cm.
Truite de rivière *(Trutta fario L)*	20 cm.
Mailloche *(Tinca vulgaris Cuv.)*	18 cm.
Lavaret *(Coregonus albula L)*	18 cm.
Écrevisse de rivière *(Potamovius fluviatilis L)*	10 cm.

En ce qui concerne les lavarets et les écrevisses de rivière, les autorités administratives de deuxième instance pourront, d'un commun accord, abaisser la dimension minimum pour les eaux dans lesquelles les poissons ou écrevisses sont de petite taille.

2. Il n'existe pas de dimensions minimums pour les poissons provenant d'établissements de pisciculture et destinés au rempoissonnement d'autres eaux.

3. Les inules, les dobules et les nasons de taille inférieure aux longueurs prescrites peuvent être pris et utilisés comme appâts par le pêcheur lui-même.

4. Les poissons et écrevisses de taille inférieure à la dimension prescrite, qui auront été illicitement capturés vivants par le pêcheur devront être immédiatement remis à l'eau avec tout le soin nécessaire à leur conservation.

5. Dans les eaux ouvertes, le frai ne devra être ni abîmé ni retiré de l'eau.

Article 10.

1. Les eaux ouvertes sont soumises au règlement de la *prohibition dominicale* qui dure de 9 à 18 heures. Toutefois, la pêche à la ligne tenue à la main est autorisée. De même les engins de pêche fixes (c'est-à-dire ceux qui ne sont ni traînés ni poussés, tels que les trémails, les trubles à anguilles, les nasses en filé, en fil de fer et en osier) peuvent demeurer immergés.

2. En outre, les eaux ouvertes sont également, après entente entre les autorités administratives de deuxième instance des deux Parties contractantes, soumises à une *prohibition printanière ou hivernale.*

a) La *prohibition printanière* dure du 15 avril au 15 juin. Pendant ce temps la pêche est interdite, à l'exception de la pêche avec engins fixes (voir alinéa 1) et de la pêche à la ligne tenue à la main.

b) La *prohibition hivernale* dure huit semaines, au cours des mois d'octobre à janvier. Pendant ce temps, toute pêche est interdite. Les autorités administratives de deuxième instance s'entendront également au sujet du début et de la fin de cette période de prohibition.

Article 9.

1. The catching, storing, sale and forwarding of fish and crayfish from frontier waterways and frontier waters shall be authorised only if the fish, measured from the tip of the head to the end of the longest part of the tail fin, or the crayfish, measured from the tip of the head to the end of the tail, have attained at least the following lengths :

Eels *(Anguilla vulgaris L)*	35 cm.
Salmon *(Trutta salar L)*	35 cm.
Sea - trout *(Trutta trutta L)*	35 cm.
Perch-pike *(Lucioperca sandra Cuv. u. Val.)*	35 cm.
Barbel *(Barbus fluviatilis Ag.)*	28 cm.
Large Marena *(Coregonus maraena Bloch)*	25 cm.
Baltic Lavaret *(Coregonus laveretus L)*	25 cm.
Bream *(Abramis brama L)*	25 cm.
Grayling *(Thymallus vulgaris Nils)*	20 cm.
Aland *(Idus melanotus Heck)*	20 cm.
Dobule *(Squalius cephalus L)*	20 cm.
Broadsnout *(Chondrostoma nasus L)*	20 cm.
River-trout *(Trutta fario L)*	20 cm.
Tench *(Tinca vulgaris Cuv.)*	18 cm.
Small Marena *(Coregonus albula L)*	18 cm.
Crayfish *(Potamovius fluviatilis L)*	10 cm.

The Second Instance Administrative Authorities may, by mutual agreement, reduce the minimum length for small marena and crayfish in the case of waters in which the fish or crayfish are of small dimensions.

2. The minimum length stipulation shall not apply to fish removed from fish-breeding establishments for the purpose of stocking other waters.

3. Under-sized aland, dobule and broadsnout may be caught by fishermen as bait for their own use.

4. Fish or crayfish below the prescribed size shall if still alive when caught by a fisherman, in contravention of the law, be returned at once to the water, every care being taken to avoid injuring them.

5. Fish spawn in open waters shall not be damaged or taken out of the water.

Article 10.

1. Fishing in open waters shall be prohibited on Sundays between 9 a. m. and 6 p. m. *(Sunday close time)*, except with rod and line ; fixed fishing gear *(i.e.*, such gear as is neither dragged nor pushed, e. g., fixed nets, eel traps and bow nets made of rope, wire or wickerwork) may, however, be left in position in the water.

2. By agreement between the Second Instance Administrative Authorities of the two Contracting Parties, fishing in open waters may also be prohibited during a *spring or winter close season* ;

(a) The *spring close season* extends from April 15 to June 15, during which time the catching of fish by other means than fixed gear (see paragraph 1) and rod and line is prohibited.

(b) The *winter close season*, which falls between October and January, lasts eight weeks, during which time all fishing must cease. The dates on which this close season shall begin and end will be decided by agreement between the Second Instance Administrative Authorities.

3. Dans les eaux ouvertes. les autorités administratives de deuxième instance peuvent, le cas échéant et après entente réciproque, édicter des *prohibitions* spéciales visant *certaines catégories de poissons :*

a) Pour les saumons, les truites saumonées et les truites de rivière, du 1er octobre au 31 décembre ;

b) Pour les marènes, du 1er novembre au 31 décembre ;

c) Pour les ombres communs, du 1er mars au 30 avril ;

d) Pour les écrevisses de rivière, du 1er novembre au 31 mai.

Article 11.

Après entente préalable entre les autorités administratives de deuxième instance, il peut être accordé des dérogations temporaires à tous les règlements concernant la taille minimum et les prohibitions à des particuliers qui désirent se livrer à des recherches scientifiques ou économiques en matière de pisciculture et veulent notamment recueillir les substances servant à la reproduction.

Article 12.

En ce qui concerne la pêche dans les cours d'eau et les eaux formant frontière, il est interdit :

a) D'employer des substances nuisibles ou explosives (appâts empoisonnés, moyens servant à étourdir ou à anéantir le poisson, cartouches explosives ou autres explosifs, etc.).

b) D'employer des épieux et autres engins analogues ;

c) De rabattre et d'attirer le poisson et les écrevisses la nuit au moyen de torches et autres sources lumineuses.

Article 13.

1. Dans les eaux ouvertes, le libre passage des poissons ne pourra être barré par des engins de pêche fixes sur plus de la moitié de la largeur de la surface de l'eau, à compter de la rive par niveau ordinaire. L'installation de tels engins devra être autorisée par l'autorité administrative de deuxième instance. Les engins ne pourront être assez rapprochés les uns des autres pour gêner considérablement le passage des poissons ; les autorités administratives de deuxième instance pourront, d'un commun accord, prendre à ce sujet des dispositions détaillées.

2. Les engins fixes existant lors de l'entrée en vigueur du présent arrangement ne sont pas visés par les prescriptions des phrases 1 et 3 de l'alinéa 1.

3. Les lattes des engins de pêche fixes devront avoir entre elles un intervalle d'au moins deux centimètres.

4. Les phrases 1 et 3 de l'alinéa 1 s'appliqueront également à l'emploi de trémails, de trubles et de nasses fixés ou ancrés au fond ou à la rive.

5. Les engins de pêche et les nasses suffisamment immergés pour laisser libre la moitié de la profondeur de l'eau ne sont pas considérés comme barrant la route aux poissons aux termes de l'alinéa 1.

Article 14.

1. Pour la pêche dans les eaux ouvertes, les mailles des filets, même des seines, doivent, lorsque ces engins sont à l'état humide, présenter, du centre d'un nœud au centre du nœud suivant, un intervalle de 2,5 centimètres au moins ; il est fait exception à cette règle pour les nasses et les

3. If necessary the Second Instance Administrative Authorities, acting in agreement, may establish special *close seasons for the protection of particular species*, in open waters :

a) For salmon, sea trout and river trout from October 1 to December 31 ;

b) For marena from November 1 to December 31 ;
c) For grayling from March 1 to April 30 ;
d) For crayfish from November 1 to May 31.

Article 11.

By agreement between the Second Instance Administrative Authorities of the two Contracting Parties, temporary exceptions to regulations relative to minimum lengths and close seasons may be made in favour of individuals engaged in scientific pursuits or fishery and especially of those desirous of obtaining material for breeding purposes.

Article 12.

In frontier waterways and frontier waters fishing by any of the following methods shall be prohibited :

(a) The employment of injurious or explosive substances (poisoned bait, material for stunning or destroying fish, explosive cartridges or other explosives, etc.),
(b) The use of spears, gaffs, etc.,
(c) The use at night of torches or other lights for the purpose of gathering together and attracting fish or crayfish.

Article 13.

1. In open waters, fixed fishing gear obstructing the free passage of fish shall not extend more than half-way across the surface of the water measured from the bank at the normal water level. No further gear of this kind shall be placed in position without the authorisation of the Second Instance Administrative Authorities. Such gear shall not be placed so close together as seriously to impede the free passage of fish ; the Second Instance Administrative Authorities, acting in agreement, may issue more detailed regulations on the subject.

2. Paragraph 1, sentences 1 and 3, shall not apply to fixed gear in position when the present Agreement comes into force.

3. At least two centimetres in width must be left between the woodwork of the various fixed fishing gear.

4. Paragraph 1, sentences 1 and 3 , shall apply also to the use of fixed nets, eel traps and bow-nets planted in the bed or in the bank, or anchored thereto.

5. Fishing gear and bow-nets which lie so far below the surface that half the depth of the water remains unencumbered shall not be deemed to create an obstruction within the meaning of prargraph 1 .

Article 14.

1. The meshes of nets and drag-nets used for fishing in open waters must measure, when wet, at least 2.5 cm. from the middle of one knot to the middle of the next ; this stipulation shall not apply to bow-nets and trammel nets. By mutual agreement the Second Instance Administra-

louves. En ce qui concerne les engins servant à la pêche des éperlans, des ablettes, des perches, des lavarets, des anguilles, des truites de rivière et des truites arc-en-ciel, des épinoches, ainsi que des poissons servant à l'appât, les autorités administratives de deuxième instance peuvent, après entente réciproque, autoriser des mailles plus étroites.

2. L'alinéa 1 ne s'applique pas à la poche qui constitue le fond des seines.

Article 15.

1. Dans les cours d'eau et les eaux formant frontière, toute embarcation de pêche doit porter clairement, sur les deux côtés extérieurs, les nom, prénoms et domicile du pêcheur ou du propriétaire, ainsi qu'un numéro attribué par l'autorité de surveillance locale, en écriture lisible et résistant à l'eau.

2. De même, les engins de pêche et les récipients à poisson doivent être munis des signes prescrits par les autorités locales compétentes ; ces signes seront burinés ou pyrogravés, ou inscrits sur des écriteaux solides et fixés aux engins. Les engins que le pêcheur porte avec lui ou qui sont tendus lorsqu'il est présent, ne doivent pas nécessairement porter de signes distinctifs.

Article 16.

En amont et en aval des échelles à poissons, aux écluses de la Netze, toute pêche est interdite sur une distance de cinquante mètres de part et d'autre, du 15 septembre au 15 décembre et de la débâcle au 30 avril.

Article 17.

Les écrevisses de marais *(Potamobius leptodactylus Eschz.)* et les poissons exotiques ne peuvent être mis à l'eau dans les eaux ouvertes. Des dérogations à cette règle peuvent être autorisées après entente entre les autorités administratives de deuxième instance des deux Parties contractantes.

Article 18.

Dans les eaux ouvertes, les engins de pêche ne peuvent être posés out endus de manière à gêner la navigation.

Article 19.

1. Les Parties contractantes nommeront des experts en matière de pêche qui, en cas de nécessité, se réuniront :

a) Pour examiner la situation des pêcheries dans les cours d'eau et les eaux formant frontière ;

b) Pour élucider les différends qui pourraient s'élever au sujet de la Section III du présent arrangement ;

c) Pour élaborer des propositions en vue de compléter ou d'améliorer, le cas échéant, les dispositions relatives à la protection.

2. Les experts se réuniront, sur l'invitation adressée par l'autorité administrative de deuxième instance de l'une des Parties contractantes à l'autorité administrative correspondante de l'autre Partie. L'invitation indiquera les questions à débattre, ainsi que la date et le lieu de la réunion.

tive Authorities may authorise the use of smaller meshes in tackle used for catching smelt, bleak, perch, small marena, eels, river and rainbow trout, sticklebacks and fish used as bait.

2. Paragraph 1 shall not apply to the rear pockets of drag-nets.

Article 15.

1. All boats used for fishing in frontier waterways and frontier waters must be marked on the outside, on both sides, with the Christian name, surname and place of residence of the fisherman or owner, and with a number allotted by the local supervisory authorities; these particulars must be clearly inscribed, in a manner capable of withstanding the action of water.

2. All fishing tackle and receptacles for fish must likewise bear the marks prescribed by the local fisheries authorities; such marks shall either be cut or burnt in or indicated on durable tag affixed to each article. Distinctive marks shall not be required in the case of gear carried by the fisherman or used when he is present.

Article 16.

Fishing by any method whatsoever within a distance of fifty metres on either side of the fish ladders in the locks on the River Netze is prohibited from September 15 to December 15, and from the break-up of the ice until April 30.

Article 17.

Marsh crayfish *(Potamobius leptodactylus Eschz.)* and non-indigenous fish shall not be introduced into open waters. Exceptions to this rule may be made by agreement between the Second Instance Administrative Authorities of the two Contracting Parties.

Article 18.

Fishing gear shall not be set up or used in open waters in such a manner as to impede the movements of boats.

Article 19.

1. The Contracting Parties shall appoint fishery experts who shall meet, as required, for the following purposes:

(*a*) To investigate fishing conditions in frontier waterways and frontier waters.

(*b*) To advise in regard to disputes arising out of Part III of the present Agreement.

(*c*) To prepare proposals with a view to the possible amplification or improvement of the regulations regarding protection.

2. The experts shall meet whenever an invitation to that effect is addressed by the Second Instance Administrative Authorities of the one Contracting Party to the corresponding Administrative Authorities of the other Party. Such invitation shall indicate the matters to be dealt with and shall fix the date and place of the meeting.

SECTION IV.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 20.

Les dispositions de la Section III du présent arrangement pourront, par voie d'entente entre les Gouvernements des Parties contractantes, être étendues aux cours d'eau et autres eaux que ne vise pas l'article premier, mais qui sont néanmoins coupés par la frontière politique ou se rattachent, au point de vue économique à des cours d'eau et des eaux formant frontière.

Article 21.

Les différends que soulèverait, entre les Parties contractantes, l'application ou l'interprétation du présent arrangement seront portés devant le Comité mixte d'experts compétent *ratione loci*, prévu par l'article 6 du Traité du 27 janvier 1926 concernant le règlement des questions de frontière. En pareil cas, il sera loisible aux Parties contractantes de désigner un expert en matière de pêche à la place d'un des trois membres dudit comité. Ce dernier devra présenter des propositions sur les modalités d'un règlement à l'amiable du différend et les communiquer aux deux gouvernements. S'ils ne peuvent aboutir à une proposition ou si cette dernière est repoussée par l'une des deux Parties, les deux gouvernements s'entendront pour aplanir le différend.

Article 22.

Le présent arrangement, rédigé en polonais et en allemand, sera ratifié avec le Protocole final. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Varsovie. L'Arrangement entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification. Moyennant préavis de six mois, chacune des Parties contractantes pourra le dénoncer pour le 1er avril de chaque année.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur sceau.

Fait à Berlin, le 10 décembre 1927.

(L. S.) *(—)* Maciej KOCZOROWSKI.
(L. S.) *(—)* Józef BOROWIK.
(L. S.) *(—)* Dr Paul ECKARDT.
(L. S.) *(—)* Dr Emil SEYDEL.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer l'Accord en date de ce jour entre la Pologne et l'Allemagne au sujet de la pêche dans les cours d'eau et les eaux formant frontière, il a été expressément entendu que, *quant au fond* la validité des autorisations relatives à l'exercice de la pêche que prévoit l'article 2 sont régies par le droit de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la pêche doit être pratiquée ; en ce qui concerne la forme, il suffit, pour les contrats de cession et de location, qu'aient été observées les lois du lieu où le contrat a été conclu.

Fait à Berlin, le 10 décembre 1927.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.
(—) Józef BOROWIK.
(—) Dr Paul ECKARDT.
(—) Dr Emil SEYDEL.

PART IV.

FINAL CLAUSES.

Article 20.

The provisions of Part III of the present Agreement may be extended, by agreement between the Governments of the Contracting Parties, to waterways and other waters not covered by Article 1, which are nevertheless intersected by the frontier between the two States or which have some economic connection with frontier waterways and frontier waters.

Article 21.

Disputes betwee the Contracting Parties arising out of the application or interpretation of the present Agreement shall be referred to the Mixed Committee set up in the district concerned under Article 6 of the Treaty of January 27, 1926, for the Settlement of Frontier Questions. In such cases the Contracting Parties shall be free to substitute a fishery expert for one of the three members of the Committee. The Committee shall make detailed proposals with a view to the amicable settlement of the dispute and shall communicate them to the Governments. Should no proposals be forthcoming or should they be rejected by one of the Parties, the two Governments shall settle the dispute by amicable agreement.

Article 22.

The present Agreement, drawn up in Polish and in German, shall be ratified, together with the Final Protocol. Ratifications shall be exchanged in Warsaw. The Agreement shall come into force on the thirtieth day after the exchange of ratifications. It may be denounced by either of the Contracting Parties as from April 1st of any year, subject to six months notice.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Berlin, December 10, 1927.

(L. S.) *(—)* Maciej KOCZOROWSKI.
(L. S.) *(—)* Józef BOROWIK.
(L. S.) *(—)* Dr Paul ECKARDT.
(L. S.) *(—)* Dr Emil SEYDEL.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the Polish-German Agreement of to-day's date on Fishing in Frontier Waterways and Frontier Waters it was expressly agreed that as regards factual validity, authorisation to fish, as specified in Article 2, shall be governed by the law of the Contracting Party in whose territory the party concerned desires to fish; from the point of view of form, it is sufficient, in the case of transfer and lease-hold agreements if these are in conformity with the laws of the country in which they were conclued.

Done at Berlin, December 10, 1927.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.
(—) Józef BOROWIK.
(—) Dr Paul ECKARDT.
(—) Dr Emil SEYDEL.

N° 2774.

CHINE ET POLOGNE

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Nankin, le 18 septembre 1929, échange de notes y relatif de la même date, et protocole additionnel, signé à Nankin, le 1er juillet 1930.

CHINA AND POLAND

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Nankin, September 18, 1929, Exchange of Notes relating thereto of the same date and Additional Protocol, signed at Nankin, July 1, 1930.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 2774. — TRAKTAT[1] PRZYJAŹNI, HANDLOWY I NAWIGACYJNY POMIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CHIŃSKĄ. PODPISANY W NANKINIE DNIA 18 WRZEŚNIA 1929.

Textes officiels français, polonais et chinois communiqués par le délégué de la Pologne auprès de la société des Nations et le ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau permanent de la délégation chinoise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 6 août 1931.

PRZECZPOSPOLITA POLSKA i REPUBLIKA CHIŃSKA w zamiarze zacieśnienia stosunków przyjaznych między obu krajami, rozwinięcia stosunków handlowych i rozszerzenia wzajemnych interesów obu narodów, postanowiły zawrzeć, na podstawie zasad równości, wzajemności i wzajemnego poszanowania suwerenności, traktat przyjaźni, handlowy i nawigacyjny i mianowały w tym celu, jako swych pełnomocników :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Doktora Jerzego BARTHLA DE WEYDENTHAL, Delegata Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej na Chiny ;

PREZYDENT RZĄDU NARODOWEGO REPUBLIKI CHIŃSKIEJ :

Jego Ekscelencję Doktora Chengting T. WANG, Ministra Spraw Zagranicznych ;

[1] La ratification de ce traité a été notifiée par le Gouvernement polonais au Gouvernement chinois le 2 mai 1931, et par le Gouvernement chinois au Gouvernement polonais, le 10 juin 1931.

N° 2774. — TRAITÉ[1] D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A NANKIN, LE 18 SEPTEMBRE 1929.

French, Polish and Chinese official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Minister Plenipotentiary, Director of the Permanent Office of the Chinese Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 6, 1931.

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, en vue de resserrer les relations amicales entre les deux pays, de développer leurs rapports commerciaux et d'étendre les intérêts mutuels des deux peuples, ont décidé de conclure, sur la base des principes de l'égalité, de la réciprocité et du respect mutuel de la souveraineté, un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. le Docteur Georges BARTHEL DE WEYDENTHAL, délégué plénipotentiaire de Pologne en Chine ;

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Son Excellence le Docteur Chengting T. WANG, ministre des Affaires étrangères ;

[1] The ratification of this Treaty was notified by the Polish Government to the Chinese Government on May 2, 1931, and by the Chinese Government to the Polish Government on June 10, 1931.

którzy, po okazaniu sobie swych odnośnych pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte co do formy, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł pierwszy.

Pomiędzy Rzecząpospolitą Polską a Republiką Chińską oraz pomiędzy obu narodami będzie pokój wieczysty i przyjaźń niezmienna.

Artykuł II.

Obie Umawiające się Strony będą miały prawo wyznaczania i wysyłania wzajemnie należycie akredytowanych Agentów dyplomatyeznych, którzy będą korzystali w kraju, w którym będą urzędowali, ze względów, przywilejów, ulg i nietykalności, ogólnie uznanych przez prawo narodów.

Artykuł III.

Obie Umawiające się Strony udzielają sobie wzajemnie prawa mianowania Konsulów Generalnych, Konsulów, Wicekonsulów i Agentów Konsularnych we wszystkich miejscowościach, gdzie tacy agenci innej narodowości są dopuszczeni do przebywania. Będą oni traktowani, pod warunkiem wzajemności, ze względami i poszanowaniem, które udzielane są agentom tejże kategorji innych narodowości, i będą wykonywali funkcje, ogólnie uznane przez zwyczaj międzynarodowy. Przy wykonywaniu swych czynności Konsulowie Generalni, Konsulowie, Wicekonsulowie i Agenci Konsularni znajdą ze strony władz miejscowych jak najbardziej życzliwe i przyjazne współdziałanie.

Konsulowie, Generalni, Consulowie, Wicekonsulowie i Agenci Konsularni obu krajów winni są przed objęciem urzędowania uzyskać, zgodnie ze zwyczajem międzynarodowym, exequatur, wydane przez Rząd kraju, w którym będą przebywali. Rząd ten będzie mógł cofnąć exequatur, podając powody wystarczająco uzasadnione.

Obydwa Rządy powstrzymają się od mianowania jako Konsulów Generalnych, Konsulów, Wice-konsulów i Agentów Konsularnych, wyjąwszy jako Konsulów honorowych, osoby, uprawiające w kraju, w którym miałyby urzędować, handel lub przemysł.

lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura entre la République de Pologne et la République de Chine, ainsi qu'entre les deux peuples, paix perpétuelle et amitié inaltérable.

Article II.

Les deux Parties contractantes auront le droit de désigner et d'envoyer mutuellement des agents diplomatiques, dûment accrédités, qui jouiront, dans le pays où ils exerceront leurs fonctions, des égards, privilèges, faveurs et immunités généralement reconnus par le droit des gens.

Article III.

Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires dans toutes les localités où de pareils agents d'une autre nation sont admis à résider. Ils seront traités, sous charge de réciprocité, avec les égards et la considération qui sont accordés aux agents de la même catégorie des autres nations et exerceront les attributions généralement reconnues par l'usage international. Dans l'exercice de leurs fonctions, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires trouveront auprès des autorités locales le concours le plus bienveillant et amical.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays sont tenus, avant d'entrer en fonctions, d'obtenir, conformément à l'usage international, l'exequatur délivré par le gouvernement du pays où ils résideront. Ledit gouvernement pourra retirer l'exequatur, en indiquant des motifs suffisamment fondés.

Les deux gouvernements s'abstiendront de nommer comme consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, excepté à titre de consuls honoraires, des personnes se livrant, dans le pays où elles devraient exercer leurs fonctions, au commerce ou à l'industrie.

Artykuł IV

Obywatele jednej z Umawiających się Stron będą mieli swobodę wstępu na terytorjum drugiej. Winni oni dla wstępu na terytorjum drugiej Umawiającej się Strony zaopatrzyć się w paszport, wydany przez właściwą władzę ich własnego kraju, stwierdzający ich obywatelstwo i cel podróży. Paszport będzie ważny dopiero po uprzedniem zawizowaniu go przez konsulat kraju przeznaczenia. Koszta wizy będą oparte na wzajemności i będą jak tylko można zniżone.

Artykuł V.

Obywatele obu Umawiających się Stron wszelkiego dozwolonego zatrudnienia będą korzystali na terytorjum drugiej ze Stron, tak co do ich osób, jak i co do ich mienia, z pełnej ochrony ustaw i rozporządzeń krajowych, przyczem każda z Umawiających się Stron gwarantuje obywatelom drugiej ze Stron na swem terytorjum zgodnie z ustawami krajowemi : bezpieczeństwo osobiste, nienaruszalność ich własności prywatnej oraz ochronę wszystkich ich prywatnych praw i interesów. Będą oni mieli prawo podróżowania, osiedlania się, uczenia się w szkołach, przebywania, pracowania, oddawania się handlowi i innym przedsiębiorstwom i zatrudnieniom dozwolonym, zgodnie z ustawami i rozporządzeniami kraju, w którym się będą znajdowali, pod temi samemi warunkami, jak i obywatele każdego innego kraju. Niemniej, obywatele obu krajów będą mogli wykonywać te uprawnienia tylko w tych miejscowościach, w których obywatele każdego innego kraju są uprawnieni do ich wykonywania. Winni oni będą stosować się do ustaw i rozporządzeń krajowych i nie będą płacili żadnych podatków, opłat lub należności innych lub wyższych od tych, jakie uiszczają krajowcy.

Artykuł VI.

Obywatele każdej z obu Umawiających się Stron, co się tyczy wszystkich ich procesów cywilnych i karnych, będą, jak krajowcy, podlegli ustawom i rozporządzeniom kraju, w którym zamieszkują, i będą poddani pod jurysdykcję sądów miejscowych.

Obywatele obu Państw będą mieli prawo wolnego dostępu do sądów miejscowych dla

Article IV.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes auront la liberté d'entrer sur le territoire de l'autre. Ils devront se munir, pour l'entrée du territoire de l'autre Partie contractante, d'un passeport délivré par l'autorité compétente de leur propre pays, attestant leur nationalité et le but de leur voyage. Le passeport ne sera valable qu'après avoir été préalablement visé par un consulat du pays de destination. Les frais du visa seront basés sur la réciprocité et seront réduits autant que possible.

Article V.

Les ressortissants des deux Parties contractantes, de toute occupation licite, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, de la protection complète des lois et règlements du pays, chacune des deux Parties contractantes garantissant aux ressortissants de l'autre sur son territoire, conformément aux lois du pays : la sécurité personnelle, l'inviolabilité de leur propriété privée, ainsi que la protection de tous les droits et intérêts privés leur appartenant. Ils auront le droit de voyager, de s'établir, d'étudier dans les écoles, de résider, de travailler, de se livrer au commerce et aux autres entreprises et occupations licites, conformément aux lois et règlements du pays où ils se trouveront, aux mêmes conditions que les ressortissants de tout autre pays. Néanmoins, les ressortissants des deux pays ne pourront exercer lesdits droits que dans les localités où les ressortissants de tout autre pays sont autorisés à les exercer. Ils devront se conformer aux lois et règlements du pays et ne paieront aucun impôt, taxe ou contribution autres ou supérieurs à ceux acquittés par les nationaux du pays.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes, en ce qui concerne tous leurs procès civils et criminels, seront, comme tous les nationaux du pays, soumis aux lois et règlements du pays où ils résident et placés sous la juridiction des tribunaux locaux.

Les ressortissants des deux Etats auront le droit du libre accès aux tribunaux locaux pour

dochodzenia i obrony swych praw. Będą oni mogli, jak krajowcy, wybierać swobodnie adwokatów i przedstawicieli.

faire valoir et défendre leurs droits. Ils pourront, comme les nationaux du pays, choisir librement des avocats et des représentants.

Artykuł VII.

Każda z obu Umawiających się Stron obowiązuje się nie nakładać na obywateli drugiej ze Stron służby wojskowej, opodatkowań lub świadczeń, zastępujących tę służbę, przymusowych pożyczek i danin publicznych.

Article VII.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne pas imposer, aux ressortissants de l'autre Partie, le service militaire, des contributions ou prestations en remplacement de ce service, des emprunts et dons publics forcés.

Artykuł VIII.

W sprawach mienia i spadków obywateli jednej z Umawiających się Stron na terytorjum drugiej Strony, umówione zostały postanowienia następujące :

1. Obywatele jednej z obu Umawiających się Stron będą mieli prawo swobodnego wywożenia z terytorjum drugiej ze Stron wszelkiego ich mienia, które się tam będzie znajdowało, oraz prawo swobodnego rozporządzania tem mieniem drogą testamentu lub wszelkiemi innemi sposobami przenoszenia.

2. W sprawach spadkowych będzie stosowane prawo Państwa, do którego należy zmarły ; jednakże będzie stosowane prawo położenia mienia do ograniczeń publicznoprawnych ciążących na spadku lub jego części.

3. W sprawach spadków, pozostałych ab intestat lub drogą testamentu, postanowione jest, że obywatele jednej z Umawiających się Stron będą mieli prawo do dziedziczenia takich spadków na terytorjum drugiej ze Stron. W razie śmierci obywatela jednej z Umawiających się Stron na terytorjum drugiej ze Stron, któryby nie pozostawił, według swego prawa ojczystego, prawnego spadkobiercy lub administratora w miejscu, gdzie położone jest mienie i któryby nie pozostawił rozporządzeń testamentowych, tyczących administrowania spadkiem, Konsul Państwa, do którego należał zmarły, powołany zostanie z samego prawa do prowizorycznego administrowania spadkiem, stosując się do prawa ojczystego zmarłego.

Postanowienia powyższe będą również stosowane w tym wypadku, gdyby obywa-

Article VIII.

En matière de biens et de successions des ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, il est convenu des dispositions suivantes :

1° Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes auront le droit de faire sortir librement, du territoire de l'autre Partie, tous leurs biens qui s'y trouveront et de disposer librement de ces mêmes biens par testament ou par tout autre moyen de transfert.

2° En matière de succession sera appliquée la loi de l'Etat auquel appartient le défunt ; sera toutefois appliquée la loi de la situation des biens pour les restrictions de droit public grevant la succession ou une partie de celle-ci.

3° En matière d'héritages laissés soit ab intestat soit par testament, il est convenu que les ressortissants de l'une des Parties contractantes auront le droit de les acquérir sur le territoire de l'autre Partie. En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre sans avoir laissé, d'après sa loi nationale, d'héritier ou d'administrateur légal au lieu où ses biens sont situés et sans avoir laissé de dispositions testamentaires au sujet de l'administration de la succession, le consul de l'Etat dont ressortissait le défunt sera appelé de plein droit à administrer provisoirement la succession, en se conformant à la loi nationale du défunt.

Les dispositions précédentes seront de même applicables dans le cas où un ressor-

tel jednej z Umawiających się Stron, posiadający mienie na terytorjum drugiej ze Stron, zmarł poza tem terytorjum, nie pozostawiwszy prawnego spadkobiercy lub administratora w miejscu gdzie wspomniane mienie jest położone.

4. W razie śmierci na morzu obywatela jednej z Umawiających się Stron, mienie, które miał ze sobą, wręczone zostanie najbliższemu Konsulowi kraju, do którego zmarły należał.

5. Podatki, opłaty i koszta, ściągane przy przenoszeniu własności na wypadek śmierci z mienia obywateli jednej z Umawiających się Stron na terytorjum drugiej ze Stron, nie mają być wyższe lub inne, jak te, które będą odpowiednio ponoszone przez obywateli kraju, w którym podatki te są ściągane.

tissant de l'une des Parties contractantes, possédant des biens sur le territoire de l'autre Partie, viendrait à mourir en dehors dudit territoire sans avoir laissé d'héritier ou d'administrateur légal au lieu où ces biens sont situés.

4° En cas de décès en mer d'un ressortissant de l'une des Parties contractantes, les biens qu'il avait avec lui seront remis entre les mains du consul le plus rapproché du pays dont ressortissait le défunt.

5° Les impôts, taxes et frais exigibles à l'occasion du transfert par décès des biens des ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne devront pas être supérieurs ou autres que ceux qui seront payés respectivement par les nationaux du pays où ces droits sont prélevés.

Artykuł IX.

Każda z obu Umawiających się Stron obowiązuje się nie przedsiębrać na swem terytorjum oględzin i rewizji, z wyjątkiem wypadków, przewidzianych w wyraźnych postanowieniach jej ustaw i rozporządzeń, w stosunku do lokali, mieszkań, zakładów handlowych, składów, magazynów, ksiąg i korespondencji handlowej, należących do obywateli drugiej ze Stron, jak również w stosunku do mienia i przedmiotów przynależnych.

Article IX.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne pas procéder, sur son territoire, à des inspections ou perquisitions, sauf dans les cas prévus en termes formels par ses lois et règlements, à l'égard des locaux, habitations, établissements commerciaux, entrepôts, magasins, livres et correspondances de commerce appartenant à des ressortissants de l'autre Partie, ainsi qu'à l'égard des biens et objets y afférents.

Artykuł X.

Obie Umawiające się Strony zgadzają się, że cła i sprawy związane z cłami będą rządzone przez odnośne prawodawstwo wewnętrzne obu krajów.

Obie Umawiające się Strony zgadzają się, również, że, co się tyczy ceł i spraw związanych z cłami, każda z obu Stron będzie korzystała na terytorjum drugiej ze Stron z traktowania, które nie będzie w niczem mniej przychylne od traktowania, z którego korzysta w rzeczywistości każde inne Mocarstwo.

Obywatele każdej z obu Umawiających się Stron nie będą mogli pod żadnym pozorem być zmuszeni do płacenia w granicach terytorjów drugiej ze Stron jakichkolwiek ceł, ciężarów lub wewnętrznych opłat od ich wwozu lub wywozu, które byłyby inne lub wyższe, od płaconych przez krajowców lub przez obywateli każdego innego Mocarstwa.

Article X.

Les deux Parties contractantes sont d'accord que les droits de douane, ainsi que les matières connexes, seront régis exclusivement par la législation intérieure des deux pays respectifs.

Les deux Parties contractantes sont d'accord aussi, en ce qui concerne les droits de douane et les matières connexes, chacune des deux Parties jouira, dans le territoire de l'autre, d'un traitement qui ne sera en rien moins favorable que celui dont bénéficie effectivement toute autre Puissance.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes ne pourront, sous aucun prétexte, être obligés de payer, dans les limites des territoires de l'autre, aucun droit, charge ou taxe intérieure sur leurs importations ou exportations, autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux du pays ou par les nationaux de toute autre Puissance.

Artykuł XI.

Obie Umawiające się Strony obowiązują się nie ustanawiać na surowce i fabrykaty, przychodzące z terytorjum jednej ze Stron i przeznaczone dla terytorjum drugiej ze Stron, żadnego zakazu lub ograniczenia wwozu, wywozu lub tranzytu, które nie byłyby stosowane do produktów tego samego rodzaju, przychodzących z trzeciego kraju lub przeznaczonych dla trzeciego kraju.

Jednakże ze względów, tyczących obrony narodowej, żywności dla ludu, bezpieczeństwa i zdrowotności publicznej, ochrony bogactw artystycznych i archeologicznych, monopoli państwowych i zaraz nab ydło, obie Umawiające się Strony będą miały swobodę ustanawiania środków zakazu lub ograniczenia wwozu, wywozu i tranzytu w stosunku do pewnych produktów, przybyłych z jednego z obu krajów lub przeznaczonych dla jednego z nich.

Article XI.

Les deux Parties contractantes s'engagent à n'établir sur les produits bruts ou manufacturés en provenance de l'une des Parties et à destination de l'autre aucune prohibition ou restriction d'importation, d'exportation ou de transit qui ne soit appliquée aux produits de même nature en provenance ou à destination d'un tiers pays.

Toutefois pour des motifs intéressant la défense nationale, la nourriture du peuple, la sécurité et l'hygiène publique, la protection des richesses artistiques et archéologiques, les monopoles d'Etat et les épizooties, les deux Parties contractantes seront libres d'établir des mesures de prohibition ou de restriction d'importation, d'exportation et de transit à l'égard de certains produits en provenance ou à destination de l'un ou de l'autre pays.

Artykuł XII.

Każda z obu Umawiających się Stron obowiązuje się ochraniać, według swych ustaw i rozporządzeń i pod warunkiem uprzedniej regestracji we właściwych urzędach, znaki fabryczne, rysunki i wzory obywateli drugiej ze Stron.

Article XII.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à protéger, d'après ses lois et règlements et à condition qu'ils aient été préalablement enregistrés dans ses bureaux compétents, les marques de fabrique, dessins et modèles des ressortissants de l'autre Partie.

Artykuł XIII.

Wszelkie spółki handlowe, utworzone zgodnie z ustawami i rozporządzeniami jednej z Umawiających się Stron, będą mogły, po wypełnieniu formalności, przewidzianych przez ustawy i rozporządzenia kraju, gdzie się będą znajdowały, osiedlać się na terytorjum tego kraju i wykonywać tam swe czynności zgodnie z ustawami i rozporządzeniami tego kraju. Będą one korzystały ze stosowania wszustkich postanowień artykułów V, VI, VII, VIII, IX, X i XII niniejszego traktatu, z wyjątkiem tych, które z natury swojej mogą być stosowane tylko do osób fizycznych.

Article XIII.

Toutes les sociétés commerciales constituées conformément aux lois et règlements de l'une des Parties contractantes pourront, après avoir rempli les formalités prévues par les lois et règlements du pays où elles se trouveront, s'établir sur le territoire de celui-ci et y exercer leur activité conformément à ses lois et règlements. Elles bénéficieront de l'application de toutes les dispositions des articles : V, VI, VII, VIII, IX, X et XII du présent traité, sauf celles qui, par leur nature, en pourraient être appliquées qu'à des personnes physiques.

Artykuł XIV.

Obie Umawiające się Strony zastrzegają sobie każda dla swoich własnych obywateli prawo żeglugi przybrzeżnej i wewnętrznej.

Article XIV.

Les deux Parties contractantes réservent respectivement à leurs propres ressortissants les droits de cabotage et de navigation intérieure.

Artykuł XV.

Wszystkie okręty, które zgodnie z ustawami polskiemi są uważane za polskie i wszystkie okręty, które zgodnie z ustawami chińskiemi są uważane za chinskie, będą uważane we wszystkiem, co się tyczy stosowania niniejszego traktatu, jako okręty polskie względnie chińskie.

Każda z obu Umawiających się Stron obowiązuje się pozwalać okrętom handlowym drugiej ze Stron, w granicach obowiązujących ustaw i rozporządeń, zawijać do swych portów morskich, otwartych dla handlu, zarzucać tam kotwicę, ładować i wyładowywać towary, przyjmować i wysadzać podróżnych. Okręty te winny stosować się całkowicie do wszystkich rozporządzeń portu, gdzie się będą znajdowały.

Wszystkie okręty chińskie w portach Polski i wszystkie okręty polskie w portach Chin, które wypełnią swe zobowiązania, przewidziane przez ustawy i rozporządzenia celne i portowe i nie wykroczą przeciwko ustawom zakazowym, jak również i ich ładunek i sprzęt, nie będa mogły być zatrzymane ani zajęte inaczej, jak w drodze sądowej.

Article XV.

Tous les navires qui, conformément aux lois polonaises, sont réputés polonais et tous les navires qui, conformément aux lois chinoises sont réputés chinois seront considérés respectivement en tout ce qui concerne l'application de ce traité comme navires polonais et chinois.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à permettre aux navires de commerce de l'autre Partie, dans les limites des lois et règlements en vigueur, d'entrer, de mouiller, de charger et de décharger les marchandises, d'embarquer et de débarquer les voyageurs dans ses ports de mer ouverts au commerce. Ces navires devront se conformer entièrement à tous les règlements du port où ils se trouveront.

Tout navire chinois dans les ports de la Pologne et tout navire polonais dans les ports de la Chine qui aura rempli ses obligations prévues par les lois et les règlements des douanes et du port et n'aura pas contrevenu aux lois de prohibition, ainsi que sa cargaison et son matériel, ne sauront être retenus ni saisis que par voie judiciaire.

Artykuł XVI.

Wszelki okręt handlowy jednej z obu Umawiających się Stron, w wypadku rozbicia, burzy lub w każdym innym wypadku niebezpieczeństwa przy wybrzeżach drugiej ze Stron, będzie miał możność zawinięcia prowizorycznie do wszystkich pobliskich przystani, portów i zatok tej ostatniej w celu schronienia się tam. Władze miejscowe zawiadomią właściwy najbliższy konsulat i udzielą pomocy i opieki zgodnie ze zwyczajem międzynarodowym. Rzeczony okręt będzie mógł dokonać naprawy, uzyskać zapasy żywności i wszelkie inne potrzebne artykuły i uda się bezzwłocznie w dalszą drogę, nie będąc obowiązanym do uiszczenia podatków lub opłat portowych.

W razie gdyby taki okręt był zmuszony wyładować i sprzedać część towarów z ładunku, będzie on musiał opłacić podatki i opłaty zgodnie z ustawami i rozporządzeniami krajowemi. Opłaci on również podatki i opłaty przepisane, o ile, w okolicznościach, przewidzianych w ustępie pierwszym, wykona jakąkolwiek czynność handlową w portach, gdzie według ustaw i rozporządzeń może on wykonywać czynności handlowe.

Article XVI.

Tout navire de commerce, de l'une des deux Parties contractantes, en cas de naufrage, de gros temps ou en tout autre cas de danger près des côtes de l'autre Partie, aura la faculté d'entrer provisoirement dans tous les proches rades, ports ou baies de cette dernière pour s'y réfugier. Les autorités locales avertiront le consulat compétent le plus proche et prêteront aide et assistance conformément à l'usage international. Le navire en question pourra faire des réparations, se procurer des provisions ou tous autres articles nécessaires et poursuivra immédiatement son voyage sans être tenu à payer des impôts ou taxes du port.

Au cas où ce navire serait obligé de décharger et de vendre des marchandises du bord, il devra payer les impôts et taxes conformément aux lois et règlements du pays. Il paiera de même les impôts et taxes prescrites, lorsque, dans les circonstances prévues à l'alinéa premier, il fera un acte de commerce quelconque dans les ports où, suivant les lois et règlements, il peut faire des actes de commerce.

Artykuł XVII.

Okręty wojenne i okręty handlowe, przewożące wojska lub materjały wojenne jednej z obu Umawiających się Stron, z wyjątkiem specjalnego upoważnienia Rządu drugiej ze Stron, nie będą mogły zawijać do jej wód terytorjalnych, przystani, zatok lub portów. W razie gdyby takie okręty osiadły na mieliźnie, natknęły się na burzę lub inne niebezpieczeństwa w pobliżu brzegów drugiej Umawiającej się Strony, władze miejscowe winne będą udzielić im pomocy i opieki zgodnie ze zwyczajem międzynarodowym.

Article XVII.

Les vaisseaux de guerre et les navires de commerce transportant des troupes et du matériel de guerre de l'une des deux Parties contractantes, sauf autorisation spéciale du Gouvernement de l'autre Partie, ne devront pas entrer dans sa mer territoriale et ses rades, baies ou ports. Au cas où ces navires s'échoueraient, rencontreraient la tempête ou autres dangers près des côtes de l'autre Partie contractante, les autorités locales devront leur prêter aide et assistance conformément à l'usage international.

Artykuł XVIII.

W razie gdyby wynikły na pokładzie okrętu handlowego jednej z Umawiających się Stron na wodach terytorjalnych drugiej ze Stron zamieszki, będące według sądu władz miejscowych takiej natury, że mogłyby one zakłócić spokój lub porządek, będzie należało do władz miejscowych wdanie się i położenie im kresu.

Article XVIII.

Au cas où surviendraient à bord d'un navire de commerce de l'une des deux Parties contractantes, dans les eaux territoriales de l'autre Partie, des désordres que les autorités du lieu jugeraient de nature à pouvoir troubler la paix ou l'ordre, il appartiendra aux autorités locales d'intervenir et d'y mettre fin.

Artykuł XIX.

Traktat niniejszy jest zawarty na przeciąg trzech lat, poczynając od dnia wejścia jego w życie. Sześć miesięcy przed upływem tego terminu którakolwiek z obu Umawiających się Stron będzie miała prawo zawiadomić drugą ze Stron o swym zamiarze rewizji lub wypowiedzenia niniejszego traktatu. O ile żadna z obu Stron nie wyrazi w terminie umówionym zamiaru rewizji lub wypowiedzenia, traktat niniejszy pozostanie w mocy w drodze milczącej zgody z prawem dla każdej z obu Umawiających się Stron zawiadomienia w każdym czasie drugiej ze Stron o swym zamiarze rewizji lub wypowiedzenia. Skutki jego ustaną wtedy po upływie terminu jednorocznego od dnia tego zawiadomienia.

Article XIX.

Le présent traité est conclu pour une durée de trois ans à compter du jour de son entrée en vigueur. Six mois avant l'expiration dudit délai l'une quelconque des deux Parties contractantes aura le droit de faire connaître à l'autre Partie son intention de reviser ou de dénoncer le présent traité. Si aucune des deux Parties n'a fait connaître, dans le délai convenu, son intention de le reviser ou le dénoncer, le présent traité continuera, par tacite reconduction, à rester en vigueur avec la faculté pour chacune des deux Parties contractantes de notifier, à tout moment, à l'autre Partie son intention de le reviser ou de le dénoncer. Il cessera alors ses effets après l'expiration d'un délai d'une année à partir du jour de cette notification.

Artykuł XX.

Rząd Polski, do którego należy prowadzenie spraw zewnętrznych Wolnego Miasta Gdańska zastrzega sobie prawo oświadczyć, że Wolne Miasto jest Stroną Umawiającą się w niniejszym traktacie i że przyjmuje ono zobowiązania oraz nabywa prawa, wynikające z traktatu.

Article XX.

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville Libre de Dantzig, se réserve le droit de déclarer que la Ville Libre est Partie contractante au présent traité et qu'elle accepte les obligations et acquiert les droits en dérivant.

Artykuł XXI.

Traktat niniejszy sporządzony jest w dwóch egzemplarzach, zredagowanych w językach polskim, chińskim i francuskim. W razie rozbieżności interpretacji tekst francuski będzie miarodajnym.

Artykuł XXII.

Traktat niniejszy będzie ratyfikowany zgodnie z odnośnemi prawami podstawowemi obu Umawiających się Stron.

Dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione w Nankinie, o ile można najwcześniej i traktat wejdzie w życie trzydziestego dnia od daty, kiedy obydwa Rządy powiadomią się nawzajem że ratyfikacje zostały dokonane. Jest umówione, że wyżej wymieniony termin trzydziestodniowy będzie się liczył od daty pisma Strony, która zawiadomi ostatnia.

Na dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy podpisali niniejszy traktat i przyłożyli doń swe pieczęcie.

Sporządzono w Nankinie, dnia osiemnastego września roku tysiąc dziewięćset dwudziestego dziewiątego, co odpowiada osiemnastemu dniowi dziewiątego miesiąca osiemnastego roku Republiki Chińskiej.

(L. S.) *(—)* Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.
(L. S.) *(—)* Chengting T. WANG.

Article XXI.

Le présent traité est fait en deux exemplaires, rédigés en langues polonaise, chinoise et française. En cas de divergence d'interprétation, le texte français fera foi.

Article XXII.

Le présent traité sera ratifié conformément aux droits fondamentaux respectifs des deux Parties contractantes.

Les instruments de ratification seront échangés à Nankin le plus tôt possible et le traité entrera en vigueur le trentième jour à partir de la date où les deux gouvernements auront fait connaître l'un à l'autre que les ratifications ont été effectuées. Il est entendu que le délai susmentionné de trente jours courra à partir de la date que portera la note de la Partie contractante qui aura notifié la dernière.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Nankin, le dix-huit septembre mil neuf cent vingt-neux, correspondant au dix-huitième jour du neuvième mois de l'an XVIII de la République de Chine.

(L. S.) *(—)* Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.
(L. S.) *(—)* Chengting T. WANG.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

W chwili przystąpienia do podpisania traktatu przyjaźni, handlowego i nawigacyjnego pomiędzy Polską a Chinami, zawartego w dniu dzisiejszym, niżej podpisani Pełnomocnicy złożyli za wspólną zgodą następujące oświadczenia :

Oświadczenie I *do artykułu* IV.

1. Paszporty Polaków, osiadłych w Chinach przed zawaceiem niniejszego traktatu, winny być z chwilą jego zawarcia zawizowane przez władze chińskie miejsca ich pobytu. Zastąpią

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Pologne et la Chine, conclu à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait, d'un commun accord, les déclarations suivantes :

Déclaration I *à l'article* IV.

1. Les passeports des Polonais établis en Chine avant la conclusion du présent traité devront, dès sa conclusion, être visés par les autorités chinoises de leur résidence. Ils rempla-

one dokumenty chińskie, stwierdzające tożsamość osoby, wydane uprzednio Polakom w Chinach.

2. Każdy obywatel polski w Chinach, zaopatrzony w paszport swego kraju, który będzie wizowany przez właściwą władzę chińską, będzie mógł swobodnie podróżować bez uprzedniego pozwolenia wszędzie, gdzie obywatele jakiegokolwiek innego państwa obcego mogą to również czynić bez uprzedniego pozwolenia. Obywatele chińscy, zaopatrzeni w paszporty, wizowane przez właściwe władze polskie, będą korzystali z tego samego prawa w Polsce.

ceront les documents d'identité chinois délivrés antérieurement aux Polonais en Chine.

2. Tout ressortissant polonais en Chine, muni d'un passeport national lequel sera visé par l'autorité chinoise compétente, pourra librement voyager sans permission préalable partout où les ressortissants d'un autre Etat étranger peuvent le faire également sans permission préalable. Les ressortissants chinois munis de passeports visés par les autorités compétentes polonaises, jouiront du même droit en Pologne.

Oświadczenie II *do artykułu* X.

Postanowienia, artykułu X nie stosują się do ustępstw taryfowych, jakie jedna z Umawiających się Stron przyznaje lub przyzna w drodze wyjątku państwom sąsiadującym dla ułatwienia, handlu nadgranicznego, ani do przywilejów, wynikających z ewentualnej unji celnej, jak również do specjalnego systemu celnego pomiędzy polską i niemiecką częścią Górnego Śląska.

Déclaration II *à l'article* X.

Les dispositions de l'article X ne s'appliquent pas aux concessions tarifaires que l'une des Parties contractantes accorde ou accordera exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le commerce de frontière, ni aux privilèges résultant d'une éventuelle union douanière, ainsi qu'au régime spécial douanier entre les parties polonaise et allemande de la Haute-Silésie.

Oświadczenie III.

Niniejszy protokół końcowy stanowi część składową traktatu przyjaźni, handlowego i nawigacyjnego, zawartego pomiędzy Polską a Chinami w dniu dzisiejszym.

Na dowód czego pełnomocnicy podpisali niniejszy protokół i przyłożyli doń swe pieczęcie.

Sporządzono w Nankinie, dnia osiemnastego września roku tysiąc dziewięćset dwudziestego dziewiątego, co odpowiada osiemnastemu dniowi dziewiątego miesiąca osiemnastego roku Republiki Chińskiej.

Déclaration III.

Le présent protocole final constitue une partie intégrale du Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre la Pologne et la Chine en date de ce jour.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Nankin, le dix-huit septembre mil neuf cent vingt-neuf, correspondant au dix-huitième jour du neuvième mois de l'an XVIII de la République de Chine.

(—) Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL
(—) Chengting T. WANG.

(—) Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.
(—) Chengting T. WANG.

ZAŁĄCZNIK.

NANKIN, 18 *września* 1929.

PANIE MINISTRZE,

Dotychczas władze chińskie udzielały wszelkiej opieki kościołom, instytucjom kulturalnym i szkołom polskim, które powstały w Chinach. Obecnie, gdy więzy przyjaźni pomiędzy naszemi obu krajami stały się jeszcze ściślejsze ze względu na traktat dziś podpisany, Rząd Polski jest przekonany, że władze chińskie będą jak dotąd i nadal udzielały pełnej opieki naszym wyżej wspomnianym instytucjom.

Jest umówione, że Rząd Polski będzie udzielał również zgodnie z Konstytucją Polską, pełnej opieki instytucjom religijnym i wychowawczym, jakie obywatele chinscy mają lub mogliby założyć w Polsce.

Oczekując odpowiedzi Waszej Ekscelencji, proszę Ją o przyjęcie zapewnienia mego najwyższego poważania.

(—) Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.

Do Jego Ekscelencji
Dra Chengting T. Wang,
Ministra Spraw Zagranicznych
Republiki Chińskiej
w Nankinie.

ANNEXE

NANKIN, *le* 18 *septembre* 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Jusqu'à présent, les autorités chinoises ont accordé toute la protection aux églises, institutions de culture et écoles polonaises qui se sont établies en Chine. Maintenant, comme les liens d'amitié entre nos deux pays sont devenus encore plus étroits par le fait du Traité signé aujourd'hui, le Gouvernement de Pologne est convaincu que les autorités chinoises continueront, comme par le passé, à accorder pleine protection à nos institutions susmentionnées.

Il est entendu que le Gouvernement de Pologne accordera de même, conformément à la constitution de Pologne, pleine protection aux institutions religieuses et d'éducation que les ressortissants chinois ont ou pourraient établir en Pologne.

En attendant la réponse de Votre Excellence, je la prie d'agréer les assurances de ma plus haute considération.

(—) Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.

Son Excellence,
le Docteur Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Chine,
Nankin.

NANKIN, 18 *września* 1929 r.

PANIE DELEGACIE PEŁNOMOCNY,

Potwierdzając odbiór pisma Pańskiego z dnia dzisiejszego, rad jestem dowiedzieć się, że Rząd Polski będzie udzielał, zgodnie z Konstytucją Polską, pełnej opieki instytucjom religijnym i wychowawczym, jakie obywatele chińscy mają lub mogliby założyć w Polsce.

Jest umówione, że również Rząd Chiński będzie udzielał, jak dotąd, pełnej opieki kościołom, instytucjom kulturalnym i szkołom polskim, które powstały w Chinach, pod warunkiem

NANKIN, *le* 18 *septembre* 1929.

MONSIEUR LE DÉLÉGUÉ PLÉNIPOTENTIAIRE,

En accusant réception de votre lettre datée d'aujourd'hui, je suis heureux d'apprendre que le Gouvernement de Pologne accordera, conformément à la Constitution de Pologne, pleine protection aux institutions religieuses et d'éducation que les ressortissants chinois ont ou pourraient établir en Pologne.

Il est entendu que, de même, le Gouvernement de Chine accordera, comme par le passé, pleine protection aux Eglises, institutions de culture et écoles polonaises qui se sont établies

stosowania się do ustaw i rozporządzeń obowiązujących.

Proszę przyjąc, Panie Delegacie Pełnomocny, zapewnienie mego najwyższego poważania.

(—) Chengting T. WANG.

Do pana
Dra Jerzego Barthla de Weydenthal,
Delegata Pełnomocnego
Rzeczypospolitej Polskiej na Chiny,
w Nankinie.

en Chine, à condition pour celles-ci de se conformer aux lois et règlements en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur le délégué plénipotentiaire, les assurances de ma plus haute considération.

(—) Chengting T. WANG.

Monsieur le Docteur
Georges Barthel de Weydenthal,
Délégué plénipotentiaire de la
République de Pologne en Chine,
Nankin.

PROTOKÓŁ DODATKOWY

DO TRAKTATU PRZYJAŹNI HANDLOWEGO I NAWIGACYJNEGO POMIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CHIŃSKĄ Z DNIA, 18 WRZEŚNIA 1929 ROKU.

Niżej podpisani Pełnomocnicy, należycie upoważnieni, oświadczają, iż zgodzili się uzupełnić postanowienia traktatu przyjaźni, handlowego i nawigacyjnego z dnia 18 września 1929 roku następującemi wyjaśnieniami :

Do artykułu IV.

Rozumie się, że swoboda wstępu na terytorjum drugiej Umawiającej się Strony jest rozumiana w granicach ustawodawstwa wewnętrznego tej Strony, mającego zastosowanie bez żadnego odróżnienia do obywateli każdego innego kraju.

Do artykułu VI.

Pod sądami miejscowemi, przewidzianemi w artykule VI, rozumie się trybunały sprawiedliwości kraju przebywania obywateli, mających sprawę, które są właściwe zgodnie z ustawami obowiązującemi w tym kraju.

Do artykułu VIII.

Do paragrafu oznaczonego numerem 1. Rozumie się, że prawo swobodnego wywozu mienia nie może uchybiać ustawodawstwu wewnętrznemu.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

AU TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, DU 18 SEPTEMBRE 1929.

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, déclarent qu'ils ont convenu de compléter les dispositions du Traité d'amitié, de commerce et de navigation, du 18 septembre 1929, par les explications suivantes :

A l'article IV.

Il est entendu que la liberté d'entrer sur le territoire de l'autre Partie contractante est comprise dans les limites de la législation intérieure de celle-ci, applicable sans aucune distinction aux ressortissants de tout autre pays.

A l'article VI.

Il est entendu que les tribunaux locaux prévus à l'article VI sont les cours de justice du pays de résidence des ressortissants en cause, qui sont compétentes conformément aux lois en vigueur dans ledit pays.

A l'article VIII.

Au paragraphe numéro 1. Il est entendu que le droit d'exportation libre des biens ne saurait porter préjudice à la législation intérieure.

Do paragrafu oznaczonego numerem 3. Rozumie się, że prawo nabywania spadków będzie przyznane tylko w granicach ustawodawstwa wewnętrznego.

Do artykułów X *i* XI.

Ażeby zabezpieczyć handlowi wzajemnemu korzyści, przewidziane przez artykuły X i XI niniejszego traktatu, każda z Umawiających się Stron będzie mogła wymagać, aby towary wwożone na jej obszar celny były zaopatrzone w świadectwa pochodzenia.

Do artykułu XIII.

Rozumie się, że każda z Umawiających się Stron zastrzega sobie prawo uzależnienia osiedlania się spółek zagranicznych na swem terytorjum od uprzedniego zezwolenia zgodnie z jej własnem ustawodawstwem.

Do artykułu XVIII.

Rozumie się, że interwencja władz miejscowych na pokładzie okrętu nie może mieć miejsca inaczej jak na żądanie konsula drugiej Umawiającej się Strony lub kapitana okrętu. Na wypadek interwencji nieodzownej, gdy opóźnienie mogłoby pociągnąć za sobą poważne następstwa, lub gdyby osoba nie należąca do załogi była zamieszana w zaburzenia wynikłe na pokładzie, interwencja może mieć miejsce bez wyżej wspomnianego żądania, lecz władze interwenjujące będą wtedy obowiązane podać ten fakt natychmiast do wiadomości najbliższego konsula drugiej Umawiającej się Strony.

Niniejszy protokół dodatkowy, stanowiący część składową traktatu przyjaźni, handlowego i nawigacyjnego z dnia 18 września 1929 roku, będzie ratyfikowany możliwie szybko i będzie traktowany co do wymiany ratyfikacji, wejścia w życie, terminu ważności i wymówienia narówni z rzeczonym traktatem.

Na dowód czego Pełnomocnicy podpisali niniejszy protokół dodatkowy.

Sporządzono w podwójnym egzemplarzu w Nankinie dnia pierwszego lipca tysiąc dziewięćset trzydziestego roku, co odpowiada pierwszemu dniu siódmego miesiąca dziewiętnastego roku Republiki Chińskiej.

(L. S.) *(—)* Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.

(L. S.) *(—)* Chengting T. WANG.

Au paragraphe numéroté 3. Il est entendu que le droit d'acquérir des successions ne sera conféré que dans les limites de la législation intérieure.

Aux articles X *et* XI.

Afin d'assurer au commerce réciproque les avantages prévus par les articles X et XI du présent traité, chacune des Parties contractantes pourra exiger que les marchandises importées dans son territoire douanier soient accompagnées d'un certificat d'origine.

A l'article XIII.

Il est entendu que chacune des Parties contractantes se réserve le droit de subordonner l'établissement des sociétés étrangères sur son territoire à une autorisation préalable conformément à sa propre législation.

A l'article XVIII.

Il est entendu que l'intervention des autorités locales à bord d'un navire ne peut s'effectuer que sur la demande d'un consul de l'autre Partie contractante ou du capitaine du navire. Au cas d'une intervention indispensable, le retard pouvant entraîner des conséquences graves, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage se trouvera mêlée aux désordres survenus à bord, l'intervention pourra avoir lieu sans la demande susmentionnée, mais les autorités intervenantes seront alors tenues de signaler le fait immédiatement au consul le plus proche de l'autre Partie contractante.

Le présent protocole additionnel qui forme partie intégrante du Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 septembre 1929 sera ratifié le plus tôt possible et suivra le sort dudit traité, en ce qui concerne l'échange des ratifications, l'entrée en vigueur, la durée de la validité et la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole additionnel.

Fait en double exemplaire à Nankin, le premier juillet mil neuf cent trente, correspondant au premier jour du septième mois de l'an XIX de la République de Chine.

(L. S.) *(—)* Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.

(L. S.) *(—)* Chengting T. WANG.

本部致駐華波蘭代表通知批准照會

大中華民國外交部長王

照會事查民國十八年九月十八日由

貴我兩國全權代表在南京簽訂之中國波蘭友好通商航海條約及民國十九年七月一日由

貴我兩國全權代表在南京簽訂之該條約附加議定書業經

國民政府主席於十八年十月十八日及二十年五月二十九日先後批准相應照會

貴代表查照卽希轉達

貴國政府爲荷再依照該約第二十二條規定本約自兩國政府互相通知批准後第三十日起發生效力上載之第三十日係自最後一國通知批准之日起算須至照會者

右照會

大波蘭民國駐華全權代表渭

大中華民國二十年六月十日

王正廷㊞

求方可干涉惟遇有必須干涉而其遲延勢將釀成重大結果者或遇有非船上人員牽涉於船上所發生之騷擾時可無待上述請求逕行干涉但干涉官廳應立即將事實通知最近之彼締約國領事

本議定書作爲民國十八年九月十八日簽訂之友好通商航海條約之一部分應於最短期內批准關於互換批准文件發生效力有效時期及廢止各事項與該條約同樣辦理

爲此兩國全權簽字於本議定書以昭信守本議定書繕寫二份訂於南京

大中華民國十九年七月一日　王正廷(印)

西歷一千九百三十年七月一日　汎登濤(印)

民國十八年九月十八日中國波蘭友好通商航海條約附加議定書

大中華民國及

大波蘭民國全權代表經各該國政府正式之許可聲明雙方約定將民國十八年九月十八日簽訂之友好通商航海條約各項規定補充解釋如下

第四條　在彼締約國入境之自由應以該國國內法令爲範圍該項法令須適用於無論何國人民不得有何區別

第六條　第六條所規定之所在國法院 tribunaux locaux 卽指依照訴訟人所在國現行法律有權管轄之該國法院

第八條　第一款　財產自由輸出權應以不侵害本國國內法令爲限

第三款　取得遺產權之給予應以不軼出本國國內法令範圍爲限

第十及第十一條　爲保證雙方商務得享受本約第十條及第十一條所規定之利益起見締約之一方對於輸入其海關區域內之貨物得要求附有產地證明書

第十三條　兩締約國互相約定對於在各該國境內之外國公司得令其遵照所在國本國法令預經准許方能設立

第十六條　締約雙方互相約定此締約國地方官廳對於在彼締約國船隻上所發生之事項必須經彼締約國領事或該船船主之請

中國代表復波蘭代表照會

爲照復事准九月十八日

貴代表照開中國境內業經設立之波蘭教堂學校向由貴國地方官廳予以應得之保護現在貴我兩國關係愈益親密本國政府深信貴國地方官廳對於該教堂學校自必照舊予以充分之保護至在波蘭境內現在或將來設立之貴國寺廟學校波蘭政府亦必按照本國憲法予以同樣之保護請查照見復等因欣悉貴國地方官廳對於在

貴國設立之本國寺廟學校按照憲法予以充分之保護本國政府對於

貴國現在在中國境內業經設立之教堂學校於本國法律章程範圍以內亦自當繼續予以同樣之保護相應照復

查照爲荷須至照會者

大中華民國十八年九月十八日 王正廷㊞

附件

波蘭代表致中國代表照會

爲照會事查中國境內業經設立之波蘭教堂學校向由
貴國地方官廳予以應得之保護現在
貴我兩國關係愈益親密本國政府深信
貴國地方官廳對於該教堂學校自必照舊予以充分之保護至
在波蘭境內現在或將來設立之
貴國寺廟學校波蘭政府亦必按照本國憲法予以同樣之保護
相應照請
查照見復爲荷須至照會者

西歷一千九百二十九年九月十八日　　渭登濤㊞

聲明文件三

本議定書應視爲本日簽字之中國波蘭友好通商航海條約中之一部

爲此兩國全權代表署名蓋印以昭信守

大中華民國十八年九月十八日 作於南京

西曆一千九百二十九年九月十八日

王正廷 (印)

顧登澤 (印)

蔵事議定書

大中華民國及

大波蘭民國全權代表於簽訂本日中國波蘭友好通商航海條約之時經彼此同意聲明如左

聲明文件一 關於本約第四條規定各事項

（一）在本約訂立前僑居中國波蘭人之護照一俟本約訂立後應送交所在地方官廳簽證以替代中國從前發給旅華波蘭人之居留執照

（二）在華波蘭人民持有本國護照經中國主管官廳簽證者凡他國人民無須預先請求許可所能游歷各處亦可無須於每次游歷時預先請求許可得自由前往游歷中國人民持有波蘭主管官廳簽證之護照者在波蘭亦一律享受此項權利

聲明文件二 關於本約第十條規定各事項

關於第十條之規定凡此締約國為便利邊境商務起見現在或將來特別賦與接壤國稅則上之讓與及因此締約國將來或與他國締結關稅同盟所發生之優越利益及波屬上西里西亞與德屬上西里西亞間之關稅特殊制度均不適用之。

第九條　本約自發生效力之日起以三年爲期期滿前六個月締約國之任何一方得通知修改或廢止如屆時雙方均未互相通知修改或廢止則本約繼續有效惟期滿後締約國之任何一方得隨時通知修改或廢止自此項通知之日起一年後本約即行失效

第廿條　波蘭政府有主持丹慈自由城外交事務之責茲特保留權利得聲明丹慈自由城爲本約締約一份子承認因本約發生之義務並取得因本約發生之權利

第廿一條　本約以中文波蘭文法文三國文字合繕兩份遇有解釋不同時以法文爲準

第廿二條　本約應由兩締約國按照各本國根本法律批准批准文書於最早期間在南京互換自兩國政府互相通知批准後第三十日起發生效力上載之第三十日係自最後一國通知批准之日起算

爲此兩國全權代表簽字蓋印以昭信守

大中華民國十八年九月十八日　訂於南京　王正廷㊞

西曆一千九百二十九年九月十八日　渭登濤㊞

第十四條　兩締約國各保留其本國內河行船及沿海貿易權於其本國人民

第十五條　凡按照中國法律認爲中國船者及按照波蘭法律認爲波蘭船者於本條約適用上均認爲中國船隻或波蘭船隻兩締約國互允各自沿海已開各商港在現行法令範圍內准許對方國商船自由駛入並停泊及裝卸客貨此項商船並應完全遵守各商港一切章程之規定

凡在中國口岸之波蘭船隻及在波蘭口岸之中國船隻如對於法令及海關或口岸章程所規定之義務完全履行並毫不違犯何項禁令時該項船隻及其所載貨物或材料除依法定程序外不得扣留或拘捕之

第十六條　此締約國各種商船在彼締約國沿海地方觸礁遭風或遇他項危險時得駛入彼締約國境內無論何處港灣口岸雖未經開放者亦可前往躲避由當地官廳通知最近該管領事館並按照國際通例予以救助該商船並得修理損壞及購辦必需糧物卽行出口無須另行完納口岸稅如此項商船有不得已情事須卸售商貨時應遵照所在國法令完納稅項再此項商船如在按照法令准予貿易之口岸繼續貿易雖在同一情形之下亦應照章納稅

第十七條　此締約國之軍艦及輸送軍隊或軍用品之商船非得有彼締約國政府之特許不得駛入其領海港灣及口岸以內如此項船隻在彼締約國沿海地方觸礁遭風或遇他項危險時當地官廳應按照國際通例予以救助

第十八條　此締約國商船在彼締約國領水內船上內部發生紛擾經當地官廳認爲妨害當地治安時應由該官廳管轄處理之

第九條　兩締約國政府於彼此領土內對方人民之公用房屋私人住宅及經商應用之棧房店鋪與一切附屬產業及商業賬簿商業信札與一切應用物件除按照法令明文辦理外不得搜索或檢查

第十條　兩締約國約定關於關稅及其關係事項完全以各本國國內法規定之

兩締約國又約定對於關稅及其關係事項此締約國在彼締約國領土內應享受之待遇不得次於任何他國享受之待遇此締約國在本國領土內不得有何藉口對於彼締約國人民貨物之進口或出口徵收較高或異於本國人民或任何他國人民所完納之關稅內地稅或任何稅款

第十一條　兩締約國領土內凡本國所產未製或已製之貨物運輸進出口或通過時兩國政府不得設立不適用於自任何第三國進口或向任何第三國出口或通過之同樣貨物之禁令及限制

關於國防民食公安衞生獸疫文化古物國家專賣等事兩國政府得自定進出口及通過禁令或限制

第十二條　兩締約國政府對於兩國人民所用商標圖樣曾向所在國主管官廳呈准註册者彼此均應依法保護

第十三條　凡依照此締約國法令組織之各種商業公司得在彼締約國境內依照所在國法令規定之手續設立營業於所在國法律章程範圍以內經營其業務並對於本約第五條第六條第七條第八條第九條第十條第十二條各項規定除其性質祇能適用於個人者外均得一律適用

人

第七條　兩締約國政府在各自領土內不得令對方人民服任何兵役亦不得加以任何代替兵役之稅捐衞役或強募公債及捐助

第八條　此締約國人民在彼締約國境內關於其所有財產及遺產事項應遵照下列各款辦理

（一）此締約國人民在彼締約國境內有自由處分自由輸出自由匯出及自由寫立遺囑任意處分其所有財產之權

（二）關於遺產事項應按死者所屬國法律辦理至關於遺產全部或一部份之各種公法上限制應按財產所在地法律辦理

（三）凡遺產無論有無遺囑此締約國人民在彼締約國境內均有承受之權如身故者依照其本國法律無合法繼承人或管理人而所有人生前對於其財產又未有遺囑之處分時其遺產當然應由死者所屬國領事依據其本國法律保管處理之

此締約國人民如有財產在彼締約國境內而非在該國境內身故者其財產所在之處若無合法繼承人或管理人時亦照上項規定辦理

（四）若一締約國人民在海上身故則其所隨帶財產應送交附近死者所屬國之領事

（五）關於上項遺產所納租賦稅捐不得超過或異於所在國本國人民在同樣情形下應納之數

同等領事之優禮待遇並得行使國際通例所承認之職權其執行此項職權時駐在國官廳應予以善意及友誼之協助彼此領事於就職之前均應依照國際通例向駐在國政府取得執行職務證書但所駐國政府如提出正當理由得將此項證書撤回

第四條 兩國政府不得任命在所駐國經營工商業人民爲領事但名譽領事不在此限

兩締約國人民有彼此入境之自由入境時應持有本國主管官廳發給之護照證明其國籍及入境事由其護照應由所往國領館簽證方得生效此項簽證費應取相互優待辦法

第五條 兩締約國無論何項正當生業人民在彼此境內其身體及財產應享受所在國法令充分之保護卽此締約國對於彼締約國在本國境內之人民擔保按照本國法律予以身體上之安全私人財產之不受侵犯並對於上列人民之一切私人權利及利益加以保護此項人民按照所在國法令規定與任何他國人民同樣有遊歷居住留學作工經商及從事各種正當事業生業之權惟以任何他國人民所能遊歷居住留學作工經商及從事各種正當事業生業之處爲限並應遵守所在地法令其所納各種稅捐不得超過或異於所在國本國人民所應納之數

第六條 兩締約國人民在彼此領土內所有民刑訴訟案件均應與所在國本國人民受所在國法律之支配及所在國法院之管轄兩國人民爲行使及防衛自己權利起見有向所在國法院聲訴之權並得與所在國本國人民一律自由選任律師及代理

中國波蘭友好通商航海條約

大中華民國
大波蘭民國 爲增進兩國親睦邦交發達彼此商務並兩國人民利益起見決定以平等相互及互尊主權之原則爲基礎訂立友好通商航海條約爲此簡派全權代表如左

大中華民國國民政府主席特派

大中華民國國民政府外交部長王正廷

大波蘭民國大總統特派

大波蘭民國駐華全權代表渭登濤

兩全權代表將所奉全權證書互相校閱均屬妥善議定各條於後

第一條 大中華民國與大波蘭民國及兩國人民間應永敦和好歷久不渝

第二條 兩締約國有互相派遣正式外交代表之權此項代表在所駐國應互相享受國際公法所承認之一切待遇權利優例及豁免

第三條 兩締約國領土內設有他國領事館之地方彼此均有派駐總領事領事副領事代理領事之權此項領事應互相享受他國

中國波蘭友好通商航海條約及附加議定書目錄

中國波蘭友好通商航海條約
中國波蘭友好通商航海條約（法文）
蔵事議定書
蔵事議定書（法文）
附　件
　波蘭代表致中國代表照會
　中國代表復波蘭代表照會
中國波蘭友好通商航海條約附加議定書
中國波蘭友好通商航海條約附加議定書（法文）
兩國互相通知批准來往文件
　波蘭代表致本部通知批准公文（法文）
　本部致波蘭代表通知批准照會

No 2774.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

亞洲第一號(民國二十年)

中國波蘭友好通商航海條約

民國十八年九月十八日在南京簽訂

附中國波蘭友好通商航海條約附加議定書 民國十九年七月一日在南京簽訂

民國二十年七月九日發生效力

中華民國國民政府外交部編印

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2774. — TREATY OF FRIENSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED AT NANKIN, SEPTEMBER 18, 1929.

THE REPUBLIC OF POLAND and THE REPUBLIC OF CHINA, desirous of strengthening the friendly relations between the two countries, of developing their commercial relations and of furthering the mutual interests of the two nations, have decided to conclude, on a basis of equality, reciprocity and mutual respect for the sovereignty of the two countries, a Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Dr. George BARTHEL DE WEYDENTHAL, Plenipotentiary Delegate of Poland in China,

THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

His Excellency Dr. Chengting T. WANG, Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated to one another their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

There shall be perpetual peace and lasting friendship between the Republic of Poland and the Republic of China and between the two peoples.

Article II.

The two Contracting Parties shall have the right to appoint and send to one another's country duly accredited diplomatic agents, who shall enjoy, in the country to which the yare appointed, the honours, privileges, favours and immunities generally acknowledged by international law.

Article III.

The two Contracting Parties accord one another the right to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents in all those places where agents of any other nation are permitted to reside. They shall, subject to reciprocity, be treated with the honours and consideration accorded to agents of the same category of other nations and shall perform the functions generally acknowledged by international usage. In the exercise of their duties, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents shall receive the most willing and friendly assistance from the local authorities.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents of the two countries are required, before taking up their duties, to obtain, in accordance with international usage, the *exequatur* issued by the Government of the country where they are to reside. The said Government may withdraw the *exequatur*, if it gives a sufficient reason for so doing.

The two Governments shall not appoint as Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents (except as honorary Consuls) persons engaged in commerce or industry in the country where they are to carry out their duties.

Article IV.

Nationals of either of the two Contracting Parties shall be free to enter the territory of the other Party. Before they enter the territory of the other Contracting Party they must provide themselves with a passport issued by the competent authority of their own country indicating their nationality and the object of their journey. The passport shall not be valid until it has been *visé* at a consulate of the country of destination. The cost of the visa shall be based on the principle of reciprocity and shall be as low as possible.

Article V.

Nationals of the two Contracting Parties engaged in any legitimate occupation shall, in the territory of the other Party, enjoy the complete protection of the laws and regulations of the country in respect both of their persons and of their property, each of the two Contracting Parties guaranteeing to nationals of the other Party in its territory, in accordance with the law of the country personal safety, inviolability of their private property and protection of all their private rights and interests. They shall be free to travel, establish themselves, study in schools, reside, work, and engage in commerce or other legitimate undertakings or occupations, in accordance with the laws and regulations of the country in which they are residing, on the same footing as nationals of any other country. Nevertheless, nationals of the two countries may only exercise these rights in localities where nationals of any other country are authorised to exercise them. They must observe the laws and regulations of the country and may not be called upon to pay any taxes, charges or contributions other or higher than those paid by nationals of the country.

Article VI.

Nationals of either of the two Contracting Parties shall, as regards any civil or criminal cases in which they may be involved, be subject, like nationals of the country, to the laws and regulations of the country in which they reside and to the jurisdiction of the local courts.

Nationals of the two States shall have free access to the local courts to vindicate and defend their rights, and may, like nationals of the country, choose counsel and representatives at their discretion.

Article VII.

Each of the two Contracting Parties undertakes not to subject nationals of the other Party to military service or contributions in money or kind leviable in lieu of such service, or to any forced loans or compulsory public contributions.

Article VIII.

As regards property and inheritances of nationals of one of the Contracting Parties in the territory of the other, the following provisions have been agreed upon :

(1) Nationals of one of the two Contracting Parties shall have the right freely to remove from the territory of the other Party any of their property which may be situated

there and freely to dispose of the said property by testament or by any other means of transfer.

(2) Successions shall be governed by the law of the State to which the deceased person belongs, but shall be governed by the *lex situs* as regards public law restrictions affecting the estate or part thereof.

(3) As regards inheritances *ab intestato* or by testament, it is agreed that the nationals of each of the Contracting Parties shall be entitled to acquire them in the territory of the other Party. In the event of the decease of a national of one of the Contracting Parties in the territory of the other without his having left a legal heir or administrator, according to the terms of the law of his country, at the place where his property is situated, and without his having left any testamentary dispositions with regard to the administration of the estate, the Consul of the State of which the deceased person was a national shall be entitled provisionally to administer the estate in accordance with the law of the country to which the deceased belonged.

The foregoing provisions shall also be applicable where a national of one of the Contracting Parties who has property in the territory of the other Party dies outside the territory without having left a legal heir or administrator in the place where his property is situated.

(4) In the event of the death at sea of a national of one of the Contracting Parties, the property which he had with him shall be handed over to the nearest Consul of his country.

(5) Duties, charges and fees leviable upon the transfer by decease of property of nationals of one of the Contracting Parties in the territory of the other, may not be other or higher than those paid by the nationals of the country where the duties are levied.

Article IX.

Each of the two Contracting Parties undertakes not to carry out inspections or searches in its territory (save in cases expressly provided for in its laws and regulations), in premises, dwellings, commercial establishments, warehouses or shops or with regard to books or commercial correspondence belonging to nationals of the other Party, or property and articles connected therewith.

Article X.

The two Contracting Parties are agreed that Customs duties and cognate matters shall be governed exclusively by the municipal law of the respective countries.

The two Contracting Parties are also agreed that, as regards Customs duties and cognate matters, each of the two Parties shall enjoy, in the territory of the other, treatment not less favourable than that actually enjoyed by any other Power.

Nationals of either of the two Contracting Parties may not under any pretext be called upon to pay, in the territories of the other Party, any duties, charges or internal taxes on imports or exports other or higher than those paid by nationals of the country or by those of any other Power.

Article XI.

The two Contracting Parties undertake not to impose on raw or manufactured products conveyed from the territory of one of the Parties to that of the other any import, export or transit prohibition or restriction which is not applied to articles of the same nature conveyed from or to a third country.

Nevertheless, for reasons connected with national defence, food supplies, public safety and health, the protection of artistic and archæological treasures, State monopolies and epizootic diseases

the two Contracting Parties shall be free to introduce measures prohibiting or restricting the importation, exportation or transit of certain articles coming from or going to either of the two Countries.

Article XII.

Each of the two Contracting Parties undertakes to protect, in accordance with its laws and regulations and on condition that they have previously been registered in its competent offices, trade marks, designs and models of nationals of the other Party.

Article XIII.

All commercial companies established in accordance with the laws and regulations of one of the Contracting Parties may, after complying with the formalities laid down in the laws and regulations of the country where they are situated, establish themselves on the territory of the latter and exercise their occupation there in accordance with its laws and regulations. They shall enjoy the advantages provided for in Articles V, VI, VII, VIII, IX, X, and XII of the present Treaty, with the exception of those which of their nature can only be applied to natural persons.

Article XIV.

The two Contracting Parties reserve the right to engage in the coasting trade and in internal navigation for their respective nationals.

Article XV.

All vessels which under Polish law are regarded as Polish vessels, and all vessels which under Chinese law are regarded as Chinese vessels, shall be considered, for the purposes of this Treaty, as Polish and Chinese vessels respectively.

Each of the two Contracting Parties undertakes to allow merchant vessels of the other Party, within the limits of the laws and regulations in force, to enter, anchor, load or unload goods and take on board and land passengers in those of its seaports which are open to trade. These vessels must comply with all the regulations of the port in which they are.

Chinese vessels in Polish ports or Polish vessels in Chinese ports, which have fulfilled the obligations laid down by the laws and Customs regulations and the harbour regulations and have not infringed the laws relating to prohibitions as well as their cargo or equipment, may not be detained or seized except through the judicial channel.

Article XVI.

Any merchant vessel of either of the two Contracting Parties may, in the event of shipwreck, stress of weather or other danger near the coasts of the other Party, be entitled provisionally to enter any neighbouring roadsteads, ports or bays of the latter for the purpose of taking refuge there. The local authorities shall notify the nearest competent Consulate and shall give aid and assistance in accordance with international usage. The vessel in question may undertake repairs and procure provisions or any other necessary articles and shall immediately continue its voyage without being subjected to harbour dues or charges.

Should such vessel be obliged to unload and sell goods on board, it must pay dues and charges in accordance with the laws and regulations of the country. It shall also pay the dues and charges prescribed if, in the circumstances provided for in paragraph 1, it carries out any commercial transaction in those harbours where it is allowed, in accordance with the laws and regulations, to engage in such transactions.

Article XVII.

Warships and merchant ships conveying troops and war material of one of the two Contracting Parties may not, save with the special permission of the Government of the other Party, enter its territorial seas or its roadsteads, bays or ports. Should such vessels run aground or encounter rough weather or other dangers near the coasts of the other Contracting Party, the local authorities shall give them aid and assistance in accordance with international usage.

Article XVIII.

Should any disorders, which in the opinion of the authorities of the locality, are calculated to cause a breach of the peace or of public order break out on board a merchant ship of one of the two Contracting Parties in the territorial waters of the other Party, the local authorities shall be empowered to intervene and to put an end to such disorders.

Article XIX.

The present Treaty is concluded for a period of three years as from the date of its entry into force. Six months before the expiry of the said period one of the two Contracting Parties shall be entitled to notify the other Party of its intention of altering or denouncing the present Treaty. If, within the period agreed upon, neither of the two Parties has made known its intention of altering or denouncing it, the present Treaty shall remain in force by tacit agreement, either of the two Contracting Parties being free at any time to notify the other Party of its intention of altering or denouncing it. It shall thereupon cease to be valid after the expiry of a period of one year from the date of such notification.

Article XX.

The Polish Government, which is entrusted with the conduct of the foreign affairs of the Free City of Danzig, reserves the right to declare that the Free City is a Contracting Party to the Present Treaty and that it accepts the obligations and acquires the rights deriving therefrom.

Article XXI.

The present Treaty shall be drawn up in duplicate Polish, Chinese and French texts. In the event of a difference of interpretation, the French text shall be authoritative.

Article XXII.

The present Treaty shall be ratified in accordance with the fundamental laws of the two Contracting Parties.

The instruments of ratification shall be exchanged at Nanking as soon as possible and the Treaty shall come into force on the thirtieth day from the date on which the two Governments have notified one another that the ratifications have been exchanged. It is understood that the said period of thirty days shall commence to run from the date of the note sent by the Contracting Party which has been the last to notify.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Nankin, September the eighteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine, corresponding to the eighteenth day of the ninth month of the XVIIIth year of the Republic of China.

(L. S.) *(Signed)* Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.

(L. S.) *(Signed)* Chengting T. WANG.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Poland and China concluded on to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries have by common agreement made the following declarations :

Declaration I *to Article* IV.

1. Passports of Poles established in China before the conclusion of the present Treaty must, as soon as it is concluded, be *visés* by the Chinese authorities of their place of residence. Such passports shall replace the Chinese certificates of identity previously issued to Poles in China.

2. Every Polish national in China in possession of a national passport, which shall be *visé* by the competent Chinese authorities shall be free to travel without previous permission in any place where nationals of any other foreign State may also do so without previous permission. Chinese nationals in possession of passports *visés* by the competent Polish authorities shall enjoy the same right in Poland.

Declaration II *to Article* X.

The provisions of Article X shall not apply to tariff concessions which one of the Contracting Parties has granted or may hereafter grant in exceptional cases to contiguous States with the object of facilitating frontier traffic, or to privileges arising out of a Customs Union, or to the special régime existing between the Polish and German parts of Upper Silesia.

Declaration III.

The present Final Protocol constitutes an integral part of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation concluded between Poland and China on to-day's date.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Nankin, September the eighteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine, corresponding to the eighteenth day of the ninth month of the XVIIIth year of the Republic of China.

Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.
Chengting T. WANG.

ANNEX.

NANKIN, *September* 18, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

Up to the present, the Chinese authorities have accorded every protection to Polish churches, cultural institutions and schools established in China. Now that the bonds of friendship between our two countries have been rendered still closer by the conclusion of the Treaty signed to-day, the Polish Government is convinced that the Chinese authorities will continue as in the past to accord full protection to the said institutions.

It is understood that the Polish Government will also, in accordance with the Constitution of Poland, accord full protection to religious and educational institutions which Chinese nationals have established or may hereafter establish in Poland.

I have the honour to be, etc.

Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.

To His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs
of the Republic of China,
Nankin.

NANKIN, *September* 18, 1929.

SIR,

With reference to your letter of to-day's date, I am glad to learn that the Polish Government will, in accordance with the Constitution of Poland, accord full protection to religious and educational institutions which Chinese nationals have established or may hereafter establish in Poland.

It is understood that the Government of China will also, as in the past, afford full protection to Polish churches, cultural institutions and schools established in China, on condition that the latter observe the laws and regulations in force.

I have the honour to be, etc.

Chengting T. WANG.

To Dr. Georges Barthel de Weydenthal,
Plenipotentiary Delegate of the
Republic of Poland in China,
Nankin.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE REPUBLIC OF CHINA OF SEPTEMBER 18, 1929.

The undersigned Plenipotentiaries, duly authorised to this effect, declare that they have agreed to supplement the provisions of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of September 18, 1929, by the following explanations :

Ad Article IV.

It is understood that freedom to enter the territory of the other Contracting Party is subject to the municipal law of the latter, applicable without distinction to the nationals of all other countries.

Ad Article VI.

It is understood that the local courts mentioned in Article VI are the courts of justice of the country of residence of the nationals in question, which are competent in virtue of the laws in force in the said country.

Ad Article VIII.

Paragraph 1. — It is understood that the right freely to export property is without prejudice to municipal law.

Paragraph 3. — It is understood that the right to acquire successions shall only be conferred within the limits of municipal law.

Ad Articles X *and* XI.

In order to secure for the commerce of the two countries the advantages provided for in Articles X and XI of the present Treaty, each of the Contracting Parties may require that goods imported into its Customs territory shall be accompanied by a certificate of origin.

Ad Article XIII.

It is understood that each of the Contracting Parties reserves the right to make the establishment of foreign companies in its territory conditional upon permission being previously obtained in accordance with its own legislation.

Ad Article XVIII.

It is understood that the local authorities may only intervene on board a vessel at the request of a consul of the other Contracting Party or of the captain of the ship. Where such action is indispensable and delay may have serious consequences or when a person not forming part of the crew is involved in disturbances occurring on board ship, the authorities may intervene without such request, but the authorities in question shall then be required immediately to inform the nearest consul of the other Contracting Party.

The present Additional Protocol, which forms an integral part of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of September 18, 1929, shall be ratified as soon as possible and shall be dealt with in the same way as the said Treaty as regards exchange of ratifications, entry into force, and period of validity and denunciation.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Additional Protocol.

Done in duplicate at Nankin, July the first, one thousand nine hundred and thirty, corresponding to the first day of the seventh month of the XIXth year of the Republic of China.

(L. S.) Jerzy BARTHEL DE WEYDENTHAL.
(L. S.) Chengting T. WANG.

N° 2775.

GRÈCE ET POLOGNE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Varsovie, le 10 avril 1930, et échange de notes y relatif, de la même date.

GREECE AND POLAND

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Warsaw, April 10, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N° 2775. — CONVENTION [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRÈCE ET LA POLOGNE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 10 AVRIL 1930 [2].

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 août 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Auguste ZALESKI, Ministre des Affaires étrangères ; et

M. Eugène KWIATKOWSKI, gérant du Ministère de l'Industrie et du Commerce ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Georges LAGOUDAKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grèce à Varsovie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, en se soumettant aux lois du pays seront traités sur le territoire de l'autre Partie sous tous les rapports, et notamment en ce qui concerne l'établissement et l'exercice des métiers ou professions, du commerce, de l'industrie et de la navigation, le droit d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers et d'en disposer ainsi qu'en ce qui concerne leur situation juridique, leurs droits et leurs intérêts, aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par la législation en vigueur sur ledit territoire. Ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et libre accès auprès de toutes les autorités. Les questions de l'assistance judiciaire gratuite et de la dispense de la caution *judicatum solvi*, seront réglées par un arrangement spécial.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 18 juin 1931.

[2] Cette convention s'applique à la Ville Libre de Dantzig.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2775. — CONVENTION [2] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREECE AND POLAND. SIGNED AT WARSAW, APRIL 10, 1930 [3].

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 6, 1931.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, of the other part, being equally desirous of promoting and developing commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ;

M. Eugène KWIATKOWSKI, Official in Charge of the Ministry of Industry and Commerce ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. Georges LAGOUDAKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece at Warsaw,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Nationals of either of the High Contracting Parties, provided they comply with the law of the land, shall be treated in the territory of the other Party in all respects and particularly as regards establishment and exercise of trades and professions, commerce, industry and navigation, the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property and as regards their legal status, their rights and interests, as favourably as nationals of the most favoured nation.

They shall be free to settle their affairs in the territory of the other Party, whether personally or through an intermediary of their own choosing without being subject in this respect to restrictions other than those laid down by the laws in force in the said territory. Provided they observe the laws of the country, they shall have the right to appear before the Courts and have free access to all authorities. Questions connected with free legal assistance and exemption from the *cautio judicatum solvi* shall be settled by a special agreement.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Athens, June 18, 1931.

[3] This Convention applies to the Free City of Danzig.

Ils n'auront à payer sur le territoire de l'autre Partie, ni pour leur personne, ni pour l'exercice de leur métier ou profession, de leur commerce, de leur industrie et de leur navigation, ni en ce qui concerne leurs biens mobiliers et immobiliers, aucun impôt, taxe ou droit d'aucune sorte, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Cette disposition ne fait pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit des taxes dites de séjour, soit de taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens, ni privés, même temporairement, de la jouissance de leurs biens que dans la mesure applicable dans les mêmes conditions aux nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre de tout service militaire obligatoire. Ils seront exempts, en outre, de toute taxe de quelque nature que ce soit, perçue en remplacement de ce service ainsi que de toutes prestations et requisitions militaires.

Toutefois, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, établis sur le territoire de l'autre, qui y possèdent des immeubles ou biens fonciers, restent soumis, en vertu des dispositions légales, aux charges afférentes à la propriété de ces biens ou immeubles ainsi qu'au cantonnement et autres prestations ou requisitions militaires particulières, étant entendu que ces charges seront également exigées des nationaux et des ressortissants de la nation la plus favorisée. Les indemnités y relatives ne seront pas calculées d'une façon moins favorable que celles accordées aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales industrielles, agricoles et financières, y compris les compagnies de navigation et les sociétés d'assurances, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et y sont légalement constituées, seront également reconnues sur le territoire de l'autre Partie comme possédant une existence légale et y jouiront notamment du droit d'ester en justice en se soumettant aux lois et ordonnances y relatives en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

L'admission sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes des sociétés énoncées ci-dessus légalement constituées sur le territoire de l'autre Partie, sera réglée conformément aux lois et ordonnances en vigueur de l'Etat respectif. Ces sociétés une fois admises, jouiront sur le territoire de l'autre Partie à tous égards du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la République hellénique, seront admis à leur importation sur le territoire douanier de la République de Pologne, au bénéfice du tarif le plus favorable accordé ou qui pourrait être accordé à toute Puissance tierce tant en ce qui concerne les droits sur l'importation que tous coefficients, surtaxes ou majorations dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

The shall not have to pay in the territory of the other Party, either in respect of their person or the exercise of their trade or profession, their commerce, industry and navigation, or in respect of their movable or immovable property, any tax, charge or duty of any kind other or higher than those which are or may in future be levied on nationals of the most favoured nation.

This provision shall not prevent the levying, if necessary, either of taxes in respect of residence or of charges in connection with the carrying out of police formalities.

Article 2.

Nationals of either High Contracting Party may not, in the territory of the other, be expropriated nor be deprived even temporarily of the enjoyment of their property except to the extent applicable under the same conditions to nationals of the country.

Article 3.

Nationals of either High Contracting Party shall be exempt in the territory of the other Party from any compulsory military service. They shall further be exempt from taxes of any kind levied in lieu of such service and from all military contributions and requisitions.

Nevertheless, nationals of either High Contracting Party established in the territory of the other Party who own buildings or real estate there remain liable, under the legal provisions in force, to charges connected with the ownership of the said property or buildings and to billeting and other special military contributions or requisitions, provided such charges are also made on nationals of the country and on nationals of the most favoured nation. Compensation connected with such contributions shall not be calculated in a manner less favourable than in the case of nationals of the country or nationals of the most favoured nation.

Article 4.

Joint Stock Companies and other commercial, industrial, agricultural and financial Companies, including shipping and insurance Companies, having their seat in the territory of either High Contracting Party and regularly constituted therein shall also be recognised in the territory of the other Party as possessing legal existence and shall in particular enjoy therein the right to appear before the Courts, provided that they observe the relative laws and decrees in force in the territory of such other Party.

The admission in the territory of either High Contracting Party of the above-mentioned Companies, regularly constituted in the territory of the other Party, shall be governed by the laws and decrees in force in the State in question. These Companies, once they have been admitted, shall enjoy in all respects most-favoured-nation treatment in the territory of the other Party.

Article 5.

Natural or manufactured products originating in or coming from the territory of the Hellenic Republic shall, when imported into the Customs territory of the Polish Republic, be granted the most favourable tariff which is at present or may hereafter be granted to any third Power as concerns import duties and all coefficients, surtaxes, or increases which are or may hereafter be applied in respect of the said Duties.

Article 6.

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la Grèce, énumérés à la liste A, ci-annexés, bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier de la Pologne :

1° Au Groupe I de ladite liste : des droits de douane y indiqués ;

2° Au Groupe II et III de ladite liste : des pourcentages de réduction douanière y indiqués.

En ce qui concerne le Groupe III de ladite liste, si pour les vins, énumérés à ce Groupe, la Pologne venait à appliquer des droits d'entrée supérieurs aux droits applicables au moment de la signature de la présente convention ou à ceux qui en résultent, la Grèce serait fondée, soit à user de la faculté de dénonciation prévue à l'article 26, soit à demander l'ouverture immédiate des négociations en vue de rétablir l'équilibre des concessions mutuelles fixées dans la présente convention.

Si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai de trois mois à partir du jour où ladite demande serait adressée, la Partie lésée pourrait dénoncer la présente convention pour prendre fin trois mois après.

Annexe à l'article 6.

LISTE A.

Nos alinéas du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises :	Unités	Droit en zlotys ou réduction en pourcentage
	Groupe I.		
ex 7 ex p. 3	Raisins secs	100 kg.	210
» » p. 4	Raisins secs de Corinthe	»	32.25
» » p. 6	Figues sèches	»	130
» 71 » p. 1	Emeri	»	exempt
» 124 » p. 1	Valonés	»	exempt
	Groupe II.		
ex 13 p. 2	Condiments des olives noires et vertes à l'huile ou autrement préparés, en contenants hermétiquement fermés		75 %
ex 27 p. 2	Liqueurs	»	55 %
ex 117 p. 1	Huile d'olive naturelle	»	46 %
	Groupe III.		
ex 28	Vins de raisins, de fruits et de baies :		
ex p. 1	Vins de raisins en fûts, en damejeannes, d'une capacité de 50 l. ou plus.		
ex *a)*	Contenant jusqu'à 15° d'alcool inclusivement	»	94,19 %
ex p. 2	Vins de raisins, en récipients autres que ceux dénommés dans le p. 1.		
ex *a)*	Non mousseux contenant jusqu'à 15° d'alcool inclusivement	»	94,19 %

Article 7.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la République de Pologne bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier de la République hellénique du tarif le plus favorable que celle-ci accorde ou pourrait accorder à toute Puissance

Article 6.

Without prejudice to the provisions of Article 5, the natural or manufactured products originating in and coming from the Customs territory of Greece which are enumerated in List A annexed hereto, shall be entitled when imported into the Customs territory of Poland :

(1) In the case of Group I of the said list, to the Customs duties stated therein ;

(2) In the case of Groups II and III of the said list, to the percentages of Customs reduction indicated therein.

In the case of Group III of the said list, should Poland levy Customs duties on the wines enumerated in the said Group higher than the duties applicable at the time of the signature of the present Convention or than those resulting therefrom, Greece shall be entitled either to avail herself of the possibility of denunciation provided for in Article 26, or to request the immediate opening of negotiations for the purpose of re-establishing the equilibrium of mutual concessions provided for in the present Convention.

Should these negotiations not secure a result within three months from the date on which the said request is made, the injured Party shall be entitled to denounce the present Convention, such denunciation to take effect three months later.

Annex to Article 6.

LIST A.

No. of the Paragraphs of the Polish Customs Tariff	Designation of Goods :	Units	Duty in Zlotys or percentage reduction
	Group I.		
ex 7 ex p. 3	Dried Raisins	100 kg.	210
» » p. 4	Currants	»	32.25
» » p. 6	Dried Figs	»	130
» 71 » p. 1	Emery	»	exempt
» 124 » p. 1	Valonia	»	exempt
	Group II.		
ex 13 p. 2	Condiments of Black or Green Olives in Oil or otherwise, prepared in air-tight receptacles		75 %
ex 27 p. 2	Liqueurs	»	55 %
ex 117 p. 1	Natural Olive Oil	»	46 %
	Group III.		
ex 28	Grape, Fruit and Berry Wines :		
ex p. 1	Grape Wines in casks, in demi-johns, of a capacity of 50 litres or over.		
ex *(a)*	Containing up to 15 % (inclusive) of alcohol	»	94.19 %
ex p. 2	Grape Wines in receptacles other than those designated in Sub-division 1.		
ex *(a)*	Still Wines containing not more than 15 % inclusive of alcohol	»	94.19 %

Article 7.

Natural or manufactured products originating in or coming from the territory of the Polish Republic shall, when imported into the Customs territory of the Hellenic Republic, be granted the most favourable tariff which is at present or may hereafter be granted to any third Power

tierce tant en ce qui concerne les droits sur l'importation que tous coefficients, surtaxes ou majoration dont ces droits sont ou pourraient être l'objet.

Article 8.

Sans préjudice des dispositions de l'article 7, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la Pologne, énumérés à la liste B ci-annexée, bénéficieront, à leur importation sur le territoire douanier de la Grèce, des tarifs indiqués à ladite liste.

Annexe à l'article 8.

LISTE B.

Nos alinéas du tarif douanier hellénique	Désignation des marchandises :	Unités	Droit en drachmes métalliques
1 *b)*	Vaches	tête	15
1 *j)*	Chevaux :		
1)	Au-dessus de 3 ans	»	20
2)	De 3 ans et au-dessous	»	12
3 *d)*	Oeufs de volailles et d'autres volatilles	100 kg.	exempt
9 *m)*	Orge perlé	»	15
9 *n)*	Farine de pommes de terre	»	10
9 *o)*	Amidon	»	25
18 *c)* 2)	Résidus de la distillation des huiles minérales, d'une couleur foncée ou brune, dont le point de fusion n'est pas supérieur à 48° C. et la teneur en huiles minérales non inférieure à 10 %. (Les résidus de couleur claire dont le point de fusion est supérieur et la teneur en huiles, sauf les matières organiques est inférieure, sont rangés sous le N° 18 C. 3°	»	6
47	Bois d'ébénisterie :		
b)	En feuilles pour placages	»	30
d)	En planches composées des feuilles de bois contreplaqué, d'une épaisseur supérieure à 2 mm. même recouvertes des feuilles minces pour placages	»	10
48 *b)*	Douves pour la tonnellerie ou autres usages (parquets etc.) :		
1)	Non ouvrées	»	1
2)	Ouvrées (rainées, rabotées)	»	3
49 *a)* 2)	Chaises, canapés, fauteuils, en bois courbé de hêtre (rond ou carré) avec siège ou (et) dossier en paille tressée ou en bois ou en imitation de peau	»	150
52 *c)* 2)	Paniers et corbeilles de saule ou d'autres matières végétales similaires	»	50
52 *d)*	Menus articles de vannerie de toute forme et de toutes matières fibreuses, simples ou mixtes, avec ou sans garniture en métal ou de toute autre matière commune.	»	150
62	Fer laminé ou étiré, non ouvré, tel qu'il sort des laminoires :		
b)	Profilé en I. T. U.	»	2
c)	Cornières et fers d'angle en général	»	2
d)	Rubans pour cercles et cercles.	»	1

as concerns import duties and all coefficients, surtaxes, or increases which are or may hereafter be applied in respect of the said duties.

Article 8.

Without prejudice to the provisions of Article 7, the natural or manufactured products originating or coming from the Customs territory of Poland, as enumerated in List B annexed hereto, shall on import into the Customs territory of Greece be governed by the tariffs indicated in the said list.

Annexe to Article 8.

LIST B.

No. of the Paragraphs of the Greek Customs Tariff	Designation of Goods :	Units	Duty in Metallic Drachmas
1 *(b)*	Cows	head	15
1 *(j)*	Horses :		
(1)	Over 3 years	»	20
(2)	Of 3 years and less	»	12
3 *(d)*	Eggs of Poultry and other birds.	100 kg.	exempted
9 *(m)*	Pearl Barley	»	15
9 *(n)*	Potato Meal	»	10
9 *(o)*	Starch.	»	25
18 *(c)* (2)	Residue from distillation of mineral oils, dark or brown colour, of a melting point not above 48°C. and mineral oil content not below 10 %. (The residues of light colour with a higher melting point and oil content lower, save organic matter, are dutiable under Clause 18 *(c)* (3)	»	6
47	Wood for cabinet work :		
(b)	In sheets for veneering	»	30
(d)	In boards composed of sheets of ply-wood thicker than 2 mm. even when covered with thin sheets for veneering	»	10
48 *(b)*	Staves for barrels and other purposes (parquet, etc.) :		
(1)	Non-wrought.	»	1
(2)	Wrought (grooved, plate)	»	3
49 *(a)* (2)	Chairs, sofas, arm-chairs of bent beech-wood (round or square) with seat or (and) back of plaited straw, wood or imitation leather	»	150
52 *(c)* (2)	Baskets and hampers of willow or other similar vegetable material	»	50
52 *(d)*	Small basket-work articles in all shapes and of all plaiting materials alone or mixed, with or without fittings of metal or of any other common material	»	150
62	Rolled or drawn iron unwrought, as it leaves the mill :		
(b)	Ended I. T. U.	»	2
(c)	Corner angle-iron generally	»	2
(d)	Hoop iron and hoops	»	1

Nos alinéas du tarif douanier hellénique	Désignation des marchandises :	Unités	Droit en drachmes métalliques
63	Tôles de fer, planes, ondulées, striées etc. :		
a)	De couleur naturelle :		
1)	En fer simple	100 kg.	1
2)	En fer zinqué ou étamé	»	1
65 *b)* 2)	Roues, essieux, bandages, ressorts	»	10
c)	Moulages	»	20
71 *a)*	Fils de fer :		
1)	Simples	»	2
2)	Barbelés	»	2
85	Bascules, balances, poids, pesant par pièce :		
a) 2)	Plus de 10 et jusqu'à 50 kg.	»	60
97 *a)*	Machines et appareils pour toutes industries (y compris celles destinées à la conversion des produits de la terre, soit : pour confiseurs, chocolatiers, boulangers, destillateurs, industriels des textiles etc.), pesant par pièce :		
1)	Jusqu'à 25 kg.	»	15
2)	Plus de 25 à 250 kg.	»	10
3)	Plus de 250 kg.	»	5
98	Machines et engins agricoles et parties de ces machines, en matières quelconques fonctionnant de toutes manières :		
a)	Destinées exclusivement au labourage de la terre ou à la récolte de ses produits, telles que : charrues, faucheuses et brise-mottes, moissonneuses, batteuses etc. tous à traction mécanique	»	5
b)	Destinées à l'amélioration ou à la transformation des produits de la terre (telles que hache-paille, barattes, calandres, essoreuses, extracteurs de miel, machines à décortiquer, à égrener, à trier, etc.)	»	5
c)	Pressoirs à raisins, égrappoirs, pressoirs à huile, moulins à huile, machines de mouturage sans meules, presses à fourrages, machines à égrener le maïs et en général presses centrifuges, séchoirs, pesant :		
1)	Jusqu'à 200 kg.	»	25
2)	Au-dessus de 200 et jusqu'à 500 kg.	»	22
3)	Plus de 500 kg.	»	18
e)	Engins agricoles pour pulvérisation et soufrage des plantes, ainsi que leurs accessoires exclusifs, importés séparément	»	50
100 *a)*	Machines, appareils et ustensiles d'économie domestique : en fer simple ou en combinaison à d'autres matières communes polies ou non, zinquées, étamées, émaillées, peintes, vernies, même si le vernis contient de la poudre métallique, pesant par pièce :		
1)	Jusqu'à 5 kg.	»	32
2)	Plus de 5 à 25 kg.	»	30
3)	Plus de 25 kg.	»	20
105	Capsules pour bouteilles.	»	40
106	Tous objets en plomb ou en alliage de plomb, non dénommés :		
a)	Peints ou non, vernis, zinqués, étamés	»	80
113	Tous objets en zinc ou en alliage de zinc non dénommés :		
a)	Peints ou non, vernis ou non	»	100
160 *c)* 1)	Dextrine.	»	10

No. of the Paragraphs of the Greek Customs Tariff	Designation of Goods :	Units	Duty in metallic Drachmas
63	Sheet iron, plane, corrugated panelled, etc. :		
(a)	Of natural colours :		
(1)	Ordinary	100 kg.	1
(2)	Galvanised or tinned	»	1
65 *(b)* (2)	Wheels, boxes, tyres, springs	»	10
(c)	Mouldings	»	20
71 *(a)*	Wire :		
(1)	Plain	»	2
(2)	Barbed	»	2
85	Weighing machines, scales, weights, weighing per piece :		
(a) (2)	More than 10 and up to 50 kg.	»	60
97 *(a)*	Machinery and apparatus for all industries (including those destined for the conversion of products of the earth, such as for jam makers, chocolate manufacturers, bakers, distillers, textile industries, etc.) weighing each :		
(1)	Up to 25 kg.	»	15
(2)	More than 25 and up to 250 kg.	»	10
(3)	More than 250 kg.	»	5
98	Agricultural machines and implements and parts thereof of whatever material worked by any means :		
(a)	Destined exclusively for cultivating the land or for the harvesting of its products, such as ploughs, reapers, clod crushers, harvesters, threshers, etc., all mechanically driven	»	5
(b)	Destined for the improvement or transformation of products of the earth, such as chaff-cutters,churns, mangles, hydraulic extractors, honey extractors, hulling, shelling and storing machines	»	5
(c)	Grape pressers, grape pickers, oil presses, oil mills, grinding machines without stones, forage presses, maize shelling machines and generally centrifugal presses, driers :		
(1)	Weighing up to 200 kg.	»	25
(2)	More than 200 and up to 500 kg.	»	22
(3)	More than 500 kg.	»	18
(e)	Agricultural machinery for pulverising and sulphurising plants and accessories, solely used in connection with the same, imported separately	»	50
100 *(a)*	Machines, apparatus and utensils for domestic economy, of iron or a combination of other common materials, whether or not polished, zinc plated, tin plated, enamelled, painted, varnished, even if the varnish contains metallic powder, weighing each	»	
(1)	Up to 5 kg.	»	32
(2)	More than 5 up to 25 kg.	»	30
(3)	More than 25 kg.	»	20
105	Bottle capsules	»	40
106	All articles of lead or alloy of lead not mentioned :		
(a)	Painted or not, varnished or not, plated or zinc plated .	»	80
113	All articles of zinc or alloy of zinc not mentioned :		
(a)	Painted or not, varnished or not	»	100
160 *(c)* (1)	Dextrine.	»	10

Nos alinéas du tarif douanier hellénique	Désignation des marchandises :	Unités	Droit en drachmes métalliques
177 *d)*	Carton pour toitures, imbibé ou enduit de goudron ou d'asphalte avec ou sans matières terreuses ou sablonneuses dans la masse ou superficiellement	100 kg.	6
205	Cordes en général (à l'exclusion de celles en sparte), même goudronnées	»	35
206	Ficelles de toute matière (à l'exclusion de celle en sparte).	»	50
	Note : Les articles composés de fils retors à deux ou plusieurs bouts sont considérés :		
1)	Comme fils, celles qui pèsent jusqu'à 400 gr. par 1000 mètres.		
2)	Comme ficelles, celles qui pèsent plus de 400 gr. et jusqu'à 6000 gr. par 1000 mètres.		
3)	Comme cordes, celles qui pèsent plus de 6000 gr. par 1000 mètres.		
208	Tissus de lin, de chanvre, de jute ou de matières textiles similaires, ainsi que tissus ayant la trame ou la chaîne en coton (en tout ou en partie) :		
a)	Ecrus représentant en chaîne et en trame dans un carré de 5 mm. de côté un nombre entier de fils (additionnés) :		
1)	Jusqu'à 6 fils	»	16
2)	Plus de 6 jusqu'à 12 fils	»	24
3)	Plus de 12 jusqu'à 26 fils	»	140
4)	Plus de 26 jusqu'à 40 fils	»	250
5)	Au-dessus de 40 fils	»	400

Article 9.

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, il est entendu que les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la Pologne ne pourront être soumis, à leur importation en Grèce, à des surtaxes quelles qu'elles soient, y compris les droits d'octroi, supérieures à celles qui seront perçues sur les produits de la nation la plus favorisée. Le montant total de ces surtaxes et droits d'octroi ne pourra, en aucun cas, excéder 75 pour cent des droits du tarif douanier.

Il est, en outre, convenu que les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier de la Pologne seront exemptés du droit d'octroi, auquel sont soumis, en Grèce, à leur entrée dans chaque commune les articles similaires de production nationale.

Article 10.

Sans préjudice des dispositions des articles 5 à 9, les droits et taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, communes et institutions publiques qui grèvent ou pourraient par suite grever la production, la préparation, le transport ou la consommation d'un article, ne pourront sous aucun prétexte frapper les produits de l'autre Etat plus lourdement ou d'une manière plus gênante que les mêmes produits de la nation la plus favorisée.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent, d'une manière générale, en ce qui concerne les formalités douanières, le bénéfice du traitement accordé à toute Puissance tierce.

No. of the Paragraphs of the Greek Customs Tariff	Designation of Goods :	Units	Duty in Metallic Drachmas
177 *(d)*	Cardboard impregnated or coated with tar or asphalt with or without earthy or sandy matter in the bulk or on the surface	100 kg.	6
205	Cord generally (except Esparto) tarred or not	»	35
206	Twine of all materials (with exception of Esparto) . . .	»	50
	Note : Articles composed of thread double-twisted with two or more ends shall be regarded :		
(1)	As thread, when they weigh not more than 400 gr. per thousand metres.		
(2)	As twine if they weigh more than 400 and not more than 6000 gr. per thousand meters.		
(3)	As cord if they weigh more than 6000 gr. per thousand metres.		
208	Fabrics of flax, hemp, jute or similar textile materials, also fabrics having the woof or warp of cotton (wholly or partially) :		
(a)	Unbleached containing in warp and woof in a square of 5 m/ms. side, added together :		
(1)	One up to 6 threads	»	16
(2)	More than 6 and up to 12 threads	»	24
(3)	More than 12 and up to 26 threads	»	140
(4)	More than 26 and up to 40 threads	»	250
(5)	Above 40 threads	»	400

Article 9.

Without prejudice to the preceding provisions, it is understood that natural or manufactured products originating in and coming from the Customs territory of Poland shall not be subject when imported into Greece to surtaxes of any character, including octroi charges, higher than those levied on the products of the most favoured nation. The total amount of the said surtaxes and octroi charges shall in no case be higher than 75 % of the duties provided for by the Customs tariff.

It is furthermore agreed that natural or manufactured products originating in and coming from the Customs territory of Poland shall be exempted from the octroi charges for which similar articles produced in the country itself are liable in Greece on entry into every commune.

Article 10.

Without prejudice to the provisions of Articles 5 and 9, inland duties and charges levied for the account of the State, or of provinces, communes or public institutions which are or may hereafter be a burden on the production, preparation, transport or consumption of an article may not under any pretext whatsoever fall more heavily or be imposed in a more onerous manner on the products of the other State than on like products of the most favoured nation.

The High Contracting Parties guarantee to each other in a general manner the advantages accruing from the treatment granted to any third Power in respect of Customs formalities.

Article 11.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Hautes Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant :

a) S'il s'agit des matières premières proprement dites ou des produits naturels, qu'ils sont originaires de l'autre pays ;

b) S'il s'agit d'un produit manufacturé, qu'il remplit, soit en ce qui concerne la matière qui est contenue, soit en ce qui concerne le travail subi, les conditions auxquelles le pays importateur soumet la reconnaissance de la nationalité.

Les certificats d'origine seront délivrés, soit par les autorités douanières, soit par les chambres de commerce dont relève l'expéditeur, soit par toute autre autorité ou groupement économique que le pays destinataire aura agréé.

Dans le cas où lesdits certificats ne seraient pas délivrés par une autorité gouvernementale à cela autorisée, le pays destinataire pourra exiger qu'ils soient visés par un représentant diplomatique ou consulaire de ce pays. Les deux Gouvernements contractants sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité les droits à percevoir dans le cas où le visa consulaire serait exigé.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine lorsqu'il s'agit d'importations ne revêtant pas un caractère commercial.

Les certificats d'origine seront rédigés soit dans la langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination. Dans le premier cas les deux pays se réservent le droit d'en exiger la traduction.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée quant à la forme et au contenu ainsi qu'à l'emploi de ces certificats.

Article 12.

Sans préjudice des dispositions des articles premier, 2 et 3, les négociants, les fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties contractantes qui prouvent par la présentation de leur carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez des négociants ou industriels, ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans l'un, ni dans l'autre cas, ils ne seront astreints à acquitter à cet effet une taxe spéciale.

Les voyageurs de commerce, visés à l'alinéa précédent munis d'une carte de légitimation conforme au modèle annexé à la présente convention et délivrée par les autorités de leurs pays respectifs, auront le droit réciproque d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes visés à l'alinéa 1er du présent article et munis de la carte de légitimation, qui participeront sur le territoire de l'autre Partie aux foires ou à des expositions y seront traités comme des nationaux et ne seront pas soumis, à cette occasion, à des taxes autres ou plus élevées que ces derniers.

Article 11.

In order to reserve the advantages accruing from the above provisions to products originating in their respective countries, the High Contracting Parties shall be entitled to require that products and goods imported into their territory should be accompanied by a certificate of origin certifying that :

(a) In the case of raw materials in the strict sense or natural products they have originated in the other country ;

(b) In the case of a manufactured product, it fulfils the conditions to which the importing country makes recognition subject, either as concerns its substance or its preparation.

Certificates of origin should be issued either by the Customs authorities or by the Chambers of Commerce to which the consignor belongs or by any other authority or economic body approved by the country to which the goods are consigned.

Should the said certificates not be issued by a Government authority authorised for that purpose, the country to which the goods are consigned may require that such certificates be certified by a diplomatic or consular representative of the country in question. The two contracting Governments agree to fix on a basis of reciprocity the duties to be levied should the consular visa be demanded.

A certificate of origin shall not be required in the case of postal packages when the articles imported into the country are not of a commercial character.

Certificates of origin shall be drawn up either in the language of the country of origin or in that of the country to which the goods are consigned. In the former case both countries reserve the right to require a translation.

The High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment as regards the form and contents as also the employment of these certificates.

Article 12.

Without prejudice to the provisions of Articles 1, 2 and 3, merchants, manufacturers and other persons engaged in industry who are nationals of one of the High Contracting Parties and prove by presenting their industrial identity card issued by the competent authorities of their country that they are authorised to carry on their trade or industry, and that they pay the charges and taxes provided for by law, shall be entitled, either in person or through commercial travellers employed by them, to make purchases in the territory of the other Contracting Party from traders or persons engaged in industry or in the public market. They shall also be entitled to take orders, including orders given after sight of samples, from traders or other persons who make use of goods of the character of the said samples in respect of that trade or industry. In neither case shall they be required to pay a special tax.

Commercial travellers, as described in the preceding paragraph, furnished with a card of legitimation in conformity with the model annexed to the present Convention and delivered by the authorities of their respective countries, shall have the right, reciprocally, to carry with them samples or models but not goods.

The nationals of one of the High Contracting Parties, as described in paragraph 1 of the present Article and furnished with the card of legitimation, who shall take part on the territory of the other Party in fairs or exhibitions, shall be there treated as nationals and shall not be there subject to other or higher taxes than the latter.

Annexe à l'article 12 de la Convention.

MODÈLE DE LA CARTE DE LÉGITIMATION — GRÈCE OU POLOGNE.

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE
(valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance).

Bon pour { la Grèce / la Pologne } N° de la carte .....

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte : M.....
..... né à .....
demeurant à ..... rue ..... N° .....
possède (1) .....
à .....
sous la raison de commerce .....
(2) est commis voyageur au service { de la maison / des maisons } .....
à .....
qui { possède [1] / possèdent } .....
sous la raison de commerce .....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à .....
.....
et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

..... le ..... 19...

Signature légalisée du chef de la (des) maison (s) (2)

Signalement du porteur :

Age.....
Taille .....
Cheveux .....
Signes particuliers.....

Signature de l'autorité de délivrance :

Photographie du porteur

[1] Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel et la rubrique 2 lorsqu'il s'agit d'un commis voyageur.

(Cette pièce doit être établie en double exemplaire.)

Annex to Article 12 of the Convention.

MODEL OF IDENTITY CARD. — GREECE OR POLAND.

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.
(Valid for twelve months from the date of issue).

Valid for { Greece / Poland } No. of card .....

It is hereby certified that the holder of this card : M. .....

born at .....

resident at ..... street ..... No. .....

possesses a [1] .....

at .....

under the name of .....

(or) is a commercial traveller in the employ of the firm(s) of .....

.....

at .....

which possess(es) a [1] .....

under the name of .....

As the holder of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the above firms(s), it is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorised to carry on its (their) trade and industry in (.....) and pay(s) the statutory taxes for this purpose.

....., ..., 19.....

Description of holder :

Age.....
Height .....
Hair .....
Special characteristics .....

Signature of head(s) of the firm(s)

.....

Signature of holder :

.....

Photograph

[1] State nature of factory or business.

N. B. In the case of the head of a commercial (or industrial) concern, only the first part of the form should be filled in and the second part in the case of a commercial traveller.

(This document should be made out in duplicate.)

Article 13.

Les objets passibles d'un droit de douane, à l'exception des marchandises prohibées à l'importation, pour une des raisons énumérées à l'article 15, qui seront importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit, du reste, le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie dans les deux pays, soit par le dépôt (en espèces) du montant des droits applicables au bureau de douane d'entrée, soit par une caution valable.

Une fois le délai réglementaire expiré, le montant des droits selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au Trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que, dans ce délai, les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si avant l'expiration du délai réglementaire les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau devra s'assurer par une vérification, si les articles qui sont présentées sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposé à l'importation ou prendra toutes les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

A l'exception des droits de timbre, il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, ni pour la délivrance des certificats ou permis, ni pour la position des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Les autorités douanières de chacune des Hautes Parties contractantes considéreront comme suffisantes, en vue de la reconnaissance ultérieure de l'identité des échantillons ou modèles, les marques qui y auront été apposées par la douane de l'autre Partie contractante, à la condition que ces échantillons ou modèles soient accompagnés d'une liste descriptive, certifiée par les autorités douanières de cette Partie. Des marques supplémentaires pourront cependant être apposées sur les échantillons ou modèles par la douane du pays d'importation dans tous les cas où celle-ci jugerait ce complément de garantie indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou modèles, lors de la réexportation. Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Le délai de réexportation est fixé à douze mois, sauf la faculté de prolongation réservée à l'administration compétente du pays d'importation. Passé le délai imparti, le paiement des droits sera exigé sur les échantillons non réexportés.

Article 14.

Les dispositions des articles 12 et 13 ne sont applicables ni aux métiers ambulants, ni au colportage, ni à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce. Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 15.

Jusqu'au moment où l'entière liberté du commerce pourra être établie entre les Hautes Parties contractantes, les prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation qui, sur le territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes sont ou seront mises en vigueur pour quelque raison que ce soit, ne pourront être appliquées au commerce de l'autre Partie que dans le cas où ces prohibitions et restrictions concerneraient tous les autres pays.

Les engagements stipulés à l'alinéa précédent ne font point obstacle aux mesures de prohibition ou restriction que chacune des Hautes Parties contractantes pourra être amenée à prendre si ces prohibitions ou restrictions sont en même temps applicables à tous les pays se trouvant dans les mêmes conditions pour l'une des raisons ci-après énumérées :

a) Prohibitions ou restrictions pour raisons de sûreté publique ;

Article 13.

Articles subject to Customs duty with the exception of goods the import of which is prohibited for one of the reasons set forth in Article 15 which are imported as samples or models by commercial travellers shall be admitted by both Parties duty free on entry and exit provided the said articles, if they have not been sold, are re-exported within a period provided by the regulations and that the identity of the articles imported and re-exported be ascertainable beyond all doubt whatever by the Customs office through which they pass when leaving the country.

Re-export of samples or models shall be guaranteed in both countries either by the deposit (in cash) of the amount of the duties leviable at the Customs office of entry or by the giving of good security.

Once the period provided by the regulations has expired, the amount of the duties paid in or guaranteed shall become the property of, or be recovered by the Treasury, unless it be proved that during that period the samples or models were re-exported.

If the samples or models are presented before the expiry of the period provided by the regulations at a Customs office open for that purpose for the purpose of re-export, the said office shall ascertain by verification whether the articles presented are really those in respect of which the entry permit was issued. If there is no doubt on this point, the office shall note that the articles are re-exported and shall repay the amount of duty deposited on import or take all necessary steps to release the security.

With the exception of stamp duties, the importer shall not be liable for any charge either for the issue of certificates or permits or for the affixing of marks for the purpose of guaranteeing the identity of the samples or models.

For the purpose of later recognition of the identity of the samples or models, the Customs authorities of each of the High Contracting Parties shall regard the marks fixed by the Customs of the other Contracting Party as sufficient on condition that the said samples or models be accompanied by a descriptive list certified by the Customs authorities of the said Party. Supplementary marks may however be fixed upon samples or models by the Customs of the importing country in all cases in which the said Customs consider that this supplementary guarantee is indispensable for purposes of identification of the samples or models on re-export. Apart from this last case, Customs verification shall merely consist in recognising the identity of the samples and fixing the amount of dues and taxes if any leviable.

The period for re-export shall be twelve months, though the competent administration of the importing country may extend this period. Once the period provided has expired, duties on non-reexported samples shall be levied.

Article 14.

The provisions of Articles 12 and 13 shall not apply to itinerant trades, hawkers, or to the soliciting of orders from persons who do not carry on any industry or trade. Each of the High Contracting Parties reserves full freedom to legislate in this respect.

Article 15.

Until full freedom of trade can be established as between the High Contracting Parties, import or export prohibitions or restrictions which are or may hereafter be put into force on the Customs territory of one of the High Contracting Parties for any reason shall not apply to the trade of the other Party save in cases in which such prohibitions or restrictions affect all other countries.

The obligations set forth in the previous paragraph shall not prevent any measures of prohibition or restriction which either High Contracting Party may be led to take such as prohibitions or restrictions applied at the same time to all countries under the same conditions for one of the reasons set forth below :

(a) Prohibitions or restrictions for reasons of public security ;

b) Prohibitions ou restrictions pour raisons de police sanitaire, en vue d'assurer la protection des hommes, des animaux, ou des plantes, contre les maladies ou les parasites, sans préjudice toutefois des dispositions des conventions spéciales qui pourraient être conclues en ces matières ;

c) Prohibitions ou restrictions relatives au trafic des armes, munitions et matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tout autre approvisionnement de guerre ;

d) Prohibitions et restrictions destinées à étendre aux marchandises étrangères les dispositions de la législation intérieure concernant la production, le trafic, le transport ou la consommation à l'intérieur du pays des marchandises nationales de même espèce ; cette disposition vise également les marchandises qui font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat ou d'un monopole octroyé par l'Etat ;

e) Prohibitions ou restrictions nécessaires pour l'accomplissement de certains engagements internationaux dans lesquels les Hautes Parties contractantes participent.

Article 16.

Pour toutes les questions relatives aux communications par voies ferrées, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention [1] et du Statut sur le régime international des voies ferrées, signés à Genève le 9 décembre 1923, ainsi que les dispositions des Conventions [2] de Berne du 23 octobre 1924.

Pour toutes les questions relatives au transit international les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention [3] et du Statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur la liberté du transit.

Article 17.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes et leurs cargaisons jouiront, sous tous les rapports, dans les ports et dans les eaux territoriales de l'autre Partie, du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination desdits navires, quel que soit aussi le lieu d'origine où de destination de leurs cargaisons. Ils ne seront notamment assujettis sur le territoire de l'autre Partie, à aucune taxe ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination perçue au profit de l'Etat soit au profit des provinces, des communes ou d'institutions quelconques, autre ou plus élevée que celles qui seront applicables aux navires nationaux et à leurs cargaisons.

En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leurs chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins et, en général, pour toutes les formalités et dispositions auquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Partie contractante.

Tout privilège et toute exonération que l'une des Hautes Parties contractantes pourra accorder, sous l'un des rapports susvisés, à une tierce Puissance, seront appliqués simultanément et sans réserve à l'autre Partie contractante.

Il est fait exception, toutefois, aux stipulations du présent article :

a) En ce qui concerne les faveurs, qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits ;

---

[1] Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; vol. XCII, page 381 ; et vol. XCVI, page 191, de ce recueil.

[2] *a)* Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil ; et *b)* Vol. LXXVIII, pages 17 ; et vol. C, page 298, de ce recueil.

[3] Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

(b) Prohibitions or restrictions by the sanitary police for the purpose of protecting men, animals and plants against disease or parasites without prejudice however to the provisions of any special Convention which may be concluded with regard to these subjects;

(c) Prohibitions and restrictions in connection with the traffic in arms, munitions and material of war and in exceptional circumstances, traffic in any other war supplies;

(d) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign goods the provisions of the internal legislation concerning the production of, traffic in, transport of or consumption of national goods of the same kind in the interior of the country; this clause shall also apply to goods which are or may hereafter be governed by a State monopoly or by a monopoly granted by the State;

(e) Prohibitions or restrictions necessary for the accomplishment of certain international undertakings in which the High Contracting Parties participate.

Article 16.

As regards all questions connected with communications by rail, the High Contracting Parties shall, in their relations with each other, apply the provisions of the Convention [1] and Statute of the International Régime of Railways signed at Geneva on December 9, 1923, and the provisions of the Berne Conventions [2] of October 23, 1924.

As regards conditions of transit, the two High Contracting Parties undertake to apply reciprocally in their relations with one another the provisions of the Barcelona Convention [3] and Statute on Freedom of Transit dated April 20, 1921.

Article 17.

Ships and vessels flying the flag of one of the High Contracting Parties, and their cargoes shall enjoy in the territorial waters of the other Party the same treatment in all respects as national vessels and cargoes, irrespective of the place of departure or the destination of the said ships and vessels and irrespective of the place of origin or the destination of their cargoes. Accordingly, the ships and vessels of either Party, and their cargoes, cannot be subjected, when in the territory of the other Party, to any taxes or charges of any sort or kind whatsoever, which are or may hereafter be levied on behalf of the State, or of the provinces or of the communes, or of any institutions whatever, other or higher than are applicable to national vessels and to their cargoes.

With regard to the berthing, loading and unloading of vessels in ports, roadsteads, habours and docks, and, in general, with regard to all formalities and regulations to which merchant vessels, their crews and cargoes may be subject, it is agreed that no privilege or favour shall be granted by either of the Contracting Parties to its own vessels which is not accorded to the vessels of the other Party.

Any privilege or exemption which either High Contracting Party may accord to any third Power in regard to any of the above-mentioned matters shall also be accorded simultaneously and unconditionally to the other Contracting Party.

Exceptions shall, however, be made to the provisions of the present Article in the case of:

(a) Favours which have been or may hereafter be granted in either country to national fisheries and their products;

---

[1] Vol. XLVII, page 55; Vol. L, page 180; Vol. LIX, page 383; Vol. LXIII, page 417; Vol. LXIX, page 92; Vol. LXXVIII, page 472; Vol. LXXXIII, page 403; Vol. LXXXVIII, page 336; Vol. XCII, page 381; and Vol. XCVI, page 191, of this Series.

[2] *a)* Vol. LXXVII, page 367; Vol. C, page 248; and Vol. CXVII, page 186, of this Series; and *b)* Vol. LXXVIII, page 17; and Vol. C, page 248, of this Series.

[3] Vol. VII, page 11; Vol. XI, page 407; Vol. XV, page 305; Vol. XIX, page 279; Vol. XXIV, page 155; Vol. XXXI, page 245; Vol. XXXV, page 299; Vol. XXXIX, page 166; Vol. LIX, page 344; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXXIII, page 373; Vol. CXII, page 363; Vol. XCVI, page 181; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

b) En ce qui concerne le cabotage ;

c) En ce qui concerne les avantages que chacune des Hautes Parties contractantes pourrait consentir à ses ressortissants comme moyen de favoriser le développement de sa marine marchande à titre soit de primes ou subventions pour la construction ou l'acquisition des navires de commerce, soit de primes ou encouragement à la marine marchande ;

d) En ce qui concerne le transport des émigrants et des immigrants.

En ce qui concerne la navigation sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, pour laquelle les navires et bateaux des Hautes Parties contractantes et leurs cargaisons seront soumis aux mêmes conditions que les navires et bateaux de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, les droits à prélever sur les navires et bateaux et sur leurs cargaisons ne doivent pas excéder, à l'exclusion toutefois du cabotage intérieur, les taux applicables aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

Article 18.

La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jaugeage établis par l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que les certificats de navigabilité délivrés par elle seront reconnus par l'autre Partie contractante.

Article 19.

Les navires et bateaux de l'une des Hautes Partie contractantes entrant dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements de l'Etat respectif, conserver à bord la partie de leur cargaison qui sera destinée à un autre port et à un autre pays et la réexporter sans être tenus à payer pour celle-ci aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux le plus bas, fixé pour la navigation nationale ou pour celle de la nation la plus favorisée.

Article 20.

Seront complètement affranchis de tous droits grevant les navires et bateaux et la navigation dans les ports du pays respectif :

a) Les navires et bateaux qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en sortiront sur lest ;

b) Les navires et bateaux qui, passant d'un port de l'un des deux pays dans un ou plusieurs ports du même pays, justifieront qu'ils ont déjà acquitté les droit en question au cours du même voyage dans un autre port du même pays ;

c) Les navires et bateaux qui, entrés avec cargaison dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

L'exonération dont il s'agit à l'alinéa précédant ne s'appliquera pas aux droits de pilotage, de port, de remorque, de quarantaine, ni à tous autres droits grevant les navires et bateaux ; et que les navires et bateaux nationaux et ceux de la nation la plus favorisée ont à acquitter dans les mêmes conditions pour services rendus ou dispositions prises dans l'intérêt de la navigation.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce : le débarquement et le rembarquement des passagers et de leurs effets, ainsi que des marchandises pour la réparation du navire ou bateau en cas de non-navigabilité du navire ou bateau, l'achat des provisions nécessaires pour le ravitaillement des équipages et des passagers, la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

(b) The coasting trade ;

(c) In respect of the advantages that each of the High Contracting Parties may grant to its nationals with a view to promoting the development of its merchant marine, either by bounties or grants for the construction or acquisition of merchant vessels or in the form of bounties or encouragement to the merchant marine ;

(d) In respect of the transport of emigrants and immigrants.

As regards navigation on navigable inland waterways, whether natural or artificial, on which the ships and vessels of the High Contracting Parties and their cargoes shall be admitted on the same conditions as the ships and vessels of the most-favoured-nation and the cargoes of the same, the duties to be levied on the ships and vessels and their cargoes shall not exceed (always excluding national inland water transport) the rates applicable to national vessels and their cargoes.

Article 18.

The documents and certificates issued for the purpose, in conformity with the laws and regulations of the respective countries, by the competent authorities of the said countries shall be recognised as establishing the nationality of the vessels.

The tonnage measurement certificates made out by one of the High Contracting Parties and the certificates of seaworthiness issued by the said High Contracting Party shall be recognised by the other Contracting Party.

Article 19.

Ships and vessels of one of the High Contracting Parties entering ports of the other Party solely for the purpose of completing their cargo or of unloading a portion thereof shall be entitled, provided that they comply with the laws and regulations of the State in question, to retain on board any portion of the cargo which is consigned to another port and to another country and to re-export it without being liable to pay any duties or charges in respect of the same other than charges in respect of supervision, which furthermore shall only be levied at the lowest rate which is fixed for the shipping of the country in question or for the shipping of the most favoured nation.

Article 20.

The following shall be completely exempt from all dues levied on ships and vessels and on navigation in the ports of the respective country :

(a) Ships and vessels which enter into port in ballast and leave in ballast ;

(b) Ships and vessels which when departing from the port of one of the two countries to one or more ports of the same country prove that they have paid the dues in connection with the same voyage at another port of the same country ;

(c) Ships and vessels which enter a port under cargo either voluntarily or owing to stress of weather and which leave without carrying out any commercial operation.

The exemptions provided for in the previous paragraph shall not apply to dues in respect of pilotage, to harbour dues, to tonnage dues, to quarantine dues or to any other dues imposed on ships and vessels which the ships and vessels of the country or those of the most-favoured-nation have to pay in the same circumstances for services rendered or in respect of measures taken in the interests of navigation.

In the case of ships and vessels being obliged to put into port through stress of weather, the following shall not be regarded as commercial operations : — the disembarcation and reembarcation of passengers and their property and of material for repair to the ship or vessel should it be found to be unseaworthy, the purchase of the provisions necessary for the crew and passengers and the sale of damaged goods when allowed by the Customs administration.

Article 21.

Si un navire ou bateau de l'une des Hautes Parties contractantes s'est échoué ou a fait naufrage dans les eaux de l'autre Partie contractante, le navire ou bateau, ses passagers et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent ou accorderont dans des circonstances analogues aux navires et bateaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux mêmes que pour le navire ou bateau, les passagers et la cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays, où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un navire ou bateau échoué ou naufragé, ne seront assujettis à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 22.

Les dispositions de la présente convention relative au traitement de la nation la plus favorisée, ne pourront être invoquées en ce qui concerne :

1° Les faveurs accordées ou qui pourront être accordées par suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontière local ;

2° Les avantages résultant ou pouvant résulter d'une union douanière avec d'autres Etats ;

3° Le régime provisoire entre les parties polonaise et allemande de la Haute-Silésie.

Article 23.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à entamer dans un délai de douze mois les négociations entre les autorités compétentes concernant la conclusion d'un arrangement sur les conditions sociales du travail en conformant avec leurs législations respectives et en appliquant le principe de réciprocité.

Article 24.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation de la présente convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut [1], soit à un tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention [2] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties contractantes sur le compromis et après préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente d'Arbitrage à La Haye dans les conditions et suivant la procédure prévue par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 25.

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de Versailles et des articles 2 et 6

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404, vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; et vol. CXVII, page 46, de ce recueil.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 21.

If a vessel belonging to either of the High Contracting Parties should be stranded or wrecked in the waters of the other Contracting Party, the vessels and her passengers and cargo shall enjoy the same favours and immunities as are or may hereafter be granted in similar circumstances to national vessels or to those of the most-favoured-nation. Assistance and relief shall be afforded to the master and crew both for themselves and for the vessel and her passengers and cargo to the same extent as would be afforded to nationals of the country in question.

As regards salvage charges, the laws of the country in which the salvage takes place shall be applicable.

Goods salved from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are admitted into the country as articles of consumption.

Article 22.

The provisions of the present Convention which refer to most-favoured-nation treatment cannot be invoked as regards :

(1) Privileges which are or may hereafter be granted to neighbouring States with a view to facilitating frontier traffic ;

(2) Privileges which result or may hereafter result from a Customs Union with other States ;

(3) The provisional régime in force between the Polish and German parts of Upper Silesia.

Article 23.

The two High Contracting Parties undertake to set on foot within twelve months negotiations between the competent authorities concerning the conclusion of an agreement on social labour conditions in accordance with their respective legislations and the principle of reciprocity.

Article 24.

Disputes which may arise between the High Contracting Parties as to the interpretation of the present Convention and which it has not been possible to settle through diplomatic channels shall, by mutual accord, be submitted on a written agreement either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and following the procedure provided for by its Statute[1], or to an arbitral tribunal under the conditions and following the procedure provided for by the Hague Convention [2] of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

Should there be no accord between the Contracting Parties with regard to the written agreement and after one month's notice has been given, either of them shall have the right to bring the dispute direct by application before the Permanent Court of Arbitration at The Hague under the conditions and following the procedure provided by the Hague Convention of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

Article 25.

The Polish Government, which is responsible for the conduct of the foreign relations of the Free City of Danzig in virtue of Article 104 of the Treaty of Versailles and Articles 2 and 6 of the

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; and Vol. CXVII, page 46, of this Series.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

de la Convention [1] de Paris entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig du 9 novembre 1920, se réserve le droit de déclarer que la Ville Libre est partie contractante à la présente convention et qu'elle accepte les obligations et acquiert les droits en dérivant.

Cette réserve ne se rapporte pas aux dispositions de la présente convention lesquelles la République de Pologne a contracté en ce qui concerne la Ville Libre de Dantzig, conformément à ses droits découlant des traités y relatifs.

Article 26.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Athènes.

Elle entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant une année à partir de la date de sa mise en vigueur, et, ensuite, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 10 avril 1930.

(L. S.) *(—)* August ZALESKI. *(L. S.)* *(—)* G. C. LAGOUDAKIS.
(L. S.) *(—)* E. KWIATKOWSKI.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

Les deux Parties contractantes sont d'accord que les déchets de parafine (parafine en écailles), importée du territoire douanier polonais seront dédouanés d'après le N° 18 c. 2 du tarif douanier hellénique conventionnel sous réserve que ces déchets de parafine seront conformes aux conditions prévues dans la position susnommée.

Une différence de 10 % en moins au point de vue de contenance réglementaire en huiles dans ces déchets de parafine est tolérée.

Fait à Varsovie en double exemplaire le 10 avril 1930.

(L. S.) *(—)* August ZALESKI. *(L. S.)* *(—)* G. C. LAGOUDAKIS.
(L. S.) *(—)* E. KWIATKOWSKI.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

VARSOVIE, *le* 10 *avril* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de la Convention commerciale en date de ce jour, il fut convenu que le droit de douane à appliquer d'après le N° 47 *d)* du tarif

[1] Vol. VI, page 190 ; et vol. CVII, page 459, de ce recueil.

Convention[1] of Paris concluded between Poland and the Free City of Danzig on November 9, 1920, reserves the right to declare that the Free City is a Contracting Party to the present Convention and accepts the obligations and acquires the rights resulting therefrom.

This reservation does not apply to the provisions of the present Convention which the Polish Republic accepts on behalf of the Free City of Danzig, in conformity with her rights under the treaties relating thereto.

Article 26.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Athens.

It shall come into force on the thirtieth day after the exchange of ratifications and shall remain executory for one year from the date of its coming into force, and, after the said period, up to the expiry of a period of three months from the date of its denunciation by one of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Warsaw, in duplicate, on April 10, 1930.

(L. S.) *(—)* August ZALESKI. *(L. S.)* *(—)* G. C. LAGOUDAKIS.
(L. S.) *(—)* E. KWIATKOWSKI.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the present Convention, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as fallows :

The two Contracting Parties agree that paraffin shavings (paraffin in flakes) imported from the Polish Customs territory, shall be dealt with by the Customs in accordance with No. 18 *(c)* 2 of the Greek Customs tariff as established by convention, provided that the said paraffin shavings comply with the conditions provided for in respect of the said item of the tariff.

A difference of 10 % under the figure for content of alloy contained in the said paraffin shavings shall be allowed.

Done at Warsaw, in duplicate, on April 10, 1930.

(L. S.) *(—)* August ZALESKI. *(L.S.)* *(—)* G. C. LAGOUDAKIS.
(L. S.) *(—)* E. KWIATKOWSKI.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE POLISH REPUBLIC.

WARSAW, *April* 10, 1930.

SIR,

During the negotiations which resulted in the conclusion of the Commercial Convention of to-day's date, it was agreed thas the Customs duty to be applied under No. 47 *(d)* of the Greek

[1] Vol. VI, page 190 ; and Vol. CVII, page 459, of this Series.

douanier hellénique au bois d'ébénisterie en planches composées de feuilles de bois contreplaquées d'une épaisseur supérieure à 2 mm. même recouvertes de feuilles minces pour placages, originaires et en provenance de Pologne, sera de 10 drachmes les 100 kg.

Il fut convenu en outre, sans préjudice de la clause de la nation la plus favorisée que les planches contreplaquées en bois d'aulne originaires et en provenance de la Pologne, bénéficieront du droit de douane visé à la position 46 *c)* 3 du tarif douanier hellénique pour planches composées de feuilles contreplaquées en bois commun (bouleau) ne formant pas un article parfait soit de 24 drachmes pour mt³ tant qu'un pays quelconque en bénéficiera.

Je vous prierais donc de vouloir bien me confirmer l'accord convenu à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) A. ZALESKI.

S. E.
Monsieur Georges Lagoudakis,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Grèce
à Varsovie.

II.

LÉGATION DE GRÈCE
A VARSOVIE.

VARSOVIE, *le* 10 *avril* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note en date du 10 avril 1930, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de la Convention commerciale en date de ce jour il fut convenu que le droit de douane à appliquer d'après le N° 47 *d)* du tarif douanier hellénique au bois d'ébénisterie en planches composées de feuilles de bois contreplaquées d'une épaisseur supérieure à 2 mm. même recouvertes de feuilles minces pour placages, originaires et en provenance de Pologne, sera de 10 drachmes les 100 kg.

Il fut convenu, en outre, sans préjudice de la clause de la nation la plus favorisée que les planches contreplaquées en bois d'aulne originaires et en provenance de la Pologne, bénéficieront du droit de douane visé à la position 46 *c)* 3. du tarif douanier hellénique pour planches composées de feuilles contreplaquées en bois commun (bouleau) ne formant pas un article parfait soit de 24 drachmes pour mt³ tant qu'un pays quelconque en bénéficiera.

Je vous prierais donc de vouloir bien me confirmer l'accord convenu à ce sujet ».

En vous accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur de vous confirmer au nom de mon gouvernement l'accord intervenu entre le Gouvernement hellénique et le Gouvernement polonais sur la question exposée dans la note précitée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

Son Excellence
Monsieur August Zaleski,
Ministre des Affaires étrangères,
à Varsovie.

Customs Tariff to wood for cabinet work in boards composed of sheets of ply wood thicker than 2 mm. even when covered with thin sheets for veneering, originating and coming from Poland, should be 10 drachmas per 100 kg.

It was further agreed that, without prejudice to the most-favoured-nation clause, boards of ply wood made out of alder, originating and coming from Poland, should be entitled to the Customs duty provided for under No. 46 *(c)* 3 of the Greek Customs Tariff for boards composed of sheets of ply wood of ordinary wood (birch) not forming a complete article, that is to say, of 24 drachmas per mt^3 so far as any country is granted such tariff.

I would be obliged if you would confirm our agreement on this subject.

I have the honour to be, etc.

(—) A. ZALESKI.

To His Excellency,
M. Georges Lagoudakis,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary for Greece
at Warsaw.

II.

GREEK LEGATION
AT WARSAW.

WARSAW, *April* 10, 1930.

SIR,

In your letter of April 10, 1930, Your Excellency was good enough to communicate to me the following :

> " During the negotiations which resulted in the conclusion of the Commercial Convention of to-day's date, it was agreed that the Customs duty to be applied under No. 47 *(d)* of the Greek Customs Tariff to wood for cabinet work in boards composed of sheets of ply wood thicker than 2 mm. even when covered with thin sheets for veneering, originating and coming from Poland, should be 10 drachmas per 100 kg.
>
> It was further agreed that without prejudice to the most-favoured-nation clause boards of ply wood made out of alder, originating and coming from Poland, should be entitled to the Customs duty provided for under No. 46 *(c)* 3 of the Greek Customs Tariff for boards composed of sheets of ply wood of ordinary wood (birch) not forming a complete article, that is to say, of 24 drachmas per mt^3 so far as any country is granted such tariff.
>
> " I would be obliged if you would confirm our agreement on this subject. "

In acknowledging receipt of the said note, I have the honour to confirm, in the name of my Government, the agreement which has been arrived at on the question set forth in the above note.

I have the honour to be, etc.

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

To His Excellency
M. August Zaleski,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

No. 2775

III.

LÉGATION DE GRÈCE
A VARSOVIE.

VARSOVIE, *le* 10 *avril* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de la signature de la Convention commerciale gréco-polonaise, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me confirmer que la question de l'achat des tabacs par le Monopole polonais qui n'a pu être solutionnée pendant les négociations et ne peut par conséquent être incorporée dans la Convention signée aujourd'hui, fera dans le proche avenir l'objet des pourparlers ultérieurs et séparés en vue d'arriver à un résultat concret conciliant les intérêts en l'espèce des deux Hautes Parties contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

Son Excellence
Monsieur August Zaleski,
Ministre des Affaires étrangères,
à Varsovie.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

VARSOVIE, *le* 10 *avril* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note en date du 10 avril 1930, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

« Au moment de la signature de la Convention commerciale gréco-polonaise, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me confirmer que la question de l'achat des tabacs par le Monopole polonais qui n'a pu être solutionnée pendant les négociations et ne peut par conséquent être incorporée dans la Convention signée aujourd'hui, fera dans le proche avenir l'objet des pourparlers ultérieurs et séparés en vue d'arriver à un résultat concret conciliant les intérêts en l'espèce des deux Hautes Parties contractantes ».

En vous accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, que le Gouvernement polonais est d'accord avec sa teneur.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) A. ZALESKI.

S. E.
Monsieur Georges Lagoudakis,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Grèce
à Varsovie.

III.

GREEK LEGATION
AT WARSAW.

WARSAW, *April* 10, 1930.

SIR,

At the moment of signing the Greco-Polish Convention, I have the honour to request that you will confirm that the question of the purchase of tobacco by the Polish Monopoly, which has not been settled during the negotiations and which cannot therefore be dealt with in the Convention signed to-day, may in the near future form the subject of further negotiations with a view to arriving at a concrete result which shall take account of the material interests of the two High Contracting Parties.

I have the honour to be, etc.

(—) G. C. LAGOUDAKIS.

To His Excellency
M. August Zaleski,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE POLISH REPUBLIC.

WARSAW, *April* 10, 1930.

SIR,

By your note of April 10, 1930, you have been good enough to communicate to me the following:

> " At the moment of signing the Greco-Polish Convention, I have the honour to request that you will confirm that the question of the purchase of tobacco by the Polish Monopoly, which has not been settled during the negotiations and which cannot therefore be dealt with in the Convention signed to-day, may in the near future form the subject of further negotiations with a view to arriving at a concrete result which shall take account of the material interests of the two High Contracting Parties. "

While acknowledging receipt of the said note, I have the honour to inform you that the Polish Government is in agreement with the contents of same.

I have the honour to be, etc.

(—) A. ZALESKI.

To His Excellency
M. Georges Lagoudakis,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary for Greece
at Warsaw.

N° 2776.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ESPAGNE

Echange de notes relatif au règlement des réclamations réciproques. Washington, les 24 août 1927, 13 mai et 20 juin 1929.

UNITED STATES OF AMERICA AND SPAIN

Exchange of Notes relating to the Settlement of the reciprocal Claims. Washington, August 24, 1927, May 13 and June 20, 1929.

No. 2776. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, RELATING TO THE SETTLEMENT OF THE RECIPROCAL CLAIMS. WASHINGTON, AUGUST 24, 1927, MAY 13 AND JUNE 20, 1929.

Nº 2776. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE ESPAÑA Y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, RELATIVO AL ARREGLO DE LAS RECLAMACIONES RECIPROCAS. WASHINGTON, 24 DE AGOSTO DE 1927 Y 13 DE MAYO Y 20 DE JUNIO DE 1929.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Espagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 août 1931.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 25 juin 1931.

English and Spanish official texts communicated by the Spanish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 8, 1931.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, June 25, 1931.

I.

THE SECRETARY OF STATE (KELLOGG) TO THE SPANISH CHARGÉ D'AFFAIRES *ad interim* (DE AMOEDO).

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *August* 24, 1927.

SIR,

The Ambassador's note of July 26, 1927, with further reference to the claims of the heirs of Señor Manuel Arias Brios, and to the suggestions made in my note of May 31, last, relative to the desirability of an informal consideration of such claims as either Government may now desire to bring to the attention of the other, was duly received and has had consideration.

With respect to His Excellency's request for a statement of the precise steps contemplated for the consideration of such claims, it is suggested (1) That each Government should submit to the other on or before a specified date in the near future, a list of the claims which each desires to urge for the consideration and allowance of the other, together with a brief statement of the facts. This Government would suggest that such lists should be exchanged by January 1, 1928. (2) Subsequently, at the expiration of an agreed period of time, say three months, required for the examination of the claims presented, the two Governments should designate representatives, one each, to confer

together in an effort to decide upon the merits of the claims, and, if possible to concur in conclusions as to the appropriate disposition to be made of each of the claims presented. (3) The claims which the representatives agree should be paid shall be referred by them to the respective Governments with their recommendations. (4) Cases in which the representatives do not agree or in which the recommendations of the representatives are not accepted by the two Governments might be disposed of by such further agreement as might at the time seem expedient.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Frank B. KELLOGG.

Señor Don Mariano de Amoedo y Galarmendi,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of Spain.

II.

THE SECRETARY OF STATE (STIMSON) TO THE SPANISH AMBASSADOR (PADILLA).

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *May* 13, 1929.

EXCELLENCY,

Reference is made to this Government's note of August 24, 1927, to the Chargé d'Affaires *ad interim* of Spain concerning an arrangement for the informal consideration of claims of the United States against Spain and Spanish claims against this Government.

As no reply to this communication has been received this Government is uncertain as to the acquiescence of the Spanish Government in the suggestions made therein. As previously indicated this Government is desirous of settling all outstanding claims between the two Governments and is willing to submit for consideration by the Spanish Government a list of claims in which it feels that satisfaction should be made. Before proceeding to the preparation of such list, however, it desires to be informed whether the arrangement proposed in its note of August 24, 1927, is concurred in by the Spanish Government and whether that Government will submit a list of its claims to this Government for use in carrying out the purposes of the proposed arrangement.

It is understood that the claims referred to are distinct from those of American citizens and protégés which have arisen in that part of Morocco commonly known as the Spanish Zone and which were made the subject of a special arrangement through my predecessor's note of November 7, 1927, and Your Excellency's note of February 1 (11), 1928, in reply thereto.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Henry L. STIMSON.

His Excellency
Señor Don Alejandro Padilla y Bell,
Ambassador of Spain.

III.

THE SPANISH AMBASSADOR (PADILLA) TO THE SECRETARY OF STATE (STIMSON).

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

ROYAL SPANISH
EMBASSY.
No. 80/23.

WASHINGTON, 20 *de junio de* 1929.

SEÑOR SECRETARIO :

Con referencia a la atenta Nota de Vuestra Excelencia, fechada el 13 de mayo de 1929, relacionada con otra anterior del 24 de agosto de 1927, por las que se expresaba el deseo del Gobierno de los Estados Unidos de llegar a la terminación de las reclamaciones recíprocas, pendientes actualmente entre España y Norte América, tengo la honra de participar a Vuestra Excelencia, que he recibido contestación telegráfica de Madrid, comunicándome que el Gobierno de Su Majestad acepta gustoso el empezar dicho estudio y al efecto, y por correo, me remitirán detalladas instrucciones para comenzar dicho trabajo.

Aprovecho esta oportunidad, para reiterar a Vuestra Excelencia, Señor Secretario, las seguridades de mi más alta consideración.

Alejandro PADILLA.

Al. Hon.
Henry L. Stimson,
Secretario de Estado.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ROYAL SPANISH
EMBASSY.
No. 80/23.

WASHINGTON, *June* 20, 1929.

MR. SECRETARY :

With reference to Your Excellency's note of May 13, 1929, relating to the previous one of August 24, 1927, in which was expressed a desire on the part of the Government of the United States to arrive at a conclusion on the reciprocal claims now pending between Spain and North America, I have the honour to inform Your Excellency that I have received a telegraphic answer from Madrid informing me that the Government of His Majesty gladly agrees to begin a study of the case and to that end will send me by mail detailed instructions to start the work.

I avail myself of this opportunity, Mr. Secretary, to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Alejandro PADILLA.

The Honorable
Henry L. Stimson,
Secretary of State.

Es copia conforme con el original :
Madrid, 1º de Agosto de 1931.

El Subsecretario :
F. Agramonte.

[1] Traduction du Gouvernement espagnol.

[1] Translation of the Spanish Government.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2776. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL ET LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, RELATIF AU RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS RÉCIPROQUES. WASHINGTON, LES 24 AOUT 1927, 13 MAI ET 20 JUIN 1929.

I.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT (KELLOGG) AU CHARGÉ D'AFFAIRES ESPAGNOL *p. i.* (DE AMOEDO).

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le 24 août* 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai bien reçu et donné toute mon attention à la dépêche de l'Ambassadeur, en date du 26 juillet 1927, qui revient sur les réclamations des héritiers de Señor Manuel Arias Brios et se réfère aux suggestions formulées dans ma note du 31 mai dernier, relevant qu'il serait désirable de soumettre à un examen de caractère officieux les réclamations sur lesquelles l'un ou l'autre des gouvernements désire appeler l'attention de l'autre.

Son Excellence ayant exprimé le vœu qu'on lui fit connaître les mesures précises envisagées pour l'étude desdites réclamations, j'ai l'honneur de faire savoir que l'on propose : 1° Que chaque gouvernement soumette à l'autre, à une date déterminée, ou même avant, dans un avenir prochain, une liste des réclamations que chaque gouvernement désire voir examiner et admettre par l'autre gouvernement ; à cette liste serait joint un bref exposé des faits. Le Gouvernement américain suggère que lesdites listes soient échangées avant le 1er janvier 1928. 2° Ultérieurement, à l'expiration d'un laps de temps convenu — trois mois, par exemple, — nécessaire pour l'examen des réclamations présentées, les deux gouvernements désigneraient des délégués — chaque gouvernement en désignant un — dont la mission serait de discuter et de décider du bien-fondé desdites réclamations et, si possible, de se mettre d'accord sur le règlement approprié de chacune desdites réclamations. 3° Les réclamations dont le paiement aura été reconnu légitime par les deux délégués seront transmises par eux à leur gouvernement respectif, accompagnées de leurs recommandations. 4° Les réclamations sur lesquelles les deux délégués ne seraient pas tombés d'accord ou au sujet desquelles les recommandations des délégués ne seraient pas acceptées par les deux gouvernements, pourraient faire l'objet d'un accord complémentaire et être réglées de la manière qui, à ce moment-là, paraîtrait le plus pratique.

Veuillez agréer, etc.

Frank B. KELLOGG.

Señor Don Mariano de Amoedo y Galarmendi,
Chargé d'Affaires *p. i.* d'Espagne.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT (STIMSON) A L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE (PADILLA).

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le* 13 *mai* 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de me référer à la note adressée par le Gouvernement américain, le 24 août 1927, au Chargé d'affaires *p. i.* d'Espagne, au sujet d'un arrangement pour l'examen officieux des réclamations des Etats-Unis contre le Gouvernement espagnol et des réclamations espagnoles contre le Gouvernement américain.

Mon gouvernement n'ayant reçu aucune réponse à ladite communication se demande si le Gouvernement espagnol acquiesce ou non aux propositions contenues dans ladite dépêche du 24 août. Ainsi qu'il a été déclaré, antérieurement, le Gouvernement américain est désireux de liquider toutes les réclamations encore pendantes entre les deux gouvernements et de soumettre à l'examen du Gouvernement espagnol une liste des réclamations auxquelles, d'après le Gouvernement américain, satisfaction devrait être donnée. Toutefois, avant de procéder à la préparation de ladite liste, le Gouvernement américain désirerait savoir si l'arrangement proposé dans sa note du 24 août 1927 est accepté par le Gouvernement espagnol et si ce dernier a l'intention de soumettre au Gouvernement américain une liste de ses réclamations afin que l'on puisse mettre à exécution l'arrangement proposé.

Il est bien entendu que les réclamations auxquelles il est fait allusion sont distinctes de celles de citoyens et protégés américains qui ont pris naissance dans la partie du Maroc communément appelée « zone espagnole » et ont fait l'objet d'un arrangement spécial conclu par une note de mon prédécesseur en date du 7 novembre 1927 et la réponse de Votre Excellence en date du 1er février 1928.

Veuillez agréer, etc.

Henry L. STIMSON.

Son Excellence
Señor Don Alejandro Padilla y Bell,
Ambassadeur d'Espagne.

III.

L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE (PADILLA) AU SECRÉTAIRE D'ETAT (STIMSON).

AMBASSADE DU ROYAUME D'ESPAGNE.

N° 80/23.

WASHINGTON, *le* 20 *juin* 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

En réponse à la note de Votre Excellence, en date du 13 mai 1929, relative à une dépêche précédente, du 24 août 1927, dans laquelle vous exprimiez le désir, de la part du Gouvernement des Etats-Unis, d'aboutir à un règlement des réclamations réciproques actuellement pendantes entre l'Espagne et l'Amérique du Nord, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai reçu par câble une réponse de Madrid m'informant que le Gouvernement de Sa Majesté accepte avec plaisir d'aborder ladite étude et, à cette fin, m'enverra par courrier des instructions détaillées qui me permettront de commencer le travail.

Je saisis cette occasion, etc.

Alejandro PADILLA.

A l'Honorable Henry Stimson,
Secrétaire d'Etat.

N° 2777.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ESPAGNE

Echange de notes relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Washington, les 16 avril et 10 juin 1930.

UNITED STATES OF AMERICA AND SPAIN

Exchange of Notes relating to the Exemption from Income Tax in Certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Washington, April 16 and June 10, 1930.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2777. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE ESPAÑA Y DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA RELATIVO A LA EXENCIÓN DE IMPUESTOS SOBRE LA RENTA, EN LO REFERENTE A LOS BENEFICIOS REALIZADOS EN ASUNTOS DE ARMAMENTO MARITIMO. WASHINGTON, 16 DE ABRIL Y 10 DE JUNIO DE 1930.

Textes officiels espagnol et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Espagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 *août* 1931.

Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le "Department of State" du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 16 *octobre* 1930.

I.

THE SPANISH AMBASSADOR
TO THE ACTING SECRETARY OF STATE.

ROYAL SPANISH EMBASSY.
No. 84-15.

WASHINGTON, 16 *de abril de* 1930.

SEÑOR SECRETARIO,

Tengo la honra de referirme a la atenta nota de V. E. de 5 del corriente relativa a la exención de impuesto en los Estados Unidos sobre

[1] Traduction extraite du «Executive Agreement Series» du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, Nº 6, 1930.

No. 2777. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA RELATING TO THE EXEMPTION FROM INCOME TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. WASHINGTON, APRIL 16 AND JUNE 10, 1930.

Spanish and English official texts communicated by the Spanish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 8, 1931.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 16, 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

THE SPANISH AMBASSADOR
TO THE ACTING SECRETARY OF STATE.

ROYAL SPANISH EMBASSY.
No. 84-15

WASHINGTON, *April* 16, 1930.

MR. SECRETARY,

I have the honour to refer to Your Excellency's kind note of the 5th instant relative to the exemption from taxation in the United States

[1] Translation extracted from the Executive Agreement Series of the Government of the United States of America, No. 6, 1930.

ingresos derivados de las operaciones de buques españoles, dándome traslado de la comunicación que sobre el asunto habia sido recibida del Departamento del Tesoro cuyos extremos eran copiados a continuación.

Es para mi una satisfacción poder expresar a V. E. el agrado con que he visto que las últimas declaraciones del Ministro de Hacienda español, expuestas en mi Nota de 11 de febrero de 1930, concuerdan con las proposiciones que el Señor Secretario del Tesoro Norteamericano se servia hacer en la carta de 2 de agosto de 1929 que por mi conducto dirigió a la Compañia Transatlántica.

En vista de lo expuesto, ruego a V. E. se sirva dar las instrucciones oportunas a las autoridades correspondientes para que tengan en cuenta este acuerdo respecto a las Compañias Navieras españolas en el sentido de que los beneficios de los ciudadanos españoles que consisten exclusivamente en ganancias derivadas de operaciones de buques abanderados en España, serán exentos de tributos en los Estados Unidos por las leyes de este pais, y especialmente en relación con lo expuesto por V. E. en su Nota de 26 de septiembre de 1929, respecto al caso de la Compañia Transatlántica.

Tan pronto recibí la mencionada atenta Nota de V. E. de 5 del corriente mes de abril, me apresuré a remitir la correspondiente copia al Ministerio de Estado de Madrid, y mientras recibo respuesta, cumplo el grato deber de expresar a V. E. mi agradecimiento por la buena voluntad que desde un principio he podido apreciar, tanto en el Departamento del Tesoro como en ese Departamento del muy digno cargo de V. E. para llegar a una solucion favorable en este asunto, que no puede menos de estrechar las buenas relaciones existentes entre nuestros dos paises.

Aprovecho esta oportunidad, Señor Secretario, para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta consideración.

(Firmado) Alejandro PADILLA.

Honorable J. P. Cotton,
Subsecretario de Estado,
Departamento de Estado,
Washington D. C.

on revenue derived from operations of Spanish vessels, giving me a transcript of the communication which had been received in the matter from the Treasury Department, points of which were quoted thereunder.

It is a satisfaction for me to be able to express to Your Excellency the pleasure with which I have seen that the recent statements of the Spanish Minister of Finance, expressed in my note of February 11, 1930, accord with the proposals which the American Secretary of the Treasury was good enough to make in the letter of August 2, 1929 which he addressed to the Compañia Transatlàntica, through my intermediary.

In view of the foregoing, I request Your Excellency to be so good as to give the appropriate instructions to the corresponding authorities in order that they may take into account this decision with respect to the Spanish Shipping Companies in the sense that the profits of Spanish citizens which consist exclusively in earnings derived from vessels documented in Spain shall be exempt from taxation in the United States by the laws of this country, and particularly with respect to that set forth by Your Excellency in your note of September 26, 1929, regarding the case of the Compañia Transatlàntica.

As soon as I received the above-mentioned note of the 5th of the current month of April from Your Excellency, I hastened to transmit the correspondence in copy to the Ministry of State at Madrid, and while I await a reply, it is my pleasing duty to express to Your Excellency my gratitude for the good will which from the beginning I have been able to value, both in the Treasury Department and in the Department under Your Excellency's worthy direction, to arrive at a favorable solution of this matter, which cannot do less than strenghthen the good relations existing between our two countries.

I avail myself, etc.

(Signed) Alejandro PADILLA.

Honorable J. P. Cotton,
Under-Secretary of State,
Department of State,
Washington D. C.

No. 2777

II.

THE SECRETARY OF STATE TO THE SPANISH AMBASSADOR.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *June* 10, 1930.

EXCELLENCY,

I have the honor to refer to previous correspondence concerning the desire of Spanish Nationals to be exempted from income taxation in this country on revenue derived from the operation of Spanish ships and to inform you that a communication in the matter has been received from the Treasury Department, the pertinent portions of which are quoted hereunder :

" Under date of March 31, 1930, this office expressed the opinion that Spain meets the reciprocal exemption provisions of the Revenue Acts of 1921, 1924, and 1926, and stated that accordingly the income of Spanish nationals which consists exclusively of earnings derived from operation of ships documented under the laws of Spain would be exempted from taxation by the United States under those Acts. It was further stated that inasmuch as sections 212 *(b)* and 231 *(b)* of the Revenue Act of 1928, relating to exemption of the income of nonresident aliens and foreign corporations, are substantially the same as section 213 *(b)* (8) of the Revenue Acts of 1921, 1924, and 1926, the exemption would be extended to the taxable years governed by the Revenue Act of 1928.

" In order to put the arrangement into effect this Department, under date of April 25 1930, issued Treasury Decision 4289 which amended article 89 of Regulations 62, 65, and 69, and article 1042 of Regulations 74, pertaining to the reciprocal exemption from income tax of earnings derived by nonresident aliens and foreign corporations from the operation of ships documented under the laws of foreign countries. The effect of that Treasury decision is to include Spain in the list of countries which exempt from tax so much of the income of citizens of the United States nonresident in such foreign countries and of corporations organized in the United States as consists of earnings derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of the United States, and to exclude Spain from the list of countries which do not grant such exemption.

" In addition to the formal Treasury decision issued by this Department the Collector of International Revenue, Customhouse, New-York, New-York, was specifically advised under date of April 23, 1930, as to the ruling contained in the letter from this Department addressed to your Department under date of March 31, 1930, and was informed that the *Compañia Transatlántica* (Spanish Royal Mail Line) would not be held liable for income tax on income which consists exclusively of earnings derived from the operation of ships documented under the laws of Spain for the taxable years arising under the Revenue Acts of 1921, 1924, 1926, and 1928. "

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

For the Secretary of State :
Francis WHITE.

His Excellency
Señor Don Alejandro Padilla y Bell,
Ambassador of Spain.

Madrid, 1º de agosto 1931.

Es copia conforme :
El Subsecretario,
F. Agramonte.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

Nº 2777. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, RELATIF A L'EXEMPTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. WASHINGTON, LES 16 AVRIL ET 10 JUIN 1930.

I.

L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE AU SECRÉTAIRE D'ETAT PAR INTÉRIM.

AMBASSADE ROYALE D'ESPAGNE.
Nº 84-15.

WASHINGTON, *le* 16 *avril* 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence en date du 5 courant, relative à l'exemption, aux Etats-Unis, de l'impôt sur les revenus provenant de l'exploitation de navires espagnols et m'avisant de la communication que vous aviez reçue à ce sujet du Département du Trésor, communication dont les parties essentielles étaient reproduites à la suite de notre note.

Je suis heureux de pouvoir exprimer à Votre Excellence la satisfaction avec laquelle j'ai constaté que les dernières déclarations du ministre espagnol des Finances, exposées dans ma note du 11 février 1930, concordent avec les propositions que le Secrétaire du Trésor des Etats-Unis a bien voulu formuler dans la lettre du 2 août 1929 qu'il a adressée, par mon entremise, à la *Compañia Transatlántica.*

En conséquence, je prie Votre Excellence de bien vouloir donner aux autorités compétentes les instructions nécessaires pour qu'elles tiennent compte de cet accord en ce qui concerne les compagnies espagnoles de navigation, c'est-à-dire pour que les bénéfices réalisés par des ressortissants espagnols et consistant exclusivement en profits tirés de l'exploitation de navires battant pavillon espagnol, soient exemptés d'impôts aux Etats-Unis par la législation de ce pays, notamment dans le cas exposé dans la note de Votre Excellence, en date du 26 septembre 1929, au sujet de *Compañia Transatlántica.*

Sitôt que j'ai reçu la note de Votre Excellence en date du 5 courant, je me suis empressé d'en transmettre copie au Ministère des Affaires étrangères à Madrid et, en attendant une réponse, je suis heureux de pouvoir exprimer à Votre Excellence ma gratitude pour la bonne volonté que j'ai pu constater dès le début, tant de la part du Département du Trésor que de la part du Département dont Votre Excellence a la charge, en vue d'arriver, en cette matière, à une solution favorable qui ne pourra que resserrer les bonnes relations existant entre nos deux pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Alejandro PADILLA.

L'Honorable J. P. Cotton,
Sous-Secrétaire d'Etat,
Département d'Etat,
Washington D. C.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nation, for information.

II.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le* 10 *juin* 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à la correspondance précédemment échangée concernant le désir de voir les ressortissants espagnols exemptés dans ce pays de l'impôt sur les revenus provenant de l'exploitation de navires espagnols, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai reçu à ce sujet, du Département du Trésor, une communication dont les passages relatifs à cette question sont cités ci-après :

"A la date du 31 mars 1930, le Département du Trésor a exprimé l'avis que l'Espagne remplit les conditions prévues par les *Revenue Acts* de 1921, 1924 et 1926 au sujet de la réciprocité en matière d'exemption et a déclaré qu'en conséquence les revenus des ressortissants espagnols consistant exclusivement en bénéfices provenant de l'exploitation de navires munis de papiers de bord délivrés en vertu de la législation espagnole seraient, en vertu de ces *Revenue Acts* exemptés d'impôt aux Etats-Unis. Il a été en outre déclaré que, les sections 212 *b)* et 231 *b)* du *Revenue Acts* de 1928, qui exemptent de l'impôt sur le revenu les personnes ou les sociétés étrangères non établies aux Etats-Unis, étant en substance identique à la section 213 *b)* (8) des *Revenue Acts* de 1921, 1924 et 1926, l'exemption serait étendue aux années d'imposition visées par le *Revenue Acts* de 1928.

Afin de donner effet à cet arrangement, ce Département a publié, en date du 25 avril 1930, la décision du Trésor nº 4289 qui amende l'article 89 des Règlements 62, 65 et 69 et l'article 1042 du Règlement 74, concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices réalisés par des personnes et des sociétés étrangères non établies aux Etats-Unis et provenant de l'exploitation de navires munis de papiers de bord délivrés en vertu de la législation de pays étrangers. Cette décision du Trésor a pour effet de comprendre l'Espagne dans la liste des pays qui exemptent d'impôt la fraction du revenu de citoyen des Etats-Unis non établis dans lesdits pays étrangers et de sociétés constituées aux Etats-Unis, qui provient de l'exploitation d'un navire ou de navires munis de papiers de bord délivrés en vertu de la législation des Etats-Unis, et d'exclure l'Espagne de la liste des pays qui n'accordent pas cette exemption.

Outre la décision formelle du Trésor publiée par ce Département, le *Collector of International Revenue, Customhouse, New-York,* a été expressément avisé, le 23 avril 1930, de la décision contenue dans la lettre adressée le 31 mars 1930 par ce Département au vôtre et a été informé que la *Compañia Transatlántica (Spanish Royal Mail Line)* serait exemptée de l'impôt qui frappe les revenus provenant de l'exploitation de navires munis de papiers de bord délivrés en vertu de la législation espagnole pour les années d'imposition visées par les *Revenue Acts* de 1921, 1924, 1926 et 1928."

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
Francis WHITE.

Son Excellence
M. Alejandro Padilla y Bell,
Ambassadeur d'Espagne.

N° 2778.

ALLEMAGNE ET PAYS-BAS

Accord établissant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemins de fer entre les deux pays d'objets qui, aux termes de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer, du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions, signé à La Haye, le 6 juin, et à Berlin, le 11 juin 1931, et échange de notes y relatif, Berlin, le 15 mai, La Haye, le 6 juin, et Berlin, le 11 juin 1931.

GERMANY AND THE NETHERLANDS

Agreement establishing less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions, signed at The Hague, June 6, and at Berlin, June 11, 1931 and Exchange of Notes relating thereto, Berlin, May 15, The Hague, June 6, and Berlin, June 11, 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2778. — VEREINBARUNG [1] LEICHTERER VORSCHRIFTEN FÜR DIE NACH DEM INTERNATIONALEN ÜBEREINKOMMEN ÜBER DEN EISENBAHNFRACHTVERKEHR VOM 23. OKTOBER 1924 VON DER BEFÖRDERUNG AUSGESCHLOSSENEN ODER NUR BEDINGUNGSWEISE ZUGELASSENEN GEGENSTÄNDE IM WECHSELSEITIGEN VERKEHR ZWISCHEN DEN EISENBAHNEN DES KÖNIGREICHS DER NIEDERLANDE UND DEUTSCHLANDS. GEZEICHNET IN GRAVENHAGE AM 6. JUNI UND IN BERLIN AM 11. JUNI 1931.

Textes officiels allemand et néerlandais communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 *août* 1931.

Auf Grund des Artikel 4, § 2, des Internationalen Übereinkommens [2] über den Eisenbahnfrachtverkehr [2] vom 23. Oktober 1924 wurden für den wechselseitigen Eisenbahnverkehr nachstehende Abweichungen von den Vorschriften der am 1. Juli 1931 in Kraft tretenden neuen Anlage I [3] dieses Übereinkommens mit Wirkung vom 1. Juli 1931 vereinbart :

In der *Vorbemerkung* zur Anlage I werden

1. in Randziffer 1 die Worte „Diese Benennungen müssen rot unterstrichen werden "ersetzt durch :

„Diese Benennungen müssen bei den Gegenständen der Klassen I *c)*, IV, V und VI rot unterstrichen werden".

2. am Schluss der Randziffer 3 folgende Sätze angefügt :

„Wenn das Zusammenpacken oder Zusammenladen gestattet ist, so kann für solche Sendungen ein gemeinsamer Frachtbrief ausgefertigt werden. Im gemeinsamen Frachtbrief müssen die bedingungsweise zur Beförderung zugelassenen Gegenstände besonders angeführt und derart gekennzeichnet werden, wie es für den wechselseitigen Eisenbahnverkehr vorgeschrieben ist".

3. In Randziffer 5 die Worte „nach Muster 1 bis 10„ ersetzt durch :

„nach Muster 1, 1 *a)*, 2, 2 *a)*, 2 *b)*, 3, 4 bis 10".

4. In Randziffer 6 die Worte „nach Muster 1 bis 5, 9 und 10„ ersetzt durch :

„nach Muster 1, 1 *a)*, 2, 2 *a)*, 3, 4, 5, 9 und 10".

5. Am Schluss der Randziffer 6 die Worte angefügt :

„Bei Wagenladungen kann von der Anbringung der Zettel nach Muster 4, 5, 9 und 10 an den einzelnen Versandstücken abgesehen werden„.

[1] Entré en vigueur le 1er juillet 1931.

[2] Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N° 2778. — OVEREENKOMST [1] TUSSCHEN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN EN DUITSCHLAND, HOUDENDE MILDERE BEPALINGEN VOOR HET VERVOER IN ONDERLING VERKEER VAN DE VOORWERPEN, DIE VOLGENS DE INTERNATIONALE OVEREENKOMST OMTRENT HET GOEDERENVERVOER PER SPOORWEG VAN 23 OCTOBER 1924 VAN HET VERVOER ZIJN UITGESLOTEN, OF DAARTOE SLECHTS VOORWAARDELIJK TOEGELATEN ZIJN. GETEEKEND TE 'S-GRAVENHAGE, DEN 6 DEN JUNI EN TE BERLIJN DEN 11 DEN JUNI 1931.

German and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place August 11, 1931.

Op grond van artikel 4, § 2 van de Internationale Overeenkomst[2] van 23 October 1924 betreffende het goederenvervoer per spoorweg is overeengekomen, dat in het rechtstreeksch verkeer tusschen de Spoorwegen de volgende afwijkende bepalingen van de voorwaarden van de op 1 Juli 1931 ingevoerd wordende nieuwe Bijlage I van deze Overeenkomst met ingang van 1 Juli 1931 van kracht zullen zijn :

In de *Inleidende opmerking* tot Bijlage I worden

1. in randgetal 1 de woorden „Deze benamingen moeten rood onderstreept worden" vervangen door :

   „Deze benamingen moeten bij de voorwerpen van de Klassen I *c*, IV, V, VI rood onderstreept worden".

2. Aan het slot van randgetal 3 de volgende zinnen toegevoegd :

   „Indien de samenpakking of de samenlading toegestaan is, kan voor zulke zendingen een gemeenschappelijke vrachtbrief worden opgemaakt. In den gemeenschappelijken vrachtbrief moeten de voorwaardelijk ten vervoer toegelaten voorwerpen afzonderlijk worden opgegeven en zoodanig aangeduid worden, als in rechtstreeksch verkeer tusschen de spoorwegen is voorgeschreven".

3. In randgetal 5 de woorden „volgens model 1 tot 10" vervangen door :

   „Volgens model 1, 1 *a)*, 2, 2 *a)*, 2 *b)*, 3, 4 tot 10".

4. In randgetal 6 de woorden „volgens model 1 tot 5, 9 en 10" vervangen door :

   „volgens model à, 1 *a)*, 2, 2 *a)*, 3, 4, 5, 9 en 10".

5. Aan het slot van randgetal 6 toegevoegd de woorden :

   „Bij wagenladingen kan van het aanbrengen van de etiketten volgens model 4, 5, 9 en 10 op de colli zelf worden afgezien".

[1] Came into force July 1st, 1931.

[2] Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 186, of this Series.

An die Stelle der Vorschriften für die Klassen I *a)* und I *b)* (Randziffern 8 bis 44) treten folgende Bestimmungen :

KLASSE I.

EXPLOSIONSGEFÄHRLICHE GEGENSTÄNDE.

I *a.* *Sprengstoffe (Spreng- und Schiessmittel)* [1].

Zur Beförderung sind nur die nachstehend aufgeführten Sprengstoffe zugelassen :

A. SPRENGMITTEL [2].

1. GRUPPE.

Sprengstoffe, die als Stückgut befördert werden dürfen [3].

a) *Ammonsalpetersprengstoffe,* und zwar :

nicht gelatinöse Ammonsalpetersprengstoffe und gelatinöse Ammonsalpetersprengstoffe (durch Dinitrochlorhydrin oder Dinitroglykol gelatiniert),

sofern sie 48 Stunden bei 75° C gelagert keine Stickoxyde abspalten, auch vor und nach der Lagerung bei Stoss, Reibung oder Entzündung nicht gefährlicher sind als der Vergleichssprengstoff von folgender Zusammensetzung :

80 v. H. Ammonsalpeter, 12 v. H. Trinitrotoluol, 4 v. H. Holzmehl und 4 v. H. Nitroglyzerin,

unter der Voraussetzung, dass sie nach den Vorschriften des Versandlandes unter den leichtesten für Sprengstoffe gültigen Bedingungen befördert werden dürfen.

Der Hersteller muss sich durch wiederholte Prüfungen dauernd von der ordnungsmässigen Beschaffenheit des Sprengstoffs sowie davon überzeugen, dass dieser nicht gefährlicher ist als der Vergleichssprengstoff. Unbeschadet der Verantwortlichkeit des Herstellers hierfür kann die zuständige Aufsichtsbehörde des Versandlandes die Erfüllung dieser Bedingungen jederzeit nachprüfen und gegebenenfalls die Beförderung des Sprengstoffs verbieten.

---

[1] Stoffe, die nicht zum Sprengen oder Schiessen geeignet sind, durch Flammentzündung nicht zur Explosion gebracht werden können und gegen Stoss oder Reibung nicht empfindlicher sind als Dinitrobenzol, gehören nicht zu den Sprengstoffen im Sinne dieser Vereinbarung.

Ist bei Aufgabe eines dieser Stoffe im Frachtbrief vom Absender bescheinigt, dass er nicht zum Sprengen oder Schiessen geeignet ist, durch Flammentzündung nicht zur Explosion gebracht werden kann und gegen Stoss oder Reibung nicht empfindlicher ist als Dinitrobenzol, so gilt er als den Beförderungsbedingungen der Klasse Ia nicht unterworfen.

[2] Bis auf weiteres darf in den Sprengmitteln das Nitroglyzerin ganz oder teilweise ersetzt sein durch Nitroglykol oder Dinitrochlorhydrin oder durch ein nitriertes Gemisch von Glyzerin und Sorbit oder durch ein nitriertes Gemisch von Glykol oder Chlorhydrin und Sorbit oder durch ein nitriertes Gemisrch von Glyzerin, Sorbit, Glykol oder Chlorhydrin, in den letzten drei Fällen mit einem Zusatz von Diphenylamin.

[3] Durch diese Gruppeneinteilung werden die in den einzelnen Tarifen vorgesehenen Arten der Frachtberechnung nicht berührt.

In de plaats van de voorschriften voor klassen I *a* en I *b* (randgetal 8 tot 44) gelden de volgende bepalingen :

KLASSE I.

ONTPLOFBARE GOEDEREN.

I *a*. *Ontploffingsmiddelen (spring- en schietmiddelen)* [1].

Ten vervoer worden slechts de hierna genoemde ontploffingsmiddelen toegelaten

A. SPRINGMIDDELEN. [2]

1e GROEP.

Springmiddelen, die als stukgoed vervoerd mogen worden [3].

a) Ammoniumnitraatspringmiddelen, en wel :

niet gelatineerde ammoniumnitraatspringmiddelen en gelatineerde ammoniumnitraatspringmiddelen (door dinitrochloorhydrine of dinitroglycol gelatineerd),

voor zoover zij gedurende 48 uren aan een temperatuur van 75 °C blootgesteld, geen stikstofoxyde afscheiden, en vóór of na deze beproeving bij stoot, wrijving of ontsteking niet gevaarlijker zijn dan een springmiddel, van de volgende samenstelling : 80 pct. ammoniumnitraat, 12 pct. trinitrotoluol, 4 pct. houtmeel en 4 pct. nitroglycerine,

onder voorwaarde, dat zij overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending volgens de mildste voor springmiddelen geldende voorwaarden mogen worden vervoerd.

De vervaardiger moet voortdurend, door herhaald uitgevoerde proefnemingen, de voorgeschreven hoedanigheid van het springmiddel nagaan en zich daarbij tevens overtuigen, dat dit niet gevaarlijker is dan het springmiddel, waarmede het vergeleken moet worden. Onverminderd de verantwoordelijkheid van den vervaardiger hiervoor, kan door het met het toezicht belaste gezag van het land van afzending te allen tijde worden onderzocht of aan die eischen voldaan is en, zoo noodig, het vervoer van het springmiddel worden verboden.

---

[1] Stoffen, die niet geschikt zijn om ontploffingen te weeg te brengen of niet geschikt zijn voor schietdoeleinden, of die door aanraking met een vlam niet tot ontploffing kunnen worden gebracht en voor stoot en wrijving niet gevoeliger zijn dan dinitrobenzol, behooren niet tot de springmiddelen in den zin van deze overeenkomst.

Wordt bij het ten vervoer aanbieden van een dezer stoffen door den afzender in den vrachtbrief verklaard, dat zij niet geschikt is voor schietdoeleinden of om ontploffingen te weeg te brengen, dat de aanraking met een vlam haar niet tot ontploffing kan brengen en dat zij voor stooten en wrijven niet gevoeliger is dan dinitrobenzol, dan wordt geacht dat zij niet onderworpen is aan de vervoersvoorwaarden van klasse I*a*.

[2] Tot nader order mag in de springmiddelen het nitroglycerine geheel of gedeeltelijk vervangen zijn door nitroglycol of dinitrochloorhydrine of door een genitreerd mengsel van glycerine en sorbiet of door een genitreerd mengsel van glycol of chloorhydrine en sorbiet of door een genitreerd mengsel van glycerine, sorbiet, glycol of chloorhydrine, in de laatste drie gevallen met toevoeging van diphenylamine.

[3] Door deze groepsindeeling wordt geen inbreuk gemaakt op de in de betrekkelijke tarieven voorkomende bepalingen voor de vrachtberekening.

b) Organische Nitrokörper, und zwar :

1. *Trinitrotoluol,*
Hexanitrodiphenylamin und
Pikrinsäure ;

2. In Einzelmengen von nicht mehr als 500 g und insgesamt 5 kg Reingewicht entsprechend einem Rohgewicht von etwa 15 kg :

diejenigen *Nitrokörper*, die nicht gefährlicher sind als Pikrinsäure, *als Präparate für wissenschaftliche oder pharmazeutische Zwecke.*

c) Nitrozellulose (Schiessbaumwolle, Kollodiumwolle), und zwar :

α) Nitrozellulose, *nicht gepresst*, bei einem Verhältnis von 75 Gewichtsteilen trockener Nitrozellulose auf mindestens 25 Gewichtsteile Wasser oder Alkohole (Äthyl-, Propyl-, Butyl-, Amyl-Alkohol) oder eines Gemisches aus gleichen Teilen von diesen Alkoholen und Kampfer, ferner Nitrozellulose, nicht gepresst, mit einem Stickstoffgehalt bis zu 12 v. H. bei einem Verhältnis von 75 Gewichtsteilen trockener Nitrozellulose auf mindestens 25 Gewichtsteile Xylol.

β) Nitrozellulose, *gepresst*, mit mindestens 15 v. H. Wassergehalt (85 Teile Trockenstoff und 15 Teile Wasser).

Die Nitrozellulose muss folgenden Beständigkeitsbedingungen genügen :

Die Abspaltung von Stickoxyd während einer zweistündigen Erhitzung auf 132° C darf für 1 g Nitrozellulose höchstens 3 cm³ betragen, die Verpuffungstemperatur muss über 180° C liegen.

d) Schwarzpulverähnliche Sprengstoffe [1] von folgender Zusammensetzung : Gemenge von 70 bis 75 v. H. Natronsalpeter, wovon bis zu 20 v. H. der Gesamtmenge des Sprengstoffs durch Kalisalpeter ersetzt sein können, 9 bis 11 v. H. Schwefel und 10 bis 15 v. H. Kohle, — unter der Voraussetzung, dass sie nach den Vorschriften des Versandlandes unter den leichtesten für Sprengstoffe gültigen Bedingungen befördert werden dürfen.

2. Gruppe [2].

Sprengstoffe, die nur in Wagenladungen befördert werden dürfen.

a) Organische Nitrokörper, soweit sie, 48 Stunden bei 75° C gelagert, beständig (gewichtsbeständig) und bei Stoss, Reibung oder Entzündung nicht gefährlicher sind.

α) *in Wasser unlösliche* — als Tetrainitromethylanilin [3],
β) *in Wasser lösliche* — als Trinitroresorzin.

b) Chloratssprengstoffe und *Perchloratsprengstoffe* (Gemenge von Chloraten oder Perchloraten der Alkalien oder alkalischen Erden mit kohlenstoffreichen Verbindungen, wie Kohle, Kohlenwasserstoffe, Harze, Öle, nitrierte aromatische Kohlenwasserstoffe, Pflanzenmehle, anorganische Salze und ähnliche), — unter der Voraussetzung, dass sie nach den Vorschriften des Versandlandes

[1] Im Verkehr mit Italien, den Nederlanden und Norwegen werden schwarzpulverähnliche Sprengstoffe nur in Mengen bis zu 100 kg als Stückgut befördert ; bei grösseren Mengen werden diese Sprengstoffe im Verkehr mit diesen Staaten nur bei Aufgabe in Wagenladungen und zwar zu den Bedingungen für die Sprengstoffe der 2. Gruppe angenommen.

[2] Durch diese Gruppeneinteilung werden die in den einzelnen Tarifen vorgesehenen Arten der Frachtberechnung nicht berührt.

[3] Tetranitromethylanilin darf in Mengen von höchstens 200 kg in Kisten bis zu höchstens 25 kg Inhalt als Stückgut befördert werden.

b) Organische nitroverbindingen en wel :

1. *Trinitrotoluol,*
Hexanitrodiphenylamine en
Pikrinezuur ;

2. in hoeveelheden van ten hoogste 500 g elk en te zamen 5 kg netto-gewicht, overeenkomende met een brutogewicht van ongeveer 15 kg. :

zoodanige *nitroverbindingen,* niet gevaarlijker zijnde dan pikrinezuur, *welke bestemd zijn voor wetenschappelijke of pharmaceutische doeleinden.*

c) Nitrocellulose (schietkatoen, collodiumwol), en wel :

α) Nitrocellulose, niet geperst, in een verhouding van 75 gewichtsdeelen droge nitrocellulose op ten minste 25 gewichtsdeelen water of alcohol (aethyl-, propyl-, butyl- of amylalcohol) of een mengsel, bestaande uit gelijke deelen van deze alcoholen en kamfer, verder nitrocellulose, niet geperst, met een stikstofgehalte van ten hoogste 12 pct., in een verhouding van 75 gewichtsdeelen droge nitrocellulose op ten minste 25 gewichtsdeelen xylol.

β) Nitrocellulose, geperst, met ten minste 15 pct. watergehalte (85 deelen droge stof en 15 deelen water).

De nitrocellulose moet ten aanzien van de stabiliteit aan de volgende voorwaarden voldoen :

De afscheiding van stikstofoxyde bij een verhitting gedurende 2 uren in een temperatuur van 132 °C mag per gram nitrocellulose ten hoogste 3 cm^3 bedragen ; de ontploffingstemperatuur moet boven 180 °C liggen.

d) Met buskruit overeenkomende springmiddelen [1] van de volgende samenstelling : Mengsel van 70 tot 75 pct. natronsalpeter, waarvan ten hoogste 20 pct. van de gezamenlijke hoeveelheid der springstof door kalisalpeter vervangen mag zijn, 9 tot 11 pct. zwavel en 10 tot 15 pct. kool, onder de voorwaarde, dat zij overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending, volgens de mildste voor springmiddelen geldende voorwaarden mogen worden vervoerd.

2e GROEP [2].

Springmiddelen, welke slechts als wagenlading mogen worden vervoerd.

a) Organische nitroverbindingen, voor zoover zij, gedurende 48 uren aan een temperatuur van 75 °C blootgesteld, geen gewichtsverandering ondergaan en onder den invloed van stoot, wrijving of ontsteking niet gevaarlijker zijn

α) wat de in water onoplosbare verbindingen betreft — dan tetranitromethylaniline [3].
β) wat de in water oplosbare verbindingen betreft — dan trinitroresorcine.

b) Chloraat- en Perchloraatspringmiddelen (mengsels van chloraten of perchloraten van alkalimetalen of van aardalkalimetalen met koolstofrijke verbindingen, zooals kool, koolwaterstoffen, harsen, oliën, genitreerde aromatische koolwaterstoffen, plantenmeel, anorganische zouten en soortgelijke), onder voorwaarde, dat ze volgens de voorschriften van het land van afzending ten

[1] In het verkeer met Italië, Nederland en Noorwegen worden met buskruit overeenkomende springmiddelen slechts bij hoeveelheden van ten hoogste 100 kg als stukgoed vervoerd ; bij grootere hoeveelheden worden deze springmiddelen in verkeer met die Staten slechts als wagenlading en wel onder de voorwaarden voor de springmiddelen van de 2de groep ten vervoer aangenomen.

[2] Door deze groepsindeeling wordt geen inbreuk gemaakt op de in de betrekkelijke tarieven voorkomende bepalingen voor de vrachtberekening.

[3] Tetranit romethylaniline mag in hoeveelheden van ten hoogste 200 kg in kisten van ten hoogste 25 kg inhoud als stukgoed worden vervoerd.

zur Eisenbahnbeförderung zugelassen sind. *Chloratmischungen* dürfen keine Ammonsalze enthalten. Unter dem Einfluss von Stoss, Reibung oder Entzündung dürfen die Sprengstoffe nicht gefährlicher sein als ein Chloratsprengstoff von folgender Zusammensetzung : 80 v. H. Kaliumchlorat, 10 v. H. Dinitrotoluol, 5 v. H. Trinitrotoluol, 4 v. H. Rizinusöl und 1 v. H. Holzmehl.

Der Hersteller muss sich durch wiederholte Prüfungen dauernd von der ordnungsmässigen Beschaffenheit des Sprengstoffs sowie davon überzeugen, dass dieser nicht gefährlicher ist als der Vergleichssprengstoff.

c) Pentaerythrittetranitrat (Nitropentaerythrit), fein kristallin und mit 30 v. H. Wasser gleichmässig durchfeuchtet ;

ausserdem *Pentaerythrittetranitrat* (Nitropentaerythrit), fein kristallin, *mit 10 v. H. Montanwachs.*

d) Schwarzpulver (Sprengpulver) (Gemenge von Kalisalpeter, Schwefel und Kohle), gekörnt oder gepresst oder in Mehlform, soweit sie unter dem Einfluss von Stoss, Reibung oder Entzündung nicht gefährlicher sind als feinstes Jagdpulver von folgender Zusammensetzung : 75 v. H. Kalisalpeter, 10 v. H. Schwefel und 15 v. H. Faulbaumkohle, — unter der Voraussetzung, dass sie nach den Vorschriften des Versandlandes zur Eisenbahnbeförderung zugelassen sind.

e) Dynamite und *dynamitähnliche Sprengstoffe*, — unter der Voraussetzung, dass sie nach den Vorschriften des Versandlandes zur Eisenbahnbeförderung zugelassen sind.

Sie dürfen nicht gefährlicher sein als Sprenggelatine mit 93 v. H. Nitroglyzerin.

B. SCHIESSMITTEL.

1. GRUPPE [1].

Schiessmittel, die als Stückgut befördert werden dürfen, und zwar :

Rauchschwache, gelatinierte Nitrozellulosepulver und *nitroglyzerinhaltige Nitrozellulosepulver* — unter der Voraussetzung, dass sie nach den Vorschriften des Versandlandes unter den leichtesten für diese Schiessmittel gültigen Bedingungen befördert werden dürfen.

2. GRUPPE [1].

Schiessmittel, die nur in Wagenladungen befördert werden dürfen, und zwar :

a) rauchschwache, gelatinierte Nitrozellulosepulver, die den Anforderungen für die Pulver der 1. Gruppe nicht entsprechen ;

b) rauchschwache, nichtgelatinierte Nitrozellulosepulver (sogenannte Mischpulver) ;

c) Schwarzpulver (gepresst und gekörnt) und ähnliche für Schiesszwecke geeignete Pulver.

Die Schiessmittel unter *a)* und *b)* müssen die Stabilität haben, die nach den Vorschriften des Versandlandes für die Schiessmittel der 1. Gruppe gefordert wird.

BEFÖRDERUNGSVORSCHRIFTEN FÜR DIE UNTER I *a*, A UND B AUFGEFÜHRTEN SPRENGSTOFFE.

A. VERPACKUNG.

Für die Verpackung gelten die Vorschriften des Versandlandes.

Jedes Versandstück mit *Spreng- oder Schiessmitteln der 1. Gruppe* muss mit einem Zettel nach Muster 1, jedes Versandstück mit *Spreng- oder Schiessmitteln der 2. Gruppe* mit einem Zettel nach Muster 1 *a* versehen sein.

[1] Durch diese Gruppeneinteilung werden die in den einzelnen Tarifen vorgesehenen Arten der Frachtberechnung nicht berührt.

vervoer per spoorweg zijn toegelaten. *Chloraatmengsels* mogen geen ammonium-zouten bevatten. Onder den invloed van stoot, wrijving of ontsteking mogen de springmiddelen niet gevaarlijker zijn dan een chloraatspringmiddel van de volgende samenstelling : 80 pct. kaliumchloraat en 10 pct. dinitrotoluol, 5 pct. trinitrotoluol, 4 pct. ricinusolie en 1 pct. houtmeel.

De vervaardiger moet voortdurend, door herhaald uitgevoerde proefnemingen, de voorgeschreven hoedanigheid van het springmiddel nagaan en zich daarbij tevens overtuigen, dat dit niet gevaarlijker is dan het springmiddel, waarmede het vergeleken moet worden.

c) Pentaerythriettetranitraat (Nitropentaerythriet) in fijn gekristalliseerden toestand en met 30 pct. water gelijkmatig doortrokken ; bovendien *Pentaerythriettetranitraat* (nitropentaerythriet), in fijn gekristalliseerden toestand, *met 10 pct. Montanwas.*

d) Buskruit (mijnkruit) (mengsels van kali-salpeter, zwavel en kool, gekorreld, geperst of in poedervorm voor zoover zij onder den invloed van stoot, wrijving of ontsteking niet gevaarlijker zijn dan fijn jachtkruit van de volgende samenstelling : 75 pct. kalisalpeter, 10 pct. zwavel en 15 pct. houtskool, onder voorwaarde, dat ze volgens de voorschriften van het land van afzending ten vervoer per spoorweg zijn toegelaten.

e) Dynamiet en dynamietachtige springmiddelen, onder voorwaarde, dat zij volgens de voorschriften van het land van afzending ten vervoer per spoorweg zijn toegelaten.

Zij mogen niet gevaarlijker zijn dan springgelatine met 93 pct. nitroglycerine.

B. SCHIETMIDDELEN.

1e GROEP [1].

Schietmiddelen, die als stukgoed vervoerd mogen worden, en wel :

Rookzwak gegelatineerd schietkatoenkruit en nitroglycerynekruit, onder voorwaarde, dat zij overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending, volgens de mildste voor schietmiddelen geldende voorwaarden mogen worden vervoerd.

2e GROEP [1].

Schietmiddelen, welke slechts als wagenlading mogen worden vervoerd, en wel :

a) rookzwak, gegelatineerd schietkatoenkruit, dat niet voldoet aan de eischen, gesteld voor het kruit van de 1e groep ;

b) rookzwak, niet gegelatineerd schietkatoenkruit (z.g.n. mengkruit) ;

c) buskruit (geperst en gekorreld) en soortgelijke voor schietdoeleinden geschikt kruit.

De schietmiddelen, onder *a)* en *b)* bedoeld, moeten dezelfde stabiliteit hebben, welke volgens de voorschriften van het land van afzending voor de schietmiddelen van de 1e groep gesteld wordt.

VERVOERSVOORWAARDEN VOOR DE ONDER I *a*, A en B GENOEMDE SPRINGMIDDELEN.

A. VERPAKKING.

Voor de verpakking gelden de voorschriften van het land van afzending.

Ieder collo met *spring- of schietmiddelen van de 1e Groep* moet met een etiket, volgens model nº. 1, ieder collo met *spring- of schietmiddelen van de 2e Groep* met een etiket volgens model nº. 1 *a)* voorzien zijn.

[1] Door deze groepsindeeling wordt geen inbreuk gemaakt op de in de betrekkelijke tarieven voorkomende bepalingen voor de vrachtberekening.

B. Beförderung und Aufgabe.

(1) Als Eilgut dürfen nicht aufgegeben werden :

Spreng- und Schiessmittel der 2. Gruppe.

Als Eilstückgut dürfen auch die *anderen Sprengstoffe der Klasse* I *a* nicht aufgegeben werden.

Ausgenommen hiervon sind :

1. *Ammonsalpetersprengstoffe* (I *a.* A. 1. Gruppe *a)*),
2. *Trinitrotoluol* (I *a.* A. 1. Gruppe *b)*),
3. *Schiessmittel der* 1. *Gruppe* (I . B. 1. Gruppe).

(2) Für die *Spreng- und Schiessmittel der* 2. *Gruppe* ist noch folgendes zu beachten :

a) Diese Stoffe dürfen nicht nach Bahnhöfen und Bahnstrecken aufgegeben werden, nach denen ihre Beförderung verboten ist.

b) Die Annahme kann, wenn die Sendung nicht mit Sonderzügen befördert wird, von vornherein auf bestimmte Tage und Züge beschränkt werden.

c) Jede Sendung muss nach den Vorschriften des Versandlandes bei der Versandabfertigung angemeldet und aufgeliefert werden.

C. Frachtbriefe, Bescheinigungen.

(1) Die Inhaltsangabe ist

a) bei den *Spreng- und Schiessmitteln der* 1. *Gruppe* einmal rot ;
b) bei den Spreng- und Schiessmitteln der 2. *Gruppe* zweimal rot zu umrahmen.

(2) Bei den *Spreng- und Schiessmitteln* der 1. *Gruppe* muss von einem von der zuständigen Behörde anerkannten Chemiker oder von der Monopolsbehörde auf dem Frachtbrief bescheinigt sein, dass der Sprengstoff auf Grund der Bestimmungen des Versandlandes seiner Zusammensetzung nach zur 1. Gruppe gehört und geprüft ist.

Bei allen Sendungen muss ausserdem auf dem Frachtbrief vom Absender bescheinigt sein, dass die Verpackung des Sprengstoffs den Vorschriften des Versandlandes entspricht.

Bei der Weiterbeförderung von Teilsendungen durch andere Absender als die herstellenden Fabriken kann von der im ersten Unterabsatz dieses Absatzes (2) vorgeschriebenen Bescheinigung abgesehen werden, wenn der Absender im Frachtbrief erklärt, dass die Frachtstücke einer geprüften und bescheinigten Lieferung entstammen, und dass die ursprüngliche Verpackung in keiner Weise geändert ist. Auf Erfordern ist dies glaubhaft nachzuweisen.

Ob und welche weiteren Bescheinigungen für die Sendungen noch erforderlich sind, bestimmen die besonderen gesetzlichen Vorschriften der Vertragsstaaten, über deren Gebiet die Beförderung erfolgen soll.

(3) Für die *Spreng- und Schiessmittel der* 2. *Gruppe* ist folgendes zu beachten :

a) Die Frachtbriefe müssen ausser Zeichen und Nummer, Anzahl und Art der Behälter auch das Rohgewicht jedes einzelnen Behälters enthalten.

b) Auf dem Frachtbrief muss vom Absender bescheinigt sein, dass die Beschaffenheit und Verpackung der Sprengstoffe den Vorschriften des Versandlandes entsprechen. Ausserdem muss jeder Sendung von *Patronen aus Dynamiten* ein vom Hersteller ausgefertigtes, amtlich beglaubigtes Ursprungszeugnis und die Bescheinigung eines von der zuständigen Behörde anerkannten Chemikers oder der Monopolsbehörde über ordnungsmässige Beschaffenheit und Verpackung beigegeben sein.

B. AANBIEDING EN VERVOER.

(1) Als ijlgoed mogen niet ten vervoer worden aangeboden :

Spring- en schietmiddelen der 2e groep.

Als ijlstukgoed mogen ook de andere springmiddelen van Klasse I *a* niet ten vervoer worden aangeboden.

Uitgezonderd hiervan zijn :

1. Ammoniumnitraatspringmiddelen (I *a*, A, 1e groep *a)*,
2. Trinitrotoluol (I *a*, A, 1e groep *b)*,
3. Schietmiddelen der 1e groep (I *a*, B, 1e groep).

(2) Voor de *spring- en schietmiddelen der* 2e *groep* moet nog het volgende in acht worden genomen :

a) Deze stoffen mogen niet naar stations en lijnen ten vervoer worden aangeboden, waarheen het vervoer verboden is.

b) De aanneming ten vervoer kan, indien de zending niet met extra-treinen wordt vervoerd, tot bepaalde dagen en treinen worden beperkt.

c) Iedere zending moet overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending bij het station van vertrek worden aangegeven en ten vervoer worden aangeboden.

C. VRACHTBRIEVEN, VERKLARINGEN.

(1) De inhoudsopgave moet

a) bij de *spring- en schietmiddelen van de* 1e *groep* eenmaal rood worden omlijnd ;
b) bij de *spring-en schietmiddelen van de* 2e *groep* tweemaal rood worden omlijnd.

(2) Bij de *spring- en schietmiddelen der* 1e *groep* moet door een door de bevoegde autoriteiten erkenden scheikundige of door de autoriteiten van een gemonopoliseerd bedrijf op den vrachtbrief worden verklaard, dat het springmiddel op grond van de bepalingen van het land van afzending, volgens de samenstelling tot de 1e groep behoort en onderzocht is.

Bij alle zendingen moet bovendien op den vrachtbrief door den afzender worden verklaard, dat de verpakking van het springmiddel in overeenstemming is met de voorschriften van het land van afzending.

Bij het verder vervoer van een deel der oorspronkelijke zending door een anderen afzender dan de fabriek, waar de stoffen zijn vervaardigd kan de in de eerste alinea van dit punt (2) voorgeschreven verklaring achterwege blijven, indien de afzender in den vrachtbrief verklaart, dat de colli afkomstig zijn van eene zending, welke onderzocht is en vergezeld is geweest van eene verklaring van een scheikundige en dat de oorspronkelijke verpakking op geenerlei wijze is veranderd. Desverlangd moet een en ander op geloofwaardige wijze worden aangetoond.

Of en welke verdere verklaringen voor de zendingen bovendien vereischt worden, is bepaald in de betrekkelijke wettelijke voorschriften van de tot deze Overeenkomst toegetreden Staten, over wier gebied het vervoer zal plaats hebben.

(3) Voor de *spring- en schietmiddelen van de* 2e *groep* moet het volgende in acht worden genomen.

a) Op de vrachtbrieven moeten behalve merken en nummers, aantal en soort der pakmiddelen ook het brutogewicht van ieder pakmiddel afzonderlijk worden aangegeven.

b) Op den vrachtbrief moet door den afzender worden verklaard, dat de samenstelling en de verpakking van de springmiddelen in overeenstemming zijn met de voorschriften van het land van afzending. Bovendien moet bij elke zending *dynamiet-patronen* worden gevoegd eene door den vervaardiger opgemaakte en gelegaliseerde verklaring van herkomst, alsmede de verklaring van een door de betrokken autoriteiten erkenden scheikundige of van de autoriteiten van een gemonopoliseerd bedrijf omtrent de voorgeschreven samenstelling en verpakking.

c) Ob und welche weiteren Bescheinigungen für die Sendungen noch erforderlich sind, bestimmen die besonderen gesetzlichen Vorschriften der Vertragsstaaten, über deren Gebiet die Beförderung erfolgen soll.

D. Beförderungsmittel.

(1) Zur Beförderung *aller Sprengstoffe* müssen gedeckte Güterwagen verwendet werden.

(2) Für die *Spreng- und Schiessmittel der 2. Gruppe* gilt folgendes :

a) Nur Wagen mit federnden Stoss- und Zugvorrichtungen, fester, sicherer Bedachung, dichter Verschalung und gut schliessenden Türen, möglichst ohne Bremsvorrichtung, dürfen verwendet werden.

b) Wagen, in deren Innern eiserne Nägel, Schrauben, Muttern oder dergleichen hervorstehen, dürfen nicht verwendet werden.

c) Wagentüren und Fenster müssen dichtschliessen und verschlossen gehalten werden.

d) Es dürfen nur Wagen verwendet werden, seit deren letzter wiederkehrender Untersuchung mehr als ein Monat oder seit deren letzter Schmierung weniger als zwei Monate verstrichen sind, oder die nicht innerhalb eines Monats nach der Beladung zur Untersuchung zu stellen sind.

e) Die Sendungen sollen vom Versand- bis zum Bestimmungsbahnhof in demselben Wagen befördert und dürfen unterwegs nur bei unabweislicher Notwendigkeit umgeladen werden.

f) Die beladenen Wagen müssen oben auf der Vorder- und Hinterwand oder an den beiden Längsseiten deutlich sichtbare schwarze viereckige Flaggen mit einem weissen „P" tragen.

E. Verladung und sonstige Vorschriften.

(1) *Sprengstoffe* (I *a)* dürfen nicht mit :

Signalfeuerwerk	(Klasse I *b*, Ziffer 3)
und mit *sprengkräftigen Zündungen*	(Klasse I *b*, Ziffer 5 A)
und mit *Momentzündschnüren*	(Klasse I *b*, Ziffer 5 C)

und mit den in *Klasse* I *b*, *Ziffer* 12, *genannten Munitionsgegenständen*
die *Spreng- und Schiessmittel der 2. Gruppe*
auch nicht mit *brennbaren Flüssigkeiten* (Klasse III *a*) *Gefahrgruppe A* 1,

zusammen in denselben Wagen verladen werden.

(2) Für das Verladen und die Behandlung der *Spreng- und Schiessmittel der 2. Gruppe* ist noch folgendes zu beachten :

a) Die Behälter müssen in den Eisenbahnwagen so fest lagern, dass sie gegen Scheuern, Rütteln, Stossen, Umkanten und Herabfallen aus oberen Lagen gesichert sind. Insbesondere dürfen Tonnen nicht aufrecht gestellt, sie müssen vielmehr gelegt, gleichlaufend mit den Längsseiten des Wagens verladen und durch Holzunterlagen unter Haardecken gegen jede rollende Bewegung gesichert werden.

b) Die besonderen Ladegeräte und Warnungszeichen (Decken, Flaggen oder dgl.) sind vom Absender herzugeben und werden dem Empfänger mit dem Gute ausgeliefert.

c) Hinsichtlich der Vorsichtsmassregeln in den Bahnhöfen und während der Fahrt, der Bestimmung der Züge und Einstellung der mit Sprengstoffen beladenen Wagen in die Züge, der Benachrichtigung der Unterwegsbahnhöfe und der an der Beförderung beteiligten Verwaltungen, der Ankunft auf dem Bestimmungsbahnhof und Auslieferung der Sendungen finden die für den betreffenden Bahnhof oder die betreffende Strecke geltenden inneren Vorschriften Anwendung.

c) Of en welke verdere verklaringen voor de zendingen bovendien vereischt worden, is bepaald in de betrekkelijke wettelijke voorschriften van de tot deze Overeenkomst toegetreden Staten, over wier gebied het vervoer zal plaats hebben.

D. MIDDELEN VAN VERVOER.

(1) Voor het vervoer van *alle springmiddelen* moeten gesloten goederenwagens worden gebezigd.

(2) Voor de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* geldt het volgende :

a) slechts wagens met veerende stoot- en trekinrichtingen, een vast, stevig dak, volkomen dichte wanden en goed sluitende deuren, zoo mogelijk zonder reminrichting, mogen worden gebezigd ;

b) wagens, waarin ijzeren draadnagels, schroeven, moeren of dergelijke uitsteken, mogen niet worden gebruikt ;

c) de deuren en vensters van de wagens moeten goed sluiten en gesloten worden gehouden ;

d) slechts wagens mogen worden gebezigd, waarvan het laatste periodieke onderzoek meer dan een maand geleden en waarvan het laatste smeren minder dan twee maanden geleden heeft plaats gehad, of die niet binnen een maand nà het laden ter revisie moeten worden opgezonden ;

e) de zendingen moeten van het station van afzending tot het station van bestemming in denzelfden wagen worden vervoerd en mogen onderweg slechts bij uiterste noodzakelijkheid worden overgeladen ;

f) de beladen wagens moeten boven aan de voor- en de achterzijde of aan de beide zijwanden duidelijk zichtbare zwarte vierhoekige vlaggen dragen, voorzien van een witte letter „P".

E. LADEN EN OVERIGE VOORSCHRIFTEN.

(1) Springmiddelen (I *a*) mogen niet met

Seinvuurwerk (Klasse I *b*, cijfer 3)
en met *ontstekingsmiddelen met brisant vermogen* (Klasse I *b*, cijfer 5 A)
en met *Vuurkoord* (Klasse I *b*, cijfer 5 C)
en met de in *Klasse* I *b*, *cijfer* 12, *genoemde munitie* ;
de spring- en schietmiddelen van de 2e groep
ook niet met *brandbare vloeistoffen* (Klasse III *a*) Gevaargroep.

Al te zamen in denzelfden wagen worden geladen.

(2) Bij het laden en de behandeling van de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* moet nog het volgende in acht worden genomen :

a) de pakmiddelen moeten in de spoorwegwagens zoo stevig liggen, dat zij tegen schuren, schudden, stooten, omkantelen en vallen uit hooger liggende lagen zijn gevrijwaard. Tonnen mogen vooral niet rechtop worden gezet ; zij moeten zoo mogelijk evenwijdig met de zijwanden van den wagen worden gelegd, en door houten stopblokken, welke met haren kleeden zijn bedekt, tegen elke rollende beweging worden beschermd ;

b) de bijzondere ladingsbenoodigdheden en de waarschuwingsteekenen (dekkleeden, vlaggen, enz.) moeten door den afzender worden verstrekt en met de goederen aan den geadresseerde worden afgeleverd ;

c) ten opzichte van de veiligheidsmaatregelen op de stations en gedurende den rit, van de aanwijzing der treinen en het plaatsen van de met ontploffingsmiddelen beladen wagens in de treinen, van de mededeeling aan de tusschenstations en aan de spoorweg-administratiën, welke bij het vervoer betrokken zijn, van de aankomst op het station van bestemming en de aflevering der zendingen, zijn de voor het betrokken station of de betrokken lijn geldige binnenlandsche voorschriften van toepassing.

I *b.* MUNITION.

Zur Beförderung sind nur die nachstehend aufgeführten Munitionsgegenstände zugelassen :

1. *Zündschnüre ohne Zünder.*

a) Schnellzündschnüre (Zündschnüre aus dickem Schlauch mit Schwarzpulverseele von grossem Querschnitt oder mit Seele aus nitrierten Baumwollfäden).

(Wegen der Zündschnüre mit langsamer Verbrennung vgl. Klasse I *c*, Ziffer 1 *c)*.

b) Detonierende Zündschnüre (dünnwandige Metallröhren von geringem Querschnitt mit einer Seele aus Knallsatz von nicht grösserer Gefährlichkeit als reine Pikrinsäure, oder gesponnene Schnüre von geringem Querschnitt mit einer Seele aus Knallsalz von nicht grösserer Gefährlichkeit als Pentaeryttetranitrat — Nitropentaerythrit —).

Wegen der Momentzündschnüre vgl. Ziffer 5 C.

2. *Nichtsprengkräftige Zündungen* (Zündungen, die nicht durch Sprengkapseln oder sonstige Einrichtungen brisant wirken).

a) Zündhütchen für Schusswaffen und *für Munition.*

b) Leere Patronen- und Kartuschhülsen mit Zündvorrichtungen für Schusswaffen.

c) Schlagröhren, Zündschrauben oder *ähnliche Zündungen* mit kleiner Schwarzpulverladung oder Zündmasse, die durch Reibung, Schlag oder Elektrizität zur Wirkung gebracht werden.

Nichtsprengkräftige Zündungen für Handgranaten (auch in Stielen), *Pulverkapseln für Uebungsstielhandgranaten und für andere Munition,*

in beiden Fällen, wenn sie den Vorschriften des Versandlandes entsprechen.

d) Geschosszünder, die keine Sprengkapseln oder andere Einrichtungen enthalten, welche eine brisante Wirkung hervorrufen, Zündmittel zu Geschosszündern und dergleichen.

3. *Signalfeuerwerk,* nämlich :

Grosse Kanonenschläge mit höchstens 200 g Schwarzkornpulver oder 70 g rauchschwachen Pulver- und *Knallkapseln* — früher auch Petarden genannt — für Haltesignale der Eisenbahnen, wenn sie den Vorschriften des Versandlandes entsprechen.

Wegen der kleinen, zu Feuerwerkszwecken verwendeten Kanonenschläge mit höchstens 75 g Kornpulver vgl. Klasse I *c*, Ziffer 3 *b)*.

4. *Patronen für Handfeuerwaffen :*

a) Fertige Patronen mit ausschliesslich aus Metall bestehenden Hülsen. Die Geschosse müssen mit den Hülsen so fest verbunden sein, dass sie sich nicht ablösen können und ein Ausstreuen der Pulverladung verhindert ist.

b) Fertige Patronen, deren Hülsen nur zum Teil aus Metall bestehen. Die ganze Menge des Pulvers muss sich in dem metallenen Patronenunterteil befinden und durch einen Pfropfen oder Spiegel abgeschlossen sein. Die Pappe muss so beschaffen sein, dass sie bei der Beförderung nicht bricht.

c) Fertige Zentralfeuerpappepatronen. Die Pappe muss so beschaffen sein, dass sie bei der Beförderung nicht bricht.

d) Kugelzündhütchen (Flobertmunition).

e) Schrotzündhütchen (Flobertmunition).

f) Flobertzündhütchen (Platzpatronen ohne Kugel und Schrot).

5. A. *Sprengkräftige Zündungen :*

a) Sprengkapseln (auch mit Zeitzündung).

b) Sprengkapseln mit elektrischen Zündern (auch mit Zeitzündung).

c) Sprengkapseln in fester Verbindung mit Schwarzpulverzündschnur.

I *b.* MUNITIE.

Ten uitvoer worden slechts de hierna genoemde soorten munitie toegelaten :

1. *Vuurkoord zonder ontstekingsmiddel :*

a) snelbrandend vuurkoord (vuurkoord, bestaande uit een dikke buis met een hart van buskruit van groote doorsnede of met een hart van schietkatoendraden) ;

(Voor langzaam brandend vuurkoord zie Klasse I *c*, cijfer I *c*).

b) detoneerend vuurkoord (dunwandige metalen buizen van geringe doorsnede met een hart van slagsas, dat niet gevaarlijker is dan zuiver pikrinezuur, of gesponnen snoer van geringe doorsnede met een hart van slagsas, dat niet gevaarlijker is dan pentaerythriettetanitraat (nitropentaerythriet).

(Voor momentvuurkoord zie cijfer 5 C.)

2. *Ontstekingsmiddelen met niet-brisantvermogen* (ontstekingsmiddelen, die niet door slagpijpjes of andere middelen een brisante werking bezitten) :

a) slaghoedjes voor vuurwapenen en *voor munitie* ;

b) ledige patroon- en kardoeshulzen met ontstekingsinrichtingen voor vuurwapenen ;

c) ontstekingspijpjes en -doppen of *soortgelijke ontstekingsmiddelen* met een kleine vulling buskruit of sas, die door wrijving, slag of electriciteit tot werking worden gebracht. *Niet brisante ontstekingsmiddelen voor handgranaten* (ook met steel) *slaghoedjes met buskruitvulling voor oefeningshandgranaten met steel en voor andere munitie* ;

In beide gevallen, voorzoover zij voldcen aan de voorschriften van het land van afzending ;

d) buizen voor projectielen, die geen slagpijpjes of andere inrichtingen bevatten, welke een brisante uitwerking kunnen veroorzaken ; slagdoppen voor buizen van projectielen en *dergelijke.*

3. *seinvuurwerk,* t. w.

groote moordslagen („Kanonenschläge") met ten hoogste 200 g gekorreld zwart buskruit of 70 g rookzwak kruit

en knalsignalen — vroeger ook petarden genoemd — voor stopseinen op de spoorwegen, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

(Voor de kleine moordslagen met ten hoogste 75 g gekorreld buskruit, bestemd voor vuurwerkdoeleinden, sie klasse I *c*, cijfer 3 *b*).

4. *Patronen voor handvuurwapenen.*

a) Metaal-Patronen, waarvan de huls geheel van metaal vervaardigd is.

De kogels moeten zoo vast aan de hulzen zijn bevestigd, dat zij niet kunnen loslaten en ook de kruitlading niet kan doorziften.

b) Patronen, waarvan de hulzen slechts gedeeltelijk uit metaal bestaan.

De kruitlading moet zich geheel in het onderste gedeelte van de patroon bevinden en door een prop of schijf zijn afgesloten. Het karton moet zoo stevig zijn, dat het tijdens het vervoer niet kan breken.

c) Patronen met kartonnen huls voor centrale ontsteking.

Het karton moet zoo stevig zijn, dat het tijdens het vervoer niet kan breken.

d) Flobertkogelpatronen (Flobertmunitie).

e) Floberthagelpatronen (Flobertmunitie).

f) Flobertpatronen zonder kogel of hagel.

5. A *Ontstekingsmiddelen met brisant vermogen :*

a) slagpijpjes (ook met vertraging),

b) slagpijpjes voor electrische ontsteking (ook met vertraging),

c) slagpijpjes in verbinding met vuurkoord,

d) Sprengkapseln mit Verzögerung und Zündhütchen (Echolotpatronen).

e) Sprengkapseln in Verbindung mit einer Uebertragungsladung aus gepresstem Sprengstoff, nicht gefährlicher als Tetranitromethylanilin, sogenannten Zündladungen (Detonatoren).

f) Sprengkapseln in Geschosszündern mit und ohne Uebertragungsladung.

g) Sprengkräftige Zündungen für Handgranaten (auch in Stielen).

B. *Lotkapseln* (Sprengkapseln auch mit Zündhütchen eingeschlossen in Blechgehäusen — Freilote oder Lotbomben —).

C. *Momentzündschnüre* (gesponnene Schnüre von geringerem Querschnitt mit einer Seele aus Knallsatz von grösserer Gefährlichkeit als Pentaerythrittetranitrat), wenn sie den Vorschriften des Versandlandes entsprechen.

6. *Militärische Munitionssorten*, sonst nicht genannt (z. B. Patronen, gefüllte Geschosse), sämtlich *ohne* Zünder, wenn sie den Vorschriften des Versandlandes entsprechen.

7. *Hand- und Gewehrgranaten ohne* Zünder, wenn sie den Vorschriften des Versandlandes entsprechen.

8. *Brisante Sprengladungen für Geschosse, Torpedos und Minen*, ferner *Sprengbüchsen und dergleichen, Tetrylhülsen*, sämtlich *ohne* Sprengkapseln, wenn sie den Vorschriften des Versandlandes entsprechen.

9. *Leucht- und Signalmittel.*

Hierzu gehören insbesondere :

Leucht- und Signalpatronen, Granatsignale, Lichtspurhülsen, Handleuchtzeichen, Zielfeuer mit Feuer- oder Stauberscheinung Blitzpatronen, (Mündungsblitze)	Der Treib- oder Leuchtsatz muss so stark verdichtet sein, dass die Gegenstände beim Abbrennen nicht mehr explodieren.

10. *Rauchentwickler*, wenn sie den Vorschriften des Versandlandes entsprechen.

11. *Nebelmittel*, wenn sie den Vorschriften des Versandlandes entsprechen.

12. *Die in den Ziffern* 6 *bis* 8 *genannten Munitionsgegenstände mit* zuverlässig gesicherten Sprengkapseln oder Zündern, wenn diese Munitionsgegenstände den Vorschriften des Versandlandes entsprechen und als Wagenladung aufgegeben werden.

BEFÖRDERUNGSVORSCHRIFTEN.

A. VERPACKUNG.

Für die Verpackung gelten die Vorschriften des Versandlandes.

Jedes Versandstück mit *Gegenständen der Ziffern* 3, 5 *A und* 5 *C* muss mit einem Zettel nach Muster 2, jedes Versandstück mit *Gegenständen der Ziffern* 6, 7, 8 *und* 9 mit einem Zettel nach Muster 1 und jedes Versandstück mit *Gegenständen der Ziffer* 12 mit einem Zettel nach Muster 2 *a)* versehen sein.

B. BESCHEINIGUNGEN, FRACHTBRIEFE.

(1) Die Inhaltsangabe ist :

a) bei den *Gegenständen der Ziffern* 3, 5 *A und* 5 *C* einmal schwarz,

b) bei den *Gegenständen der Ziffern* 6, 7, 8 *und* 9 einmal rot,

c) bei den *Gegenständen der Ziffer* 12 zweimal schwarz

zu umrahmen.

d) slagpijpjes met vertraging en slaghoedjes (echolotpatronen),
e) slagpijpjes in verbinding met een inleidingslading uit geperste ontplofbare stof, niet gevaarlijker dan tetranitromethylaniline, zoogenaamde inleidingsladingen (detonatoren),
f) slagpijpjes in buizen voor projectielen, al dan niet met een inleidingslading,
g) ontstekingsmiddelen met brisant vermogen voor handgranaten (ook met steel).

B. *Werplooden* (slagpijpjes ook met slaghoedjes opgesloten in blikwerk „Freilote" of „lotbomben").

C. *Slagsnoer* (gesponnen snoeren van geringe doorsnede met een hart van slagsas, gevaarlijker dan pentaerythriettetranitraat), voor zoover zij voldoen aan de voorschriften van het land van afzending.

6. *Militaire munitie* niet elders genoemd (b. v. patronen, gevulde projectielen) alle *zonder* het ontstekingsmiddel, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

7. *Hand- en geweergranaten* zonder het ontstekingsmiddel, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

8. *Brisante springladingen voor projectielen, torpedo's en mijnen, verder springbussen en dergelijke, hulzen met tetryllading, alle zonder slagpijpje,* voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

9. *Verlichtings- en seinpatronen.*

Hiertoe behooren in het bijzonder :

Verlichtings- en seinpatronen, Granaatseinen ; Hulzen voor lichtspoorpatronen, Handseinlichten, Doelvuur met vuur- en stofverschijnselen, Bliksemlichtpatronen	De drijf- of lichtsas moet zoo stevig zijn samengeperst, dat de voorwerpen bij het verbranden niet meer ontploffen.

10. *Rookmakers,* voor zoover zij aan de bepalingen van het land van afzending voldoen.

11. *Nevelwekkers,* voor zoover zij aan de bepalingen van het land van afzending voldoen.

12. *De onder de cijfers* 6 *tot* 8 *genoemde munitie* met betrouwbaar beveiligde slagpijpjes of ontstekers, voor zoover deze munitie aan de bepalingen van het land van afzending voldoet en als wagenlading ten uitvoer wordt aangeboden.

VERVOERSVOORWAARDEN.

A. VERPAKKING.

Voor de verpakking gelden de voorschriften van het land van afzending.

Ieder collo met *voorwerpen van de cijfers* 3, 5A en 5C moet met een etiket volgens Model 2, ieder collo met *voorwerpen van cijfers* 6, 7, 8, en 9 moet met een etiket volgens Model 1 en ieder collo met *voorwerpen van cijfer* 12 moet met een etiket volgens Model 2 *a)* voorzien zijn.

B. VERKLARINGEN. VRACHTBRIEVEN.

(1) De inhoudsopgave moet :
a) bij de *voorwerpen van de cijfers* 3, 5A *en* 5C eenmaal zwart ;
b) bij de *voorwerpen van de cijfers* 6, 7, 8 *en* 9 eenmaal rood ;
c) bij de *voorwerpen van cijfer* 12 tweemaal zwart omlijnd worden.

(2) In den Frachtbriefen zu den *Munitionsgegenständen der Klasse* I *b* mit Ausnahme derjenigen unter Ziffer 1 *a)* ist vom Absender zu bescheinigen, dass Beschaffenheit und Verpackung der Gegenstände den Vorschriften des Versandlandes entsprechen.

(3) Die Erklärung über die Beschaffenheit und Verpackung ist bei den *Munitionsgegenständen der Ziffern* 6 *bis* 9 *und* 12 von der zuständigen Behörde oder von einem von ihr anerkannten Chemiker oder Sachverständigen zu bestätigen ; im Frachtbrief ist auf die Erklärung hinzuweisen.

(4) Ob und welche weiteren Bescheinigungen für die Sendungen noch erforderlich sind, bestimmen die besonderen gesetzlichen Vorschriften der Vertragsstaaten, über deren Gebiet die Beförderung erfolgen soll.

C. Beförderungsmittel.

(1) Zur Beförderung *aller Munitionsgegenstände* müssen gedeckte Güterwagen verwendet werden.

(2) Für *Munitionsgegenstände der Ziffer* 12 gelten ausserdem die Vorschriften der Klasse I *a* unter Abschnitt D (Beförderungsmittel) Abs. (2).

D. Verladung.

(1) *Signalfeuerwerk* (Ziffer 3), *sprengkräftige Zündungen* (Ziffer 5 A), *Momentzündschnüre* (Ziffer 5 C) und *in Ziffer* 12 *genannte Munitionsgegenstände* dürfen nicht mit *Sprengstoffen* (I *a)*, mit *Munitionsgegenständen der Ziffern* 6, 7, 8 *und* 9 oder *brennbaren Flüssigkeiten* (Klasse III *a*), *Gefahrgruppe A* 1, zusammen in denselben Wagen verladen werden.

(2) Für *Munitionsgegenstände der Ziffer* 12 gelten ausserdem die Vorschriften der Klasse I *a* unter Abschnitt E (Verladung und sonstige Vorschriften) Abs. (2).

E. Beförderung.

Die Beförderung der *Gegenstände der Ziffern* 3, 5 *A*, 5 *C*, 6, 7, 8, 9 *und* 12 als Eilgut ist ausgeschlossen.

In den Vorschriften für die *Klasse I c (Zündwaren, Feuerwerkskörper u. dgl.)* wird

1. die Ziffer 3 *a)* und *b)* der Eingangsbestimmungen (Randziffer 48) gefasst :

„3. *Feuerwerkskörper,*

a) Bomben und Feuertöpfe, aus Mörsern geschossene Ladungen [1] mit einem Höchstgewicht von 9 kg einschliesslich Treibladung (Rohgewicht 12 kg).

Bränder, Raketen, römische Lichter, Fontänen, Feuerräder u. dgl. mit Füllungen, die 500 g im einzelnen Körper nicht übersteigen dürfen.

b) Kleine Kanonenschläge oder Papierböller, bestehend aus einer mit Bindfaden umschnürten und geleimten Papierhülse mit höchstens 75 g Kornpulver oder 25 g Knallsatz (Aluminiumpulver und Kaliumperchlorat ohne Schwefel) Inhalt, ferner *Gewehrschläge* (Petarden [1]), bestehend aus einer zylindrischen, an beiden Enden verschlossenen Papierhülse mit höchstens 20 g Kornpulver, beide mit Zündschnur, deren Seele am äusseren Ende verdeckt ist, *und ähnlich zur Erzeugung eines starken Knalls dienende Gegenstände.*

Wegen grosser Kanonenschläge (Signalfeuerwerk) vgl. Klasse I *b*, Ziffer 3.

(Die Fussnoten der Anlage IIÜG bleiben unverändert.) "

2. Unter den Beförderungsvorschriften Abschnitt A *(Verpackung)* in Abs. (1) (Randziffer 49) der letzte Satz „*Bei den Gegenständen der Ziffer* 2 sind die Kistendeckel mit Schrauben zu befestigen" gestrichen.

(2) In de vrachtbrieven voor de *munitiën van Klasse* I *b)*, met uitzondering van die onder cijfer 1 *a)*, moet door den afzender worden verklaard, dat de samenstelling en de verpakking dier voorwerpen voldoen aan de voorschriften van het land van afzending.

(3) De verklaring omtrent de samenstelling en de verpakking moet voor de *munitiën van de cijfers* 6 *tot* 9 *en* 12 door het bevoegde gezag of door hem erkenden scheikundige of deskundige worden bevestigd ; in den vrachtbrief moet naar deze verklaring worden verwezen.

(4) Of en welke verdere verklaringen voor de zendingen bovendien vereischt worden, is bepaald in de betrekkelijke wettelijke voorschriften van de tot deze Overeenkomst toegetreden Staten, over wier gebied het vervoer zal plaats hebben.

C. Vervoersmiddelen.

(1) Voor het vervoer van alle *munitiën* moeten gesloten wagens worden gebezigd.

(2) Voor de *munitiën van cijfer* 12 gelden bovendien de voorschriften van Klasse I *a)* onder Hoofdstuk D (vervoermiddelen) lid (2).

D. Laden.

(1) *Seinvuurwerk* (cijfer 3), *ontstekingsmiddelen met brisant vermogen* (cijfer 5 A) ; *Slagsnoer* (cijfer 5 C) *en de in cijfer* 12 *genoemde munitiën* mogen niet met *ontplofbare stoffen* (I *a)*) met *munitiën van de cijfers* 6, 7, 8, *en* 9 of *brandbare vloeistoffen* (Klasse III *a)*), *gevaargroep* A 1 te zamen in denzelfden wagen worden geladen.

(2) Voor de *munitiën van cijfer* 12 gelden bovendien de voorschriften van Klasse I *a)* onder hoofdstuk E (Laden en overige voorschriften) lid (2).

E. Vervoer.

Het vervoer als ijlgoed van de *voorwerpen van de cijfers* 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9 *en* 12 is verboden.

In de voorschriften voor de *Klasse I c) (ontstekingsmiddelen, vuurwerk en dergelijke)* wordt

1. het cijfer 3 *a)* en *b)* van de inleidingsbepalingen (randgetal 48) gelezen als volgt :

„ 3. *Vuurwerk.*

a) Bommen en vuurpotten, uit mortieren te schieten [1] met een gewicht van ten hoogste 9 kg, daaronder begrepen de voortdrijvingslading (bruto-gewicht 12 kg) ;

Branders, vuurpeilen, Romeinsche kaarsen, fonteinen, wielen enz, met vullingen van ten hoogste 500 gram per stuk.

b) Kleine *Moordslagen* („Kanonenschläge" of „Papierböller"), bestaande uit een met touw omwoelde en gelijmde papieren huls, welke ten hoogste 75 g gekorreld buskruit of 25 g slagsas (aluminiumpoeder en kaliumperchloraat zonder zwavel) bevat, alsook *petarden* [1] („Gewehrschläge"), bestaande uit een cylindervormige, aan beide einden gesloten papieren huls, welke ten hoogste 20 g gekorreld buskruit bevat, beide voorzien van een lont waarvan het hart aan het buitenste einde opgesloten is, en *soortgelijke voorwerpen, welke dienen tot het voortbrengen van een harden knal.*"

Voor grootere moordslagen (seinvuurwerk) zie Klasse I *b)* cijfer 3 (De noten aan den voet van Bijlage I IUG ondergaan geen verandering.)

2. Onder de vervoersvoorwaarden Hoofdstuk A (verpakking) in lid 1 (randgetal 49) de laatste zin „*Bij de voorwerpen van cijfer* 2 zijn de deksels van de kist met schroeven te bevestigen" doorgehaald.

3. In Abs. (2) k daselbst (Randziffer 63) am Schluss angefügt :

„Bei Bomben über 5 kg Rohgewicht muss die Treibladung durch eine über den unteren Teil der Bombe geschobene Pappehülse geschützt sein. Die Verpackung hat in Kisten zu erfolgen ; Zwischenräume sind mit Holzwolle oder ähnlichen Stoffen fest auszufüllen."

4. Der Abs. (4) daselbst (Randziffer 66) wird gestrichen.

5. In Abs. (5) daselbst (Randziffer 67) der Eingang des 2. Satzes wie folgt gefasst :

„Dabei darf in einem Behälter das Gesamtgewicht an explosivem Satz (Treibladung, Ausstossladung und Leuchtsatz) bei den *Gegenständen der Ziffer 1 e)* 20 kg, bei den *eigentlichen Feuerwerkskörpern der Ziffer 3 a)* 36 kg, bei *Kleinfeuerwerk* ..... usw. wie bisher."

6. Der Abs. (6) daselbst (Randziffer 68) wie folgt ersetzt :

„(6) Jedes Versandstück mit *Gegenständen der Ziffern 2 a), 2 b) β, 2 e), 2 f) und 3* muss mit einem Zettel nach Muster *2 b)* versehen sein".

7. Unter Abschnitt B *(Sonstige Vorschriften)* der Abs. (4) (Randziffer 72) gefasst :

„(4) In den Frachtbriefen muss bei den *Gegenständen der Ziffern 1 b), 1 d), 1 e), 2 a), 2 b) β, 2 e), 2 f) und 3* vom Absender bescheinigt sein, dass Art und Verpackung der Sendung den Bestimmungen unter Klasse I *c* der Anlage I zum Internationalen Übereinkommen oder dieser Vereinbarung entsprechen".

8. Der Abschnitt C *(Beförderung)* (Randziffer 74) gestrichen.

In den Vorschriften für die *Klasse I d (verdichtete, verflüssigte oder unter Druck gelöste Gase)* wird

in den *Eingangsbestimmungen* (Randziffer 76)

1. bei Ziffer 7 hinter dem Worte „*Chlor*" eingeschaltet :
„*Chlorwasserstoff*",

und ferner in derselben Ziffer hinter dem Worte „*Stickstoffetroxyd*" angefügt :

„*T-Gas* (Gemisch von Äthylenoxyd und Kohlensäure, dessen Druck bis 50° C den Druck des verflüssigten Chlors nicht übersteigt)" ;

2. Bei Ziffer 8 hinter dem Worte „(Lance-Parfum)", eingeschaltet :
„*Vinylchlorid, Brommethyl* [1]".

3. Zu dem Fussnotenzeichen [1] bei „Brommethyl" als Fussnote gesetzt :

„2) Die Gemische von Brommethyl und Äthylenbromid im Verhältnis 1 : 1 werden bedingungslos befördert".

Unter Abschnitt B *(Amtliche Prüfung der Gefässe)* dieser Klasse wird der Abs. (2) *b)* (Randziffer 82) gefasst :

„*b)* bei den *verflüssigten Gasen der Ziffern 5, 6, 7 und 8* :

bei Kohlensäure	190	kg/cm²
» verflüssigtem Ölgas	190	» »
» Stickoxydul	180	» »
» Äthylen	225	» »
» Chlorwasserstoff	110	» »
» Äthan	95	» »
» Z-Gas	40	» »
» Propylen	35	» »
» Ammoniak	30	» »

[1] Im Verkehr mit Italien beträgt die zulässige höchste Füllung 1 kg Flüssigkeit für je 1,70 Liter Füllungsraum des Gefässes.

3. In lid (2) *k)* aldaar (randgetal 63) aan het slot toegevoegd :

„Bij bommen met een grooter bruto-gewicht dan 5 kg moet de drijflading door een boven het onderste gedeelte van de bom geschoven papieren huls beveiligd zijn. Voor de verpakking moeten kisten worden gebezigd ; tusschenruimten zijn met houtskool of soortgelijke stoffen stevig op te vullen. "

4. Lid (4) aldaar (randgetal 66) doorgehaald.

5. In lid (5) aldaar (randgetal 67) de aanhef van den 2den zin als volgt te lezen :

„Daarbij mag in een pakmiddel het gezamenlijk gewicht van de ontplofbare sas (voortdrijvingslading, uitstootlading en lichtsas) bij de *voorwerpen van cijfer* I *e)* 20 kg. bij de *eigenlijke vuurwerken van cijfer* 3 *a)* 36 kg, bij *klein vuurwerk* .....enz. zooals thans."

6. Lid (6) aldaar (randgetal 68) door het volgende vervangen :

„(6) Ieder collo met *voorwerpen van de cijfers* 2 *a)* 2 *b)* β), 2 *e)*, 2 *f)* en 3 moet met een etiket volgens model 2 *b)* zijn voorzien."

7. Onder hoofdstuk B (overige voorschriften) lid 4 (randgetal 72) gelezen als volgt :

„4. In de vrachtbrieven moet bij de *voorwerpen van de cijfers* I *b)*, 1*d)*, 1 *e)*, 2 *a)*, 2 *b)*, β), 2 *e)*, 2 *f) en* 3 door den afzender verklaard zijn, dat de hoedanigheid en de verpakking van de zending aan de bepalingen der Klasse I *c)* van Bijlage I tot de Internationale Overeenkomst of van deze Overeenkomst."

8. Hoofdstuk C *(vervoer)* (randgetal 74) doorgehaald.

In de voorschriften voor de *Klasse I d) (samengeperste, vloeibaar gemaakte of onder druk opgeloste gassen)* wordt in de *inleidingsbepalingen* (randgetal 76)

1. bij cijfer 7, achter het woord „chloor" ingelascht : „Chloorwaterstof", en verder onder hetzelfde cijfer achter het woord „Stikstoftetroxyde" toegevoegd :

„T-gas (mengsel van aethyleenoxyde en koolzuur, waarvan de druk bij 50° C den druk van vloeibaar chloor niet te boven gaat) ;"

2. bij cijfer 8 achter het woord "(Lance-Parfum)" ingelascht : „Vinylchloride, Broommethyl [1])"

3. Tot het verwijzingsteeken [1] bij „broommethyl" als voetnoot opgenomen :

„[1] Het mengsel van broommethyl en aethyleenbromide in de verhouding 1 : 1 worden onvoorwaardelijk vervoerd."

Onder hoofdstuk B *(officieele beproeving van de houders)* van deze klasse wordt lid (2) *b)*, (randgetal 82) gelezen als volgt :

„*b)* voor de vloeibare gassen onder de cijfers 5, 6, 7 en 8.

voor koolzuur	190	kg/cm²
» vloeibaar oliegas	190	»
» stikstofoxydule	180	»
» aethyleen	225	»
» chloorwaterstof	110	»
» aethaan	95	»
» Z-gas	40	»
» propyleen	35	»
» ammoniak	30	»

[1] In verkeer met Italië bedraagt de toelaatbare hoogste vulling 1 kg vloeistof voor elke 1,70 Liter vulruimte van den houder.

bei	Chlorkohlenoxyd (Phosgen)	15 kg/cm²
»	Chlor, T-Gas	22 » »
»	schwefliger Säure	12 » »
»	Stickstoffetroxyd	22 » »
»	Chlormethyl	16 » »
»	Methyläther	16 » »
»	Methylamin	14 » »
»	Chloräthyl, Brommethyl, Äthylamin, Äthylenoxyd und Butadien	10 » »
»	Vinylchlorid	11 » »

Unter Abschnitt D *(Füllung der Gefässe)* wird in Abs. (2) (Randziffer 90) am Schluss angefügt:

„für	Chlorwasserstoff	1 kg	Flüssigkeit	für je	1,50 [1]	(Liter Füllungsraum des Gefässes),,.
»	Vinylchlorid	1 »	»	»	1,26	
»	Brommethyl	1 »	»	»	0,70	
»	T-Gas	1 »	»	»	1,34	

Unter Abschnitt E *(Sonstige Vorschriften)* wird

1. In Abs. (2) (Randziffer 95) der letzte Satz „Die Gefässe mit *Kohlensäure, Oelgas* oder *Stickoxyd* müssen, wenn unverpackt, weiss gestrichen sein" gestrichen.

2. In Abs. (6) (Randziffer 99) Ziffer 1 (dritter Unterabsatz) und Ziffer 6 jedes Mal das Wort „November" ersetzt durch: „Oktober".

In den Vorschriften für die *Klasse II (Selbstentzündliche Stoffe)* wird

1. Unter Abschnitt A *(Verpackung)* am Schluss des Abs. (6) (Randziffer 129) angefügt:

„Verpackung ist nicht erforderlich, wenn eiserne Klappdeckelwagen verwendet werden".

2. Unter Abschnitt A *(Verpackung)* der Abs. (17) (Randziffer 140) gestrichen.

3. Unter Abschnitt B *(Sonstige Vorschriften)* in Abs. (2) (Randziffer 142) der folgende neue Buchstabe *e)* eingefügt:

„*e) α) Papierhülsen* (Ziffer 12) nach der Tränkung mit Firnis, Fett oder Öl so lange und derart erhitzt und dann derart abgekühlt sind, dass eine Selbstentzündung ausgeschlossen ist,

β) Papier und *Papperinge* trocken sowie so lange und derart abgelagert sind, dass eine Selbstentzündung ausgeschlossen ist".

(Die bisherigen Buchstaben *e)* und *f)* werden in *f)* und *g)* abgeändert.)

4. Unter Abschnitt B *(Sonstige Vorschriften)* der Abs. (4) (Randziffer 144) gestrichen.

5. Unter Abschnitt B *(Sonstige Vorschriften)* in Abs. (5) (Randziffer 145) die Frist „in den Monaten März bis Oktober" abgeändert in:

„in den Monaten April bis September".

6. Unter Abschnitt B *(Sonstige Vorschriften)* der Abs. (8) (Randziffer 148) gestrichen.

7. Der ganze Abschnitt D *(Verladung)* (Randziffer 151) ebenfalls gestrichen.

8. An Stelle dieses gestrichenen Abschnittes D folgender neuer Abschnitt D *(Frachtbriefe)* nachgetragen:

„D. FRACHTBRIEFE".

„In den Frachtbriefen ist unter der Inhaltsangabe der Vermerk" „Selbstentzündlich. Gut der Klasse II" „ rot anzubringen oder rot zu unterstreichen".

[1] Im Verkehr mit Italien beträgt die zulässige höchste Füllung 1 kg. Flüssigkeit für je 1,70 Liter Füllungsraum des Gefässes.

voor	chloorkooloxyde (phosgeen)	15 kg/cm²
»	chloor,T-gas	22 »
»	zwaveligzuur	12 »
»	stikstoftetroxyde	22 »
»	chloormethyl	16 »
»	methylaether	16 »
»	methylamine	14 »
»	chlooraethyl, broommethyl, aethylamine, aethyleenoxyde en butadieën	10 »
»	vinylchloride	11 »

Onder hoofdstuk D (vulling van de houders) wordt in lid (2) (randgetal 90) aan het slot toegevoegd :

„voor	chloorwaterstof	1 kg	vloeistof	op	iedere	1,50[1]	liter vulruimte van den houder."
»	vinylchloride	1 »	»	»	»	1,26	
»	broommethyl	1 »	»	»	»	0,70	
»	T-gas	1 »	»	»	»	1,34	

Onder hoofdstuk E *(Overige Voorschriften)* wordt

1. il lid (2) (randgetal 95) de laatste zin

„De houders met *koolzuur, oliegas* of *stikstofoxydule* moeten, indien onverpakt, wit geschilderd zijn" doorgehaald.

2. In lid (6) (randgetal 99) cijfer 1 (derden zin) en cijfer 6 telkens het woord „November" vervangen door „October".

In de voorschriften voor *Klasse II (voor zelfontbranding vatbare stoffen)* wordt

1. Onder hoofdstuk A *(Verpakking)* aan het slot van lid (6) (randgetal 129) opgenomen :

„Verpakking is niet noodig, indien ijzeren dekselwagens worden gebezigd."

2. Onder hoofdstuk A *(Verpakking)* lid (17) (randgetal 140) doorgehaald.

3. Onder hoofdstuk B *(Overige Voorschriften)* in lid (2) (randgetal 142) de volgende nieuwe letter *e)* ingelascht :

„*e)* α) *papieren kokers* (cijfer 12) na het drenken in vernis, vet of olie zoolang en zoodanig verhit en vervolgens zoodanig afgekoeld zijn, dat zelfontbranding niet mogelijk is,

β) *papier* en *ringen van carton* droog zijn alsmede zoo lang en zoodanig aan de lucht zijn blootgesteld, dat zelfontbranding niet meer mogelijk is."

(De bestaande letters *e)* en *f)* worden in *f)* en *g)* veranderd.)

4. Onder hoofdstuk B *(Overige Voorschriften)* lid (4) (randgetal 144) doorgehaald.

5. Onder hoofdstuk B *(Overige Voorschriften)* in lid (5) (randgetal 145) het tijdvak „in de maanden Maart tot October" gewijzigd in :

„in de maanden April tot September."

6. Onder hoofdstuk B *(Overige Voorschriften)* lid (8) (randgetal 148) doorgehaald.

7. Het geheele hoofdstuk D *(Laden)* (randgetal 151) eveneens doorgehaald.

8. In de plaats van dit doorgehaalde hoofstuk D het volgende nieuwe hoofdstuk D *(Vrachtbrieven)* opgenomen :

„D. VRACHTBRIEVEN."

„In de vrachtbrieven is onder de vermelding van den inhoud de aanduiding „Zelfontbrandbaar. Goed van Klasse II" rood op te nemen of rood te onderstrepen".

[1] In verkeer met Italië bedraagt de toelaatbare hoogste vulling 1 kg. vloeistof voor elke 1,70 Liter vulruimte van den houder.

An die Stelle der Vorschriften für die Klasse III *a* (Randziffern 152 bis 169) treten folgende Bestimmungen :

KLASSE III.

ENTZÜNDBARE STOFFE.

III*a*. *Brennbare Flüssigkeiten* [1].

Nachstehende Flüssigkeiten und damit hergestellte flüssige oder bei Temperaturen von nicht mehr als 15° C noch salbenförmige künstliche Mischungen (im folgenden kurz als „brennbare Flüssigkeiten" bezeichnet) sind besonderen Bedingungen unterworfen :

A. *Brennbare Flüssigkeiten der Gefahrgruppe A* 1, 2 *und* 3, das sind solche, die entweder selbst oder deren brennbare flüssige Anteile sich mit Wasser nicht vermischen lassen :

1. *Brennbare Flüssigkeiten der Gefahrgruppe A* 1, das sind solche, die einen Flammpunkt unter 21° C [2] haben und von festen, in den Flüssigkeiten gelösten und/oder aufgeschlämmten Stoffen [3] im ganzen :

a) nicht mehr als 30 v. H. enthalten.

Hierzu gehören z. B. :

Naturgas-Gasolin, Benzol-Vorlauf, Schwelgas- und Ölgas-Kondensate, Schwefelkohlenstoff, Äthyläther, Kollodium und andere Äthyläther enthaltende Lösungen, Roherdöl und andere Rohöle, sowie leichtflüssige Destillationsprodukte daraus, wie Petroleumbenzin, Leicht- und Schwerbenzine, Benzinnaphta, Ligroin und verschiedene Steinkohlenteer-Destillate, wie Leichtöl, Benzol, Toluol, gewisse Nitrozelluloselacke.

b) Mehr als 30 v. H. enthalten.

Hierzu gehören z. B. gewisse Leder- und Tiefdruckfarben, Lacke, Kautschuk- (Gummi-) lösungen.

2. *Brennbare Flüssigkeiten der Gefahrgruppe A* 2, das sind solche, die einen Flammpunkt von 21° C bis zu 55° C [2] haben und von festen, in den Flüssigkeiten gelösten und/oder aufgeschlämmten Stoffen [3] im ganzen nicht mehr als 30 v. H. enthalten. Hierzu gehören z. B. : Leuchtpetroleum, Testpetroleum, rohes und raffiniertes Standard white, Kerosin, verschiedene leichte Destillate aus Holz-, Torf-, Braunkohlen- und Steinkohlenteer, wie z. B. : Solventnaphta, Xylol, Terpentinölersatz (white spirit), ferner vegetabilisches Terpentinöl und gewisse Mischungen von Alkoholen und Benzolen.

3. *Brennbare Flüssigkeiten der Gefahrgruppe A* 3, das sind solche, die einen Flammpunkt von mehr als 55° C bis zu 100° C [2] haben und von festen, in den Flüssigkeiten gelösten und/oder aufgeschlämmten Stoffen [3] im ganzen nicht mehr als 30 v. H. enthalten. Hierzu gehören z. B. : Destillierter Steinkohlenteer, Rohteer, Solaröl, gewisse Treiböle für Verbrennungsmotore, Holz-, Torf-, Braunkohlen- und Steinkohlenteeröle, Schieferöle, Putzöle, Gasöle und Paraffinöle.

---

[1] Handelsüblich verpackte Kleinpackungen — auch als Proben — brennbarer Flüssigkeiten aller Gefahrgruppen (bei Gefahrgruppe A 1 *a)* höchstens 200 g Reingewicht für je eine Kleinpackung), in fester Sammelpackung (Blech, Holz oder Pappe) gegen Zerbrechen sicher festgelegt, werden bedingungslos befördert.

[2] Der Flammpunkt wird mit dem Apparat Abe -Pensky unter Zurückführung auf einen Barometerstand von 760 mm bestimmt.

[3] Den festen Stoffen sind Standöle (eingedickte Leinöle) oder ähnliche Stoffe mit einem Flammpunkt über 100° C gleichzuachten.

In de plaats van de voorschriften voor Klasse III *a)* (randgetallen 152 tot 169) treden de volgende bepalingen :

KLASSE III.

ONTVLAMBARE STOFFEN.

III *a). Ontvlambare vloeistoffen* [1] .

De volgende vloeistoffen en de daarmede vervaardigde kunstmatige mengsels, hetzij vloeibaar, hetzij bij een temperatuur beneden 15° C nog zalfachtig van aard (verder kortheidshalve „ontvlambare vloeistoffen" genoemd) zijn aan bijzondere voorwaarden onderworpen.

A. *Ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroepen* A 1, 2 en 3 waaronder gerangschikt worden de stoffen, welke zelf, of waarvan de ontvlambare, vloeibare bestanddeelen, niet met water kunnen worden gemengd :

1. *Ontvlambare vloeistoffen van gevaargroep* A 1, waaronder gerangschikt worden de stoffen, waarvan het ontvlammingspunt beneden 21 °C [2] ligt, en welke als vaste, in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen [3] ;

a) niet meer dan 30 pct bevatten

Hiertoe behooren bijv. petroleum-aether, de voorloop uit de distillatie van teer en van gasoliën, zwavelkoolstof, aethylaether, collodium en andere aethylaether bevattende oplossingen, ruwe aardolie en andere ruwe oliën, alsmede vluchtige distillaten daaruit, zooals petroleum-benzine, de lichte en zware benzine-soorten, benzinenaphta, ligroine en verschillende distillaten uit steenkolenteer, zooals lichte olie, benzol, toluol, sommige nitrocellulose-lakken.

b) meer dan 30 pct. bevatten.

Hiertoe behooren bijv. sommige leder- en diepdrukinkten, lakken, caoutchouc- (gummi-) oplossingen.

2. *Ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroep* A 2, waaronder gerangschikt worden de stoffen waarvan het ontvlammingspunt tusschen 21°C en 55 °C [2] ligt en welke niet meer dan 30 pct. vaste, in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen [3] bevatten. Hiertoe behooren bijv. brandpetroleum, test-petroleum, ruwe en geraffineerde Standard White, Kerosine, verschillende lichte distillaten uit hout-, turf-, bruinkolen- en steenkolenteer zooals bijv. solventnaphta, xylol, terpentijnolie-surrogaat (white spirit) verder plantaardige terpentijnolie en sommige mengsels van alcoholen en benzolen.

3. *Ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroep* A 3, waaronder gerangschikt worden de stoffen waarvan het ontvlammingspunt tusschen 55 °C en 100 °C [2] ligt en welke niet meer dan 30 pct. vaste, in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen [3] bevatten.

Hiertoe behooren bijv. gedistilleerde steenkolenteer, ruwe teer, solarolie, sommige oliën voor verbrandings-motoren, hout-, turf-, bruinkolen- en steenkolenteeroliën, leisteenoliën, poetsoliën, gasoliën en paraffineoliën.

---

[1] De in den handel gebruikelijke kleine verpakkingen — ook als monster — van ontvlambare vloeistoffen van alle gevaargroepen [voor zoover de gevaargroep A 1*a* betreft tot ten hoogste 200 g nettogewicht voor elke kleine verpakking] in stevige buitenverpakking (blik, hout of carton) ter voorkoming van breuk, op veilige wijze verpakt, worden onvoorwaardelijk ten vervoer aangenomen.

[2] Het ontvlammingspunkt wordt met het toestel van Abel-Pensky bij een barometerstand van 760 mm bepaald.

[3] Met vaste stoffen worden standoliën (ingedikte lijnoliën) of dergelijke stoffen met een ontvlammingspunt van meer dan 100° C gelijkgesteld.

B. *Brennbare Flüssigkeiten der Gefahrgruppe B*, das sind solche, die entweder selbst oder deren brennbare flüssige Anteile sich mit Wasser in beliebigem Verhältnis vermischen lassen, einen Flammpunkt unterhalb 21° C [1] haben und von festen, in den Flüssigkeiten gelösten und/oder aufgeschlämmten Stoffen [2] im ganzen nicht mehr als 30 v. H. enthalten. Hierzu gehören z. B. : Holzgeist (Methanol), roh und rektifiziert und Mischungen davon, Äthylalkohol und Mischungen davon, denaturierter Spiritus und das gewöhnliche Denaturierungsmittel für Spiritus (mit Pyridin versetztes Methanol), Azeton und Mischungen davon, Azetaldehyd und Mischungen davon.

BEFÖRDERUNGSVORSCHRIFTEN.

A. VERPACKUNG.

(1) Zur Verpackung dürfen nur starke, dichte, sicher zu verschliessende Gefässe aus solchem Werkstoff (Eisenblech oder Blech aus anderem Metall, Glas, Ton, Holz) verwendet werden, der von den darin enthaltenen Flüssigkeiten nicht angegriffen wird. Die Verwendung von Holzgefässen ist für die unter *A 1 aufgeführten Flüssigkeiten*, ferner für *Xylol* und *Amylazetat* nicht zulässig. Dieses Verbot gilt jedoch nicht für *Mischungen, in denen Kautschuk (Gummi) oder ähnliche Stoffe gelöst sind ;* für derartige Gegenstände dürfen starke Eichenholzfässer mit Eisenreifen verwendet werden.

(2) Gefässe aus Glas oder Ton sind einzeln oder zu mehreren unter Verwendung geeigneter Verpackungsstoffe in starke Übergefässe (Weiden- oder Metallkörbe, Kübel oder Kisten) fest einzusetzen. Diese Übergefässe, ausgenommen Kisten, müssen mit guten, festen Handhaben versehen sein. Offene Übergefässe müssen eine Schutzabdeckung haben, die, wenn sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichen leicht entzündbaren Stoffen besteht, oben mit Lehm oder Kalkmilch oder dgl. unter Zusatz von Wasserglas getränkt ist. Das Rohgewicht eines solchen Versandstückes darf 75 kg nicht übersteigen.

Weissblechgefässe mit mehr als 5 kg Inhalt müssen gefalzte und gelötete Nähte haben. Weissblechgefässe mit brennbaren *Flüssigkeiten der Gefahrengruppe A 1 a)* und mit mehr als 20 kg Reingewicht sind in Übergefässe einzusetzen ; hinsichtlich der Ausstattung der Übergefässe haben die obenerwähnten Vorschriften sinngemässe Anwendung zu finden. Das Rohgewicht eines solchen Versandstückes darf 75 kg nicht übersteigen. *Gewöhnliche* Eisenblechgefässe, die *Aethyläther* oder *Schwefelkohlenstoff* enthalten, müssen stets (auch bei Mengen unter 20 kg) in gleicher Weise in derartige Übergefässe fest eingesetzt sein. Übergefässe sind jedoch nicht erforderlich, wenn Äthyläther oder Schwefelkohlenstoff in *geschweisste*, dichte, sicher verschlossene Behälter aus *starkem* Eisenblech verpackt sind.

(3) Blech- oder andere Metallgefässe dürfen mit den unter *A 1 a)* bezeichneten *Flüssigkeiten* nur bis 95 v. H. des Rauminhaltes bei 15° C gefüllt werden.

(4) Jedes Versandstück mit den unter *A 1 a)* und *b) bezeichneten Flüssigkeiten* muss mit einem Zettel nach Muster 3 versehen sein. Körbe und Kübel mit den unter *A 1 a) bezeichneten Flüssigkeiten* müssen ferner mit Zetteln nach Muster 7 versehen sein. Sie dürfen nicht auf der Schulter oder dem Rücken getragen werden. Fahren ist nur auf sogenannten Sackkarren zulässig.

---

[1] Der Flammpunkt wird mit dem Apparat Abel-Pensky unter Zurückführung auf einen Barometerstand von 760 mm bestimmt.

[2] Den festen Stoffen sind Standöle (eingedickte Leinöle) oder ähnliche Stoffe mit einem Flammpunkt über 100° C gleichzuachten.

B. *Ontvlambare vloeistoffen van gevaargroep* B, waaronder gerangschikt worden de stoffen, welke zelf, of waarvan de ontvlambare vloeibare bestanddeelen, met water in elke verhouding gemengd kunnen worden en waarvan het ontvlammingspunt beneden 21 °C [1] ligt en welke niet meer bevatten dan 30 pct. vaste in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen [2]. Hiertoe behooren b. v. houtgeest (methanol), ruwe en gerectificeerde, alsmede mengsels daarmede, aethylalcohol en mengsels daarmede, gedenatureerde spiritus en het gewone denatureeringsmiddel voor spiritus (met pyridine vermengde methanol), aceton en mengsels daarmede, acetaldehyde en mengsels daarmede.

VERVOERSVOORWAARDEN.

A. VERPAKKING.

(1) Tot verpakking mag slechts sterk, dicht, goed sluitend vaatwerk worden gebezigd van materiaal (metaal, glas, steen, hout), dat door de daarin aanwezige vloeistoffen niet aangetast wordt. Het gebruik van houten vaatwerk is voor de onder A 1 *genoemde vloeistoffen*, en verder voor *xylol* en *amylacetaat* niet geoorloofd.

Dit verbod geldt echter niet voor *mengsels, waarin caoutchouc (gummi) of dergelijke stoffen zijn opgelost ;* voor zulke stoffen mogen sterke eikenhouten vaten met ijzeren hoepels worden gebezigd.

(2) Vaatwerk van glas of steen moet afzonderlijk of bij meerdere tegelijk met doelmatige emballage-stoffen vast verpakt worden in sterke andere pakmiddelen (teenen manden of korven van metaal, kuipen of kisten).

Deze buitenste pakmiddelen, uitgezonderd kisten, moeten van goede, stevige handvatsels zijn voorzien. De buitenste pakmiddelen, welke open zijn, moeten een beschuttende bedekking hebben, welke, wanneer deze uit stroo, riet, biezen of soortgelijke, gemakkelijk brandbare stoffen bestaat, van boven gedrenkt moet zijn in klei, kalkmelk en dergelijke, onder toevoeging van waterglas. Het brutogewicht van een zoodanig collo mag niet meer dan 75 kg. bedragen.

Blikken vaatwerk met meer dan 5 kg. inhoud moet gefelsde en gesoldeerde naden hebben. Blikken vaatwerk met ontvlambare *vloeistoffen van de gevaargroep A 1 a)* en met meer dan 20 kg. nettogewicht moeten in andere pakmiddelen geplaatst zijn ; ten aanzien van de inrichting der buitenste pakmiddelen moeten de vorenstaande bepalingen overeenkomstig worden toegepast. Het brutogewicht van een dergelijk collo mag niet meer dan 75 kg bedragen. *Gewoon* blikken vaatwerk, dat *aethyl-aether* of *zwavelkoolstof* bevat, moet steeds (ook bij hoeveelheden beneden 20 kg) op dezelfde wijze in zulke buitenste pakmiddelen stevig verpakt zijn. Buitenste pakmiddelen zijn echter niet noodig, indien aethyleather of zwavelkoolstof in gelascht, dicht en goed sluitend vaatwerk van *sterk* plaatijzer zijn verpakt.

(3) IJzeren en ander metalen vaatwerk mogen met de onder A 1*a) bedoelde vloeistoffen* slechts tot 95 pct. van hun inhoud zijn gevuld, gemeten bij een temperatuur van 15 ° C.

(4) Ieder collo met de *onder A 1a)* en 1*b) bedoelde vloeistoffen*, moet voorzien zijn van een etiket volgens model 3. Manden en kuipen met de onder *A 1a) bedoelde vloeistoffen* moeten bovendien met etiketten volgens model 7 zijn voorzien. Zij mogen niet op de schouders of op den rug worden gedragen. Rijdende mogen zij slechts op z.g.n. steekkarren worden vervoerd.

---

[1] Het ontvlammingspunt wordt met het toestel van Abel-Pensky bij een barometerstand van 760 mm bepaald.

[2] Met vaste stoffen worden standoliën (ingedikte lijnoliën) of dergelijke stoffen met een ontvlammingspunt van meer dan 100° C. gelijkgesteld.

B. FRACHTBRIEFE.

(1) In den Frachtbriefen ist unter der tarifmässigen oder der handelsüblichen Inhaltsangabe folgender Vermerk anzubringen :

„Gut der Klasse III *a* Gefahrengruppe ..... (gemäss Eingangsbestimmung).

Die Vermerke sind rot anzubringen oder rot zu unterstreichen.

(2) Fehlt die Angabe der Gefahrgruppe, so wird die Sendung nach den Vorschriften für die Gefahrgruppe A 1 *a)* behandelt.

C. SONSTIGE VORSCHRIFTEN.

(1) Mit anderen Gegenständen dürfen bei Beachtung der im Abschnitt A Verpackung gegebenen Vorschriften über die Behälter in starke, dichte, sicher zu verschliessende Holzbehälter verpackt werden :

a) Die Flüssigkeiten unter A 1 *a)* in Gesamtmengen bis zu 60 kg, jedoch Schwefelkohlenstoff nur bis zu 5 kg, Naturgas-Gasolin, Äthyläther, Kollodium und andere Lösungen, die Äthyläther enthalten, nur bis zu 20 kg.

b) Die Flüssigkeiten unter A 1 b), A 2, A 3 und B ohne Beschränkung.

Fahrzeuge mit motorischem Antrieb dürfen auch in gedeckten Wagen mit gefüllten Brennstoffbehältern befördert werden, wenn die Förderung des Betriebstoffes durch die Betriebsstoffleitung zum Vergaser unterbrochen ist, oder der Überdruck aus dem Brennstoffbehälter abgelassen, und in beiden Fällen der Vergaser durch das Auslaufenlassen des Motors entleert ist. Mit den Fahrzeugen festverbundene Aushilfsbehälter dürfen ebenfalls mit Betriebsstoff gefüllt sein, wenn die Behälter sicher verschlossen sind.

(2) Zur Beförderung sind offene Wagen zu verwenden, jedoch dürfen

Flüssigkeiten unter A 1 a) in Behältern von nicht mehr als 60 kg Rohgewicht,

aber *Schwefelkohlenstoff* bis zu 12 kg Rohgewicht, *Naturgas-Gasolin, Aethyläther, Kollodium* und *andere Lösungen, die Aethyläther enthalten,* bis zu 20 kg Rohgewicht,

Flüssigkeiten unter A 1 b), A 2 und A 3 sowie *Azeton und Mischungen davon* in Behältern von nicht mehr als 80 kg Rohgewicht

und *Flüssigkeiten unter B* (mit Ausnahme von Azeton und Mischungen davon) in beliebig grossen Behältern sämtlich allein oder mit anderen Gegenständen nach Abs. 1 *a)* und *b),* zusammengepackt auch in gedeckten Wagen befördert werden, und zwar ohne Rücksicht auf die Zahl der in einem Wagen verladenen Versandstücke. In diesem Falle sind bei Weissblechgefässen die Nähte besonders sorgfältig zu falzen und zu löten. Gefässe aus Glas oder Ton müssen in diesem Falle in vollwandige, fest verschlossene Übergefässe (keine Körbe) verpackt sein. Die zur Beförderung in gedeckten Wagen zugelassenen Einzelbehälter dürfen auch in Sammelbehälter mit einem Rohgewicht von höchstens 100 kg eingesetzt sein. Die Einzelbehälter müssen gegen jede Verschiebung im Sammelbehälter gesichert sein. Auch Spiritus in Glasflaschen und mit diesen in Fächerkisten darf in ganzen Wagenladungen in gedeckten Wagen befördert werden ; dabei dürfen die für offene Übergefässe unter Abschnitt A Abs. (2), zweiter Unterabsatz, vorgeschriebenen Schutzabdeckungen fehlen, wenn die einzelnen Flaschen nicht mehr als 1 Liter Inhalt haben und wenn die offenen Übergefässe im Wagen gegen Umkanten und Herabfallen aus den oberen Lagen gesichert sind.

Aethyläther in Glasflaschen bis zu 250 g Inhalt in haltbare, sicher verschlossene Holzbehälter bis zu einem Rohgewicht von 50 kg sorgfältig verpackt, darf ebenfalls in gedeckten Wagen befördert werden.

B. VRACHTBRIEVEN.

(1) Onder de benaming van den inhoud in de tarieven of in den handel gebruikelijk, moet in de vrachtbrieven de volgende aanduiding worden opgenomen :

„ Goederen van klasse III *a)*, gevaargroep..... ", (overeenkomstig het gestelde, in den aanhef onder A en B aangegeven).

Deze aanduidingen zijn rood of rood onderstreept te vermelden.

(2) Ontbreekt de vermelding van de gevaargroep, dan wordt de zending volgens de voorschriften voor de gevaargroep A 1 *a)* behandeld.

C. OVERIGE VOORSCHRIFTEN.

(1) Met inachtneming van de onder hoofdstuk A. Verpakking gegeven voorschriften omtrent het vaatwerk mogen in sterke, dichte, goed sluitende houten kisten andere voorwerpen worden samengepakt :

a) de vloeistoffen onder A 1 a) tot een gezamenlijk gewicht van 60 kg, zwavelkoolstof echter slechts tot 5 kg, petroleumaether, aethyl-aether, collodium en andere oplossingen, die aethylaether bevatten slechts tot 20 kg.

b) de vloeistoffen onder A 1 b), A 2, A 3 en *B*, zonder eenige beperking.

Automobielen met gevulde tanks mogen ook in gesloten wagens worden vervoerd, mits de toevoer van de brandstof door de leiding naar de carburator gesloten is of mits de overdruk in de brandstoftank opgeheven is, met dien verstande, dat in beide gevallen de carburator door het laten uitdraaien van den motor geledigd is. Hulptanks, die vast met de voertuigen zijn verbonden, mogen eveneens met brandstof zijn gevuld, mits de tanks goed gesloten zijn.

(2) Voor het vervoer zijn open wagens te bezigen ; evenwel mogen *de vloeistoffen onder A 1 a)* in pakmiddelen van ten hoogste 60 kg brutogewicht,

echter *zwavelkoolstof* tot 12 kg brutogewicht,

petroleum-aether, aethylaether, collodium en *andere oplossingen, die aethylaether bevatten* tot 20 kg brutogewicht,

de vloeistoffen onder A 1 b), A 2 en A 3.

alsmede *aceton en mengsels daarmede,* in pakmiddelen van ten hoogste 80 kg brutogewicht,

en *de vloeistoffen onder B* (met uitzondering van aceton en mengsels daarmede) in onbeperkt groote pakmiddelen — afzonderlijk of overeenkomstig punt 1 *a)* en *b)* met andere goederen samengepakt — ook in gesloten wagens worden vervoerd, en wel ongeacht het aantal colli, welke in een wagen worden geladen. In dit geval moeten bij blikken vaatwerk de naden bijzonder zorgvuldig gefelsd en gesoldeerd zijn. Vaatwerk van glas of steen moet in dit geval in andere uit volkomen aaneensluitende wanden bestaande, stevige, gesloten pakmiddelen (geen manden) verpakt worden. De ten vervoer in gesloten wagens toegelaten colli mogen ook in een ander pakmiddel gezamenlijk verpakt zijn, waarvan het brutogewicht evenwel ten hoogste 100 kg mag bedragen. De colli moeten zoodanig in het gemeenschappelijk pakmiddel worden geplaatst, dat verschuiving daarin niet mogelijk is. Ook *spiritus* in glazen flesschen, welke geplaatst zijn in kisten met vakwerk, mag bij vervoer als wagenlading in gesloten wagens worden vervoerd ; in dit geval mag de voor de open buitenste verpakkingsmiddelen voorgeschreven beschuttende bedekking, bedoeld onder A 2, alinea 2, achterwege blijven, indien elke flesch geen grooter inhoud heeft dan 1 Liter en indien de kisten met vakwerk zoodanig in den wagen zijn geladen, dat zij niet kunnen omvallen noch neerstorten uit de opgestapelde lagen.

Aethylaether in glazen flesschen van ten hoogste 250 gram inhoud zorgvuldig verpakt in duurzame, goed gesloten houten pakkisten tot een brutogewicht van ten hoogste 50 kg, mag eveneens in gesloten wagens worden vervoerd.

(3) Für die *Flüssigkeiten unter A* 1 *a) und b)* ist weiter zu beachten :

a) Die Wagen sind vor Beginn der Verladung auf beiden Seiten ausser mit Zetteln nach Muster 3 noch mit solchen nach Musster 11 zu versehen ;

b) Die Versandstücke müssen im Wagen sicher gelagert werden. Offene Körbe und Kübel sind am Wagen zu befestigen ; sie dürfen nicht aufeinander gestellt werden ;

c) Während der Beförderung schadhaft gewordene Behälter sind sofort auszuladen ; sie dürfen, wenn sie nicht alsbald ausgebessert werden können, mit dem vorhandenen Inhalt ohne weiteres für Rechnung des Absenders verkauft werden ;

d) Leere Behälter dürfen nur befördert werden, wenn sie gut verschlossen sind. Solche leeren Behälter aus Eisen oder anderem Metall dürfen in gedeckten Wagen befördert werden. Gefässe anderer Art müssen in offenen Wagen befördert werden. Auf die frühere Verwendung der leeren Behälter ist im Frachtbrief hinzuweisen.

Für Azeton und Mischungen davon sind die vorstehenden Vorschriften unter *b)* bis *d)* gleichfalls zu beachten.

(4) Für die Beförderung aller *zu Klasse III a gehörigen Flüssigkeiten* in Behälterwagen gelten die Vorschriften unter Abschnitt A (Verpackung), Abs. (1), und Abschnitt B (Frachtbriefe), ferner für die *Flüssigkeiten unter A* 1 *und A* 2 die Vorschriften unter Abschnitt A (Verpackung), Abs. (3), und C (Sonstige Vorschriften), Abs. (3) *a)*.

Die Vorschrift unter Abschnitt A (Verpackung), Abs. (3), gilt jedoch nicht für Behälterwagen, wenn diese mit Vorrichtungen versehen sind, die das Auftreten innerer Spannungen und das Übergreifen eines äusseren Brandherdes in das Innere der Behälterwagen verhindern [1].

Die Kessel der Behälterwagen müssen aus Eisenblech oder Blech aus anderem Metall hergestellt und mit dem Untergestell elektrisch leitend verbunden sein.

D. Beförderung.

Brennbare Flüssigkeiten und leere Gefässe, in denen die Flüssigkeiten enthalten waren, werden nicht zur Beförderung als Eilstückgut angenommen. Ausgenommen hiervon sind, und zwar ohne Rücksicht auf die Zahl der in einem Wagen verladenen Versandstücke, bei Erfüllung der Vorschriften unter Abschnitt C (Sonstige Vorschriften) Abs. (2) :

1. Flüssigkeiten unter A 1 *a)* in Behältern von nicht mehr als 60 kg Rohgewicht, jedoch Schwefelkohlenstoff in Behältern von 12 kg Rohgewicht, Naturgas-Gasolin, Äthyläther, Kollodium und andere Lösungen, die Äthyläther enthalten, in Behältern von nicht mehr als 20 kg Rohgewicht ;

2. Flüssigkeiten unter A 1 *b)*, A 2, A 3 und B in Behältern von nicht mehr als 80 kg Rohgewicht ;

} Sind die Einzelbehälter sicher in Sammelbehälter eingesetzt, so dürfen die Sammelbehälter ein Rohgewicht bis 100 kg haben.

3. Äthyläther in Glasflaschen bis zu 250 g Inhalt, in haltbare, sicher verschlossene Holzbehälter bis zu einem Rohgewicht von 50 kg sorgfältig verpackt ;

4. Dicht verschlossene leere Behälter aus Eisen oder anderem Metall.

E. Verladung.

Die *brennbaren Flüssigkeiten der Klasse* IIIa, *Gefahrgruppe A* 1, dürfen nicht mit

Spreng- und Schiessmitteln der Klasse I *a A und B* 2 *Gruppe* und mit *Gegenständen der Klasse* I *b, Ziffern* 3, 5 *A*, 5 *C und* 12 in denselben Wagen verladen werden.

In den Vorschriften für die *Klasse III* b *(Entzündbare feste Stoffe)* wird

[1] Im Verkehr mit Italien gilt diese Ausnahme nur für Behälterwagen mit Benzin oder Petroleum.

(3) Voor de vloeistoffen *onder A* 1 *a) en b)* zijn voorts de volgende voorschriften in acht te nemen :

a) de wagens moeten vóór het begin van het laden aan beide zijden, behalve van etiketten volgens model 3, bovendien voorzien worden van etiketten volgens model 11 ;

b) de colli moeten in den wagen goed vast staan. Open manden en kuipen moeten aan den wagen zijn vastgemaakt ; zij mogen niet op elkander worden geplaatst ;

c) vaatwerk, dat tijdens het vervoer is beschadigd, moet onmiddellijk worden gelost en mag, wanneer het niet zeer spoedig kan worden hersteld, met den aanwezigen inhoud, zonder eenige formaliteit, voor rekening van den afzender worden verkocht ;

d) ledig vaatwerk mag slechts vervoerd worden, indien het goed gesloten is. Dergelijk ledig vaatwerk van ijzer of ander metaal mag in gesloten wagens worden vervoerd. Ander ledig vaatwerk moet op open wagens worden vervoerd. In den vrachtbrief is er melding van te maken, waarmede het vaatwerk gevuld is geweest.

Voor *aceton en mengsels daarmede* zijn de bovenstaande voorschriften onder *b)* tot *d)* eveneens in acht te nemen.

(4) Voor het vervoer van alle tot *klasse* III *a) behoorende vloeistoffen* in ketelwagens gelden de voorschriften onder hoofdstuk A (Verpakking) 1 en hoofdstuk B (Vrachtbrieven), verder gelden voor de *vloeistoffen onder A* 1 en *A* 2 de voorschriften onder A (Verpakking) 3 en C (Overige Voorschriften) 3 *a)*.

Het voorschrift onder A (Verpakking) 3, geldt echter niet voor ketelwagens, indien deze van inrichtingen zijn voorzien, die het optreden van inwendige spanning en het overbrengen van een uitwendigen brandhaard naar het inwendige van den ketelwagen beletten [1].

De ketels van ketelwagens moeten van ijzeren of andere metalen platen worden vervaardigd en met het onderstel electrisch geleidend verbonden zijn.

D. Vervoer.

Ontvlambare vloeistoffen en *ledig vaatwerk*, welke deze vloeistoffen bevat hebben, worden niet ten vervoer als ijlstukgoed aangenomen. Hiervan uitgezonderd zijn echter, en wel ongeacht het aantal van de in één wagen geladen colli en mits de voorschriften van hoofdstuk C *(Overige Voorschriften)* 2 zijn nagekomen :

1. Vloeistoffen, bedoeld onder A 1 *a)*, in pakmiddelen van ten hoogste 60 kg brutogewicht, evenwel zwavelkoolstof in pakmiddelen van 12 kg brutogewicht, petroleum-aether, aethylaether, collodium en andere oplossingen, die aethylaether bevatten, in pakmiddelen van ten hoogste 20 kg brutogewicht ;
2. *Vloeistoffen, bedoeld onder A* 1 *b), A* 2, *A* 3 *en B*, in pakmiddelen van ten hoogste 80 kg brutogewicht ;

} zijn de colli gezamenlijk stevig in een gemeenschappelijk ander pakmiddel geplaatst, dan mogen deze een brutogewicht van ten hoogste 100 kg hebben.

3. *Aethylaether* in glazen flesschen van ten hoogste 250 g inhoud, zorgvuldig verpakt in duurzame, goed gesloten houten kisten tot een brutogewicht van ten hoogste 50 kg ;
4. Goed gesloten *ledige pakmiddelen* van ijzer of ander metaal.

E. Laden.

De *ontvlambare vloeistoffen van Klasse* III *a), gevaargroep A* 1, mogen niet met *spring- en schietmiddelen van Klasse* I *a), A* en *B* 2e *groep* en met *voorwerpen van Klasse* I *b), cijfers* 3, 5 *A*, 5 *C en* 12 in denzelfden wagen worden geladen.

In de voorschriften voor *Klasse III* b) *(ontvlambare vaste stoffen)* wordt

[1] In verkeer met Italië geldt deze uitzondering slechts voor ketelwagens met benzine of petroleum.

1. die Ziffer 3 der Eingangsbestimmungen (Randziffer 170) gefasst :

„3. *Zelluloid in Platten, Blättern, Stangen oder Röhren, Zelluloidwaren, Filmzelluloid in Rollen* [1], *belichtete (auch entwickelte) Filme aus Zelluloid* [2], *Zelluloid- und Filmabfälle.*

2. Als Fussnote zu „Filmzelluloid in Rollen" [1] und zu „Filme aus Zelluloid" [2] gesetzt.

Unter Abschnitt A *(Verpackung)* dieser Klasse wird

1. der Abs. (3) *d)* (Randziffer 176) gefasst :

d) Das Gewicht eines Versandstückes darf nicht übersteigen :

1. nach *a)* α) bis δ) verpackt, für Röhren 60 kg, für Stangen 100 kg,

2. nach *c)* β) bis δ) verpackt, 40 kg, nach *c)* δ), in doppelter Umhüllung verpackt, 80 kg",

2. der Abs. (4) (Randziffer 177) gefasst :

„(4) *Benzoylperoxyd* oder *Benzoylsuperoxyd* mit weniger als 25 v. H., aber mindestens 5 v. H. Wasser (Ziffer 4) ist in Pappebüchsen zu verpacken, die höchstens 2 kg Inhalt haben dürfen. Die Pappebüchsen sind in starke, dichte, sicher zu verschliessende Holzkisten fest einzusetzen. Eine Kiste darf nicht mehr als 25 kg Benzoylperoxyd oder Benzoylsuperoxyd enthalten",

In Abschnitt B *(Beförderung)* dieser Klasse (Randziffer 178) wird der erste Absatz gefasst :

„Die *Gegenstände der Ziffer* 1, ausgenommen in verpacktem Zustande, sowie *Zelluloid- und Filmabfälle*, nach Abschnitt A Verpackung, Abs. (3) *c)* β) bis δ) verpackt, werden nicht als Eilstückgut angenommen".

In den Vorschriften für Klasse IV (Giftige Stoffe) wird in den Eingangsbestimmungen (Randziffer 180) die Ziffer 7 gefasst :

„*Oxalsäure* und *oxalsaures Kalium in fester Form ; kieselfluorwasserstoffsaure Salze*".

und die zu dieser Ziffer 7 gehörige Fussnote [1] gestrichen.

Ferner wird daselbst (Randziffer 180) die Ziffer „9 *Anilin* (Anilinöl)" gestrichen.
In Abschnitt A *(Verpackung)* dieser Klasse wird der Abs. (9) (Randziffer 189) gestrichen.
In Abschnitt B *(Sonstige Vorschriften)* dieser Klasse wird :

1. in Abs. (1) *b)* (Randziffer 194) die Angabe „und IV, Ziffer 9"

2. in Abs. (1) *c)* (Randziffer 194) Ziffer „9" gestrichen.

Die Abschnitte *(Beförderung)* und D *(Verladung)* dieser Klasse (Randziffern 200 und 201) werden wie folgt gefasst :

C. Beförderung.

Die *Stoffe der Ziffern* 1, 3, 4, 5, 6 *a)*, 6 *c) und* 10, ausgenommen die *Stoffe der Ziffer* 3 bei Sendungen zur Schädlingsbekämpfung in eiligen Fällen und *Sublimat* (Ziffer 6 *a)*) bei Sendungen zur Bekämpfung von Epidemien sowie *leere Behälter (auch Säcke)*, in denen *Stoffe der angegebenen Ziffern* enthalten waren, werden nicht als Eilstückgut befördert, es sei denn, dass die Stoffe sich in dicht verschlossenen Blech- oder Glasbehältern befinden, die mit Holzwolle sorgfältig umgehen, in dicht verlötete Blechbehälter und damit in starke Holzkisten eingesetzt sind.

---

[1] d. i. Filmrohstoffe ohne Emulsion.

[2] Unbelichtete Filme werden bedingungslos befördert, ebenso handelsüblich, d. h. mindestens in haltbare, dichte Holz- oder Blechschachteln oder Kartons aus starker Hartpappe und damit in feste Holzkisten verpackte, belichtete (auch entwickelte) Filme aller Art, wenn diese Verpackung vom Absender im Frachtbrief handschriftlich, durch Stempel oder Druck bescheinigt ist.

1. Het cijfer 3 van de inleidingsbepalingen (randgetal 170) gelezen als volgt :

„ 3. *Celluloid in platen, bladen, staven of buizen, celluloidwaren, Filmcelluloid in rollen* [1], *belichte (ook ontwikkelde)* films van celluloid [2], celluloid- en filmafval. "

2. Als voetnoot tot „ Filmcelluloid in rollen [1] " en tot „ Films van celluloid " opgenomen :

Onder hoofdstuk A (Verpakking) van deze Klasse wordt

1. Lid 3 *d)*, (randgetal 176) gelezen als volgt :

„ *d)* Het gewicht van een collo mag niet te boven gaan :

1. Volgens *a)* δ) tot δ) verpakt : voor buizen 60 kg, voor staven 100 kg ;

2. Volgens *c)* β) tot δ) verpakt : 40 kg, volgens *c)* δ), in dubbele emballage verpakt : 80 kg. "

2. Lid 4 (randgetal 177) gelezen als volgt :

„ 4. *Benzoylperoxyde* of *benzoylsuperoxyde* met minder dan 25 pct. doch met ten minste 5 pct. water (cijfer 4) moet in kartonnen doozen worden verpakt, welke hoogstens 3 kg inhoud mogen hebben. De kartonnen doozen moeten vervolgens in sterke, dichte, goed gesloten houten kisten vast verpakt zijn. Een kist mag niet meer dan 25 kg benzoylperoxyde of benzoylsuperoxyde bevatten. "

In hoofdstuk B *(Vervoer)* van deze Klasse (randgetal 178) wordt de eerste zin gelezen als volgt :

„ De *voorwerpen van cijfer* 1, uitgezonderd indien zij verpakt zijn, alsmede *celluloid-* en *filmafval*, verpakt overeenkomstig hoofdstuk A. Verpakking, lid 3 *c)* β) tot δ), worden niet als ijlstukgoed ten vervoer aangenomen. "

In de voorschriften voor *Klasse IV (Vergitige stoffen)* wordt in de inleidingsbepalingen (randgetal 180), cijfer 7 gelezen als volgt :

„ *Oxaalzuur* en *oxaalzure kalium in vasten vorm* ; *kiezelfluoor-waterstofzure zouten* " en de tot dit cijfer 7 behoorende voetnoot [1] doorgehaald.

Verder wordt aldaar (randgetal 180) cijfer „ 9 *Aniline* (anilineolie) " doorgehaald.

In hoofdstuk A *(Verpakking)* van deze Klasse wordt lid 9 (randgetal 189) doorgehaald.

In hoofdstuk B *(Overige Voorschriften)* van deze Klasse wordt :

1. In lid 1 *b)* (randgetal 194) de aanduiding „ en IV, cijfer 9 " ;

2. In lid 1 *c)* (randgetal 194) cijfer 9 doorgehaald.

De hoofdstukken C *(Vervoer)* en D *(Laden)* van deze Klasse (randgetallen 200 en 201) worden als volgt gelezen :

C. Vervoer.

De *stoffen van de cijfers* 1, 2, 4, 5, 6 *a)* 6 *c)* en 10 — *met uitzondering van de stoffen van cijfer* 3, welke behooren tot spoedzendingen ter bestrijding van plantenziekten en zendingen *sublimaat* (cijfer 6 *a)*), dienende tot bestrijding van epidemieën — alsmede *ledige pakmiddelen* (ook *zakken*), waarin stoffen bedoeld in vorengenoemde cijfers vervoerd zijn, worden niet als ijlstukgoed vervoerd, tenzij die stoffen verpakt zijn in goed gesloten pakmiddelen van plaatijzer of glas, welke, zorgvuldig met houtwol omgeven, in dicht gesoldeerde pakmiddelen van plaatijzer en vervolgens in stevige houten kisten zijn geplaatst.

---

[1] D. w. z. ruw materiaal voor films zonder emulsie.

[2] Onbelichte films worden onvoorwaardelijk vervoerd, evenals belichte (ook ontwikkelde) films van allerlei aard, welke volgens handelsgebruik, d.w.z. tenminste in duurzame, dichte houten of blikken kokers of in omhulsels van sterk hard karton en vervolgens in houten kisten zijn verpakt, indien door den afzender in den vrachtbrief omtrent deze verpakking een geschreven, gestempelde of gedrukte verklaring is gesteld.

D. VERLADUNG.

Die *Stoffe der Ziffern* 1, 3, 4, 5, 6*a*, 6*c) und* 10, *ausgenommen die Stoffe der Ziffer* 3 bei Sendungen zur Schädlingsbekämpfung in eiligen Fällen und *Sublimat* (Ziffer 6 *a)*) bei Sendungen zur Bekämpfung von Epidemien, sowie *Sendungen von leeren Behältern (auch Säcken)*, die zur Verpackung solcher Stoffe gedient haben, dürfen nicht mit Nahrungs- oder Genussmitteln in denselben Wagen verladen werden, es sei denn, dass die Stoffe sich in dicht verschlossenen Blech- oder Glasbehältern befinden, die mit Holzwolle sorgfältig umgeben, in dicht verlötete Blechbehälter und damit in starke Holzkisten eingesetzt sind".

(Der Absatz (2) dieses Abschnittes wird gestrichen.)

In den Vorschriften für die Klasse V (Ätzende Stoffe) wird

1. in Abschnitt A *(Verpackung)* in Abs. (13) (Randziffer 218) der zweite Satz „Versandstücke mit *roter rauchender Salpetersäure (Ziffer* 1*)* müssen ferner mit Zetteln nach Muster 3 versehen sein", gestrichen,

2. der Abschnitt D *(Verladung)* (Randziffer 236) gestrichen.

Anlagen :

Muster 1 wie Muster 1 (rot) der Anlage I zum IÜG einfach umrandet.
Muster 1 *a)* wie Muster 1 (rot) der Anlage I zum IÜG zweifach umrandet.
Muster 2 wie Muster 2 (schwarz) der Anlage I zum IÜG einfach umrandet.
Muster 2 *a)* wie Muster 2 (schwarz) der Anlage I zum IÜG zweifach umrandet.
Muster 2 *b)* Rakete (grün).

Die vorstehende Vereinbarung tritt am 1. Juli 1931 in Kraft.

'S-GRAVENHAGE, 6 / BERLIN, 11 *Juni* 1931.

Der Reichsverkehrsminister,
(w. g.) VON GUÉRARD.

Der Minister van Waterstaat,
(w. g.) P. J. REYMER.

D. LADEN.

De stoffen van de cijfers 1, 3, 4, 5, 6 *a)*, 6 *c)* en 10 — *met uitzondering van de stoffen van cijfer* 3, welke behooren tot spoed zendingen ter bestrijding van plantenziekten en zendingen *sublimaat* (cijfer 6 *a)*), dienende tot bestrijding van epidemieën — aldmede *ledige pakmiddelen* (ook *zakken*), waarin stoffen bedoeld in vorengenoemde cijfers vervoerd zijn, mogen niet met voedings- en genotmiddelen in denzelfden wagen worden geladen, tenzij die stoffen verpakt zijn in goed gesloten pakmiddelen van plaatijzer of glas, welke, zorgvuldig met houtwol omgeven, in dicht gesoldeerde pakmiddelen van plaatijzer en vervolgens in stevige houten kisten zijn geplaatst.

Lid 2 van dit hoofdstuk wordt doorgehaald.

In de voorschriften voor Klasse V (Bijtende stoffen), wordt

1. In hoofdstuk A *(Verpakking)* in lid 13 (randgetal 218) de tweede zin „ Colli met rood rookend salpeterzuur (cijfer 1) moeten verder met etiketten volgens model 3 zijn voorzien " doorgehaald.

2. Hoofdstuk D *(Laden)* (randgetal 236) doorgehaald.

Bijlagen :

Model 1 als model 1 (rood) van Bijlage 1 tot de I.U.G., eenmaal omlijnd.
Model 1 *a)* ald model 1 (rood) van Bijlage I tot de I.U.G., tweemaal omlijnd.
Model 2 als model 2 (zwart) van Bijlage I tot de I.U.G., eenmaal omlijnd.
Model 2 *a)* als model 2 (zwart) van Bijlage I tot de I.U.G., tweemaal omlijnd.
Model 2 *b)*, Raket (groen).

Deze overeenkomst treedt 1 Juli 1931 in werking.

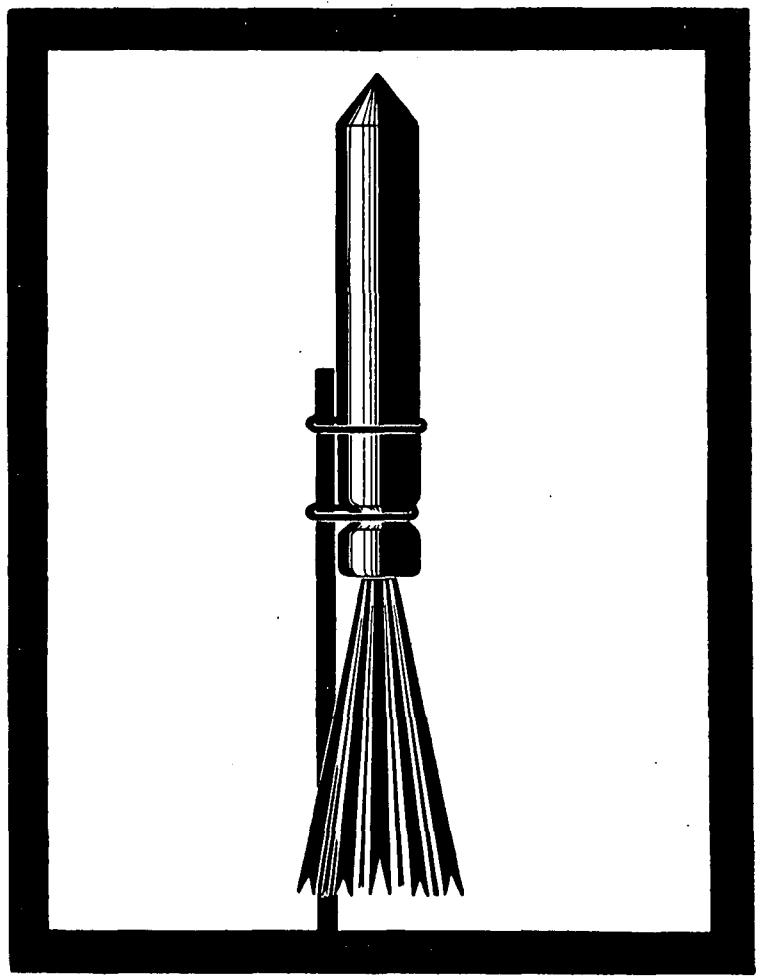
'S-GRAVENHAGE, 6
BERLIJN, 11 *Juni* 1931.

De Rijksverkeersminister,
(w. g.) VON GUÉRARD.

De Minister van Waterstaat,
(w. g.) P. J. REYMER.

MUSTER DES ZETTELS 2 *b*.

MODEL VAN ETIKET 2 *b*.



TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

NOTENWECHSEL.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 23 mars 1932.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, March 23, 1932.

I.

Abschrift.

DER REICHSVERKEHRSMINISTER.
E. I. 15 Nr. 3822.

BERLIN, W 8, *den* 15. *Mai* 1931.

Einschreiben :

Betrifft : Leichtere Vorschriften zu der am 1. Juli d. J. in Kraft tretenden neuen Anlage I des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr.

Zu dem Schreiben Nr. La. A, Afd. Vervoer-en Mijnwezen vom 27. Februar 1931.

Eurer Exzellenz beehre ich mich, in dreifacher Ausfertigung die Vereinbarung leichterer Vorschriften für die nach dem Internationalen Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 23. Oktober 1924 von der Beförderung ausgeschlossenen oder nur bedingungsweise zugelassenen Gegenstände im gegenseitigen Eisenbahnwechselverkehr in der Fassung zu übersenden, wie sie auf der Konferenz in Berlin vom 5. bis 9. Mai d. J. von unseren beiderseitigen Vertretern in Gemeinschaft mit Vertretern solcher Staaten, welche die bisherigen leichteren Vorschriften gleichfalls angenommen haben, verabredet worden sind.

Die Niederschrift über die erwähnten Verhandlungen füge ich ebenfalls in dreifacher Ausfertigung ergebenst bei.

Ich erkläre mich mit diesen Abmachungen ergebenst einverstanden. Ich werde entsprechend den Vorbehalten Ihrer Herren Vertreter (S. 6 der Niederschrift) unter der Voraussetzung, dass Eure Exzellenz der Vereinbarung gleichfalls zustimmen, worüber ich um eine sehr gefällige Mitteilung bitten darf, bei Veröffentlichung der leichteren Vorschriften folgendes bekanntgeben :

Zu den Bestimmungen unter Klasse I *a)*, Abschnitt B (Beförderung und Aufgabe) Abs. 2 *a)*

In den Niederlanden dürfen bis auf weiteres Dynamit und dynamitähnliche Sprengstoffe (Sprengmittel der 2. Gruppe unter *e)* nur befördert werden :

a) von den Grenzübergängen

Herzogenrath Grenze und *Richterich-Grenze*
Kerkrade Rolduc Grenze Simpelveld Grenze

nach den niederländischen Bergbauwerken,

b) von und nach der Station Echt der Niederländischen Eisenbahnen nach und von den unter *a)* genannten Grenzübergängen...

Zu den Bestimmungen unter Klasse I *a)*, Abschnitt E (Verladung und sonstige Vorschriften) Abs. 2 *c)* :

> Für Sendungen von *Dynamiten* und *dynamitähnlichen Sprengstoffen* (Sprengmittel 2. Gruppe unter 3) nach den Niederlanden ist die Generaldirektion der Niederländischen Eisenbahnen in Utrecht mindestens 48 Stunden vor Ankunft auf dem betreffenden Grenzübergang seitens der Versandbahn zu benachrichtigen und zwar unter Angabe des Inhalts und Reingewichtes der Sendung, der Bestimmungsstation, des Grenzüberganges, des Tages, an dem die Sendung dort zu erwarten ist, und wenn möglich auch der Zugnummer„.

Falls die zusagende Antwort keine weiteren Vorbehalte enthält, würde ich damit die Vereinbarung als abgeschlossen ansehen und wegen ihrer Inkraftsetzung zwischen unseren beiden Staaten zum 1. Juli d. J. das Erforderliche veranlassen.

Sollten Eure Exzellenz jedoch darauf Wert legen, den Abschluss der Vereinbarung durch Austausch von zwei mit unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücken der Vereinbarung zu bewirken, so bitte ich, zwei Stücke unterschriftlich vollzogen zurückzusenden, wovon ich ein Stück mit meiner Unterschrift versehen umgehend zurückgeben würde.

Wenn von Eurer Exzellenz gewünscht werden sollte, die Vereinbarung nicht nur in deutscher, sondern auch in holländischer Sprache abzuschliessen, so bitte ich, der gefälligen Antwort neben den unterschriftlich vollzogenen beiden Stücken in deutscher Sprache noch zwei gleichfalls unterschriebene Texte der Vereinbarung in holländischer Sprache beizufügen. Ich würde dann je ein Stück der Vereinbarung in holländischer und deutscher Sprache mit meiner Unterschrift versehen zurücksenden.

Sollte sich wider Erwarten der Abschluss der Vereinbarung aus irgend welchen Gründen zum 1. Juli d. J. nicht ermöglichen lassen, so wäre ich Euer Exzellenz zu besonderem Dank verpflichtet, wenn mir möglichst bis zum 10. Juni d. J. mitgeteilt werden könnte, zu welchem Zeitpunkt die Vereinbarung im Verkehr unserer Staaten voraussichtlich in Kraft gesetzt werden kann.

Hinsichtlich der abzuschliessenden Vereinbarung erkläre ich mich noch mit der von unseren beiderseitigen Vertretern getroffenen Abrede einverstanden, dass die Vereinbarung so lange gelten soll, als nicht von einem der vertragschliessenden Teile die Vereinbarung mit zweimonatiger Frist, die vom Tage des Datums des Kündigungsschreibens ab läuft, gekündigt wird.

Ein inhaltlich gleiches Schreiben habe ich gerichtet an

das Bundesministerium für Handel und Verkehr in Wien I,
das Königl. Dänische Ministerium für öffentliche Arbeiten in Kopenhagen,
das Königl. Ungarische Handelsministerium in Budapest,
das Königl. Italienische Verkehrsministerium in Rom,
das Königl. Norwegische Department für öffentliche Arbeiten in Oslo,
das Königl. Rumänische Verkehrsministerium in Bukarest,
das Königl. Schwedische Communikations-Departement in Stockholm,
das Eisenbahnministerium der Tschechoslowakischen Republik in Prag,
das Verkehrsministerium des Königreichs Jugoslavien in Belgrad.

Ich benutze diesen Anlass, Eure Exzellenz meiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

In Vertretung :
(gez.) GUTBROD.

Seine Exzellenz den Herrn
Königl. Niederländischen Minister van Waterstaat
's-Gravengage.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

UITNISSELING VEN NOTA'S

II.

Afschrift.

MINISTERIE VAN WATERSTAAT.

Bericht op schrijven van 15 Mei 1931, E. I 15 No. 3822.

Betreffende : mildere bepalingen voor het vervoer per spoorweg van ontplofbare stoffen.

'S-GRAVENHAGE, 6 *Juni* 1931.

Ik vereenig mij met de ontwerp-overeenkomst, overgelegd met nevenaangehaald schrijven, waarvan twee door mij geteekende exemplaren hiernevens gaan.

Mede zijn bijgevoegd twee geteekende exemplaren van een Nederlandsche vertaling, welke ik van die overeenkomst heb doen vervaardigen.

Ik moge Uwer Excellentie uitnoodigen een en ander mede te onderteekenen en mij daarna een geteekend exemplaar van de overeenkomst en van de vertaling zoo spoedig mogelijk terug te zenden.

Met het door de Nederlandsche afgevaardigden in de conferentie te Berlijn gemaakte voorbehoud stem ik in ; naar aanleiding daarvan moge ik Uwer Excellentie tevens verzoeken zorg te dragen voor de bekendmaking, bedoeld in de derde alinea van nevenvermeld schrijven.

Tegen de voorgestelde invoering op 1 Juli a. s. heb ik geen bezwaar, zoodat dit tijdstip als datum van inwerking treden is gekozen.

Bij opzegging zal een opzegtermijn van twee maanden in acht worden genomen.

De Minister van Waterstaat :
(get.) P. J. REYMER.

An den Herrn Reichsverkehrsminister
Berlin W 8
Wilhelmstrasze 80.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

NOTENWECHSEL

III.

BERLIN W 8, *den* 11 *Juni* 1931.
Wilhelmstrasse 80.

DER REICHSVERKEHRSMINISTER.
E. I. 15. Nr. 4642.

Betrifft : Leichtere Vorschriften gegenüber der Anlage I zum Internationalen Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr.

Eurer Exzellenz beehre ich mich auf das gefällige Schreiben vom 6. d. Monats — La. A. Afd. Vervoer- en Mijnwezen — je ein Stück der in niederländischer und deutscher Sprache ausgefertigten Vereinbarung nach unterschriftlicher Vollziehung anbei ergebenst zurückzusenden.

Wegen Bekanntgabe der von Ihrem Herrn Vertreter in Berlin gemachten Vorbehalte werde ich das Erforderliche veranlassen.

Ich benutze auch diesen Anlass zur Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(gez.) VON GUÉRARD.

An Seine Exzellenz
den Herrn Königlich Niederländischen Minister
van Waterstaat
in 's-Gravenhage.

TRADUCTION DE L'ACCORD

TRANSLATION OF THE AGREEMENT

[1] TRADUCTION.

N° 2778. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS ÉTABLISSANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES POUR LE TRANSPORT PAR CHEMINS DE FER ENTRE LES DEUX PAYS D'OBJETS QUI, AUX TERMES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMINS DE FER, DU 23 OCTOBRE 1924, SONT EXCLUS DU TRANSPORT OU N'Y SONT ADMIS QUE SOUS CERTAINES CONDITIONS. SIGNÉ A LA HAYE, LE 6 JUIN, ET A BERLIN, LE 11 JUIN 1931.

En vertu du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention internationale du 23 octobre 1924 le transport des marchandises par chemins de fer, les deux Parties sont convenues d'établir, pour les transports internationaux par chemins de fer entre les deux pays, les dérogations suivantes, prenant effet à dater du 1er juillet 1931, aux prescriptions de la nouvelle annexe I de cette convention, entrant en vigueur le 1er juillet 1931 :

Dans l'observation préliminaire à l'annexe I :

1. Sous le numéro marginal 1, les mots « Cette dénomination doit être soulignée en rouge » sont remplacés par les mots :

« Cette dénomination doit être soulignée en rouge pour les objets des classes I *c)*, IV, V et VI. »

2. A la fin du numéro marginal 3, les phrases suivantes sont ajoutées :

« S'il est permis d'emballer ou de charger ces objets avec d'autres, il peut être établi pour ces envois une lettre de voiture commune. Les objets admis au transport sous conditions doivent être énumérés séparément dans la lettre de voiture commune et porter la marque prescrite pour les transports internationaux entre les deux pays. »

3. Sous le numéro marginal 5, les mots « aux modèles Nos 1 à 10 » sont remplacés par les mots :

« aux modèles 1, 1 *a)*, 2, 2 *a)*, 2 *b)*, 3, 4 à 10 ».

4. Sous le numéro marginal 6, les mots « aux modèles Nos 1 à 5, 9 et 10 », sont remplacés par les mots :

« aux modèles 1, 1 *a)*, 2, 2 *a)*, 3, 4, 5, 9 et 10 ».

5. A la fin du numéro marginal 6 sont ajoutés les mots :

« Lorsque l'expédition se fait par wagons entiers, il n'est pas nécessaire d'apposer sur les divers colis des étiquetttes conformes aux modèles Nos 4, 5, 9 et 10. »

Les dispositions relatives aux classes 1 *a)* et 1 *b)* (numéros marginaux 9 à 44), sont remplacées par les prescriptions suivantes :

[1] Traduit par la Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2778. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS ESTABLISHING LESS STRICT PROVISIONS FOR THE TRANSPORT BY RAILWAY BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF GOODS WHICH, IN ACCORDANCE WITH THE INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL OF OCTOBER 23, 1924, ARE EXCLUDED FROM THE TRAFFIC OR ARE ONLY ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. SIGNED AT THE HAGUE, JUNE 6, AND AT BERLIN, JUNE 11, 1931.

In virtue of Article 4 paragraph 2 of the International Convention of October 23, 1924, concerning the Transport of Goods by Rail, the two parties have agreed, in respect of international railway traffic between them, to allow the following exceptions (to take effect as from July 1, 1931) to the provisions of the new Annex I of the said Convention which came into force on July 1, 1931.

In the preliminary observations to Annex I :

1. Under marginal No. 1, for the words " this description must be underlined in red ", read :

> " This description must be underlined in red in respect of Classes I *(c)*, IV, V and VI. "

2. At the end of marginal No. 3, the following sentences shall be added :

> " If it is permitted to pack or load these articles with other articles, a joint way-bill may be made out for such consignments. Articles accepted for transport under certain conditions, must be enumerated separately in the joint way-bill and marked in accordance with the regulations for international railway traffic between the two countries. "

3. Under marginal No. 5, for " in accordance with models No. 1 to No. 10," read :

> " In accordance with models Nos. 1, 1 *(a)*, 2, 2 *(a)*, 2 *(b)*, 3 and 4 to 10. "

4. Under marginal No. 6, for " in accordance with models Nos. 1 to 5, 9 and 10 ", read :

> " In accordance with models Nos. 1, 1 *(a)*, 2, 2 *(a)*, 3, 4, 5, 9 and 10."

5. At the end of marginal No. 6 add the following sentence :

> " When the articles are sent in complete waggonloads, labels in accordance with models Nos. 4, 5, 9 and 10 need not be affixed to the individual packages. "

The provisions relating to Classes 1 *(a)* and 1 *(b)* (marginal Nos. 9 to 44) are replaced by the following regulations :

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

CLASSE I

MATIÈRES SUJETTES A L'EXPLOSION.

I *a) Explosifs de mines ou de tir* [1].

Ne sont admis au transport que les explosifs énumérés ci-après :

A. EXPLOSIFS DE MINES [2]

PREMIER GROUPE :

Explosifs pouvant être transportés sous forme de colis isolés [3].

a) Explosifs au nitrate d'ammonium, à savoir :

Explosifs au nitrate d'ammonium non gélatineux et explosifs au nitrate d'ammonium gélatineux (gélatiné à la dinitrochlorhydrine ou au dinitroglycol), à la condition que ces explosifs, s'ils sont déposés pendant 48 heures à une température de 75° C. ne dégagent pas d'oxydes d'azote et qu'avant et après le dépôt ils ne soient pas plus sensibles au choc, à la friction ou à l'inflammation que l'explosif servant de terme de comparaison et composé comme suit :

80% de nitrate d'amonium, 12% de trinitrotoluol, 4% de sciure de bois, 4% de nitroglycérine, pourvu que, selon les prescriptions du pays expéditeur, ces explosifs soient admis à être transportés aux conditions les moins rigoureuses concernant les explosifs.

Le fabricant, par des essais répétés, devra constamment s'assurer que la composition de l'explosif est réglementaire et qu'il n'est pas plus dangereux que celui qui sert de terme de comparaison. Sans préjudice de la responsabilité du fabricant, l'autorité compétente du pays d'expédition peut, à tout moment, vérifier si ces conditions sont remplies et interdire, au besoin, le transport de l'explosif.

b) Corps nitrés organiques, à savoir :

1° *Trinitrotoluol,*
Hexanitrodiphénylamine,
et *Acide picrique.*

2° En quantités isolées, 500 gr. au plus et 5 kg. au total, poids net, correspondant à un poids brut d'environ 15 kg.

Les corps nitrés qui ne sont pas plus dangereux que l'acide picrique, comme *préparations pour des usages scientifiques ou pharmaceutiques.*

---

[1] Les substances non utilisées en vue du tir ou pour provoquer des explosions, que le contact d'une flamme ne peut faire détoner et qui ne sont pas plus sensibles au choc ou à la friction que le dinitrobenzol, ne rentrent pas dans les explosifs au sens du présent accord.

En ce qui concerne l'expédition d'une de ces substances, s'il est certifié par l'expéditeur dans la lettre de voiture qu'elle n'est pas propre à être utilisée en vue du tir ou pour faire sauter des mines, que le contact d'une flamme ne peut la faire détoner et qu'elle n'est pas plus sensible au choc ou à la friction que le dinitrobenzol, cette substance n'est pas considérée comme soumise aux conditions prescrites pour les matières de la Classe I*a* ;

[2] Jusqu'à nouvel ordre, la nitroglycérine peut être remplacée dans ces explosifs, en totalité ou en partie, par du nitroglycol ou de la dinitrochlorhydrine ou par un mélange nitré de glycérine et de sorbite, un mélange nitré de glycol ou de chlorhydrine et de sorbite, un mélange nitré de glycérine, de sorbite, de glycol ou de chlorhydrine, dans les trois derniers cas, avec addition de diphénilamine.

[3] Cette division en groupes ne modifie pas les modes de calcul des frais de transport, prévus par les divers tarifs.

CLASS I.

SUBSTANCES LIABLE TO EXPLOSION.

I *(a)*. *Mining and gun explosives* [1].

The following explosives will not be accepted for conveyance :

A. MINING EXPLOSIVES [2].

FIRST GROUP.

Explosives which can be conveyed as separate packages [3].

(a) Explosives composed of nitrate of ammonia, viz :

Explosives composed of non-gelatinous nitrate of ammonia and explosives composed of gelatinous nitrate of ammonia (gelatinised with dinitrohydrochlorine or dinitroglycol) provided that these explosives do not, when heated for 48 hours at a temperature of 75° C., give off oxide of hydrogen, and that, before and after heating, they are not more sensitive to shock, friction or combustion than the explosive used for comparison, with the following composition :

80% nitrate of ammonia ; 12% trinitrotoluol ; 4% sawdust ; 4% nitroglycerine, provided that under the regulations in force in the country of consignment, these explosives may be admitted for transport on the least strict conditions relating to explosives.

The manufacturer shall, by repeated tests, satisfy himself at all times that the explosive complies with the regulations and is not more dangerous than that used for comparison. Without prejudice to the responsibility of the manufacturer, the competent authority of the country of consignment may at any time investigate whether these conditions have been complied with, and, if necessary, forbid the transport of the explosive.

(b) Organic nitrated bodies, viz :

1. *Trinitrotoluol,*
   Hexanitrodiphenylamin and
   Picric acid.

2. Consigned in separate quantities not exceeding 500 gr. each, or 5 kg. in all, net weight, equivalent to a gross weight of approximately 15 kg.

Nitrated bodies not more dangerous than picric acid *intended for scientific or pharmaceutical use.*

---

[1] Substances which are not used for gun fire or for causing explosions, which cannot be detonated by contact with fire and which are not more sensitive to shock or friction than dinitrobenzol shall not be regarded as explosives within the meaning of the present Agreement.

In respect of the forwarding of one of these substances, the consignor certifies in the way-bill that it is not suitable for use for gun fire or for exploding mines, that it cannot be detonated by contact with flame, and that it is not more sensitive to shock or friction than dinitrobenzol, this substance is not regarded as coming within the conditions laid down for substances belonging to Class 1 *(a)*.

[2] Until further notice, nitroglycerine may be replaced in these explosives, either wholly or in part, by nitroglycol or dinitrohydrochlorine or by a nitrated mixture of glycerine and sorbite, a nitrated mixture of glycol or hydrochlorine and sorbite, a nitrated mixture of glycerine, sorbite, glycol or hydrochlorine, in the last three cases with the addition of diphenylamin.

[3] This division into groups does not affect the methods of calculating costs of transport laid down in the various tariffs.

c) Nitrocellulose (fulmi-coton, fulmi-coton pour collodion), à savoir :

α) Nitrocellulose *non comprimée*, contenant, en poids, 75 parties de nitrocellulose sèche et 25 parties au moins d'eau ou d'alcools (alcool éthylique, alcool propylique, alcool butylique, alcool amylique) ou d'un mélange composé par parties égales de ces alcools et de camphre, ainsi que la nitrocellulose non comprimée, contenant 12% au maximum d'azote et composée, en poids, de 75 parties de nitrocellulose sèche et de 25 parties au moins de xylol.

β) Nitrocellulose *comprimée* contenant au moins 15% d'eau (85 parties de matières sèches et 15 parties d'eau).

La nitrocellulose doit satisfaire aux conditions de stabilité suivantes :

La nitrocellulose chauffée pendant deux heures à une température de 132° C. ne doit pas dégager plus de 3 cm^3 d'oxyde d'azote par gramme de nitrocellulose ; la température de détonation doit être supérieure à 180° C.

d) Explosifs analogues à la poudre noire [1] et composés comme suit : mélange 70 à 75% d'azotate de soude, dont 20% au maximum de la quantité totale de l'explosif peuvent être remplacés par de l'azotate potassique, de 9 à 11% de soufre et 10 à 15% de charbon, pourvu que ces explosifs, selon les prescriptions du pays expéditeur, soient admis à être transportés aux conditions les moins rigoureuses concernant les explosifs.

DEUXIÈME GROUPE [2] :

Explosifs ne pouvant être transportés que par wagons entiers.

a) Corps nitrés organiques, à condition qu'exposés pendant 48 heures à 75° C. ils soient stables (de poids stables) et qu'en cas de choc, de friction ou d'inflammation, ils ne soient pas plus dangereux-

α) *Pour les explosifs non solubles dans l'eau* — que la tétranitromethylaniline [3].
β) *Pour les explosifs solubles dans l'eau* — que la trinitrorésorcine.

b) Les explosifs à base de chlorate et de perchlorate (mélange de chlorates ou de perchlorates, des alcalis ou des terres alcalines avec des combinaisons riches en carbones, telles que le charbon, les hydrocarbones, les résines, les huiles, les hydrocarbones aromatiques nitrés, les farines végétales, les sels anorganiques, etc.), à condition que, d'après les prescriptions du pays expéditeur, ils soient admis au transport par chemin de fer. Les *mélanges de chlorate* ne devront pas contenir de sels ammoniacaux. Les explosifs ne doivent pas être plus sensibles aux chocs, à la friction ou à l'inflammation qu'un explosif à base de chlorate composé comme suit : 80% de chlorate de potassium, 10% de dinitrotoluol, 5% de trinitrotoluol, 4% d'huile de ricin, 1% de sciure de bois.

Le fabricant, en procédant à des essais répétés, devra s'assurer constamment que la composition de l'explosif est conforme aux règlements et qu'il n'est pas plus dangereux que l'explosif servant de terme de comparaison.

c) Penta-erythritetetranitrate (nitor-pentaerythrite) finement cristallin et régulièrement humecté avec 30% d'eau ;

Ainsi que le *pentaerythritetetranitrite* (nitro-pentaerythrite) finement cristallin, additionné de 10% de *cire de lignite.*

---

[1] Dans les relations avec l'Italie, les Pays-Bas et la Norvège, les explosifs analogues à la poudre noire ne sont admis à être transportés comme colis isolés qu'en quantités de 100 kilogrammes au maximum ; lorsque la quantité est supérieure, ces explosifs, dans les relations avec ces Etats, ne sont admis à être transportés qu'en wagons entiers, aux conditions des explosifs du 2me groupe.

[2] Cette division en groupes ne modifie pas les modes de calcul des frais de transport prévus par les divers tarifs.

[3] La tetranitromethylaniline en quantité de 200 kg. au plus, peut être expédiée en colis isolés dans des caisses contenant 25 kgs. d'explosifs au maximum.

(c) Nitrocellulose (gun-cotton, gun-cotton for collodion) viz :

(α) Nitrocellulose *not compressed* and containing, in weight, 75 parts of dry nitrocellulose and at least 25 parts of water or alcohol (ethyl alcohol, propyl alcohol, butyl alcohol or amyl alcohol) or a mixture composed of equal parts of these alcohols and of camphor ; nitrocellulose not compressed containing not more than 12% of nitrogen and composed, in weight, of 75 parts of dry nitrocellulose and at least 25 parts of xylol.

(β) Nitrocellulose *compressed*, containing not less than 15% of water (85 parts of dry matter to 15 parts of water).

Nitrocellulose must comply with the following conditions of stability :

When heated for two hours at a temperature of 132° C., it must not give off more than 3 cm^3 of oxide of nitrogen per gramme of nitrocellulose : the detonation temperature must be above 180° C.

(d) Explosives similar to black powder [1] and composed as follows : Mixture containing 70 to 75% of nitrate of sodium. Not more than 20% of the total quantity of the explosive may be replaced by nitrate of potassium, 9 to 11% by sulphur and 10 to 15% by carbon, provided that under the regulations of the country of consignment such explosives may be admitted for transport on the least strict conditions relating to explosives.

Second Group [2].

Explosives which may only be conveyed in complete wagon loads.

(a) Organic nitrated bodies, on condition that when heated for 48 hours at 75° C. they are stable (of stable weight) and that when exposed to shock, friction or combustion they are not more dangerous :

(α) In the case of explosives *not soluble in water* — than tetranitromethylaniline [3],
(β) In the case of explosives *soluble in water* — than trinitroresorcine.

(b) Explosives with a basis of chlorate and perchlorate (mixture of chlorates or perchlorates of lime or alkaline earths with combinations rich in carbon, e. g., hydrocarbons, resins, oils, nitrated aromatic hydrocarbons, vegetable flours, anorganic salts, etc.), provided that they are admitted for railway transport under the regulations of the country of consignment. *Chlorate mixtures* must not contain ammoniated salts, and the explosives must not be more sensitive to shock, friction or combustion than an explosive with a basis of chlorate composed as follows : 80% of chlorate of potassium, 10% of dinitrotolnol, 5% of trinitrotoluol, 4% of castor oil and 1% of sawdust.

The manufacturer shall, by repeated tests, satisfy himself at all times that the composition of the explosive is in accordance with the regulations and is not more dangerous than the explosive used for comparison.

(c) Penta-erythritetetranitrate (nitro-pentaerythrite) finely crystallised and moistened uniformly with 30% of water ;

Also *pentaerythritetetranitrite* (nitropentaerythrite) finely crystallised with the addition of 10% of *lignite wax*.

---

[1] In traffic with Italy, the Netherlands and Norway, explosives analagous to black powder are only accepted for tranport as separate packages in quantities of not more than 100 kg. When the quantity is greater, these explosives are, in traffic with these countries, only accepted for transport in complete waggon loads and on the conditions applicable to explosives in the 2nd group.

[2] This division into groups does not affect the methods of calculating the costs of transport laid down in the various tariffs.

[3] Tetranitromethylaniline in quantities of not more than 200 kg. may be dispatched as separate packages in cases containing not more than 25 kg.

d) Poudre noire (poudre explosive), mélange d'azotate de potassium, de soufre et de charbon en grains, comprimée ou pulvérisée, pour autant qu'elle ne soit pas plus sensible à la friction ou à l'inflammation que la poudre de chasse la plus fine, composée comme suit : 75% d'azotate de potassium, 10% de soufre, 15% de charbon de bourdaine, pourvu que, selon les dispositions du pays expéditeur, cette substance soit admise au transport par chemin de fer.

e) Dynamite et explosifs analogues à la dynamite, à la condition que, d'après les prescriptions du pays expéditeur, ils soient admis au transport par chemin de fer.

Il ne doivent pas être plus dangereux que la dynamite-gomme contenant 93% de nitroglycérine.

B. EXPLOSIFS DE TIR

Premier groupe [1].

Explosifs de tir pouvant être transportés sous forme de colis isolés, à savoir :

Poudre de nitro-cellulose gélatinée peu fumante et *poudre de nitro-cellulose contenant de la nitroglycérine,* à condition que, d'après les prescriptions du pays expéditeur, elles soient admises au transport aux conditions les moins rigoureuses applicables à ces explosifs de tir.

Deuxième groupe [1].

Explosifs de tir ne pouvant être transportés que par wagons entiers, à savoir :

a) Poudres de nitro-cellulose gélatinées peu fumantes ne répondant pas aux conditions des poudres du premier groupe.

b) Poudres de nitro-cellulose non gélatinées peu fumantes (dites poudres mélangées).

c) Poudre noire (comprimée ou en grains) et *poudres analogues propres au tir.*

Les explosifs de tir mentionnés sous *a)* et *b)* devront présenter la stabilité exigée par les prescriptions du pays expéditeur pour les explosifs de tir du premier groupe.

CONDITIONS DE TRANSPORT POUR LES EXPLOSIFS MENTIONNÉS SOUS I *a)*, A & B

A. Emballage.

Le transport est régi par les prescriptions du pays expéditeur.

Chaque colis contenant des *explosifs de mine ou de tir du premier groupe* doit être revêtu d'une étiquette conforme au modèle 1, et chaque colis contenant des *explosifs de mine ou de tir du deuxième groupe,* d'une étiquette conforme au modèle 1 *a)*.

B. Transport et expédition.

1. Ne pourront pas être expédiés en grande vitesse :

Les explosifs de mine et de tir du deuxième groupe.

Les autres explosifs de la classe I *a)* ne peuvent pas non plus être expédiés en grande vitesse.

[1] Cette division en groupes ne modifie pas les modes de calcul des frais de transport prévus par les divers tarifs.

(d) Black powder (explosive powder), a mixture of nitrate of potassium, sulphur and carbon, granulated, compressed or pulverised, provided it is not more sensitive to shock, friction or combustion than the finest sporting powder, with the following composition — 75% nitrate of potassium, 10% sulphur, 15% charcoal provided that, under the regulations of the country of consignment, this substance is admitted for transport by rail.

(e) Dynamite and explosives similar to dynamite, on condition that, in accordance with the regulations of the country of consignment, they are admitted for transport by rail.

They must not be more dangerous than gum dynamite containing 93% of nitro-glycerine.

B. GUN EXPLOSIVES.

First group [1].

Gun explosives which may be conveyed as separate packages, viz ;

Smokeless gelatinised nitro-cellulose powder and nitro-cellulose powder containing nitro-glycerine, provided that, under the regulations of the country of consignment, they are admitted for transport on the least strict conditions applicable to such gun explosives.

Second Group [1].

Gun explosives which may only be conveyed in complete waggon loads, viz :

(a) Smokeless gelatinised nitro-cellulose powders which do not comply with the conditions laid down for the powders of the first group.

(b) Smokeless non-gelatinised nitro-cellulose powders (called mixed powders).

(c) Black powder (compressed or in grains) and similar powders suitable for use as gun explosives.

The gun explosives mentioned under *(a)* and *(b)* must have the stability required by the regulations of the country of consignment for gun explosives belonging to the first group.

CONDITIONS OF TRANSPORT FOR THE EXPLOSIVES MENTIONED UNDER I *(a)*, A AND B.

A. Packing.

The packing shall comply with the regulations of the country of consignment.

Each package containing *mining or gun explosives of the first group* must bear a label in accordance with model No. 1, and each package containing *mining or gun explosives in the second group* must bear a label in accordance with model No. 1 *(a)*.

B. Transport and Despatch.

1. The following may not be consigned by *grande vitesse* :

Mining and gun explosives of the second group.

The *other explosives belonging to Class I (a)* may not be consigned by *grande vitesse.*

[1] This division into groups does not affect the methods of calculating the cost of transport laid down in the various tariffs.

Sont exceptés :

1° *Les explosifs à base de nitrate d'ammonium* (I *a)* A, premier groupe *a).*)
2° Le *trinitrotoluol* (I *a)* A, premier groupe *b)*).
3° Les *explosifs de tir du premier groupe* (I *a)* B, premier groupe).

2. Pour les *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe,* il convient d'observer, en outre, les prescriptions suivantes :

a) Ces matières ne pourront pas être expédiées à des gares et des lignes de chemins de fer à destination desquelles leur transport est interdit.

b) Si les envois sont ne pas expédiés par trains spéciaux, il peut être stipulé que ces envois ne seront acceptés qu'à certains jours et transportés par certains trains déterminés.

c) Lors de l'expédition, chaque envoi doit être déclaré et remis, aux fins de transport, conformément aux prescriptions du pays expéditeur.

C. LETTRES DE VOITURE, ATTESTATIONS.

1° L'indication du contenu devra être :

a) Entourée d'un trait rouge *pour les explosifs de mine et de tir du premier groupe.*

b) Entourée de deux traits rouges *pour les explosifs de mine et de tir du deuxième groupe.*

2° Pour les *explosifs de mine et de tir du premier groupe,* un expert chimiste agréé par l'autorité compétente ou l'administration du monopole, doit certifier sur la lettre de voiture que, d'après sa composition, l'explosif rentre, aux termes des dispositions du pays expéditeur, dans le groupe I et qu'il a été analysé.

En outre, l'expéditeur doit, pour tous les envois, indiquer sur la lettre de voiture, que l'emballage des explosifs est conforme aux prescriptions du pays expéditeur.

En cas de réexpédition d'envois partiels par des expéditeurs autres que les fabriques par lesquelles ces substances ont été produites, on peut renoncer à exiger l'attestation prescrite au premier alinéa du présent paragraphe 2, si l'expéditeur déclare, dans la lettre de voiture, que les colis proviennent d'un envoi analysé et certifié et que l'emballage d'origine n'a pas été modifié. La preuve devra en être fournie sur demande.

Les prescriptions légales particulières aux Etats contractants, sur le territoire desquels doit être acheminé le transport, détermineront les autres attestations qui pourraient encore être nécessaires.

3. Pour ce qui concerne les *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe,* il convient d'observer ce qui suit :

a) Outre la marque et le numéro, les lettres de voiture doivent indiquer le nombre et la nature des récipients ainsi que le poids brut de chaque récipient.

b) L'expéditeur doit attester, sur la lettre de voiture, que la composition et l'emballage des explosifs sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur. En outre, chaque envoi de *cartouches de dynamite* doit être accompagné d'un certificat d'origine établi par le producteur et officiellement certifié ainsi que de l'attestation soit d'un expert chimiste agréé par l'autorité compétente soit de l'administration du monopole, indiquant que la composition et l'emballage sont conformes aux conditions prescrites.

c) Les prescriptions légales particulières aux Etats contractants, sur le territoire desquels doit être acheminé le transport, détermineront les autres attestations qui pourraient encore être nécessaires.

Exceptions are :

(1) Explosives with a basis of nitrate of ammonia (I *(a)* A, First Group *(a)*).
(2) Trinitrotoluol (I a) A, First Group *(b)*).
(3) Gun explosives of the First Group (I *(a)* B, First Group).

2. In the case of *mining and gun explosives of the second group*, the following regulations also must be observed :

(a) These articles may not be consigned to railway stations or by railway lines to which the transport of such goods is prohibited.

(b) Acceptance of a consignment, if not despatched by special train, may be restricted by previous notice to specified days and trains.

(c) At the time of despatch, each consignment must be declared and handed over for transport in accordance with the regulations of the country of consignment.

C. CERTIFICATES, WAYBILLS.

1. The description of the contents must be surrounded :

(a) By a red line in the case of *mining and gun explosives of the first group.*
(b) By two red lines in the case of *mining and gun explosives of the second group.*

2. In the case of *mining and gun explosives of first group*, a chemical expert approved by the competent authority, or by the monopoly administration, as the case may be, must certify on the waybill that, in accordance with the regulations of the country of consignment by its composition the explosive belongs to Group I, and has been analysed.

Further, the consignor must, for all consignments, certify on the waybill that the explosive is packed in accordance with the requirements of the country of consignment.

In the case of the forwarding of partial consignments by consignors other than the producing factories, the certificate prescribed in the first sub-paragraph of the present paragraph 2 may be dispensed with, if the consignor states in the waybill that the packages belong to the consignment which has been analysed and certified and that the original packing has not been changed. Proof hereof shall be produced on demand.

The contracting States over whose territories the goods are to be carried shall specify, in their own laws, any further certificates which may be required.

3. In the case of *mining and gun explosives of the second group*, the following regulations must be observed :

(a) In addition to the mark and number, the waybills must indicate the number and nature of the receptacles and the gross weight of each receptacle.

(b) The consignor must certify on the waybill that the nature and packing of the explosives comply with the regulations of the country of consignment. Further, each consignment of *dynamite cartridges* must be accompanied by a certificate of origin made out by the manufacturer and officially certified, and by a certificate furnished by a chemical expert approved by the competent authority or by the monopoly administration showing that the nature of the explosive and the packing are in due order.

(c) The contracting States over whose territories the goods are to be carried shall specify, in their own laws, any further certificates which may be required.

D. MOYENS DE TRANSPORT.

1. *Tous les explosifs* doivent être expédiés en wagons de marchandises couverts.

2. Les prescriptions suivantes sont applicables aux *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe.*

a) Il ne peut être employé que des wagons munis de dispositifs de choc et de traction à ressort, et ayant des toits solides, des parois étanches et des portes fermant hermétiquement.

b) Il est interdit d'employer des wagons à l'intérieur desquels des clous, des vis, des écrous en fer, etc., font saillie.

c) Les portes et les fenêtres des wagons doivent clore hermétiquement et être toujours fermées.

d) Il ne peut être employé que des wagons dont le dernier examen périodique ne remonte pas à plus d'un mois et le dernier graissage à moins de deux mois ou qui ne doivent pas être présentés à l'examen dans un délai d'un mois à dater du chargement.

e) Les envois doivent être expédiés dans la même voiture de la gare d'expédition jusqu'à la gare de destination et ne peuvent être transbordés en cours de route qu'en cas de nécessité inéluctable.

f) Les wagons chargés doivent porter, en haut de la paroi antérieure et de la paroi postérieure ou des deux parois latérales, des drapeaux rectangulaires noirs, nettement visibles et où est inscrite la lettre « p », en couleur blanche

E. CHARGEMENT ET AUTRES PRESCRIPTIONS.

1. Les *explosifs (I a)* ne devront pas être chargés dans le même wagon que
Les *pièces d'artifice pour signaux* (classe I *b)* N° 3) ;
Les *détonateurs* (classe I *b)* N° 5 A) ;
Les *mèches à combustion instantanée* (classe I *b)* N° 5 C) et les *munitions dénommées à la classe* I *b)* N° 12.
Les *explosifs de mines et de tir* du deuxième groupe ne devront pas être chargés dans le même wagon que des *liquides inflammables* (classe III *a)*, groupe de danger A I).

2. Lors du chargement et de la manutention des *explosifs de mines et de tir du deuxième groupe,* il convient d'observer encore les prescriptions suivantes :

a) Les récipients devront être déposés dans les wagons de chemins de fer dans des conditions de stabilité telles qu'ils soient protégés contre le frottement, les secousses et les chocs et qu'ils ne puissent ni basculer ni tomber. Les tonneaux, notamment, ne devront pas être mis debout ; il convient, tout au contraire, de les coucher parallèlement aux parois latérales du wagon et de les immobiliser complètement par des cales placées sous des couvertures de feutre, afin d'empêcher tout roulement ;

b) Les dispositifs de chargement spéciaux et les signaux d'avertissement (couvertures, drapeaux, etc.) devront être fournis par l'expéditeur et remis au destinataire avec les objets.

c) Pour ce qui concerne les mesures de précaution dans les gares et pendant le parcours, la destination des trains et la place, dans les convois, des wagons chargés d'explosifs, les avis à donner aux gares de la voie d'acheminement et aux administrations participant au transport, l'arrivée à la gare de destination et la remise des envois, il convient d'appliquer les prescriptions intérieures régissant la gare ou la ligne de chemin de fer en question.

D. Method of transport.

1. *All explosives* must be carried in covered goods-waggons.

2. The following provisions are applicable to *mining and gun explosives of the second group :*

(a) All waggons used must have spring shock and traction appliances, solid roofs, thick walls and proprely shutting doors, if possible without breaking appliances.

(b) Waggons in which there are projecting iron nails, screws, nuts etc. must not be used.

(c) The doors and windows of the waggons must close tightly and must be kept shut.

(d) All waggons used must be inspected periodically not less than once a month or lubricated not less than once in two months. No waggon which will not be inspected within one month of the date of loading may be used.

(e) Consignments must be despatched in the same waggon from the despatching station to the station of destination and may not be transshipped en route, except when this is inevitable.

(f) Loaded waggons must bear high up on the front and back walls or on the two side walls, clearly visible black rectangular flags showing the letter " p " in white.

E. Loading and other Regulations.

1. Explosives (I *(a)* must not be stowed in the same waggon with :
Explosive signals (Class I *(b)* No. 3).
Detonators (Class I *(b)* No. 5 A).
Instantaneous combustion fuses (Class I *(b)* No. 5 *C)* or ammunition specified in Class I *(b)* No. 12.
Mining gun explosives of the second group must not be stowed in the same waggon with *Inflammable liquids* (Class III *(a)*, danger group A I).

2. At the time of the loading or handling of *mining & gun explosives of the second group*, the following regulations also must be observed :

(a) The receptacles must be stowed in the railway waggons firmly enough to secure them against friction, shaking shocks or overturning or falling. In particular, barrels must not be placed upright, but laid on their sides parallel to the side walls of the waggon and secured by wedges covered with felt in order to prevent any rolling movement ;

(b) The special loading appliances and warning signals (coverings, flags, etc.) must be supplied by the consignor and delivered to the consignee with the goods.

(c) In regard to the precautionary measures to be taken at stations and during the journey, the destination of trains and the position in convoys of waggons loaded with explosives, notice to intermediate railway stations and to the transport authorities, arrival at the station of destination and delivery of the consignment, the internal regulations of the station or railway line in question shall apply.

I *b)*. MUNITIONS.

Ne sont admises au transport que les munitions énumérées ci-après :

1. Les *mèches non amorcées.*

a) Les *mèches à combustion rapide* (mèches composées d'un boyau épais à âme de poudre noire de grande section ou à âme de filamants de fulmi-coton nitré.

En ce qui concerne les mèches à combustion lente, voir classe I *c)*, 1° *c)*.

b) Les *cordeaux détonants* (tubes métalliques à parois minces, de faible section, à âme remplie d'une matière explosible qui n'est pas plus dangereuse que l'acide picrique pur, ou cordeaux tissés, de faible section, à âme remplie d'une matière explosible qui n'est pas plus dangereuse que le tetranitrate de pentaerythrite (nitropentaerythrite).

En ce qui concerne les mèches à combustion instantanée voir 5 *c)*.

2. Les *amorces non détonantes* (amorces qui ne produisent d'effet brisant ni à l'aide de détonateurs ni par d'autres moyens) :

a) Les *capsules pour armes à feu et pour munitions ;*

b) Les *douilles vides de cartouches* avec détonateurs pour armes à feu ;

c) Les *étoupilles*, les *étoupilles à vis* ou *autres amorces* contenant une faible charge de poudre noire, actionnées par friction, par percussion ou par l'électricité.

Les *amorces non détonantes pour grenades à main* (même dans des manches), les *capsules à poudre pour grenades à manche*, pour exercices, et pour d'autres munitions, dans l'un et l'autre cas si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

d) Les *fusées de projectiles sans détonateur* ou *dispositif provoquant un effet brisant ;* les *amorces pour fusées de projectiles*, etc.

3. Les *pièces d'artifice pour signaux*, notamment :

Les *gros coups de canon* contenant 200 gr. au plus de poudre noire en grains ou 70 gr. de poudre à faible fumée, et les *capsules détonantes* appelées jadis *pétards pour signaux de chemin de fer*, s'ils sont conformes aux prescriptions du pays d'expédition.

En ce qui concerne les petits coups de canon d'une contenance de 75 grammes au maximum de poudre en grains, utilisés pour les pièces d'artifice, voir la classe I *c)* N° 3 *b)*.

4. Les *cartouches pour armes à feu portatives :*

a) Les *cartouches terminées dont les douilles sont entièrement en métal.* Les projectiles doivent être adaptés à la douille, de façon qu'ils ne puissent ni s'en détacher, ni permettre le tamisage de la charge de poudre.

b) Les *cartouches chargées dont les douilles ne sont qu'en partie métalliques.* La charge entière de poudre doit être contenue dans le culot métallique de la cartouche et être enfermée par un bouchon ou une bourre. Le carton doit être assez résistant pour ne pas se briser en cours de route.

c) Les *cartouches à douille en carton et percussion centrale, chargées.* Le carton doit être assez résistant pour ne pas se briser en cours de route.

d) Les *cartouches Flobert à balles.*

e) Les *cartouches Flobert à petits plombs.*

f) Les *cartouches Flobert* sans balles ni petits plombs.

5. A. Les *amorces détonantes.*

a) Les *détonateurs* (même avec amorces à retardement).

b) Les *détonateurs munis d'amorces électriques* (même à retardement).

c) Les *détonateurs reliés solidement à une mèche de poudre noire.*

d) Les *détonateurs à retardement et capsules* (cartouches de sondage par l'écho).

e) Les *détonateurs combinés avec une charge de transmission composée d'un explosif comprimé* qui n'est pas plus dangereux que la tétranitromethylaniline.

f) Les *détonateurs dans des fusées de projectiles avec ou sans charge de transmission.*

g) Les *amorces brisantes pour grenades à main* (même à manche).

I *(b)*. AMMUNITION.

Only the following categories of ammunition may be accepted for transport :

1. *Fuses, non-primed.*

(a) Quick burning fuses (fuses composed of thick tubing with a large-diameter core of black powder, or with a core of threads of nitrated gun cotton.

For slow-burning fuses, see I *(c)*, No. 1 *(c)*.

(b) Detonating fuses (consisting of thin-walled narrow metallic tubes, having a core of explosive matter not more dangerous than pure picric acid, or of narrow fabric tubing, with a core of explosive matter not more dangerous than tetranitrate of pentaerythrite (nitropentaerythrite).

For instantaneous burning fuses, see No. 5 *(c)*.

2. *Non-detonating primers* (primers which do not produce an explosive effect either with the aid of detonators or any other means) :

(a) Percussion caps for fire-arms and ammunition ;

(b) Empty cartridge cases with detonators for fire-arms ;

(c) Quick matches, even fitted with screw, and *other igniters* containing a light charge of black powder exploded by friction, percussion or electricity.

Non-detonating igniters for hand grenades (with or without handles), *powder caps for grenades with handles* for training purposes, and for other kinds of ammunition, in all cases, only if they comply with the regulations of the country of consignment.

(d) Fuses for projectiles without detonators or other bursting appliances ; primings for projectile fuses, etc.

(3) *Fire-works for signalling :*

Especially large gun charges containing not more than 200 gr. of granular black powder or 70 gr. of smokeless powder and *percussion caps* (formerly *known* as *railway fog signals),* if they comply with the regulations of the country of consignment.

With regard to small gun charges containing not more than 75 gr. of granular powder, used for fire-works, see I *(c)* No. 3 *(b)*.

4. *Cartridges for portable fire-arms.*

(a) Complete cartridges, with all-metal cases. The projectiles must be fitted into the cases in such a way that they will not come out and that the powder charge cannot creep out.

(b) Charged cartridges, with part-metal cases. The whole of the powder charge must be contained in the metal base of the cartridge and secured therein by a plug or wad ; the cardboard must be strong enough not to break during transport.

(c) Charged cartridges with cardboard cases and central percussion. The cardboard must be strong enough not to break during transport.

(d) Flobert cartridges loaded with ball.

(e) Flobert cartridges loaded with shot.

(f) Flobert cartridges not loaded with ball or shot.

5. A. *Detonating primers.*

(a) Detonators (with or without delay-action primers).

(b) Detonators with electric primers (delay-action or otherwise).

(c) Detonators solidly attached to a fuse of black powder.

(d) Delay-action detonators with percussion caps (cartridges for echo sounding).

(e) Detonators combined with a transmission charge composed of a compressed explosive, which is not more dangerous than tetranitromethylaniline.

(f) Detonators in the fuses of projectiles with or without transmission.

(g) Detonating primers for hand grenades (with or without handles).

B. Les *capsules à sondage* (détonateurs avec capsules, renfermés dans des tubes en fer-blanc — bombes à sondage flottantes ou non).

C. Les mèches à combustion instantanée (mèches filées de section plus faible, à âme avec composition fulminante plus dangereuse que le tetranitrate de pentaerythrite (si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur).

6. Les *munitions militaires* non autrement dénommées (par exemple, cartouches, obus remplis), toutes *sans* détonateur, si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

7. Les *grenades à main ou à fusil*, sans détonateur, si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

8. Les *charges brisantes pour obus, torpilles et mines*, ainsi que les *boîtes brisantes*, etc., les *douilles à tétryle*, toutes *sans* capsules brisantes, si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

9. Les *moyens d'éclairage et de signalisation.*

Dans cette catégorie rentrent notamment :

Les fusées lumineuses et fusées de signalisation,
Les signaux d'obus,
Les fusées traçantes lumineuses,
Les signaux lumineux à main,
Les obus marquant le but par un feu ou une poussière,
Les cartouches à éclairs (éclairs de détonation)

La composition fusante, propulsive ou éclairante doit être condensée à tel point que les objets, lors de la déflagration, ne font plus explosion.

10. Les *appareils fumigènes*, s'ils sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

11. Les *substances pour la production de brouillards artificiels*, si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

12. Les *munitions énumérées dans les N^os^ 6 à 8* avec des détonateurs ou des amorces de sûreté, si ces munitions sont conformes aux prescriptions du pays d'expédition et sont expédiées par wagons entiers.

CONDITIONS DE TRANSPORT

A. Emballage.

L'emballage doit être conforme aux prescriptions du pays d'expédition.

Tout colis contenant *des objets des N^os^ 3, 5 A et 5 C* devra être revêtu d'une étiquette conforme au modèle 2, tout colis contenant *des objets des N^os^ 6, 7, 8 et 9*, d'une étiquette conforme au modèle 1 et tout colis contenant *des objets du N° 12*, d'une étiquette conforme au modèle 2 *a)*.

B. Attestations, lettres de voiture.

1. La déclaration du contenu doit être encadrée :

a) D'un trait noir *pour les objets des N^os^ 3, 5 A et 5 C.;*
b) D'un trait rouge *pour les objets des N^os^ 6, 7, 8 et 9 ;*
c) De deux traits noirs pour les objets du *N° 12 ;*

2. Dans les lettres de voiture relatives aux *munitions de la classe* I *b)*, à l'exception de celles qui sont mentionnées sous le N° 1 *a)*, l'expéditeur doit attester que la composition et l'emballage des objets sont conformes aux prescriptions du pays d'expédition.

3. Pour ce qui concerne les *munitions des N^os^ 6 à 9 et 12*, la déclaration au sujet de la nature et de l'emballage doit être confirmée soit par l'autorité compétente, soit par un chimiste ou un expert agréé par elle ; cette déclaration doit être signalée dans la lettre de voiture.

B. *Detonating caps for taking soundings* (detonators with caps, enclosed in tin sheet tubes bombs for taking soundings whether floating or otherwise).

C. Instantaneous burning fuses (narrow fabric fuses having a core of explosive more dangerous than tetranitrate of pentaerythrite provided they comply with the regulations of the country of consignment).

6. *Military ammunition* not otherwise specified (e. g. cartridge cases, charged shells) all *without* detonator, provided they comply with the regulations of the country of consignment.

7. *Hand or rifle grenades* without detonator, if they comply with the regulations of the country of consignment.

8. *Detonating charges for shells, torpedoes and mines,* and *percussion boxes,* etc., *tetryl cases all without* percussion caps, if these charges etc. comply with the regulations of the country of consignment.

9. *Lighting and signalling apparatus.*

This category includes :

Verrey lights and signal rockets
Signal shells
Star rockets
Roman candles
Range-indicating shells by flare or dust
Squibs (detonating squibs)

} The fusing, propelling or lighting substance must be so condensed that the objects do not explode when set fire to.

10. Smoke spreading *Fumigatingpparatus* if it complies with the regulations of the country of consignment.

11. *Substances designed to produce artificial fog,* if they comply with the regulations of the country of consignment.

12. *The ammunition specified in Nos. 6 to 8 with* safety detonators or fuses, if such ammunition complies with the regulations of the country of consignment and is despatched in complete waggon loads.

CONDITIONS OF TRANSPORT.

A. Packing.

Packing must comply with the regulations of the country of consignment.

Each package containing *articles coming under Nos 3, 5 A and 5 C* must bear a label in accordance with Model No. 2, each package containing *articles coming under Nos. 6, 7, and 9* must bear a label in accordance with model 1 and each package containing *articles coming under No. 12* must bear a label in accordance with Model No. 2 *(a)*.

B. Certificates, Way-Bills.

1. The description of the contents must be surrounded by :

(a) A black line in the case of *articles coming under Nos. 3, 5 A and 5 C* ;
(b) A red line in the case of *articles coming under Nos. 6 7, 8 and 9* ;
(c) Two black lines in the case of *articles coming under No. 12* :

2. In the way-bills relating to *ammunition coming under Class I (b),* with the exception of those mentioned under No. 1 *(a),* the consignor must certify that the nature of the goods and the packing comply with the regulations of the country of consignment.

3. In the case of *ammunition coming under Nos. 6 to 9 and 12,* the declaration as to the nature of the goods and the packing must be confirmed either by the competent authority or by a chemist or expert approved by him, and mention must be made of such declaration in the way-bill.

4. Les prescriptions légales particulières aux Etats contractants par le territoire desquels doit être acheminé le transport détermineront les autres attestations qui pourraient encore être nécessaires.

C. MATÉRIEL DE TRANSPORT.

1. Les *munitions de toute nature* doivent être transportées dans des wagons à marchandises couverts.

2. Pour ce qui concerne les *munitions du N° 12*, il convient d'appliquer, en outre, les prescriptions de la classe I *a)* de la Section D (matériel de transport) alinéa 2.

D. CHARGEMENT.

1. Les *pièces d'artifice pour signaux* (N° 3) les *amorces détonantes* (N° 5 A), les *mèches à combustion instantanée* (N° 5 C) et les *munitions du N° 12* ne devront pas être chargées dans le même wagon que des *explosifs* (I *a)*) des *munitions des N°s 6, 7, 8 et 9* ou des *liquides inflammables* (classe III *a)*) *groupe de danger* A 1.

2. Pour ce qui concerne les *munitions du N° 12*, il convient d'appliquer, en outre, les prescriptions de la classe I *a)* de la Section E (chargement et autres prescriptions) alinéa 2.

E. MODE DE TRANSPORT.

Le transport en grande vitesse des *matières des N°s 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9 et 12* est interdit.

Dans les prescriptions relatives à la classe I *c)* (inflammateurs, pièces d'artifice, etc.)

1. Le N° 3 *a)* et *b)* des dispositions préliminaires (N° marginal 48) est rédigé comme suit :

« 3. *Pièces d'artifice.*

a) Les *bombes* et les *pots à feu*, c'est-à-dire les pièces lancées au mortier d'un poids maximum de 9 kg, y compris la charge propulsive (poids brut 12 kg.) ;

Les *bombes incendiaires*, les *fusées*, les *chandelles romaines*, les *fontaines*, les *roues*, etc., avec des charges pesant 500 grammes au plus par pièce ;

b) Les *petits coups de canon* consistant en cartouches de papier enveloppées de ficelle et enduites de colle et contenant au plus 75 grammes de poudre en grains ou 25 grammes de sel détonant (poudre d'aluminium et perchlorate de potassium sans soufre) ainsi que les *coups de fusil* (pétards) [1] contenant au plus 20 grammes de poudre en grains constitués d'une enveloppe cylindrique en papier fermée aux deux bouts, tous deux pourvus de mèches, dont l'âme est couverte au bout extérieur et les *autres pièces similaires destinées à produire une forte détonation.*

En ce qui concerne les gros coups de canon (pièces d'artifice pour signaux) voir classe I *b)* N° 3.

(Les notes de l'annexe I IÜG ne sont pas modifiées).

2. Dans les « Conditions de transport », section A *(emballage)* à l'alinéa (premier, N° marginal 49), la dernière phrase « pour les objets dénommés sous 2° les couvercles des caisses doivent être assujettis au moyen de vis » est rayée.

3. A la fin de l'alinéa 2 *k)* (N° marginal 63), il est ajouté le passage suivant :

« En ce qui concerne les bombes d'un poids brut de plus de 5 kg., la charge propulsive doit être protégée par une douille en carton recouvrant la partie inférieure de la bombe. Les bombes doivent être emballées dans des caisses ; les intervalles doivent être entièrement comblés par de la laine de bois ou une matière analogue ».

4. L'alinéa 4 (N° marginal 66) est supprimé.

4. The Contracting States over whose territories the goods are to be carried shall specify, in their own laws, any further certificates which may be required.

C. Rolling Stock.

1. *Explosives of every kind*, must be carried in covered goods waggons.

2. *Ammunition coming under No. 12* shall also be governed by the regulations applicable to in Class I *(a)* of Chapter D (rolling stock), paragraph 2.

D. Loading.

1. *Fire-works for signalling* (No. 3) *detonating primers* (No. 5 A) *instantaneous burning fuses* (No. 5 C) and *ammunition coming under No. 12* may not be loaded in the same waggon as *explosives* (I *(a)*), *ammunition coming under Nos. 6, 7, 8 and 9 or inflammable liquids* (Class III *(a)*) *danger group* A (I).

2. *Ammunition coming under No. 12* shall also be governed by the regulations applicable to Class I *(a)* of Chapter E (loading and Further Regulations), paragraph 2.

E. Method of Transport.

Substances coming under Nos. 3, 5A, 5 C, 6, 7, 8, 9 and 12 may not be carried by " *grande vitesse* ".

In the regulations relating to Class I c *(Igniters, fireworks, etc.)* ;

1. No. 3 *(a)* and *(b)* of the preliminary provisions (marginal No. 48), read as follows :

" 3. *Fire-works.*

(a) Bombs and fire-pots, that is to say, fire works ejected by a mortar with a total weight of 9 kg. including the propelling charge (gross weight 12 kg.) ;

Incendiary bombs, rockets, Roman candles, fountains, wheels, etc., with charges, weighing not more than 500 grammes each ;

(b) Small cannon charges composed of paper cartridges, wrapped with string and coated with glue and containing not more than 75 grammes of granular powder or 25 grammes of detonating salt (powder made of aluminium and perchlorate of potassium without sulphur), as also *gun charges* (crackers) [1], containing not more than 20 grammes of granular powder consisting of a cylindrical paper cover closed at both ends, both provided with fuses, the outer core of which must be covered, *and other similar articles intended to produce a loud report.*

As regards large gun charges (fire-works for signalling) see Class I *(b)*, No. 3.

(The foot-notes to Annex I IÜG are unchanged).

2. In " Conditions of transport ", Section A (Packing) in paragraph (I) (marginal No. 49), the last sentence " in the case of articles mentioned under (2), the lids of the cases must be screwed down " is omitted.

3. At the end of paragraph 2 *(k)* (marginal No. 63), the following passage is added :

" As regards bombs of a gross weight of more than 5 kg., the propelling charge must be protected by a cardboard socket covering the lower part of the bomb. The bombs must be packed in cases and the spaces must be entirely filled with wood-wool or a similar substance. "

4. Paragraph 4 (marginal No. 66) is deleted.

5. A l'alinéa 5 (N° marginal 67), le début de la deuxième phrase est rédigé comme suit :

« Le poids total de la matière explosive (charge propulsive, charge d'éclatement et matière éclairante) ne doit pas excéder 20 kg. *pour les objets dénommés sous* 1 *e)*, 36 kg. *pour les pièces d'artifice proprement dites dénommées sous* 3 *a)*, 25 kg. *pour les petites pièces d'artifice...* », etc. (ancien texte).

6. L'alinéa 6 (N° marginal 68) est remplacé par le texte suivant :

« (6). Chaque colis contenant des *objets des numéros* 2 *a)*, 2 *b)* β), 2 *e)*, 2 *f)* et 3 doit porter une étiquette conforme au modèle 2 *b)*. »

7. A la section B *(autres dispositions)*, l'alinéa 4 (N° marginal 72) est rédigé comme suit :

« (4.) *En ce qui concerne les articles dénommés sous* 1 *b)*,1 *d)*, 1 *e)*, 2 *a)*, 2 *b)* β), 2 *e)*, 2 *f)* et 3, l'expéditeur doit certifier dans les lettres de voiture que la nature de l'envoi et son emballage répondent aux prescriptions énoncées à la classe 1 *c)* de l'annexe I à la Convention internationale ou au présent accord.

8. La section C *(Mode de transport)* (N° marginal 72) est supprimée.

Les prescriptions relatives à la classe I *d)* (gaz comprimés, liquéfiés et dissous sous pression), sont modifiées comme suit :

Dispositions préliminaires (N° marginal 76) :

1. Au N° 7, il est intercalé après le mot « *chlore* », le mot *acide chlorhydrique,*

et, au même chiffre, après le mot *tétroxyde d'azote,* il est ajouté :

gaz dit T (mélange d'oxyde d'éthylène et d'acide carbonique dont la pression jusqu'à 50° C. ne dépasse pas celle du chlore liquéfié).

2. Au N° 8, après le mot *lance-parfums* il est ajouté : *chlorure de vinyle, bromure méthylique* [2] :

3. La note [2], après les mots *bromure métylique* est libellée comme suit :

« [1] Les mélanges de bromure méthylique et de bromure d'éthylène dans la proportion 1 : 1 seront transportés sans condition. »

Dans la section B *(épreuve officielle des récipients)* de cette classe, l'alinéa 2 *b)* (N° marginal 82) est libellé comme suit :

b) Pour les *gaz liquéfiés dénommés sous* 5, 6, 7, et 8 :

Acide carbonique	190	kg./cm²
Gaz d'huile	190	»
Protoxyde d'azote	180	»
Ethylène	225	»
Acide chlorhydrique	110	»
Ethane	95	»
Gaz dit Z	40	»
Propylène	35	»
Ammoniaque	30	»
Oxychlorure de carbone (phosgène)	15	»
Chlore, gaz dit T	22	»
Acide sulfureux	12	»
Tétroxyde d'azote	22	»
Chlorure de méthyle	16	»
Ether méthylique	16	»
Méthylamine	14	»
Chlorure d'éthyle, bromure méthylique, éthylamine, oxyde d'éthylène et butadiène	10	»
Chlorure de vinyle	11	»

5. In paragraph 5 (marginal No. 67), the beginning of the second sentence reads as follows :

" The total weight of the explosive substance (propelling charge, bursting charge and lighting substance) must not exceed 20 kg. *for the articles enumerated under* (1) *(e), 36 kg, for fireworks properly so-called mentioned under* (3) *(a),* 25 kg. for *small fireworks,* etc, (continue as before).

6. Paragraph 6 (marginal No. 68) is replaced by the following :

" (6) Each package containing *articles coming under* (2) *(a),* (2) *(b)* (β), (2) *(e),* (2) *(f)* and (3) must bear a label in accordance with Model No. 2 *(b).*"

7. In Chapter B (*Further Regulations),* paragraph 4 (marginal No. 72) reads as follows :

" (4) *In the case of articles mentioned under* (1) *(b),* (1) *(d),* (1) *(e),* (2) *(a),* (2) *(b),* (β), (2) *(e),* (2) *(f)* and (3), the consignor must certify on the way-bill that the character of the consignment and its packing are in accordance with the regulations laid down in Class I *(c)* of Annex I of the International Convention and the present Agreement.

8. Chapter C *(Method of Transport)* (marginal No. 75) is omitted.

The regulations relating to Class I *(d)* (compressed and liquefied gases and gases dissolved under pressure) are amended as follows :

under pressure) are amended as follows :

Preliminary provisions (marginal No. 76).

1. Under No. 7, after the word " chlorine " read " hydrochloric acid ",

and after the word " *tetroxide of nitrogen* " is added :

" *The gas known* as " T " (mixture of ethylene oxide and carbonic acid, the pressure of which at a temperature of 50° C. does not exceed that of liquefied chlorine) ".

2. Under No. 8, after the word " *spray-perfume* " is added " *vinyl chloride and methyl bromide* ".

3. Add a footnote [2], to the words " *methyl bromide* ", as follows :

" [1] The mixtures of methyl bromide and ethyl bromide in a ratio of 1 : 1 shall be accepted for transport unconditionally."

In Chapter B *(official testing of receptacles)* of this class, paragraph 2 *(b)* (marginal No. 82) reads as follows :

(b) In the case of the liquefied gases specified under (5), (6), (7) and (8) :

Carbonic acid	190 kg/cm²
Oil gas	190 »
Protoxide of nitrogen	180 »
Ethylene	225 »
Hydrochloric acid	110 »
Ethane	95 »
Gas known as " Z "	40 »
Propylene	35 »
Ammonia	30 »
Oxychloride of carbon (phosgene)	15 »
Chlorine, gas known as " T "	22 »
Sulphurous acid	12 »
Tetroxide of nitrogen	22 »
Methyl chloride	16 »
Methyl ether	16 »
Methylamine	14 »
Ethyl chloride, methyl bromide, ethylamine, ethyl oxide and butadiene	10 »
Vinyl chloride	11 »

A la section D *(remplissage des récipients)*, il est ajouté à la fin de l'alinéa 2 (2) (N° marginal 90) :

Pour l'acide chlorhydrique,	1 kg.	de	liquide	pour 1,50[1]	Litre de capacité du récipient.
Pour le chlorure de vinyle,	1 kg.	»	»	» 1,26	
Pour le bromure méthylique,	1 kg.	»	»	» 0,70	
Gaz dit T	1 kg.	»	»	» 1,34	

A la section E *(autres prescriptions)* :

1. A l'alinéa 2 (N° marginal 95), la dernière phrase « les récipients d'*acide carbonique*, de *gaz d'huile* et de *protoxyde d'acide* chargés en vrac doivent être peints en blanc » est supprimée.

2. A l'alinéa 6 (N° marginal 99), N° 1 (3 sous-alinéa) et au N° 6, le mot « novembre » est chaque fois remplacé par le mot « octobre ».

Prescriptions relatives à la classe II (matières sujettes à l'inflammation spontanée).

1. A la section A *(emballage)*, à la fin de l'alinéa 6 N° marginal 129), il est ajouté :

« Aucun emballage n'est exigé si l'on fait usage de wagons à couvercle basculant en fer. »

2. A la section A *(emballage)*, l'alinéa 17 (N° marginal 140) est supprimé.

3. Dans la section B *(autres prescriptions)*, à l'alinéa 2 (N° marginal 142), il est ajouté un nouvel alinéa *e)* libellé comme suit :

« *e)* α) Les *fuseaux de papier* (N° 12), après avoir été imprégnés de vernis, de graisse ou d'huile, ont été chauffés pendant une durée telle et de telle façon, et ensuite refroidis de telle manière, que toute inflammation spontanée soit impossible.

β) Le *papier et les anneaux en carton* sont secs et ont été exposés à l'air pendant une durée telle et de telle façon que toute inflammantion spontanée soit exclue. »

(Les anciens alinéas *e)* et *f)* deviennent les alinéas *f)* et *g).*)

4. Dans la section B *(autres prescriptions)*, l'alinéa 4 (N° marginal 144) est supprimé.

5. Dans la section B *(autres prescriptions)*, à l'alinéa 5 (N° marginal 145), le délai « durant les mois de mars à septembre) est modifié comme suit : « durant les mois d'avril à septembre. »

6. Dans la section B *(autres prescriptions)* l'alinéa 8 (N° marginal 148) est supprimé.

7. Toute la section D *(chargement)* (N° marginal 151) est également supprimée.

8. Cette section D supprimée est remplacée par une nouvelle section D *(lettre de voiture)*, libellée comme suit :

D. Lettre de voiture.

Dans les lettres de voiture, il convient d'ajouter à l'indication du contenu, la mention : « susceptible d'inflammation spontanée ». « Articles de la classe II » ; cette mention doit être inscrite en rouge ou être soulignée en rouge. »

Les prescriptions relatives à la classe III *a)* (N°s marginaux 152 à 169) sont remplacées par les dispositions suivantes :

[1] Dans les relations avec l'Italie, le remplissage maximum autorisé est d'un kg. de liquide pour 1 l. 50 de capacité du récipient.

In Chapter D *(filling of receptacles)*, the following is inserted at the end of paragraph 2 (2) (marginal No. 90) :

For hydrochloric acid . . .	1 kg.	of liquid	per	1.50 litre [1]	of the capacity of the receptacle
For vinyl chloride	1 kg.	»	»	1.26 »	
For methyl bromide . . .	1 kg.	»	»	0.70 »	
For gas known as " T " .	1 kg.	»	»	1.34 »	

In Chapter E *(Further Regulations)*.

1. In paragraph 2 (marginal No. 95) the last sentence — " receptacles for *carbonic acid, oil gas and protoxide of nitrogen*, loaded loose, must be painted white " is omitted.

2. In paragraph 6 (marginal No. 99), No. 1 (sub-paragraph 3) and No. 6, the word " November " is replaced in each case by the word " October ".

Regulations relating to Class II *(substances liable to spontaneous ignition) :*

1. In Chapter A (Packing), at the end of paragraph 6 (marginal No. 129), the following is inserted :

" No packing is required if iron wagons with movable roofs are used."

2. In Chapter A *(Packing)*, paragraph 17 (marginal No. 140) is deleted.

3. In Chapter B *(Further Regulations)*, in paragraph (2) (marginal No. 142) a fresh paragraph *(e)* is inserted which reads as follows :

" *(e)* (α) *Paper spools* (No. 12) after being impregnated with varnish, grease or oil have been heated for a length of time and in such a manner that any danger of spontaneous combustion is precluded.

" (β) *The paper and cardboard rings* are dried and have been exposed to the air for such a length of time and in such a manner that any danger of spontaneous combustion is precluded."

(The former paragraphs *(e)* and *(f)* become paragraphs *(f)* and *(g)*.)

4. In Chapter B *(Further Regulations)*, paragraph (4) (marginal No. 144) is omitted.

5. In Chapter B *(Further Regulations)*, in paragraph (5) (marginal No. 145), the time limit is changed from : " from March to September " to " from April to September ".

6. In Chapter B *(Further Regulations)*, paragraph 8 (marginal No. 148) is deleted.

7. The whole of Chapter D (Loading) (marginal No. 151) is omitted.

8. This section D is replaced by a new Chapter D *(Waybills)* which reads as follows :

D. Way-Bills.

Under the description of the contents, the way-bills must bear the mention : " liable to spontaneous combustion ". " Articles of category II " ; this mention must be in red or underlined in red."

The regulations concerning *Class* III *(a)* (marginal Nos. 152 to 169) are replaced by the following provisions :

[1] In traffic with Italy, the maximum charge allowed is 1 kg. of liquid per 1.50 litres of the capacity of the receptacle.

CLASSE III

MATIÈRES INFLAMMABLES.

III *a). Liquides combustibles* [1].

Les liquides ci-après et leurs mélanges artificiels liquides ou encore pâteux à une température ne dépassant pas 15° C. (dénommés brièvement ci-après « liquides combustibles ») sont soumis à des conditions spéciales.

A. *Liquides combustibles des groupes* A, 1, 2, *et* 3, c'est-à-dire ceux qui, ou bien eux-mêmes ou dans leur fraction liquide combustible ne se mélangent pas avec l'eau :

1. *Liquides combustibles du groupe* A 1, c'est-à-dire ceux qui ont leur point d'inflammation en dessus de 21° C. [2] et ne contiennent pas, au total, des matières solides [3] solubles et/ou mises en suspension dans les liquides, dans une proportion :

a) Inférieure à 30%.

Dans cette catégorie rentrent par exemple :

Les pétroles naturels très légers, les produits de tête de la distillation du goudron et des huiles à gaz, le sulfure de carbone, l'éther éthylique, le collodion et d'autres solutions contenant de l'éther éthylique ; des pétroles bruts et autres huiles brutes, ainsi que leurs produits de distillation volatils, tels que les essences légères de pétrole, les benzines légères et lourdes, le benzin-naphta, la ligroïne et différents produits de la distillation de goudron de houille, tels que l'huile légère, le benzol, le toluol, et certains vernis à base de nitro-cellulose.

b) Supérieure à 30%.

Dans cette catégorie rentrent, par exemple, certaines couleurs pour le cuir et l'impression en creux, les vernis, les solutions de caoutchouc (gomme).

2. *Liquides combustibles du groupe* A 2, c'est-à-dire ceux dont le point d'inflammation est compris entre 21° C. et 55° C. [2] et qui ne contiennent pas au total plus de 30% de matières solides [3] solubles et/ou mises en suspension dans les liquides. Rentrent notamment dans cette catégorie : le pétrole d'éclairage, le pétrole Test, le « Standard withe » brut et épuré, la kérosine, différents produits légers de la distillation du goudron de bois, de tourbe, de lignite et de houille comme par exemple le solvent-naphta, le xylol, le succédané de la térébenthine *(white spirit)*, ainsi que la térébenthine végétale et certains mélanges d'alcools et de benzols.

3. *Liquides combustibles du groupe* A 3, c'est-à-dire ceux dont le point d'inflammation est supérieur à 55° C. sans dépasser 100° C.[2] et qui ne contiennent pas au total plus de 30% de matières solides [3] solubles et/ou mises en suspension dans les liquides. Rentrent notammant dans cette catégorie : le goudron de houille distillé, le goudron brut, l'huile solaire, certaines huiles pour moteurs à combustion interne (motorine, etc.), les huiles de goudron de bois, de tourbe, de lignite et de houille, les huiles de schiste, les huiles de nettoyage, les huiles à gaz et les huiles de paraffine.

B. *Liquides combustibles du groupe* B, c'est-à-dire ceux qui, soit eux-mêmes, soit en leurs fractions liquides combustibles, peuvent se mélanger avec n'importe quelle quantité d'eau et qui

[1] De petits colis dans un emballage courant, ainsi que les échantillons de liquides combustibles de tous les groupes (pour le groupe A 1° *a*, le poids net est fixé à 200 grammes au maximum pour chaque petit colis) dans un emballage collectif solide (fer-blanc, bois ou carton) garantissant les colis contre le bris, seront transportés sans condition.

[2] Le point d'inflammation est déterminé à l'aide de l'appareil Abel-Pensky en ramenant à la pression de 760 mm.

[3] Doivent être assimilées aux matières solides, les huiles consistantes (huiles de lin épaisses) ou les matières similaires dont le point d'inflammation est supérieur à 100° C.

CLASS III.

INFLAMMABLE SUBSTANCES.

III *(a)*. *Inflammable liquids* [1].

The following liquids and artificial mixtures thereof, whether liquid or in the form of paste, at temperatures below 15° C. (shortly described hereinafter as " inflammable liquids ") are subject to special conditions.

A. *Inflammable liquids in groups* A (1), (2) *and* (3) — that is to say, those of such a kind that either the liquids themselves or their inflammable liquid components, do not mix with water :

1. *Inflammable liquids of Group* A 1, that is to say, those with an ignition point below 21° C.[2] and containing a total of solid materials [3] soluble and/or in suspension in the liquids :

(a) Not exceeding 30 %.

The following substances in particular are included in this category :

Natural very light mineral oils, first fractions of the distillation of tar and gas oils, carbon bisulphide, ethyl ether, collodion and other solutions containing ethyl ether ; crude petroleums and other crude oils, together with their volatile distillation products, such as the light essences of petroleum, light and heavy benzines, benzine naphtha, ligroin and various products of the distillation of coal tar, such as light oil, benzol, toluene and certain varnishes with a basis of nitro-cellulose.

(b) Exceeding 30 %.

The following substances in particular are included in this category : certain colours for the dyeing and stamping of leather, varnishes and rubber (gum) solutions.

2. *Inflammable liquids of group A 2*, that is to say, those with ignition points between 21° C. and 55° C.[2] not containing more than a total of 30 % of solid materials [3] soluble and/or in suspension in the liquids. The following substances in particular are included in this category : paraffin oil, " Test " petroleum, Standard White, crude or purified, kerosene, various light products of the distillation of wood-tar, peat, lignite and coal, such as solvent-naphtha, xylol, turpentine substitute (white spirit) and also vegetable turpentine and various mixtures of alcohol and benzene.

3. *Inflammable liquids of group* A 3, that is to say, those with an ignition point above 55° C. but not above 100° C. [2] and containing not more than a total of 30 % of solid materials [3] soluble and/or in suspension in the liquids. The following substances in particular are included in this category : distilled coal-tar, crude tar, solar oil, certain oils for internal combustion motors (motorine, etc.), oils made from wood tar, peat, lignite or coal, schist oils, cleaning oils, gas oils and paraffin.

B. *Inflammable liquids of group B* — that is to say, those of such a kind that either the liquids themselves or their inflammable liquid components can mix with any quantity of water and have

[1] Small packages in ordinary commercial packing, and samples of inflammable liquids belonging to all groups (those in group A 1 *(a)* not to exceed 200 grammes in weight for each small package) securely fixed in a strong collective packing (tin plate, wood or card-board) so as to prevent breaking, will be accepted for transport unconditionally.

[2] The ignition point is determined by the Abel-Pensky apparatus by bringing it to a pressure of 760 mm.

[3] The following materials must be placed on the same footing as solid matter, consistent oils (heavy linseed oil) or similar substances with an ignition point exceeding 100° C.

ont un point d'inflammation inférieur à 21° C.[1] et ne contiennent pas au total,, plus de 30% de matières solides[2] solubles et/ou mises en suspension dans les liquides. Rentrent notamment dans cette catégorie : l'esprit de bois (méthanol) brut ou rectifié, ainsi que les mélanges de ces liquides, l'alcool éthylique et ses mélanges, l'alcool dénaturé et la substance communément employée à le dénaturer (un mélange de pyridine et de méthanol), l'acétone et ses mélanges, l'aldéhyde acétique et ses mélanges.

CONDITIONS DE TRANSPORT

A. Emballage.

1. L'emballage doit être fait dans des récipients solides, étanches et bien fermés dont la substance (tôle de fer ou en d'autres métaux, verre, grès, bois) ne peut être attaquée par le contenu liquide. L'emploi de récipients en bois est interdit pour les *liquides dénommés sous* A 1, ainsi que pour le *xylol* et l'*acétate d'amyle*. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux *mélanges* dans lesquels sont dissous des *caoutchoucs* (gommes) ou des *matières analogues ;* pour ces articles on pourra employer des fûts épais en chêne entourés de cercles de fer.

2. Les récipients en verre ou grès doivent être solidement assujettis, soit isolément, soit à plusieurs, dans d'autres récipients (bannettes ou paniers métalliques, cuveaux ou caisses). Ces enveloppes extérieures, à l'exception des caisses, doivent être munies de bonnes et solides poignées. Les enveloppes extérieures découvertes doivent porter une couverture de protection et si celles-ci consistent en paille, jonc, roseau ou autres matières analogues facilement inflammables, elles doivent être imprégnées de lait d'argile ou de chaux, etc., mélangé avec du verre soluble. Le poids brut d'un tel colis ne doit pas dépasser 75 kilogrammes.

Les jointures des récipients de tôle dont le contenu pèse plus de 5 kg. doivent être rivés et soudées. Les récipients de tôle de fer contenant des *liquides combustibles du groupe* A 1 *a)* et pesant net plus de 20 kg. doivent être assujettis à d'autres récipients ; en ce qui concerne le conditionnement de ces enveloppes extérieures, il convient d'appliquer *mutatis mutandis* les prescriptions ci-dessus. Le poids brut d'un tel colis ne doit pas dépasser 75 kg. Les récipients de tôle *ordinaire* contenant de l'*éther éthylique* ou du *sulfure de carbone* doivent toujours (même pour des quantités inférieures à 20 kg.) être assujettis solidement dans des enveloppes extérieures de ce genre. Toutefois, ces dernières ne sont pas de rigueur, dans le cas où l'éther éthylique ou le sulfure de carbone seraient emballés dans de solides récipients de tôle *soudée* étanches et bien fermés.

3. Les récipients en tôle de fer ou autres récipients métalliques ne doivent être remplis de *liquides* dénommés sous A 1 *a)* que jusqu'à concurrence de 95% de leur capacité à une température de 15° C.

4. Tout colis renfermant des *liquides dénommés sous* A 1 *a)* et *b)* doit porter une étiquette conforme au modèle 3. Les paniers et cuveaux contenant des liquides dénommés sous 1 *a)* doivent être munis d'une étiquette conforme au modèle N° 7. Ils ne doivent pas être portés sur l'épaule ou le dos. Ils ne pourront être voiturés que sur des charrettes dites « sackkarren ».

B. Lettres de voiture.

1. Dans les lettres de voiture, il convient de porter au-dessous de la déclaration du contenu conformément au tarif ou aux usages du commerce, la mention suivante :

« Objet de la classe III A *a)* groupe... (conformément à la disposition préliminaire).

Ces mentions doivent être inscrites en rouge ou être soulignées de rouge.

---

[1] Le point d'inflammation est déterminé à l'aide de l'appareil Abel-Pensky en le ramenant à la pression de 760 mm.

[2] Doivent être assimilées aux matières solides, les huiles consistantes (huiles de lin épaisses) ou les matières similaires dont le point d'inflammation est supérieur à 100° C.

an ignition point below 21° C. [1] and not containing more than a total of 30 % of solid materials [2] soluble and/or in suspension in the liquids. The following substances in particular are included in this category : wood spirit (methanol) raw or rectified, and mixtures of these liquids, ethyl-alcohol and its mixtures, denatured alcohol and the substances commonly used to denature it (a mixture of pyridine and methanol), acetone and its mixtures, acetic aldehyde and its mixtures.

CONDITIONS OF TRANSPORT.

A. PACKING.

1. These goods must be packed in solid receptacles, airtight and properly closed, and the material of which they are made (sheet iron or other metals, glass, stone-ware, wood) must be proof against corrosion by the liquid contents. Wooden receptacles may not be used for the *liquids enumerated under A 1*, and for *xylol* and *amyl acetate*. This prohibition does not, however, apply to *mixtures* in which *rubbers* (gums) or *similar substances* are dissolved : for such articles, thick oak barrels with iron hoops may be used.

2. Receptacles of glass or stone-ware must be firmly fixed either singly or in sets in other receptacles (metallic hampers or baskets, tubs or cases). These outer covers (with the exception of cases) must have good solid handles. The outer uncased covers must have a protecting lid ; and if the latter is made of straw, rush, reeds or other similar substances which are readily inflammable, it must be steeped in slip (cream of clay), milk of lime, etc., mixed with soluble glass. The gross weight of such a package must not exceed 75 kg.

The seams of sheet iron receptacles containing not more than 5 kg. must be rivetted and soldered. Sheet-iron receptacles containing *inflammable liquids of group A 1 (a)* and of a net weight exceeding 20 kg. must be packed in outer covers ; the composition of these outer covers shall be governed *mutatis mutandis* by the above-mentioned regulations. The gross weight of such a package must not exceed 75 kg. Receptacles of *ordinary* sheet-iron containing *ethyl-ether* or *carbon bisulphide* must always (even for quantities of less than 20 kg.) be carefully packed in outer covers of the kind described. However, these are not essential if the ethyl ether or carbon bisulphide is packed in strong *welded* sheet-iron receptacles which are airtight and securely closed.

3. Receptacles of iron or other metals must not be used for the *liquids* enumerated under A 1 *(a)* for more than 95 % of their capacity at a temperature of 15° C.

4. Any package containing the *liquids enumerated under A 1 (a) and (b)* must bear a label as in model No. 3. Baskets and tubs containing liquids enumerated under A 1 *(a)* must bear a label as in model No. 7. They must not be carried on the shoulders or backs of men. They may not be moved on wheels except on trucks known as " sackkarren ".

B. WAYBILLS.

1. Waybills must contain the following remarks underneath the description of the contents in accordance with the tariff or commercial custom :

" Goods of Class III *(a)* group . . . (in accordance with the introductory provision)".

The remarks must be written in red or underlined in red.

---

[1] The ignition point is determined by the Abel-Pensky apparatus by bringing it to a pressure of 760 mm.

[2] The following materials must be placed on the same footing as solid matter, consistent oils (heavy linseed oils), or similar substances with an ignition point exceeding 100° C.

2. Si l'indication du groupe manque, l'envoi est soumis aux prescriptions relatives au groupe A 1 *a)*.

C. AUTRES PRESCRIPTIONS.

1. Il est permis d'emballer avec d'autres objets, dans des caisses en bois solides, étanches et bien fermées, moyennant observation des prescriptions concernant les récipients édictés au chapitre A :

a) Les liquides dénommés sous A 1 a) en quantités totales ne dépassant pas 60 kg., 5 kg. pour le sulfure de carbone et 20 kg. pour les pétroles naturels très légers, l'éther éthylique, le collodion et d'autres solutions co- tenant de l'éther éthylique.

b) Les liquides dénommés sous A 1 b), A A 3 et B, sans restriction.

Les véhicules à moteur peuvent être également transportés avec des réservoirs d'essence pleins, même dans des wagons couverts, à condition que la conduite de l'essence au carburateur soit fermée ou que la surpression, dans le réservoir d'essence, soit détendue, étant entendu que, dans les deux cas, le carburateur doit avoir été vidé par le fonctionnement du moteur. Les réservoirs auxiliaires solidement attachés au véhicule peuvent également être remplis d'essence, à condition qu'ils soient bien fermés.

2. Le transport doit avoir lieu en wagons découverts ; toutefois, peuvent également être chargés, sans égard au nombre des colis, dans des wagons couverts, soit isolément, soit avec d'autres objets conformément aux dispositions de l'alinéa 1 *a)* et *b)*;

Les liquides dénommés sous A 1 a), renfermés dans des récipients dont le poids brut total n'excède pas 60 kg.

12 kg. pour le *sulfure de carbone*, 20 kg. pour les *pétroles naturels très légers*, l'*éther éthylique*, le *collodion* et d'*autres solutions contenant de l'éther éthylique*,

Les liquides dénommés sous A 1 b), A 2 et A 3, ainsi que l'acétone et ses mélanges, renfermés dans des récipients dont le poids brut total n'excède pas 80 kg.,

Et *les liquides dénommés sous B* (à l'exception de l'acétone et de ses mélanges) contenus dans des récipients d'une grandeur quelconque.

Dans ce cas, les coutures des récipients de tôle en fer-blanc doivent être très soigneusement rivées et soudées. Les récipients en verre ou en grès doivent, en pareil cas, être emballés dans une enveloppe extérieure, sans couture et solidement fermée (à l'exclusion des corbeilles). Les récipients isolés admis au transport dans des wagons couverts peuvent aussi être fixés dans des récipients collecteurs d'un poids brut qui ne doit pas dépasser 100 kg. Les récipients isolés doivent être protégés contre tout déplacement dans les récipients collecteurs. L'esprit-de-vin, en bonbonnes en verre emballées dans des caisses à étages, peut aussi être transporté comme chargement complet en wagons couverts ; dans ce cas les couvercles prescrits sous A 2), 2e al. pour les enveloppes extérieures découvertes ne sont pas nécessaires si les bonbonnes n'ont pas une contenance supérieure à 1 litre et si les enveloppes extérieures sont protégées dans le wagon contre le renversement et la chute.

L'éther éthylique en bonbonnes de verre dont la contenance ne dépasse pas 250 gr. bien emballées dans des récipients en bois solides et bien fermés, d'un poids brut de 50 kg. au maximum, peut également être transporté en wagons couverts.

3. En outre, pour *les liquides dénommés sous A 1 a) et b)*, il faut observer les prescriptions suivantes :

a) Avant de commencer le chargement, les wagons devront être munis, sur les deux côtés, d'étiquettes conformes au modèle N° 3 et au modèle N° 11.

b) Les colis doivent être solidement arrimés dans les wagons, les paniers et cuveaux découverts seront attachés aux parois ; ils ne devront pas être superposés ;

2. If the group is not indicated, the consignment is to be treated in accordance with the regulations relating to group A 1 *(a)*.

OTHER REGULATIONS.

1. The following may be packed with other articles in solid wooden boxes, airtight and well closed, subject to the regulations concerning receptacles laid down in Chapter A :

(a) Liquids specified under A 1 (a) in total quantities not exceeding 60 kg., 5 kg. for carbon bisulphide, and 20 kg. for very light natural mineral oils, ethyl ether, collodion and other solutions containing ethyl ether.

(b) Liquids specified under A 1 (b), A 2, and A 3 and B, without restriction.

Motor cars may be transported with full petrol tanks in covered or open wagons, provided the carburettor feedpipe is closed or the gas pressure in the petrol tank is reduced, it being understood that in both cases the carburettor must be emptied by running the motor. Auxiliary tanks firmly attached to the vehicles may also be filled with petrol provided the tanks are well closed.

2. The goods must be carried in open wagons. Nevertheless,

the liquids specified under A 1 (a) in receptacles of a total gross weight not exceeding 60 kg.,

12 kg., in the case of carbon bisulphide, 20 kg. in the case of *very light mineral oils, ethyl ether collodion and other solutions containing ethyl ether,*

the liquids specified under A 1 (b), A (2 and A 3 (including acetone and mixtures thereof) in receptacles of a gross total weight not exceeding 80 kg.,

and the *liquids specified under B* (with the exception of acetone and mixtures thereof) in receptacles of any size, may also be loaded, without regard to the number of packages, in covered waggons, either by themselves or together with other articles in accordance with the provisions of paragraph 1 *(a)* and *(b)*.

In this case, the seams of the sheet iron receptacles must be very carefully rivetted and soldered. The glass or stoneware receptacles must in such cases be packed in an outer cover which must be seamless and firmy closed (not a basket). Single receptacles accepted for transport in covered waggons must also be fixed in collective containers of a gross weight not exceeding 100 kg. The single receptacles must be so fixed in the collective retainers as to prevent any shifting. Spirits of wine in glass carboys packed in tiers in cases may also be transported as complete loads in covered waggons; in this case, the lids provided for under A 2, second sub-paragraph, for the open outside packing are not required if the capacity of the carboys is not greater than 1 litre, and if the outside packings are stowed in the waggon in such a way that they cannot be overturned or fall.

Ethyl ether in glass carboys with a capacity not exceeding 250 grammes, well packed in solid and well-closed wooden receptacles with a gross weight of not more than 50 kg., may also be transported in covered wagons.

3. Furthermore, in the case of the *liquids enumerated under A 1 (a) and (b)*, the following regulations must be complied with :

(a) Before loading begins, labels in accordance with model No. 3 and model No. 11 must be affixed on both sides of waggons.

(b) Packages should be firmly secured in the waggons, uncovered baskets and tubs should be lashed to the sides of the waggons and not be stowed one upon the other.

c) Les récipients qui se détérioreraient pendant le transport seront immédiatement déchargés, et, s'il n'est pas possible de les réparer à bref délai, ils pourront sans autre formalité être vendus avec le contenu qui y sera resté, pour le compte de l'expéditeur ;

d) Les récipients vides ne peuvent être expédiés que s'ils sont bien fermés. Ces récipients en fer ou autres métaux peuvent être transportés en wagons couverts. Les autres récipients doivent être transportés en wagons découverts. Mention devra être faite dans la lettre de voiture de l'usage antérieur auquel ont servi les récipients.

Pour *l'acétone et ses mélanges*, les dispositions *b)* à *d)* doivent également être observées.

4. Les prescriptions indiquées sous A (emballage) alinéa 1) et sous B (lettres de voiture) sont applicables au transport en wagons-réservoirs de *tous les liquides appartenant à la classe III a.* En outre, *pour les liquides des catégories A 1 et A 2*, les prescriptions de A (emballage), alinéa 3, et C. (autres prescriptions), alinéa 3 *a)*, sont également applicables.

Toutefois, la disposition de la Section A (emballage) alinéa 3, n'est pas obligatoire pour les wagons-réservoirs, pourvu que ceux-ci soient munis de dispositifs qui empêchent, d'une part, la production de tensions internes et qui, d'autre part, empêchent un incendie extérieur de se propager à l'intérieur du réservoir[1].

Les réservoirs des wagons-réservoirs doivent être en tôle de fer ou tôle d'autres métaux et être reliés électriquement au châssis.

D. Mode de transport.

Les liquides combustibles et les récipients vides qui contenaient ces liquides ne sont pas admis au transport en grande vitesse comme colis isolés. Exception est faite, sans égard au nombre des colis chargés dans un wagon, moyennant l'observation des prescriptions de C. (autres prescriptions) alinéa 2, pour :

1° Les liquides dénommés sous A 1 *a)* renfermés dans des récipients dont le poids brut ne dépasse pas 60 kg. ; 12 kg. pour le sulfure de carbone et 20 kg. pour les pétroles naturels très légers, l'éther éthylique, le collodion et d'autres solutions contenant de l'éther éthylique ;

2° Les liquides dénommés sous A 1 *b)*, A 2, A 3 et B, renfermés dans des récipients dont le poids brut ne dépasse pas 80 kg. ;

Si les récipients isolés sont solidement fixés dans des récipients-collecteurs, le poids brut de ces derniers peut aller jusqu'à 100 kg.

3° L'éther éthylique en bonbonnes en verre jusqu'à 250 gr. de contenance, bien emballées dans des récipients en bois solides, bien fermés, dont le poids brut ne dépasse pas 50 kg. ;

4° Les récipients vides, hermétiquement fermés, en fer ou autre métal.

E. Chargement.

Les liquides combustibles de la classe III A groupe A 1 ne doivent pas être chargés dans le même wagon que *des explosifs de mine et de tir de la classe I a) A et B, 2e groupe*, ou *les objets de la classe I b*, N° 3 5 *A*, 5 *C et* 12.

Modifications aux prescriptions relatives à la classe III *b)* (matières solides inflammables).

[1] Dans les relations avec l'Italie, cette exception ne s'applique qu'aux wagons-réservoirs contenant de la benzine ou du pétrole.

(c) Receptacles which have become damaged during transport shall be unloaded immediately, and, if they cannot be quickly repaired, may be sold with any remaining part of the contents without further formality, for account of the consignor.

(d) Empty receptacles may only be forwarded if they are well closed. Such receptacles of iron or other metals may be carried in covered waggons. Other receptacles must be transported in open waggons. A note of the purpose for which such receptacles have previously served should be made on the waybill.

In the case of *acetone and its mixtures,* the regulations *(b)* to *(d)* must also be complied with.

4. The regulations set forth under A (Packing) paragraph (1) and under B (Way-bills) shall apply to the carriage in tank waggons of *all liquids belonging to Class III a.* Furthermore, in the case of *liquids belonging to Classes A 1 and A 2,* the regulations laid down under A (Packing) paragraph 3 and C (Further Regulations) paragraph 3 *(a)* shall also apply.

Nevertheless, the provisions of Chapter A (Packing) paragraph 3 are not compulsory for tank waggons, provided they are fitted with devices which on the one hand prevent production of internal tension, and on the other hand hinder the spreading of fire inside the tank.[1]

The tanks of tank waggons must be made of sheet-iron or other metal, and must have an electric connection with the under-carriage.

D. Method of transport.

Inflammable liquids and empty receptacles which have contained these liquids are not accepted for transport by *grande vitesse* in small lots packages. Provided the provisions of C. (Further Regulations), paragraph 2, are observed, exceptions are made irrespective of the number of packages loaded in a waggon, in the case of :

1. The liquids mentioned under A 1 *(a)* contained in receptacles with a gross weight not exceeding 60 kg. ; 12 kg. for carbon bisulphide and 20 kg. for very light natural mineral oils, ethyl ether, collodion, and other solutions containing ethyl ether ;
2. The liquids mentioned under A 1 *(b)*, A 2, A 3 and B, contained in receptacles with a gross weight not exceeding 80 kg.

} If the single receptacles are firmly fixed in collective containers, the gross weight of these may amount to as much as 100 kg.

3. Ethyl ether in glass carboys with a capacity up to 250 gr., well packed in solid well closed wooden receptacles with a gross weight not exceeding 50 kg. ;

4. Empty, hermetically closed receptacles of iron or other metal.

E. Loading.

Inflammable liquids of Class III A, Group A 1, may not be loaded in the same waggon with mining and gun explosives and of Class I (*a*) A and B, 2nd group, *or with substances specified in Class I (b),* Nos *3, 5 A, 5 C and 12.*

Amendments to the regulations relating to Class III b (solid inflammable materials).

[1] In traffic with Italy, this exception applies only to tank waggons containing benzine or mineral oils.

1. Le N° 3 de la disposition préliminaire (N° marginal 170) est libellé comme suit :

« 3. *Le celluloïd en plaques, feuilles, tiges ou tuyaux ; les objets manufacturés en celluloïd ; le celluloïd pour films en rouleaux*[1] *; les films en celluloïd déjà exposés (même développés)* [2] *; les déchets de celluloïd et de films en celluloïd* ».

2. Voir ci-dessous les notes ad « celluloïd de films en rouleaux » [1] et ad « films en celluloïd » [2]. Dans la section A *(emballage)* de cette classe.

1. L'alinéa (3) *d* (N° marginal 176) est libellé comme suit :

« *d)* Le poids d'un colis ne doit pas dépasser :

» 1° Emballé comme il est prescrit sous *a* α) à δ) : 60 kg. pour les tuyaux et 10 kg. pour les tiges,

» 2° Emballé comme il est prescrit sous *c* β) à δ) : 40 kg., emballé comme il est prescrit sous *c* δ), 80 kg. en double emballage. »

2. L'alinéa (4) (N° marginal 177) est libellé comme suit :

« 4° *Le peroxyde de benzoyl* ou *le superoxyde de benzoyl* avec moins de 25%, mais au moins 5% d'eau (N° 4), doit être emballé dans des boîtes en carton dont le contenu ne doit pas dépasser 2 kg. ; les boîtes en carton doivent être fixées dans de fortes caisses de bois, étanches et fermant solidement. Une caisse ne doit pas contenir plus de 25 kg. de peroxyde ou de superoxyde de benzoyl. »

Dans la section B *(mode de transport)* de cette classe (N° marginal 178), le premier alinéa est libellé comme suit :

« *Les matières dénommées sous* 1, sauf lorsqu'elles sont emballées, de même que *les déchets de celluloïd et de films* emballés conformément à l'alinéa (3) *c* β à δ) de la section A (emballage) ne seront pas acceptées en grande vitesse comme colis isolés. »

Dans les prescriptions relatives à la *classe IV (matières vénéneuses)*, le N° 7 des dispositions préliminaires (N° marginal 180) est libellé comme suit :

« *L'acide oxalique* et l'*oxalate de potassium à l'état solide*, ainsi que les *sels de l'acide hydrofluosilicique* », et la note 1, du N° 7 est supprimée.

En outre, le numéro 9 (N° marginal 180) « 9 *aniline* (huile d'aniline) » est supprimé.
Dans la section A *(emballage)* de cette classe, le numéro 9 (N° marginal 189) est supprimé.
Dans la section B *(autres prescriptions)* de cette classe, sont supprimés :

1° A l'alinéa 1. *b)* (N° marginal 194) les mots « ainsi que sous IV 9° » ;

2° A l'alinéa 1. *c)* (N° marginal 194), le N° « 9 ».

Les sections C *(mode de transport)* et D *(chargement)* de cette classe (N° marginal 200 et 201) sont libellées comme suit :

« C. MODE DE TRANSPORT. »

Les matières dénommées sous 1, 3, 4, 5, 6 *a*, 6 *c* et 10, excepté les *matières du N°* 3, lorsqu'il s'agit d'envois pour la lutte contre les parasites dans des cas urgents et le *sublimé* (N° 6 *a*) lorsqu'il s'agit d'envois pour la lutte contre les épidémies, ainsi que les *récipients vides* (y compris les sacs), dans lesquels étaient contenues *des matières des numéros susmentionnés* ne seront pas transportées en grande vitesse, à moins que les matières ne soient renfermées dans des récipients

[1] C'est-à-dire la matière brute pour films, sans émulsion.

[2] Les films non exposés sont transportés sans condition, de même que les films de toute sorte, exposés (même développés) contenus dans un emballage courant, c'est-à-dire emballés au moins dans des boîtes solides et étanches de bois ou de fer-blanc ou des boîtes de carton dur et épais, renfermées à leur tour dans des caisses de bois solide, à condition que la nature de l'emballage soit certifiée par l'expéditeur dans la lettre de voiture au moyen d'une mention manuscrite, d'un cachet ou d'une mention imprimée.

1. No. 3 of the introductory regulation (marginal number 170) reads as follows :

3. *Celluloid in plates, sheets, rods or tubes ; articles made of celluloid ; film celluloid in rolls* [1] *celluloid films* [2] *which have been exposed (whether developped or not) ; celluloid and film waste.*

2. Footnotes to the inserted [1] to " film celluloid in rolls " and [2] " celluloid films ".

In Chapter A *(Packing)* of this class

1. Paragraph 3 *(d)* (marginal number 176) reads as follows :

(d) The weight of a package must not exceed the following :

(1) Packed in accordance with *(a)* (α) to (δ) : 60 kg. for tubes and 100 kg. for rods,

(2) Packed in accordance with *(c)* (β) to (δ) : 40 kg. ; packed in accordance with *(c)* (δ) in a double wrapping : 80 kg.

2. Paragraph 4 (marginal number 177) reads as follows :

" 4. *Peroxide of benzoyl* or *superoxide of benzoyl* with less than 25 % but not less than 5 % of water (No. 4) must be packed in cardboard boxes containing not more than 2 kg. These boxes must be fixed in strong, airtight and well-closed wooden cases. No case may contain more than 25 kg. of peroxide or superoxide of benzoyl ".

In chapter B (Method of Transport) of this class (marginal No. 178), the first paragraph reads as follows :

" *The materials specified in* 1, except those which are packed, and *celluloid and film waste,* in accordance with paragraph 3 *(c)* (β) to (δ) of Chapter A (Packing), may not be accepted in part loads in carriage by *grande vitesse.* "

In the regulations relating to *Class IV* (Poisonous Substances), No. 7 of the introductory rules (marginal No. 180) reads as follows :

" *Oxalic acid* and *oxalate of potassium in the solid state,* together with the *salts of hydrofluosilicic acid* " Footnote 1, to No. 7 is omitted.

No. 9 (marginal No. 180) : " 9 aniline (aniline oil) " is omitted.

No. 9 of Chapter A (*Packing*) of this class (marginal No. 189) is omitted.

In Chapter B (*Further Regulations*) of this class, the following are omitted :

(1) In paragraph 1 *(b)* (marginal No. 194) the words " and under IV 9 " ;

(2) In paragraph 1 *(c)* (marginal No. 194) the number " 9 " :

Chapters C (Method of Transport) and D (Loading) of this class (marginal numbers 200 and 201) read as follows :

" C. METHOD OF TRANSPORT. "

The substances enumerated under 1, 3, 4, 5, 6 *(a)*, 6 *(c)* and 10 with the exception of the *substances coming under number 3,* in the case of consignments required urgently for the destruction of parasites and *sublimate* (No. 6 *(a)*) in the case of consignments to be used for the prevention of epidemics, as also *empty receptacles* (including sacks), which have contained *substances coming under the above-mentioned numbers* will not be accepted for transport by *grande vitesse* in part loads, unless the subs-

[1] That is to say, the raw material for films without emulsion.

[2] Films which have not been exposed are accepted for transport unconditionally, as are also films of all kinds which have been exposed (whether developed or not) contained in customary commercial packing : that is to say, packed at least in solid, airtight wooden or tin boxes or in thick hard cardboard boxes, which are in their turn packed in solid wooden cases, provided that the nature of the packing is certified by the consignor in the waybill in writing, printing or by means of a stamp.

de fer-blanc ou de verre hermétiquement fermés, qui sont entourés soigneusement de laine de bois et déposés dans des récipients de fer-blanc fermés par soudure emballés eux-mêmes dans de fortes caisses de bois.

« D. CHARGEMENT. »

Les matières des numéros 1, 3, 4, 5, 6 a, 6 c et 10 excepté les matières du N° 3, lorsqu'il s'agit d'envois pour la lutte contre les parasites dans des cas urgents et le sublimé (6 *c*) lorsqu'il s'agit d'envois pour la lutte contre les épidémies ainsi que les *envois de récipients vides* (y compris les sacs ayant servi à emballer ces matières, ne doivent pas être chargés dans le même wagon que des denrées alimentaires à moins que les matières ne soient contenues dans des récipients de fer-blanc ou de verre hermétiquement fermés entourés soigneusement de laine de bois et déposés dans des récipients de fer-blanc fermés par soudure, contenus eux-mêmes dans des caisses de bois solides.

(L'alinéa 2, de cette section est supprimé).

Dans les prescriptions relatives à la *classe V (matières caustiques) :*

1° A la section A *(emballage)*, alinéa (13) (N° marginal 218), la deuxième phrase « les colis *d'acide nitrique rouge fumant* (1) doivent en outre, porter l'étiquette, conforme au modèle N° 3 », est supprimée.

2° La section D *(chargement)* (N° marginal 236) est supprimée.

ANNEXES

Modèle 1 comme le modèle 1 (rouge) de l'annexe I à la C. I. M. encadrée d'un trait.

Modèle 1 *a)* comme le modèle 1 (rouge) de l'annexe I à la C. I. M. encadrée de deux traits.

Modèle 2 comme le modèle 2 (noir) de l'annexe I à la C. I. M. encadrée d'un trait.

Modèle 2 *a)* comme le modèle 2 (noir) de l'annexe à la C. I. M. encadré de deux traits.

Modèle 2 *b)* fusée (verte).

Le présent accord entrera en vigueur le 1er juillet 1931.

LA HAYE, *le* 6 *juin* 1931.

BERLIN, le 11 *juin* 1931.

Le Ministre des Transports du Reich :
(Signé) VON GUÉRARD.

Le Ministre du Département des Eaux :
(Signé) P. J. REYMER.

stances are contained in hermetically-sealed tin or glass receptacles which are carefully packed in wood wool and placed in airtight soldered tin receptacles, the latter being themselves packed in strong wooden cases.

D. LOADING.

The substances enumerated under 1, 3, 4, 5, 6 (a), 6 (c) and 10, except the substances coming under number 3, in the case of consignments required urgently for the destruction of parasites, and sublimate (No. 6 *(c)*) in the case of consignments to be used for the prevention against epidemics, as also *consignments of empty receptacles* (including sacks) which have contained these substances, may not be loaded in the same waggon as foodstuffs, unless these substances are contained in hermetically-sealed tin or glass receptacles which are carefully packed in wood wool and placed in airtight soldered tin receptacles, the latter being themselves packed in solid wooden cases.

(Paragraph 2 of this Chapter is omitted.)

In the regulations relating to Class V *(Caustic Substances) :*

(1) In Chapter A (*Packing*), paragraph 13 (marginal No. 218), the second sentence : " packages containing *fuming red nitric acid* (1) must also bear a label as in Model No. 3, " is omitted.

(2) Chapter D (*Loading*) (marginal No. 236) is omitted.

ANNEXES.

Model No. 1, like Model No. 1 (red) of Annex I to the I.C.M., surrounded by one line.
Model No. 1 *(a)*, like Model No. I (red) of Annex I to the I.C.M., surrounded by two lines.

Model No. 2, like Model No. 2 (black) of Annex I to the I.C.M., surrounded by a line.
Model No. 2 *(a)*, like Model No. 2 (black) of the Annex to the I.C.M., surrounded by two lines.
Model No. 2 *(b)* torch (green).

The present Agreement shall come into force on July 1, 1931.

THE HAGUE, *June* 6, 1931.

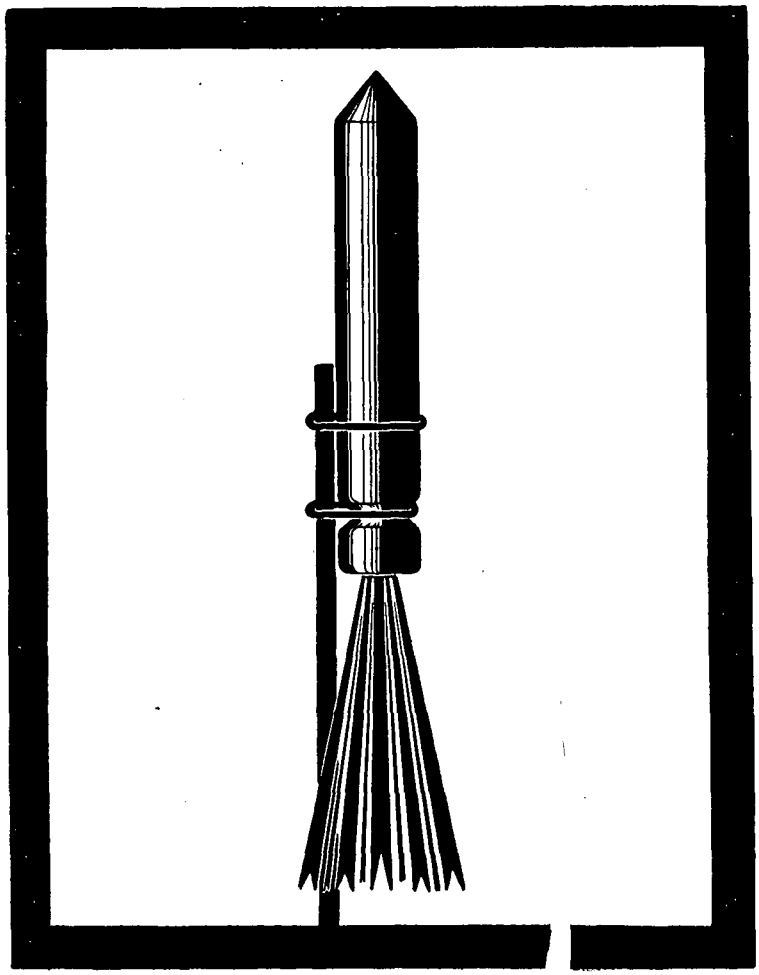
BERLIN, *June* 11, 1931.

Transport Minister of the Reich :
(Signed) VON GUÉRARD.

The Minister of Waterways :
(Signed) P. J. REYMER.

MODÈLE DE L'ÉTIQUETTE 2 *b*.

MODEL OF LABEL NO. 2 *b*.



TRADUCTION DE L'ÉCHANGE DE NOTES

TRANSLATION OF THE EXCHANGE OF NOTES

[1] TRADUCTION.

ÉCHANGE DE NOTES

I

LE MINISTRE DES TRANSPORTS DU REICH.

E. I. 15 N° 3822.

BERLIN, *le* 15 *mai* 1931.

Objet : Dispositions moins rigoureuses apportées à la nouvelle Annexe I à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer, qui entrera en vigueur le 1er juillet de cette année.
Ad lettre La. A., Afd. Vervoer-en Mijnwezen du 27 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire tenir à Votre Excellence, en triple expédition, l'accord établissant, pour les transports par chemin de fer entre les deux pays, des dispositions moins rigoureuses relativement aux objets qui, aux termes de la Convention internationale du 23 octobre 1924 concernant le transport des marchandises par chemin de fer, sont exclus du transport ou ne sont admis au transport que sous certaines conditions. Le texte est celui qui, à la conférence tenue à Berlin du 5 au 9 mai de cette année, a été arrêté par les représentants de nos deux pays de concert avec les représentants des Etats qui ont également adopté les allègements antérieurs.

Je joins également en triple expédition le protocole relatif à la Conférence susmentionnée.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'approuve ces arrangements. Conformément aux réserves formulées par vos délégués (page 6 du protocole), et au cas où Votre Excellence approuverait également l'accord intervenu — et je la prie de bien vouloir m'adresser une communication à ce sujet —, je ferai paraître, lors de la publication des facilités envisagées, l'avis suivant :

Ad Dispositions relatives à la classe I *a)*, section B (Transport et Expédition), alinéa (2) *a)* :

« Aux Pays-Bas, la dynamite et autres explosifs analogues (explosifs du deuxième groupe, sous *e)* ne pourront, jusqu'à nouvel ordre, être expédiés que :

a) Des points de passage de la frontière
Herzogenrath frontière Kerkrade Rolduc frontière et *Richterich frontière* Simpelveld frontière
à destination des mines néerlandaises ;

b) De et à la station de Echt des Chemins de fer néerlandais, à destination des points de passage de la frontière mentionnés sous *a)* et au départ de ces derniers.

Ad prescriptions de la classe I *a)*, section E (Chargement et autres prescriptions), alinéa (2) *c)* :

« En ce qui concerne les envois de *dynamite* et autres *explosifs analogues* (explosifs du deuxième groupe, sous 3) à destination des Pays-Bas, la Direction générale des Chemins de fer néerlandais à Utrecht devra être avisée par le chemin de fer expéditeur 48 heures au moins avant l'arrivée au point de passage de la frontière. L'avis

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

GERMAN MINISTER OF COMMUNICATIONS.

E. I. 15 No. 3822.

BERLIN, *May* 15, 1931.

Concerning the less strict provisions of the new Annex I — coming into force on July 1, 1931 — of the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail.
Ad letter La. A., Alf. Vervoer-en Mijnwezen du 27 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to forward to you in three copies the text of the Agreement concerning less strict provisions for the transport of goods which, in accordance with the International Convention of October 23, 1924, concerning the Traffic of Goods by Rail are excluded from the traffic or are only admitted subject to certain conditions by the railways of our two countries ; this text was agreed upon at the Conference held in Berlin from May 5 to 9, 1931, by our respective delegates together with delegates of such States as have already adopted the previous less strict provisions.

I also forward in three copies the Protocol of the negotiations in question.

I beg to say that I approve the arrangements made. In accordance with the reservations made by your delegates (page 6 of the Protocol), and provided that Your Excellency also accepts the Agreement as to which I would request you kindly to inform me — I shall issue the following notice at the time of publication of the less strict provisions in question :

Ad. Class I *(a)*, section B (Transport and Despatch), paragraph (2) *(a)*.

"In the Netherlands dynamite and similar explosives (explosives of group 2 *(e)*) may until further notice be transported only :

(a) From the frontier crossing-points *Herzogenrath Grenze* Kerkrade Rolduc Grenze and *Richterich Grenze* Simpelveld Grenze to the Netherlands mines ;

(b) From and to Echt station on the Netherlands Railways to and from the frontier crossing-points mentioned in *(a)*."

Ad class I *(a)*, section E (Loading and other provisions), (2) *(c)* :

"The consigning railway shall notify the General Directorate of the Netherlands Railways at Utrecht of the despatch to the Netherlands of consignments of *dynamite* and *similar explosives* (explosives group 2, (3)), not less than 48 hours before the arrival of such consignments at the frontier crossing-point ; the notice shall state the contents

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

devra indiquer le contenu et le poids net de l'envoi, la gare de destination, le point de passage de la frontière, le jour de l'arrivée probable de l'avis à ce dernier et, si possible, le numéro du train. »

Si votre réponse affirmative ne contient pas d'autres réserves, je considérerai l'accord comme conclu de ce fait et prendrai les mesures nécessaires en vue de le mettre en vigueur entre nos deux Etats pour le 1er juillet de cette année.

Toutefois, au cas où Votre Excellence tiendrait à effectuer la conclusion de l'accord par l'échange de deux exemplaires de ce dernier, portant nos signatures respectives, je la prierais de bien vouloir me renvoyer deux exemplaires signés, dont je retournerai immédiatement un exemplaire revêtu de ma signature.

Au cas où Votre Excellence désirerait que l'accord soit conclu non seulement en langue allemande, mais aussi en langue néerlandaise, je la prierais de bien vouloir ajouter à sa réponse, en dehors des deux exemplaires rédigés en langue allemande et signés, deux autres textes en langue néerlandaise, également signés. Je retournerai alors un exemplaire de l'accord en langue néerlandaise et un autre en langue allemande, l'un et l'autre revêtus de ma signature.

Pour le cas où, contrairement à l'attente, l'accord ne pourrait pas être conclu avant le 1er juillet de cette année, pour des raisons quelconques, je serais particulièrement obligé à Votre Excellence de me faire savoir, autant que possible avant le 10 juin de cette année, à quelle date l'accord pourra probablement être mis en vigueur dans les relations entre nos Etats.

Pour ce qui est de l'accord à conclure, je déclare en outre approuver l'arrangement intervenu entre nos délégués respectifs et selon lequel l'accord doit rester en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes, moyennant un préavis de deux mois, dont point de départ sera la date de la lettre de dénonciation.

J'ai adressé une lettre ayant le même contenu :

Au Ministère fédéral du Commerce et des Transports à Vienne I,
Au Ministère royal danois des Travaux publics à Copenhague,
Au Ministère royal hongrois du Commerce à Budapest,
Au Ministère royal italien des Transports à Rome,
Au Département royal norvégien des Travaux publics à Oslo,
Au Ministère royal roumain des Transports à Bucarest,
Au Département royal suédois des Communications à Stockholm,
Au Ministère des Chemins de fer de la République tchécoslovaque à Prague,
Au Ministère des Communications du Royaume de Yougoslavie à Belgrade.

Veuillez agréer, Excellence, etc.

P. o.
(Signé) GUTBROD.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre des Eaux des Pays-Bas,
La Haye.

II.

MINISTÈRE DES EAUX.

Réponse à la lettre du 15 mai 1931, E. I 15 N° 3822.

Objet : Dispositions moins rigoureuses pour le transport des explosifs par chemin de fer.

LA HAYE, *le 6 juin* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'approuve le projet d'accord qui a été communiqué par la lettre mentionnée ci-contre ; deux exemplaires de l'accord, revêtus de ma signature, sont joints.

En outre, vous trouverez ci-joint deux exemplaires signés d'une traduction néerlandaise de l'accord que j'ai fait établir.

and net weight of the consignment, the station of destination, the frontier crossing-point, the date on which the consignment may be expected to arrive, and also if possible, the train number. "

If your reply contains an approval without further reservations, I shall consider the Agreement to be thereby concluded and shall arrange for it to come into force between our two countries on July 1, 1931.

If, however, Your Excellency desires the Agreement to be concluded by the exchange of two copies signed by both of us, I beg you to return two copies bearing your signature. I will then at once send back one of these copies signed by me.

If your Excellency desires the Agreement to be concluded not only in German but also in Dutch, would you be so good as to send with your reply two signed copies of the Agreement in Dutch as well as the two signed copies in German ? I will then return a copy of the Agreement in Dutch and one in German both signed by me.

If, contrary to expectation, the conclusion of the Agreement should for any reason not be possible by July 1, 1931, I should be very grateful if Your Excellency would inform me, if possible by June 10, as to the probable date on which the Agreement can come into force between our two countries.

With regard to the Agreement to be concluded, I hereby declare that I also approve the arrangement made by our respective delegates to the effect that the Agreement shall remain in force until denunciation by one of the Contracting Parties at two months' notice as from the date of the letter of denunciation.

I have forwarded a similar note to the following :

The Federal Ministry for Commerce and Communications, Vienna I,
The Royal Danish Ministry of Public Works, Copenhagen,
The Royal Hungarian Ministry of Trade, Budapest,
The Royal Italian Ministry of Communications, Rome,
The Royal Norwegian Department of Public Works, Oslo,
The Royal Roumanian Ministry of Communications, Bucharest,
The Royal Swedish Department of Communications, Stockholm,
The Ministry of Railways of the Czechoslovak Republic, Prague,
The Ministry of Communications of the Kingdom of Yugoslavia, Belgrade.

I have, etc.

p. p.
(Signed) GUTBROD.

His Excellency
The Royal Netherlands Minister of Waterways,
The Hague.

II.

MINISTRY OF WATERWAYS.

Reply to the letter of May 15, 1931, E. I 15 No. 3822.

Subject : Less strict provisions concerning the transport of explosives by rail.

THE HAGUE, *June* 6, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I accept the draft agreement enclosed with the above-mentioned letter and return herewith two copies signed by me.

I also forward two signed copies of a Dutch translation which I have had made of the agreement.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir signer les uns et les autres et de me renvoyer ensuite, aussi rapidement que possible, un exemplaire signé de l'accord et de la traduction.

J'approuve la réserve formulée par le délégué néerlandais à la Conférence de Berlin. En ce qui concerne cette dernière, je prie aussi Votre Excellence de bien vouloir publier l'avis visé au troisième alinéa de la lettre mentionnée ci-contre.

Je n'ai aucune objection à formuler contre la proposition tendant à mettre l'accord en vigueur le 1er juillet de cette année, de sorte que cette date constituera la date de l'entrée en vigueur.

La dénonciation s'effectuera moyennant un délai de préavis de deux mois.

Le Ministre des Eaux :
(Signé) P. J. REYMER.

Monsieur le Ministre des Transports du Reich,
Berlin W. 8.
Wilhelmstrasse 80.

III.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS DU REICH.
E. I. 15 N° 4642.

BERLIN, *le* 11 *juin* 1931.

Objet : Allègements apportés à l'annexe I de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer.

Comme suite à votre lettre du 6 de ce mois — La. A. Afd. Vervoer-en Mijnwezen — j'ai l'honneur de renvoyer ci-joint, revêtu de ma signature, un exemplaire de l'accord en langue néerlandaise et un exemplaire en langue allemande.

Je prendrai les mesures nécessaires en vue de la publication des réserves formulées par votre délégué à Berlin.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) VON GUÉRARD.

A Son Excellence,
Monsieur le Ministre des Eaux des Pays-Bas,
La Haye.

I beg Your Excellency to sign both of these also, and to send me back as soon as possible one signed copy of the agreement and one of the translation.

I approve the reservation made by the Netherlands delegates at the Berlin Conference, and I would therefore also request Your Excellency to arrange for the issue of the notice mentioned in the third paragraph of your letter above referred to.

I have no objection to the proposed entry into force on July 1, 1931 ; that date is accordingly adopted for the purpose.

In the event of denunciation two month's notice shall be given.

(Signed) P. J. REYMER,
Minister of Waterways.

To the German Minister of Transport
Berlin W. 8.
Wilhelmstrasse 80.

III.

GERMAN MINISTER OF COMMUNICATIONS.
E. I. 15. 4642.

BERLIN, *June* 11, 1931.
Wilhelmstrasse 80.

Subject : Less strict provisions of the annex 1 of the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail.

In reply to Your Excellency's letter of the 6th instant — La. A. Afd. Vervoer-en Mijnwezen — I have the honour to return herewith a copy of the agreement in the Dutch language and one in the German, both signed by me.

I will make the necessary arrangements for the publication of the reservations made by your Minister at Berlin.

I have, etc.

(Signed) VON GUÉRARD.

To His Excellency The Royal Netherlands Minister of Waterways,
The Hague.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)